



Association animal équité
info@animal-equite.ch

Conseil national
Commission de la science, de
l'éducation et de la culture
Monsieur Roman Hug
Président de la commission
3003 Berne

vernehmlassungen@blv.admin.ch

Genève, le 24 mai 2026

(Deutsche Version ab Seite 7)

21.426 n Iv. pa. Christ. Méthodes de substitution à l'expérimentation animale. Davantage de ressources et d'incitations pour la recherche 3R

Prise de position de l'association animal équité concernant la procédure de consultation de l'avant-projet de la CSEC-N

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les membres de la commission,

Dans le cadre de la procédure précitée, vous trouverez ci-après notre avis.

L'association animal équité (AAE) est une organisation de protection des animaux reconnue d'utilité publique et dont l'un des buts vise notamment (article 2, lettre b des statuts) le remplacement de l'expérimentation animale par des méthodes plus éthiques, scientifiques et sûres pour la santé publique.

Modification de la loi fédérale sur la protection des animaux

Art. 3, let. d (définition des 3R)

L'AAE soutient la formulation proposée.

Art. 18, al. 3 (secrétariat spécialisé)

L'AAE soutient la formulation proposée, avec réserve (voir art. 33a LPA).

Art. 20a Information du public

L'AAE soutient la formulation proposée, mais propose en ajout, à des fins de transparence, le préavis favorable ou non de la commission cantonale pour les expériences sur les animaux (voir explications art. 34 LPA).

Proposition : ajout de la lettre h à l'art. 20a, al. 2 LPA

Nouveau

h. le préavis de la commission cantonale pour les expériences sur les animaux.

Art. 20b, al. 1 et 3 (*système d'information*)

L'AAE soutient la formulation proposée.

Art. 20c, al. 1, let. a et b, 3 et 4 (*accès aux données*)

L'AAE soutient la formulation proposée.

Art. 22, al. 2, 3 et 4 (*soutien aux mesures de protection des animaux*)

Rédigées sous cette forme, les dispositions énumérées ne sont pas plus incitatives que l'actuel art. 22 LPA. Ces dispositions, qui existent depuis près de 40 ans, n'ont pas amélioré de façon notable l'engagement de la Confédération en faveur des 3R. Nous sommes passés d'une entité (la Fondation Recherche 3R) disposant d'un budget annuel de quelques centaines de milliers de francs et finançant quelques projets par année, à une autre en 2018, le Centre de compétence 3RCC, avec un budget un peu plus conséquent, mais tout aussi peu efficace. Cela peut s'expliquer par la surreprésentation au sein de son Conseil stratégique - lequel fixe l'orientation stratégique et assure la haute direction du 3RCC -, de personnes favorables à l'expérimentation animale.

On y trouve par exemple à la présidence, votre collègue de commission Simone De Montmollin, laquelle par ses votes au sein de votre Conseil démontre son désintérêt général pour toute question relevant de la protection des animaux. À la vice-présidence et dans l'équipe de direction du 3RCC figure également le Prof. Dr Rolf Zeller de l'Université de Bâle. Il est l'un des chercheurs alémaniques les plus actifs dans la promotion de l'expérimentation animale en Suisse et siège également au comité de l'organisation pro-expérimentation animale Recherche pour la vie (Forschung für Leben). Sur la page d'accueil de leur site internet, il affiche aussi ses ambitions : « Je m'engage à contribuer à ce qu'en Suisse, les générations futures puissent encore mener des recherches de toute première classe plutôt qu'à les rendre impossibles à force d'interdits et d'obstacles administratifs ».

Ce qui est saisissant dans la composition du comité du 3RCC, c'est qu'il ne comporte aucun chercheur engagé dans les 3R et qu'il semble davantage cultiver l'entre-soi qu'une réelle volonté de créer une dynamique.

Avec un budget annuel moyen de 4,5 millions, le soutien public du 3RCC aux approches 3R est dérisoire, ne serait-ce qu'en comparaison des centaines de millions alloués chaque année aux expérimentations animales, qu'il s'agisse du FNS ou des

fonds propres de nos hautes écoles. Selon un rapport du Contrôle fédéral des finances publié en 2009, rien que la détention des animaux d'expériences dans les animaleries publiques était chiffrée à 85 millions de francs par année.

Plus inquiétant encore, **sur le budget de 4,5 millions du 3RCC, seuls 1,1 million ont été engagés pour des projets en 2024**. Et pour chacun d'eux, les montants restent très faibles, puisqu'ils ont été répartis entre 18 projets.

Durant la même période, nos autorités cantonales ont autorisé 837 demandes d'expérimentations animales, déposées principalement par nos hautes écoles et financées par des fonds publics. Car depuis de nombreuses années, ce ne sont plus les pharmas qui expérimentent sur les animaux en Suisse. En 2024, seuls 25 % des animaux l'ont été dans les industries pharmaceutiques et les biotechs.

Selon les chiffres publiés tant par la FDA, l'autorité américaine chargée de la santé publique, que par son pendant européen, l'EMA, **plus de 90 % des demandes d'homologation de nouveaux médicaments échouent lors des études cliniques menées sur des êtres humains**. Cela signifie que tant les données pharmacologiques que toxicologiques positives obtenues préalablement lors des tests sur les animaux échouent lors d'une application humaine. Et sur les 10 % restants, la moitié nécessiteront une adaptation de la notice d'utilisation ou un retrait en raison d'effets indésirables non prévus sur la santé des patients.

Il y a quelques jours, le médicament TAVNEOS, produit par la société pharmaceutique américaine Amgen, a fait l'objet d'une procédure de retrait après avoir provoqué la mort d'une vingtaine de patients au Japon. Si Amgen est soupçonnée d'avoir falsifié des données afin de favoriser l'homologation de son médicament, aucun test toxicologique mené sur les animaux n'avait alerté sur ses effets secondaires graves.

Selon le toxicologue Thomas Hartung, ancien directeur du Centre européen de validation des méthodes alternatives (EURL-ECVAM), **les tests sur animaux en toxicologie ne reproduisent en moyenne les effets constatés chez les patients humains que dans 50 % des cas**, et de façon non prédictive. Ce n'est qu'une fois les effets constatés chez l'humain que la prédictivité du test peut être confirmée ou réfutée.

Il arrivera un jour où nous aurons tous besoin d'un traitement aussi sûr et efficace que possible. À ce moment-là, nous n'aurons aucune satisfaction d'avoir contribué à maintenir un système de recherche qui favorise avant tout les carrières académiques et les classements universitaires. L'avenir de la recherche réside dans la modélisation des pathologies humaines, avec du matériel et des données humaines. **Pour un réel soutien aux approches 3R, il importe de leur donner une véritable chance de se développer**, et non de maintenir un statu quo en ajoutant à l'art. 22 LPA des dispositions qui veulent dire la même chose, mais de manière plus compliquée.

Proposition : ajout de l'al. 5 à l'art. 22 LPA

Nouveau

⁵ La Confédération s'assure qu'une partie adéquate des fonds qu'elle alloue à la recherche médicale soutienne les principes 3R.

Art. 33a Secrétariat spécialisé

L'AAE soutient la formulation proposée, avec réserve.

Explications

La création de secrétariats spécialisés fait sens s'il s'agit de s'assurer que les cantons qui n'ont pas encore mis en place un contrôle sérieux des demandes d'expérimentations animales se professionnalisent et appliquent les dispositions légales. Il est assez stupéfiant de lire dans le rapport explicatif qu'un canton dispose encore d'une commission simplement composée de deux membres, quand bien même peu de demandes seraient déposées, et de constater que l'OSAV, qui est la haute autorité chargée de l'application de la législation, n'intervient pas pour mettre fin à cette situation.

Pour autant, une spécialisation nécessite de réunir les personnes compétentes. Dans le cas de ces secrétariats, il sera attendu que celles-ci connaissent bien les procédures en cours. Elles proviendront donc forcément des milieux de la recherche, avec une expertise certaine, mais aussi un biais de raisonnement, celui-ci étant a priori favorable à la recherche.

Ces dernières années, des postes de spécialistes ont déjà été imposés à chaque institut et laboratoire (art. 129 OPAn), qu'il s'agisse d'un directeur du domaine de l'expérimentation animale, chargé de réceptionner et superviser les demandes des chercheurs avant leur transmission à l'autorité cantonale, ou d'un délégué à la protection des animaux. Mais même dans ce dernier cas, le délégué en question doit avoir suivi la formation d'expérimentateur et avoir trois ans d'expérience pratique en expérimentation animale (art. 129b, al. 2 OPAn).

Au final, le contrôle mis en place tant par les instituts que par les futurs secrétariats risque de manquer de la distance nécessaire pour évaluer sérieusement les demandes sous l'angle de leur caractère indispensable, qui reste très subjectif. Selon l'art. 137 OPAn, pour répondre au caractère indispensable, le but d'une expérience doit notamment : a) avoir un rapport avec la sauvegarde et la protection de la vie ou de la santé humaines ou animales ; b) apporter des connaissances nouvelles sur des phénomènes vitaux essentiels ; c) être utile à la protection de l'environnement naturel.

Ces conditions non cumulatives couvrent tous les champs possibles de la recherche. Ainsi, chaque demande est, par elle-même, indispensable. Les autres conditions à réunir sont l'impossibilité de remplacer tout ou partie de la procédure par des méthodes non animales et le design de l'étude (nombre d'animaux, durée de l'étude, etc.).

Créer des secrétariats spécialisés ne devrait pas apporter de réelle plus-value en matière de protection des animaux. Seul un **renforcement des prérogatives des commissions cantonales** (droit de recours, voir article 34 LPA) permettrait d'assurer une application rigoureuse de la législation.

Art. 34 Commissions cantonales pour les expériences sur les animaux

L'actuel article 34, al. 2 LPA dispose que « la commission examine les demandes et fait une proposition à l'autorité chargée de délivrer les autorisations ».

L'art. 139, al. 4 OPAn dispose quant à lui que l'autorité cantonale « prend sa décision sur la base du préavis de la commission. Si sa décision va à l'encontre du préavis, elle en informe la commission en lui faisant part de ses motifs ».

Selon le rapport explicatif, la mise en œuvre des secrétariats spécialisés pourrait « servir la qualité de la recherche, accélérer les procédures et profiter en fin de compte à la protection des animaux. À moyen terme, il pourrait en résulter une utilisation plus efficiente des ressources et d'éventuelles économies de coûts ».

Ceux-ci permettraient également à la commission « d'examiner les demandes plus rapidement (...) et ainsi de se limiter pour l'essentiel à l'examen de la pesée des intérêts, ce qui devrait accroître encore l'efficacité de la procédure ».

Il n'y a pas d'efficacité de procédure si l'instance chargée d'effectuer la pesée des intérêts n'est qu'une instance alibi. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Quelle que soit la qualité du travail effectué par la commission, l'autorité cantonale n'a aucune obligation ni de suivre son préavis ni de motiver sa décision dans le cas où elle serait contraire au préavis donné. Il en découle une situation assez particulière, puisque l'on attend des membres de commission (souvent mal rémunérés, la plupart des commissions cantonales ayant un coût annuel de fonctionnement de seulement quelques milliers de francs) qu'ils effectuent un travail de qualité qui, au final, ne servira pas à grand-chose.

La plupart des autorités cantonales n'ont ni les moyens ni les ressources pour refuser des demandes, quand bien même elles seraient peu utiles ou disproportionnées au regard des maux infligés aux animaux. Un refus de l'autorité signifie un recours presque automatique du chercheur, voire de la haute école elle-même, comme cela s'est déjà vu à plusieurs reprises, ainsi qu'une procédure chronophage en temps et en moyens pour l'autorité. Cette situation explique le faible nombre de refus délivrés chaque année (4 demandes refusées en 2023, 3 en 2022) au regard des centaines d'autorisations accordées (837 en 2024). Même l'OSAV se montre frileux dans cet exercice, avec seulement deux recours contre des autorisations délivrées par les cantons ces dernières années (1 en 2019, 1 en 2023).

Il y a pourtant chaque année des expériences particulièrement inutiles autorisées par les autorités. Ce sont souvent des projets montés à la hâte en raison d'un subventionnement public à obtenir. Il peut s'agir de bourses spéciales accordées par le FNS pour soutenir la relève académique, ou de subsides de fondations privées pressées d'épuiser leur budget annuel consacré à la recherche. Les hautes écoles ont évidemment tout intérêt à réaliser ces études puisque ces fonds tiers contribueront à améliorer leurs statistiques pour le classement des meilleures institutions. Les autorités subissent une forte pression de ces hautes écoles pour que les projets soient acceptés, et le refus de la commission est passé sous silence. Lorsqu'il a été manifesté. La plupart des commissions, vu le manque de soutien apporté à leur travail, étant soit inactives, soit peu investies.

Actuellement, seule la commission zurichoise bénéficie d'un droit de recours. Elle n'en a jamais abusé. Dans un cas, un arrêt du Tribunal fédéral qui lui a donné raison fait même toujours jurisprudence aujourd'hui.

Accorder un droit de recours aux commissions cantonales est un gage non seulement d'efficacité, s'il s'agit d'améliorer les procédures (les projets clairement inutiles ne seront tout simplement plus déposés), mais également d'une meilleure utilisation des ressources et des coûts, puisque les fonds alloués n'iront qu'à des projets qui font scientifiquement sens.

Pour éviter toute crainte de procédure abusive, les cantons pourraient fixer les conditions dans lesquelles leur commission pourrait recourir. Ils pourraient également reporter sur les membres qui abusent manifestement de ce droit les frais inutilement induits par la procédure.

Proposition : ajout de l'al. 4 à l'art. 34 LPA

Nouveau

⁴ La commission peut recourir contre une autorisation délivrée par l'autorité. Le canton règle les conditions du recours. En cas de recours infondé ou téméraire, le canton peut mettre tout ou partie des frais induits par la procédure à la charge du recourant.

En vous remerciant de votre attention, nous vous prions de croire, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les membres de la commission, à l'assurance de notre haute considération.



Luc Fournier
Président

(Aus dem Französischen übersetzte deutsche Version)

21.426 n Pa.IV. Christ. Ersatzmethoden zu Tierversuchen. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung

Stellungnahme des Vereins animal équité im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens zum Vorentwurf der WBK-N

Herr Präsident,
Sehr geehrte Damen und Herren Mitglieder der Kommission,

Im Rahmen des oben genannten Verfahrens finden Sie nachfolgend unsere Stellungnahme.

Der Verein animal équité (AAE) ist eine als gemeinnützig anerkannte Tierschutzorganisation, deren Zweck insbesondere darin besteht (Artikel 2 Buchstabe b der Statuten), Tierversuche durch ethischere, wissenschaftlichere und für die öffentliche Gesundheit sicherere Methoden zu ersetzen.

Änderung des Bundesgesetzes über den Tierschutz

Art. 3 Bst. d *(Definition der 3R)*

Die AAE unterstützt die vorgeschlagene Formulierung.

Art. 18 Abs. 3 *(Fachsekretariat)*

Die AAE unterstützt die vorgeschlagene Formulierung mit Vorbehalt (siehe Art. 33a TSchG).

Art. 20a Information der Öffentlichkeit

Die AAE unterstützt die vorgeschlagene Formulierung, schlägt jedoch ergänzend aus Gründen der Transparenz vor, auch die befürwortende oder ablehnende Stellungnahme der kantonalen Kommission für Tierversuche zu veröffentlichen (siehe Erläuterungen zu Art. 34 TSchG).

Vorschlag: Ergänzung von Buchstabe h zu Art. 20a Abs. 2 TSchG

Neu

h. die Stellungnahme der kantonalen Kommission für Tierversuche.

Art. 20b Abs. 1 und 3 *(Informationssystem)*

Die AAE unterstützt die vorgeschlagene Formulierung.

Art. 20c Abs. 1 Bst. a und b, 3 und 4 *(Zugang zu den Daten)*

Die AAE unterstützt die vorgeschlagene Formulierung.

Art. 22 Abs. 2, 3 und 4 *(Unterstützung von Tierschutzmassnahmen)*

In dieser Form formuliert sind die aufgeführten Bestimmungen nicht verbindlicher als der heutige Art. 22 TSchG. Diese Bestimmungen, die seit nahezu 40 Jahren bestehen, haben das Engagement des Bundes zugunsten der 3R nicht wesentlich verbessert. Wir sind von einer Einrichtung (der Stiftung 3R-Forschung), die über ein Jahresbudget von einigen Hunderttausend Franken verfügte und einige Projekte pro Jahr finanzierte, im Jahr 2018 zu einer anderen Einrichtung übergegangen, dem Kompetenzzentrum 3RCC, mit einem etwas höheren Budget, jedoch ebenso geringer Wirksamkeit. Dies lässt sich durch die Übervertretung von Personen erklären, die Tierversuchen positiv gegenüberstehen, innerhalb seines Strategischen Rats – jenes Gremiums, das die strategische Ausrichtung festlegt und die Oberleitung des 3RCC wahrnimmt.

Dort findet sich beispielsweise als Präsidentin Ihre Kommissionskollegin Simone De Montmolin, die durch ihr Abstimmungsverhalten in Ihrem Rat ihr allgemeines Desinteresse an sämtlichen Fragen des Tierschutzes zeigt. Als Vizepräsident und Mitglied der Geschäftsleitung des 3RCC fungiert zudem Prof. Dr. Rolf Zeller von der Universität Basel. Er gehört zu den aktivsten Forschern der Deutschschweiz bei der Förderung von Tierversuchen in der Schweiz und sitzt ebenfalls im Vorstand der tierversuchsfreundlichen Organisation Forschung für Leben. Auf der Startseite ihrer Website formuliert er seine Ziele wie folgt: «Ich engagiere mich dafür, dass in der Schweiz auch künftige Generationen Spitzenforschung betreiben können, statt diese durch Verbote und administrative Hürden unmöglich zu machen.»

Bemerkenswert an der Zusammensetzung des Vorstands des 3RCC ist, dass ihm kein einziger Forscher angehört, der sich aktiv für die 3R engagiert, und dass er offenbar eher eine Kultur des geschlossenen Kreises pflegt als den echten Willen, eine Dynamik zu schaffen.

Mit einem durchschnittlichen Jahresbudget von 4,5 Millionen Franken ist die öffentliche Unterstützung des 3RCC für die 3R-Ansätze verschwindend gering, insbesondere im Vergleich zu den Hunderten von Millionen Franken, die jedes Jahr für Tierversuche aufgewendet werden – sei es durch den SNF oder durch Eigenmittel unserer Hochschulen. Gemäss einem 2009 veröffentlichten Bericht der Eidgenössischen Finanzkontrolle beliefen sich allein die Kosten für die Haltung von Versuchstieren in öffentlichen Tierhaltungen auf 85 Millionen Franken pro Jahr.

Noch besorgniserregender ist, **dass vom Budget des 3RCC in Höhe von 4,5 Millionen Franken im Jahr 2024 lediglich 1,1 Millionen Franken für Projekte eingesetzt wurden.** Und auch für jedes einzelne dieser Projekte bleiben die Beträge sehr gering, da sie auf 18 Projekte verteilt wurden.

Im gleichen Zeitraum haben unsere kantonalen Behörden 837 Gesuche für Tierversuche bewilligt, die hauptsächlich von unseren Hochschulen eingereicht und mit öffentlichen Geldern finanziert wurden. Denn seit vielen Jahren sind es in der Schweiz nicht mehr die Pharmaunternehmen, die Tierversuche durchführen. Im Jahr 2024 wurden nur 25 % der Tiere in der Pharmaindustrie und in Biotech-Unternehmen verwendet.

Gemäss den sowohl von der FDA, der amerikanischen Gesundheitsbehörde, als auch von ihrem europäischen Pendant, der EMA, **veröffentlichten Zahlen scheitern mehr als 90 % der Zulassungsgesuche für neue Medikamente während klinischer Studien am Menschen.** Das bedeutet, dass sowohl die zuvor bei Tierversuchen gewonnenen positiven pharmakologischen als auch toxikologischen Daten bei der Anwendung am Menschen versagen. Und von den verbleibenden 10 % wird die Hälfte aufgrund unerwarteter Nebenwirkungen auf die Gesundheit der Patientinnen und Patienten eine Anpassung der Packungsbeilage oder einen Rückzug vom Markt erfordern.

Vor wenigen Tagen wurde das Medikament TAVNEOS, hergestellt vom amerikanischen Pharmaunternehmen Amgen, Gegenstand eines Rückzugsverfahrens, nachdem es in Japan den Tod von rund zwanzig Patientinnen und Patienten verursacht hatte. Obwohl Amgen verdächtigt wird, Daten manipuliert zu haben, um die Zulassung des Medikaments zu

begünstigen, hatte kein an Tieren durchgeführter toxikologischer Test auf dessen schwerwiegende Nebenwirkungen hingewiesen.

Laut dem Toxikologen Thomas Hartung, ehemaliger Direktor des Europäischen Zentrums zur Validierung alternativer Methoden (EURL-ECVAM), **reproduzieren Tierversuche in der Toxikologie die beim Menschen beobachteten Wirkungen durchschnittlich nur in 50 % der Fälle und zudem auf nicht-prädiktive Weise**. Erst nachdem die Wirkungen beim Menschen festgestellt wurden, kann die Vorhersagekraft des Tests bestätigt oder widerlegt werden.

Es wird der Tag kommen, an dem wir alle auf eine möglichst sichere und wirksame Behandlung angewiesen sein werden. In diesem Moment werden wir keinerlei Genugtuung daraus ziehen, zur Aufrechterhaltung eines Forschungssystems beigetragen zu haben, das vor allem akademische Karrieren und Hochschulrankings begünstigt. Die Zukunft der Forschung liegt in der Modellierung menschlicher Pathologien unter Verwendung menschlichen Materials und menschlicher Daten.

Für eine echte Unterstützung der 3R-Ansätze ist es entscheidend, ihnen eine tatsächliche Entwicklungschance zu geben und nicht einen Status quo aufrechtzuerhalten, indem Art. 22 TSchG mit Bestimmungen ergänzt wird, die dasselbe aussagen, jedoch in komplizierterer Form.

Vorschlag: Ergänzung von Abs. 5 zu Art. 22 TSchG

Neu

⁵ Der Bund stellt sicher, dass ein angemessener Teil der Mittel, die er für die medizinische Forschung bereitstellt, die 3R-Prinzipien unterstützt.

Art. 33a Fachsekretariat

Die AAE unterstützt die vorgeschlagene Formulierung mit Vorbehalt.

Erläuterungen

Die Schaffung spezialisierter Fachsekretariate ist sinnvoll, wenn dadurch sichergestellt werden soll, dass jene Kantone, die bislang noch keine ernsthafte Kontrolle der Gesuche für Tierversuche eingeführt haben, ihre Verfahren professionalisieren und die gesetzlichen Bestimmungen anwenden. Es ist ziemlich erstaunlich, im erläuternden Bericht zu lesen, dass ein Kanton noch immer über eine Kommission verfügt, die lediglich aus zwei Mitgliedern besteht, selbst wenn nur wenige Gesuche eingereicht werden, und gleichzeitig festzustellen, dass das BLV, welches die oberste Behörde für die Anwendung der Gesetzgebung ist, nicht eingreift, um dieser Situation ein Ende zu setzen.

Eine Spezialisierung setzt jedoch voraus, dass kompetente Personen eingesetzt werden. Im Fall dieser Fachsekretariate wird erwartet werden, dass diese Personen mit den laufenden Verfahren bestens vertraut sind. Sie werden daher zwangsläufig aus den Forschungskreisen stammen und zwar mit einer zweifellos vorhandenen Fachkompetenz, aber auch mit einem Denk-Bias, der a priori zugunsten der Forschung ausfällt.

In den vergangenen Jahren wurden bereits in jedem Institut und Labor Fachstellen vorgeschrieben (Art. 129 TSchV), sei es eine Leitung des Bereichs Tierversuche, die dafür zuständig ist, die Gesuche der Forschenden vor ihrer Übermittlung an die kantonale Behörde entgegenzunehmen und zu überwachen, oder eine Tierschutzbeauftragte beziehungsweise ein Tierschutzbeauftragter. Doch selbst in diesem Fall muss die betreffende Person eine Ausbildung als Versuchsdurchführende oder Versuchsdurchführender absolviert und über drei Jahre praktische Erfahrung im Bereich Tierversuche verfügen (Art. 129b Abs. 2 TSchV).

Letztlich besteht die Gefahr, dass sowohl die von den Instituten als auch die von den zukünftigen Fachsekretariaten ausgeübte Kontrolle nicht über die notwendige Distanz verfügt, um Gesuche ernsthaft unter dem Gesichtspunkt ihrer Unentbehrlichkeit zu beurteilen, ein Kriterium, das sehr subjektiv bleibt. Gemäss Art. 137 TSchV muss der Zweck eines Versuchs zur Begründung seiner Unentbehrlichkeit insbesondere: a) mit der Erhaltung und dem Schutz des menschlichen oder tierischen Lebens oder der Gesundheit zusammenhängen; b) neue Erkenntnisse über wesentliche Lebensvorgänge liefern; c) dem Schutz der natürlichen Umwelt dienen.

Diese nicht kumulativen Bedingungen decken sämtliche möglichen Forschungsbereiche ab. Somit ist jedes Gesuch bereits an sich unentbehrlich. Die weiteren Voraussetzungen betreffen die Unmöglichkeit, das Verfahren ganz oder teilweise durch tierfreie Methoden zu ersetzen, sowie das Studiendesign (Anzahl Tiere, Dauer der Studie usw.).

Die Schaffung spezialisierter Fachsekretariate dürfte keinen wirklichen Mehrwert für den Tierschutz bringen. **Nur eine Stärkung der Befugnisse der kantonalen Kommissionen** (Beschwerderecht, siehe Art. 34 TSchG) würde eine rigorose Anwendung der Gesetzgebung gewährleisten.

Art. 34 Kantonale Kommissionen für Tierversuche

Der geltende Art. 34 Abs. 2 TSchG bestimmt, dass «die Kommission die Gesuche prüft und der Bewilligungsbehörde Antrag stellt».

Art. 139 Abs. 4 TSchV bestimmt seinerseits, dass die kantonale Behörde «ihren Entscheid auf der Grundlage der Stellungnahme der Kommission trifft. Weicht ihr Entscheid von der Stellungnahme ab, so informiert sie die Kommission unter Angabe der Gründe».

Gemäss dem erläuternden Bericht könnte die Einführung spezialisierter Fachsekretariate «der Qualität der Forschung dienen, die Verfahren beschleunigen und letztlich dem Tierschutz zugutekommen. Mittelfristig könnte dies zu einer effizienteren Nutzung der Ressourcen und zu möglichen Kosteneinsparungen führen».

Diese würden der Kommission zudem ermöglichen, «die Gesuche rascher zu prüfen (...) und sich im Wesentlichen auf die Interessenabwägung zu beschränken, was die Effizienz des Verfahrens weiter steigern sollte».

Es gibt jedoch keine Verfahrenseffizienz, wenn die mit der Interessenabwägung betraute Instanz lediglich eine Alibiinstanz ist. Denn genau darum handelt es sich. Unabhängig von der Qualität der von der Kommission geleisteten Arbeit ist die kantonale Behörde weder verpflichtet, deren Stellungnahme zu folgen, noch ihren Entscheid zu begründen, falls dieser der abgegebenen Stellungnahme widerspricht. Daraus ergibt sich eine ziemlich besondere Situation, da von den Kommissionsmitgliedern – die oft schlecht entschädigt werden, wobei die meisten kantonalen Kommissionen jährliche Betriebskosten von lediglich einigen Tausend Franken aufweisen – erwartet wird, qualitativ hochwertige Arbeit zu leisten, die letztlich kaum Wirkung entfaltet.

Die meisten kantonalen Behörden verfügen weder über die Mittel noch über die Ressourcen, um Gesuche abzulehnen, selbst wenn diese wenig nützlich oder im Verhältnis zum den Tieren zugefügten Leid unverhältnismässig sind. Eine Ablehnung durch die Behörde führt fast automatisch zu einer Beschwerde des Forschers oder sogar der Hochschule selbst, wie dies bereits mehrfach vorgekommen ist, und damit zu einem zeit- und ressourcenaufwendigen Verfahren für die Behörde. Diese Situation erklärt die geringe Zahl der jährlich ausgesprochenen Ablehnungen (4 abgelehnte Gesuche im Jahr 2023, 3 im Jahr 2022) im Verhältnis zu den Hunderten bewilligter Gesuche (837 im Jahr 2024). Selbst das BLV zeigt sich in diesem Bereich zurückhaltend und hat in den letzten Jahren lediglich zwei Beschwerden gegen von den Kantonen erteilte Bewilligungen erhoben (1 im Jahr 2019, 1 im Jahr 2023).

Dennoch werden jedes Jahr besonders unnötige Versuche von den Behörden bewilligt. Oft handelt es sich um Projekte, die hastig ausgearbeitet werden, um öffentliche Fördermittel zu erhalten. Dabei kann es sich um spezielle Stipendien des SNF zur Förderung des akademischen Nachwuchses oder um Beiträge privater Stiftungen handeln, die ihr jährliches Forschungsbudget rasch ausschöpfen wollen. Die Hochschulen haben selbstverständlich ein grosses Interesse daran, solche Studien durchzuführen, da diese Drittmittel ihre Statistiken für das Ranking der besten Institutionen verbessern. Die Behörden stehen unter starkem Druck dieser Hochschulen, damit die Projekte bewilligt werden, und die ablehnende Stellungnahme der Kommission wird verschwiegen – sofern überhaupt eine solche geäussert wurde. Die meisten Kommissionen sind aufgrund mangelnder Unterstützung ihrer Arbeit entweder inaktiv oder nur wenig engagiert.

Derzeit verfügt einzig die Zürcher Kommission über ein Beschwerderecht. Sie hat dieses nie missbraucht. In einem Fall bildet ein Bundesgerichtsentscheid, der ihr Recht gab, bis heute weiterhin einen Präzedenzfall.

Den kantonalen Kommissionen ein Beschwerderecht einzuräumen, wäre nicht nur ein Garant für mehr Effizienz, wenn es darum geht, die Verfahren zu verbessern (offensichtlich unnötige Projekte würden schlicht nicht mehr eingereicht), sondern auch für einen besseren Einsatz von Ressourcen und Kosten, da die gewährten Mittel nur noch Projekten zugutekämen, die wissenschaftlich sinnvoll sind.

Um jegliche Befürchtung missbräuchlicher Verfahren zu vermeiden, könnten die Kantone die Bedingungen festlegen, unter denen ihre Kommission Beschwerde erheben darf. Sie könnten zudem den Mitgliedern, die dieses Recht offensichtlich missbräuchlich ausüben, die durch das Verfahren unnötig verursachten Kosten auferlegen.

Vorschlag: Ergänzung von Abs. 4 zu Art. 34 TSchG

Neu

⁴ Die Kommission kann gegen eine von der Behörde erteilte Bewilligung Beschwerde erheben. Der Kanton regelt die Voraussetzungen der Beschwerde. Im Falle einer unbegründeten oder mutwilligen Beschwerde kann der Kanton dem Beschwerdeführer oder der Beschwerdeführerin die durch das Verfahren verursachten Kosten ganz oder teilweise auferlegen.

Wir danken Ihnen für Ihre Aufmerksamkeit und versichern Ihnen, Herr Präsident, sehr geehrte Damen und Herren Mitglieder der Kommission, unsere vorzügliche Hochachtung.



Luc Fournier
Präsident

Kommission für Wissenschaft, Bildung
und Kultur des Nationalrates
Bundesamt für Lebensmittelsicherheit
und Veterinärwesen (BLV)
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Bern, 21. Mai 2026

Vernehmlassungsantwort Parlamentarische Initiative Christ 21.426

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident Hug, sehr geehrte Mitglieder der Kommission,

Sehr geehrter Herr Jaquet, sehr geehrte Frau Niederhäuser

Wir bedanken uns für die Möglichkeit, uns zur Umsetzung der Parlamentarischen Initiative Christ äussern zu können. Das Anliegen ist für die Stiftung Animalfree Research insbesondere auch daher von grossem Interesse, da wir im Vorfeld die Petition "Jetzt umsteigen! Bessere Forschung ohne Tierversuche fördern" (21.2004) mit über 13'000 Unterschriften eingereicht haben. Die zentrale Forderung deckt sich mit dem ursprünglichen Anliegen der Parlamentarischen Initiative Christ: Mehr Ressourcen und Anreize für Alternativmethoden gesetzlich verankern.

Sie finden nachfolgend unsere Einschätzungen und unsere Kritikpunkte zum Gesetzesentwurf.

Mit bestem Dank für die Prüfung unserer Vernehmlassungsantwort und freundlichen Grüssen



Stefan Kunz
Leitung Recht

Stiftung Animalfree Research

1. Allgemeine Einordnung

Der vorliegende Vernehmlassungsentwurf reicht weit über das ursprüngliche Initiativanliegen hinaus. Die pa. Iv. Christ hatte ein klares, fokussiertes Ziel: mehr Ressourcen und Anreize für Forschungsvorhaben, die Alternativen zu Tierversuchen rascher etablieren und ihnen das gleiche Gewicht wie Tierversuchen geben. Der vorliegende Vorentwurf ergänzt dieses Kernanliegen um eine Reihe weiterer Massnahmen – insbesondere zur Transparenz und zur Neugestaltung des Bewilligungsverfahrens. Diese Erweiterungen sind grundsätzlich nachvollziehbar, sie schaffen jedoch auch Fallstricke, die in dieser Stellungnahme klar benannt werden müssen.

Das zentrale Risiko betrifft Änderungsvorhaben im Rahmen der Bewilligungsverfahren, wie die Einführung der Fachsekretariate: Der Entwurf begründete diese unter anderem mit dem Ziel der Beschleunigung und Vereinheitlichung. Für die Stiftung Animalfree Research ist dies kein Selbstzweck. Ein schnelleres Verfahren ist nur dann ein Fortschritt für den Tierschutz, wenn es gleichzeitig zu einer strengeren und qualitativ besseren Prüfung der Unerlässlichkeit von Tierversuchen führt. Eine Beschleunigung, die primär der Forschungsindustrie zugutekommt, ohne den Ersatz durch tierfreie Methoden voranzutreiben, wäre eine Fehlanwendung des Gesetzes und widerspräche dem Geist der pa. Iv. Christ.

Die Stiftung Animalfree Research unterstützt grundsätzlich den Entwurf. Wir verbinden diese Unterstützung jedoch mit der klaren Erwartung, dass sämtliche neuen Instrumente – Fachsekretariate, Transparenzpflichten und Förderungsmassnahmen – konsequent im Dienst des einen übergeordneten Ziels stehen: Der nachhaltigen Reduktion und schliesslich dem vollständigen Ersatz von Tierversuchen durch wissenschaftlich überlegene, tierfreie Methoden.

2. Definition der 3R-Prinzipien (neu Art. 3 Bst. d)

Stellungnahme: Die Aufnahme der 3R-Definition ins Gesetz ist ein notwendiger Schritt. Doch mit der blossen Nennung von «Replace, Reduce, Refine» ist es nicht getan. Es ist von zentraler Bedeutung, dass die strenge Hierarchie dieser Prinzipien unmissverständlich klar ist: Replacement hat absoluten Vorrang.

Begründung: Die 3R sind keine Menüauswahl, bei der man sich das Passendste herauspicken kann. Es gibt eine ethische und wissenschaftliche Rangordnung: Ersetzen vor Vermeiden vor Verbessern. Solange eine tierversuchsfreie Methode existiert oder entwickelt werden kann, ist ein Tierversuch nicht bewilligungsfähig. *Refinement* ist kein Selbstzweck: Projekte, die sich einzig auf die Verbesserung der Haltungsbedingungen oder die Schmerzlinderung (*Refinement*) konzentrieren, ohne das Ziel des vollständigen Ersatzes zu verfolgen, genügen dem 3R-Prinzip nicht. *Refinement* ist nur dann legitim, wenn es als Brückentechnologie dient – also als notwendiger Zwischenschritt auf dem Weg zum *Replacement*. Zudem muss ein «Greenwashing» von Tierversuchen verhindert werden. Wir beobachten leider oft, dass sich die Forschung gerne auf *Refinement* zurückzieht, um den Druck zur Entwicklung von tierfreien Methoden zu umgehen. Das Gesetz darf diese Komfortzone nicht zementieren. Die neue Definition in Art. 3 Bst. d muss als Hebel dienen, um Bewilligungen zu verweigern, wenn nicht glaubhaft dargelegt wird, warum ein Ersatz wirklich noch nicht möglich ist.

- **Animalfree Research empfiehlt, dass in den Vollzugshilfen diese Hierarchie explizit gemacht wird.** Die Grundlage muss bereits im Gesetz gelegt werden. Ein Tierversuch, der zwar «verbessert» wird, aber das Potenzial zum Ersatz ignoriert, ist mit dem Geist dieses Gesetzes nicht vereinbar.

3. Transparenz und Information für die Öffentlichkeit (neu Art. 20a)

Stellungnahme: Wir unterstützen die Einführung der nicht-technischen Zusammenfassungen (NTS) vollumfänglich. Transparenz ist kein bürokratisches Hindernis, sondern ein wettbewerbsentscheidender Faktor für den Forschungsstandort Schweiz. Nur wer offen kommuniziert, geniesst das Vertrauen der Bevölkerung und der Geldgeber. Intransparente Forschung ist im 21. Jahrhundert nicht mehr vermittelbar und schadet dem Image der Wissenschaft langfristig mehr als jede kritische Nachfrage.

Der vorliegende Text zu Art. 20a ist jedoch in der jetzigen Form zu unpräzise, um die gewünschte Wirkung zu erzielen. Damit NTS tatsächlich zur Vermeidung von Doppelungen führen und die gesellschaftliche Debatte versachlichen, müssen sie klare, hohe Kriterien erfüllen. Die blosser Pflicht zur Einführung mit einer groben Auflistung von Angaben, wie sie der neue Artikel 20a vorsieht, reicht nicht aus.

Begründung:

a. Lehren aus der EU: Die Erfahrung der Europäischen Union, die NTS bereits 2013 mit der Richtlinie 2010/63/EU einführte, ist ernüchternd. Studien belegen, dass viele dieser Zusammenfassungen inhaltlich mangelhaft, zu vage oder beschönigend sind. Oft werden Belastungen verharmlost oder die Anwendung von tierfreien Methoden nur behauptet, statt konkret zu begründen.

- **Animalfree Research empfiehlt, dass auf Verordnungsstufe verbindliche Qualitätskriterien explizit definiert werden.** Diese müssen sicherstellen, dass NTS für Laien verständlich sind, die tatsächliche Belastung der Tiere präzise beschreiben und die Unerlässlichkeit des Versuchs lückenlos darlegen. Eine «Giesskannen-Transparenz» ohne Qualitätskontrolle ist wertlos.

b. Der Entwurf formuliert, das BLV *veröffentlicht* die Zusammenfassungen. Das ist missverständlich. Wenn das BLV die Texte selbst verfasst, fehlt die direkte Verantwortung der Forschenden, und es entsteht ein enormer bürokratischer Aufwand beim Amt.

- **Animalfree Research empfiehlt eine Präzisierung im Gesetz: Die Gesuchstellenden (Projektverantwortlichen) sind verpflichtet, die NTS selbst zu verfassen und fristgerecht einzureichen.** Das BLV prüft und veröffentlicht, schreibt aber nicht. Die inhaltliche Verantwortung liegt bei denen, die den Versuch durchführen wollen.

c. Dem Gesetz fehlen verbindliche Sanktionen bei mangelhafter Qualität der NTS. Ohne Konsequenzen besteht Gefahr, dass inhaltsleere Standardtexte eingereicht werden.

- **Animalfree Research empfiehlt, klare Mechanismen zu verankern, um die Qualität der NTS sicherzustellen.** Die Projektverantwortlichen müssen innerhalb einer kurzen, festen Frist (z.B. 14 Tage) nach der Bewilligung einen NTS-Entwurf einreichen. Erfüllt

dieser Entwurf die qualitativen Mindestanforderungen nicht, wird die erteilte Bewilligung automatisch ausgesetzt. Der Tierversuch darf erst beginnen, wenn der NTS vom BLV oder den Fachsekretariaten abgenommen wurde. Nur so wird sichergestellt, dass Transparenz nicht als reine Formsache abgetan wird.

d. Der Entwurf überlässt es dem Bundesrat (Art. 20a Abs. 4 lit. b), ob die Ergebnisse von Tierversuchen veröffentlicht werden. Dies genügt nicht. Die Veröffentlichung der Versuchsergebnisse muss direkt auf Gesetzesstufe als obligatorischer Bestandteil der nichttechnischen Projektzusammenfassung verankert werden. Dazu zählen auch negative und nicht signifikante Resultate. Nur so kann die Öffentlichkeit beurteilen, ob die mit Tierversuchen verfolgten Ziele die Belastungen der Tiere tatsächlich rechtfertigen. Zudem ist die Veröffentlichung negativer Resultate das wirksamste Mittel gegen unnötige Wiederholungsversuche. Ebenfalls zu veröffentlichen sind nach Versuchsabschluss: die effektive Anzahl eingesetzter und gezüchteter Tiere, die tatsächlich eingetretenen Schweregrade sowie die tatsächlich umgesetzten 3R-Massnahmen. Für Zuchtbewilligungen sollten zudem Angaben zur Anzahl überzähliger Tiere und den damit verbundenen Belastungen veröffentlicht werden.

- **Animalfree Research empfiehlt, Art. 20a Abs. 3 um einen Buchstaben c («die Ergebnisse des Tierversuchs») zu ergänzen und Art. 20a Abs. 4 lit. b entsprechend zu streichen.**

e. Die Datenbank, in welcher die NTS aufgeschaltet werden, muss einen zugänglichen Umgang mit den Daten erlauben. Viele EU-Länder publizieren NTS als unstrukturierte PDF-Sammlungen, die weder durchsuchbar sind, noch eine Auswertung erlauben. Das wäre ein Rückschritt.

- **Animalfree Research empfiehlt, dass die NTS in einer strukturierten, digitalen Datenbank veröffentlicht werden, die Volltextsuche und Filter ermöglichen.** Die Veröffentlichung in reinen PDF-Sammlungen ist zu untersagen. Die Daten müssen maschinenlesbar sein, um Doppelungen von Versuchen effizient erkennen zu können – was wiederum dem *Reduction*-Prinzip dient.

f. Der Entwurf sieht keine verpflichtende Präregistrierung von Tierversuchen vor. Dies ist eine vertane Chance. Die Präregistrierung – im Bereich der Humanforschung längst etablierter Standard – würde das Studiendesign stärken, die Reproduzierbarkeit der Ergebnisse verbessern und unnötige Mehrfachversuche verhindern. Forschende könnten sich vor Beginn eines Versuchs einen Überblick über bereits laufende oder abgeschlossene Projekte verschaffen. Das häufig genannte Risiko des «Scoopings» von Resultaten spricht dabei nicht gegen, sondern für die Präregistrierung: Ein Zeitstempel schützt die Prioritätsansprüche der Forschenden.

- **Animalfree Research empfiehlt, Art. 20a Abs. 1 nicht als blosse Kann-Bestimmung auszugestalten, sondern die Führung eines öffentlichen Registers als verpflichtend zu verankern und die Präregistrierung von Tierversuchen auf Verordnungsstufe als Standard einzuführen.**

4. Informationsdatenbank und Datenschutz (Art. 20b und Art. 20c)

Die explizite Ermächtigung des BLV (oder beauftragter kompetenter Stellen), die Daten auszuwerten, um Entwicklungen im Tierschutz zu erkennen, ist sinnvoll. Dadurch können Trends bei der Anwendung von 3R-Methoden erkannt und Fördermassnahmen gezielt gesteuert werden. Wir begrüssen, dass der Schutz von Geschäftsgeheimnissen und Personendaten dabei gesetzlich garantiert wird; dies darf jedoch nicht als Vorwand genutzt werden, um relevante statistische oder inhaltliche Auswertungen zu verweigern.

- **Animalfree Research empfiehlt, die Kann-Formulierung in eine Muss-Formulierung zu ändern.** So ist der Austausch zwischen den kantonalen Fachsekretariaten (Bst. 3) unbedingt nötig, damit abgelehnte Gesuche nicht einfach in anderen Kantonen eingereicht werden und dass Doppelung und redundante Studien verhindert werden.
- Darüber hinaus reicht es nicht, Daten bloss auszuwerten. Wenn die Daten keine deutliche Entwicklung im Sinne der 3R zeigen, muss der Bund gesetzlich verpflichtet werden, seine Förderbemühungen zu intensivieren. **Animalfree Research empfiehlt, einen entsprechenden Absatz in Art. 20b zu verankern**

5. Förderung der Forschung mit tierfreien Methoden (Art. 22)

Stellungnahme: Die Revision von Art. 22 ist die Grundbotschaft der Parlamentarischen Initiative 21.426 und wird von der Stiftung Animalfree Research klar unterstützt. Die neuen Absätze 2, 3 und 4 schaffen die explizite rechtliche Grundlage, um tierversuchsfreie Methoden aktiv, strukturell und finanziell zu fördern. Allerdings muss der Artikel, bzw. müssen die neuen Absätze verbindlicher formuliert werden, damit sie ihre Wirkung entfalten können.

Begründung:

a. Mit der Kann-Formulierung in Absatz 3 besteht die Möglichkeit, dass sich am Status quo nichts ändert. Denn schon heute werden 3R-Strukturen, 3R-Infrastruktur und die Lehre und Ausbildung im Bereich 3R gefördert. Allerdings mit einem Bruchteil der Mittel, die für die traditionelle Forschung eingesetzt werden. Das Ziel der von beiden Räten überwiesenen parlamentarischen Initiative ist es, dauerhaft mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung sicherzustellen. Mit einer Kann-Formulierung kann dieses Ziel nicht erreicht werden.

Ergänzend ist darauf hinzuweisen, dass der Bund bei den eidgenössischen Forschungsinstitutionen bereits heute über weitreichende Steuerungsmöglichkeiten verfügt, ohne auf die Initiative Dritter angewiesen zu sein. Gemäss Art. 33 ETH-Gesetz legt der Bundesrat die strategischen Ziele für den ETH-Bereich fest, einschliesslich der Schwerpunkte in Lehre, Forschung und der Mittelzuweisung. Die «Kann»-Formulierung in Art. 22 Abs. 3 ist daher zumindest für diesen Bereich nicht zu rechtfertigen: Der Bund kann und muss 3R-Lehrstühle und Replacement-Infrastruktur an den Bundesforschungsinstitutionen ohne weitere Voraussetzungen einführen.

- **Animalfree Research empfiehlt, die Kann-Formulierung in Abs. 3 in eine verpflichtende Formulierung anzupassen.**
- **Animalfree Research empfiehlt, eine verpflichtende Formulierung mit konkreten Mitteln zu versehen und diese in der kommenden BFI-Botschaft zu**

berücksichtigen. Darüber hinaus kann der Bundesrat seine Gestaltungsmöglichkeiten bei den eidgenössischen technischen Hochschulen nutzen und Lehrstühle für tierversuchsfreie Forschung etablieren und Forschungsinitiativen lancieren.

b. Forschung, die mit öffentlichen Mitteln finanziert wird, muss auch von der Öffentlichkeit einsehbar und nachvollziehbar sein. Um die Erreichung der Kernforderung der Parlamentarischen Initiative überprüfen zu können, muss klar ausgewiesen werden, welcher Anteil der Fördergelder in tierversuchsfreie Methoden/Projekte und welcher Anteil weiterhin in Projekte mit Tierversuchen fließt.

- **Animalfree Research empfiehlt die Schaffung bzw. die Ergänzung bestehender Informationssysteme mit Kennzahlen hinsichtlich der Finanzierung von Projekten mit öffentlichen Mitteln.**

c. Einer der grössten Bremsklötze für den Fortschritt ist der langwierige und teure Validierungsprozess neuer Methoden. Oft scheitern vielversprechende Ansätze nicht an der Wissenschaft, sondern an bürokratischen Hürden bei der Anerkennung.

- **Animalfree Research empfiehlt die Schaffung einer nationalen Koordinationsstelle, die Forschende bei der Validierung unterstützt und die Finanzierung dafür übernimmt.**

6. Einführung von Fachsekretariaten beim Bewilligungsverfahren (Art. 18 Abs. 3 und Art. 33a)

Stellungnahme: Mit der Schaffung einer weiteren Instanz zur Prüfung der Gesuche, bevor die Gesuche durch die kantonalen Tierversuchskommissionen überprüft werden, wird deutlich, dass die kantonalen Tierversuchskommissionen ihre Pflichten nicht vollumfänglich erfüllen können. Das deckt sich mit der Erfahrung, die Animalfree Research gemacht hat. Die Kommissionen prüfen weniger, ob alle Formalitäten eingehalten wurden, und richten ihren Fokus primär auf die Güterabwägung. Insbesondere der Frage, ob es alternative, tierversuchsfreie Methoden gibt, mit denen das Forschungsziel auch erreicht werden kann, wird wenig Beachtung geschenkt. Hier können die Fachsekretariate ihre Wirkung entfalten und die Tierversuchskommissionen entlasten. Das kann aber nur funktionieren, wenn die Fachsekretariate über klare Kompetenzen, Sanktionsmöglichkeiten und qualifiziertes Personal verfügen. Zudem muss sichergestellt sein, dass keine Abhängigkeiten zwischen den Fachsekretärinnen und Fachsekretären und den Gesuchsstellenden (Hochschulen) bestehen.

Begründung:

- **Animalfree Research empfiehlt, dass nicht nur die Prüfung der Gesuche, sondern auch die Folgen der Prüfung, wie bspw. eine Ablehnung gesetzlich geregelt werden.** Es muss klar sein, dass Fachsekretariate Gesuche aufgrund von Unvollständigkeit zurückweisen oder auch ablehnen können, wenn entsprechende tierversuchsfreie Methoden vorliegen. Oder in Anlehnung an Art. 3 kann ein Gesuch abgelehnt werden, wenn es nur einen Refinement-Fokus hat, ohne klar den Weg Richtung Replacement aufzuzeigen.

- **Animalfree Research empfiehlt, die einheitliche Vollzugspraxis (Abs. 3) klar zu definieren, damit es keine Möglichkeit für unterschiedliche Auslegungen gibt.**
- **Animalfree Research empfiehlt, dass Mindestanforderungen an die Qualifikation der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Fachsekretariate gestellt werden** und dabei insbesondere Erfahrung bezüglich tierversuchsfreier (alternativer) Methoden zwingend vorhanden sein muss.
- **Animalfree Research empfiehlt zudem, dass die Fachsekretariate nicht nur bei der Vorprüfung der Gesuche, sondern auch bei der abschliessenden Entscheidung über die Bewilligungserteilung beigezogen werden.** Art. 33a Abs. 2 bezieht sich derzeit nur auf die Vorprüfungsphase. Da die Fachsekretariate gemäss Abs. 3 eine einheitliche Vollzugspraxis sicherstellen sollen, ist es widersprüchlich, sie von der finalen Bewilligungsentscheidung auszuschliessen. Eine einheitliche Praxis lässt sich ohne Einfluss auf den Entscheid kaum gewährleisten.

7. Vorgaben zur Zusammensetzung der kantonalen Tierversuchskommissionen (Art. 34)

Stellungnahme: Mit der Ergänzung in Artikel 34 soll neu vorgeschrieben werden, wie gross kantonale Tierversuchskommissionen mindestens sein sollen, die Vorlage sieht mindestens fünf Personen vor. Zudem werden mit 3R-Kompetenz und Ethik, weitere Anforderungen, neben dem Tierschutz, an die Zusammensetzung gestellt. Dies ist grundsätzlich begrüssenswert. Allerdings würden zwei Schwierigkeiten der Tierversuchskommissionen weiterhin bestehen bleiben: In der Zusammensetzung haben die Forschung und die Hochschulen weiterhin die Überzahl (wie übrigens auch beim 3RCC). Ohne klare Quoten, wie bspw. je ein Viertel Tierschutzvertretende, Ethikexperten, 3R-Experten und Forschungs- und Hochschulvertretende. Die zweite Schwierigkeit findet sich in der Abhängigkeit. Zwar bleibt die Unabhängigkeit von den Bewilligungsbehörden weiterhin bestehen, aber die Abhängigkeit zum Arbeitgeber bzw. Geldgeber bleibt bestehen. So müssen Kommissionsvertretende regelmässig Gesuche von Hochschulen bewerten, bei denen sie selbst angestellt sind.

- **Animalfree Research empfiehlt, dass die Zusammensetzung der Tierversuchskommissionen nicht nur hinsichtlich der Expertise, sondern auch der Verteilschlüssel/die Sitzverteilung gesetzlich geregelt wird**, sodass der Begriff "angemessen vertreten" klar operationalisiert wird.
- **Animalfree Research empfiehlt, die Unabhängigkeit nicht nur von den Bewilligungsbehörden, sondern auch von den Auftraggeberinnen der Projekte sicherzustellen.**
- Um die notwendige fachliche Breite sicherzustellen, ist eine Mindestgrösse von fünf Mitgliedern deutlich zu wenig. Für eine adäquate Prüfung sind zusätzlich zu 3R, Ethik und Forschen mit Tieren auch Fachkenntnisse in Veterinärmedizin (insbesondere Anästhesie/Analgesie), Biologie, Statistik und Recht erforderlich. **Animalfree Research empfiehlt eine substantielle Erhöhung der Mindestgrösse.** Kantone, die kein ausreichend grosses Gremium bestellen können, wären zur gemeinsamen Kommission verpflichtet.
- **Animalfree Research empfiehlt die Einführung eines Minderheits-Beschwerderechts, wie es im Kanton Zürich seit 1991 besteht und sich bewährt**

hat. Eine Minderheit von mindestens 25% aller Kommissionsmitglieder sollte das Recht erhalten, Bewilligungsentscheide auf dem ordentlichen Instanzenweg anzufechten.

8. Fazit

Die Stiftung Animalfree Research betrachtet den vorliegenden Vorentwurf als grosse Chance, tierversuchsfreie (alternative) Methoden in der Forschung endlich vom Prinzip zur gelebten Praxis zu führen. Wir unterstützen die Stossrichtung der Mehrheit der Kommission vollumfänglich. Doch damit die parlamentarische Initiative 21.426 ihr Ziel – «Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung» – tatsächlich erreicht, darf es bei der blossen Schaffung neuer Instrumente nicht bleiben. Entscheidend ist, wie diese Instrumente gefüllt und angewendet werden.

Unser zentrales Anliegen, dass sich durch alle Kapitel dieser Stellungnahme zieht, ist die konsequente Anwendung der 3R-Hierarchie: Replacement (Ersetzen) hat absoluten Vorrang. Reduktion und Refinement sind keine gleichwertigen Alternativen, sondern dürfen nur als Zwischenschritte auf dem Weg zum vollständigen Ersatz dienen.

Wir fordern die WBK-N daher nachdrücklich auf, bei der Finalisierung der Vorlage und in der Botschaft an das Parlament folgende Punkte sicherzustellen:

a. Die 3R-Hierarchie als Leitprinzip für alle neuen Instrumente. Ob bei der Vergabe von Fördergeldern (Art. 22), der Prüfung durch Fachsekretariate (Art. 33a) oder der Bewertung in den Kommissionen (Art. 34): Das Prinzip «Ersetzen vor Vermeiden vor Verbessern» muss gesetzlich verankert und in der Anwendung bindend sein.

- Förderung: Mehr Gelder nützen nichts, wenn sie weiterhin primär in die Verfeinerung von Tierversuchen (Refinement) fliessen, statt den Ersatz zu fördern. Wir fordern eine verpflichtende Zweckbindung der Mittel gemäss Art. 22 Abs. 3 für Projekte, die nachweislich auf Replacement abzielen.
- Fachsekretariate: Diese neuen Stellen müssen die Kompetenz und den Auftrag erhalten, Gesuche abzulehnen, wenn sie lediglich Refinement zum Ziel haben, ohne einen klaren Pfad zum Ersatz aufzuzeigen. Ein «Greenwashing» von Tierversuchen durch kosmetische Verbesserungen muss unterbunden werden.
- Register & Transparenz: Auch die Qualitätssicherung der nicht-technischen Zusammenfassungen (Art. 20a) muss sich an dieser Hierarchie messen lassen. Eine NTS, die den Vorrang des Ersatzes nicht glaubhaft begründet, ist ungenügend und muss zur Aussetzung der Bewilligung führen.

b. Von «Kann» zu «Muss»: Verbindlichkeit statt Spielraum. Die aktuellen «Kann»-Formulierungen bei der Förderung (Art. 22 Abs. 3) und der Datenauswertung (Art. 20b) bergen die Gefahr, dass am Status quo festgehalten wird.

- Wir fordern die Umwandlung in verpflichtende Formulierungen. Der Bund *muss* 3R-Strukturen fördern; das BLV *muss* Daten auswerten, um Trends zu erkennen.
- Die Finanzierung muss durch konkrete Budgetzusagen in der nächsten BFI-Botschaft unterlegt werden. Nur so lässt sich das Ziel der Initiative – eine substantielle Verschiebung der Ressourcen zugunsten tierversuchsfreier Methoden – überprüfen.

c. Echte Unabhängigkeit und Transparenz

- Kommissionen: Die Zusammensetzung der Tierversuchskommissionen (Art. 34) muss gesetzlich so geregelt werden, dass die Dominanz der forschenden Hochschulen gebrochen wird. Wir fordern klare Quoten für Tierschutz, Ethik und 3R-Expertise, um eine ausgewogene Güterabwägung zu garantieren. Zudem muss die Abhängigkeit der Kommissionsmitglieder von ihren Arbeitgebern (den Hochschulen) adressiert werden. Ein Minderheits-Beschwerderecht für Kommissionsmitglieder ist ein notwendiges rechtsstaatliches Korrektiv, solange strukturelle Ungleichgewichte in der Kommissionszusammensetzung bestehen.
- Förderdaten: Es braucht ein transparentes Monitoring der öffentlichen Gelder. Die Öffentlichkeit muss einsehen können, welcher Anteil der Fördergelder tatsächlich in tierversuchsfreie Methoden fließt. Ohne diese Kennzahlen bleibt die Erfolgskontrolle der Initiative eine Black Box.

Die WBK-N hat mit dieser Revision des Tierschutzgesetzes die Voraussetzung geschaffen, um die Schweiz zur Vorreiterin der tierversuchsfreien Forschung zu machen. Daher der Appell an die Kommissionen und die Räte: Lassen Sie sich im weiteren Prozess nicht von Minderheitsanträgen beirren, die diese Instrumente verwässern oder streichen wollen. Schärfen Sie die Vorlage dort, wo sie noch zu unkonkret ist. Verankern Sie die Hierarchie des Ersatzes als unumstößliches Prinzip.

Die vorliegende Teilrevision schafft wichtige Instrumente – sie benennt jedoch kein übergeordnetes Ziel, auf das sie hinarbeitet. Animalfree Research regt an, dass ergänzend einen stufenweisen Ausstiegsplan aus belastenden Tierversuchen erarbeitet wird. Dieser könnte verbindliche Ziele, Meilensteine und Fristen festlegen und unter Einbezug von Wissenschaft, Tierschutz und Industrie entwickelt werden. Zahlreiche Staaten diskutieren oder verabschieden derzeit entsprechende Strategien. Eine solche Roadmap würde die Schweiz nicht nur tierschutzpolitisch stärken, sondern sie auch als innovativen Forschungsstandort in einem zukunftsfähigen und wirtschaftlich wachsenden Feld positionieren. Die neuen Instrumente dieser Revision, Fachsekretariate, Transparenzpflichten, Förderungsmassnahmen, könnten so auf ein gemeinsames, messbares Ziel ausgerichtet werden.

Die Stiftung Animalfree Research schliesst sich den Stellungnahmen von fachlich ausgewiesenen Tierschutzorganisationen an. Insbesondere jenen der Stiftung für das Tier im Recht, des Zürcher Tierschutzes, des Schweizer Tierschutzes, von Animal Rights Switzerland sowie der Ärztinnen und Ärzte für Tierschutz.



Nationalrat
Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur
Kommissionspräsident Roman Hug
3003 Bern

Wernetshausen, 7.5.2026

Vernehmlassungsverfahren 21.426 n Pa. Iv. Christ 'Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben'

Stellungnahme der Ärztinnen und Ärzte für Tierschutz in der Medizin (ATM)

Zu 'Erläuternder Bericht der Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrates zu Parlamentarische Initiative Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben', Bericht 1.2., Ausgangslage, S. 4/19

Das heutige Bewilligungsverfahren ist mit einer **Bewilligungsrate von 99% der Versuche unglaublich**. Ohne Neuerungen, welche diesen zahlenmässigen **Beweis für das Nicht-Funktionieren des heutigen Systems** beseitigen, können Wissenschaft und Behörden keine **Glaubwürdigkeit** ihres Bewilligungsverfahrens erreichen.

Essenziell ist hierzu, dass die **Zusammensetzung der Tierversuchskommissionen** (TVK) angepasst wird (siehe weiter unten, Art. 34). Es muss im gleichen Gesetzesentwurf der Umstand beseitigt werden, dass tierversuchskritische Kommissionsmitglieder immer in der Minderheit gehalten werden, womit keine saubere Güterabwägung möglich ist und die **Abwägung praktisch nie 'ergebnisoffen'** beginnt. Dass dies **verfassungswidrig** ist, wurde von Juristen verschiedentlich publiziert.

Insbesondere müssen aber auch **mehr Spezialisten für tierversuchsfreie Methoden (NAMs, New Approach Methodologies oder Non Animal Methods)** eingebunden werden. Da NAMs ein exponentiell wachsender Forschungs- und Wirtschaftszweig und mittlerweile ein riesiges Gebiet sind, das von einem einzelnen Forscher nicht mehr überblickt werden kann, sollte ein **zentrales Kompetenzzentrum für NAMs** etabliert werden. **Die Mittel des 3R-Competence Center 3RCC reichen derzeit hierzu NICHT aus.**

Zu Bericht 2.2. Minderheitsantrag Nichteintreten, S. 4/19

Begründet wird der Antrag auf Nichteintreten mit befürchteten Mehrkosten und mehr Bürokratie.

Zu den befürchteten Mehrkosten:

Was die Minderheit nicht berücksichtigt ist, dass sich hier ein **exponentiell wachsendes Forschungs-, aber auch Wirtschaftsfeld** auftut.

Der **erwartete Umsatz für NAMs im Jahr 2030 wird auf 29,4 Billionen Dollar geschätzt!** (1)

Wer an diesem boomenden Wirtschafts- und Forschungsfeld teilnehmen will, der muss dieses JETZT fördern.

Die Fördergelder sind also **sehr gut investiert**.



Zu der befürchteten Mehrarbeit:

Ethische Argumente haben neben Finanz-Argumenten immer einen schweren Stand. Wenn wir zu unserem eigenen Nutzen so vielen Tieren so viel Leid antun, dann schulden wir ihnen wenigstens, dass wir alles unternehmen, um ihre Leiden gering zu halten, auch wenn es uns Mehrarbeit verursacht oder etwas kostet.

Bericht 3.1. Vorlage der Kommission, Förderung 3R, S.5/19

Bemerkung ATM zu Förderung von 3R: 'Diese sollen sich gleichermaßen auf alle 3R beziehen.'

Ziel der parlamentarischen Initiative ist, die 'Verwendung von alternativen Methoden zu Tierversuchen rascher voranzutreiben.'

Sie zielt also klar auf **Alternativen** zum Tierversuch ab, und somit auf das **Replacement**.

Bei Förderung von Refinement und Reduction (der Anzahl Tiere in einem Versuch) fördern Sie letztlich aber einen Tierversuch!

Die Absicht des Kommissionsentwurfs, alle 3R gleichwertig zu fördern, **widerspricht also klar dem Kernanliegen der parlamentarischen Initiative.**

Antrag ATM:

Dieser Satz muss gestrichen werden oder heissen 'Diese sollen sich überwiegend auf Replacement beziehen.'

Bericht 3.2. Minderheitsanträge, Art. 20a betreffend Förderung der Transparenz, S. 6/19

'Antrag auf Streichung der nichttechnischen Projektzusammenfassungen NTS wegen höherem Aufwand, Abwanderung der Forscher ins Ausland und Schwächung der Innovationskraft.'

Bemerkung ATM:

In der EU und vielen anderen Ländern sind diese NTS längst die Regel!

Das Argument der Abwanderung ist also völlig haltlos.

Nur die Schweiz hinkt bezüglich Transparenz hinterher.

Dies ist ungünstig für das Ansehen der Schweizer Forschung.

Aus Transparenz mit Einsicht in andere Projekte können im übrigen auch neue, innovative Ideen hervorgehen!

Art. 18 Fachsekretariat, S. 7/19

Antrag ATM zu Art. 18 '3):

Das Fachsekretariat unterbreitet Bewilligungsversuche für Tierversuche nach Art. 17 der kantonalen **oder überregionalen** Kommission für Tierversuche'

Begründung:

Die **Kompetenz** einer **zentralen** Tierversuchskommission wäre ungleich grösser als diejenige einer kantonalen Tierversuchskommission; mit unserer Formulierung '...oder überregionalen..' bleibt die Möglichkeit erhalten, grössere überregionale Tierversuchskommissionen zu schaffen, mit mehr Mitgliedern, somit mehr vertretenen Spezialisten, somit mehr Kompetenz.

Art. 20a, S. 8/19

Die hier geplanten Änderungen unterstützen wir ausdrücklich, insbesondere

- Ein **öffentliches Register**: dieses ist bei klinischen Studien heute weltweit **selbstverständlich** (clinicaltrials.gov) und ein Weglassen desselben würde heutzutage als **unwissenschaftlich** und **unethisch** beurteilt. Sowohl Mensch wie auch Tier haben ein Anrecht darauf, dass bereits vorhandenes Wissen zu **Risiken** einer Massnahme oder einer Substanz, der sie ausgesetzt werden sollen, öffentlich **bekannt gemacht** wurden und in die Entscheidung einbezogen werden können, ob eine bestimmte Studie an Mensch oder Tier vertretbar ist.



Nachdem dies **im Humanbereich seit Jahrzehnten Standard** ist, fällt es schwer einzusehen, weshalb dies im Bereich Tierversuche anders sein soll, zumal viele der Massnahmen und Stoffe **letztlich am Menschen** getestet werden müssen.

Dass die Präregistrierung zu besserer Forschung führt, ist mittlerweile wissenschaftlich nachgewiesen (2).

Antrag ATM zu Absatz 1 'Der Bund fördert Transparenz in der Forschung mit Tieren. Er kann zu diesem Zweck ein öffentliches Register für bewilligte Tierversuche betreiben':

Verbindliche Formulierung: «Er **betreibt** zu diesem Zweck ein öffentliches Register für bewilligte Tierversuche.»

- Eine **Nichttechnische Projektzusammenfassung** ist heute ebenfalls in den meisten Ländern **Standard** und **Bedingung** für die von den Forschern stets **behauptete** und vom Bund auch gewünschte **Transparenz**. Hierzu gehören auch die gezüchteten, aber **nicht verwendeten Tiere** sowie die **Resultate** der Tierversuche. **Ohne diese Angaben kann weder der Bürger noch interessierte Fachpersonen die Berechtigung der Tierversuche nachvollziehen.**
- Antrag ATM zu Art 20 a Absatz 2, Ergänzung:
h. die **Zahl** der für den Versuch gezüchteten und importierten Tiere, welche **NICHT verwendet** und «entsorgt» wurden.
- Antrag ATM zu Art 20 a Absatz 3, Ergänzung:
c. die **Resultate** der Tierversuche

Art. 20b Zweck und Inhalt, S. 9/19

Bemerkung von ATM zum Informationssystem für Tierversuche:

Dass der Bund dieses fordert, um seine gesetzlichen Aufgaben zu erfüllen, ist zweifellos richtig.

Nur muss er bei einer Fehlentwicklung dann auch die notwendigen Konsequenzen ziehen.

*Konkret: Wenn man seit Jahren 3R unterstützt und hierbei die Gesamtzahl der Tierversuche praktisch gleich bleibt und die belastenden Versuche sogar zunehmen, dann muss der Bund **das gewählte System (z.B. 3R) auch überdenken** und mit **neuen Methoden** versuchen, sein Ziel zu erreichen.*

Antrag ATM: neuer Absatz mit dem Text

'Der Bund muss anhand seiner Tierversuchsstatistik das Erreichen seiner Ziele regelmässig überprüfen. Werden diese verfehlt, so ist das Bewilligungssystem zu überdenken.'

Antrag ATM zum Geschäftsgeheimnis:

Die im Vorentwurf vorgeschlagene Formulierung '... ein Informationssystem. Die Einhaltung des Datenschutzes sowie der **Schutz der Geschäfts- und Forschungsgeheimnisse** sind jederzeit gewährleistet' muss entweder weggelassen oder ergänzt werden.

Begründung:

Der **Datenschutz** im Informationssystem beinhaltet ein Dilemma: überwiegen die schutzwürdigen Interessen von Versuchstieren, Patienten, einer Firma oder eines Forschers?

Hierfür wird eine Güterabwägung benötigt.

Es muss möglich sein, **die Sicherheitsinteressen der Patienten oder Versuchstiere höher zu gewichten** als das Geschäftsgeheimnis von Forscher und Firma.



Antrag ATM: Art 20b Abs 3, Ergänzung:

‘Besteht ein **Interessenskonflikt** beim **Datenschutz** zwischen den Sicherheitsinteressen der Patienten und Versuchstiere auf der einen und dem Geschäftsgeheimnis von Firmen und Forschern auf der anderen Seite, so entscheidet abschliessend die Tierversuchskommission im Rahmen einer Güterabwägung über das überwiegende Gut.’

Art. 22 Förderung von 3R

Das heutige Recht fördert ‘Methoden, die Tierversuche ersetzen, mit weniger Versuchstieren auskommen oder eine geringere Belastung derselben zur Folge haben.’

Dies sind die **klassischen 3R-ziele**, seit 1959.

Die gewünschten **Ziele des Bundes** (relevante Senkung der Tierversuchszahlen sowie des Tierleids) **wurden hiermit aber nicht erreicht**.

Ziel der Initiative ist es, ‘Alternativen zu Tierversuchen rascher voranzutreiben’, also über die somit bisherige (ungenügende) Förderung von Alternativen zu Tierversuchen hinauszugehen.

Dies kann man nicht mit der von der Subkommission des Nationalrates vorgeschlagenen ‘KANN’-Formulierung in Art 22 Abs 3 und 4 erreichen!

Wenn man über den status quo hinaus will, dann braucht es tatkräftigere und entschlossenere Massnahmen. Die Briten haben es der Welt vorgemacht: die **UK Roadmap**, welche weltweit respektvoll aufgenommen wurde, formuliert **nicht ‘we might’ – sie formuliert konsequent und immer wieder ‘we will!’**

Antrag ATM:

‘kann’-Formulierungen umändern z.B. in Abs 22 3: ‘Er **wird** zu diesem Zweck auch 3R-Strukturen...fördern.’

Art. 34 Kantonale Kommission für Tierversuche, S. 14/19

Antrag ATM:

Titel «‘**Kantonale**’ Kommission für Tierversuche» streichen, nur ‘Kommission für Tierversuche’

Begründung: so bleibt die Möglichkeit einer **zentralen** Tierversuchskommission erhalten

Antrag ATM:

*Den folgenden Absatz **streichen und neu fassen:***

«1) Die Kantone bestellen eine aus mindestens fünf Fachleuten zusammengesetzte Kommission für Tierversuche, die von der Bewilligungsbehörde unabhängig ist und in der Kompetenzen zu 3R, Ethik und Forschen mit Tieren sowie Tierschutzorganisationen angemessen vertreten sind. Mehrere Kantone können eine gemeinsame Kommission einsetzen.»

Begründung:

*Mit **nur 5 Mitgliedern** ist **niemals** eine **genügende Kompetenz** innerhalb einer Tierversuchskommission gegeben!*

*Hierzu sind weit mehr Fachbereiche erforderlich. Deshalb befürworten wir auch **grössere, zentralere***

Tierversuchskommissionen, da die erforderliche Kompetenz sonst in der Praxis nicht erreicht werden kann.

Bei der Benennung der notwendigen Fachspezialisten kann man

- entweder die (vielen) Fachrichtungen nennen: Juristen, Veterinärmediziner, Soziologen, Anästhesisten, NAM-Experten, Tierschutzvertreter, Statistiker, Ethiker etc.

*- oder auf ein anerkanntes ethisches Gremium verweisen, welches die Fachbereiche gemäss neustem ethischem Stand jeweils bestimmt und anpasst, beispielsweise durch die **Schweizerische Akademie der Medizinischen Wissenschaften SAMW**.*

An dieser Stelle muss auch darauf hingewiesen werden, dass **Kommission für Tierversuchsethik (KTVE)** der **SAMW** einen Entwurf zur **zukünftigen Ausgestaltung der Tierversuchskommission** verfasst hat:



‘Mögliche Reformen des Bewilligungsverfahrens für Tierversuche in der Schweiz, Diskussionspapier der Kommission für Tierversuchsethik (KTVE) der SAMW, Stand: Juni 2025’

Diese Empfehlungen sollten in den Gesetzesentwurf einfließen.

Dies sind namentlich

- Die Evaluation einer **Zentralen Tierversuchskommission**
- Die **Aufstockung** der Tierversuchskommission zur Sicherstellung der Kompetenz (5 Mitglieder ist wie erwähnt sicherlich **absolut ungenügend**)
- Anonymisierte **Sitzungsprotokolle** der Tierversuchskommission, auf Antrag der interessierten Öffentlichkeit einsehbar
- Schaffung eines **NAM-Kompetenzzentrums** (wird von der Arbeitsgruppe befürwortet, ist im Diskussionspapier von Juni 2025 aber noch nicht enthalten). NAM-Spezialisten mit Überblick über die sich exponentiell vermehrenden Alternativmethoden könnten eine namhafte Zahl von Tierversuchen ersetzen (Beispiel Utrecht, Holland)
- Ein **Rekursrecht** für Kommissionsminderheit

Weiter zu fordern sind:

- Eine **Ausgewogene Zusammensetzung der Kommissionsmitglieder**, damit eine **ergebnisoffene Beurteilung** sichergestellt ist
- Herstellung einer **minimalen Glaubwürdigkeit der Behörde**, indem das **Verlassen der Bewilligungsquote von 99%** explizit angestrebt wird

Antrag ATM zur **Zusammensetzung** der TVK:

Ergänzung zu Art. 34 Vorentwurf der Subkommission in Abschnitt 1:

*‘Die Kantone stellen eine **ausgewogene Zusammensetzung** der Kommissionsmitglieder sicher, damit eine **ergebnisoffene** Beurteilung der Versuchsanträge gewährleistet ist. Der Kanton **überprüft** die Ausgewogenheit der Kommissionsentscheide und **korrigiert** die Zusammensetzung der Kommission bei Bedarf.’*

Antrag ATM zur **Rekursrecht** der TVK:

Ergänzung zu Art. 34 Vorentwurf der Subkommission, weiterer Abschnitt:

‘Eine Minderheit der Kommissionsmitglieder kann einen Rekurs gegen einen Kommissionsentscheid einreichen.’

Begründung:

Bis heute ist die Zusammensetzung der TVK nicht ausgeglichen und die Bewilligungsquote für Tierversuchsanträge beträgt 99%.

In diesem verfassungsrechtlich ohnehin nicht haltbaren Zustand muss einer Kommissionsminderheit zumindest ein Rekursrecht eingeräumt werden.

Antrag ATM zum Beizug von **Spezialisten**:

Ergänzung zu Art. 34 Vorentwurf der Subkommission, neuer Abschnitt 4:

‘Jedes Kommissionsmitglied kann externe Spezialisten beiziehen. Diese können auch aus dem Ausland stammen.’

Begründung: Versuchsanträge sind meist hoch spezialisiert. In der relativ kleinen Schweiz gibt es dementsprechend auch nur ein kleines Feld von Forschern auf dem jeweiligen Spezialgebiet. Die Unabhängigkeit des gut bekannten Kollegen dürfte nicht gegeben sein. Bei Spezialisten aus dem Ausland ist eher mit einer unabhängigen Meinung zu rechnen.

Da Forschergruppen oft gesamthaft auf bekannte Tierversuchsmodelle in ihrem Gebiet zurückgreifen, ist der Beizug eines unabhängigen und **auf versuchstierfreie Methoden spezialisierten Forschers zu bevorzugen**. Je weniger die Schweiz in diesem Bereich in einer Spitzenstellung ist, desto mehr sind diese Spezialisten im Ausland anzufragen.



5.1. Auswirkungen auf den Bund, S. 15/19

Bemerkung ATM zu 'Die Mittel sind heute ausgewogen':

Dieser Satz ist nicht haltbar. Die Fördergelder für den Tierversuchsbereich sind um ein Vielfaches höher als jene für tierversuchsfreie Projekte.

5.3. Auswirkungen auf die Volkswirtschaft, S. 16/19

Bemerkung ATM zu 'Die stärkere Implementierung der 3R stärkt den Innovations- und Forschungsstandort Schweiz. In diesem Sinne ist sie eine Investition'

Stimmt!

Dies hat zB. **Grossbritannien** erkannt und **investiert 75 Mio Pfund**, in der Überzeugung, dass sich dies später auszahlt.

Wie erwähnt handelt es sich bei den Alternativmethoden um einen **Markt im Wert von 29,4 Billionen Dollar im Jahr 2030!** (1)

Die Höhe dieser Summe unterstreicht aber auch, dass **hohe Investitionen notwendig** sind, wenn man in diesem aufstrebenden Markt mithalten will!

NAMs werden in Zukunft günstiger sein als Tierversuche.

Somit ist auch mit sinkenden Entwicklungskosten zu rechnen.

Durch die Förderung der NAMs ist somit mit einer Senkung der Medikamentenkosten zu rechnen, und nicht, wie im Ständerat im Herbst 2025 behauptet, mit einer Erhöhung der Krankenkassenkosten.

Zusammenfassung

Um die **Glaubwürdigkeit** der Tierversuchskommissionen wiederherzustellen (nicht gegeben bei einer Bewilligungsquote von 99%) muss das neue Gesetz

- Die Kompetenz der Tierversuchskommissionen erhöhen durch **mehr Mitglieder** aus **mehr Fachbereichen**
- **Spezialisten für NAMs** obligatorisch einbinden
- kantonale **Kommissionen zusammenlegen** um die notwendige Zahl von Spezialisten zu erreichen
- die Möglichkeit zum Einholen von **Zweitmeinungen** auch aus dem Ausland sicherstellen
- die **Förderung** von Alternativmethoden mit finanziellen Mitteln, Infrastruktur, Validationsmöglichkeiten, Ausbildungsplätzen, Professuren für die Transition zu tierversuchsfreien Methoden etc. **verbindlich** sicherstellen, anstatt mit 'kann'-Formulierungen nur die Möglichkeit hierzu anzudeuten
- ein **Rekursrecht** enthalten
- die **Transparenz** sicherstellen mit **NTS** und anforderbaren **Sitzungsprotokollen der TVK**

Kontaktperson:

Dr. med. Markus Deutsch

Präsident Ärztinnen und Ärzte für Tierschutz in der Medizin

Schlubachstr. 29

8342 Wernetshausen

vorstand@aerztefuertierschutz.ch

Referenzen

- (1) <https://www.pharmiweb.com/press-release/2024-05-08/non-animal-alternative-testing-market-size-to-achieve-usd-294-billion-by-2030-fueled-by-a-cagr-of#:~:text=Allied%20Market%20Research%20has%20published,%F0%9D%9F%93%25%20from%20202%20to%202030>
- (2) https://osf.io/preprints/metaarxiv/ruw7p_v1



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Conseil d'Etat CE
Staatsrat SR

Route des Arsenaux 41, 1700 Freiburg

T +41 26 305 10 40
www.fr.ch/sr

Staatsrat
Route des Arsenaux 41, 1700 Freiburg

PER E-MAIL

Nationalrat
Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur
3003 Bern

E-Mail: wbk.csec@parl.admin.ch
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Freiburg, den 12. Mai 2026

2026-364

21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben - Vernehmlassungsverfahren

Sehr geehrter Herr Präsident

Mit Ihrem Schreiben vom 13. Februar 2026 geben Sie uns die Möglichkeit, zum Gesetzesentwurf zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative 21.426 Stellung zu nehmen.

Der Staatsrat des Kantons Freiburg begrüsst die Ausarbeitung dieses Entwurfs und unterstützt die Absicht der Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrates, mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung zu schaffen. Diese zielt darauf ab, dem Tierwohl in der tierexperimentellen Forschung das notwendige Gewicht zu geben. Generell unterstützt der Staatsrat Massnahmen, die dem Tierwohl und der Entwicklung von Alternativmethoden dienen.

Die klar formulierten Anforderungen an den Bewilligungsprozess auf Ebene der zuständigen kantonalen Behörden und Kommissionen führen zudem in fachlicher und zeitlicher Hinsicht zu einer Verbesserung. Es führt zu qualitativ ausgewogenen Entscheiden, mehr Transparenz und verkürzten Bearbeitungsfristen, letzteres insbesondere zum Vorteil der Forschenden. Zur Gewährleistung der Transparenz ist ausserdem der Zugang zu den benötigten Daten für die Mitarbeitenden im BLV sowie in den kantonalen Behörden (Art. 20c Abs. 1 Bst. A und b, 3 und 4) unverzichtbar.

Die Anforderungen dürfen jedoch nicht zu einem Mehrbedarf bei den bereits knappen Ressourcen in den Kantonen führen. Kantone wie Freiburg mit einer begrenzten Anzahl an Gesuchen werden ihre Prozesse aktualisieren müssen, ohne jedoch zusätzliche Investitionen in diesem Bereich tätigen zu können. Die Schaffung eines zusätzlichen, von der zuständigen Behörde losgelösten Fachsekretariats (Art. 18 Abs. 3, Art. 33a) sehen wir demzufolge kritisch. Der zu erwartende administrative Mehraufwand könnte zudem nicht nur die Behörden, sondern auch die Forschenden treffen. Die administrativen Aspekte in der biomedizinischen Forschung haben in den letzten Jahrzehnten stark zugenommen und binden bereits jetzt wertvolle Ressourcen, welche letztendlich nicht nur für die Entwicklung neuer Ansätze in Diagnose und Therapie von Erkrankungen fehlen, sondern auch für die kontinuierliche Weiterentwicklung und Implementierung innovativer 3R-Strategien.

Die gesetzlichen Änderungen sollten gezielt der Weiterentwicklung der 3R-Prinzipien dienen und nicht kostspielige bürokratische Verkomplizierungen einführen. Im Sinne der Professionalisierung und effizienten Gestaltung der Abläufe müssen Lösungen favorisiert werden, im Rahmen derer Prozesse aufeinander abgestimmt und Synergien gesucht werden.

In diesem Sinne danken wir im Voraus für die Berücksichtigung obiger Elemente in der Überarbeitung des Entwurfs und verbleiben mit freundlichen Grüßen

Im Namen des Staatsrats:

Philippe Demierre, Präsident

Danielle Gagnaux-Morel, Staatskanzlerin

Das Original dieses Dokuments wird in elektronischer Form ausgestellt

Kopie

—

an die Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft, für sich und das Amt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen;

an die Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten, für sich, das Amt für Universitätsfragen und die Universität Freiburg;

an die Staatskanzlei.

Conseil national
Commission de la science, de
l'éducation et de la culture
Monsieur Roman Hug
Président
3003 Berne

Concerne : 21.426 n Iv. pa. Christ. Méthodes de substitution à l'expérimentation animale - davantage de ressources et d'incitations pour la recherche 3R

Monsieur le Président,

Notre Conseil a pris connaissance de votre courrier du 13 février 2026 relatif à l'avant-projet de loi pour la mise en œuvre de l'initiative parlementaire 21.426 « Méthodes de substitution à l'expérimentation animale. Davantage de ressources et d'incitations pour la recherche 3R ».

Nous soutenons l'objectif général de cet avant-projet, qui vise à renforcer la promotion des principes des 3R (*Replace, Reduce, Refine*) et, de manière plus large, la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques. Les trois axes proposés (amélioration de la qualité et de la rapidité du processus d'autorisation, promotion des 3R et renforcement de la transparence) constituent des leviers pertinents pour atteindre ces objectifs.

S'agissant de **l'amélioration du processus d'autorisation**, le fonctionnement actuellement en place dans le canton de Genève correspond déjà largement au modèle envisagé, fondé sur un examen structuré des demandes et une collaboration étroite entre autorités et commissions cantonales. Dans la mesure où la composition et l'organisation des secrétariats spécialisés ne sont pas définies, aucun changement majeur n'est attendu pour notre canton. Nous demeurons toutefois ouverts à un partage ponctuel de compétences avec d'autres cantons, pour autant que la charge de travail supplémentaire reste compatible avec les ressources disponibles. Par contre, nous nous opposons fermement à l'alinéa 4 de l'article 33a qui confère au Conseil fédéral la compétence de fixer des exigences supplémentaires applicables aux secrétariats spécialisés, notamment en matière de formation ou de délais de traitement. Une telle disposition entraînerait une augmentation substantielle de la charge de travail et donc du besoin en ressources humaines.

Il est important de relever que la création de secrétariats spécialisés n'aurait aucun impact sur la qualité des demandes d'autorisation déposées, ce qui avait pour objectif *in fine* d'accélérer le processus de validation. Raison pour laquelle le canton plaide pour un accroissement du nombre imposé de délégués à la protection des animaux par institut. Cette fonction, actuellement limitée à un seul délégué par organisme de recherche, a pour rôle d'assurer que les demandes d'autorisation de pratiquer des expériences sur les animaux soient complètes et cohérentes. Par conséquent, afin d'améliorer la qualité initiale et accélérer le processus d'autorisation tel que défini dans le premier axe du projet, leur nombre par institut doit être augmenté au prorata de celui des demandes d'autorisation compte tenu du rôle fondamental de cette fonction.

Concernant **la promotion des 3R**, notre canton ne formule aucune objection à l'inscription explicite de ces principes dans la législation ni à leur promotion accrue, y compris par le biais de la formation. De même, l'accès aux données relatives aux 3R par l'OSAV et, sous réserve du secret de fonction, par des entités spécialisées telles que le Centre de compétence national 3R (3RCC), apparaît acceptable pour autant que ces informations soient utilisées dans une perspective d'amélioration et de promotion, et non dans un but répressif à l'égard des chercheurs.

S'agissant de **la transparence dans le domaine de l'expérimentation animale**, l'obligation de fournir et de publier un résumé non technique dès l'autorisation du projet permettrait d'aligner la Suisse sur les pratiques européennes et de renforcer l'information au public. Bien que cette mesure implique des tâches supplémentaires pour les chercheurs, notre canton estime que cet objectif est prioritaire. Nous relevons que l'article 20a, alinéa 4, lettre a prévoit la possibilité pour le Conseil fédéral d'ordonner la publication d'informations supplémentaires. Il conviendra toutefois de veiller à ce que la diffusion de ces informations n'entraîne pas de risques pour la sécurité des chercheurs, des institutions et des autorités, certaines données pouvant potentiellement être utilisées à des fins militantes.

Notre Conseil vous remercie de l'avoir consulté et vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de sa très haute considération.

AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :

Le président :

Michèle Righetti-El Zayadi

Thierry Apothéloz

Copie à : vernehmlassungen@blv.admin.ch

Conseil national
Commission de la science, de l'éducation et
de la culture
Palais du Parlement
CH-3003 Berne

Consultation concernant un projet de loi afin de renforcer les ressources et incitations en faveur des méthodes de substitution à l'expérimentation animale

Monsieur le président,
Mesdames, Messieurs,

En préambule, nous vous remercions de nous donner l'occasion de prendre position sur le projet de loi de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-N) concernant la mise en œuvre de l'initiative parlementaire 21.426 n. l. pa. Christ « *D'avantage de ressources et d'incitations pour la recherche 3R afin de faire progresser plus rapidement les alternatives à l'expérimentation animale* ».

Le projet prévoit notamment d'accroître la transparence par la publication de résumés non techniques des projets de recherche, de développer des mesures visant à promouvoir la recherche 3R, ainsi que d'améliorer et d'accélérer le processus d'autorisation en créant des secrétariats spécialisés qui garantissent une répartition claire et axée sur la qualité des tâches entre les chercheurs, le secrétariat spécialisé et la commission d'expérimentation animale.

Nous saluons dans son principe le projet de loi visant à mettre en œuvre l'initiative parlementaire. La recherche 3R doit être soutenue et renforcée. Elle est essentielle et vise à accorder l'importance nécessaire au bien-être animal dans la recherche expérimentale sur les animaux. Les exigences clairement formulées concernant le processus d'autorisation, tant au niveau de l'autorité cantonale compétente que des commissions cantonales d'expérimentation animale, conduisent à une amélioration sur le plan technique et en termes de délais. Ce dernier point est à l'avantage des chercheurs. Il conduit à des décisions équilibrées sur le plan qualitatif, à une plus grande transparence et à des délais de traitement raccourcis.

La commission cantonale d'expérimentation animale doit pouvoir axer son travail sur la mise en balance des intérêts lors de l'examen des demandes d'expérimentation animale impliquant une contrainte pour les animaux. Il convient donc de veiller à ce que l'autorité cantonale compétente, organisée en service spécialisé sous la forme d'un secrétariat spécialisé, traite les aspects techniques de l'examen des demandes (exhaustivité, objectif de l'expérience, caractère indispensable de l'expérience sur les animaux) au moyen d'un examen préliminaire minutieux. La création de secrétariats spécialisés supplémentaires, indépendants de l'autorité cantonale compétente, entraînerait la mise en place d'une nouvelle interface et une charge de travail supplémentaire considérable, ce qu'il convient de rejeter.

Les exigences clairement formulées à l'égard de l'autorité cantonale compétente et des commissions cantonales d'expérimentation animale conduiront inévitablement les cantons, en particulier ceux qui reçoivent un nombre limité de demandes de recherche impliquant l'expérimentation animale, à actualiser leurs processus. Cela ne doit pas entraîner de besoins supplémentaires pour les ressources déjà limitées des cantons. Dans un souci de professionnalisation, il convient de privilégier les solutions qui harmonisent les processus et favorisent les synergies. Le cas échéant, plusieurs cantons peuvent gérer une unité technique commune dotée d'un secrétariat spécialisé.

Nous formulons les remarques suivantes concernant les différents articles de la loi :

Art. 3, let. d :

L'avant-projet de la majorité de la sous-commission du Conseil national est soutenu. Aucune remarque supplémentaire.

Art. 18, al. 3 :

L'avant-projet de la majorité de la sous-commission du Conseil national est soutenu. Il convient de préciser que, dans le but d'accélérer le traitement des demandes, le secrétariat spécialisé fait partie de l'unité spécialisée de l'autorité cantonale compétente. Il convient de rejeter la création d'un secrétariat spécialisé supplémentaire, indépendant de l'autorité cantonale compétente.

Art. 20 a :

L'avant-projet de la majorité de la sous-commission du Conseil national est soutenu. Aucune remarque supplémentaire.

Art. 20 b, al. 1 et 3 :

L'avant-projet de la majorité de la sous-commission du Conseil national est soutenu. Aucune remarque supplémentaire.

Art. 20 c, al. 1, let. a et b, 3 et 4 :

L'avant-projet de la majorité de la sous-commission du Conseil national est soutenu. Il convient notamment de suivre la majorité de la sous-commission en ce sens que tant les collaboratrices et collaborateurs de l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV) que ceux des autorités cantonales compétentes aient accès, dans le cadre de leurs compétences, aux données dont ils ont besoin. La collaboration entre les cantons (al. 3) revêt également une importance capitale.

Art. 22, al. 2, 3 et 4 :

L'avant-projet de la majorité de la sous-commission du Conseil national est soutenu. Aucune remarque supplémentaire.

Art. 33 a :

L'avant-projet de la majorité de la sous-commission du Conseil national est soutenu. Il est essentiel que le secrétariat spécialisé reste rattaché au service spécialisé de l'autorité cantonale compétente. Il ne doit en aucun cas créer des interfaces supplémentaires qui compliqueraient le travail des cantons. Le terme « secrétariat spécialisé » peut éventuellement prêter à confusion, car il peut suggérer la création d'un service supplémentaire.

La collaboration intercantonale peut notamment permettre aux cantons ayant un nombre limité de demandes d'expérimentation animale d'améliorer leurs pratiques et de gérer leurs propres ressources de manière rationnelle.

Art. 34 :

L'avant-projet de la majorité de la sous-commission du Conseil national est soutenu.

Le nombre minimum de cinq membres de la commission semble suffisant pour les cantons ayant un nombre limité de demandes d'expériences sur les animaux. Compte tenu des compétences requises, il convient toutefois d'exiger un nombre minimum de sept membres de la commission dans les cantons ayant un nombre important de demandes d'expériences sur les animaux.

En conclusion, moyennant les remarques ci-dessus, nous soutenons le projet de loi de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national afin d'accroître la transparence, de développer des méthodes de substitution à l'expérimentation animale, ainsi que d'améliorer et d'accélérer le processus d'autorisation en désignant des secrétariats spécialisés internes ou intercantonaux.

En vous remerciant de nous avoir consulté, nous vous prions de croire, Monsieur le président, Mesdames, Messieurs, à l'expression de notre haute considération.

Neuchâtel, le 18 mai 2026

Au nom du Conseil d'État :

La présidente,
C. GRAF

La chancelière,
S. DESPLAND



LE CONSEIL D'ÉTAT

DE LA RÉPUBLIQUE ET
CANTON DE NEUCHÂTEL

Conseil national
Commission de la science, de l'éducation et
de la culture
Palais du Parlement
CH-3003 Berne

Consultation concernant un projet de loi afin de renforcer les ressources et incitations en faveur des méthodes de substitution à l'expérimentation animale

Monsieur le président,
Mesdames, Messieurs,

En préambule, nous vous remercions de nous donner l'occasion de prendre position sur le projet de loi de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-N) concernant la mise en œuvre de l'initiative parlementaire 21.426 n. l. v. pa. Christ « *D'avantage de ressources et d'incitations pour la recherche 3R afin de faire progresser plus rapidement les alternatives à l'expérimentation animale* ».

Le projet prévoit notamment d'accroître la transparence par la publication de résumés non techniques des projets de recherche, de développer des mesures visant à promouvoir la recherche 3R, ainsi que d'améliorer et d'accélérer le processus d'autorisation en créant des secrétariats spécialisés qui garantissent une répartition claire et axée sur la qualité des tâches entre les chercheurs, le secrétariat spécialisé et la commission d'expérimentation animale.

Nous saluons dans son principe le projet de loi visant à mettre en œuvre l'initiative parlementaire. La recherche 3R doit être soutenue et renforcée. Elle est essentielle et vise à accorder l'importance nécessaire au bien-être animal dans la recherche expérimentale sur les animaux. Les exigences clairement formulées concernant le processus d'autorisation, tant au niveau de l'autorité cantonale compétente que des commissions cantonales d'expérimentation animale, conduisent à une amélioration sur le plan technique et en termes de délais. Ce dernier point est à l'avantage des chercheurs. Il conduit à des décisions équilibrées sur le plan qualitatif, à une plus grande transparence et à des délais de traitement raccourcis.

La commission cantonale d'expérimentation animale doit pouvoir axer son travail sur la mise en balance des intérêts lors de l'examen des demandes d'expérimentation animale impliquant une contrainte pour les animaux. Il convient donc de veiller à ce que l'autorité cantonale compétente, organisée en service spécialisé sous la forme d'un secrétariat spécialisé, traite les aspects techniques de l'examen des demandes (exhaustivité, objectif de l'expérience, caractère indispensable de l'expérience sur les animaux) au moyen d'un examen préliminaire minutieux. La création de secrétariats spécialisés supplémentaires, indépendants de l'autorité cantonale compétente, entraînerait la mise en place d'une nouvelle interface et une charge de travail supplémentaire considérable, ce qu'il convient de rejeter.

NE

Les exigences clairement formulées à l'égard de l'autorité cantonale compétente et des commissions cantonales d'expérimentation animale conduiront inévitablement les cantons, en particulier ceux qui reçoivent un nombre limité de demandes de recherche impliquant l'expérimentation animale, à actualiser leurs processus. Cela ne doit pas entraîner de besoins supplémentaires pour les ressources déjà limitées des cantons. Dans un souci de professionnalisation, il convient de privilégier les solutions qui harmonisent les processus et favorisent les synergies. Le cas échéant, plusieurs cantons peuvent gérer une unité technique commune dotée d'un secrétariat spécialisé.

Nous formulons les remarques suivantes concernant les différents articles de la loi :

Art. 3, let. d :

L'avant-projet de la majorité de la sous-commission du Conseil national est soutenu. Aucune remarque supplémentaire.

Art. 18, al. 3 :

L'avant-projet de la majorité de la sous-commission du Conseil national est soutenu. Il convient de préciser que, dans le but d'accélérer le traitement des demandes, le secrétariat spécialisé fait partie de l'unité spécialisée de l'autorité cantonale compétente. Il convient de rejeter la création d'un secrétariat spécialisé supplémentaire, indépendant de l'autorité cantonale compétente.

Art. 20 a :

L'avant-projet de la majorité de la sous-commission du Conseil national est soutenu. Aucune remarque supplémentaire.

Art. 20 b, al. 1 et 3 :

L'avant-projet de la majorité de la sous-commission du Conseil national est soutenu. Aucune remarque supplémentaire.

Art. 20 c, al. 1, let. a et b, 3 et 4 :

L'avant-projet de la majorité de la sous-commission du Conseil national est soutenu. Il convient notamment de suivre la majorité de la sous-commission en ce sens que tant les collaboratrices et collaborateurs de l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV) que ceux des autorités cantonales compétentes aient accès, dans le cadre de leurs compétences, aux données dont ils ont besoin. La collaboration entre les cantons (al. 3) revêt également une importance capitale.

Art. 22, al. 2, 3 et 4 :

L'avant-projet de la majorité de la sous-commission du Conseil national est soutenu. Aucune remarque supplémentaire.

Art. 33 a :

L'avant-projet de la majorité de la sous-commission du Conseil national est soutenu. Il est essentiel que le secrétariat spécialisé reste rattaché au service spécialisé de l'autorité cantonale compétente. Il ne doit en aucun cas créer des interfaces supplémentaires qui compliqueraient le travail des cantons. Le terme « secrétariat spécialisé » peut éventuellement prêter à confusion, car il peut suggérer la création d'un service supplémentaire.

La collaboration intercantonale peut notamment permettre aux cantons ayant un nombre limité de demandes d'expérimentation animale d'améliorer leurs pratiques et de gérer leurs propres ressources de manière rationnelle.

Art. 34 :

L'avant-projet de la majorité de la sous-commission du Conseil national est soutenu. Le nombre minimum de cinq membres de la commission semble suffisant pour les cantons ayant un nombre limité de demandes d'expériences sur les animaux. Compte tenu des compétences requises, il convient toutefois d'exiger un nombre minimum de sept membres de la commission dans les cantons ayant un nombre important de demandes d'expériences sur les animaux.

En conclusion, moyennant les remarques ci-dessus, nous soutenons le projet de loi de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national afin d'accroître la transparence, de développer des méthodes de substitution à l'expérimentation animale, ainsi que d'améliorer et d'accélérer le processus d'autorisation en désignant des secrétariats spécialisés internes ou intercantonaux.

En vous remerciant de nous avoir consulté, nous vous prions de croire, Monsieur le président, Mesdames, Messieurs, à l'expression de notre haute considération.

Neuchâtel, le 18 mai 2026



Au nom du Conseil d'État :

La présidente,
C. GRAF

La chancelière,
S. DESPLAND



Par e-mail : vernehmlassungen@blv.admin.ch

Berne, le 7 mai 2026

Consultation : Initiative parlementaire « Méthodes de substitution à l'expérimentation animale. Davantage de ressources et d'incitations pour la recherche 3R »

Madame, Monsieur,

Vous avez invité notre parti à prendre position sur le projet de consultation visé en titre. Nous vous remercions de nous offrir l'opportunité de nous exprimer à ce sujet.

Position du Centre :

La Suisse doit se donner les moyens de réduire autant que possible l'expérimentation animale

Le Centre estime que la Suisse peut réduire l'expérimentation animale sans pour autant prêter les avancées de la science et l'attractivité de la place de recherche suisse. Cet objectif peut être adéquatement poursuivi en promouvant des méthodes de substitution à l'expérimentation animale. C'est précisément ce que vise le présent projet en renforçant les ressources et incitations en faveur des méthodes de substitution à l'expérimentation animale 3R (replace, reduce, refine).

Le Centre soutient le projet tel que présenté par la majorité de la commission. Il accueille positivement l'ancrage dans la législation suisse du principe des 3R et la transparence accrue qui découlera des modifications de la loi sur la protection des animaux (LPA). Il invite par ailleurs à garder un œil attentif sur l'importance de garantir des processus d'autorisation efficaces impliquant le moins de bureaucratie possible.

Nous vous remercions de nous avoir donné la possibilité de prendre position et vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos salutations les meilleures.

Le Centre

Sig. Philipp Matthias Bregy
Président Le Centre Suisse

Sig. Blaise Fasel
Secrétaire général Le Centre Suisse

Stellungnahme des Vereins Forschung für Leben

21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben

Adresse: Forschung für Leben, 8000 Zürich

Kontaktperson: Dr. Iana Buch

Email: buch@forschung-leben.ch

Datum: 18. Mai 2026

I. Zusammenfassung / wichtigste Anliegen zur Vorlage

Die angestrebte Revision des Tierschutzgesetzes (TSchG) im Zuge der parlamentarischen Initiative 21.426 wird ausdrücklich begrüsst. Die Absicht, die 3R-Prinzipien zu festigen, die Transparenz zu fördern und das Bewilligungsverfahren qualitativ weiterzuentwickeln, findet volle Unterstützung.

Für die konkrete Umsetzung ist aus wissenschaftlicher und tierschutzfachlicher Perspektive jedoch entscheidend, dass sie streng evidenzbasiert und praxisnah verläuft. Nur so bleibt sie im Einklang mit dem Verhältnismässigkeitsprinzip gemäss Art. 5 Abs. 2 und Art. 36 Abs. 3 BV. Ein bürokratischer Mehraufwand, dem kein messbarer Nutzen für das Tierwohl oder den wissenschaftlichen Fortschritt gegenübersteht, muss vermieden werden, um die Attraktivität und Wettbewerbsfähigkeit des Forschungsstandorts Schweiz nicht zu gefährden.

Kernanliegen dieser Stellungnahme:

- Aufnahme positiver Tierwohl-Aspekte in Art. 3 Bst. b (minimal-invasiv, Ziff. 2).
- Anpassung der 3R-Definition in Art. 3 Bst. d an den 3RCC-Standard.
- Ablehnung einer zwingenden Präregistrierung als Bewilligungsvoraussetzung (Art. 20a Abs. 1).
- Streichung der Fachsekretariate (Art. 18 Abs. 3, Art. 33a) im Sinne des Minderheitsantrags.
- Stärkung der kantonalen Kommission: Mindestzahl sieben Mitglieder, Aufnahme medizinischer und patientenseitiger Kompetenz, integrierte Prüfung, Mehrheitsrekursrecht.
- Verfahrensbeschleunigung durch Ressourcenausbau und Bürokratieabbau.

Die ursprüngliche Pa.Iv. Christ war explizit auf die Förderung der 3R-Forschung ausgerichtet. Wie im Bericht (Abschnitt 2.1) selbst eingeräumt wird, dehnt der aktuelle Vorentwurf diesen Fokus nun massiv auf Fachsekretariate, Transparenzpflichten und Datenzugriffsregelungen aus. Diese erhebliche Ausweitung über den eigentlichen Initiativkern hinaus erfordert weitaus fundiertere und detailliertere Begründungen für die zusätzlichen Massnahmen.

Zudem wird in Abschnitt 5.2 offen dargelegt, dass kleinere Kantone ihre Kommissionen voraussichtlich auflösen werden. Die daraus resultierenden strukturellen Konsequenzen für die regionale Vertretung, die lokale Expertise sowie den direkten Zugang der Antragstellenden bleiben jedoch völlig ungeklärt.

Auch die Schätzung von „rund sieben Vollzeitstellen“ (Abschnitt 5.2) entbehrt jeglicher methodischer Grundlage oder nachvollziehbarer Datenquellen. Vor der weiteren parlamentarischen Beratung ist hier zwingend eine empirisch fundierte Regulierungsfolgenabschätzung erforderlich.

Schliesslich bleibt die Behauptung in Abschnitt 5.5, die Vorlage wirke sich positiv auf das Tierwohl aus, gänzlich unbewiesen. Ein klarer Nachweis für den tatsächlichen

Tierschutzbesserungseffekt fehlt – insbesondere mit Blick auf die Einführung von Fachsekretariaten, Projektzusammenfassungen und Präregistrierungen.

Fazit / Gesamteinschätzung: Annahme, Revision, grundsätzliche Überarbeitung, Abweisung

Gesamteinschätzung: Annahme mit Revision.

Was unterstützt wird: 3R-Förderung (Art. 22, nach Konsolidierung), Datenbasierte Steuerung (Art. 20b, mit Präzisierung), Stärkung der Tierversuchskommissionen (Art. 34).

Was angepasst werden muss: Definitionen (Art. 3 Bst. b und d), Transparenzregelungen (Art. 20a Abs. 1 und Abs. 2), Fachsekretariate (Art. 18 Abs. 3 und Art. 33a, vollständige Streichung), Datenzugriffe (Art. 20c Abs. 3 und 4), Delegationsnormen (Art. 33a Abs. 4, Art. 34 Abs. 3).

II. Bemerkungen zu den einzelnen Änderungen

Vorgeschlagene Änderungen Tierschutzgesetz (TSchG)

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
Art. 3	Begriffe	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Die Verankerung der 3R-Prinzipien sowie die zeitgemässe Präzisierung des Tierwohls werden ausdrücklich begrüsst. Beide Bestimmungen bedürfen jedoch einer fundierten wissenschaftlichen Schärfung.
Lit. b (Wohlergehen)	Grundsätzliche Überarbeitung	Der geltende Wortlaut von Art. 3 Bst. b TSchG ist primär leidzentriert formuliert. Der aktuelle Erkenntnisstand der Tierwohlforschung (Boissy et al. 2007, Mellor 2016, Turner 2019, Rault et al. 2025) erweitert dieses Konzept jedoch entscheidend: Tierwohl definiert sich demnach nicht mehr nur durch die Vermeidung von Leiden, sondern schliesst positive mentale Zustände und zielgerichtetes Verhalten explizit mit ein. Empfehlung: Ziffer 2 sollte minimal-invasiv um den Aspekt positiver Erfahrungen sowie um eine aktive Förderkomponente erweitert werden. Änderungsvorschlag: «...das artgemässe Verhalten einschliesslich positiver Erfahrungen innerhalb der biologischen Anpassungsfähigkeit ermöglicht und gefördert wird.»
Lit. d (3R)	Grundsätzliche Überarbeitung	Die gesetzliche Verankerung der 3R-Prinzipien im Tierversuchsbereich und in der Tierhaltung wird ausdrücklich

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>begrüssst. Die vorgeschlagene Definition bildet jedoch das aktuelle Verständnis der wissenschaftlichen Fachwelt nicht adäquat ab:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Reduction bezieht sich gemäss Russell und Burch (1959) primär auf die Minimierung der Tierzahl innerhalb eines einzelnen Experiments sowie auf die Maximierung des Erkenntnisgewinns bei gleichbleibender Tieranzahl. • Refinement umfasst nach Turner (2019) und dem Swiss 3R Competence Centre (3RCC) neben der reinen Leidensminimierung auch die aktive Förderung des Tierwohls einschliesslich positiver Erfahrungen. <p>Empfehlung: Es wird die Übernahme der offiziellen 3RCC-Definition empfohlen.</p> <p>Änderungsvorschlag: «3R: Prinzipien, welche das Ersetzen des Einsatzes von Tieren durch tierfreie Methoden (Replacement), die Gewinnung vergleichbarer Informationsmengen mit weniger Tieren oder zusätzlicher Informationen aus derselben Anzahl von Tieren (Reduction) sowie die Linderung oder Minimierung potenzieller Schmerzen, Leiden und Stress und die Förderung des Wohlergehens der Tiere (Refinement) in der Forschung mit Tieren fordern.»</p>
Art. 18	Bewilligungspflicht	
Insgesamt	Ablehnung	Die Einführung der Fachsekretariate als verbindliche Prüfinstanz wird abgelehnt. Begründung siehe Art. 33a.
Abs. 3	Ablehnung	Im Sinne des Minderheitsantrags zu streichen. Die Bewilligungsgesuche werden weiterhin durch die zuständige kantonale Behörde der kantonalen Kommission für Tierversuche unterbreitet.
Art. 20a	Information der Öffentlichkeit	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Das Ziel, die Transparenz im Bereich der Tierversuche zu erhöhen, wird ausdrücklich begrüsst. Die Einführung einer nichttechnischen

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Projektzusammenfassung (NTP) entspricht einem seit 2013 etablierten Standard in der Europäischen Union (Richtlinie 2010/63/EU Art. 43). Der Verzicht auf dieses Instrument würde zu einer weiteren Isolation der Schweiz vom europäischen Forschungsraum führen. Für eine sachgerechte Umsetzung sind jedoch flankierende Schutzvorkehrungen für Forschungs- und Geschäftsgeheimnisse unabdingbar. Zudem sollte auf die Einführung einer zwingenden Präregistrierung verzichtet werden.</p> <p>Änderungsvorschlag: «Der Bund fördert die Transparenz in der Forschung mit Tieren.»</p>
Abs. 1	Ablehnung Präregistrierung	<p>Die Einführung einer nichttechnischen Projektzusammenfassung (NTP) wird ausdrücklich begrüsst. Abgelehnt wird hingegen eine obligatorische Präregistrierung als Voraussetzung für die Bewilligung oder Durchführung von Projekten; der entsprechende Passus im erläuternden Bericht ist folglich zu streichen.</p> <p>Für einen konkreten Tierschutznutzen durch eine solche Verpflichtung fehlt jegliche empirische Evidenz. Eine schweizweite Befragung von Studienleitenden (Priboi et al. 2025, bioRxiv) verdeutlicht, dass die damit verbundene Bürokratie und der erhebliche Zeitaufwand als hochgradig problematisch wahrgenommen werden. Eigene Erfahrungen unseren Mitgliedern bestätigen dies: Testweise durchgeführte Präregistrierungen wurden wieder eingestellt, da sie lediglich zu einer Duplizierung interner Dokumentationspflichten führten, ohne messbare positive Effekte oder qualitative Verbesserungen zu generieren. Erfahrungen aus dem Bereich klinischer Studien am Menschen zeigen zudem, dass eine Registrierungspflicht den Publikationsbias zwar dämpfen, aber keineswegs eliminieren kann. Studien mit positiven Ergebnissen weisen nach wie vor eine 2,69-fach höhere Chance auf Veröffentlichung auf als Studien mit negativen Befunden oder Null-Ergebnissen (Odds Ratio 2,69; 95%-</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Konfidenzintervall 2,02 bis 3,60; Showell et al. 2024, Cochrane). Die Registrierung schafft zwar Sichtbarkeit für die Durchführung einer Studie, garantiert jedoch nicht deren vollständige Publikation.</p> <p>Selbst nach erfolgter Präregistrierung bleiben Studienergebnisse der Öffentlichkeit oft ganz oder teilweise vorenthalten. So dokumentieren DeVito et al. (2020) in einer systematischen Auswertung von <i>ClinicalTrials.gov</i>, dass nur rund 40 % der nach dem <i>FDA Amendments Act 2007</i> meldepflichtigen Studien ihre Ergebnisse fristgerecht im Register publizierten. Auch das sogenannte <i>Outcome Switching</i> – die nachträgliche, nicht deklarierte Veränderung des primären Endpunkts zwischen Studienprotokoll und Publikation – wird durch die Registrierung nicht verhindert: Mathieu et al. (2009) wiesen einen solchen Endpunktwechsel bei 31 % der untersuchten Studien nach. Das COMPare-Projekt (Goldacre et al. 2019) dokumentierte bei 67 prospektiv überwachten Studien insgesamt 354 unberücksichtigte <i>Outcome</i>-Wechsel, und Dwan et al. (2013) bestätigten die strukturelle Persistenz dieses <i>Outcome Reporting Bias</i> über mehrere Forschungsfelder hinweg.</p> <p>Darüber hinaus ist die akademische Grundlagenforschung von Natur aus explorativ und adaptiv geprägt. Solche dynamischen Prozesse lassen sich durch starre Präregistrierungen kaum sinnvoll abbilden. Bereits heute besteht auf freiwilliger Basis die Möglichkeit, öffentliche Plattformen für die Registrierung zu nutzen.</p> <p>Empfehlung: Einführung von NTPs bei gleichzeitiger Beibehaltung des bewährten, freiwilligen Regimes (z. B. über <i>preclinicaltrials.eu</i> oder das Animal Study Registry des BfR). Der erläuternde Bericht ist in diesem Sinne zu korrigieren.</p>
Abs. 2 (NTP)	Zustimmung mit Vorbehalten	Die Veröffentlichung der nichttechnischen Projektzusammenfassung (NTP) nach erfolgter Bewilligung wird beibehalten. Um eine praxisnahe und europakompatible Umsetzung zu gewährleisten, sind jedoch drei gezielte Anpassungen erforderlich:

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<ul style="list-style-type: none"> • Anpassung (a) – Buchstabe e: Der Begriff «erwarteter Nutzen» ist durch «erwarteter Kenntniskennntnisgewinn» zu ersetzen. <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Begründung:</i> Die akademische Grundlagenforschung dient primär dem wissenschaftlichen Erkenntnisgewinn und nicht zwingend einem unmittelbaren, direkt nachweisbaren Anwendungsnutzen. • Anpassung (b) – Buchstaben f und g: Diese beiden Bestimmungen sind zu fusionieren. Der zweite Satzteil von Buchstabe f (belastungsmindernde Massnahmen) wird inhaltlich bereits vollständig durch die 3R-Massnahmen in Buchstabe g abgedeckt. Eine Zusammenlegung vermeidet gesetzliche Redundanzen. • Anpassung (c) – Schutzklausel: Es ist eine explizite Schutzklausel analog zu § 41 Abs. 2 der deutschen Tierschutzversuchstierverordnung (TierSchVersV) aufzunehmen. Diese muss sicherstellen, dass keine einrichtungs- oder personenbezogenen Daten veröffentlicht werden und dass der Schutz des geistigen Eigentums sowie von Betriebs- und Geschäftsgeheimnissen strikt gewahrt bleibt. <p>Vorschlag zur Veröffentlichungsfrist: Die Publikation der NTP sollte spätestens sechs Monate nach der Bewilligungserteilung erfolgen, um eine Harmonisierung mit dem europäischen Standard (gemäss Art. 43 Abs. 1 der EU-Richtlinie 2010/63/EU) zu wahren.</p>
Abs. 3 (retrospektive Ergänzung)	Zustimmung	Die Ausweitung der retrospektiven Ergänzung auf sämtliche Tierversuche geht über den geltenden EU-Standard hinaus – welcher diese nur für den

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Schweregrad «schwer» sowie für nichthumane Primaten vorsieht – und wird unterstützt. Da die entsprechenden Daten ohnehin bereits im System Animex-ch erfasst und regelmässig für Folgeanträge aufgearbeitet werden, ist der administrative Mehraufwand pro Projekt als gering einzustufen.</p> <p>Empfehlung: Die Bestimmung ist um eine klare Veröffentlichungsfrist zu ergänzen. Die Einreichung bzw. Aufschaltung sollte spätestens sechs Monate nach Beendigung des Tierversuchs erfolgen.</p>
Abs. 4 und 5	Keine Stellungnahme	Folgeregelungen auf Verordnungsebene; keine inhaltlichen Bemerkungen.
Art. 20b	Zweck und Inhalt	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Der Aufbau eines Informationssystems wird unterstützt. Präzisierungen sind in Abs. 3 erforderlich.
Abs. 1	Keine Stellungnahme	Keine inhaltlichen Bemerkungen.
Abs. 3 (Auswertung)	Zustimmung mit Vorbehalten	<p>Die Beauftragung Dritter mit Datenauswertungen ist an eine klare und rechtssichere datenschutzrechtliche Grundlage zu binden. Hierbei findet das revidierte Datenschutzgesetz (revDSG; SR 235.1) respektive das jeweils einschlägige kantonale Datenschutzrecht für kantonale Stellen Anwendung.</p> <p>Empfehlung: Es wird eine präzise Verankerung auf Gesetzes- oder Verordnungsstufe gefordert. Diese muss folgende Elemente zwingend beinhalten:</p> <ul style="list-style-type: none"> • einen expliziten Verweis auf das revDSG; • den Abschluss eines rechtlich bindenden Auftragsbearbeitungsvertrags gemäss Art. 9 revDSG; • die Durchführung einer Datenschutz-Folgenabschätzung (DSFA) nach Art. 22 revDSG; • eine abschliessende und transparente Definition der Kategorien zulässiger «kompetenter Stellen». <p>Anmerkung zum erläuternden Bericht (Abschnitt 4 zu Art. 20b Abs. 3, S. 9): Der Bericht nennt das Swiss 3R Competence Centre (3RCC) ausdrücklich</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>als potenziellen Partner für Datenanalysen und verweist auf dessen Mandat als Forschungseinrichtung von nationaler Bedeutung gemäss Art. 15 FIGG. Da das 3RCC jedoch gleichzeitig ein Fördermandat innehat, ergeben sich hieraus potenzielle Interessenkonflikte zwischen der Vergabetätigkeit von Fördermitteln und dem Zugriff auf sowie der Analyse von sensiblen Projektdaten. Diese Problematik ist im Vorentwurf zwingend zu adressieren. Es bedarf einer strikten institutionellen Trennung der beiden Funktionen oder eines dokumentierten, transparenten Prozesses zum Umgang mit Interessenkonflikten (<i>Conflict-of-Interest-Management</i>).</p>
Art. 20c	Zugriffsrechte	
Insgesamt	Ablehnung	<p>Die Erweiterung des Zugriffskreises auf Bewilligungsgesuche über die Kantons Grenzen hinweg ist in der vorliegenden Form dezidiert abzulehnen. Präzedenzfälle für kantonsübergreifende Abrufverfahren existieren im Schweizer Recht zwar (wie z. B. RIPOL oder POLAP), diese sind jedoch ausnahmslos an eine spezifische formell-gesetzliche Grundlage, klar definierte Zugriffsrollen, eine lückenlose Protokollierung sowie eine strenge Aufsicht gebunden.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Der erläuternde Bericht behauptet in Abschnitt 6.7 (Datenschutz), es seien «weder die Bearbeitung von neuen Personendaten noch andere Massnahmen nötig, die Auswirkungen auf den Datenschutz haben könnten». Diese Feststellung steht in direktem Widerspruch zu den vorgeschlagenen Bestimmungen in Art. 20c Abs. 3 (Einführung eines neuen kantonsübergreifenden Abrufverfahrens) und Abs. 4 (erhebliche Ausweitung der Zugriffsrechte auf Dritte). Zudem wird eine nach Art. 22 revDSG zwingend erforderliche Datenschutz-Folgenabschätzung (DSFA) im gesamten Bericht mit keinem Wort thematisiert. Diese fundamentale innere Inkonsistenz der Vorlage ist zwingend bereinzigen.</p>
Abs. 1	Keine Stellungnahme	Sofern Fachsekretariate gestrichen werden, fällt Bst. b dahin.

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
Abs. 3 (Abrufverfahren)	Ablehnung	<p>Die vorgeschlagene Vorlage sieht eine massive Erweiterung des Personenkreises vor, der Einsicht in sensible Tierversuchsgesuche erhalte – einschliesslich des Zugriffs auf geschützte Forschungs- und Geschäftsgeheimnisse. Dies wird abgelehnt. Das angestrebte Ziel einer einheitlichen Vollzugspraxis lässt sich mit deutlich milderem, aber ebenso effektiven Mitteln erreichen. Die aktuelle Formulierung verletzt somit das verfassungsrechtliche Verhältnismässigkeitsprinzip nach Art. 5 Abs. 2 BV.</p> <p>Empfehlung: Der unbeschränkte Zugriff auf Rohgesuche ist zu streichen. Stattdessen sind folgende datenschutzkonforme und verhältnismässige Alternativen vorzusehen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Einsetzung einer interkantonalen Harmonisierungskommission mit rein beratender Funktion zur Angleichung der Vollzugspraxis. • Aufbau einer anonymisierten Entscheid- und Begründungsdatenbank, die einen fachlichen Austausch ermöglicht, ohne Betriebsgeheimnisse oder geschützte Forschungsansätze zu gefährden.
Abs. 4 (Ausweitung Zugriff)	Ablehnung	<p>Die vorgeschlagene Bestimmung stellt eine verfassungsrechtlich unzulässige, unbestimmte Delegationsnorm dar, da sie jegliche gesetzliche Eingrenzung von Gegenstand, Zweck oder flankierenden Schutzvorkehrungen vermissen lässt. Eine derart offene Kompetenzübertragung ist mit dem Bestimmtheitsgebot und dem Legalitätsprinzip gemäss Art. 164 in Verbindung mit Art. 182 BV sowie mit dem Verhältnismässigkeitsprinzip nach Art. 5 Abs. 2 BV nicht vereinbar.</p> <p>Empfehlung: Die Delegationsnorm ist ersatzlos zu streichen. Sollte an der Bestimmung festgehalten werden, sind die wesentlichen Leitplanken zwingend auf Gesetzesstufe (und nicht erst auf Verordnungsebene) zu verankern. Dies umfasst:</p> <ul style="list-style-type: none"> • eine abschliessende Definition der Kategorien zulässiger Stellen;

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<ul style="list-style-type: none"> • eine strikte gesetzliche Zweckbindung; • eine präzise Festlegung der bearbeitbaren Datenkategorien; • die Pflicht zum Abschluss eines datenschutzkonformen Auftragsbearbeitungsvertrags; • das Erfordernis einer Datenschutz-Folgenabschätzung (DSFA); • eine lückenlose Protokollierungspflicht sämtlicher Datenzugriffe.
Art. 22	Forschung	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Die 3R-Förderung durch den Bund wird begrüsst. Die Aufteilung in drei Absätze ist gesetzestechnisch redundant.
Abs. 2, 3 und 4	Grundsätzliche Überarbeitung	<p>Es wird vorgeschlagen, die bisherigen drei Absätze zu einem einzigen, konsolidierten Absatz zusammenzuführen. Dieser erfasst sämtliche substanziellen Elemente – namentlich die Erforschung, Entwicklung, Validierung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden, die entsprechenden 3R-Strukturen und -Infrastrukturen sowie die Lehre und Ausbildung – lückenlos und systematisch an einer Stelle.</p> <p>Änderungsvorschlag: Abs. 2 (neu): «Der Bund fördert in Zusammenarbeit mit Hochschulen und Industrie sowie in nationaler und internationaler Kooperation insbesondere die Erforschung, Entwicklung, Validierung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden sowie die dafür erforderlichen 3R-Strukturen, 3R-Infrastrukturen und die Lehre und Ausbildung im Bereich 3R.» <i>Die Absätze 3 und 4 entfallen.</i></p>
Art. 33a	Fachsekretariat für Tierversuche	
Insgesamt	Ablehnung	<p>Die Bestimmung ist im Sinne des Minderheitsantrags ersatzlos zu streichen. Die im Vorentwurf vorgesehene Hauptfunktion – eine vorgelagerte, separierte Prüfung der Unerlässlichkeit – ist weder legislativ zulässig noch wissenschaftlich-epistemisch möglich.</p> <p>1. Legistische Begründung Das verfassungsrechtliche Verhältnismässigkeitsprinzip (Art. 5 Abs. 2</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>und Art. 36 Abs. 3 BV) bildet einen einheitlichen, relationalen Beurteilungsmassstab. Die Subkriterien (Eignung, Erforderlichkeit und Angemessenheit bzw. Güterabwägung) sind methodische Leitlinien einer Gesamtbeurteilung und keine isolierbaren, eigenständigen materiellen Werte (vgl. Rütsche 2020). Eine organisatorische Aufteilung dieses Prozesses zwischen einem Fachsekretariat und der Kommission zerlegt den integralen Prüfvorgang in unzulässiger Weise.</p> <p>2. Wissenschaftliche Begründung Die Kriterien Eignung (Validität des Modells), Erforderlichkeit (3R-Prinzipien) und Güterabwägung sind untrennbar miteinander verschränkt. So ist beispielsweise die <i>Reduction</i> mathematisch direkt an die interne Validität gekoppelt, während <i>Refinement</i>-Massnahmen das <i>Outcome</i> und damit die Validität des gesamten Versuchs modulieren. Da all diese Dimensionen irreduzibel indeterministisch sind (Matsushita et al. 2026, in Vorbereitung), erweist sich die angestrebte sequenzielle „Gate-Architektur“ als strukturell inadäquat.</p> <p>3. Organisatorisch-praktische Begründung</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bürokratisierung und Kompetenzkonflikte: Die Schaffung von Fachsekretariaten führt eine zusätzliche administrative Ebene ohne erkennbaren Mehrwert ein, verlängert die Bearbeitungsdauer und entwertet die Arbeit der kantonalen Tierversuchskommissionen. Da diese für die abschliessende Güterabwägung zwingend auch die instrumentelle Unerlässlichkeit beurteilen müssen, führt eine vorgelagerte Aufspaltung zwangsläufig zu Doppelspurigkeiten und Kompetenzkonflikten. • Verlust lokaler Expertise: Die kantonalen Kommissionen verfügen durch ihre Vor-Ort-Kontrollen über direkte Kenntnisse der lokalen Gegebenheiten

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>(Forschungsgruppen, Haltungsbedingungen, gelebte Tierschutzkultur). Diese essenzielle Praxisnähe kann durch eine rein administrative, stärker zentralisierte Vorprüfung nicht gleichwertig ersetzt werden.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mangelnde Machbarkeit der Expertise: Angesichts der enormen Bandbreite der betroffenen Fachbereiche – von der Biomedizin und Wildtierforschung über Ökotoxikologie, Ethologie bis hin zur Agronomie – ist es unrealistisch, dass ein kleines Fachsekretariat diese Expertise fundiert abbilden kann. Zudem bleibt die Zusammensetzung, personelle Dimensionierung und die Kostenfolge für die Kantone völlig ungeklärt. <p>Empfehlung: Streichung von Art. 33a <i>in toto</i>. Die Harmonisierung der Vollzugspraxis ist stattdessen über eine interkantonale Harmonisierungskommission mit rein beratender Funktion anzustreben. Die Prüfung der Unerlässlichkeit muss integral bei den kantonalen Kommissionen (Art. 34) verbleiben.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Der Erläuternde Bericht (Übersicht und Abschnitt 4 zu Art. 33a) bezeichnet das Vorgehen ausdrücklich als «sequentielle Prüfung» durch Fachsekretariat und Tierversuchskommission. Genau diese sequenzielle Architektur ist wissenschaftlich und legislativ untragbar. Der Bericht (Abschnitt 4 zu Art. 33a Abs. 4, S. 13) nennt zudem ausdrücklich die «Bearbeitungsfrist der Gesuche» als möglichen Inhalt einer bundesrätlichen Verordnung. Eine Verkürzung der Bearbeitungszeiten ist anzustreben. Eine starre gesetzliche Frist ist eine Möglichkeit; Falls Fristen verankert werden, sind Umgehungsmaßnahmen auszuschliessen (Zurückweisung, Ablehnungsdrohung mit Rückzug, Stoppen der Frist durch zweckwidrige Rückfragen; Beispiele aus Deutschland und dem Kanton Zürich sind hinreichend</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		dokumentiert); die Verkürzung sollte besser über Ressourcenausbau und Bürokratieabbau erfolgen.
Abs. 1, 2, 3 und 4	Ablehnung	<p>Streichung im Sinne des Minderheitsantrags. Insbesondere Absatz 4 stellt eine verfassungsrechtlich unzulässige, unbestimmte Delegationsnorm dar. Die Bestimmung lässt jegliche materielle Eingrenzung von Gegenstand, Zweck, Inhalt oder Umfang der zu übertragenden Kompetenzen vermissen. Eine derart weitreichende und konturlose Kompetenzübertragung verletzt das verfassungsrechtliche Legalitätsprinzip und das Bestimmtheitsgebot gemäss Art. 164 in Verbindung mit Art. 182 BV.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Der erläuternde Bericht versucht in Abschnitt 6.6, diese Delegation lediglich mit dem formellen Argument zu rechtfertigen, sie sei «in der BV nicht ausgeschlossen». Damit verkennt die Vorlage die materiellen verfassungsrechtlichen Kernanforderungen grundlegend: Das Verbot des Ausschlusses ist kein Freipass für Blankodelegationen. Die zwingend erforderliche Prüfung, ob die Delegation die verfassungsrechtlichen Schranken der hinreichenden Bestimmtheit (Art. 164 i.V.m. Art. 182 BV) einhält, fehlt im Bericht gänzlich. Diese eklatante argumentative Lücke unterstreicht die Notwendigkeit der Streichung.</p> <p>Die Rechtsetzung in wesentlichen Fragen obliegt in unserer Demokratie der Legislative. Grundlegende Weichenstellungen und Einschnitte dürfen nicht in dieser Unbestimmtheit an die Exekutive delegiert werden. Wesentliche Bestimmungen sind zwingend in Form eines formellen Bundesgesetzes zu erlassen.</p>
Art. 34	Kantonale Kommission für Tierversuche	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Die angestrebte Stärkung der kantonalen Tierversuchskommissionen wird grundsätzlich begrüsst. Um jedoch gravierende unbeabsichtigte Strukturrisiken zu vermeiden, sind gezielte

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>gesetzliche Anpassungen sowie eine umfassende Regulierungfolgenabschätzung zwingend erforderlich.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Der Erläuternde Bericht hält in Abschnitt 5.2 fest, dass kleine Kantone ihre Tierversuchskommissionen voraussichtlich abschaffen werden, weil die Anforderungen steigen. Die strukturellen Folgen für die regionale Vertretung, die lokale Expertise, die Verfügbarkeit von Sachkenntnis und den Zugang der Antragstellenden sind im Bericht jedoch nicht abgeschätzt. Eine solche Folgenabschätzung ist zwingend erforderlich. Gesetzliche Anforderungen bewusst so zu gestalten, dass kleine Kantone sie nicht mehr erfüllen können, ist staatspolitisch und föderalistisch fragwürdig.</p>
Abs. 1 (Mindestzahl, Zusammensetzung)	Grundsätzliche Überarbeitung	<p>Die Mindestzahl von fünf Mitgliedern ist zu tief angesetzt. Eine fachlich breite Zusammensetzung, einzuhaltende Ausstandspflichten, Absenzen durch Ferien und Krankheit sowie die zusätzliche 3R-Anforderung verlangen eine Erhöhung auf mindestens sieben Mitglieder.</p> <p>Die im Vorentwurf genannten Kompetenzfelder lassen zudem die medizinische und patientenseitige Perspektive ausser Acht. Diese ist für die Beurteilung des Kenntnisergebnisses und des gesellschaftlichen Nutzens jedoch unverzichtbar.</p> <p>Vorschlag Abs. 1 neu: «Die Kantone bestellen je eine aus mindestens sieben Fachleuten zusammengesetzte Kommission für Tierversuche, die von der Bewilligungsbehörde unabhängig ist und in der Kompetenzen zu 3R, Ethik, Forschen mit Tieren, medizinischer Praxis sowie Patientenvertreter und Tierschutzorganisationen angemessen vertreten sind. Mehrere Kantone können eine gemeinsame Kommission einsetzen.»</p>
Abs. 2 (Aufgabe)	Grundsätzliche Überarbeitung	Das Wort «insbesondere» ist zu streichen. Bei gleichzeitiger Streichung von Art. 33a prüft die Kommission die Kriterien

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Eignung, Erforderlichkeit und Güterabwägung vollintegriert.</p> <p>Vorschlag Abs. 2 neu: «Die Kommission prüft die Gesuche integriert bezüglich Eignung, Erforderlichkeit und Güterabwägung und stellt Antrag an die Bewilligungsbehörde. Sie wird für die Kontrolle der Versuchstierhaltung und der Durchführung der Versuche beigezogen. Die Kantone können ihr weitere Aufgaben übertragen.»</p>
Abs. 2a (neu, Mehrheitsrekursrecht)	Zustimmung	<p>Es wird die Aufnahme eines Mehrheitsrekursrechts für alle Tierversuchskommissionen gefordert. Dies stellt national eine einheitliche Regelung sicher und verhindert eine Zersplitterung durch unterschiedliche kantonale Minderheitsbeschwerderechte.</p> <p>Vorschlag Abs. 2a neu: «Eine Kommissionsmehrheit kann gegen einen Entscheid der Bewilligungsbehörde die Rechtsmittel ergreifen.»</p>
Abs. 3 (Delegation Bundesrat)	Ablehnung	<p>Es liegt eine unbestimmte Delegationsnorm ohne materielle Eingrenzung vor. Diese ist mit Art. 164 in Verbindung mit Art. 182 BV nicht vereinbar.</p> <p>Empfehlung: Die Bestimmung ist zu streichen.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Abschnitt 6.6 des Erläuternden Berichts erklärt die Delegation an den Bundesrat ausschliesslich damit, dass sie «in der BV nicht ausgeschlossen» sei. Die Frage nach der hinreichenden Bestimmtheit (Art. 164 i.V.m. Art. 182 BV) wird jedoch nicht geprüft, obwohl genau dies das eigentliche verfassungsrechtliche Erfordernis darstellt. Die fehlende Begründung im Bericht stützt somit den Streichungsantrag.</p>

Literaturverzeichnis

Matsushita et al.. (2026, in Vorbereitung): Why sequential harm-benefit analysis is structurally impossible: indeterminacy, dimensional interlocking, and the case for integrated evaluation.

Boissy A, Manteuffel G, Jensen MB et al. (2007): Assessment of positive emotions in animals to improve their welfare. *Physiology & Behavior* 92(3), 375-397.
<https://doi.org/10.1016/j.physbeh.2007.02.003>

Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV), SR 101.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/1999/404/de>

Bundesgesetz über den Datenschutz (revDSG), SR 235.1.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2022/491/de>

Bundesgesetz über den Tierschutz (TSchG), SR 455.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2008/414/de>

Bundesgesetz über die Forschung am Menschen (HFG), SR 810.30.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2013/617/de>

Claesen A, Gomes SLBT, Tuerlinckx F, Vanpaemel W (2021): *Royal Society Open Science* 8(10), 211037. <https://doi.org/10.1098/rsos.211037>

DeVito NJ, Bacon S, Goldacre B (2020): *The Lancet* 395(10221), 361-369.
[https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(19\)33220-9](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(19)33220-9)

Dwan K, Gamble C, Williamson PR, Kirkham JJ (2013): *PLOS ONE* 8(7), e66844.
<https://doi.org/10.1371/journal.pone.0066844>

European Parliament and Council (2010): Directive 2010/63/EU. <https://eur-lex.europa.eu/eli/dir/2010/63/oj/eng>

European Parliament and Council (2019): Regulation (EU) 2019/1010. <https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2019/1010/oj>

Goldacre B, Drysdale H, Dale A et al. (2019): *Trials* 20, 118. <https://doi.org/10.1186/s13063-019-3173-2>

Kaplan RM, Irvin VL (2015): *PLOS ONE* 10(8), e0132382.
<https://doi.org/10.1371/journal.pone.0132382>

Mathieu S, Boutron I, Moher D, Altman DG, Ravaud P (2009): *JAMA* 302(9), 977-984.
<https://doi.org/10.1001/jama.2009.1242>

Mellor DJ (2016): *Animals* 6(3), 21. <https://doi.org/10.3390/ani6030021>

Open Science Collaboration (2015): *Science* 349(6251), aac4716.
<https://doi.org/10.1126/science.aac4716>

Priboi C, Mayer B, Vergauwe E, Elger B, Würbel H (2025): bioRxiv Preprint.
<https://doi.org/10.1101/2025.11.07.687141>

Rault JL, Bateson M, Boissy A et al. (2025): *Biology Letters* 21(1).
<https://doi.org/10.1098/rsbl.2024.0382>

Rütsche B (2020): Verhältnismässigkeitsprinzip. In: Diggelmann O, Hertig Randall M, Schindler B (Hrsg.): *Verfassungsrecht der Schweiz*, Bd. II. Schulthess, Zürich, S. 1049 ff.

Russell WMS, Burch RL (1959): *The Principles of Humane Experimental Technique*. Methuen, London.

Scheel AM, Schijen MRMJ, Lakens D (2021): *Advances in Methods and Practices in Psychological Science* 4(2). <https://doi.org/10.1177/25152459211007467>

Showell MG, Cole S, Clarke MJ, DeVito NJ, Farquhar C, Jordan V (2024): *Cochrane Database of Systematic Reviews* 11, MR000011. <https://doi.org/10.1002/14651858.MR000011.pub3>

Swiss 3R Competence Centre (3RCC). <https://swiss3rcc.org/de/3rs-for-the-public>

Turner PV (2019): *ILAR Journal* 60(3), 366-372. <https://doi.org/10.1093/ilar/ilaa017>

van der Naald M, Chamuleau SAJ et al. (2022): *PLOS Biology* 19(9), e3001397.
<https://doi.org/10.1371/journal.pbio.3001397>

TierSchVersV Deutschland, §41.

BfR: AnimalTestInfo.

https://www.bf3r.de/de/nicht_technische_projektzusammenfassung__ntp____tierversuche_in_deutschland-279827.html

preclinicaltrials.eu. <https://www.preclinicaltrials.eu>

Animal Study Registry des BfR. <https://www.animalstudyregistry.org>

Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur
3003 Bern

Elektronisch an: vernehmlassungen@blv.admin.ch

21. Mai 2026

Stellungnahme zum Gesetzesentwurf zur Umsetzung der pa. Iv. 21.426

Sehr geehrte Damen und Herren

Im Februar 2026 haben Sie uns eingeladen, zum Gesetzesentwurf zur parlamentarischen Initiative «*Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben*» Stellung zu nehmen. Diese Gelegenheit der Meinungsäusserung nehmen wir gerne wahr. economiesuisse nimmt aus einer übergeordneten, gesamtwirtschaftlichen Sicht wie folgt Stellung.

economiesuisse begrüsst das Ziel der pa. Iv. 21.426 und unterstützt die Förderung des 3R-Prinzips, um Tierversuche dort zu ersetzen, wo wissenschaftlich anerkannte Alternativen existieren, und dort zu reduzieren bzw. zu verfeinern, wo sie weiterhin notwendig sind. Entscheidend ist jedoch, dass die Umsetzung einen effektiven Mehrwert für den Tierschutz schafft und keinen zusätzlichen administrativen Aufwand verursacht. Angesichts hoher bestehender Tierschutzstandards und des intensiven internationalen Wettbewerbs lehnt economiesuisse zusätzliche Strukturen wie Fachsekretariate ab und spricht sich stattdessen für effiziente und planbare Verfahren aus, insbesondere für eine verbindliche Bewilligungsfrist von maximal zwei Monaten ab Prüfung der Vollständigkeit des Gesuchs.

Zentrale Anforderungen an die Umsetzung der Pa. Iv. Christ 21.426

Bei der Umsetzung der parlamentarischen Initiative Christ 21.426 sind aus Sicht von economiesuisse insbesondere folgende Punkte zu berücksichtigen:

Förderung der 3R

(TSchG Art. 22 und TSchG Art 3d)

economiesuisse befürwortet die gesetzliche Verankerung der Förderung sowie den Ausbau von Ressourcen und Anreizen für das 3R-Prinzip (Replace, Reduce, Refine). Wichtig dabei ist, dass explizit alle 3R-Methoden gefördert werden und kein «R» gegenüber den anderen bevorzugt wird.

Es wird begrüsst, dass ein Fokus auf die Validierung der 3R-Methoden gesetzt wird. Denn heute bestehen für Forschende kaum Anreize, neue 3R-Alternativen zu validieren. Dadurch gelangen vielversprechende Methoden oft nicht in die regulatorische Praxis. Die Validierung ist damit ein zentraler Hebel für die 3R-Strategie: Sie entscheidet, ob Alternativen den Weg aus dem Labor in die Praxis finden. Investitionen in die Validierungsinfrastruktur fördern nicht nur die Reduktion von Tierversuchen, sondern auch die

Stellungnahme zum Gesetzesentwurf zur parlamentarischen Initiative «Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben»

internationale Harmonisierung, da anerkannte Methoden in OECD-Leitlinien aufgenommen und weltweit genutzt werden können.

Aus gesamtwirtschaftlicher Sicht ist die gesetzliche Verankerung der 3R-Förderung zu begrüßen. Die stärkere Implementierung des 3R-Prinzips kann einen Beitrag zur Stärkung des Innovations- und Forschungsstandorts Schweiz leisten und ist in diesem Sinne als Investition in die Weiterentwicklung moderner Forschungsmethoden zu verstehen.

Einführung von Bewilligungsfristen zur Sicherstellung der internationalen Wettbewerbsfähigkeit

Aus Sicht von *economiesuisse* sind verbindliche Bewilligungsfristen zentral für die Planungssicherheit der betroffenen Unternehmen und Forschungseinrichtungen und damit auch für die Wettbewerbsfähigkeit des Forschungsstandorts Schweiz. Entsprechend ist eine klare gesetzliche Grundlage vorzusehen, wonach der Bewilligungsentscheid nach Prüfung der Vollständigkeit eines Tierversuchsgesuchs spätestens innerhalb von zwei Monaten zu erfolgen hat.

Um die Einhaltung dieser Fristen sicherzustellen und unnötige Verzögerungen zu vermeiden, ist zudem eine Bewilligungsfiktion vorzusehen. Erfolgt innerhalb der festgelegten Frist keine Entscheidung, gilt das Gesuch als bewilligt. Der Fristenlauf ist dabei für jene Zeiträume zu unterbrechen, in denen der Gesuchsteller zur Beantwortung von Rückfragen der zuständigen Behörde aufgefordert ist. Verbindliche Fristen stärken die Effizienz und Planbarkeit der Verfahren, ohne die inhaltliche Prüfung zu schwächen. Vielmehr schaffen sie klare Verantwortlichkeiten, fördern stringente Abläufe und unterstützen einen rechtsgleichen Vollzug.

Es wird vorgeschlagen, dies folgendermassen im Gesetz zu verankern:

Bestimmung	Erläuterung
Titel: Art. 18 TSchG Bewilligungspflicht	
¹ [...]	Wie bisher.
² [...]	Wie bisher.
³ [...]	Gemäss Revisionsvorlage.
^{3bis} <u>Bewilligungsgesuche gelten als formal vollständig, sofern die kantonale Behörde nicht innerhalb von 10 Tagen nach Gesuchseinreichung oder Nachreichung von Unterlagen Einwände erhebt.</u>	Neu: Damit wird in einem ersten Schritt klargestellt, ab wann Bewilligungsgesuche als formal vollständig gelten.
^{3ter} <u>Formal vollständige Bewilligungsgesuche gelten als bewilligt, sofern die kantonale Behörde nicht innert zwei Monaten einen Entscheid zum Bewilligungsgesuch getroffen hat.</u>	Neu: Damit wird das Prinzip eingeführt, dass die Bewilligungsgesuche als genehmigt gelten, sofern die kantonale Fachbehörde nicht innerhalb von zwei Monaten einen Entscheid trifft. Die Frist läuft ab der formalen Vollständigkeit des Gesuchs (vgl. Abs. 3 ^{bis}).
^{3quater} <u>Die Frist nach Absatz 3^{ter} steht im Rahmen der Zeit still, die einer gesuchstellenden Person zur Beantwortung von Rückfragen angesetzt wurde.</u>	Neu: Sofern während der Prüfung des Bewilligungsgesuchs vonseiten der kantonalen Fachbehörde Fragen auftauchen, die einer Beantwortung bedürfen, kann diese der gesuchstellenden Person eine Frist zur Beantwortung ansetzen. Während dieser Zeit steht die Frist nach Abs. 3 ^{ter} still.

Stellungnahme zum Gesetzesentwurf zur parlamentarischen Initiative «Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben»

Verbesserung der Transparenz von Tierversuchen

(TSchG Art. 20a-c)

economiesuisse kann den Wunsch nach mehr Transparenz für die Öffentlichkeit nachvollziehen. Transparenz kann dazu beitragen, die Entwicklung im Bereich des 3R-Prinzips besser einzuordnen und evidenzbasiert zu unterstützen.

economiesuisse befürwortet eine pragmatische und schlanke Umsetzung und erachtet es als vertretbar, die bereits nach geltendem Recht nach Abschluss eines Tierversuchs vorgesehenen Angaben durch eine nichttechnische Projektzusammenfassung zu ergänzen. Weitergehende Publikations- und Dokumentationspflichten, insbesondere zusätzliche Veröffentlichungen bereits nach Bewilligung oder eine doppelte Datenpflege nach Abschluss der Versuche, führen hingegen zu erheblichem administrativem Mehraufwand, ohne einen erkennbaren zusätzlichen Nutzen für das Tierwohl zu schaffen.

Zusätzliche Veröffentlichungspflichten erhöhen die Bürokratiebelastung weiter. Schweizer Unternehmen sind bereits heute stark reguliert. Gemäss einer [Studie](#) der BSS Volkswirtschaftliche Beratung AG entstehen jährlich rund 30 Milliarden Franken an Bürokratiekosten. Ein weiterer Ausbau administrativer Vorgaben schwächt die Wettbewerbsfähigkeit des Forschungsstandorts Schweiz, ohne einen Mehrwert für den Tierschutz zu generieren.

Schliesslich begrüsst economiesuisse den vorgesehenen Schutz von Daten sowie von Geschäfts- und Forschungsgeheimnissen beim Betrieb des Informationssystems und bei der Datenauswertung zur Förderung des 3R-Prinzips.

Verbesserung der Qualität und des Beschleunigungsverfahrens durch die Einführung von Fachsekretariaten

(TSchG Art. 18 Abs. 3, TSchG Art. 33a und TSchG Art. 34)

Forschung ist in der Schweiz im internationalen Vergleich kostenintensiv. Umso wichtiger sind hohe Qualität, zügige Verfahren und effiziente Abläufe. economiesuisse begrüsst daher grundsätzlich Bestrebungen, die Kommissionen zu entlasten und Bewilligungsverfahren effizienter zu gestalten.

Gleichzeitig bestehen aus Sicht von economiesuisse Vorbehalte gegenüber den im Vorentwurf vorgesehenen strukturellen Anpassungen. Insbesondere ist unklar, ob die Einführung von Fachsekretariaten tatsächlich zu einer Effizienzsteigerung und zu einer Beschleunigung der Bewilligungsverfahren führen. Die im Vorentwurf vorgesehene Aufgabenverteilung zwischen Fachsekretariaten und bestehenden Behörden ist nicht ausreichend präzisiert. Dadurch besteht das Risiko, dass zusätzliche Instanzen geschaffen werden, die Prozesse verlangsamen und Doppelspurigkeiten verstärken, statt sie abzubauen.

Vor diesem Hintergrund lehnt economiesuisse den Vorschlag zur Einführung von Fachsekretariaten ab. Auch der Minderheitenvorschlag gemäss Art. 33a Abs. 1 ist klar abzulehnen, da ein «Kann»-Szenario für kantonale Fachsekretariate Unsicherheiten und Doppelspurigkeiten in den Verantwortlichkeiten schaffen würde. Sollten solche Fachsekretariate dennoch vorgesehen werden, ist es zwingend, gleichzeitig eine klare Rechtsgrundlage für verbindliche Bewilligungsfristen (gemäss obiger Ausführung) zu schaffen. Nur so kann Planungssicherheit gewährleistet und das Risiko zusätzlicher Verzögerungen begrenzt werden.

Bei der Umsetzung der pa. Iv. 21.426 und der Ausgestaltung des entsprechenden Gesetzesentwurfs unterstützt economiesuisse die Detailforderungen von Interpharma vollumfänglich und verweist auf ihre Stellungnahme.

Wir bedanken uns für die Berücksichtigung unserer Anliegen und stehen Ihnen für weitere Ausführungen sehr gerne zur Verfügung.

Seite 4

Stellungnahme zum Gesetzesentwurf zur parlamentarischen Initiative «Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben»

Freundliche Grüsse
economiesuisse



Rudolf Minsch
Leiter Wirtschaftspolitik & Aussenwirtschaft,
Chefökonom, Stv. Vorsitzender der
Geschäftsleitung



Nadine Wüthrich
Projektmitarbeiterin Wirtschaftspolitik & Bildung

Commission de la science, de l'éducation et de
la culture du Conseil National (CSEC-N)
Monsieur Roman Hug
Conseiller national et président de la commission
CH-3003 Bern

Envoi par courriel à :
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Consultation relative à l'initiative parlementaire Christ 21.426 : Davantage de ressources et d'incitations pour la recherche sur les 3R - Prise de position de l'EPFL

Monsieur le Président de la Commission,

Nous vous remercions de la possibilité qui nous est donnée d'étudier et de prendre position sur le projet de loi de la CSEC-N relatif à l'initiative 21.426 déposée par madame la parlementaire K. Christ.

L'EPFL tient à souligner l'importance pour la recherche de l'objectif de cette initiative, à savoir renforcer les ressources et les incitations en faveur des méthodes alternatives à l'expérimentation animale (recherche 3Rs). L'EPFL, par le cadre et l'organisation institutionnels qu'elle a mis en place, promeut une recherche avec les modèles animaux dans le strict respect du cadre légal et éthique, en utilisant les meilleures pratiques (état de l'art) et en promouvant les 3Rs et les alternatives. Une telle initiative est donc parfaitement alignée avec la vision de notre institution.

Le présent projet de loi couvre différents aspects du cadre légal de l'expérimentation animale, notamment la définition des 3Rs (article 3), la publication des autorisations d'expériences dès leur acceptation et la transparence des expériences sur les animaux (article 20a), la promotion des 3Rs (article 22) et une révision du processus d'autorisation des expériences (articles 33 et 34).

L'EPFL soutient sur le principe la réflexion et l'évolution de ces points, mais questionne certaines des mesures proposées, qui pourraient se révéler plus contraignantes d'un point de vue administratif et sans réel bénéfice pour la protection et le bien-être des animaux ni pour la mise en application des 3Rs.

Vous trouverez ci-dessous nos prises de position sur les différentes modifications proposées, dûment expliquées.

Article 3, lettre d : définition des 3Rs

Le principe des 3Rs est établi dans la recherche et reconnu par la législation suisse, bien qu'il n'y soit pas mentionné. Il est donc important qu'il soit inscrit explicitement dans la loi, comme le propose le projet de modification de l'article 3, lettre d.

Nous suggérons de reprendre dans cet article la définition des 3Rs utilisée par le Swiss 3R Competence Center (3RCC). En particulier, dans la version française, le terme « réforme » doit être remplacé par « raffinement », terme désormais consacré pour la traduction française du terme anglais « refinement ».

Article 20a : information du public

Nous soutenons le principe d'une information transparente, claire et compréhensible pour la société civile sur l'expérimentation animale.

Toutefois, nous pensons que la manière dont ces informations sont communiquées au public et le contenu de cette communication devraient, si nécessaire, être précisés dans l'Ordonnance sur la Protection des Animaux (OPAn 455.1), et non pas dans la Loi sur la Protection des Animaux (LPA 455), comme proposé dans le projet avec la modification de l'alinéa 2 de l'article 20a.

La modification de la LPA devrait ancrer le principe d'une communication transparente, dont les modalités pourraient être détaillées dans les ordonnances du domaine.

Les résumés non techniques, tels que mis en place dans les pays voisins, ne fournissent que des informations limitées sur les autorisations d'expérience ; ils reposent sur des projections et des hypothèses concernant le nombre d'animaux qui seront utilisés et les résultats escomptés. Certaines données prospectives peuvent être mal interprétées. Le nombre d'animaux et les contraintes anticipées spécifiées au moment de l'octroi de l'autorisation sont des chiffres prévisionnels. Ainsi, le nombre d'animaux indiqué représente un chiffre maximal, et il est possible que seule une partie du quota soit utilisée.

Les résumés non techniques tels que proposés présenteraient donc une image faussée des projets de recherche effectivement menés.

De plus, les autorités cantonales et fédérales disposent déjà de l'ensemble des informations nécessaires, par les demandes et par les rapports annuels établis par les chercheurs, pour garantir la transparence souhaitée.

La note explicative relative à l'article 20a, alinéa 1, indique que la modification proposée crée le cadre juridique pour l'introduction d'un système de pré-enregistrement des expériences sur les animaux. Il n'existe actuellement pas de consensus scientifique sur le sujet, qui fait l'objet de réflexions approfondies menées sous l'égide de l'Office fédéral de la Sécurité alimentaire et des Affaires Vétérinaires (OSAV). Il convient d'attendre les résultats de ces réflexions et les stratégies concrètes qui en découleront avant d'adopter toute disposition légale.

En conclusion, l'objectif de fournir au public des informations plus complètes et transparentes sur l'utilisation des animaux en recherche est tout à fait pertinent et essentiel pour la compréhension des enjeux liés à l'utilisation de ces modèles. Toutefois, nous ne soutenons pas la mise en œuvre telle qu'elle est actuellement proposée dans l'article 20a.

Articles 20b : but et contenu du système d'information dans le domaine de l'expérimentation animale

Article 20c : accès aux données

Nous soutenons les modifications proposées pour les articles 20b et 20c, visant à améliorer la transparence sur les expériences avec les animaux, tels qu'ils sont proposés, à l'exception des mentions relatives aux secrétariats spécialisés, dont l'introduction ne nous semble pas pertinente, au vu du fonctionnement actuel du service vétérinaire cantonal et de la commission cantonale pour les expériences sur les animaux dans les cantons de Vaud et de Genève (voir notre prise de position sur les propositions de modifications des articles 33a et 34).

Chapitre 3 : Soutien aux mesures pertinentes de protection des animaux

Nous proposons de conserver la mention « recherche » figurant dans le titre du chapitre du texte de loi en vigueur.

Proposition :

Soutien à **la recherche** et aux mesures pertinentes en matière de protection des animaux.

Article 22, alinéa 2, 3 et 4

Nous soutenons la mention explicite du principe des 3Rs dans la LPA ainsi que la volonté du projet de loi de soutenir non seulement le développement des 3Rs, mais aussi la création de l'infrastructure nécessaire pour ce développement et la validation scientifique des méthodes développées.

Proposition de modification de formulation de l'article 22, alinéa 2 :

Elle encourage notamment, en collaboration avec les hautes écoles et l'industrie, **l'étude la recherche**, le développement, la reconnaissance et l'application de méthodes fondées sur les principes 3Rs.

Article 33a : Secrétariat spécialisé

Actuellement, le fonctionnement des services vétérinaires cantonaux et des commissions cantonales pour les expériences sur les animaux varie selon les cantons et les régions

linguistiques. En Suisse Romande, il existe une répartition claire des compétences et des responsabilités entre le service vétérinaire et la commission cantonale pour les expériences sur les animaux. Le nouveau modèle proposé correspond donc déjà peu ou prou à la manière dont la loi fédérale en vigueur (LPA 455) a été mise en application au niveau cantonal, et une modification de la LPA n'apparaît donc pas nécessaire. Instaurer des secrétariats spécialisés entraînerait une charge administrative supplémentaire inutile, avec les coûts financiers associés. De plus, nous ne considérons pas qu'il soit possible de dissocier entièrement l'évaluation de la nécessité instrumentale (rôle proposé pour le secrétariat) de celle de la nécessité finale (rôle proposé pour la commission) dans les demandes d'autorisation d'expériences. Ces deux aspects sont étroitement et fondamentalement liés.

Le canton de Vaud assure actuellement le suivi des expérimentations animales réalisées dans les cantons du Jura, de Neuchâtel et du Valais. Le cadre légal actuel en vigueur permet donc la coopération entre cantons dans le domaine et une application uniforme de la loi dans ces cantons. L'institution de secrétariats spécialisés n'est pas à nos yeux une condition légale nécessaire pour la coopération inter-cantonale.

Si de tels secrétariats devaient toutefois être mis en place, il est important que leurs tâches et celles des commissions cantonales pour les expériences sur les animaux soient clairement définies et attribuées.

Enfin, même si l'exécution de la loi sur la protection des animaux incombe aux cantons, il est important de promouvoir une harmonisation des pratiques à l'échelle nationale. Cet objectif pourrait être atteint en donnant à chaque service cantonal l'accès aux autorisations d'autres services cantonaux, comme proposé dans ce projet de loi. Il pourrait être ancré encore plus fermement dans la LPA en confiant explicitement (par exemple par une mention dans l'article 33, alinéa 4) à la Confédération la mission de soutenir cette uniformisation des pratiques d'exécution.

En conclusion, l'EPFL ne soutient pas l'introduction de secrétariats spécialisés, cette introduction correspondant déjà au mode de fonctionnement actuel du service cantonal et de la commission. Instaurer de tels secrétariats entraînerait une charge administrative supplémentaire inutile, avec les coûts financiers associés tels que détaillés dans le rapport explicatif.

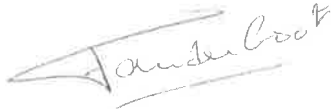
Article 34 : Commissions Cantonales pour les Expériences sur les Animaux

Nous soutenons les modifications proposées en ce qui concerne la composition des commissions et leurs compétences. La volonté de leur permettre de se concentrer sur la pesée des intérêts tout en gardant la possibilité de questionner les requérants sur d'autres points de l'autorisation est notée et très appréciée.

Nous estimons cependant le minimum prévu de cinq spécialistes trop faible. **Nous proposons un minimum de sept personnes** afin d'avoir une représentation appropriée des différentes disciplines du domaine et de garantir le bon fonctionnement du service en

cas d'absence de l'un des membres. Prévoir un nombre minimum de spécialistes plus élevé permet également de répondre aux nouvelles expertises attendues de ces commissions dans le domaine des 3Rs notamment.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à notre prise de position et restons à votre disposition pour toute question le cas échéant.



Professeure Gisou van der Goot
Directrice de l'Expérimentation
Animale de l'EPFL



Dr. Xavier Warot
Directeur du Centre de
PhénoGénomique de l'EPFL



Rat der
Eidgenössischen
Technischen
Hochschulen

Conseil des
écoles
polytechniques
fédérales

Consiglio
dei
politecnici
federali

Cussegl da
las scolas
politecnicas
federalas

Board of the
Swiss Federal
Institutes
of Technology

ETH-Rat, Haldeliweg 15, 8092 Zürich

Kommission für Wissenschaft, Bildung
und Kultur des Nationalrats (WBK-N)
Herr NR Roman Hug, Kommissionspräsident
CH-3003 Bern
Per Mail an: vernehmlassungen@blv.admin.ch

Zürich, 18.05.2026 / CC

Vernehmlassung zur Pa. Iv. Christ 21.426; Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung: Stellungnahme des ETH-Rats

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident

Besten Dank für die Gelegenheit zur Stellungnahme im Rahmen der Vernehmlassung zum
Gesetzesentwurf der WBK-N zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative 21.426.

Der ETH-Rat und die Institutionen des ETH-Bereichs **begrüssen** die vorgestellte Zielsetzung –
Ressourcen und Anreize für Alternativen zu Tierversuchen (3R-Forschung) zu stärken – explizit. Der
Förderung einer Kultur der gemeinsamen Verantwortung für das Tierwohl und einer kontinuierlichen
Verbesserung der Standards im Tierschutz kommt an den Institutionen des ETH-Bereichs ein
gewichtiger Stellenwert zu.

Der vorliegende Gesetzesentwurf umfasst verschiedene Aspekte, darunter die Definition der 3R, die
Transparenz von Tierversuchen, die Förderung der 3R sowie die Beschleunigung des
Bewilligungsprozesses. **Während wir im Grundsatz alle Aspekte begrüßen, möchten wir Ihnen
insbesondere zu den Aspekten Transparenz und Bewilligungsprozess verschiedene
Änderungsanliegen unterbreiten.**

Definition der 3R

Wir begrüßen den Artikel 3 Bst. d zur Einführung des 3R-Begriffs im Tierschutzgesetz (TSchG).
Allenfalls könnte hinsichtlich der Wahl der konkreten Begrifflichkeiten auch eine Abstimmung mit dem
3R Kompetenzzentrum Schweiz vorgenommen werden.

ETH-Rat

Haldeliweg 15, 8092 Zürich
Hirschengraben 3, Postfach, 3011 Bern
T +41 58 856 86 82, www.ethrat.ch

Prof. Dr. Michael O. Hengartner
T +41 58 856 86 01
michael.hengartner@ethrat.ch

Transparenz von Tierversuchen

Mit dem neu gestalteten Artikel 20a TSchG will die Kommission die Information der Öffentlichkeit stärken und dazu insbesondere so genannte «nichttechnische Projektzusammenfassungen» einführen. **Wir erachten das Anliegen der umfassenderen Information der Bevölkerung über den Einsatz von Tieren in der Forschung als sinnvoll und relevant, nicht aber die vorgeschlagene Umsetzung und beantragen deshalb die Streichung des Artikels 20a gemäss Entwurf.**

Begründung:

- Nichttechnische Zusammenfassungen, wie in Nachbarländern vorhanden, vermögen nur sehr oberflächliche Informationen zu liefern und basieren bezüglich Zahlen und Belastungen auf Plänen und Eventualitäten. Dies würde zu einem verzerrten Bild der tatsächlich durchgeführten Forschungsprojekte führen und nicht zur besseren Information der Öffentlichkeit beitragen. So stellt z.B. die Anzahl der einzusetzenden Tiere pro Tierart (Abs. 2, Bst. c) eine Maximalzahl dar. In der Praxis bleibt ein erheblicher Teil der Kontingente ungenutzt (siehe Grafik in der Tierversuchsstatistik 2024, S. 5). **Wir sehen es als zielführender an, Informationen zu Forschungsprojekten über andere Wege zu ermöglichen:** so existiert das STAAR (Swiss Transparency Agreement on Animal Research; Kommission der universitären Hochschulen), das unter seinen Mitgliedern die Publikation von Auskünften zu aktuellen Forschungsvorhaben mit viel mehr Hintergrundinformationen fördert. Ebenfalls werden Erkenntnisse durch die Forschenden publiziert – heutzutage oftmals inklusive «Lay Summaries» oder Kurzvideos.
- Die zusätzlich im Artikel 20a erwähnte Option eines öffentlichen Registers für bewilligte Tierversuche (so genannte «Präregistrierung») ist nur für gewisse Arten der Tierforschung relevant und wird derzeit im Rahmen von Projekten des Bundesamtes für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (BLV) vertieft geprüft (siehe Anhang*, S. 5). Diese Ergebnisse und daraus resultierende konkretere Strategien sollten vor einer gesetzlichen Verankerung abgewartet werden.

Die weiteren Artikel (20b, 20c) zur Verbesserung der Transparenz von Tierversuchen unterstützen wir wie vorgeschlagen. Allerdings möchten wir bitten zu **prüfen**, ob trotz der Ergänzung in Art. 20c Abs. 1 Bst. a («sowie im Rahmen von Artikel 20b Absatz 3») weiterhin **sichergestellt ist, dass bei der Weitergabe von Daten an Dritte zur Auswertung keine Personendaten oder Informationen zu Institutionen weitergereicht werden.**

Förderung der 3R

Wir begrüssen die vorgeschlagene Ergänzung von Artikel 22 TSchG Abs. 2, 3, 4 zur Förderung der Erforschung und Anwendung von 3R-Methoden.

Präzisierung: Wir regen an, die im geltenden Recht zurzeit erwähnte «Forschung» weiterhin in der Kapitelüberschrift zu nennen:

3. Kapitel: Unterstützung von tierschutzrelevanter Forschung und Massnahmen

Beschleunigung des Bewilligungsprozesses

Zurzeit ist der Vollzug je nach Kanton und Sprachregion unterschiedlich ausgestaltet. In der Westschweiz ist – basierend auf Erfahrungen der EPFL – eine klare Kompetenzaufteilung zwischen Veterinäramt und Kantonalen Tierversuchskommissionen Standard. Auch können Unklarheiten gezielt

und falls angezeigt in direktem Austausch angegangen werden. Ein Minderheits-Rekursrecht existiert nicht. Damit entspricht der aktuelle Vollzug schon fast dem nun neu vorgeschlagenen Modell. Aus dieser Perspektive wäre eine Gesetzesanpassung nicht notwendig.

Basierend auf den Erfahrungen der Institutionen des ETH-Bereichs im Raum Zürich sind Rückfragen und Austausche in der Praxis hingegen oftmals erschwert und das existierende Minderheits-Rekursrecht hat eine spürbare Präsenz. Aus dieser Perspektive ist die von der WBK-N vorgeschlagene Neuregelung **im Grundsatz zu begrüßen**. Wir möchten aber nachfolgende **Präzisierungen** vorschlagen:

Art. 33a Fachsekretariat für Tierversuche

² Das Fachsekretariat prüft die Gesuche bezüglich Vollständigkeit, Versuchsziel sowie der **instrumentellen Unerlässlichkeit des Tierversuchs**.

⁴ Der Bundesrat **unterstützt eine einheitlichen Vollzugspraxis der Fachsekretariate und kann zusätzliche Anforderungen an das Fachsekretariat bestimmen**.

Begründung:

- Keinesfalls soll mit der Neuregelung zusätzlicher Bürokratieaufbau entstehen, der die Prozesse entgegen den Intentionen verkompliziert und verlangsamt. Um einer **Duplikation der Beurteilungsaufgaben entgegenzuwirken**, erachten wir es deshalb als zentral, dass die Prüfung durch die Fachsekretariate sich auf die instrumentelle Unerlässlichkeit des Tierversuchs konzentriert (= ist die gewählte Methode notwendig, so belastungsarm wie möglich und geeignet, um die Fragestellung zu beantworten?). Die Prüfung der finalen Unerlässlichkeit (=ergibt die ethische Begutachtung, dass die geplante Belastung durch den zu erwartenden Erkenntnisgewinn gerechtfertigt ist?)¹ erfolgt im Rahmen der Güterabwägung und liegt in der Zuständigkeit der Kantonalen Kommission für Tierversuche. Diese wichtige Unterscheidung kann ggf. auch im Rahmen der Erläuterungen vertieft werden.
- Auch wenn der Vollzug des Tierschutzgesetzes durch die Kantone erfolgt, erachten wir es doch als sehr wichtig, dass ein **schweizweit einheitlicher Vollzug** angestrebt wird. Die Vorlage der WBK-N betont dieses Ziel mehrfach (insb. Art. 33a, Abs. 3). Unserer Ansicht nach sollte dies noch stärker verankert werden, indem der **Bund** in Art. 33a Abs. 4 explizit mit der Unterstützung dieser einheitlichen Vollzugspraxis betraut wird (z.B. durch Vollzugshilfen o. Ä.).

Ferner:

- In den Erläuterungen zu Artikel 33a sollten zudem die erwähnten **Fachkompetenzen** der Fachsekretariate zumindest ansatzweise definiert sein. So müsste Fachkenntnis für z.B. 3R, Statistik, Anästhesie/Analgesie sowie idealerweise biomedizinische Forschungserfahrung vorhanden sein. Es wäre zudem wünschenswert, dass sich die Fachpersonen auch mit Nicht-Standard-Organismen auskennen (z.B. Fische und Panzerkrebse).
- Im Rahmen der Umsetzung wäre es sinnvoll, wenn **interkantonale Fachsekretariate** geografisch und organisatorisch mit den interkantonalen Tierversuchskommissionen übereinstimmen, damit ineffiziente Parallelstrukturen vermieden werden.

Ebenfalls mit dem Anliegen eines verbesserten Bewilligungsprozesses zusammen hängt die Ergänzung des Artikel 34 TSchG zur Kantonalen Kommission für Tierversuche. Auch diese Überlegungen

¹ Vgl. Swiss Academies of Arts and Sciences (2022) Weighing of interests for proposed animal experiments. Guidance for applicants. Swiss Academies Communications 12 (3).

unterstützen wir im Grundsatz, möchten aber **zwei Änderungsanträge stellen**, um das genannte Ziel zu erreichen:

Art. 34 Kantonale Kommission für Tierversuche

¹ Die Kantone bestellen je eine aus mindestens ~~fünf~~ **sieben** Fachleuten zusammengesetzte Kommission für Tierversuche, die von der Bewilligungsbehörde unabhängig ist und in der Kompetenzen zu 3R, Ethik und Forschen mit Tieren sowie Tierschutzorganisationen angemessen vertreten sind. Mehrere Kantone können eine gemeinsame Kommission einsetzen.


² Die Kommission prüft die Gesuche **insbesondere** bezüglich deren Zulässigkeit aufgrund der Güterabwägung und stellt Antrag an die Bewilligungsbehörde. Sie wird für die Kontrolle der Versuchstierhaltung und der Durchführung der Versuche beigezogen. Die Kantone können ihr weitere Aufgaben übertragen.

Begründung:

- Wir begrüßen die Aufführung einer Mindestzahl von Mitgliedern der kantonalen Tierversuchskommissionen, erachten sie mit fünf Personen aber als zu tief angesetzt. Stattdessen schlagen wir **sieben Personen** vor. Die Durchführung der Güterabwägung bzw. der Prüfung der finalen Unerlässlichkeit erfordert ein fachlich breit zusammengesetztes Gremium (inkl. Kompetenzen im Bereich 3R), um die ethische Beurteilung aus verschiedenen Perspektiven zu diskutieren und tragfähige Resultate zu generieren.
- Die Aufgabenteilung zwischen den neu vorgeschlagenen Fachsekretariaten und den Tierversuchskommissionen ist unserer Ansicht nach zentral (siehe Argumente zu Art. 33a). Durch die Kommission wird die Güterabwägung, also die Prüfung der finalen Unerlässlichkeit, vorgenommen. Mit der Streichung von «insbesondere» wird diese **Aufgabenteilung konsequent umgesetzt** und Doppelspurigkeiten vermieden, da ansonsten die Fachsekretariate, wie im heutigen System, viele Aspekte der Fachbeurteilung an die Kommissionen übertragen könnten.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme und stehen bei Fragen gerne zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüßen,


Michael O. Hengartner
Präsident

*Anhang (siehe Argumentation zu Art. 20a)

Abklärungen zur Präregistration im Bereich der Tierversuche, im Rahmen des BLV Projektes:
<https://www.aramis.admin.ch/Texte/?ProjectID=52308> mit folgenden zwei Befunden:

<https://www.biorxiv.org/content/10.1101/2025.11.07.687141v1.full>

*There is a risk of changing policies too far or prematurely before the potential costs and benefits for innovation and research quality, and the practical implications of preregistration have been understood by all parties involved. There is, therefore, an urgent need to evaluate the perceived strengths, weaknesses, opportunities, and threats of preregistration in animal research. As part of a project to address these different aspects, we conducted the present **survey** among all animal study directors registered in Switzerland.*

...

*Preregistration is arguably among the most impactful practices promoted by the Open Science movement. While it has long been established as standard practice in human clinical trials and is increasingly taken up in other fields of research, preregistration has not been widely adopted in animal research. Given the limited knowledge of preregistration among animal scientists in Switzerland, as revealed by this study, comprehensive education and efforts to increase awareness are necessary before the research community would consider adopting preregistration. The widespread skepticism and resistance among specific subgroups of researchers – particularly those with no prior preregistration experience, greater research seniority, and those working in biomedical research – highlight the need for **tailored strategies**. Addressing key concerns, such as the **bureaucratic burden and time constraints faced by animal researchers, and providing them with institutional support and adequate resources, would represent essential steps** toward the successful implementation of preregistration in Switzerland and possibly elsewhere.*

<https://assets-eu.researchsquare.com/files/rs-8194213/v1/1097c328-9f35-4613-90b8-b4e4be7abf04.pdf?c=1771232578>

Conclusion:

Preregistration remains largely uncommon and underused within animal research. While researchers with previous preregistration experience tend to recognize its value, those who have not yet engaged in it remain hesitant and often unconvinced of its benefits. Increasing awareness, addressing misconceptions, and providing targeted training and institutional support appear to be crucial for its wider adoption. In addition, simplifying procedures and linking reregistration to the existing authorization procedure may help reduce administrative barriers and encourage broader engagement.

Nevertheless, our findings show that preregistration should remain voluntary and incentive-based to ensure acceptance and avoid opposition from the research community.



Herr Kommissionspräsident
Roman Hug
Kommission für Wissenschaft, Bildung
und Kultur

Per Mail: vernehmlassungen@blv.admin.ch

Bern, 22. Mai 2026

Vernehmlassung zur 21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident,
sehr geehrte Damen und Herren

Wir bedanken uns für die Möglichkeit, an diesem Vernehmlassungsverfahren teilzunehmen und unterbreiten Ihnen nachfolgend unsere Stellungnahme.

Die Vorlage der WBK-N zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative 21.426 adressiert ein zentrales Spannungsfeld zwischen wissenschaftlichem Fortschritt und ethischer Verantwortung. Sie zielt darauf ab, Alternativen zu Tierversuchen gezielt zu fördern, die Transparenz zu erhöhen und die Verfahren effizienter sowie qualitativ besser zu gestalten, indem Fachsekretariate geschaffen werden, welche eine klare und qualitätsorientierte Arbeitsteilung zwischen Forschenden, Fachsekretariat und Tierversuchskommission sicherstellen.

Für die EVP ist klar: Eine Gesellschaft muss sich an ihrem Umgang mit den Schwächsten messen lassen. Dazu gehören nicht nur benachteiligte Menschen, sondern auch die Tiere, die sich nicht selbst wehren können. Der Schutz der Würde der Kreatur ist für uns ein grundlegender Wert. Gleichzeitig anerkennen wir die Bedeutung der Forschung für Gesundheit und Innovation – umso wichtiger ist es, dass diese verantwortungsvoll und mit möglichst wenig Tierleid erfolgt.

Die vorgeschlagenen Massnahmen gehen in die richtige Richtung: Mehr Transparenz schafft die Grundlage, um Tierversuche kritisch zu hinterfragen und zu reduzieren, die gezielte Förderung der 3R-Forschung («Replace, Reduce, Refine») ermöglicht konkrete Alternativen und verringert Tierleid, und verbesserte Bewilligungsverfahren tragen dazu bei, den Schutz der Tiere konsequent zu stärken und gleichzeitig die Effizienz und Qualität der Forschung zu sichern. **Die EVP unterstützt den Gesetzesentwurf daher klar und lehnt alle Minderheitsanträge ab.**

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme und stehen für Fragen gerne zur Verfügung.

Lilian Studer
Präsidentin EVP Schweiz

Alex Würzer
Generalsekretär EVP Schweiz

FDP.Die Liberalen, Postfach, 3001 Bern

Nationalrat
Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur
SO WBK

Bern, 17. Juni 2026 /
20260524_VL_3R_Forschung_d

Elektronischer Versand: vernehmlassungen@blv.admin.ch

21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben

Vernehmlassungsantwort der FDP.Die Liberalen

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen, dass Sie uns die Möglichkeit gegeben haben, uns im Rahmen der Konsultation zum oben genannten Objekt zu äussern. Nachstehend finden Sie unsere Stellungnahme.

Die FDP.Die Liberalen unterstützt das Ziel, die 3R-Prinzipien («Replace, Reduce, Refine») in der Forschung gezielt weiterzuentwickeln. Tierversuche sollen ersetzt werden, wo wissenschaftlich validierte Alternativen bestehen, und reduziert oder verbessert werden, wo sie weiterhin notwendig sind. Gleichzeitig muss die Schweiz ein führender Forschungs-, Innovations- und Life-Sciences-Standort bleiben. Tierschutz, wissenschaftliche Qualität und Innovationsfähigkeit stehen nicht im Widerspruch zueinander, sondern müssen gemeinsam gestärkt werden.

Die FDP unterstützt deshalb Eintreten auf die Vorlage. Die parlamentarische Initiative bietet die Möglichkeit, die 3R-Forschung in der Schweiz gezielter zu fördern und den Transfer von Forschungserkenntnissen in die praktische Anwendung zu verbessern. Die Vorlage ist jedoch auf Massnahmen zu beschränken, die einen konkreten und nachweisbaren Beitrag zum Tierwohl, zur Umsetzung der 3R-Prinzipien und zur Qualität der Forschung leisten.

In der vorliegenden Form geht der Entwurf teilweise über das Notwendige hinaus. Er setzt zu stark auf neue Vorschriften, Berichtspflichten und Strukturen, statt bestehende Instrumente zu verbessern und Bewilligungsverfahren verbindlich zu beschleunigen. Dadurch drohen zusätzliche administrative Belastungen, neue Schnittstellen, höhere Kosten für Bund und Kantone sowie Verzögerungen bei den Verfahren.

Gerade in den Life Sciences, der pharmazeutischen Forschung und der biomedizinischen Forschung steht die Schweiz in einem intensiven internationalen Wettbewerb. Eine Verschärfung der Regulierung ohne klaren Mehrwert für den Tierschutz gefährdet den Forschungs- und Innovationsstandort. Sie kann dazu führen, dass Forschung ins Ausland verlagert wird – möglicherweise in Länder mit weniger strengen Tierschutzstandards.

Die FDP beantragt:

1. Unterstützung von Art. 22 im Grundsatz, insbesondere der Förderung von Erforschung, Entwicklung, Anerkennung, Validierung und Anwendung von 3R-Methoden. Entscheidend ist die Lücke zwischen Forschung und Anwendung. Viele Alternativmethoden entstehen in der Grundlagenforschung, gelangen aber nicht oder nur verzögert in die breite wissenschaftliche oder regulatorische Praxis. Deshalb ist insbesondere die Validierung und Anerkennung von 3R-Methoden zentral. Es fehlt heute oft an Anreizen, neue 3R-Alternativen zu validieren und in die breite Anwendung zu überführen; dafür brauche es gezielte Förderung von Validierung, Weiterentwicklung und Implementierung.
2. Präzisierung von Art. 22 Abs. 3, damit keine offene Strukturfinanzierung und keine pauschale Bundesfinanzierung universitärer Lehrstühle entsteht; Fokus auf wirksame 3R-Infrastrukturen, Validierung und Anwendung.
Ablehnung einer pauschalen Bundesfinanzierung von universitären Lehrstühlen. Hochschulen sollen weiterhin eigenständig über ihre Prioritäten und Mittelallokation entscheiden. Bundesmittel sind auf jene Bereiche zu konzentrieren, die für die Umsetzung und Validierung von 3R-Methoden besonders relevant sind und nicht bereits durch bestehende Förderinstrumente ausreichend abgedeckt werden.
3. Streichung von Art. 33a betreffend Fachsekretariate sowie der damit verbundenen Anpassungen von Art. 18 Abs. 3 und Art. 20c Abs. 1 Bst. b und Abs. 3.
Die vorgeschlagenen Fachsekretariate schaffen eine zusätzliche Ebene, deren Wirkung für die Umsetzung der 3R-Forschung fraglich ist. Es besteht vielmehr das Risiko, dass neue Schnittstellen entstehen, Zuständigkeiten verwischt werden und Verfahren nicht beschleunigt, sondern verlängert werden.
4. Ablehnung einer Kann-Formulierung für Fachsekretariate, da diese zu einem ineffizienten Flickenteppich führen würde.
5. Schlanke Ausgestaltung von Art. 20a: Transparenz ja, aber keine doppelte Datenpflege, keine unverhältnismässige Publikationsbürokratie und konsequenter Schutz von Geschäfts- und Forschungsgeheimnissen.
Eine Veröffentlichung umfangreicher Daten bereits nach Bewilligung und eine weitgehende spätere Ergänzungspflicht sind kritisch zu prüfen.
6. Unterstützung von Art. 20b, soweit Datenschutz, Geschäfts- und Forschungsgeheimnisse ausdrücklich geschützt und Datenauswertungen zweckgebunden, anonymisiert bzw. aggregiert erfolgen.

Die FDP will eine moderne 3R-Politik, die Tierwohl, Wissenschaft und Innovation stärkt. Dafür braucht es keine zusätzlichen Verwaltungsebenen, sondern gezielte Förderung dort, wo sie wirkt: bei der Validierung, Anerkennung und Anwendung von Alternativmethoden, bei der Qualität der Gesuche und bei planbaren, effizienten Bewilligungsverfahren.

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme und für die Berücksichtigung unserer Überlegungen.

Freundliche Grüsse

FDP.Die Liberalen

Der Co-Präsident

Die Co-Präsidentin

Der Generalsekretär

Benjamin Mühleemann
Ständerat

Susanne Vincenz-Stauffacher
Nationalrätin

Jonas Projer

Kommission für Wissenschaft, Bildung und
Kultur des Nationalrates

Per E-Mail an:
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Bern, 5. Mai 2026

Vernehmlassungsverfahren 21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben - Stellungnahme der FMH

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident
Sehr geehrte Frau Nationrätin
Sehr geehrter Herr Nationalrat
Sehr geehrte Damen und Herren

Die FMH bedankt sich für die Einladung zu vorliegender Vernehmlassung Stellung beziehen zu können.

Die FMH begrüsst grundsätzlich die Stärkung der 3R-Forschung (Replace, Reduce, Refine) und die damit verbundene Zielsetzung, Alternativen zu Tierversuchen gezielt voranzutreiben. Aus medizinischer Sicht leisten 3R-Ansätze einen wichtigen Beitrag zur Weiterentwicklung ethisch verantwortbarer und wissenschaftlich valider Forschungsmethoden. Ebenso wird begrüsst, dass in nationaler und internationaler Zusammenarbeit überdies die Validierung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden gefördert wird. Anzumerken gilt, dass weder im Gesetz noch im erläuternden Bericht aufgezeigt wird, mit welchen konkreten Massnahmen Tierversuche effektiv ersetzt werden sollen und wie in der Folge die Massnahmen betreffend Effektivität evaluiert werden.

3R verändert die medizinische Forschung hin zu ethisch verantwortlicheren, technologisch innovativeren und potenziell humanrelevanteren Methoden, ohne Tierversuche kurzfristig vollständig ersetzen zu können. Entscheidend ist eine ausgewogene Weiterentwicklung, bei der wissenschaftliche Qualität und Patientensicherheit gewährleistet bleiben.

Zudem erachtet die FMH die Harmonisierung von Validierungsstandards im internationalen Kontext als zentral und begrüsst die Aussage im Erläuternden Bericht: «Die stärkere Implementierung der 3R stärkt den Innovations- und Forschungsstandort Schweiz. In diesem Sinne ist sie eine Investition».

Entscheidend ist, dass neue Methoden nicht nur ethischen Anforderungen genügen, sondern auch hinsichtlich Aussagekraft, Reproduzierbarkeit und Patientensicherheit den bestehenden Standards entsprechen.

Wir danken Ihnen für Ihre Kenntnisnahme.

Freundliche Grüsse

Yvonne Gilli
Präsidentin

Stefan Kaufmann
Generalsekretär

Zürich, 20. Mai 2026

Z.Hd.: vernehmlassungen@blv.admin.ch

Stellungnahme zur Vernehmlassung 2026/9: Pa. Iv. Christ (21.426), Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident Hug
Sehr geehrte Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrates
Sehr geehrtes Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen

Die vorliegende parlamentarische Initiative greift ein wichtiges Anliegen auf: Die Förderung der 3R-Forschung und die Entwicklung von Alternativen zu Tierversuchen liegen im Interesse der Wissenschaft, der Gesellschaft und des Tierschutzes zugleich. Gen Suisse begrüsst diesen Impuls und unterstützt das Ziel, die Rahmenbedingungen für die 3R-Forschung in der Schweiz gezielt zu verbessern.

Gleichzeitig muss die Vorlage mit Augenmass ausgestaltet werden. Tierversuche sind in weiten Teilen der biomedizinischen und pharmazeutischen Forschung nach wie vor unerlässlich – rechtlich, wissenschaftlich und ethisch sorgfältig reguliert. Eine Gesetzgebung, die die Forschenden mit unverhältnismässigem administrativem Aufwand belastet, Sicherheitsrisiken schafft oder die internationale Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz schwächt, verfehlt ihr Ziel: Sie verlagert Tierversuche ins Ausland, statt sie zu reduzieren.

Die nachfolgenden Bemerkungen konzentrieren sich auf jene Punkte des Vorentwurfs, bei denen aus Sicht von Gen Suisse Anpassungsbedarf besteht, und formulieren konstruktive Alternativen.

1. Grundhaltung

Gen Suisse dankt für die Gelegenheit zur Stellungnahme.

Wir unterstützen das Ziel, die 3R-Forschung zu fördern und Alternativen zu Tierversuchen voranzutreiben. Tierversuche bleiben jedoch in zahlreichen Bereichen der biomedizinischen Forschung gegenwärtig unverzichtbar. Der Gesetzesentwurf muss sicherstellen, dass die Förderung der 3R die laufende Forschung nicht behindert, sondern ergänzt.

2. Transparenz (Art. 20a)

Gen Suisse lehnt die Veröffentlichung nichttechnischer Projektzusammenfassungen ab.

Der Nutzen für das Tierwohl ist nicht ersichtlich. Dieses wird durch das bestehende Bewilligungsverfahren bereits wirksam geschützt.

GEN SUISSE.

Die Veröffentlichung macht Forschende identifizierbar und zur potenziellen Zielscheibe. Innovative Forschungsansätze werden durch die frühzeitige Offenlegung gefährdet. Zudem verursacht sie unverhältnismässigen administrativen Aufwand.

Transparenzanforderungen, die über international übliche Standards hinausgehen, verschieben Forschungsprojekte in Länder mit weniger strengen Auflagen. Tierversuche werden dadurch nicht reduziert, sondern verlagert.

Sollte an einer Form der Projektzusammenfassung festgehalten werden, ist in Art. 20a Abs. 2 Bst. e der Begriff "Nutzen" durch "Erkenntnisgewinn" zu ersetzen. Insbesondere die Grundlagenforschung zielt nicht auf einen unmittelbaren Anwendungsnutzen, sondern auf den Gewinn von Erkenntnissen, die als Grundlage für weitere Forschung dienen.

3. 3R-Förderung (Art. 22)

Die Erweiterung der Fördermöglichkeiten wird begrüsst.

Entscheidend ist, dass die Kosten für 3R-Massnahmen nicht allein den Forschenden aufgebürdet werden. Das betrifft etwa Enrichment-Material, Biostatistik oder qualifiziertes Personal.

Ein dediziertes 3R-Budget an das sich Forschende wenden können, würde sicherstellen, dass 3R-Massnahmen nicht an finanziellen Hürden scheitern.

Die Validierung und Anerkennung von Alternativmethoden muss priorisiert werden.

Die in Art. 3 Bst. d vorgeschlagene Definition der 3R-Prinzipien sollte sich am aktuellen wissenschaftlichen Verständnis orientieren und die Definitionen des Schweizer 3R-Kompetenzzentrums (3RCC) übernehmen. Insbesondere "Refinement" sollte nicht nur die Vermeidung von Schmerzen und Leiden, sondern auch die Förderung positiver Wohlbefindenszustände umfassen.

Alle drei R (Replace, Reduce, Refine) sind gleichwertig zu fördern. Eine implizite Hierarchisierung zugunsten von Replace lehnen wir ab.

4. Fachsekretariate (Art. 33a)

Gen Suisse lehnt die Einrichtung von Fachsekretariaten in der vorgeschlagenen Form ab. Es ist nicht ersichtlich, wie die zusätzliche Verfahrensstufe das Bewilligungsverfahren beschleunigen sollte; vielmehr besteht die Gefahr, dass eine zusätzliche bürokratische Ebene mit unklarer Aufgabenteilung entsteht.

Die Prüfung der instrumentellen und der finalen Unerlässlichkeit eines Tierversuchs muss zusammenspielen und lässt sich nicht sinnvoll auf zwei Instanzen aufteilen. Eine solche Trennung führt zu Doppelprüfungen, Rückfragen und damit zu mehr Bürokratie statt zur angestrebten Beschleunigung.

Die Aufgabenteilung zwischen Fachsekretariaten, Tierversuchskommissionen und bestehenden Funktionen wie Animal Welfare Officers und 3R-Offices ist im Vorentwurf nicht hinreichend geklärt. Doppelspurigkeiten und unklare Kommunikationswege sind zu erwarten und würden den bereits heute überlasteten Bewilligungsprozess weiter belasten.

GEN SUISSE.

Als Alternative regt Gen Suisse an, die Prüfung der instrumentellen Unerlässlichkeit auf institutioneller Ebene zu stärken – etwa durch Expertengremien innerhalb der Hochschulen, die in enger Abstimmung mit Tierschutzbeauftragten und 3R-Koordinator:innen arbeiten. Damit kann Fachexpertise dort genutzt werden, wo sie bereits vorhanden ist, ohne neue Verwaltungsstrukturen zu schaffen.

Verbindliche Bearbeitungsfristen sind unerlässlich, um Planungssicherheit für die Forschenden zu schaffen. Auf die Festlegung einer konkreten Fristdauer verzichten wir bewusst. Dies sollte von Fachexperten gemeinsam erarbeitet werden.

Die Vereinheitlichung der kantonalen Praxis ist ein langjähriges Anliegen. Gen Suisse lehnt die Schaffung neuer Fachsekretariate grundsätzlich ab. Sollte der Gesetzgeber dennoch an Fachsekretariaten festhalten, dürfen diese nicht zu zusätzlichen kantonalen Parallelstrukturen führen. In diesem Fall wären höchstens kantonsübergreifende Fachsekretariate vorzusehen, mit klar begrenztem Auftrag, verbindlichen Bearbeitungsfristen, transparenter fachlicher Besetzung und ohne zusätzliche materielle Entscheidungskompetenz. Insbesondere ist sicherzustellen, dass Fachsekretariate nicht als weitere Blockade- oder Verzögerungsinstanz wirken und die Bewilligungsverfahren nicht politisieren.

Eine Bewilligungsfiktion lehnt Gen Suisse ab. Sie ist verwaltungsrechtlich problematisch und setzt Fehlanreize.

5. Tierversuchskommission (Art. 34) und 3R-Definition (Art. 3 Bst. d)

Die Präzisierung der Kommissionszusammensetzung ist sinnvoll. Die Vertretung von Tierschutzorganisationen unterstützen wir, sofern die wissenschaftliche Expertise gleichwertig vertreten ist. Die gesetzliche Definition der 3R begrüßen wir als Grundlage für eine konsistente Anwendung.

6. Kernforderungen

- Veröffentlichungspflicht (Art. 20a) ablehnen. Kein Nutzen für das Tierwohl. Hohe Risiken für Forschende und Innovation.
- 3R-Finanzierung sicherstellen. Ein dediziertes 3R-Budget schaffen. Kosten nicht den Forschenden aufbürden.
- Alle drei R gleichwertig fördern. Keine Hierarchisierung zugunsten von Replace.
- Fachsekretariate ablehnen. Trennung von instrumenteller und finaler Unerlässlichkeit führt zu Doppelprüfungen statt Beschleunigung. Stattdessen institutionelle Expertengremien stärken.
- Wettbewerbsfähigkeit als Leitplanke. Strengere Auflagen verschieben Tierversuche, statt sie zu reduzieren.
- Bewilligungsfiktion ablehnen. Verwaltungsrechtlich nicht haltbar.
- Begriff "Nutzen" durch "Erkenntnisgewinn" ersetzen. Die Grundlagenforschung zielt nicht auf einen unmittelbaren Anwendungsnutzen, sondern auf den Gewinn von Erkenntnissen.
- 3R-Definition präzisieren. Definitionen des 3RCC im Gesetz oder in der TSchV verankern.

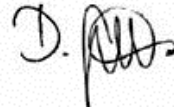
GEN SUISSE.

Wir danken für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme und stehen für Rückfragen gerne zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüßen,



Prof. Dr. Lukas Sommer
Präsident, Stiftung Gen Suisse



Dr. Daniela Suter
Geschäftsführerin, Stiftung Gen Suisse

Kontakt:

Dr. Daniela Suter
Stiftung Gen Suisse
c/o FatzerImbach AG
Morgartenstrasse 6
8004 Zürich
+41 76 206 33 22
dsuter@gensuisse.ch
www.gensuisse.ch

21. Mai 2026

Ihr Kontakt: Timothy Nussbaumer, Stv. Fraktionssekretär der Bundeshausfraktion, Tel. +41 79 794 37 28, E-Mail: schweiz@grunliberale.ch

Stellungnahme der GLP zur 21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit, zur 21.426 Pa. Iv. Christ «Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben» Stellung nehmen zu können.

Die Vorlage greift ein Thema auf, das uns als GLP am Herzen liegt. Denn Tierversuche sind zu Recht Gegenstand kritischer gesellschaftlicher, ethischer und wissenschaftspolitischer Debatten. Um Tierleid zu mindern, setzt sich die GLP daher dafür ein, Alternativmethoden zu fördern, die Anzahl der Tierversuche zu reduzieren und die Belastung der Tiere zu reduzieren. Dies ist denn auch die Kernforderung der 3R-Prinzipien (Replace, Reduce, Refine), deren Förderung und Verbreitung die Pa. Iv. Christ fordert.

Mit der vorliegenden Vorlage hat die Schweiz nun die Möglichkeit, die Grundlagen für eine konsequente Förderung und Verbreitung der 3R-Prinzipien in Umsetzung der Pa. Iv. Christ zu schaffen. Die GLP begrüsst daher ausdrücklich den Vorschlag der Kommissionsmehrheit und die darin vorgesehenen Massnahmen:

- Mit der Verankerung des Ziels der Förderung von Erforschung, Entwicklung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden im Tierschutzgesetz, erhält der Bundesrat die nötige gesetzliche Grundlage, um die 3R-Förderung umfassend und zielgerichtet auszugestalten. So wird die Förderung des 2018 eingeführten 3R-Kompetenzzentrums 3RCC im Tierschutzgesetz verankert, damit es die Verbreitung von 3R weiter vorantreiben kann. Zudem erhält der Bund die Kompetenz, die Lehre und Ausbildung im 3R-Bereich neu an Universitäten oder auch ausserhalb dieser zu fördern.
- Zu jedem Tierversuch muss neu eine nichttechnische Projektzusammenfassungen bereits ab der Bewilligung publiziert werden. Damit schliesst die Schweiz eine Lücke zu den EU-Nachbarländern, erhöht die Transparenz und stärkt damit das gesellschaftliche Vertrauen in die Forschung.
- Einen entscheidenden Mehrwert wird schliesslich durch die Einführung der kantonsübergreifenden Fachsekretariate geschaffen. Diese bringen eine gezielte Professionalisierung des Bewilligungsverfahrens. Konkret übernehmen die Fachsekretariate die Vorprüfung der Gesuche auf Vollständigkeit und fachliche Kohärenz, bevor diese an die kantonale Tierversuchskommission weitergeleitet werden. So erhalten die Kommissionen nur qualitativ hochstehende Gesuche und können sich voll auf die ethische Güterabwägung konzentrieren. Rückfragen, Doppelspurigkeiten und Verzögerungen werden reduziert, das Verfahren insgesamt beschleunigt. Durch gemeinsame Fachsekretariate über mehrere Kantone hinweg, können die Kantone Ressourcen teilen und Expertise bündeln, was sowohl die Qualität als auch die Effizienz steigert.

Die GLP ist überzeugt, dass die Vorlage konsequenten Tierschutz mit guten Rahmenbedingungen für eine leistungsfähige, verantwortungsvolle Forschung erfolgreich verbindet und damit ein wichtiges Signal für die Zukunft des Forschungsstandorts Schweiz setzt.

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme. Bei Fragen stehen Ihnen die Unterzeichnenden sowie unsere zuständigen Fraktionsmitglieder, Katja Christ und Fabienne Stämpfli, gerne zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüßen

Jürg Grossen
Parteipräsident

Noëmi Emmenegger
Geschäftsführerin der Bundeshausfraktion



Vernehmlassung zum Gesetzesentwurf des Tierschutzgesetzes (TSchG) im Rahmen der Umsetzung der parlamentarischen Initiative Christ, 21.426

Organisation / Organizzazione	Gesellschaft Schweizer Tierärztinnen und Tierärzte Kontaktperson: Mirjam Fischli
Adresse / Indirizzo	Brückfeldstrasse 18, 3012 Bern
Datum / Date / Data	24.05.2026

Allgemeine Bemerkungen

Die GST bedankt sich für die Möglichkeit zur Stellungnahme zum Gesetzesentwurf zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative 21.426 Christ. Sie setzt sich grundsätzlich für Tiergesundheit, Tierwohl und die Interessen der Tierärzteschaft ein und hat sich wiederholt zu Tierversuchen positioniert – etwa im Positionspapier 2022 sowie in Parolen zu Initiativen wie „Ja zur tierversuchsfreien Zukunft“. Dabei plädiert die GST konsequent für die Förderung von Alternativen zu Tierversuchen statt eines vollständigen Verbots.

Die GST begrüsst grundsätzlich, dass mit dem vorliegenden Gesetzesentwurf die Absicht des Bundes geäussert wird, alternative Methoden im Tierversuchsbereich zu fördern, mehr Transparenz zu schaffen sowie die qualitative und quantitative Zusammensetzung der kantonalen Tierversuchskommissionen zu verbessern. Damit werden sowohl das Tierwohl als auch der Forschungsstandort Schweiz gestärkt. Zu erwähnen ist jedoch, dass aus Sicht der GST die zentralen Punkte in der Vorlage zu wenig verbindlich sind.

Die GST fordert insbesondere eine deutlich priorisierte Umsetzung des Replacement-Fokus, mehr NAMs-Expertise, besserer Einbindung von Tierwohl-Vertretern im Bewilligungsprozess und schweizweite Harmonisierung (z.B. bundesweite Mindeststandards und einheitliche Kriterienraster). Die Ressourcen sind für eine wirkungsvolle Umsetzung entsprechend aufzustocken.

Es ist anzumerken, dass weder durch die Gesetzesartikel noch im erläuternden Bericht klar ersichtlich ist, mit welchen Massnahmen Tierversuche effektiv ersetzt werden sollen und wie die Effektivität der Massnahmen kontrolliert werden soll.

Weiter sollen sogenannte «Fachsekretariate» geschaffen werden und eine Art Vorprüfung machen. Gleichzeitig sollen gemäss dem erläuternden Bericht keine weiteren Prozessstrukturen geschaffen werden. Für die GST ist damit nicht klar, wie der Prozess genau neu ablaufen soll, ohne dass neue Strukturen geschaffen werden.

Die nichttechnischen Zusammenfassungen decken nur «genutzte Tiere» ab. Die GST bemerkt, dass unbedingt auch gezüchtete/importierte Tiere, die nicht verwendet werden („Ausschuss“), erfasst und publiziert werden müssen – eine relevante Zahl für Reduce. Ohne das bleibt die Statistik lückenhaft und 3R-Bemühungen unvollständig bzw. nicht nachvollziehbar.

Weiter ist anzumerken, dass keine Regelungen zu Nachverfolgung (z. B. Abweichungen von Bewilligungen) oder Sanktionsmöglichkeiten bei Bewilligungsverstössen (nicht nur bei Tierquälerei) bestehen. Die GST würde es daher als sinnvoll erachten, wenn explizit unabhängige Kontrollen durch das Veterinäramt und Sanktionsmöglichkeiten vorgesehen werden, um Transparenz und Tierwohl durchzusetzen.

Die GST fordert weiter, dass eine zentrale, schweizweite Tierversuchskommission geschaffen wird oder zumindest schweizweit die gleichen Mindeststandards gelten. Weiter soll/en die Tierversuchskommission/en zur Sicherstellung der Kompetenzen aufgestockt werden: 5 Mitglieder ist aus Sicht der GST ungenügend (mehr dazu unten beim entsprechenden Gesetzesvorschlag). Dabei wäre es sinnvoll, wenn die Tierversuchskommission/en fachlich breiter zusammengesetzt wären und Tierschutzinteressen möglichst (gleich) stark vertreten sind.

Weiter fände die GST die Veröffentlichung anonymisierter Sitzungsprotokolle der Tierversuchskommission in geeigneter (evtl. vereinfachter) Weise auf Antrag der interessierten Öffentlichkeit sinnvoll.

Zudem wäre die Schaffung eines NAM-Kompetenzzentrums sinnvoll, womit eine namhafte Zahl von Tierversuchen durch sich ständig vermehrende Alternativen ersetzt werden könnte (Beispiel Utrecht, Holland).

Generell wünscht sich die GST vermehrte Transparenz im Bewilligungsprozess von Tierversuchen sowie die Gleichgewichtung der Tierwohlinteressen und Forschendeninteressen (gleiche Stimmengewichtung für beide Seiten).

Bemerkungen zum erläuternden Bericht:

Bericht 1.2. Ausgangslage, S. 4/19

Die Absicht, das Bewilligungsverfahren für Tierversuche zu vereinfachen oder zu beschleunigen wird zwar in der Initiative von Christ nicht erwähnt, wird aber von der GST grundsätzlich begrüsst, insofern mehr Spezialisten für tierversuchsfreie Methoden in den Prozess eingebunden werden. Zudem wäre es wünschenswert, wenn die aktuell stark untervertretenen Versuchstier-Interessensvertreter stärker in die Bewilligungsentscheide eingebunden werden. Dadurch würde eine sachgerechte Güterabwägung gewährleistet und der aktuell von vielen Juristen dargelegte verfassungswidrige Zustand (Ungleichgewicht) behoben werden. Allenfalls wäre die Schaffung eines zentralen Kompetenzzentrum für NAMs (New Approach Methodologies bzw. Non-Animal Methods) sinnvoll, um mit gebündeltem Wissen und Erfahrung der Komplexität der Versuchsthemen begegnen zu können.

Bericht 2.2. Minderheitsantrag Nichteintreten/Streichen, S. 4/19

Zu den befürchteten im Minderheitsantrag erwähnten Mehrkosten und Bürokratie kann festgehalten werden, dass die Forschung (u.a. durch Alternativen zu Tierversuchen) ein bedeutendes, wachsendes Wirtschaftsfeld darstellt. Die dafür eingesetzten Mittel können daher als sinnvolle Investition in die Zukunft angeschaut werden. Betreffend Mehrarbeit kann aus ethischer Sicht argumentiert werden, dass die Menschheit alle zumutbaren Massnahmen treffen sollte, um das Tierleid zu minimieren. Finanzielle Überlegungen sollten diesbezüglich keinen Vorrang vor ethischen haben.

Bericht 3.2, Minderheitsanträge, Art. 20a betreffend Förderung der Transparenz (S. 6/19)

Die Streichung nichttechnischer Projektzusammenfassungen (NTS) wegen Aufwand, Abwanderungsrisiken oder Innovationsschwäche überzeugt nicht. NTS sind in der EU und vielen Ländern etabliert, ohne nennenswerte Abwanderung. Die Schweiz hinkt in der Transparenz hinterher, was den Forschungsstandort schädigt. Erhöhte Transparenz kann vielmehr Innovationen und den Austausch unter Forschenden anregen. Daher würde es die GST sehr begrüssen, wenn sowohl die nichttechnischen Projektzusammenfassungen wie auch die Präregistrierungen und die Versuchsergebnisse transparent in geeigneter Form (mit möglichst wenig bürokratischem Mehraufwand) veröffentlicht werden würden.

5.1. Auswirkungen auf den Bund, S. 15/19

Der Satz „Die Mittel sind heute ausgewogen“ ist unhaltbar. Fördergelder für Tierversuche übersteigen die für tierversuchsfreie Projekte bei Weitem.

5.3. Auswirkungen auf die Volkswirtschaft, S. 16/19

Besonders begrüssenswert ist für die GST folgender Satz: «Die stärkere Implementierung der 3R stärkt den Innovations- und Forschungsstandort Schweiz.

In diesem Sinne ist sie eine Investition.» Eine Investition lohnt sich insofern auch, als dass davon ausgegangen wird, dass NAMs zukünftig günstiger sein werden als Tierversuche, womit die Entwicklungskosten und Medikamentenpreise gesenkt werden können.

Zusammengefasst unterstützt die GST die Vorlage insgesamt, spricht sich jedoch für eine präzisere gesetzliche Verankerung von Transparenz, für einen klaren Vorrang des Replacement-Elements, für verbindlichere Fördermassnahmen sowie für eine stärkere fachliche und interessenmässige Ausgewogenheit im Bewilligungsverfahren aus.

Änderung des Tierschutzgesetzes (TSchG), Synopsis

Artikel des TSchG	Antrag	Begründung
<p>Art 18 Bewilligungspflicht</p> <p>und</p> <p>Art 33a Fachsekretariat für Tierversuche</p>	<p>3 Das Fachsekretariat unterbreitet Bewilligungsversuche für Tierversuche nach Artikel 17 der kantonalen oder überregionalen Kommission für Tierversuche.</p>	<p>Die GST steht Fachsekretariaten ohne klare inhaltliche und strukturelle Präzisierung kritisch gegenüber. Zwar anerkennt sie die grundsätzliche Idee hinter den Fachsekretariaten und sieht darin das Potenzial, Abläufe effizienter zu gestalten und die Qualität der Arbeit zu verbessern. Gleichzeitig weist die GST jedoch darauf hin, dass eine überzeugende Umsetzung nur mit erheblichen Ressourcen möglich ist. Insbesondere erfordert ein gut funktionierendes Fachsekretariat eine breite und fundierte fachliche Expertise, was entsprechend hohe Kosten verursacht.</p> <p>Die Kompetenz einer zentralen Tierversuchskommission wäre grösser als diejenige einer kantonalen Tierversuchskommission. Mit dem Formulierungsvorschlag der GST bleibt die Möglichkeit erhalten, grössere überregionale Tierversuchskommissionen zu schaffen, mit mehr Mitgliedern und somit mehr vertretenen Spezialisten mit breiterer Fachkompetenz.</p>
<p>Art 20a Information der Öffentlichkeit</p>	<p>1 Der Bund fördert Transparenz in der Forschung mit Tieren. Er betreibt zu diesem Zweck ein öffentliches Register für bewilligte Tierversuche.</p> <p>3a. ... inklusive der nicht verwendeten Tiere, aber für den Versuch gezüchtete/importierten Tieren.</p> <p>4 Die Versuchsergebnisse sind in geeigneter Form zu veröffentlichen.</p>	<p>Die vorgesehenen Änderungen unterstützen wir unter Beachtung der folgenden Hinweise ausdrücklich:</p> <p>1 «Könnte betreiben» ist zu unverbindlich! Ein öffentliches Register ist bei klinischen Studien heute weltweit Standard (z. B. clinicaltrials.gov). Ein Verzicht darauf würde inzwischen als unwissenschaftlich und ethisch problematisch gelten. Sowohl Menschen als auch Tiere haben ein Anrecht darauf, dass bereits vorhandenes Wissen über eine Massnahme oder Substanz, der sie ausgesetzt werden sollen, öffentlich zugänglich ist und in die Beurteilung einfließt, ob eine entsprechende Studie vertretbar ist. Nachdem dies im Humanbereich seit Jahrzehnten etabliert ist, ist nicht nachvollziehbar, weshalb im Bereich der Tierversuche davon abgewichen werden sollte – zumal viele dieser Massnahmen und Stoffe letztlich am Menschen Anwendung finden.</p> <p>Weiter soll auch die Veröffentlichung der Präregistrierungen von Tierversuchen (in geeigneter Form) geprüft werden. Ein solches Instrument würde die Nachvollziehbarkeit erhöhen, Doppelversuche vermeiden helfen und die wissenschaftliche Glaubwürdigkeit stärken.</p> <p>3 a Die für Tierversuche im Inland gezüchteten und importierten Tiere, welche nicht verwendet werden, sind eine relevante Zahl, die es im Rahmen der 3 R Bemühungen auch zu berücksichtigen gilt. Deshalb fordert die GST deren Veröffentlichung.</p> <p>4. Aus Sicht der GST sollte die Veröffentlichung der Resultate von Tierversuchen grundsätzlich obligatorisch sein. Die Öffentlichkeit hat ein berechtigtes Interesse daran, nicht nur die Ziele und Belas-</p>

Artikel des TSchG	Antrag	Begründung
		<p>tungen eines Versuchs, sondern auch dessen Ergebnisse nachvollziehen zu können. Auch nicht-technische Projektzusammenfassungen (inkl. Versuchsergebnisse) sind in den meisten Ländern längst Standard und eine zentrale Voraussetzung, für die von der Forschung wiederholt betonte und auch vom Bund angestrebte Transparenz.</p>
<p>Art 20 b Zweck und Inhalt</p>	<p>Neu Abs. 4: Zeigen die Daten keine deutlich positive Entwicklung im Sinne der 3R, hat der Bund seine Bestrebungen zur Förderung der Erforschung, Entwicklung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden nach Artikel 22 Absatz 2 zu intensivieren.</p>	<p>Es sind geeignete Massnahmen und Kontrollsysteme einzurichten, um die Zielerreichung der 3-R-Entwicklung regelmässig überprüfen und die Bestrebungen des Bundes entsprechend anpassen zu können.</p>
<p>Art 22</p> <p>Titel neu: Unterstützung von tier-schutzrelevanten Massnahmen</p> <p>(vorher: Forschung)</p>	<p>2 Stärkere Förderung bzw. Priorisierung des Replacement-Elements</p> <p>3 «kann» reicht nicht aus</p>	<p>2 Bei der Förderung der 3R ist dem Replacement besondere Priorität einzuräumen. Reduce und Refine bleiben wichtig, dürfen jedoch nicht dazu führen, dass der vollständige Ersatz tierbelastender Versuche aus dem Blick gerät. Der Bund soll deshalb verbindlich mehr Mittel und klarere Anreize für tierfreie Methoden bereitstellen.</p> <p>3 Die GST erachtet es als erforderlich, dass die Förderung von 3R-Strukturen, 3R-Infrastruktur sowie Lehre und Ausbildung im 3R-Bereich verbindlicher ausgestaltet wird. Die bisherigen «kann»-Formulierungen reichen nicht aus, um die Ziele der parlamentarischen Initiative wirksam umzusetzen.</p>
<p>Art 34</p> <p>Kantonale Kommission für Tierversuche</p>	<p>Titel 'Kantonale' 'Kommission für Tierversuche'</p> <p>1 ganzer Absatz 1 streichen und neu fassen gemäss Angaben in der Begründung</p>	<p>Aus Sicht der GST ist in den Kommissionen unbedingt tierärztliche Expertise nötig, als obligatorische Kompetenz!</p> <p>In gewissen Kantonen ist die tierärztliche Expertise politisch durchgesetzt worden, in anderen nicht. Dies muss nach Meinung der GST national einheitlich geregelt sein, um das Tierwohl zu berücksichtigen. Die Möglichkeit einer zentralen Tierversuchskommission soll erhalten bleiben und ist zu prüfen.</p> <p>Mit nur 5 Mitgliedern ist aus Sicht der GST keine genügende Kompetenz innerhalb einer Tierversuchskommission gegeben. Hierzu sind weit mehr Fachbereiche erforderlich. Die GST sieht Bedarf, die kantonalen Tierversuchskommissionen fachlich breiter und ausgewogener zusammenzusetzen.</p>

Artikel des TSchG	Antrag	Begründung
		<p>Deshalb befürwortet die GST grössere, zentralere Tierversuchskommissionen, mit dem Ziel die erforderliche Kompetenz in der Praxis sicherstellen zu können.</p> <p>Neben naturwissenschaftlicher Kompetenz müssen aus Sicht der GST insbesondere 3R-Expertise, Ethik, Recht und tierärztliche Fachkompetenz angemessen vertreten sein. Weiter soll die praktische Erfahrung mit Tierversuchen möglichst breit in der Kommission vertreten sein. Dazu gehören z.B. Forschende mit Erfahrung in biomedizinischer Forschung, Umwelt/Naturschutz-bezogener Forschung, Forschung in der Veterinärmedizin sowie Experten für Versuchstierkunde für Nager und Nicht-Nager, Tierzucht, Tierhaltung, Tiergenetik und transgene Techniken, Statistik, Veterinäranästhesie/-analgesie etc.</p> <p>Zudem soll die Interessenvertretung von Forschung und Tierschutz ausgewogener ausgestaltet werden. Bei der Benennung der notwendigen Fachspezialisten in den Kommissionen würde es die GST begrüssen, wenn</p> <ul style="list-style-type: none"> • entweder alle notwendigen Fachrichtungen genannt werden würden (wie oben erwähnt): Juristen, Veterinärmediziner, Soziologen, Anästhesisten, NAM-Experten, Tierschutzvertreter etc. • oder auf ein anerkanntes ethisches Gremium verwiesen würde, welches die Fachbereiche gemäss neustem wissenschaftlichem und ethischem Stand jeweils bestimmt und anpasst, beispielsweise die Schweizerische Akademie der Medizinischen Wissenschaften (SAMW). <p>Zur Sicherung rechtsstaatlicher Kontrolle wäre aus Sicht der GST weiter zu prüfen, ob der Kommission (z.B. einer Minderheit davon) ein Beschwerderecht gegen den Bewilligungsentscheid einzuräumen ist. Dies würde die Qualität der Entscheide und die Nachprüfbarkeit im Einzelfall stärken.</p>

Herr Roman Hug
Kommissionspräsident
Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur
CH-3003 Bern

Per Mail an vernehmlassungen@blv.admin.ch.

Basel, den 13. Mai 2026 dst

**Stellungnahme Pa. Iv. Christ 21.426: Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R
Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben**

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident

In der Beilage lassen wir Ihnen unsere Stellungnahme zu der obgenannten
Vernehmlassungsvorlage zukommen.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anliegen und stehen Ihnen bei Fragen in
Zusammenhang mit unserer Darstellung selbstverständlich jederzeit gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

Handelskammer beider Basel


Martin Dätwyler
Direktor


Deborah Strub
Leiter Aussenwirtschaft

Beilage:
Stellungnahme

Handelskammer beider Basel

St. Jakobs-Strasse 25
Postfach
CH-4010 Basel

T +41 61 270 60 60
F +41 61 270 60 05

www.hkbb.ch

Stellungnahme

Basel, 13. Mai 2026 dst

Pa. Iv. Christ 21.426: Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R Forschung

Die Handelskammer beider Basel unterstützt das Ziel der parlamentarischen Initiative nach mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung. Dabei müssen die Massnahmen einen tatsächlichen Mehrwert für den Tierschutz führen. Darüber hinaus gilt es dringend den Bewilligungsprozess für Tierversuche zu beschleunigen.

Die Schweiz steht als Forschungsstandort in einem internationalen Wettbewerb. Dieser ist in den Life Sciences intensiver denn je. Es gilt die Stärken der Schweiz als global führender Forschungs- und Produktionsstandort für die Life Sciences-Branchen zu sichern. Dabei spielt die Region Basel eine Schlüsselrolle. Hier sind führende Life Sciences-Unternehmen, Forschung, Innovation und Wertschöpfung in einzigartiger Dichte vereint. Die Region ist einer der bedeutendsten Life Sciences-Standorte Europas.

Die Handelskammer beider Basel verfolgt deshalb die gesetzlichen Entwicklungen rund um die Tierversuche und die 3R-Forschung. Tierversuche sind nach wie vor inhärente Bestandteile bei der Entwicklung neuer und innovativer Arzneimittel und sind für die am Platz Basel tätigen Forschenden in Unternehmen und Hochschulen wichtig.

Damit die Schweiz ihre internationale Wettbewerbsfähigkeit als führenden Life Sciences-Standort beibehalten kann, gilt es ihre Vorreiterrolle im Tierschutz, kombiniert mit wissenschaftlicher Exzellenz zu sichern. Hierfür braucht es Rahmenbedingungen, die die Forschungs- und Innovationsfähigkeit stärken.

Die Handelskammer beider Basel unterstützt das Ziel der parlamentarischen Initiative nach mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung. Dabei müssen die Massnahmen einen tatsächlichen Mehrwert für den Tierschutz führen, ohne neue bürokratische Hürden einzuführen.

Es gilt dringend den Bewilligungsprozess für Tierversuche zu beschleunigen, indem eine verbindliche Bewilligungsfrist von maximal zwei Monaten ab Prüfung der Vollständigkeit des Gesuchs und eine Bewilligungsfiktion (Gesuche gelten als bewilligt, wenn innerhalb der Frist kein Entscheid ergeht) eingeführt werden.

Der Handelskammer liegt die Stellungnahme von Interpharma vor, deren Anliegen und Forderungen wir ebenfalls unterstützen.

Handelskammer beider Basel

St. Jakobs-Strasse 25

Postfach

CH-4010 Basel

T +41 61 270 60 60

F +41 61 270 60 05

www.hkbb.ch

Stellungnahme des Vereins Forschung für Leben

21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben

Adresse: Forschung für Leben, 8000 Zürich

Kontaktperson: Dr. Iana Buch

Email: buch@forschung-leben.ch

Datum: 18. Mai 2026

I. Zusammenfassung / wichtigste Anliegen zur Vorlage

Die angestrebte Revision des Tierschutzgesetzes (TSchG) im Zuge der parlamentarischen Initiative 21.426 wird ausdrücklich begrüsst. Die Absicht, die 3R-Prinzipien zu festigen, die Transparenz zu fördern und das Bewilligungsverfahren qualitativ weiterzuentwickeln, findet volle Unterstützung.

Für die konkrete Umsetzung ist aus wissenschaftlicher und tierschutzfachlicher Perspektive jedoch entscheidend, dass sie streng evidenzbasiert und praxisnah verläuft. Nur so bleibt sie im Einklang mit dem Verhältnismässigkeitsprinzip gemäss Art. 5 Abs. 2 und Art. 36 Abs. 3 BV. Ein bürokratischer Mehraufwand, dem kein messbarer Nutzen für das Tierwohl oder den wissenschaftlichen Fortschritt gegenübersteht, muss vermieden werden, um die Attraktivität und Wettbewerbsfähigkeit des Forschungsstandorts Schweiz nicht zu gefährden.

Kernanliegen dieser Stellungnahme:

- Aufnahme positiver Tierwohl-Aspekte in Art. 3 Bst. b (minimal-invasiv, Ziff. 2).
- Anpassung der 3R-Definition in Art. 3 Bst. d an den 3RCC-Standard.
- Ablehnung einer zwingenden Präregistrierung als Bewilligungsvoraussetzung (Art. 20a Abs. 1).
- Streichung der Fachsekretariate (Art. 18 Abs. 3, Art. 33a) im Sinne des Minderheitsantrags.
- Stärkung der kantonalen Kommission: Mindestzahl sieben Mitglieder, Aufnahme medizinischer und patientenseitiger Kompetenz, integrierte Prüfung, Mehrheitsrekursrecht.
- Verfahrensbeschleunigung durch Ressourcenausbau und Bürokratieabbau.

Die ursprüngliche Pa.Iv. Christ war explizit auf die Förderung der 3R-Forschung ausgerichtet. Wie im Bericht (Abschnitt 2.1) selbst eingeräumt wird, dehnt der aktuelle Vorentwurf diesen Fokus nun massiv auf Fachsekretariate, Transparenzpflichten und Datenzugriffsregelungen aus. Diese erhebliche Ausweitung über den eigentlichen Initiativkern hinaus erfordert weitaus fundiertere und detailliertere Begründungen für die zusätzlichen Massnahmen.

Zudem wird in Abschnitt 5.2 offen dargelegt, dass kleinere Kantone ihre Kommissionen voraussichtlich auflösen werden. Die daraus resultierenden strukturellen Konsequenzen für die regionale Vertretung, die lokale Expertise sowie den direkten Zugang der Antragstellenden bleiben jedoch völlig ungeklärt.

Auch die Schätzung von „rund sieben Vollzeitstellen“ (Abschnitt 5.2) entbehrt jeglicher methodischer Grundlage oder nachvollziehbarer Datenquellen. Vor der weiteren parlamentarischen Beratung ist hier zwingend eine empirisch fundierte Regulierungsfolgenabschätzung erforderlich.

Schliesslich bleibt die Behauptung in Abschnitt 5.5, die Vorlage wirke sich positiv auf das Tierwohl aus, gänzlich unbewiesen. Ein klarer Nachweis für den tatsächlichen

Tierschutzbesserungseffekt fehlt – insbesondere mit Blick auf die Einführung von Fachsekretariaten, Projektzusammenfassungen und Präregistrierungen.

Fazit / Gesamteinschätzung: Annahme, Revision, grundsätzliche Überarbeitung, Abweisung

Gesamteinschätzung: Annahme mit Revision.

Was unterstützt wird: 3R-Förderung (Art. 22, nach Konsolidierung), Datenbasierte Steuerung (Art. 20b, mit Präzisierung), Stärkung der Tierversuchskommissionen (Art. 34).

Was angepasst werden muss: Definitionen (Art. 3 Bst. b und d), Transparenzregelungen (Art. 20a Abs. 1 und Abs. 2), Fachsekretariate (Art. 18 Abs. 3 und Art. 33a, vollständige Streichung), Datenzugriffe (Art. 20c Abs. 3 und 4), Delegationsnormen (Art. 33a Abs. 4, Art. 34 Abs. 3).

II. Bemerkungen zu den einzelnen Änderungen

Vorgeschlagene Änderungen Tierschutzgesetz (TSchG)

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
Art. 3	Begriffe	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Die Verankerung der 3R-Prinzipien sowie die zeitgemässe Präzisierung des Tierwohls werden ausdrücklich begrüsst. Beide Bestimmungen bedürfen jedoch einer fundierten wissenschaftlichen Schärfung.
Lit. b (Wohlergehen)	Grundsätzliche Überarbeitung	Der geltende Wortlaut von Art. 3 Bst. b TSchG ist primär leidzentriert formuliert. Der aktuelle Erkenntnisstand der Tierwohlforschung (Boissy et al. 2007, Mellor 2016, Turner 2019, Rault et al. 2025) erweitert dieses Konzept jedoch entscheidend: Tierwohl definiert sich demnach nicht mehr nur durch die Vermeidung von Leiden, sondern schliesst positive mentale Zustände und zielgerichtetes Verhalten explizit mit ein. Empfehlung: Ziffer 2 sollte minimal-invasiv um den Aspekt positiver Erfahrungen sowie um eine aktive Förderkomponente erweitert werden. Änderungsvorschlag: «...das artgemässe Verhalten einschliesslich positiver Erfahrungen innerhalb der biologischen Anpassungsfähigkeit ermöglicht und gefördert wird.»
Lit. d (3R)	Grundsätzliche Überarbeitung	Die gesetzliche Verankerung der 3R-Prinzipien im Tierversuchsbereich und in der Tierhaltung wird ausdrücklich

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>begrüssst. Die vorgeschlagene Definition bildet jedoch das aktuelle Verständnis der wissenschaftlichen Fachwelt nicht adäquat ab:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Reduction bezieht sich gemäss Russell und Burch (1959) primär auf die Minimierung der Tierzahl innerhalb eines einzelnen Experiments sowie auf die Maximierung des Erkenntnisgewinns bei gleichbleibender Tieranzahl. • Refinement umfasst nach Turner (2019) und dem Swiss 3R Competence Centre (3RCC) neben der reinen Leidensminimierung auch die aktive Förderung des Tierwohls einschliesslich positiver Erfahrungen. <p>Empfehlung: Es wird die Übernahme der offiziellen 3RCC-Definition empfohlen.</p> <p>Änderungsvorschlag: «3R: Prinzipien, welche das Ersetzen des Einsatzes von Tieren durch tierfreie Methoden (Replacement), die Gewinnung vergleichbarer Informationsmengen mit weniger Tieren oder zusätzlicher Informationen aus derselben Anzahl von Tieren (Reduction) sowie die Linderung oder Minimierung potenzieller Schmerzen, Leiden und Stress und die Förderung des Wohlergehens der Tiere (Refinement) in der Forschung mit Tieren fordern.»</p>
Art. 18	Bewilligungspflicht	
Insgesamt	Ablehnung	Die Einführung der Fachsekretariate als verbindliche Prüfinstanz wird abgelehnt. Begründung siehe Art. 33a.
Abs. 3	Ablehnung	Im Sinne des Minderheitsantrags zu streichen. Die Bewilligungsgesuche werden weiterhin durch die zuständige kantonale Behörde der kantonalen Kommission für Tierversuche unterbreitet.
Art. 20a	Information der Öffentlichkeit	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Das Ziel, die Transparenz im Bereich der Tierversuche zu erhöhen, wird ausdrücklich begrüsst. Die Einführung einer nichttechnischen

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Projektzusammenfassung (NTP) entspricht einem seit 2013 etablierten Standard in der Europäischen Union (Richtlinie 2010/63/EU Art. 43). Der Verzicht auf dieses Instrument würde zu einer weiteren Isolation der Schweiz vom europäischen Forschungsraum führen. Für eine sachgerechte Umsetzung sind jedoch flankierende Schutzvorkehrungen für Forschungs- und Geschäftsgeheimnisse unabdingbar. Zudem sollte auf die Einführung einer zwingenden Präregistrierung verzichtet werden.</p> <p>Änderungsvorschlag: «Der Bund fördert die Transparenz in der Forschung mit Tieren.»</p>
Abs. 1	Ablehnung Präregistrierung	<p>Die Einführung einer nichttechnischen Projektzusammenfassung (NTP) wird ausdrücklich begrüsst. Abgelehnt wird hingegen eine obligatorische Präregistrierung als Voraussetzung für die Bewilligung oder Durchführung von Projekten; der entsprechende Passus im erläuternden Bericht ist folglich zu streichen.</p> <p>Für einen konkreten Tierschutznutzen durch eine solche Verpflichtung fehlt jegliche empirische Evidenz. Eine schweizweite Befragung von Studienleitenden (Priboi et al. 2025, bioRxiv) verdeutlicht, dass die damit verbundene Bürokratie und der erhebliche Zeitaufwand als hochgradig problematisch wahrgenommen werden. Eigene Erfahrungen unseren Mitgliedern bestätigen dies: Testweise durchgeführte Präregistrierungen wurden wieder eingestellt, da sie lediglich zu einer Duplizierung interner Dokumentationspflichten führten, ohne messbare positive Effekte oder qualitative Verbesserungen zu generieren. Erfahrungen aus dem Bereich klinischer Studien am Menschen zeigen zudem, dass eine Registrierungspflicht den Publikationsbias zwar dämpfen, aber keineswegs eliminieren kann. Studien mit positiven Ergebnissen weisen nach wie vor eine 2,69-fach höhere Chance auf Veröffentlichung auf als Studien mit negativen Befunden oder Null-Ergebnissen (Odds Ratio 2,69; 95%-</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Konfidenzintervall 2,02 bis 3,60; Showell et al. 2024, Cochrane). Die Registrierung schafft zwar Sichtbarkeit für die Durchführung einer Studie, garantiert jedoch nicht deren vollständige Publikation.</p> <p>Selbst nach erfolgter Präregistrierung bleiben Studienergebnisse der Öffentlichkeit oft ganz oder teilweise vorenthalten. So dokumentieren DeVito et al. (2020) in einer systematischen Auswertung von <i>ClinicalTrials.gov</i>, dass nur rund 40 % der nach dem <i>FDA Amendments Act 2007</i> meldepflichtigen Studien ihre Ergebnisse fristgerecht im Register publizierten. Auch das sogenannte <i>Outcome Switching</i> – die nachträgliche, nicht deklarierte Veränderung des primären Endpunkts zwischen Studienprotokoll und Publikation – wird durch die Registrierung nicht verhindert: Mathieu et al. (2009) wiesen einen solchen Endpunktwechsel bei 31 % der untersuchten Studien nach. Das COMPare-Projekt (Goldacre et al. 2019) dokumentierte bei 67 prospektiv überwachten Studien insgesamt 354 unberücksichtigte <i>Outcome</i>-Wechsel, und Dwan et al. (2013) bestätigten die strukturelle Persistenz dieses <i>Outcome Reporting Bias</i> über mehrere Forschungsfelder hinweg.</p> <p>Darüber hinaus ist die akademische Grundlagenforschung von Natur aus explorativ und adaptiv geprägt. Solche dynamischen Prozesse lassen sich durch starre Präregistrierungen kaum sinnvoll abbilden. Bereits heute besteht auf freiwilliger Basis die Möglichkeit, öffentliche Plattformen für die Registrierung zu nutzen.</p> <p>Empfehlung: Einführung von NTPs bei gleichzeitiger Beibehaltung des bewährten, freiwilligen Regimes (z. B. über <i>preclinicaltrials.eu</i> oder das Animal Study Registry des BfR). Der erläuternde Bericht ist in diesem Sinne zu korrigieren.</p>
Abs. 2 (NTP)	Zustimmung mit Vorbehalten	Die Veröffentlichung der nichttechnischen Projektzusammenfassung (NTP) nach erfolgter Bewilligung wird beibehalten. Um eine praxisnahe und europakompatible Umsetzung zu gewährleisten, sind jedoch drei gezielte Anpassungen erforderlich:

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="826 248 1351 719"> <p>• Anpassung (a) – Buchstabe e: Der Begriff «erwarteter Nutzen» ist durch «erwarteter Kenntniskennntnisgewinn» zu ersetzen.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="922 383 1351 719"> <p>○ <i>Begründung:</i> Die akademische Grundlagenforschung dient primär dem wissenschaftlichen Erkenntnisgewinn und nicht zwingend einem unmittelbaren, direkt nachweisbaren Anwendungsnutzen.</p> <li data-bbox="826 752 1351 1122"> <p>• Anpassung (b) – Buchstaben f und g: Diese beiden Bestimmungen sind zu fusionieren. Der zweite Satzteil von Buchstabe f (belastungsmindernde Massnahmen) wird inhaltlich bereits vollständig durch die 3R-Massnahmen in Buchstabe g abgedeckt. Eine Zusammenlegung vermeidet gesetzliche Redundanzen.</p> <li data-bbox="826 1155 1351 1626"> <p>• Anpassung (c) – Schutzklausel: Es ist eine explizite Schutzklausel analog zu § 41 Abs. 2 der deutschen Tierschutzversuchstierverordnung (TierSchVersV) aufzunehmen. Diese muss sicherstellen, dass keine einrichtungs- oder personenbezogenen Daten veröffentlicht werden und dass der Schutz des geistigen Eigentums sowie von Betriebs- und Geschäftsgeheimnissen strikt gewahrt bleibt.</p> <p data-bbox="778 1659 1351 1901">Vorschlag zur Veröffentlichungsfrist: Die Publikation der NTP sollte spätestens sechs Monate nach der Bewilligungserteilung erfolgen, um eine Harmonisierung mit dem europäischen Standard (gemäss Art. 43 Abs. 1 der EU-Richtlinie 2010/63/EU) zu wahren.</p>
Abs. 3 (retrospektive Ergänzung)	Zustimmung	Die Ausweitung der retrospektiven Ergänzung auf sämtliche Tierversuche geht über den geltenden EU-Standard hinaus – welcher diese nur für den

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Schweregrad «schwer» sowie für nichthumane Primaten vorsieht – und wird unterstützt. Da die entsprechenden Daten ohnehin bereits im System Animex-ch erfasst und regelmässig für Folgeanträge aufgearbeitet werden, ist der administrative Mehraufwand pro Projekt als gering einzustufen.</p> <p>Empfehlung: Die Bestimmung ist um eine klare Veröffentlichungsfrist zu ergänzen. Die Einreichung bzw. Aufschaltung sollte spätestens sechs Monate nach Beendigung des Tierversuchs erfolgen.</p>
Abs. 4 und 5	Keine Stellungnahme	Folgeregelungen auf Verordnungsebene; keine inhaltlichen Bemerkungen.
Art. 20b	Zweck und Inhalt	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Der Aufbau eines Informationssystems wird unterstützt. Präzisierungen sind in Abs. 3 erforderlich.
Abs. 1	Keine Stellungnahme	Keine inhaltlichen Bemerkungen.
Abs. 3 (Auswertung)	Zustimmung mit Vorbehalten	<p>Die Beauftragung Dritter mit Datenauswertungen ist an eine klare und rechtssichere datenschutzrechtliche Grundlage zu binden. Hierbei findet das revidierte Datenschutzgesetz (revDSG; SR 235.1) respektive das jeweils einschlägige kantonale Datenschutzrecht für kantonale Stellen Anwendung.</p> <p>Empfehlung: Es wird eine präzise Verankerung auf Gesetzes- oder Verordnungsstufe gefordert. Diese muss folgende Elemente zwingend beinhalten:</p> <ul style="list-style-type: none"> • einen expliziten Verweis auf das revDSG; • den Abschluss eines rechtlich bindenden Auftragsbearbeitungsvertrags gemäss Art. 9 revDSG; • die Durchführung einer Datenschutz-Folgenabschätzung (DSFA) nach Art. 22 revDSG; • eine abschliessende und transparente Definition der Kategorien zulässiger «kompetenter Stellen». <p>Anmerkung zum erläuternden Bericht (Abschnitt 4 zu Art. 20b Abs. 3, S. 9): Der Bericht nennt das Swiss 3R Competence Centre (3RCC) ausdrücklich</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>als potenziellen Partner für Datenanalysen und verweist auf dessen Mandat als Forschungseinrichtung von nationaler Bedeutung gemäss Art. 15 FIGG. Da das 3RCC jedoch gleichzeitig ein Fördermandat innehat, ergeben sich hieraus potenzielle Interessenkonflikte zwischen der Vergabetätigkeit von Fördermitteln und dem Zugriff auf sowie der Analyse von sensiblen Projektdaten. Diese Problematik ist im Vorentwurf zwingend zu adressieren. Es bedarf einer strikten institutionellen Trennung der beiden Funktionen oder eines dokumentierten, transparenten Prozesses zum Umgang mit Interessenkonflikten (<i>Conflict-of-Interest-Management</i>).</p>
Art. 20c	Zugriffsrechte	
Insgesamt	Ablehnung	<p>Die Erweiterung des Zugriffskreises auf Bewilligungsgesuche über die Kantonsgrenzen hinweg ist in der vorliegenden Form dezidiert abzulehnen. Präzedenzfälle für kantonsübergreifende Abrufverfahren existieren im Schweizer Recht zwar (wie z. B. RIPOL oder POLAP), diese sind jedoch ausnahmslos an eine spezifische formell-gesetzliche Grundlage, klar definierte Zugriffsrollen, eine lückenlose Protokollierung sowie eine strenge Aufsicht gebunden.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Der erläuternde Bericht behauptet in Abschnitt 6.7 (Datenschutz), es seien «weder die Bearbeitung von neuen Personendaten noch andere Massnahmen nötig, die Auswirkungen auf den Datenschutz haben könnten». Diese Feststellung steht in direktem Widerspruch zu den vorgeschlagenen Bestimmungen in Art. 20c Abs. 3 (Einführung eines neuen kantonsübergreifenden Abrufverfahrens) und Abs. 4 (erhebliche Ausweitung der Zugriffsrechte auf Dritte). Zudem wird eine nach Art. 22 revDSG zwingend erforderliche Datenschutz-Folgenabschätzung (DSFA) im gesamten Bericht mit keinem Wort thematisiert. Diese fundamentale innere Inkonsistenz der Vorlage ist zwingend bereinzigen.</p>
Abs. 1	Keine Stellungnahme	Sofern Fachsekretariate gestrichen werden, fällt Bst. b dahin.

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
Abs. 3 (Abrufverfahren)	Ablehnung	<p>Die vorgeschlagene Vorlage sieht eine massive Erweiterung des Personenkreises vor, der Einsicht in sensible Tierversuchsgesuche erhalte – einschliesslich des Zugriffs auf geschützte Forschungs- und Geschäftsgeheimnisse. Dies wird abgelehnt. Das angestrebte Ziel einer einheitlichen Vollzugspraxis lässt sich mit deutlich milderem, aber ebenso effektiven Mitteln erreichen. Die aktuelle Formulierung verletzt somit das verfassungsrechtliche Verhältnismässigkeitsprinzip nach Art. 5 Abs. 2 BV.</p> <p>Empfehlung: Der unbeschränkte Zugriff auf Rohgesuche ist zu streichen. Stattdessen sind folgende datenschutzkonforme und verhältnismässige Alternativen vorzusehen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Einsetzung einer interkantonalen Harmonisierungskommission mit rein beratender Funktion zur Angleichung der Vollzugspraxis. • Aufbau einer anonymisierten Entscheid- und Begründungsdatenbank, die einen fachlichen Austausch ermöglicht, ohne Betriebsgeheimnisse oder geschützte Forschungsansätze zu gefährden.
Abs. 4 (Ausweitung Zugriff)	Ablehnung	<p>Die vorgeschlagene Bestimmung stellt eine verfassungsrechtlich unzulässige, unbestimmte Delegationsnorm dar, da sie jegliche gesetzliche Eingrenzung von Gegenstand, Zweck oder flankierenden Schutzvorkehrungen vermissen lässt. Eine derart offene Kompetenzübertragung ist mit dem Bestimmtheitsgebot und dem Legalitätsprinzip gemäss Art. 164 in Verbindung mit Art. 182 BV sowie mit dem Verhältnismässigkeitsprinzip nach Art. 5 Abs. 2 BV nicht vereinbar.</p> <p>Empfehlung: Die Delegationsnorm ist ersatzlos zu streichen. Sollte an der Bestimmung festgehalten werden, sind die wesentlichen Leitplanken zwingend auf Gesetzesstufe (und nicht erst auf Verordnungsebene) zu verankern. Dies umfasst:</p> <ul style="list-style-type: none"> • eine abschliessende Definition der Kategorien zulässiger Stellen;

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<ul style="list-style-type: none"> • eine strikte gesetzliche Zweckbindung; • eine präzise Festlegung der bearbeitbaren Datenkategorien; • die Pflicht zum Abschluss eines datenschutzkonformen Auftragsbearbeitungsvertrags; • das Erfordernis einer Datenschutz-Folgenabschätzung (DSFA); • eine lückenlose Protokollierungspflicht sämtlicher Datenzugriffe.
Art. 22	Forschung	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Die 3R-Förderung durch den Bund wird begrüsst. Die Aufteilung in drei Absätze ist gesetzestechnisch redundant.
Abs. 2, 3 und 4	Grundsätzliche Überarbeitung	<p>Es wird vorgeschlagen, die bisherigen drei Absätze zu einem einzigen, konsolidierten Absatz zusammenzuführen. Dieser erfasst sämtliche substanziellen Elemente – namentlich die Erforschung, Entwicklung, Validierung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden, die entsprechenden 3R-Strukturen und -Infrastrukturen sowie die Lehre und Ausbildung – lückenlos und systematisch an einer Stelle.</p> <p>Änderungsvorschlag: Abs. 2 (neu): «Der Bund fördert in Zusammenarbeit mit Hochschulen und Industrie sowie in nationaler und internationaler Kooperation insbesondere die Erforschung, Entwicklung, Validierung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden sowie die dafür erforderlichen 3R-Strukturen, 3R-Infrastrukturen und die Lehre und Ausbildung im Bereich 3R.» <i>Die Absätze 3 und 4 entfallen.</i></p>
Art. 33a	Fachsekretariat für Tierversuche	
Insgesamt	Ablehnung	<p>Die Bestimmung ist im Sinne des Minderheitsantrags ersatzlos zu streichen. Die im Vorentwurf vorgesehene Hauptfunktion – eine vorgelagerte, separierte Prüfung der Unerlässlichkeit – ist weder legislativ zulässig noch wissenschaftlich-epistemisch möglich.</p> <p>1. Legistische Begründung Das verfassungsrechtliche Verhältnismässigkeitsprinzip (Art. 5 Abs. 2</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>und Art. 36 Abs. 3 BV) bildet einen einheitlichen, relationalen Beurteilungsmassstab. Die Subkriterien (Eignung, Erforderlichkeit und Angemessenheit bzw. Güterabwägung) sind methodische Leitlinien einer Gesamtbeurteilung und keine isolierbaren, eigenständigen materiellen Werte (vgl. Rütsche 2020). Eine organisatorische Aufteilung dieses Prozesses zwischen einem Fachsekretariat und der Kommission zerlegt den integralen Prüfvorgang in unzulässiger Weise.</p> <p>2. Wissenschaftliche Begründung Die Kriterien Eignung (Validität des Modells), Erforderlichkeit (3R-Prinzipien) und Güterabwägung sind untrennbar miteinander verschränkt. So ist beispielsweise die <i>Reduction</i> mathematisch direkt an die interne Validität gekoppelt, während <i>Refinement</i>-Massnahmen das <i>Outcome</i> und damit die Validität des gesamten Versuchs modulieren. Da all diese Dimensionen irreduzibel indeterministisch sind (Matsushita et al. 2026, in Vorbereitung), erweist sich die angestrebte sequenzielle „Gate-Architektur“ als strukturell inadäquat.</p> <p>3. Organisatorisch-praktische Begründung</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bürokratisierung und Kompetenzkonflikte: Die Schaffung von Fachsekretariaten führt eine zusätzliche administrative Ebene ohne erkennbaren Mehrwert ein, verlängert die Bearbeitungsdauer und entwertet die Arbeit der kantonalen Tierversuchskommissionen. Da diese für die abschliessende Güterabwägung zwingend auch die instrumentelle Unerlässlichkeit beurteilen müssen, führt eine vorgelagerte Aufspaltung zwangsläufig zu Doppelspurigkeiten und Kompetenzkonflikten. • Verlust lokaler Expertise: Die kantonalen Kommissionen verfügen durch ihre Vor-Ort-Kontrollen über direkte Kenntnisse der lokalen Gegebenheiten

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>(Forschungsgruppen, Haltungsbedingungen, gelebte Tierschutzkultur). Diese essenzielle Praxisnähe kann durch eine rein administrative, stärker zentralisierte Vorprüfung nicht gleichwertig ersetzt werden.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mangelnde Machbarkeit der Expertise: Angesichts der enormen Bandbreite der betroffenen Fachbereiche – von der Biomedizin und Wildtierforschung über Ökotoxikologie, Ethologie bis hin zur Agronomie – ist es unrealistisch, dass ein kleines Fachsekretariat diese Expertise fundiert abbilden kann. Zudem bleibt die Zusammensetzung, personelle Dimensionierung und die Kostenfolge für die Kantone völlig ungeklärt. <p>Empfehlung: Streichung von Art. 33a <i>in toto</i>. Die Harmonisierung der Vollzugspraxis ist stattdessen über eine interkantonale Harmonisierungskommission mit rein beratender Funktion anzustreben. Die Prüfung der Unerlässlichkeit muss integral bei den kantonalen Kommissionen (Art. 34) verbleiben.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Der Erläuternde Bericht (Übersicht und Abschnitt 4 zu Art. 33a) bezeichnet das Vorgehen ausdrücklich als «sequentielle Prüfung» durch Fachsekretariat und Tierversuchskommission. Genau diese sequenzielle Architektur ist wissenschaftlich und legislativ untragbar. Der Bericht (Abschnitt 4 zu Art. 33a Abs. 4, S. 13) nennt zudem ausdrücklich die «Bearbeitungsfrist der Gesuche» als möglichen Inhalt einer bundesrätlichen Verordnung. Eine Verkürzung der Bearbeitungszeiten ist anzustreben. Eine starre gesetzliche Frist ist eine Möglichkeit; Falls Fristen verankert werden, sind Umgehungsmaßnahmen auszuschliessen (Zurückweisung, Ablehnungsdrohung mit Rückzug, Stoppen der Frist durch zweckwidrige Rückfragen; Beispiele aus Deutschland und dem Kanton Zürich sind hinreichend</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		dokumentiert); die Verkürzung sollte besser über Ressourcenausbau und Bürokratieabbau erfolgen.
Abs. 1, 2, 3 und 4	Ablehnung	<p>Streichung im Sinne des Minderheitsantrags. Insbesondere Absatz 4 stellt eine verfassungsrechtlich unzulässige, unbestimmte Delegationsnorm dar. Die Bestimmung lässt jegliche materielle Eingrenzung von Gegenstand, Zweck, Inhalt oder Umfang der zu übertragenden Kompetenzen vermissen. Eine derart weitreichende und konturlose Kompetenzübertragung verletzt das verfassungsrechtliche Legalitätsprinzip und das Bestimmtheitsgebot gemäss Art. 164 in Verbindung mit Art. 182 BV.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Der erläuternde Bericht versucht in Abschnitt 6.6, diese Delegation lediglich mit dem formellen Argument zu rechtfertigen, sie sei «in der BV nicht ausgeschlossen». Damit verkennt die Vorlage die materiellen verfassungsrechtlichen Kernanforderungen grundlegend: Das Verbot des Ausschlusses ist kein Freipass für Blankodelegationen. Die zwingend erforderliche Prüfung, ob die Delegation die verfassungsrechtlichen Schranken der hinreichenden Bestimmtheit (Art. 164 i.V.m. Art. 182 BV) einhält, fehlt im Bericht gänzlich. Diese eklatante argumentative Lücke unterstreicht die Notwendigkeit der Streichung.</p> <p>Die Rechtsetzung in wesentlichen Fragen obliegt in unserer Demokratie der Legislative. Grundlegende Weichenstellungen und Einschnitte dürfen nicht in dieser Unbestimmtheit an die Exekutive delegiert werden. Wesentliche Bestimmungen sind zwingend in Form eines formellen Bundesgesetzes zu erlassen.</p>
Art. 34	Kantonale Kommission für Tierversuche	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Die angestrebte Stärkung der kantonalen Tierversuchskommissionen wird grundsätzlich begrüsst. Um jedoch gravierende unbeabsichtigte Strukturrisiken zu vermeiden, sind gezielte

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>gesetzliche Anpassungen sowie eine umfassende Regulierungfolgenabschätzung zwingend erforderlich.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Der Erläuternde Bericht hält in Abschnitt 5.2 fest, dass kleine Kantone ihre Tierversuchskommissionen voraussichtlich abschaffen werden, weil die Anforderungen steigen. Die strukturellen Folgen für die regionale Vertretung, die lokale Expertise, die Verfügbarkeit von Sachkenntnis und den Zugang der Antragstellenden sind im Bericht jedoch nicht abgeschätzt. Eine solche Folgenabschätzung ist zwingend erforderlich. Gesetzliche Anforderungen bewusst so zu gestalten, dass kleine Kantone sie nicht mehr erfüllen können, ist staatspolitisch und föderalistisch fragwürdig.</p>
Abs. 1 (Mindestzahl, Zusammensetzung)	Grundsätzliche Überarbeitung	<p>Die Mindestzahl von fünf Mitgliedern ist zu tief angesetzt. Eine fachlich breite Zusammensetzung, einzuhaltende Ausstandspflichten, Absenzen durch Ferien und Krankheit sowie die zusätzliche 3R-Anforderung verlangen eine Erhöhung auf mindestens sieben Mitglieder.</p> <p>Die im Vorentwurf genannten Kompetenzfelder lassen zudem die medizinische und patientenseitige Perspektive ausser Acht. Diese ist für die Beurteilung des Kenntniserwerbs und des gesellschaftlichen Nutzens jedoch unverzichtbar.</p> <p>Vorschlag Abs. 1 neu: «Die Kantone bestellen je eine aus mindestens sieben Fachleuten zusammengesetzte Kommission für Tierversuche, die von der Bewilligungsbehörde unabhängig ist und in der Kompetenzen zu 3R, Ethik, Forschen mit Tieren, medizinischer Praxis sowie Patientenvertreter und Tierschutzorganisationen angemessen vertreten sind. Mehrere Kantone können eine gemeinsame Kommission einsetzen.»</p>
Abs. 2 (Aufgabe)	Grundsätzliche Überarbeitung	Das Wort «insbesondere» ist zu streichen. Bei gleichzeitiger Streichung von Art. 33a prüft die Kommission die Kriterien

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Eignung, Erforderlichkeit und Güterabwägung vollintegriert.</p> <p>Vorschlag Abs. 2 neu: «Die Kommission prüft die Gesuche integriert bezüglich Eignung, Erforderlichkeit und Güterabwägung und stellt Antrag an die Bewilligungsbehörde. Sie wird für die Kontrolle der Versuchstierhaltung und der Durchführung der Versuche beigezogen. Die Kantone können ihr weitere Aufgaben übertragen.»</p>
Abs. 2a (neu, Mehrheitsrekursrecht)	Zustimmung	<p>Es wird die Aufnahme eines Mehrheitsrekursrechts für alle Tierversuchskommissionen gefordert. Dies stellt national eine einheitliche Regelung sicher und verhindert eine Zersplitterung durch unterschiedliche kantonale Minderheitsbeschwerderechte.</p> <p>Vorschlag Abs. 2a neu: «Eine Kommissionsmehrheit kann gegen einen Entscheid der Bewilligungsbehörde die Rechtsmittel ergreifen.»</p>
Abs. 3 (Delegation Bundesrat)	Ablehnung	<p>Es liegt eine unbestimmte Delegationsnorm ohne materielle Eingrenzung vor. Diese ist mit Art. 164 in Verbindung mit Art. 182 BV nicht vereinbar.</p> <p>Empfehlung: Die Bestimmung ist zu streichen.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Abschnitt 6.6 des Erläuternden Berichts erklärt die Delegation an den Bundesrat ausschliesslich damit, dass sie «in der BV nicht ausgeschlossen» sei. Die Frage nach der hinreichenden Bestimmtheit (Art. 164 i.V.m. Art. 182 BV) wird jedoch nicht geprüft, obwohl genau dies das eigentliche verfassungsrechtliche Erfordernis darstellt. Die fehlende Begründung im Bericht stützt somit den Streichungsantrag.</p>

Literaturverzeichnis

Matsushita et al.. (2026, in Vorbereitung): Why sequential harm-benefit analysis is structurally impossible: indeterminacy, dimensional interlocking, and the case for integrated evaluation.

Boissy A, Manteuffel G, Jensen MB et al. (2007): Assessment of positive emotions in animals to improve their welfare. *Physiology & Behavior* 92(3), 375-397.
<https://doi.org/10.1016/j.physbeh.2007.02.003>

Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV), SR 101.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/1999/404/de>

Bundesgesetz über den Datenschutz (revDSG), SR 235.1.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2022/491/de>

Bundesgesetz über den Tierschutz (TSchG), SR 455.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2008/414/de>

Bundesgesetz über die Forschung am Menschen (HFG), SR 810.30.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2013/617/de>

Claesen A, Gomes SLBT, Tuerlinckx F, Vanpaemel W (2021): *Royal Society Open Science* 8(10), 211037. <https://doi.org/10.1098/rsos.211037>

DeVito NJ, Bacon S, Goldacre B (2020): *The Lancet* 395(10221), 361-369.
[https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(19\)33220-9](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(19)33220-9)

Dwan K, Gamble C, Williamson PR, Kirkham JJ (2013): *PLOS ONE* 8(7), e66844.
<https://doi.org/10.1371/journal.pone.0066844>

European Parliament and Council (2010): Directive 2010/63/EU. <https://eur-lex.europa.eu/eli/dir/2010/63/oj/eng>

European Parliament and Council (2019): Regulation (EU) 2019/1010. <https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2019/1010/oj>

Goldacre B, Drysdale H, Dale A et al. (2019): *Trials* 20, 118. <https://doi.org/10.1186/s13063-019-3173-2>

Kaplan RM, Irvin VL (2015): *PLOS ONE* 10(8), e0132382.
<https://doi.org/10.1371/journal.pone.0132382>

Mathieu S, Boutron I, Moher D, Altman DG, Ravaud P (2009): *JAMA* 302(9), 977-984.
<https://doi.org/10.1001/jama.2009.1242>

Mellor DJ (2016): *Animals* 6(3), 21. <https://doi.org/10.3390/ani6030021>

Open Science Collaboration (2015): *Science* 349(6251), aac4716.
<https://doi.org/10.1126/science.aac4716>

Priboi C, Mayer B, Vergauwe E, Elger B, Würbel H (2025): bioRxiv Preprint.
<https://doi.org/10.1101/2025.11.07.687141>

Rault JL, Bateson M, Boissy A et al. (2025): *Biology Letters* 21(1).
<https://doi.org/10.1098/rsbl.2024.0382>

Rütsche B (2020): Verhältnismässigkeitsprinzip. In: Diggelmann O, Hertig Randall M, Schindler B (Hrsg.): *Verfassungsrecht der Schweiz*, Bd. II. Schulthess, Zürich, S. 1049 ff.

Russell WMS, Burch RL (1959): *The Principles of Humane Experimental Technique*. Methuen, London.

Scheel AM, Schijen MRMJ, Lakens D (2021): *Advances in Methods and Practices in Psychological Science* 4(2). <https://doi.org/10.1177/25152459211007467>

Showell MG, Cole S, Clarke MJ, DeVito NJ, Farquhar C, Jordan V (2024): *Cochrane Database of Systematic Reviews* 11, MR000011. <https://doi.org/10.1002/14651858.MR000011.pub3>

Swiss 3R Competence Centre (3RCC). <https://swiss3rcc.org/de/3rs-for-the-public>

Turner PV (2019): *ILAR Journal* 60(3), 366-372. <https://doi.org/10.1093/ilar/ilaa017>

van der Naald M, Chamuleau SAJ et al. (2022): *PLOS Biology* 19(9), e3001397.
<https://doi.org/10.1371/journal.pbio.3001397>

TierSchVersV Deutschland, §41.

BfR: AnimalTestInfo.

https://www.bf3r.de/de/nicht_technische_projektzusammenfassung__ntp____tierversuche_in_deutschland-279827.html

preclinicaltrials.eu. <https://www.preclinicaltrials.eu>

Animal Study Registry des BfR. <https://www.animalstudyregistry.org>



An: Kommission für Wissenschaft,
Bildung und Kultur CH-3003 Bern

Zürich, 23. Mai 2026

Stellungnahme zu 21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben

Die parlamentarische Initiative 21.426 «Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben» hat sich zum Ziel gesetzt, Transparenz zu Tierversuchen für die Öffentlichkeit zu erhöhen, den Bewilligungsprozess zu verbessern und zu beschleunigen und «3R-Forschung» (Replace, Reduce, Refine) zu fördern.

Als Netzwerk von Forschenden aus den Neurowissenschaften Zürich, die ihre Arbeit zum Teil mit Tierversuchen und unter steter Berücksichtigung der 3R-Prinzipien verfolgen, unterstützen wir prinzipiell die oben genannten Kernanliegen der Initiative.

Die Einführung einer nichttechnischen Projektzusammenfassung zu Projektbeginn (*Art 20a*), mit Update zum Projektende, ist aus unserer Sicht begrüssenswert.

Wir sehen aber in der Kommunikation dieser Initiative als essenziell an, dass Tierversuche nicht als «zu ersetzend» dargestellt werden, sondern im Gegenteil die **Notwendigkeit von Tierversuchen für die in unserer Gesellschaft als selbstverständlich wahrgenommene Qualität der Grundlagenwissenschaften und der medizinischen Versorgung anerkannt wird**. «Reduce» bezieht sich nicht auf das Reduzieren von Tierversuchen, sondern die sinnvolle Planung der geplanten Gruppengrössen – so dass sie wissenschaftliche Standards und statistische Mindestanforderungen erfüllen.

Konkret schlagen wir als Präambel unter *Art 20a* «*Information der Öffentlichkeit*» den unten fett unterlegten Satz vor:

¹Der Bund fördert Transparenz in der Forschung mit Tieren»

«Forschung mit Tieren ist derzeit für wissenschaftlichen und medizinischen Fortschritt in unserer Gesellschaft unerlässlich. Der Bund fördert Transparenz...»

Hiermit möchten wir Sie als politische Akteure bitten, die Notwendigkeit von Tierversuchen für unsere Gesellschaft – betrieben auf höchstem Niveau was Qualität und Minimierung der Belastung für Versuchstiere angeht – für wissenschaftlichen Erkenntnisgewinn und für am Standort Schweiz entwickelte neue Therapieansätze zu verankern.



Des Weiteren sind wir besorgt, dass die Einführung von Fachsekretariaten ohne klare Darlegung derer Aufgaben und Ressourcen zu einer Verlangsamung und Behinderung guter Forschung führt.

Wir sind für die Streichung der Fachsekretariate (Art. 18 Abs. 3, Art. 33a), befürworten aber eine gründliche Erhebung der seitens Institutionen, Forschenden und gesellschaftlichen Stakeholdern vorhandenen Verbesserungsmöglichkeiten für die Bewilligungsverfahren, um diese in einem nächsten Schritt anzugehen.

Wir danken für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme und stehen für Rückfragen zur Verfügung.

Prof. Fridolf Helmchen
ZNZ Director

Dr. Wolfgang Knecht
ZNZ Managing Director

Prof. Susanne Wegener
ZNZ Board Member

From: Christian Stockmann
Sent: Fri, 22 May 2026 07:54:49 +0000
To: _BLV-Vernehmlassungen
Subject: Stellungnahme zur parlamentarischen Initiative 21.426 «Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben»

Sehr geehrte Damen und Herren

Als biomedizinisch tätiger Forscher an der Universität Zürich begrüsse ich ausdrücklich das Ziel der parlamentarischen Initiative 21.426, die 3R-Prinzipien – Replacement, Reduction und Refinement – in der Schweiz weiter zu stärken und Alternativen zu Tierversuchen gezielt zu fördern.

Die Förderung von 3R-Forschung, innovativen Alternativmethoden, geeigneter Infrastruktur, Core Facilities sowie Aus- und Weiterbildungsangeboten ist aus meiner Sicht ein zentraler und unterstützenswerter Schritt. Gerade in der translationalen biomedizinischen Forschung sind qualitativ hochwertige, wissenschaftlich validierte 3R-Methoden entscheidend, um Tierwohl, wissenschaftliche Aussagekraft und medizinischen Fortschritt bestmöglich miteinander zu verbinden.

Gleichzeitig möchte ich betonen, dass neue gesetzliche Vorgaben evidenzbasiert, verhältnismässig und praktikabel ausgestaltet sein müssen. Zusätzliche administrative Anforderungen ohne klar belegten Mehrwert für Tierwohl, 3R-Umsetzung oder wissenschaftliche Qualität sollten vermieden werden. Andernfalls besteht die Gefahr, dass Forschungsprojekte verzögert, Ressourcen von der eigentlichen Forschung abgezogen und der Forschungsstandort Schweiz geschwächt werden, ohne dass daraus ein tatsächlicher Nutzen für Tiere oder Patientinnen und Patienten entsteht.

1. Aufnahme und Präzisierung der 3R-Prinzipien

Die ausdrückliche Aufnahme der 3R-Prinzipien in das Tierschutzgesetz unterstütze ich. Die Definition sollte jedoch dem aktuellen wissenschaftlichen Verständnis entsprechen. Insbesondere sollte «Reduction» nicht als pauschale Senkung der Gesamtzahl von Tierversuchen verstanden werden, sondern als wissenschaftlich begründete Minimierung der Tierzahl bei gleichzeitiger Sicherstellung belastbarer Ergebnisse. «Refinement» sollte neben der Reduktion von Schmerzen, Leiden und Stress auch die aktive Förderung des Wohlergehens der Tiere umfassen.

2. Fachsekretariate

Die vorgeschlagene Einführung zusätzlicher Fachsekretariate lehne ich in der vorliegenden Form ab. Die Prüfung der wissenschaftlichen Notwendigkeit, der 3R-Aspekte und der Güterabwägung ist in der Praxis eng miteinander verbunden und sollte nicht künstlich in sequenzielle Prüfschritte aufgeteilt werden. Eine zusätzliche administrative Ebene birgt das Risiko von Doppelspurigkeiten, längeren Verfahren und unklaren Verantwortlichkeiten. Stattdessen sollten bestehende kantonale Strukturen gestärkt und ausreichend ressourciert werden.

3. Präregistrierung

Eine verpflichtende Präregistrierung als Voraussetzung für Tierversuchsbewilligungen lehne ich ab. Präregistrierung kann in bestimmten Kontexten sinnvoll sein und sollte freiwillig möglich bleiben. Für die explorative Grundlagenforschung ist eine starre Präregistrierung jedoch häufig nur eingeschränkt geeignet. Zudem ist bisher nicht ausreichend belegt, dass eine verpflichtende Präregistrierung im Bereich der Tierversuche einen direkten Beitrag zum Tierwohl oder zur Reduktion von Tierversuchen leistet.

4. Transparenz und Schutz wissenschaftlicher Interessen

Transparenz im Bereich der Forschung mit Tieren ist wichtig. Nicht-technische Projektzusammenfassungen können hierzu beitragen, sofern sie verständlich, sachlich und verhältnismässig ausgestaltet sind. Gleichzeitig müssen geistiges Eigentum, unveröffentlichte Forschungsideen, Geschäftsgeheimnisse sowie personen- und einrichtungsbezogene Daten zuverlässig geschützt werden. Eine Veröffentlichung vor Versuchsbeginn sollte vermieden werden.

5. Stärkung der kantonalen Tierversuchskommissionen

Die kantonalen Tierversuchskommissionen erfüllen eine zentrale Funktion in der Beurteilung von Tierversuchsgesuchen. Ihre fachliche Breite sollte gestärkt werden, insbesondere durch Kompetenzen in 3R, Ethik, Forschung mit Tieren, Biostatistik, medizinischer Relevanz und Tierschutz. Eine national einheitliche Regelung zum Mehrheitsrekursrecht erscheint sinnvoll, um eine ausgewogene und rechtsstaatlich klare Vollzugspraxis sicherzustellen.

6. Priorität: wirksame 3R-Förderung statt zusätzlicher Bürokratie

Aus meiner Sicht sollte der Schwerpunkt der Revision klar auf wirksamen Fördermassnahmen liegen: gezielte Finanzierung von 3R-Projekten, Unterstützung von Core Facilities, Validierung neuer Methoden, Ausbildung von Forschenden und langfristige institutionelle Verankerung von 3R-Kompetenz. Solche Massnahmen haben das Potenzial, Tierwohl und wissenschaftliche Qualität konkret zu verbessern.

Zusammenfassend unterstütze ich die Stärkung der 3R-Prinzipien und die gezielte Förderung von Alternativmethoden ausdrücklich. Ich empfehle jedoch, die Vorlage so zu überarbeiten, dass zusätzliche Bürokratie vermieden, bestehende Strukturen gestärkt und neue Massnahmen nur dort eingeführt werden, wo ein klarer, evidenzbasierter Mehrwert für Tierwohl, Wissenschaft und Gesellschaft besteht.

Freundliche Grüsse

Christian Stockmann

M.D. Associate Professor
Vice Dean for Preclinical Education at the Medical Faculty

University of Zurich
Institute of Anatomy
Winterthurerstrasse 190
CH-8057 Zurich
Switzerland

Building / Room: Y42 J 09
Tel.: +41 44 63 55300
E-mail: christian.stockmann@anatomy.uzh.ch

Web:

<http://www.anatomy.uzh.ch/en/research/stockmann.html>
<https://www.zurich-kidney.uzh.ch/en/members/Full-Members/chst.html>
<https://www.skintegritry.ch/stockmann>
<https://www.cabmm.uzh.ch/en/Membership2/MemberAppFields/RegMed/ChristianStockmann.html>
<https://www.usz.ch/en/department/comprehensive-cancer-center-zuerich/research/research-programs-groups/tumor-immunology-program/research-group-christian-stockmann/>

X: @StockmannLab (<https://x.com/StockmannLab>)

Bluesky: <https://bsky.app/profile/stockmannlab.bsky.social>

Directions: <http://www.anatomy.uzh.ch/en/aboutus/directions.html>

Office:

Kerstin Hollmann
Building / Room: Y42 J 04
Tel.: +41 44 635 54 20
E-mail: kerstin.hollmann@uzh.ch

You may receive emails from me outside of normal working hours. I do not expect a response from you outside of your own working pattern.

**Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur
CH-3003 Bern**

Elektronischer Versand an: vernehmlassungen@blv.admin.ch

Basel, 17. Juni 2026

Vernehmlassungsantwort zu Pa.Iv. Christ 21.426 Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident
Sehr geehrte Damen und Herren

Für gesamtschweizerische Dachverbände der Wirtschaft und interessierte Kreise besteht die Möglichkeit, sich im Rahmen der parlamentarischen Vernehmlassung 2026/9 zur parlamentarische Initiative 21.426 Christ «Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben» zu äussern. Dankend nimmt Interpharma diese Möglichkeit wahr.

Interpharma begrüsst das Ziel der parlamentarischen Initiative, fordert aber, dass administrativer Aufwand und Bürokratie möglichst gering gehalten werden.

Das 3R-Prinzip (Replace, Reduce, Refine) ist ein zentrales Anliegen der forschenden Pharmaindustrie und wird seit Jahren aktiv unterstützt; mit dem klaren Ziel, Tierversuche dort zu ersetzen, wo wissenschaftlich anerkannte Alternativen existieren, und sie dort zu reduzieren bzw. zu verfeinern, wo sie weiterhin notwendig sind. Vor diesem Hintergrund unterstützt Interpharma die gesetzliche Verankerung der Förderung der Validierung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden. Gleichzeitig ist bei der Umsetzung darauf zu achten, dass Massnahmen tatsächlich zu einem Mehrwert für den Tierschutz führen und nicht primär zusätzliche Bürokratie schaffen. Die Schweiz besitzt bereits heute eine der strengsten Tierschutzgesetzgebungen und steht als Forschungsstandort in einem intensiven internationalen Wettbewerb – auch innerhalb globaler Unternehmensstrukturen. Um diese Vorreiterrolle der Schweiz im Tierschutz gepaart mit wissenschaftlicher Exzellenz zu sichern, braucht es Rahmenbedingungen, die 3R wirksam fördern und zugleich die Forschungs- und Innovationsfähigkeit stärken. Um die internationale Wettbewerbsfähigkeit sicherzustellen, fordert Interpharma eine verbindliche Bewilligungsfrist von maximal zwei Monaten ab Prüfung der Vollständigkeit des Gesuchs sowie die Einführung einer Bewilligungsfiktion (Gesuche gelten als bewilligt, wenn innerhalb der Frist kein Entscheid ergeht).

Zentrale Anforderungen an die Umsetzung der Pa. Iv. Christ

Bei der Umsetzung der parlamentarischen Initiative Christ «Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben» sind aus Sicht von Interpharma insbesondere folgende Punkte zwingend zu berücksichtigen:

Förderung der Validierung, Anerkennung und Anwendung der 3R-Methoden gesetzlich verankern

[TschG Art. 22; TschG Art. 3d, siehe auch Tabelle unten]

Interpharma unterstützt den Vorschlag der WBK-N für TschG Art.22 und Art. 3d vollumfänglich, da er:

- Die Förderung sowie den Ausbau von Ressourcen und Anreizen für das 3R-Prinzip gesetzlich verankert.
- Einen Fokus auf die Validierung der 3R-Methoden setzt. Heute fehlt es in der Praxis oft an Anreizen, neue 3R-Alternativen zu validieren und in die breite Anwendung zu überführen. Damit 3R-Methoden tatsächlich das Tierwohl verbessern und Versuche reduzieren sowie ersetzen können, braucht es eine gezielte Förderung von Validierung, Weiterentwicklung und Implementierung.
- Die Förderung explizit aller 3R-Methoden festhält und nicht ein «R» gegenüber den anderen bevorzugt.
- Für eine wirksame Umsetzung ist entscheidend, dass die gesetzlich verankerte Förderung auch mit ausreichenden finanziellen und strukturellen Ressourcen hinterlegt wird. Nur so kann sichergestellt werden, dass Validierung, Weiterentwicklung und breite Anwendung von 3R-Methoden effektiv vorangetrieben werden.

Einführung von Bewilligungsfristen zur Sicherstellung der internationalen Wettbewerbsfähigkeit

[als Ergänzung von TschG Art. 18 Abs. 3 aufzunehmen, siehe auch Tabelle unten]

- Verbindliche Fristen schaffen Planungssicherheit und sichern Wettbewerbsfähigkeit: Es ist eine klare Rechtsgrundlage einzuführen, wonach der Bewilligungsentscheid ab Prüfung der Vollständigkeit des Tierversuchsgesuchs spätestens nach zwei Monaten vorliegen muss.
- Um die Einhaltung der Fristen sicherzustellen und unnötige Verzögerungen zu vermeiden, ist eine Bewilligungsfiktion vorzusehen: Erfolgt innert Frist keine Entscheidung, gilt das Gesuch als bewilligt. Die Frist wird dabei für den Zeitraum unterbrochen, in dem der Gesuchstellende zur Beantwortung von Rückfragen der zuständigen Behörde aufgefordert ist.
- Verbindliche Fristen stärken Effizienz und Planbarkeit, ohne die inhaltliche Prüfung zu schwächen – im Gegenteil: Sie setzen Anreize für klare Verantwortlichkeiten, stringente Abläufe und einen rechtsgleichen Vollzug.

Information der Öffentlichkeit

[TschG Art. 20a–c, siehe auch Tabelle unten]

- Interpharma kann den Wunsch nach mehr Transparenz für die Öffentlichkeit nachvollziehen. Transparenz kann einen Beitrag leisten, um Entwicklungen im Bereich 3R besser zu verstehen und evidenzbasiert zu fördern.
- Nichttechnische Projektzusammenfassung als pragmatische Ergänzung: Die Mitgliedsunternehmen der Interpharma sind bereit, die bereits nach geltendem Recht nach Beendigung eines Tierversuchs erforderlichen Angaben (TschG Art. 20a) durch eine nichttechnische Projektzusammenfassung zu ergänzen.
- Keine zusätzliche Publikationsbürokratie ohne Tierschutzmehrwert: Eine Veröffentlichung umfangreicher Daten bereits nach Bewilligung sowie eine weitergehende doppelte Datenpflege nach Beendigung des Versuchs wie im Vorentwurf vorgeschlagen, führt jedoch zu administrativem Mehraufwand, ohne das Tierwohl substantiell zu verbessern. Interpharma lehnt solche Ausweitungen daher ab und plädiert für eine zielgerichtete, schlanke Lösung.
- Interpharma begrüsst den ausdrücklichen Schutz von Daten sowie Geschäfts- und Forschungsgeheimnissen beim Betrieb des Informationssystems sowie die Auswertung der Daten zur Förderung von 3R unter den genannten Schutzvoraussetzungen gemäss dem Vorentwurf der WBK-N (TschG Art. 20b und c).

Einführung von Fachsekretariaten und Definition kantonaler Kommissionen für Tierversuche zwecks Effizienzsteigerung des Bewilligungsverfahrens

[TschG Art. 18 Abs. 3; TschG Art. 33a; TschG Art. 34, siehe auch Tabelle unten]

- Interpharma begrüsst die Bestrebungen, das Bewilligungsverfahren effizienter zu gestalten.
- Es besteht jedoch das Risiko, dass die Einführung von Fachsekretariaten (TschG Art. 18 Abs. 3; TschG Art. 33) sowie die engere Definition der Tierversuchskommissionen (TschG Art. 34) nicht zur gewünschten Effizienzsteigerung und damit zur dringend notwendigen Beschleunigung des Bewilligungsprozess führt.
- Die Aufgabenverteilung zwischen den Fachsekretariaten und den bestehenden Behörden werden im Vorentwurf der WBK-N nicht präzise genug definiert. Daher besteht die Gefahr, dass eine zusätzliche Instanz geschaffen wird, die Prozesse verlangsamt und Doppelspurigkeiten verstärkt.
- Interpharma lehnt daher den Vorschlag der Mehrheit sowie der Minderheit I (Kann-Formulierung) zur Einführung von Fachsekretariaten ab.
- Sollten Fachsekretariate dennoch eingeführt werden, fordert Interpharma, dass gleichzeitig eine Rechtsgrundlage für bindende Bewilligungsfristen gemäss obiger Ausführung geschaffen wird. Dadurch wird ein klarer Rahmen etabliert, der Planungssicherheit gewährleistet und das Risiko einer Verlangsamung des Prozesses eliminiert.

Übersichtstabelle Änderungen des Tierschutzgesetzes

Legende: **Einverstanden**, **Streichen**, **Ergänzungen**

Artikel	Vorentwurf WBK-N	Vorschlag Iph
Art. 3 d.	3R: Prinzipien, welche das Ersetzen (engl.: replacement), die Reduktion (engl.: reduction) und das Verbessern im Hinblick auf eine geringere Belastung (engl.: refinement) im Tierversuch fordern	Einverstanden
Art. 18 Abs. 3	³ Das Fachsekretariat unterbreitet Bewilligungsgesuche für Tierversuche nach Artikel 17 der kantonalen Kommission für Tierversuche.	³ streichen bzw. sofern daran festgehalten wird, braucht es zwingend eine Einführung von Bewilligungsfristen (vgl. unten Art. 18 Abs. ^{3bis} - ^{3quater})
Art. 18 Abs. 3 Neu		^{3 bis} <u>Bewilligungsgesuche gelten als formal vollständig, sofern die kantonale Fachbehörde nicht innerhalb von 10 Tagen nach Gesuchseinreichung oder Nachreichung von Unterlagen Einwände erhebt.</u> ^{3ter} <u>Formal vollständige Bewilligungsgesuche gelten als bewilligt, sofern die kantonale Fachbehörde nicht innert zwei Monaten einen Entscheid zum Bewilligungsgesuch getroffen hat.</u> ^{3quater} <u>Die Frist nach Absatz 3ter steht im Rahmen der Zeit still, die einer gesuchstellenden Person zur Beantwortung von Rückfragen angesetzt wurde.</u>
Art. 20a	¹ Der Bund fördert Transparenz in der Forschung mit Tieren. Er kann zu diesem Zweck ein öffentliches Register für bewilligte Tierversuche betreiben. ² Nach Bewilligung eines Tierversuchs veröffentlicht das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (BLV) eine nichttechnische Projektzusammenfassung mit folgenden Angaben: <ul style="list-style-type: none"> a. dem Titel und dem Fachgebiet; b. dem Versuchszweck; c. der Anzahl der einzusetzenden Tiere pro Tierart; 	¹ Einverstanden ² Nach Bewilligung Beendigung eines Tierversuchs veröffentlicht das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (BLV) eine nichttechnische Projektzusammenfassung mit folgenden Angaben: <ul style="list-style-type: none"> a. dem Titel und dem Fachgebiet; b. dem Versuchszweck - und Zielsetzung; c. der Anzahl der einzusetzenden-ingesetzten Tiere pro Tierart;

	<p>d. dem erwarteten Schweregrad der Belastung der Tiere;</p> <p>e. den Zielen des Versuchsvorhabens und dem erwarteten Nutzen;</p> <p>f. der zu erwartenden Belastungen und den belastungsmindernden Massnahmen;</p> <p>g. den vorgesehenen Massnahmen zur Umsetzung der 3R.</p> <p>³ Nach Beendigung eines Tierversuchs veröffentlicht das BLV in Form einer Ergänzung der nichttechnischen Projektzusammenfassung folgende Angaben:</p> <p>a. die Anzahl der eingesetzten Tiere pro Tierart;</p> <p>b. den Schweregrad der Belastung der Tiere.</p> <p>⁴ Der Bundesrat kann unter Berücksichtigung von überwiegenden schutzwürdigen privaten Interessen regeln, dass:</p> <p>a. weitere Informationen veröffentlicht werden;</p> <p>b. die veröffentlichte nichttechnische Projektzusammenfassung nach Durchführung eines Tierversuchs um dessen Ergebnisse ergänzt wird;</p> <p>c. Ausnahmen von der Veröffentlichungspflicht nach Absatz 2 vorgesehen werden.</p> <p>⁵ Er regelt den Detaillierungsgrad der Angaben, die die für einen Tierversuch verantwortlichen Personen liefern müssen. Er beachtet dabei überwiegende schutzwürdige private oder öffentliche Interessen.</p>	<p>d. dem erwarteten tatsächlichen Schweregrad der Belastung der Tiere;</p> <p>e. den Zielen Resultaten des Versuchsvorhabens und dem erwarteten erzielten Nutzen in Hinsicht auf die Zielsetzung;</p> <p>f. der zu erwartenden Belastungen und den belastungsmindernden Massnahmen den umgesetzten Massnahmen zur Umsetzung der 3R;</p> <p>g. den vorgesehenen Massnahmen zur Umsetzung der 3R.</p> <p>³ Streichen, weil Anpassung in Abs. 2 vorgeschlagen</p> <p>⁴ ...</p> <p>a. Einverstanden</p> <p>b. streichen, da hinfällig durch Anpassung in Abs. 2</p> <p>c. Einverstanden</p> <p>⁵ Einverstanden</p>
Art. 20b	¹ ... ein Informationssystem. Die Einhaltung des Datenschutzes sowie der Schutz der Geschäfts- und Forschungsgeheimnisse sind jederzeit gewährleistet.	¹ Einverstanden

	<p>³ Das BLV wertet die Daten aus dem Informationssystem aus, mit dem Zweck, Entwicklungen des Tierschutzes im Tierversuchsbereich zu erkennen. Es kann eine andere kompetente Stelle mit Auswertungen beauftragen, sofern geeignete technische und organisatorische Massnahmen zum Schutz von Personendaten und Geschäftsgeheimnissen getroffen werden.</p>	<p>³ Das BLV wertet die Daten aus dem Informationssystem aus, mit dem Zweck, Entwicklungen des Tierschutzes im Tierversuchsbereich zu erkennen. Es kann eine andere kompetente Stelle mit Auswertungen beauftragen, sofern geeignete technische und organisatorische Massnahmen zum Schutz von Personendaten und Geschäfts- sowie Forschungsgeheimnissen getroffen werden.</p>
Art. 20c	<p>¹ Die folgenden Personen dürfen im Rahmen ihrer gesetzlichen Aufgaben Personendaten, einschliesslich besonders schützenswerter Personendaten, bearbeiten und im Abrufverfahren auf diese Daten zugreifen:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des BLV, die Aufgaben im Zusammenhang mit der Oberaufsicht wahrnehmen, sowie im Rahmen von Artikel 20 b Absatz 3; b. die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der kantonalen Bewilligungsbehörden sowie der Fachsekretariate in ihrem Zuständigkeitsbereich; <p>³ Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Fachsekretariate können im Rahmen von Artikel 33 a Abs. 3 im Abrufverfahren Daten zu Bewilligungsgesuchen und -entscheidungen aus anderen Kantonen einsehen.</p> <p>⁴ Das BLV kann, wenn es zur Erfüllung seiner Aufgaben andere Stellen bezieht, die Zugriffsrechte auf diese Stellen ausweiten.</p>	<p>¹ ...</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Einverstanden b. Fachsekretariate streichen bzw. sofern daran festgehalten wird, braucht es zwingend Einführung Bewilligungsfristen (vgl. oben Art. 18 Abs. 3^{bis}-3^{quater}) <p>³ streichen bzw. sofern daran festgehalten wird, braucht es zwingend eine Einführung von Bewilligungsfristen (vgl. unten Art. 18 Abs. 3^{bis}-3^{quater})</p> <p>⁴ Einverstanden</p>
Art. 22	<p>² Er fördert in Zusammenarbeit mit Hochschulen und Industrie insbesondere die Erforschung, Entwicklung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden.</p> <p>³ Er kann zu diesem Zweck auch 3R-Strukturen, 3R-Infrastruktur und die Lehre und Ausbildung im Bereich 3R fördern.</p> <p>⁴ Er fördert in nationaler und internationaler Zusammenarbeit die Validierung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden.</p>	<p>² Einverstanden</p> <p>³ Einverstanden</p> <p>⁴ Einverstanden</p>

Art. 33a		Generell: streichen bzw. sofern daran festgehalten wird, braucht es zwingend Einführung Bewilligungsfristen (vgl. oben Art. 18 Abs. 3 ^{bis} -3 ^{qua} -ter)
Art. 33a	<p>¹ Die Kantone setzen innerhalb der Fachstelle ein Fachsekretariat für Tierversuche ein. Mehrere Kantone können ein gemeinsames Fachsekretariat einsetzen.</p> <p>² Das Fachsekretariat prüft die Gesuche bezüglich Vollständigkeit, Versuchsziel sowie Unerlässlichkeit des Tierversuchs.</p> <p>³ Es setzt eine einheitliche Vollzugspraxis um. Es kann zu diesem Zweck ein anderes Fachsekretariat beziehen.</p> <p>⁴ Der Bundesrat kann zusätzliche Anforderungen an das Fachsekretariat bestimmen.</p>	<p>¹ siehe oben</p> <p>² Das Fachsekretariat prüft die Gesuche bezüglich Vollständigkeit, Versuchsziel sowie Unerlässlichkeit des Tierversuchs. rein methodisch auf Vollständigkeit, Einhaltung der 3R-Aspekte und Plausibilität.</p> <p>³ Es setzt eine einheitliche Vollzugspraxis um. Es kann zu diesem Zweck ein anderes Fachsekretariat beziehen.</p> <p>⁴ siehe oben</p>

Wir bedanken uns für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme und stehen Ihnen für weitere Ausführungen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse



Dr. René Buholzer

Geschäftsführer &
Delegierter des Vorstands



Manuel Ackermann

Leiter Governmental Affairs und Standort
Mitglied der Geschäftsleitung

Stellungnahme des Vereins Forschung für Leben

21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben

Adresse: Forschung für Leben, 8000 Zürich

Kontaktperson: Dr. Iana Buch

Email: buch@forschung-leben.ch

Datum: 18. Mai 2026

I. Zusammenfassung / wichtigste Anliegen zur Vorlage

Die angestrebte Revision des Tierschutzgesetzes (TSchG) im Zuge der parlamentarischen Initiative 21.426 wird ausdrücklich begrüsst. Die Absicht, die 3R-Prinzipien zu festigen, die Transparenz zu fördern und das Bewilligungsverfahren qualitativ weiterzuentwickeln, findet volle Unterstützung.

Für die konkrete Umsetzung ist aus wissenschaftlicher und tierschutzfachlicher Perspektive jedoch entscheidend, dass sie streng evidenzbasiert und praxisnah verläuft. Nur so bleibt sie im Einklang mit dem Verhältnismässigkeitsprinzip gemäss Art. 5 Abs. 2 und Art. 36 Abs. 3 BV. Ein bürokratischer Mehraufwand, dem kein messbarer Nutzen für das Tierwohl oder den wissenschaftlichen Fortschritt gegenübersteht, muss vermieden werden, um die Attraktivität und Wettbewerbsfähigkeit des Forschungsstandorts Schweiz nicht zu gefährden.

Kernanliegen dieser Stellungnahme:

- Aufnahme positiver Tierwohl-Aspekte in Art. 3 Bst. b (minimal-invasiv, Ziff. 2).
- Anpassung der 3R-Definition in Art. 3 Bst. d an den 3RCC-Standard.
- Ablehnung einer zwingenden Präregistrierung als Bewilligungsvoraussetzung (Art. 20a Abs. 1).
- Streichung der Fachsekretariate (Art. 18 Abs. 3, Art. 33a) im Sinne des Minderheitsantrags.
- Stärkung der kantonalen Kommission: Mindestzahl sieben Mitglieder, Aufnahme medizinischer und patientenseitiger Kompetenz, integrierte Prüfung, Mehrheitsrekursrecht.
- Verfahrensbeschleunigung durch Ressourcenausbau und Bürokratieabbau.

Die ursprüngliche Pa.Iv. Christ war explizit auf die Förderung der 3R-Forschung ausgerichtet. Wie im Bericht (Abschnitt 2.1) selbst eingeräumt wird, dehnt der aktuelle Vorentwurf diesen Fokus nun massiv auf Fachsekretariate, Transparenzpflichten und Datenzugriffsregelungen aus. Diese erhebliche Ausweitung über den eigentlichen Initiativkern hinaus erfordert weitaus fundiertere und detailliertere Begründungen für die zusätzlichen Massnahmen.

Zudem wird in Abschnitt 5.2 offen dargelegt, dass kleinere Kantone ihre Kommissionen voraussichtlich auflösen werden. Die daraus resultierenden strukturellen Konsequenzen für die regionale Vertretung, die lokale Expertise sowie den direkten Zugang der Antragstellenden bleiben jedoch völlig ungeklärt.

Auch die Schätzung von „rund sieben Vollzeitstellen“ (Abschnitt 5.2) entbehrt jeglicher methodischer Grundlage oder nachvollziehbarer Datenquellen. Vor der weiteren parlamentarischen Beratung ist hier zwingend eine empirisch fundierte Regulierungsfolgenabschätzung erforderlich.

Schliesslich bleibt die Behauptung in Abschnitt 5.5, die Vorlage wirke sich positiv auf das Tierwohl aus, gänzlich unbewiesen. Ein klarer Nachweis für den tatsächlichen

Tierschutzbesserungseffekt fehlt – insbesondere mit Blick auf die Einführung von Fachsekretariaten, Projektzusammenfassungen und Präregistrierungen.

Fazit / Gesamteinschätzung: Annahme, Revision, grundsätzliche Überarbeitung, Abweisung

Gesamteinschätzung: Annahme mit Revision.

Was unterstützt wird: 3R-Förderung (Art. 22, nach Konsolidierung), Datenbasierte Steuerung (Art. 20b, mit Präzisierung), Stärkung der Tierversuchskommissionen (Art. 34).

Was angepasst werden muss: Definitionen (Art. 3 Bst. b und d), Transparenzregelungen (Art. 20a Abs. 1 und Abs. 2), Fachsekretariate (Art. 18 Abs. 3 und Art. 33a, vollständige Streichung), Datenzugriffe (Art. 20c Abs. 3 und 4), Delegationsnormen (Art. 33a Abs. 4, Art. 34 Abs. 3).

II. Bemerkungen zu den einzelnen Änderungen

Vorgeschlagene Änderungen Tierschutzgesetz (TSchG)

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
Art. 3	Begriffe	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Die Verankerung der 3R-Prinzipien sowie die zeitgemässe Präzisierung des Tierwohls werden ausdrücklich begrüsst. Beide Bestimmungen bedürfen jedoch einer fundierten wissenschaftlichen Schärfung.
Lit. b (Wohlergehen)	Grundsätzliche Überarbeitung	Der geltende Wortlaut von Art. 3 Bst. b TSchG ist primär leidzentriert formuliert. Der aktuelle Erkenntnisstand der Tierwohlforschung (Boissy et al. 2007, Mellor 2016, Turner 2019, Rault et al. 2025) erweitert dieses Konzept jedoch entscheidend: Tierwohl definiert sich demnach nicht mehr nur durch die Vermeidung von Leiden, sondern schliesst positive mentale Zustände und zielgerichtetes Verhalten explizit mit ein. Empfehlung: Ziffer 2 sollte minimal-invasiv um den Aspekt positiver Erfahrungen sowie um eine aktive Förderkomponente erweitert werden. Änderungsvorschlag: «...das artgemässe Verhalten einschliesslich positiver Erfahrungen innerhalb der biologischen Anpassungsfähigkeit ermöglicht und gefördert wird.»
Lit. d (3R)	Grundsätzliche Überarbeitung	Die gesetzliche Verankerung der 3R-Prinzipien im Tierversuchsbereich und in der Tierhaltung wird ausdrücklich

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>begrüssst. Die vorgeschlagene Definition bildet jedoch das aktuelle Verständnis der wissenschaftlichen Fachwelt nicht adäquat ab:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Reduction bezieht sich gemäss Russell und Burch (1959) primär auf die Minimierung der Tierzahl innerhalb eines einzelnen Experiments sowie auf die Maximierung des Erkenntnisgewinns bei gleichbleibender Tieranzahl. • Refinement umfasst nach Turner (2019) und dem Swiss 3R Competence Centre (3RCC) neben der reinen Leidensminimierung auch die aktive Förderung des Tierwohls einschliesslich positiver Erfahrungen. <p>Empfehlung: Es wird die Übernahme der offiziellen 3RCC-Definition empfohlen.</p> <p>Änderungsvorschlag: «3R: Prinzipien, welche das Ersetzen des Einsatzes von Tieren durch tierfreie Methoden (Replacement), die Gewinnung vergleichbarer Informationsmengen mit weniger Tieren oder zusätzlicher Informationen aus derselben Anzahl von Tieren (Reduction) sowie die Linderung oder Minimierung potenzieller Schmerzen, Leiden und Stress und die Förderung des Wohlergehens der Tiere (Refinement) in der Forschung mit Tieren fordern.»</p>
Art. 18	Bewilligungspflicht	
Insgesamt	Ablehnung	Die Einführung der Fachsekretariate als verbindliche Prüfinstanz wird abgelehnt. Begründung siehe Art. 33a.
Abs. 3	Ablehnung	Im Sinne des Minderheitsantrags zu streichen. Die Bewilligungsgesuche werden weiterhin durch die zuständige kantonale Behörde der kantonalen Kommission für Tierversuche unterbreitet.
Art. 20a	Information der Öffentlichkeit	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Das Ziel, die Transparenz im Bereich der Tierversuche zu erhöhen, wird ausdrücklich begrüsst. Die Einführung einer nichttechnischen

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Projektzusammenfassung (NTP) entspricht einem seit 2013 etablierten Standard in der Europäischen Union (Richtlinie 2010/63/EU Art. 43). Der Verzicht auf dieses Instrument würde zu einer weiteren Isolation der Schweiz vom europäischen Forschungsraum führen. Für eine sachgerechte Umsetzung sind jedoch flankierende Schutzvorkehrungen für Forschungs- und Geschäftsgeheimnisse unabdingbar. Zudem sollte auf die Einführung einer zwingenden Präregistrierung verzichtet werden.</p> <p>Änderungsvorschlag: «Der Bund fördert die Transparenz in der Forschung mit Tieren.»</p>
Abs. 1	Ablehnung Präregistrierung	<p>Die Einführung einer nichttechnischen Projektzusammenfassung (NTP) wird ausdrücklich begrüsst. Abgelehnt wird hingegen eine obligatorische Präregistrierung als Voraussetzung für die Bewilligung oder Durchführung von Projekten; der entsprechende Passus im erläuternden Bericht ist folglich zu streichen.</p> <p>Für einen konkreten Tierschutznutzen durch eine solche Verpflichtung fehlt jegliche empirische Evidenz. Eine schweizweite Befragung von Studienleitenden (Priboi et al. 2025, bioRxiv) verdeutlicht, dass die damit verbundene Bürokratie und der erhebliche Zeitaufwand als hochgradig problematisch wahrgenommen werden. Eigene Erfahrungen unseren Mitgliedern bestätigen dies: Testweise durchgeführte Präregistrierungen wurden wieder eingestellt, da sie lediglich zu einer Duplizierung interner Dokumentationspflichten führten, ohne messbare positive Effekte oder qualitative Verbesserungen zu generieren. Erfahrungen aus dem Bereich klinischer Studien am Menschen zeigen zudem, dass eine Registrierungspflicht den Publikationsbias zwar dämpfen, aber keineswegs eliminieren kann. Studien mit positiven Ergebnissen weisen nach wie vor eine 2,69-fach höhere Chance auf Veröffentlichung auf als Studien mit negativen Befunden oder Null-Ergebnissen (Odds Ratio 2,69; 95%-</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Konfidenzintervall 2,02 bis 3,60; Showell et al. 2024, Cochrane). Die Registrierung schafft zwar Sichtbarkeit für die Durchführung einer Studie, garantiert jedoch nicht deren vollständige Publikation.</p> <p>Selbst nach erfolgter Präregistrierung bleiben Studienergebnisse der Öffentlichkeit oft ganz oder teilweise vorenthalten. So dokumentieren DeVito et al. (2020) in einer systematischen Auswertung von <i>ClinicalTrials.gov</i>, dass nur rund 40 % der nach dem <i>FDA Amendments Act 2007</i> meldepflichtigen Studien ihre Ergebnisse fristgerecht im Register publizierten. Auch das sogenannte <i>Outcome Switching</i> – die nachträgliche, nicht deklarierte Veränderung des primären Endpunkts zwischen Studienprotokoll und Publikation – wird durch die Registrierung nicht verhindert: Mathieu et al. (2009) wiesen einen solchen Endpunktwechsel bei 31 % der untersuchten Studien nach. Das COMPare-Projekt (Goldacre et al. 2019) dokumentierte bei 67 prospektiv überwachten Studien insgesamt 354 unberücksichtigte <i>Outcome</i>-Wechsel, und Dwan et al. (2013) bestätigten die strukturelle Persistenz dieses <i>Outcome Reporting Bias</i> über mehrere Forschungsfelder hinweg.</p> <p>Darüber hinaus ist die akademische Grundlagenforschung von Natur aus explorativ und adaptiv geprägt. Solche dynamischen Prozesse lassen sich durch starre Präregistrierungen kaum sinnvoll abbilden. Bereits heute besteht auf freiwilliger Basis die Möglichkeit, öffentliche Plattformen für die Registrierung zu nutzen.</p> <p>Empfehlung: Einführung von NTPs bei gleichzeitiger Beibehaltung des bewährten, freiwilligen Regimes (z. B. über <i>preclinicaltrials.eu</i> oder das Animal Study Registry des BfR). Der erläuternde Bericht ist in diesem Sinne zu korrigieren.</p>
Abs. 2 (NTP)	Zustimmung mit Vorbehalten	Die Veröffentlichung der nichttechnischen Projektzusammenfassung (NTP) nach erfolgter Bewilligung wird beibehalten. Um eine praxisnahe und europakompatible Umsetzung zu gewährleisten, sind jedoch drei gezielte Anpassungen erforderlich:

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<ul style="list-style-type: none"> • Anpassung (a) – Buchstabe e: Der Begriff «erwarteter Nutzen» ist durch «erwarteter Kenntniskennntnisgewinn» zu ersetzen. <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Begründung:</i> Die akademische Grundlagenforschung dient primär dem wissenschaftlichen Erkenntnisgewinn und nicht zwingend einem unmittelbaren, direkt nachweisbaren Anwendungsnutzen. • Anpassung (b) – Buchstaben f und g: Diese beiden Bestimmungen sind zu fusionieren. Der zweite Satzteil von Buchstabe f (belastungsmindernde Massnahmen) wird inhaltlich bereits vollständig durch die 3R-Massnahmen in Buchstabe g abgedeckt. Eine Zusammenlegung vermeidet gesetzliche Redundanzen. • Anpassung (c) – Schutzklausel: Es ist eine explizite Schutzklausel analog zu § 41 Abs. 2 der deutschen Tierschutzversuchstierverordnung (TierSchVersV) aufzunehmen. Diese muss sicherstellen, dass keine einrichtungs- oder personenbezogenen Daten veröffentlicht werden und dass der Schutz des geistigen Eigentums sowie von Betriebs- und Geschäftsgeheimnissen strikt gewahrt bleibt. <p>Vorschlag zur Veröffentlichungsfrist: Die Publikation der NTP sollte spätestens sechs Monate nach der Bewilligungserteilung erfolgen, um eine Harmonisierung mit dem europäischen Standard (gemäss Art. 43 Abs. 1 der EU-Richtlinie 2010/63/EU) zu wahren.</p>
Abs. 3 (retrospektive Ergänzung)	Zustimmung	Die Ausweitung der retrospektiven Ergänzung auf sämtliche Tierversuche geht über den geltenden EU-Standard hinaus – welcher diese nur für den

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Schweregrad «schwer» sowie für nichthumane Primaten vorsieht – und wird unterstützt. Da die entsprechenden Daten ohnehin bereits im System Animex-ch erfasst und regelmässig für Folgeanträge aufgearbeitet werden, ist der administrative Mehraufwand pro Projekt als gering einzustufen.</p> <p>Empfehlung: Die Bestimmung ist um eine klare Veröffentlichungsfrist zu ergänzen. Die Einreichung bzw. Aufschaltung sollte spätestens sechs Monate nach Beendigung des Tierversuchs erfolgen.</p>
Abs. 4 und 5	Keine Stellungnahme	Folgeregelungen auf Verordnungsebene; keine inhaltlichen Bemerkungen.
Art. 20b	Zweck und Inhalt	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Der Aufbau eines Informationssystems wird unterstützt. Präzisierungen sind in Abs. 3 erforderlich.
Abs. 1	Keine Stellungnahme	Keine inhaltlichen Bemerkungen.
Abs. 3 (Auswertung)	Zustimmung mit Vorbehalten	<p>Die Beauftragung Dritter mit Datenauswertungen ist an eine klare und rechtssichere datenschutzrechtliche Grundlage zu binden. Hierbei findet das revidierte Datenschutzgesetz (revDSG; SR 235.1) respektive das jeweils einschlägige kantonale Datenschutzrecht für kantonale Stellen Anwendung.</p> <p>Empfehlung: Es wird eine präzise Verankerung auf Gesetzes- oder Verordnungsstufe gefordert. Diese muss folgende Elemente zwingend beinhalten:</p> <ul style="list-style-type: none"> • einen expliziten Verweis auf das revDSG; • den Abschluss eines rechtlich bindenden Auftragsbearbeitungsvertrags gemäss Art. 9 revDSG; • die Durchführung einer Datenschutz-Folgenabschätzung (DSFA) nach Art. 22 revDSG; • eine abschliessende und transparente Definition der Kategorien zulässiger «kompetenter Stellen». <p>Anmerkung zum erläuternden Bericht (Abschnitt 4 zu Art. 20b Abs. 3, S. 9): Der Bericht nennt das Swiss 3R Competence Centre (3RCC) ausdrücklich</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>als potenziellen Partner für Datenanalysen und verweist auf dessen Mandat als Forschungseinrichtung von nationaler Bedeutung gemäss Art. 15 FIGG. Da das 3RCC jedoch gleichzeitig ein Fördermandat innehat, ergeben sich hieraus potenzielle Interessenkonflikte zwischen der Vergabetätigkeit von Fördermitteln und dem Zugriff auf sowie der Analyse von sensiblen Projektdaten. Diese Problematik ist im Vorentwurf zwingend zu adressieren. Es bedarf einer strikten institutionellen Trennung der beiden Funktionen oder eines dokumentierten, transparenten Prozesses zum Umgang mit Interessenkonflikten (<i>Conflict-of-Interest-Management</i>).</p>
Art. 20c	Zugriffsrechte	
Insgesamt	Ablehnung	<p>Die Erweiterung des Zugriffskreises auf Bewilligungsgesuche über die Kantons Grenzen hinweg ist in der vorliegenden Form dezidiert abzulehnen. Präzedenzfälle für kantonsübergreifende Abrufverfahren existieren im Schweizer Recht zwar (wie z. B. RIPOL oder POLAP), diese sind jedoch ausnahmslos an eine spezifische formell-gesetzliche Grundlage, klar definierte Zugriffsrollen, eine lückenlose Protokollierung sowie eine strenge Aufsicht gebunden.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Der erläuternde Bericht behauptet in Abschnitt 6.7 (Datenschutz), es seien «weder die Bearbeitung von neuen Personendaten noch andere Massnahmen nötig, die Auswirkungen auf den Datenschutz haben könnten». Diese Feststellung steht in direktem Widerspruch zu den vorgeschlagenen Bestimmungen in Art. 20c Abs. 3 (Einführung eines neuen kantonsübergreifenden Abrufverfahrens) und Abs. 4 (erhebliche Ausweitung der Zugriffsrechte auf Dritte). Zudem wird eine nach Art. 22 revDSG zwingend erforderliche Datenschutz-Folgenabschätzung (DSFA) im gesamten Bericht mit keinem Wort thematisiert. Diese fundamentale innere Inkonsistenz der Vorlage ist zwingend bereinzigen.</p>
Abs. 1	Keine Stellungnahme	Sofern Fachsekretariate gestrichen werden, fällt Bst. b dahin.

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
Abs. 3 (Abrufverfahren)	Ablehnung	<p>Die vorgeschlagene Vorlage sieht eine massive Erweiterung des Personenkreises vor, der Einsicht in sensible Tierversuchsgesuche erhalte – einschliesslich des Zugriffs auf geschützte Forschungs- und Geschäftsgeheimnisse. Dies wird abgelehnt. Das angestrebte Ziel einer einheitlichen Vollzugspraxis lässt sich mit deutlich milderem, aber ebenso effektiven Mitteln erreichen. Die aktuelle Formulierung verletzt somit das verfassungsrechtliche Verhältnismässigkeitsprinzip nach Art. 5 Abs. 2 BV.</p> <p>Empfehlung: Der unbeschränkte Zugriff auf Rohgesuche ist zu streichen. Stattdessen sind folgende datenschutzkonforme und verhältnismässige Alternativen vorzusehen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Einsetzung einer interkantonalen Harmonisierungskommission mit rein beratender Funktion zur Angleichung der Vollzugspraxis. • Aufbau einer anonymisierten Entscheid- und Begründungsdatenbank, die einen fachlichen Austausch ermöglicht, ohne Betriebsgeheimnisse oder geschützte Forschungsansätze zu gefährden.
Abs. 4 (Ausweitung Zugriff)	Ablehnung	<p>Die vorgeschlagene Bestimmung stellt eine verfassungsrechtlich unzulässige, unbestimmte Delegationsnorm dar, da sie jegliche gesetzliche Eingrenzung von Gegenstand, Zweck oder flankierenden Schutzvorkehrungen vermissen lässt. Eine derart offene Kompetenzübertragung ist mit dem Bestimmtheitsgebot und dem Legalitätsprinzip gemäss Art. 164 in Verbindung mit Art. 182 BV sowie mit dem Verhältnismässigkeitsprinzip nach Art. 5 Abs. 2 BV nicht vereinbar.</p> <p>Empfehlung: Die Delegationsnorm ist ersatzlos zu streichen. Sollte an der Bestimmung festgehalten werden, sind die wesentlichen Leitplanken zwingend auf Gesetzesstufe (und nicht erst auf Verordnungsebene) zu verankern. Dies umfasst:</p> <ul style="list-style-type: none"> • eine abschliessende Definition der Kategorien zulässiger Stellen;

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<ul style="list-style-type: none"> • eine strikte gesetzliche Zweckbindung; • eine präzise Festlegung der bearbeitbaren Datenkategorien; • die Pflicht zum Abschluss eines datenschutzkonformen Auftragsbearbeitungsvertrags; • das Erfordernis einer Datenschutz-Folgenabschätzung (DSFA); • eine lückenlose Protokollierungspflicht sämtlicher Datenzugriffe.
Art. 22	Forschung	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Die 3R-Förderung durch den Bund wird begrüsst. Die Aufteilung in drei Absätze ist gesetzestechnisch redundant.
Abs. 2, 3 und 4	Grundsätzliche Überarbeitung	<p>Es wird vorgeschlagen, die bisherigen drei Absätze zu einem einzigen, konsolidierten Absatz zusammenzuführen. Dieser erfasst sämtliche substanziellen Elemente – namentlich die Erforschung, Entwicklung, Validierung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden, die entsprechenden 3R-Strukturen und -Infrastrukturen sowie die Lehre und Ausbildung – lückenlos und systematisch an einer Stelle.</p> <p>Änderungsvorschlag: Abs. 2 (neu): «Der Bund fördert in Zusammenarbeit mit Hochschulen und Industrie sowie in nationaler und internationaler Kooperation insbesondere die Erforschung, Entwicklung, Validierung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden sowie die dafür erforderlichen 3R-Strukturen, 3R-Infrastrukturen und die Lehre und Ausbildung im Bereich 3R.» <i>Die Absätze 3 und 4 entfallen.</i></p>
Art. 33a	Fachsekretariat für Tierversuche	
Insgesamt	Ablehnung	<p>Die Bestimmung ist im Sinne des Minderheitsantrags ersatzlos zu streichen. Die im Vorentwurf vorgesehene Hauptfunktion – eine vorgelagerte, separierte Prüfung der Unerlässlichkeit – ist weder legislativ zulässig noch wissenschaftlich-epistemisch möglich.</p> <p>1. Legistische Begründung Das verfassungsrechtliche Verhältnismässigkeitsprinzip (Art. 5 Abs. 2</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>und Art. 36 Abs. 3 BV) bildet einen einheitlichen, relationalen Beurteilungsmassstab. Die Subkriterien (Eignung, Erforderlichkeit und Angemessenheit bzw. Güterabwägung) sind methodische Leitlinien einer Gesamtbeurteilung und keine isolierbaren, eigenständigen materiellen Werte (vgl. Rütsche 2020). Eine organisatorische Aufteilung dieses Prozesses zwischen einem Fachsekretariat und der Kommission zerlegt den integralen Prüfvorgang in unzulässiger Weise.</p> <p>2. Wissenschaftliche Begründung Die Kriterien Eignung (Validität des Modells), Erforderlichkeit (3R-Prinzipien) und Güterabwägung sind untrennbar miteinander verschränkt. So ist beispielsweise die <i>Reduction</i> mathematisch direkt an die interne Validität gekoppelt, während <i>Refinement</i>-Massnahmen das <i>Outcome</i> und damit die Validität des gesamten Versuchs modulieren. Da all diese Dimensionen irreduzibel indeterministisch sind (Matsushita et al. 2026, in Vorbereitung), erweist sich die angestrebte sequenzielle „Gate-Architektur“ als strukturell inadäquat.</p> <p>3. Organisatorisch-praktische Begründung</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bürokratisierung und Kompetenzkonflikte: Die Schaffung von Fachsekretariaten führt eine zusätzliche administrative Ebene ohne erkennbaren Mehrwert ein, verlängert die Bearbeitungsdauer und entwertet die Arbeit der kantonalen Tierversuchskommissionen. Da diese für die abschliessende Güterabwägung zwingend auch die instrumentelle Unerlässlichkeit beurteilen müssen, führt eine vorgelagerte Aufspaltung zwangsläufig zu Doppelspurigkeiten und Kompetenzkonflikten. • Verlust lokaler Expertise: Die kantonalen Kommissionen verfügen durch ihre Vor-Ort-Kontrollen über direkte Kenntnisse der lokalen Gegebenheiten

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>(Forschungsgruppen, Haltungsbedingungen, gelebte Tierschutzkultur). Diese essenzielle Praxisnähe kann durch eine rein administrative, stärker zentralisierte Vorprüfung nicht gleichwertig ersetzt werden.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mangelnde Machbarkeit der Expertise: Angesichts der enormen Bandbreite der betroffenen Fachbereiche – von der Biomedizin und Wildtierforschung über Ökotoxikologie, Ethologie bis hin zur Agronomie – ist es unrealistisch, dass ein kleines Fachsekretariat diese Expertise fundiert abbilden kann. Zudem bleibt die Zusammensetzung, personelle Dimensionierung und die Kostenfolge für die Kantone völlig ungeklärt. <p>Empfehlung: Streichung von Art. 33a <i>in toto</i>. Die Harmonisierung der Vollzugspraxis ist stattdessen über eine interkantonale Harmonisierungskommission mit rein beratender Funktion anzustreben. Die Prüfung der Unerlässlichkeit muss integral bei den kantonalen Kommissionen (Art. 34) verbleiben.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Der Erläuternde Bericht (Übersicht und Abschnitt 4 zu Art. 33a) bezeichnet das Vorgehen ausdrücklich als «sequentielle Prüfung» durch Fachsekretariat und Tierversuchskommission. Genau diese sequenzielle Architektur ist wissenschaftlich und legistisch untragbar. Der Bericht (Abschnitt 4 zu Art. 33a Abs. 4, S. 13) nennt zudem ausdrücklich die «Bearbeitungsfrist der Gesuche» als möglichen Inhalt einer bundesrätlichen Verordnung. Eine Verkürzung der Bearbeitungszeiten ist anzustreben. Eine starre gesetzliche Frist ist eine Möglichkeit; Falls Fristen verankert werden, sind Umgehungsmaßnahmen auszuschliessen (Zurückweisung, Ablehnungsdrohung mit Rückzug, Stoppen der Frist durch zweckwidrige Rückfragen; Beispiele aus Deutschland und dem Kanton Zürich sind hinreichend</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		dokumentiert); die Verkürzung sollte besser über Ressourcenausbau und Bürokratieabbau erfolgen.
Abs. 1, 2, 3 und 4	Ablehnung	<p>Streichung im Sinne des Minderheitsantrags. Insbesondere Absatz 4 stellt eine verfassungsrechtlich unzulässige, unbestimmte Delegationsnorm dar. Die Bestimmung lässt jegliche materielle Eingrenzung von Gegenstand, Zweck, Inhalt oder Umfang der zu übertragenden Kompetenzen vermissen. Eine derart weitreichende und konturlose Kompetenzübertragung verletzt das verfassungsrechtliche Legalitätsprinzip und das Bestimmtheitsgebot gemäss Art. 164 in Verbindung mit Art. 182 BV.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Der erläuternde Bericht versucht in Abschnitt 6.6, diese Delegation lediglich mit dem formellen Argument zu rechtfertigen, sie sei «in der BV nicht ausgeschlossen». Damit verkennt die Vorlage die materiellen verfassungsrechtlichen Kernanforderungen grundlegend: Das Verbot des Ausschlusses ist kein Freipass für Blankodelegationen. Die zwingend erforderliche Prüfung, ob die Delegation die verfassungsrechtlichen Schranken der hinreichenden Bestimmtheit (Art. 164 i.V.m. Art. 182 BV) einhält, fehlt im Bericht gänzlich. Diese eklatante argumentative Lücke unterstreicht die Notwendigkeit der Streichung.</p> <p>Die Rechtsetzung in wesentlichen Fragen obliegt in unserer Demokratie der Legislative. Grundlegende Weichenstellungen und Einschnitte dürfen nicht in dieser Unbestimmtheit an die Exekutive delegiert werden. Wesentliche Bestimmungen sind zwingend in Form eines formellen Bundesgesetzes zu erlassen.</p>
Art. 34	Kantonale Kommission für Tierversuche	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Die angestrebte Stärkung der kantonalen Tierversuchskommissionen wird grundsätzlich begrüsst. Um jedoch gravierende unbeabsichtigte Strukturrisiken zu vermeiden, sind gezielte

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>gesetzliche Anpassungen sowie eine umfassende Regulierungfolgenabschätzung zwingend erforderlich.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Der Erläuternde Bericht hält in Abschnitt 5.2 fest, dass kleine Kantone ihre Tierversuchskommissionen voraussichtlich abschaffen werden, weil die Anforderungen steigen. Die strukturellen Folgen für die regionale Vertretung, die lokale Expertise, die Verfügbarkeit von Sachkenntnis und den Zugang der Antragstellenden sind im Bericht jedoch nicht abgeschätzt. Eine solche Folgenabschätzung ist zwingend erforderlich. Gesetzliche Anforderungen bewusst so zu gestalten, dass kleine Kantone sie nicht mehr erfüllen können, ist staatspolitisch und föderalistisch fragwürdig.</p>
Abs. 1 (Mindestzahl, Zusammensetzung)	Grundsätzliche Überarbeitung	<p>Die Mindestzahl von fünf Mitgliedern ist zu tief angesetzt. Eine fachlich breite Zusammensetzung, einzuhaltende Ausstandspflichten, Absenzen durch Ferien und Krankheit sowie die zusätzliche 3R-Anforderung verlangen eine Erhöhung auf mindestens sieben Mitglieder.</p> <p>Die im Vorentwurf genannten Kompetenzfelder lassen zudem die medizinische und patientenseitige Perspektive ausser Acht. Diese ist für die Beurteilung des Kenntnisergebnisses und des gesellschaftlichen Nutzens jedoch unverzichtbar.</p> <p>Vorschlag Abs. 1 neu: «Die Kantone bestellen je eine aus mindestens sieben Fachleuten zusammengesetzte Kommission für Tierversuche, die von der Bewilligungsbehörde unabhängig ist und in der Kompetenzen zu 3R, Ethik, Forschen mit Tieren, medizinischer Praxis sowie Patientenvertreter und Tierschutzorganisationen angemessen vertreten sind. Mehrere Kantone können eine gemeinsame Kommission einsetzen.»</p>
Abs. 2 (Aufgabe)	Grundsätzliche Überarbeitung	Das Wort «insbesondere» ist zu streichen. Bei gleichzeitiger Streichung von Art. 33a prüft die Kommission die Kriterien

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Eignung, Erforderlichkeit und Güterabwägung vollintegriert.</p> <p>Vorschlag Abs. 2 neu: «Die Kommission prüft die Gesuche integriert bezüglich Eignung, Erforderlichkeit und Güterabwägung und stellt Antrag an die Bewilligungsbehörde. Sie wird für die Kontrolle der Versuchstierhaltung und der Durchführung der Versuche beigezogen. Die Kantone können ihr weitere Aufgaben übertragen.»</p>
<p>Abs. 2a (neu, Mehrheitsrekursrecht)</p>	<p>Zustimmung</p>	<p>Es wird die Aufnahme eines Mehrheitsrekursrechts für alle Tierversuchskommissionen gefordert. Dies stellt national eine einheitliche Regelung sicher und verhindert eine Zersplitterung durch unterschiedliche kantonale Minderheitsbeschwerderechte.</p> <p>Vorschlag Abs. 2a neu: «Eine Kommissionsmehrheit kann gegen einen Entscheid der Bewilligungsbehörde die Rechtsmittel ergreifen.»</p>
<p>Abs. 3 (Delegation Bundesrat)</p>	<p>Ablehnung</p>	<p>Es liegt eine unbestimmte Delegationsnorm ohne materielle Eingrenzung vor. Diese ist mit Art. 164 in Verbindung mit Art. 182 BV nicht vereinbar.</p> <p>Empfehlung: Die Bestimmung ist zu streichen.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Abschnitt 6.6 des Erläuternden Berichts erklärt die Delegation an den Bundesrat ausschliesslich damit, dass sie «in der BV nicht ausgeschlossen» sei. Die Frage nach der hinreichenden Bestimmtheit (Art. 164 i.V.m. Art. 182 BV) wird jedoch nicht geprüft, obwohl genau dies das eigentliche verfassungsrechtliche Erfordernis darstellt. Die fehlende Begründung im Bericht stützt somit den Streichungsantrag.</p>

Literaturverzeichnis

Matsushita et al.. (2026, in Vorbereitung): Why sequential harm-benefit analysis is structurally impossible: indeterminacy, dimensional interlocking, and the case for integrated evaluation.

Boissy A, Manteuffel G, Jensen MB et al. (2007): Assessment of positive emotions in animals to improve their welfare. *Physiology & Behavior* 92(3), 375-397.
<https://doi.org/10.1016/j.physbeh.2007.02.003>

Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV), SR 101.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/1999/404/de>

Bundesgesetz über den Datenschutz (revDSG), SR 235.1.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2022/491/de>

Bundesgesetz über den Tierschutz (TSchG), SR 455.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2008/414/de>

Bundesgesetz über die Forschung am Menschen (HFG), SR 810.30.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2013/617/de>

Claesen A, Gomes SLBT, Tuerlinckx F, Vanpaemel W (2021): *Royal Society Open Science* 8(10), 211037. <https://doi.org/10.1098/rsos.211037>

DeVito NJ, Bacon S, Goldacre B (2020): *The Lancet* 395(10221), 361-369.
[https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(19\)33220-9](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(19)33220-9)

Dwan K, Gamble C, Williamson PR, Kirkham JJ (2013): *PLOS ONE* 8(7), e66844.
<https://doi.org/10.1371/journal.pone.0066844>

European Parliament and Council (2010): Directive 2010/63/EU. <https://eur-lex.europa.eu/eli/dir/2010/63/oj/eng>

European Parliament and Council (2019): Regulation (EU) 2019/1010. <https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2019/1010/oj>

Goldacre B, Drysdale H, Dale A et al. (2019): *Trials* 20, 118. <https://doi.org/10.1186/s13063-019-3173-2>

Kaplan RM, Irvin VL (2015): *PLOS ONE* 10(8), e0132382.
<https://doi.org/10.1371/journal.pone.0132382>

Mathieu S, Boutron I, Moher D, Altman DG, Ravaud P (2009): *JAMA* 302(9), 977-984.
<https://doi.org/10.1001/jama.2009.1242>

Mellor DJ (2016): *Animals* 6(3), 21. <https://doi.org/10.3390/ani6030021>

Open Science Collaboration (2015): *Science* 349(6251), aac4716.
<https://doi.org/10.1126/science.aac4716>

Priboi C, Mayer B, Vergauwe E, Elger B, Würbel H (2025): bioRxiv Preprint.
<https://doi.org/10.1101/2025.11.07.687141>

Rault JL, Bateson M, Boissy A et al. (2025): *Biology Letters* 21(1).
<https://doi.org/10.1098/rsbl.2024.0382>

Rütsche B (2020): Verhältnismässigkeitsprinzip. In: Diggelmann O, Hertig Randall M, Schindler B (Hrsg.): *Verfassungsrecht der Schweiz*, Bd. II. Schulthess, Zürich, S. 1049 ff.

Russell WMS, Burch RL (1959): *The Principles of Humane Experimental Technique*. Methuen, London.

Scheel AM, Schijen MRMJ, Lakens D (2021): *Advances in Methods and Practices in Psychological Science* 4(2). <https://doi.org/10.1177/25152459211007467>

Showell MG, Cole S, Clarke MJ, DeVito NJ, Farquhar C, Jordan V (2024): *Cochrane Database of Systematic Reviews* 11, MR000011. <https://doi.org/10.1002/14651858.MR000011.pub3>

Swiss 3R Competence Centre (3RCC). <https://swiss3rcc.org/de/3rs-for-the-public>

Turner PV (2019): *ILAR Journal* 60(3), 366-372. <https://doi.org/10.1093/ilar/ilaa017>

van der Naald M, Chamuleau SAJ et al. (2022): *PLOS Biology* 19(9), e3001397.
<https://doi.org/10.1371/journal.pbio.3001397>

TierSchVersV Deutschland, §41.

BfR: AnimalTestInfo.

https://www.bf3r.de/de/nicht_technische_projektzusammenfassung__ntp____tierversuche_in_deutschland-279827.html

preclinicaltrials.eu. <https://www.preclinicaltrials.eu>

Animal Study Registry des BfR. <https://www.animalstudyregistry.org>

REGIERUNGSRAT

Regierungsgebäude, 5001 Aarau
Telefon zentral 062 835 12 40
regierungsrat@ag.ch
www.ag.ch/regierungsrat

Per E-Mail

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit
und Veterinärwesen

vernehmlassungen@blv.admin.ch

13. Mai 2026

21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben; Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 13. Februar 2026 hat die Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrats (WBK-N) die Kantone zur Stellungnahme zum Gesetzesentwurf zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative 21.426 eingeladen. Der Regierungsrat des Kantons Aargau dankt Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme.

Der Regierungsrat begrüsst den Gesetzesentwurf für Anreize zur 3R-Forschung grundsätzlich. Die 3R-Prinzipien sind unerlässlich und haben zum Ziel, Tierversuche, wo möglich, zu ersetzen, auf ein Minimum zu reduzieren und die Belastung für die Versuchstiere zu senken. Deshalb spricht sich der Regierungsrat im Sinne des Tierwohls klar für mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung aus. Die Schaffung von Fachsekretariaten erachtet der Regierungsrat grundsätzlich als möglich. Es muss aber darauf geachtet werden, dass der Gesetzesentwurf zu keiner erheblichen Mehrbelastung der einzelnen kantonalen Behörden führt und der Bewilligungsprozess nicht unnötig verkompliziert wird. Da die Beurteilung von Tierversuchen sehr spezifisches Fachwissen benötigt, welches in Kantonen mit wenig Tierversuchen oftmals lückenhaft ist, wären zentralisierte Fachsekretariate mit fachkompetenten Teilnehmern aus mehreren Kantonen zu begrüssen. Derart organisierte Fachsekretariate führen aus Sicht des Regierungsrats zu einer einheitlichen und ressourcensparenden Prüfung der eingehenden Tierversuchs-Gesuche.

Der Kanton Aargau gedenkt den geänderten Art. 18 Abs. 3 des Tierschutzgesetzes (TSchG) vom 16. Dezember 2005 in Zusammenarbeit mit anderen Kantonen so umzusetzen, dass ein gemeinsames Fachsekretariat die bisherigen und allenfalls neu vom Kanton zu erbringenden Aufgaben übernimmt. Ein zusätzliches, eigenständiges Fachsekretariat ist abzulehnen, da es eine weitere Instanz in der Bewilligungskaskade darstellen würde (neben den bereits bestehenden Instanzen der kantonalen Behörde, der Tierversuchskommission und des Bundes), welche den Bewilligungsprozess unnötig verkompliziert und verlängert.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Vernehmlassung.

Freundliche Grüsse

Im Namen des Regierungsrats

Stephan Attiger
Landammann

Joana Filippi
Staatsschreiberin



Landammann und Standeskommission

Sekretariat Ratskanzlei
Marktgasse 2
9050 Appenzell
Telefon +41 71 788 93 11
info@rk.ai.ch
www.ai.ch

Ratskanzlei, Marktgasse 2, 9050 Appenzell

Per E-Mail an
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Appenzell, 7. Mai 2026

21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben Stellungnahme Kanton Appenzell I.Rh.

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 13. Februar 2026 haben Sie uns die Vernehmlassungsunterlagen zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative 21.426 zukommen lassen.

Die Standeskommission hat die Unterlagen geprüft. Sie unterstützt die Vorlage im Grundsatz.

Der Entwurf sieht namentlich vor, die Transparenz durch die Veröffentlichung von nichttechnischen Zusammenfassungen der Forschungsprojekte zu erhöhen, Massnahmen zur Förderung der 3R-Forschung zu entwickeln sowie den Bewilligungsprozess zu verbessern und zu beschleunigen, indem Fachsekretariate geschaffen werden, welche eine klare und qualitätsorientierte Arbeitsteilung zwischen Forschenden, Fachsekretariat und Tierversuchskommission sicherstellen.

Die Standeskommission begrüsst im Grundsatz den Gesetzesentwurf zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative. Die 3R-Forschung ist zu unterstützen und stärken. Sie ist zentral und zielt darauf ab, dem Tierwohl in der tierexperimentellen Forschung das notwendige Gewicht zu geben. Die klar formulierten Anforderungen an den Bewilligungsprozess sowohl auf Ebene der zuständigen kantonalen Behörde als auch betreffend die kantonalen Tierversuchskommissionen führen in fachlicher Hinsicht und zeitlicher Hinsicht zu einer Verbesserung. Letzteres ist zum Vorteil der Forschenden. Es führt zu qualitativ ausgewogenen Entscheidungen, mehr Transparenz und verkürzten Bearbeitungsfristen.

Die kantonale Tierversuchskommission muss das Schwergewicht in ihrer Arbeit auf die Güterabwägung bei Gesuchen zu Tierversuchen mit Belastung der Tiere legen können. Es ist folgerichtig sicherzustellen, dass die zuständige kantonale Behörde, durch eine gewissenhafte Vorprüfung fachtechnische Aspekte der Gesuchsprüfung (Vollständigkeit, Versuchsziel, Unerlässlichkeit des Tierversuchs) erledigt. Wie sich die kantonale Fachstelle dazu organisiert, soll in ihrer Kompetenz liegen. Die rechtliche Schaffung von «Fachsekretariaten» wird als nicht erforderlich erachtet, stattdessen sind die Anforderungen an die kantonale Fachstelle auszuformulieren. Auch zusätzliche Fachsekretariate losgelöst von der zuständigen kantonalen Behörde bringen eine neue Schnittstelle und einen deutlichen Mehraufwand. Dies ist abzulehnen.

Die klar formulierten Anforderungen an die zuständige kantonale Behörde und die kantonalen Tierversuchskommissionen werden unweigerlich dazu führen, dass insbesondere Kantone mit einer begrenzten Anzahl an Gesuchen für tierexperimentelle Forschung ihre Prozesse aktualisieren müssen. Dies darf nicht zu einem Mehrbedarf bei den heute bereits knappen Ressourcen in den Kantonen führen. Im Sinne der Professionalisierung müssen Lösungen favorisiert werden, wo Prozesse aufeinander abgestimmt und Synergien gesucht werden. Gegebenenfalls können mehrere Kantone eine gemeinsame Facheinheit betreiben.

Zu den einzelnen Gesetzesartikeln sind folgende Bemerkungen anzubringen:

Art. 3 lit. d

Der Vorentwurf der Mehrheit der Subkommission des Nationalrats wird unterstützt. Keine zusätzlichen Bemerkungen.

Art. 18 Abs. 3

Der Vorentwurf der Subkommission des Nationalrats wird abgelehnt. Statt eines neu geschaffenen Fachsekretariats sollen die Anforderungen an die kantonale Fachstelle genauer definiert werden. Die Fachstellen sollen auch zusammenarbeiten können. Ein zusätzliches, von der zuständigen kantonalen Behörde losgelöstes Fachsekretariat ist abzulehnen.

Art. 20a

Der Vorentwurf der Mehrheit der Subkommission des Nationalrates wird unterstützt. Keine zusätzlichen Bemerkungen.

Art. 20b Abs. 1 und Abs. 3

Der Vorentwurf der Mehrheit der Subkommission des Nationalrats wird unterstützt. Keine zusätzlichen Bemerkungen.

Art. 20c Abs. 1 lit. a und lit. b, Abs. 3 und Abs. 4

Der Vorentwurf der Mehrheit der Subkommission des Nationalrats wird unterstützt. Es ist insbesondere der Mehrheit der Subkommission zu folgen, dass sowohl die Mitarbeitenden im Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen als auch die Mitarbeitenden der kantonalen Bewilligungsbehörden im Rahmen ihres Zuständigkeitsbereichs Zugang zu den Daten haben, die sie benötigen. Auch die Zusammenarbeit zwischen den Kantonen (Abs. 3) ist von zentraler Bedeutung.

Art. 22 Abs. 2, Abs. 3 und Abs. 4

Der Vorentwurf der Mehrheit der Subkommission des Nationalrats wird unterstützt. Keine zusätzlichen Bemerkungen.

Art. 33a

Die juristische Schaffung eines «Fachsekretariats für Tierversuche» wird abgelehnt. Anstelle dessen sind Anforderungen an die kantonale Fachstelle zu formulieren. Dazu ist Abs. 2 im Sinne der Mehrheit der Subkommission auszuformulieren. Die Kantone sollen die Möglichkeit haben, zusammen zu arbeiten.

Art. 34

Der Vorentwurf der Mehrheit der Subkommission des Nationalrats wird unterstützt. Die Mindestanzahl von fünf Kommissionsmitgliedern erscheint für Kantone mit einer begrenzten Anzahl an Gesuchen für belastende Tierversuche ausreichend. Mit Sicht auf die er-

forderlichen Kompetenzen ist gleichzeitig eine Mindestanzahl von sieben Kommissionsmitgliedern zu fordern in Kantonen mit einer bedeutenden Anzahl an Gesuchen für belastende Tierversuche.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme und grüssen Sie freundlich.

Im Auftrage von Landammann und Standeskommission

Der Ratschreiber:

Roman Dobler

Zur Kenntnis an:

- Land- und Forstwirtschaftsdepartement Appenzell I.Rh., Gaiserstrasse 8, 9050 Appenzell
- Ständerat Daniel Fässler, Weissbadstrasse 3a, 9050 Appenzell
- Nationalrat Thomas Rechsteiner (thomas.rechsteiner@parl.ch)



Regierungsrat, 9102 Herisau

Kommission für Wissenschaft,
Bildung und Kultur des Nationalrates
3003 Bern

Roger Nobs
Ratschreiber
Tel. +41 71 353 63 51
roger.nobs@ar.ch

Herisau, 30. April 2026

Eidg. Vernehmlassung; 21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben; Stellungnahme des Regierungsrates von Appenzell Ausserrhoden

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 13. Februar 2026 eröffnete die Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrates die Vernehmlassung zu eingangs erwähnter Änderung des Tierschutzgesetzes. Die Vernehmlassungsfrist dauert bis zum 24. Mai 2026.

Der Regierungsrat befürwortet den Entwurf zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative 21.426 im Grundsatz. Die 3R-Forschung ist zu unterstützen und stärken. Sie ist zentral und zielt darauf ab, dem Tierwohl in der tierexperimentellen Forschung das notwendige Gewicht zu geben. Die klar formulierten Anforderungen an den Bewilligungsprozess sowohl auf Ebene der zuständigen kantonalen Behörde als auch betreffend die kantonalen Tierversuchskommissionen führen in fachlicher Hinsicht und zeitlicher Hinsicht zu einer Verbesserung. Letzteres ist zum Vorteil der Forschenden. Es führt zu qualitativ ausgewogenen Entscheiden, mehr Transparenz und verkürzten Bearbeitungsfristen.

Die kantonale Tierversuchskommission muss das Schwergewicht auf die Güterabwägung zwischen Tierversuch und Belastung der Tiere legen können. Dies erfordert eine gewissenhafte Vorprüfung fachtechnischer Aspekte (Vollständigkeit, Versuchsziel, Unerlässlichkeit des Tierversuchs). Wie sich die kantonale Fachstelle dazu organisiert, soll in ihrer Kompetenz liegen. Die im Mehrheitsentwurf vorgesehene Verpflichtung zum Einsatz von Fachsekretariaten wird als nicht erforderlich erachtet. Stattdessen sind die Anforderungen an die kantonale Fachstelle auszuformulieren. Die Schaffung zusätzlicher Fachsekretariate führt in den Kantonen zu einem erhöhten Ressourcenbedarf und ist entsprechend abzulehnen. Der Regierungsrat unterstützt folglich den Minderheitsantrag zur Streichung von Art. 33a E-TschG sowie die damit zusammenhängenden Minderheitsanträge zur Streichung von Art. 18 Abs. 3 sowie Art. 20c Abs. 1 Bst. b und Abs. 3 E-TschG.



Abgesehen von den vorstehend aufgeführten Minderheitsanträgen unterstützt der Regierungsrat den Mehrheitsentwurf der WBK-N.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme.

Freundliche Grüsse

Im Auftrag des Regierungsrates

Roger Nobs, Ratschreiber

Regierungsrat, Rathausstrasse 2, 4410 Liestal

Nationalrat
Kommission für Wissenschaft, Bildung
und Kultur
3003 Bern

Per Mail an vernehmlassungen@blv.admin.ch

Liestal, 28. April 2026
VGD/ALV/MLB

Stellungnahme zum Gesetzesentwurf der Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrates (WBK-N) zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative 21.426 *Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben*

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident Hug
Sehr geehrte Damen und Herren

Der Regierungsrat des Kantons Basel-Landschaft dankt für die Möglichkeit der Stellungnahme zum Gesetzesentwurf der Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrates (WBK-N) zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative 21.426 n Pa. Iv. Christ, *Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben*.

Der Entwurf sieht vor, die Transparenz durch die Veröffentlichung von nichttechnischen Zusammenfassungen der Forschungsprojekte zu erhöhen und Massnahmen zur Förderung der 3R-Forschung zu entwickeln. Darüber hinaus soll der Bewilligungsprozess durch die Schaffung von Fachsekretariaten, welche eine klare und qualitätsorientierte Arbeitsteilung zwischen Forschenden, Fachsekretariat und Tierversuchskommission sicherstellen, verbessert und beschleunigt werden.

Der Kanton Basel-Landschaft befürwortet den Gesetzesentwurf der WBK-N zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative 21.426 grundsätzlich.

Die klar formulierten Anforderungen an die zuständige kantonale Behörde und die kantonalen Tierversuchskommissionen werden unweigerlich dazu führen, dass insbesondere Kantone mit einer begrenzten Anzahl an Gesuchen für tierexperimentelle Forschung ihre Prozesse aktualisieren müssen. Dies darf nicht zu einem Mehrbedarf bei den heute bereits knappen Ressourcen in den Kantonen führen.

Die vom Kanton Basel-Landschaft getragenen Hochschulen sind Mitunterzeichnende des Swiss Culture of Care Charters und des Swiss Transparency Agreement on Animal Research, die sich für die Weiterentwicklung der 3R-Methoden und die Transparenz bei der Durchführung von Tier-

versuchen einsetzen. Die 3R-Forschung zielt darauf ab, dem Tierwohl in der tierexperimentellen Forschung das notwendige Gewicht zu geben.

Für die vom Kanton Basel-Landschaft mitgetragenen Hochschulen ist es wichtig, Tierversuche nicht generell zu verbieten, sondern unter Einhaltung hoher Standards durchführen zu können und die Belastung der Tiere mittels Förderung von 3R-Methoden zu minimieren. Dies wird durch den Gesetzesentwurf nicht gefährdet, er verleiht der Forschung zu 3R-Methoden mehr Gewicht, was auch im Interesse des Kantons Basel-Landschaft ist.

Gemäss Ausführungen der WBK-N soll das angepasste Bewilligungsverfahren zu einer schnelleren Bearbeitung der Anträge führen. Aufgrund der zusätzlichen Bearbeitung durch ein Fachsekretariat sieht der Kanton Basel-Landschaft jedoch die Gefahr längerer Bewilligungsverfahren. Zusätzliche Fachsekretariate losgelöst von der zuständigen kantonalen Behörde bringen eine neue Schnittstelle und einen deutlichen Mehraufwand. Der Kanton Basel-Landschaft legt Wert darauf, dass Anträge speditiv bearbeitet werden und sieht zusätzliche Fachsekretariate daher kritisch.

Zu den einzelnen Gesetzesartikeln haben wir folgende Bemerkungen:

- Art. 3 bst. d
 Der Vorentwurf der Mehrheit der Subkommission des Nationalrates wird unterstützt. Keine zusätzlichen Bemerkungen.
- Art. 18 Abs. 3
 Der Vorentwurf der Mehrheit der Subkommission des Nationalrates wird unterstützt. Es ist zu präzisieren, dass das Fachsekretariat im Sinne der Beschleunigung der Gesuchsbearbeitung Teil der Facheinheit der zuständigen kantonalen Behörde ist. Ein zusätzliches, von der zuständigen kantonalen Behörde losgelöstes Fachsekretariat ist abzulehnen.
- Art. 20 a
 Der Vorentwurf der Mehrheit der Subkommission des Nationalrates wird unterstützt. Keine zusätzlichen Bemerkungen.
- Art.20 b Ads.1 und 3
 Der Vorentwurf der Mehrheit der Subkommission des Nationalrates wird unterstützt. Keine zusätzlichen Bemerkungen.
- Art. 20 c Abs. 1 Bst. a und b, 3 und 4
 Der Vorentwurf der Mehrheit der Subkommission des Nationalrates wird unterstützt. Es ist insbesondere der Mehrheit der Subkommission zu folgen, dass sowohl die Mitarbeitenden im BLV als auch die Mitarbeitenden der kantonalen Bewilligungsbehörden im Rahmen ihres Zuständigkeitsbereichs Zugang zu den Daten haben, die sie benötigen. Auch die Zusammenarbeit zwischen den Kantonen (Abs.3) ist von zentraler Bedeutung.
- Art. 22 Abs. 2, 3 und 4
 Der Vorentwurf der Mehrheit der Subkommission des Nationalrates wird unterstützt. Keine zusätzlichen Bemerkungen.
- Art. 33 a
 Der Vorentwurf der Mehrheit der Subkommission des Nationalrates wird unterstützt. Von zentraler Bedeutung ist, dass das Fachsekretariat Teil der Fachstelle in der zuständigen kantonalen Behörde bleibt. Es darf keinesfalls zusätzliche Schnittstellen schaffen, die die Arbeit der Kantone erschweren. Allenfalls kann der Begriff Fachsekretariat verwirrend sein, da es eine zusätzliche Stelle suggerieren kann.
 Die überkantonale Zusammenarbeit kann insbesondere für Kantone mit einer begrenzten

Anzahl von Tierversuchsgesuchen zu Verbesserungen und schonendem Umgang mit eigenen Ressourcen führen.

- Art. 34

Der Vorentwurf der Mehrheit der Subkommission des Nationalrates wird unterstützt. Die Mindestanzahl von fünf Kommissionsmitgliedern erscheint für Kantone mit einer begrenzten Anzahl an Gesuchen für belastende Tierversuche ausreichend. Mit Sicht auf die erforderlichen Kompetenzen ist gleichzeitig eine Mindestanzahl von sieben Kommissionsmitgliedern zu fordern in Kantonen mit einer bedeutenden Anzahl an Gesuchen für belastende Tierversuche.

Hochachtungsvoll

Dr. Anton Lauber
Regierungspräsident

Elisabeth Heer Dietrich
Landschreiberin



Le Conseil d'Etat

677-2026

Conseil national
Commission de la science, de
l'éducation et de la culture
Monsieur Roman Hug
Président
3003 Berne

Concerne : 21.426 n. l.v. pa. Christ. Méthodes de substitution à l'expérimentation animale - davantage de ressources et d'incitations pour la recherche 3R

Monsieur le Président,

Notre Conseil a pris connaissance de votre courrier du 13 février 2026 relatif à l'avant-projet de loi pour la mise en œuvre de l'initiative parlementaire 21.426 « Méthodes de substitution à l'expérimentation animale. Davantage de ressources et d'incitations pour la recherche 3R ».

Nous soutenons l'objectif général de cet avant-projet, qui vise à renforcer la promotion des principes des 3R (*Replace, Reduce, Refine*) et, de manière plus large, la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques. Les trois axes proposés (amélioration de la qualité et de la rapidité du processus d'autorisation, promotion des 3R et renforcement de la transparence) constituent des leviers pertinents pour atteindre ces objectifs.

S'agissant de **l'amélioration du processus d'autorisation**, le fonctionnement actuellement en place dans le canton de Genève correspond déjà largement au modèle envisagé, fondé sur un examen structuré des demandes et une collaboration étroite entre autorités et commissions cantonales. Dans la mesure où la composition et l'organisation des secrétariats spécialisés ne sont pas définies, aucun changement majeur n'est attendu pour notre canton. Nous demeurons toutefois ouverts à un partage ponctuel de compétences avec d'autres cantons, pour autant que la charge de travail supplémentaire reste compatible avec les ressources disponibles. Par contre, nous nous opposons fermement à l'alinéa 4 de l'article 33a qui confère au Conseil fédéral la compétence de fixer des exigences supplémentaires applicables aux secrétariats spécialisés, notamment en matière de formation ou de délais de traitement. Une telle disposition entraînerait une augmentation substantielle de la charge de travail et donc du besoin en ressources humaines.

Il est important de relever que la création de secrétariats spécialisés n'aurait aucun impact sur la qualité des demandes d'autorisation déposées, ce qui avait pour objectif *in fine* d'accélérer le processus de validation. Raison pour laquelle le canton plaide pour un accroissement du nombre imposé de délégués à la protection des animaux par institut. Cette fonction, actuellement limitée à un seul délégué par organisme de recherche, a pour rôle d'assurer que les demandes d'autorisation de pratiquer des expériences sur les animaux soient complètes et cohérentes. Par conséquent, afin d'améliorer la qualité initiale et accélérer le processus d'autorisation tel que défini dans le premier axe du projet, leur nombre par institut doit être augmenté au prorata de celui des demandes d'autorisation compte tenu du rôle fondamental de cette fonction.

Concernant **la promotion des 3R**, notre canton ne formule aucune objection à l'inscription explicite de ces principes dans la législation ni à leur promotion accrue, y compris par le biais de la formation. De même, l'accès aux données relatives aux 3R par l'OSAV et, sous réserve du secret de fonction, par des entités spécialisées telles que le Centre de compétence national 3R (3RCC), apparaît acceptable pour autant que ces informations soient utilisées dans une perspective d'amélioration et de promotion, et non dans un but répressif à l'égard des chercheurs.

S'agissant de **la transparence dans le domaine de l'expérimentation animale**, l'obligation de fournir et de publier un résumé non technique dès l'autorisation du projet permettrait d'aligner la Suisse sur les pratiques européennes et de renforcer l'information au public. Bien que cette mesure implique des tâches supplémentaires pour les chercheurs, notre canton estime que cet objectif est prioritaire. Nous relevons que l'article 20a, alinéa 4, lettre a prévoit la possibilité pour le Conseil fédéral d'ordonner la publication d'informations supplémentaires. Il conviendra toutefois de veiller à ce que la diffusion de ces informations n'entraîne pas de risques pour la sécurité des chercheurs, des institutions et des autorités, certaines données pouvant potentiellement être utilisées à des fins militantes.

Notre Conseil vous remercie de l'avoir consulté et vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de sa très haute considération.

AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :



Michèle Righetti-El Zayadi

Le président :



Thierry Apothéloz

Regierungsrat
Rathaus
8750 Glarus

Nationalrat
Kommission für Wissenschaft,
Bildung und Kultur
3003 Bern

Glarus, 12. Mai 2026
Unsere Ref: 2026-326 / SKGEKO.5166

Vernehmlassung i. S. 21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident
Sehr geehrte Damen und Herren

Die Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrats gab uns in eingangs genannter Angelegenheit die Möglichkeit zur Stellungnahme. Dafür danken wir und lassen uns gerne wie folgt vernehmen:

1. Allgemeine Bemerkungen

Der Entwurf sieht namentlich vor, die Transparenz von Forschungsprojekten durch die Veröffentlichung von nichttechnischen Zusammenfassungen zu erhöhen, Massnahmen zur Förderung der 3R-Forschung zu entwickeln sowie den Bewilligungsprozess zu verbessern und zu beschleunigen, indem Fachsekretariate geschaffen werden, welche eine klare und qualitätsorientierte Arbeitsteilung zwischen Forschenden, Fachsekretariat und Tierversuchskommission sicherstellen.

Die Transparenz von Forschungsprojekten und die Förderung der 3R-Forschung sind grundsätzliche und unbestrittene Elemente für die Weiterentwicklung ethisch und tierschützerisch vertretbarer Tierversuche. Sie sind zentral und geben dem Tierwohl in der tierexperimentellen Forschung das notwendige Gewicht und sind zu unterstützen und stärken.

Die Schaffung von Fachsekretariaten und entsprechend auch der Gesetzesentwurf zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative lehnen wir jedoch aus folgenden Gründen ab:

1. *Die Schaffung von zusätzlichen Fachsekretariaten gefährdet die funktionierenden Strukturen der kantonalen Tierversuchskommission*

Die Kantone können heute die Zusammensetzung ihrer Tierversuchskommissionen gezielt auf die kantonalen Begebenheiten abstimmen. Im Kanton Graubünden, dessen Amt für Lebensmittelsicherheit und Tiergesundheit auch für den Vollzug im Kanton Glarus zuständig ist, betrifft beispielsweise eine Vielzahl der Gesuche für Tierversuche die Fachgebiete Unfallchirurgie und Wildtierbiologie. Entsprechend sind in der kantonalen Kommission diese Fachkompetenzen, namentlich insbesondere die Unfallchirurgie, die Veterinärmedizin und die Wildtierbiologie personell vertreten; demgegenüber wird auf eine Vertretung beispielsweise der Onkologie gezielt verzichtet. Durch die Schaffung von Fachse-

ekretariaten wird diese Passung respektive Feinabstimmung erschwert oder gar verunmöglicht.

2. *Zentralisierung der Strukturen statt Professionalisierung*

Der regelmässige und intensive Austausch zwischen den kantonalen Kommissionen und den gesuchstellenden Institutionen von der Gesuchsbesprechung und -beurteilung über die Versuchsberichterstattung bis hin zur Inspektion fördert den professionellen und nachhaltigen Umgang der Institutionen mit den 3R- und 3V-Prinzipien. Der Mehrwert dieses Austausches geht weit über die valide Beurteilung der einzelnen Gesuche hinaus, indem es das Bewusstsein der Institutionen für die Wichtigkeit im Umgang mit den genannten Prinzipien fördert. Die Schaffung von zentralen Fachsekretariaten berücksichtigt diesen effizienten und nachhaltigen Prozess nicht.

3. *Die durch die neuen Fachsekretariate geschaffenen Schnittstellen zwischen Fachsekretariaten und Tierversuchskommissionen sind ineffizient*

Der Gesetzesentwurf sieht vor, dass die Fachsekretariate die Gesuche auf Vollständigkeit, Versuchsziel sowie Unerlässlichkeit des Tierversuchs hin überprüfen (vgl. Art. 33 Abs. 2), während die Tierversuchskommissionen die Güterabwägung vornehmen (vgl. Art. 34 Abs. 2). Beide Aufgaben erfordern ein umfassendes Studium der Gesuchsunterlagen; weder die Überprüfung der Unerlässlichkeit noch die Güterabwägung können sich auf Teilaspekte des Gesuchs beschränken. Insbesondere soll die Tierversuchskommission mit ihrer Expertise sämtliche fachlichen Aspekte beurteilen und insbesondere auch die Einhaltung der 3R- und 3V-Prinzipien umfassen. Die Überprüfung von formalen Aspekten durch eine zusätzliche Behörde ergibt keinen Sinn. Die Aufgabenteilung ist weder effizient noch zielführend und hat zusätzliche personelle und finanzielle Konsequenzen. Zusätzliche Fachsekretariate losgelöst von der zuständigen kantonalen Behörde (Tierversuchskommission) haben neue Schnittstellen und einen deutlichen Mehraufwand ohne Mehrwert zur Folge. Dies ist abzulehnen.

2. **Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen**

Zu den einzelnen Gesetzesartikeln haben wir folgende Bemerkungen:

Artikel 3 Buchstabe d

Der Vorentwurf der Mehrheit der Subkommission des Nationalrates wird grundsätzlich unterstützt. Redaktioneller Vorschlag zur besseren Verständlichkeit: «Prinzipien, welche das Ersetzen der Tierversuche (engl.: replacement), die Reduktion der Tierzahl (engl.: reduction) und die Reduktion der Belastung der Tiere (engl.: refinement) fordern.

Artikel 18 Absatz 3

Der Vorentwurf wird abgelehnt. Auf die Schaffung von Fachsekretariaten ist zu verzichten (vgl. obenstehende Begründung). Stattdessen ist der bisherige Wortlaut beizubehalten.

Artikel 20c Absätze 1 Buchstabe a und b, 3 und 4

Der Vorentwurf wird nur teilweise unterstützt. Zu verzichten ist auf die Änderung in Absatz 1 Buchstabe b, da keine zusätzlichen Fachsekretariate geschaffen werden sollen (vgl. obenstehende ausführliche Begründungen); stattdessen soll Absatz 1 Buchstabe b beibehalten werden. Zugestimmt wird hingegen den Änderungen der anderen Rechtsnormen in diesem Artikel, da sowohl die Mitarbeitenden im BLV als auch die Mitarbeitenden der kantonalen Bewilligungsbehörden im Rahmen ihres Zuständigkeitsbereichs Zugang zu den Daten haben müssen und auch der Zusammenarbeit zwischen den Kantonen (Abs. 3) zentrale Bedeutung zukommt.

Artikel 33a

Der Vorentwurf der Mehrheit der Subkommission des Nationalrates wird abgelehnt. Stattdessen soll der Minderheit II gefolgt und der Artikel gestrichen werden. Denn auf die Schaffung von zusätzlichen Fachsekretariaten ist zu verzichten (vgl. obenstehende ausführliche Begründung).

Artikel 34

Der Vorentwurf wird nur teilweise unterstützt. Abgelehnt wird die Reduktion der Zuständigkeit der Kommission auf die Beurteilung der Güterabwägung in Artikel 34 Absatz 2. Stattdessen ist im Artikel 34 Absatz 2 der Wortlaut des bisherigen Gesetzestextes zu belassen. Begründung: Wenn wie oben gefordert auf die Schaffung von zusätzlichen Fachsekretariaten verzichtet wird, so ist die Aufgabe der kantonalen Kommissionen nicht einzuschränken. Den Änderungen in Artikel 34 Absatz 1 und Artikel 34 Absatz 1 wird zugestimmt.

Die Mindestanzahl von fünf Kommissionsmitgliedern erscheint für Kantone mit einer begrenzten Anzahl an Gesuchen für belastende Tierversuche ausreichend. Mit Sicht auf die erforderlichen Kompetenzen ist gleichzeitig eine Mindestanzahl von sieben Kommissionsmitgliedern zu fordern in Kantonen mit einer bedeutenden Anzahl an Gesuchen für belastende Tierversuche.

Genehmigen Sie, sehr geehrter Herr Kommissionspräsident, sehr geehrte Damen und Herren, den Ausdruck unserer vorzüglichen Hochachtung.

Freundliche Grüsse

Für den Regierungsrat

Dr. Markus Heer
Landammann

Arpad Baranyi
Ratsschreiber

E-Mail an (PDF- und Word-Version): vernehmlassungen@blv.admin.ch



Sitzung vom

12. Mai 2026

Mitgeteilt den

12. Mai 2026

Protokoll Nr.

350/2026

Nationalrat
Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur
CH-3003 Bern

vernehmlassungen@blv.admin.ch

Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben (21.426 n Pa. Iv. Christ)
Vernehmlassung

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident

Wir beziehen uns auf Ihr Schreiben vom 13. Februar 2026 in erwähnter Sache und bedanken uns für die Möglichkeit zur Stellungnahme.

Allgemeine Bemerkungen

Die Transparenz von Forschungsprojekten und die Förderung der 3R-Forschung sind grundsätzliche und unbestrittene Elemente für die Weiterentwicklung ethisch und tier-schützerisch vertretbarer Tierversuche. Sie sind zentral, geben dem Tierwohl in der tierexperimentellen Forschung das notwendige Gewicht und sind entsprechend zu unterstützen und zu stärken.

Die Schaffung von Fachsekretariaten und somit die entsprechenden Regelungen im Vorentwurf (VE-TSchG) werden jedoch strikt **abgelehnt**.

- *Die Schaffung von zusätzlichen Fachsekretariaten gefährdet die funktionierenden Strukturen der kantonalen Tierversuchskommission*

Die Kantone können heute die Zusammensetzung ihrer Tierversuchskommissionen gezielt auf die kantonalen Begebenheiten abstimmen. Im Kanton Graubünden beispielsweise betrifft eine Vielzahl der Gesuche für Tierversuche die Fachgebiete Unfallchirurgie und Wildtierbiologie. Entsprechend sind in der kantonalen Kommission diese Fachkompetenzen, namentlich insbesondere die Unfallchirurgie, die Veterinärmedizin und die Wildtierbiologie, personell vertreten. Demgegenüber wird auf eine Vertretung beispielsweise der Onkologie gezielt verzichtet. Durch die Schaffung von Fachsekretariaten wird diese Anpassungsmöglichkeit respektive Feinabstimmung erschwert oder gar verunmöglicht.

- *Zentralisierung der Strukturen statt Professionalisierung*

Der regelmässige und intensive Austausch zwischen den kantonalen Kommissionen sowie den gesuchstellenden Institutionen von der Gesuchsbesprechung und Gesuchsbeurteilung über die Versuchsberichterstattung bis hin zur Inspektion fördert den professionellen und nachhaltigen Umgang der Institutionen mit den 3R- und 3V-Prinzipien. Der Mehrwert dieses Austausches geht weit über die valide Beurteilung der einzelnen Gesuche hinaus, indem er das Bewusstsein der Institutionen für die Wichtigkeit im Umgang mit den genannten Prinzipien fördert. Die Schaffung von zentralen Fachsekretariaten berücksichtigt diesen effizienten und nachhaltigen Prozess nicht.

- *Die durch die neuen Fachsekretariate geschaffenen Schnittstellen zwischen den Fachsekretariaten und den Tierversuchskommissionen sind ineffizient*

Der Vorentwurf (VE-TSchG) sieht vor, dass die Fachsekretariate die Gesuche auf Vollständigkeit, Versuchsziel sowie Unerlässlichkeit des Tierversuchs hin überprüfen (vgl. Art. 33a Abs. 2 VE-TSchG), während die Tierversuchskommissionen die Güterabwägung vornehmen (vgl. Art. 34 Abs. 2 VE-TSchG). Beide Aufgaben erfordern ein umfassendes Studium der Gesuchsunterlagen; weder die Überprüfung der Unerlässlichkeit noch die Güterabwägung können sich auf Teilaspekte des

Gesuchs beschränken. Insbesondere soll die Tierversuchskommission mit ihrer Expertise sämtliche fachlichen Aspekte beurteilen, einschliesslich der Einhaltung der 3R- und 3V-Prinzipien. Die Unerlässlichkeit kann übrigens wohl nicht losgelöst von Abwägungen oder Verhältnismässigkeitsprüfungen erfolgen – eine Trennung der Unerlässlichkeit von den Güterabwägungen erscheint weder zielführend noch möglich. Die Überprüfung von nur noch formalen Aspekten durch eine weitere Stelle ergibt ebenfalls keinen Sinn. Die Aufgabenteilung ist somit weder effizient noch zielführend noch sachgerecht, erscheint wohl auch nicht möglich und hat überdies zusätzliche personelle und finanzielle Konsequenzen. Weitere Organisationseinheiten innerhalb der Tierschutz-Fachstelle im zuständigen kantonalen Veterinäramt (Bewilligungsbehörde) losgelöst von der (von der Bewilligungsbehörde unabhängigen) Tierversuchskommission haben neue Schnittstellen und einen deutlichen Mehraufwand ohne Mehrwert zur Folge.

Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen

Art. 3 Bst. d

Diese Bestimmung wird grundsätzlich unterstützt. Wir beantragen jedoch eine redaktionelle Korrektur zur besseren Verständlichkeit:

*Prinzipien, welche das Ersetzen **der Tierversuche** (engl.: replacement), die Reduktion **der Tierzahl** (engl.: reduction) und **die Reduktion der Belastung der Tiere** (engl.: refinement) ~~im Tierversuch~~ fordern.*

Art. 18 Abs. 3

Die Bestimmung wird strikt abgelehnt. Auf die Schaffung von Fachsekretariaten ist zu verzichten. Stattdessen ist der bisherige Wortlaut beizubehalten.

Die Version der Minderheit macht wenig Sinn. Die Übertragung von Aufgaben, welche heute der Tierversuchskommission obliegen, an ein Fachsekretariat (auch wenn dessen Einsatz fakultativ ist) lehnen wir ab. Damit wäre der Einsatz eines fakultativen Fachsekretariats für die übrigen Aufgaben abwegig.

Art. 20a

Die Bestimmung (Mehrheit) wird unterstützt.

Art. 20b Abs. 1 und 3

Die Bestimmung wird unterstützt.

Art. 20c Abs. 1 Bst. a und b, Absatz 3 und Absatz 4

Die Bestimmungen von Art. 20c Abs. 1 Bst. b und Abs. 3 (Mehrheit) werden abgelehnt. Es sollen keine zusätzlichen Fachsekretariate geschaffen werden. Die bisherigen Regelungen (Minderheit II) sind beizubehalten.

Den restlichen Bestimmungen (Art. 20c Abs. 1 Bst. a und Abs. 4) wird zugestimmt.

Art. 22 Abs. 2, 3 und 4

Die Bestimmungen (teils Mehrheit) werden unterstützt.

Entsprechend werden die Anträge der Minderheit zu Abs. 3 und 4 abgelehnt.

Art. 33a

Die Bestimmung (Mehrheit) wird abgelehnt. Auf die Schaffung von Fachsekretariaten ist zu verzichten.

Entsprechend ist dem Antrag der Minderheit II zu folgen.

Art. 34

Abzulehnen ist Abs. 2, zumal auf die Fachsekretariate zu verzichten ist und die Aufgaben der Tierversuchskommission somit gleich wie bisher bleiben sollen.

Ebenfalls unnötig erscheint Abs. 3. Der Bundesrat hat heute schon gewisse Anforderungen festgelegt, wie Unvereinbarkeiten oder Weiterbildungspflichten. Das kann er somit auch ohne Abs. 3 tun. Zudem wird neu in Abs. 1 bereits ein Anforderungskatalog eingeführt. Das müsste ausreichen.

Den Änderungen in Art. 34 Abs. 1 kann zugestimmt werden. Die Mindestanzahl von fünf Kommissionsmitgliedern erscheint für Kantone mit einer begrenzten Anzahl an Gesuchen für belastende Tierversuche ausreichend. Kantone mit einer bedeutenden Anzahl an belastenden Tierversuchen können im Hinblick auf die erforderlichen Kompetenzen die Mitgliederanzahl ohne weiteres erhöhen.

Abschliessend bedanken wir uns für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse



Namens der Regierung

Der Präsident:

A handwritten signature in black ink, appearing to be "M. Bühler".

Martin Bühler

Der Kanzleidirektor:

A handwritten signature in black ink, appearing to be "D. Spadin".

Daniel Spadin

Hôtel du Gouvernement – Rue de l'Hôpital 2, 2800 Delémont

Hôtel du Gouvernement
Rue de l'Hôpital 2
CH-2800 Delémont

t +41 32 420 72 05
chancellerie@jura.ch

Commission de la science,
de l'éducation et de la culture
Monsieur le Président Roman Hug
3003 Berne
Par e-mail (vernehmlassungen@blv.admin.ch)

Delémont, le 12 mai 2026

Consultation fédérale de la CSEC-N. 21.426 n lv. pa. Christ. Méthodes de substitution à l'expérimentation animale. Davantage de ressources et d'incitations pour la recherche 3R

Monsieur le Président,
Madame, Monsieur,

Le Gouvernement jurassien a bien reçu votre courrier du 13 février 2026 relatif à l'objet cité sous rubrique et vous en remercie.

Vous trouverez, en annexe et selon votre demande, une version Word en plus d'une version PDF de la prise de position.

Tout en vous remerciant de l'avoir consulté, le Gouvernement jurassien vous prie de croire, Monsieur le Président, Madame, Monsieur, à l'expression de sa parfaite considération.

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA


Rosalie Beuret Siess
Présidente




Jean-Baptiste Maître
Chancelier d'État

**Consultation fédérale de la CSEC-N. 21.426 n Iv. pa. Christ. Méthodes de substitution à l'expérimentation animale.
Davantage de ressources et d'incitations pour la recherche 3R**

Avis de

Nom / entreprise / organisation / service : République et Canton du Jura / Département de l'économie et de la santé / Service de la consommation et des affaires vétérinaires

Sigle entreprise / organisation / service : RCJU / DES / SCAV

Adresse, lieu : Hôtel du Gouvernement, Rue de l'Hôpital 2, 2800 Delémont

Interlocuteur : Lionel Bertholet

Téléphone : 032 420 52 95

Courriel : lionel.bertholet@jura.ch

Date : 30.04.2026

Table des matières

1. Remarques générales concernant la consultation

1. Remarques générales
Remarques générales à la consultation fédérale de la commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national, N. 21.426 n Iv. pa. Christ. Méthodes de substitution à l'expérimentation animale. Davantage de ressources et d'incitations pour la recherche 3R
<p>Le canton du Jura soutient clairement les objectifs du projet, en particulier le renforcement des principes des 3R et de la protection des animaux. Il considère qu'il est important de poursuivre le développement de méthodes alternatives à l'expérimentation animale tout en garantissant la qualité de la recherche.</p> <p>Toutefois, pour un petit canton comme le Jura, la mise en œuvre de ces mesures doit impérativement rester proportionnée. Nous sommes particulièrement attentifs aux charges administratives et financières supplémentaires que ce projet pourrait engendrer, et qui pourraient s'avérer disproportionnées au regard de notre taille et de nos ressources.</p> <p>Nous insistons en particulier sur la question des secrétariats spécialisés. Il est essentiel de préserver une certaine flexibilité pour les cantons et de privilégier des solutions intercantionales adaptées aux réalités locales.</p> <p>En résumé, le canton du Jura est favorable au projet sur le fond, mais appelle à une mise en œuvre pragmatique, flexible et maîtrisée, afin d'éviter une surcharge administrative tout en atteignant les objectifs visés en matière de protection animale. Nous soutenons son acceptation.</p>

Gesundheits- und Sozialdepartement

Bahnhofstrasse 15

6002 Luzern

Telefon +41 41 228 60 84

gesundheit.soziales@lu.ch

www.lu.ch

per E-Mail

vernehmlassungen@blv.admin.ch

Luzern, 5. Mai 2026

Protokoll-Nr.: 571

Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 13. Februar 2026 hat die Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrates (WBK-N) die Kantonsregierungen zur Stellungnahme zum ausgearbeiteten Gesetzesentwurf sowie zum erläuternden Bericht der eingangs erwähneter parlamentarischer Initiative eingeladen. Im Namen und Auftrag des Regierungsrates teile ich Ihnen folgendes mit:

Grundsätzlich begrüsst der Kanton Luzern die gezielte Förderung der 3R-Forschung und damit die Etablierung von Alternativen zu den Tierversuchen. Bei der Ausgestaltung gilt es allerdings darauf zu achten, dass die finanziellen Ressourcen nicht nur in Lehre und Forschung, sondern auch in die Ausbildung von Fachpersonen für die kantonalen Fachstellen fliessen. Hierfür wird der Bund eingeladen, dem [Schweizer 3R-Kompetenzzentrum](#) einen entsprechenden Auftrag zu erteilen und die ausgebildeten Fachpersonen den Kantonen zur Verfügung zu stellen. Im Hinblick auf eine Verbesserung der Qualität und Beschleunigung des Bewilligungsprozesses wird die Klärung der Aufgaben der kantonalen Tierversuchskommissionen und die Möglichkeit zur Dateneinsicht zu Bewilligungsgesuchen und -entscheidungen aus anderen Kantonen begrüsst. Durch letzteres kann insbesondere auch die interkantonale Zusammenarbeit der Fachstellen verbessert werden. Allerdings wird die Einführung von Fachsekretariaten als nicht zielführend erachtet; den entsprechenden Art. 33a lehnen wir ab. Bereits heute ist gemäss Artikel 33 klar festgehalten, dass die Kantone eine Fachstelle unter der Verantwortung der Kantonstierärztin oder des Kantonstierarztes zu errichten haben, die geeignet ist, den Vollzug des Tierschutzgesetzes und der gestützt darauf erlassenen Vorschriften sicherzustellen. Die zusätzliche Einführung des Begriffs des «Fachsekretariats» bringt keinen Mehrwert

und auch ohne die Stipulierung im Gesetz, können die Kantone für gewisse Vollzugsaufgaben bereits heute gemeinsame Strukturen nutzen. Weiter sind die Aufgaben der kantonalen Fachstelle in TSchV¹ Art. 139 in Verbindung mit Art. 137, Art. 138 und Art. 140 hinlänglich geklärt und es benötigt keine zusätzliche Vorgabe auf Gesetzesstufe. Des Weiteren soll die Regelung zur Definition von 3R stufengerecht in den Tierschutzverordnungen erfolgen.

Wir befürworten die Bestimmungen zur Einführung von nichttechnischen Projektzusammenfassungen und die Ausweisung der Bemühungen im Bereich der R3, zumal dadurch auch die Transparenz erhöht wird und das Verständnis für die Notwendigkeit gewisser Tierversuche in der Öffentlichkeit gefördert wird. Die entsprechenden Berichterstattungsarbeiten dürfen jedoch nicht zulasten der Kernaufgaben der kantonalen Fachstellen – der Prüfung der Gesuche – gehen.

Ich danke für die Gelegenheit zur Stellungnahme und die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse



Dr. iur. Michaela Tschuor
Regierungspräsidentin

¹ Tierschutzverordnung vom 23. April 2008 (TSchV); SR 455.1



KANTON
NIDWALDEN

LANDAMMANN UND
REGIERUNGSRAT

Dorfplatz 2, Postfach 1246, 6371 Stans
Telefon 041 618 79 02, www.nw.ch

CH-6371 Stans, Dorfplatz 2, Postfach 1246, STK

PER E-MAIL

Kommission für Wissenschaft, Bildung
und Kultur
Herr Roman Hug
3003 Bern

Telefon 041 618 79 02
staatskanzlei@nw.ch
Stans, 12. Mai 2026

21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben. Stellungnahme

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident

Mit Brief vom 13. Februar 2026 unterbreiteten Sie uns den Entwurf zur 21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben mit der Bitte, bis zum 24. Mai 2026 eine Stellungnahme abzugeben.

Wir bedanken uns für diese Möglichkeit und nehmen wie folgt Stellung:

Die vorliegende parlamentarische Initiative ist zu begrüessen, da sie einen ausgewogenen und zukunftsgerichteten Umgang mit Tierversuchen ermöglicht. Sie anerkennt deren teilweise noch bestehende Notwendigkeit, setzt jedoch gleichzeitig klare Anreize, um durch die Förderung der 3R-Prinzipien Alternativen zu entwickeln und die Zahl sowie Belastung von Tierversuchen zu reduzieren.

Die vorgesehenen Massnahmen zur Verbesserung der Transparenz stärken das Vertrauen der Bevölkerung, ohne die Forschung unverhältnismässig zu belasten. Ebenso trägt die gezielte Förderung der 3R-Forschung dazu bei, die Schweiz langfristig als innovativen und verantwortungsvollen Forschungsstandort zu positionieren.

Auch die Optimierung des Bewilligungsverfahrens ist sinnvoll, da sie sowohl die Qualität als auch die Effizienz steigert. Insgesamt stellt die Vorlage einen ausgewogenen Kompromiss dar, der Tierschutz und Forschungsinteressen in angemessener Weise verbindet. Daher ist auf die Vorlage einzutreten und ihr zuzustimmen.

Wir danken für die Kenntnisnahme.

Freundliche Grüsse

NAMENS DES REGIERUNGSRATES

Dr. Othmar Filliger
Landammann

lic. iur. Armin Eberli
Landschreiber

Geht an:

- vernehmlassungen@blv.admin.ch



CH-6060 Sarnen, Enetriederstrasse 1, SSD

Kommission für Wissenschaft, Bildung und
Kultur

per E-Mail an:

vernehmlassung@blv.admin.ch

Referenz/Aktenzeichen: OWSTK.5796

Unser Zeichen: ks

Sarnen, 20. März 2026

**Parlamentarische Initiative 21.426 (Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben);
Stellungnahme.**

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident
Sehr geehrte Damen und Herren

Für die Einladung zur Stellungnahme zur parlamentarischen Initiative 21.426 (Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben) danken wir Ihnen.

Der Kanton Obwalden verzichtet in diesem Vernehmlassungsverfahren auf eine Stellungnahme.

Freundliche Grüsse


Christoph Amstad
Regierungsrat

Kopie an:

- Kantonale Mitglieder der Bundesversammlung
 - Gesundheitsamt
 - Staatskanzlei
-



Regierung des Kantons St.Gallen, Regierungsgebäude, 9001 St.Gallen

Kommission für Wissenschaft,
Bildung und Kultur des Nationalrates
3003 Bern

Regierung des Kantons St.Gallen
Regierungsgebäude
9001 St.Gallen
T +41 58 229 89 42
info.sk@sg.ch

St.Gallen, 20. Mai 2026

Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrates: Parlamentarische Initiative 21.426 «Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben»; Vernehmlassungsantwort

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 13. Februar 2026 laden Sie uns zur Vernehmlassung zum Gesetzesentwurf zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative 21.426 «Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben»; ein. Wir danken für diese Gelegenheit und nehmen gern wie folgt Stellung:

Der Kanton St.Gallen lehnt den vorliegenden Gesetzesentwurf ab. Zwar wird das Anliegen, die 3R-Forschung zu stärken und Alternativen zu Tierversuchen weiterzuentwickeln, grundsätzlich anerkannt.

Die vorgesehenen Massnahmen führen jedoch aus Sicht des Kantons zu zusätzlichem administrativem Aufwand und schwächen bewährte kantonale Strukturen, ohne dass ein entsprechender Mehrwert ausreichend ersichtlich ist. Die bestehenden gesetzlichen und institutionellen Grundlagen werden als ausreichend erachtet.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Im Namen der Regierung

Beat Tinner
Präsident

Dr. Benedikt van Spyk
Staatssekretär

Zustellung nur per E-Mail (pdf- und Word-Version) an:
vernehmlassungen@blv.admin.ch

**Kanton Schaffhausen
Departement des Innern**

Mühlentalstrasse 105
CH-8200 Schaffhausen
www.sh.ch

T +41 52 632 74 61
sekretariat.di@sh.ch



Departement des Innern

Bundesamt für
Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155
3003 Bern

per E-Mail an:
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Schaffhausen, 24. Mai 2026

21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben; Stellungnahme des Kantons Schaffhausen

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 13. Februar 2026 wandte sich die Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrates (WBK-N) betreffend das Geschäft «21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben» an die Schaffhauser Kantonsregierung. Für die Einladung zur Vernehmlassung danken wir Ihnen und lassen Ihnen nachfolgend gerne die Stellungnahme des Kantons Schaffhausen zukommen.

Der vorliegende Erlassentwurf sieht vor, die Transparenz durch die Veröffentlichung von nichttechnischen Zusammenfassungen der Forschungsprojekte zu erhöhen, Massnahmen zur Förderung der 3R-Forschung zu entwickeln sowie den Bewilligungsprozess zu verbessern und zu beschleunigen, indem Fachsekretariate geschaffen werden, welche eine klare und qualitätsorientierte Arbeitsteilung zwischen den involvierten Akteuren sicherstellen. In seiner Stellungnahme stützt sich der Kanton Schaffhausen im Wesentlichen auf die Stellungnahme der Vereinigung der Schweizer Kantonstierärztinnen und Kantonstierärzten (VSKT) ab, wobei wir uns aufgrund der begrenzten Betroffenheit des Kantons Schaffhausens auf die Kernpunkte beschränken.

Grundsätzlich begrüsst der Kanton Schaffhausen den Erlassentwurf zur Umsetzung der Parlamentarischen Initiative. Die 3R-Forschung, welche darauf abzielt, dem Tierwohl in der tierexperimentellen Forschung das notwendige Gewicht zu geben, ist unseres Erachtens zu unterstützen und zu stärken. Die klar formulierten Anforderungen an den Bewilligungsprozess - sowohl auf Ebene der zuständigen kantonalen Behörde als auch betreffend die kantonalen Tierversuchskommissionen - dürften sowohl in fachlicher Hinsicht als auch in zeitlicher Hinsicht zu einer Verbesserung führen. Die kantonale Tierversuchskommission muss dabei den Fokus ihrer Arbeit auf die Güterabwägung bei Gesuchen zu Tierversuchen mit Belastung der Tiere legen können. Folgerichtig gilt es sicherzustellen, dass die zuständige kantonale Behörde, die wiederum als Fachsekretariat fungiert bzw. fungieren kann, eine sorgfältige Vorprüfung der fachtechnischen Aspekte des Gesuchs (Vollständigkeit, Versuchsziel, Unerlässlichkeit des Tierversuchs) vornimmt. Die Schaffung zusätzlicher und losgelöst von der zuständigen kantonalen Behörde bestehender Fachsekretariate lehnen wir ab. Dadurch würde einzig eine neue Schnittstelle geschaffen, was mutmasslich wiederum einen Mehraufwand zur Folge hätte. Unabhängig davon dürften die an die zuständige kantonale Behörde und an die kantonale Tierversuchskommission gestellten Anforderungen dazu führen, dass insbesondere Kantone mit einer begrenzten Anzahl an Gesuchen für tierexperimentelle Forschung ihre Prozesse aktualisieren müssen. Der damit einhergehende Mehraufwand bei den Kantonen ist möglichst gering zu halten. Dies lässt unseres Erachtens u. a. durch eine konsequente Abstimmung der Prozesse aufeinander und die Nutzung von Synergiepotentialen erreichen. In diesem Zusammenhang sei insbesondere auf die von uns explizit begrüßte Möglichkeit verwiesen, wonach mehrere Kantone gemeinsam ein Fachsekretariat betreiben können.

Zu den einzelnen Gesetzesartikeln äussern wir uns wie folgt:

- **Art. 18 Abs. 3:** Der Vorentwurf der Mehrheit der WBK-N wird unterstützt. Es ist jedoch zu präzisieren, dass das Fachsekretariat Teil der zuständigen kantonalen Behörde ist. Die Schaffung eines zusätzlichen, von der zuständigen kantonalen Behörde losgelösten Fachsekretariats lehnen wir dahingegen ab.
- **Art. 20c Abs. 1 Bst. a und b, 3 und 4:** Der Vorentwurf der Mehrheit der WBK-N wird unterstützt. Es ist insbesondere sicherzustellen, dass sowohl die Mitarbeitenden des BLV als auch die Mitarbeitenden der kantonalen Bewilligungsbehörden im Rahmen ihres Zuständigkeitsbereichs Zugang zu den jeweils benötigten Daten erhalten. Darüber hinaus ist auch die in Art. 20c Abs. 3 geregelte Zusammenarbeit zwischen den Kantonen aus unserer Sicht von zentraler Bedeutung.
- **Art. 33a:** Der Vorentwurf der Mehrheit der WBK-N wird unterstützt. Von zentraler Bedeutung ist, dass das Fachsekretariat einen Bestandteil der zuständigen kantonalen Behörde bildet. Es dürfen keinesfalls zusätzliche Schnittstellen geschaffen werden,

welche die Arbeit der Kantone erschweren. In diesem Zusammenhang sei darauf hingewiesen, dass der Begriff «Fachsekretariat» allenfalls verwirrend sein kann, da u. U. eine zusätzliche Stelle suggeriert wird.

Vielen Dank für Ihre Kenntnisnahme und die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse
Departement des Innern

Christoph Aeschbacher
Departementssekretär

Staatskanzlei, Regierungskanzlei, 8510 Frauenfeld

Kommission für Wissenschaft, Bildung
und Kultur (WBK-N)
Herr Roman Hug
Präsident
3003 Bern

Frauenfeld, [Das Datum wird von Fabasoft gesetzt werden. Bitte nichts eingeben!]
Nr. [RRB-Nr.]

21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben

Vernehmlassung

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit der Stellungnahme zum Gesetzesentwurf für die Umsetzung der parlamentarischen Initiative 21.426. Wir lehnen den vorgeschlagenen Entwurf mit Ausnahme von Art. 3 lit. d ab.

Bemerkungen zu einzelnen Artikeln

Art. 3 lit. d

Wir unterstützen grundsätzlich das Kernanliegen der Initiative, das 3R-Prinzip und den Tierschutz in der Forschung mit Tieren zu fördern. Wir befürworten deshalb die Aufnahme und Definition des Begriffs in der Tierschutzgesetzgebung und damit die Einführung von Art. 3 lit. d im Tierschutzgesetz (TSchG; SR 455).

Art. 18 Abs. 3

Streichen.

Wir verweisen auf unsere Ausführungen zu Art. 33a.

Art. 20a und 20b

Streichen.

Mit Art. 20a Abs. 1 TSchG besteht aktuell bereits eine gesetzliche Informationspflicht im Bereich Tierversuche, wonach der Bund nach Beendigung eines Tierversuchs diverse Angaben (Titel, Zweck, Anzahl eingesetzte Tiere nach Tierart und Schweregrad der Belastung der Tiere) dazu veröffentlichen muss. Gemäss Art. 20a Abs. 2 TSchG kann der

2/3

Bundesrat vorsehen, dass weitere Angaben veröffentlicht werden, sofern keine überwiegenden schutzwürdigen privaten oder öffentlichen Interessen entgegenstehen. In Art. 20a Abs. 3 TSchG wird zudem festgehalten, dass der Bundesrat die Einzelheiten, insbesondere den Detailliertheitsgrad der Angaben, regelt.

Die vorgeschlagene, sehr weit gehende Regelung erachten wir als nicht zielführend. Da sehr viele Tierversuchsbewilligungen erteilt werden, ginge die neue Regelung mit einem wesentlichen personellen und finanziellen Mehraufwand einher, ohne dass dadurch ein tatsächlicher Mehrwert bezüglich Transparenz geschaffen würde. Es besteht bereits eine umfassende gesetzliche Publikations- und Informationspflicht. Durch die vorgesehene Publikation der nicht-technischen Projektzusammenfassungen besteht zudem das Risiko, dass insbesondere extremistische Gruppen und Tierrechtsorganisationen versuchen, gesetzeskonforme bewilligte Tierversuche zu sabotieren, was die reibungslose Durchführung solcher Projekte gefährden kann. Dies kann gerade auch negative Auswirkungen auf das Tierwohl haben.

Art. 20c

Streichen.

Wir verweisen auf unsere Ausführungen zu Art. 33a.

Art. 22

Streichen.

Bereits mit der jetzigen gesetzlichen Grundlage sind die nötigen Voraussetzungen gegeben, damit der Bund in Zusammenarbeit mit den Hochschulen und der Industrie die Entwicklung und Anwendung des 3R-Konzepts fördern kann. Mit der vorgesehenen Anpassung entfielen zudem die aktuelle, in Art. 22 Abs. 2 TSchG festgelegte Vorgabe zur Förderung von Forschungsprojekten, welche die Ausschaltung von Schmerzen, Leiden oder Ängsten bei Eingriffen gemäss Art. 16 TSchG zum Ziel haben. Dies ist kontraproduktiv und nicht im öffentlichen Tierschutzinteresse.

Art. 33a

Streichen.

Die Einführung einer zusätzlichen Fachstelle stellt keinen Mehrwert dar. Bereits heute arbeiten etliche Kantone im Bereich des Tierversuchswesens eng zusammen. Dieses System hat sich bewährt. Wir sehen keine Notwendigkeit für entsprechende Anpassungen. Diese würden nicht nur zu unnötigen Mehraufwendungen und zu personellen

3/3

Mehrkosten führen, sondern auch die bewährten Bewilligungsabläufe unnötig verkomplizieren.

Entsprechend sind auch die vorgesehenen Änderungen von Art. 18, Art. 20c und Art. 34 TSchG zu streichen.

Art. 34

Streichen.

Wir verweisen auf unsere Ausführungen zu Art. 33a.

Mit freundlichen Grüßen

Der Präsident des Regierungsrates

Der Staatsschreiber

Per E-Mail

Nationalrat
Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kul-
tur (WBK-N)
3003- Bern

vernehmlassungen@blv.admin.ch

Altdorf, 18. März 2026

21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben; Stellungnahme

Sehr geehrter Herr Präsident
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 13. Februar 2026 laden sie den Regierungsrat des Kantons Uri ein, zu oben erwähntem Geschäft Stellung zu nehmen. Wir danken Ihnen dafür. Für die Beantwortung ist die Volkswirtschaftsdirektion beauftragt worden.

Die Thematik der Tierversuche spielt im Kanton Uri nur eine sehr untergeordnete Rolle, da wir weder Universitäten noch Firmen bei uns haben, die mit Versuchstieren Forschung betreiben. Aus diesen Gründen verzichten wir auf eine Stellungnahme.

Wir danken Ihnen für die Kenntnisnahme.

Freundliche Grüsse

Direktionssekretariat



Christian Raab, Generalsekretär



CONSEIL D'ÉTAT

Château cantonal
1014 Lausanne

Conseil national
Commission de la science, de l'éducation
et de la culture
Monsieur Roman Hug, Président
3003 Berne

Envoi par courriel :
wbk.csec@parl.admin.ch

Réf. : 26_COU_2061

Lausanne, le 13 mai 2026

Consultation fédérale (CE) 21.426 n. lv. pa. Christ. Méthodes de substitution à l'expérimentation animale. Davantage de ressources et d'incitations pour la recherche 3R

Monsieur le Président,

Par courrier du 13 février dernier, vous nous avez consultés par rapport à la mise en œuvre de l'initiative parlementaire 21.426 qui a pour but de renforcer les méthodes alternatives à l'expérimentation animale, via le principe des 3R. Nous vous remercions pour la possibilité offerte de nous déterminer à ce sujet.

Nous constatons que le projet de mise en œuvre prévoit la promotion des 3R par un soutien accru à la recherche liée aux méthodes alternatives. Il prévoit également d'augmenter la transparence dans le domaine de l'expérimentation, notamment en publiant, à l'attention du public, des résumés non techniques des projets. Finalement, il introduit des secrétariats spécialisés pour améliorer la qualité des demandes d'autorisation et d'en accélérer leur traitement.

Sur le fond, le Gouvernement adhère aux objectifs poursuivis par l'initiative, à savoir l'amélioration de la protection des animaux dans la recherche. Il reconnaît également l'importance d'accroître la qualité et l'efficacité des procédures d'autorisation.

Toutefois, il s'interroge sur la forme retenue par le projet, notamment en ce qui concerne la création de secrétariats spécialisés. En pratique, ces structures existent déjà dans plusieurs cantons, dont le nôtre, et contribuent à garantir la qualité des demandes d'autorisation. Le projet apparaît ainsi davantage comme une formalisation et une extension de pratiques existantes, qu'une réelle innovation. Il convient néanmoins de relever que, s'il s'agissait de créer des secrétariats spécialisés supplémentaires distincts de l'autorité cantonale compétente, cela introduirait une interface additionnelle qui entraînerait une surcharge administrative. Une telle approche ne saurait dès lors être soutenue.

Par ailleurs, le dispositif proposé permettrait aux cantons de déléguer les tâches en lien avec l'expérimentation animale à d'autres cantons disposant de l'infrastructure nécessaire. Si cette démarche peut se justifier au regard des compétences et de l'efficacité, elle entraîne un transfert de charges vers ces derniers cantons. Ceux-ci devront en effet mettre à disposition des ressources supplémentaires, tant pour la mise en place du système que pour le traitement d'un nombre plus élevé de demandes. Sur ce point, le Gouvernement estime qu'il convient d'examiner avec attention les effets potentiels de ces possibilités d'organisation sur la répartition des charges et des ressources afin de garantir un équilibre approprié entre les cantons.

S'agissant du renforcement du soutien au principe des 3R, le Gouvernement accueille favorablement les mesures proposées. Celles-ci contribuent à promouvoir une recherche plus éthique et innovante. Il partage l'objectif de favoriser le développement, la validation et la mise en œuvre de méthodes alternatives à l'expérimentation animale, ainsi que le renforcement des compétences dans ce domaine.

Le Gouvernement souligne encore la nécessité de veiller à ce que ces mesures s'inscrivent dans une approche coordonnée avec les dispositifs existants, tant au niveau national qu'international. Il relève également que le développement des 3R repose en grande partie sur l'engagement des milieux scientifiques et académiques. Ces derniers doivent donc directement bénéficier du soutien prévu au développement 3R par la Confédération.

Concernant l'information au public dans ce domaine sensible, le Gouvernement soutient le principe d'une transparence accrue, surtout à travers la publication de résumés non techniques des projets visant à favoriser la compréhension et le débat public. Cependant, il souhaite attirer l'attention sur les implications pratiques de ces mesures, en particulier en termes de charge administrative supplémentaire pour les chercheurs et les autorités compétentes. Le Gouvernement estime dès lors qu'il convient d'examiner avec soin si le surcroît de travail induit est proportionné aux bénéfices attendus en matière de transparence.

À cet égard, il apparaît important de veiller à ce que les nouvelles exigences s'intègrent autant que possible dans les procédures existantes et n'entravent pas inutilement les activités de recherche, tout en garantissant une réelle valeur ajoutée en termes de compréhension et d'accessibilité des informations mises à disposition.

Enfin, le Gouvernement souhaite formuler une remarque de nature rédactionnelle concernant l'art. 20a de l'avant-projet. À l'al. 2, la formulation pourrait prêter à confusion en laissant entendre que l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires est l'autorité compétente pour délivrer les autorisations, alors que cette compétence relève des cantons. Une clarification rédactionnelle serait souhaitable.

Par ailleurs, le Gouvernement relève que certaines informations énumérées à l'al. 2 apparaissent en partie redondantes, notamment entre les let. b et e, ainsi que d et f. Une simplification ou une meilleure distinction de ces éléments permettrait d'améliorer la lisibilité de la disposition.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à la présente prise de position et vous prions croire, Monsieur le Président, à l'expression de notre haute considération.

AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

LA PRESIDENTE

LE CHANCELIER

Christelle Luisier Brodard

Michel Staffoni

Copies

- OAE
- DGAV

Commission de la science, de l'éducation
et de la culture
Monsieur Roman Hug, président
CH - 3003 Berne



Date

Procédure de consultation

21.426 n Iv. pa. Christ. - Méthodes de substitution à l'expérimentation animale. Davantage de ressources et d'incitations pour la recherche 3R.

Monsieur le Président,

Le Gouvernement valaisan vous remercie pour votre invitation du 13 février 2026 à participer à la procédure de consultation susmentionnée et vous fait part ci-après de sa détermination.

Le Canton du Valais accueille favorablement, dans son principe, le projet de loi visant à mettre en œuvre l'initiative parlementaire 21.246. Il reconnaît l'importance cruciale de la recherche 3R (Remplacement, Réduction, Raffinement) pour renforcer le bien-être animal et estime que les exigences clarifiées concernant le processus d'autorisation amélioreront tant la qualité des décisions que la transparence, tout en réduisant les délais de traitement pour les chercheurs.

Toutefois, le Canton du Valais formule des réserves importantes quant à l'organisation administrative proposée. Il s'oppose en effet à la création de secrétariats spécialisés indépendants des autorités cantonales, jugeant qu'une telle mesure créerait une nouvelle interface bureaucratique inutile et alourdirait considérablement la charge de travail. Pour le Canton du Valais, ces secrétariats doivent impérativement rester intégrés aux unités techniques existantes des autorités cantonales compétentes. De plus, le Canton souligne qu'il applique déjà une solution de collaboration intercantonale efficace, fondée sur la mutualisation des processus pour optimiser l'utilisation de ressources limitées. Il recommande donc que la législation reconnaisse et facilite ce modèle éprouvé, plutôt que d'imposer de nouvelles structures susceptibles d'alourdir la charge administrative. Par ailleurs, il propose d'adapter la composition des commissions en fonction du volume de dossiers à traiter : cinq membres pour les petits cantons et sept pour les plus grands.

Commentaires par article :

- Art. 3 al. d, Art. 18 al. 3, Art. 20 a, Art. 20 b al. 1 et 3, Art. 22 al. 2, 3 et 4, Art. 34 : Le Canton du Valais soutient sans réserve le projet de la majorité de la sous-commission.
- Art. 20 c al. 1 let. a et b, 3 et 4 : Le Canton du Valais soutient le projet, en soulignant l'importance de garantir l'accès aux données nécessaires tant aux collaborateurs de l'OSAV qu'à ceux des autorités cantonales, ainsi que la nécessité d'une étroite collaboration entre les cantons.
- Art. 33 a : Le Canton du Valais approuve le projet, mais insiste sur le fait que le secrétariat spécialisé doit demeurer une composante intégrante de l'autorité cantonale pour éviter toute complication administrative. Il suggère que le terme « secrétariat spécialisé » puisse prêter à confusion en laissant supposer une entité distincte. La coopération intercantonale est vue comme une solution clé pour optimiser les ressources.



Nous vous remercions de nous avoir donné l'occasion de nous prononcer sur ce sujet et vous présentons, Monsieur le Président, l'expression de notre considération distinguée.

Au nom du Conseil d'Etat

Le président

La chancelière

Mathias Reynard

Monique Albrecht

Copie à vernehmlassungen@blv.admin.ch

21. Mai 2026

Georg Keller
Friedrich Miescher Institute
Fabrikstrasse 66
CH-4056 Basel

georg.keller@fmi.ch
www.fmi.ch

Stellungnahme zur Vernehmlassung (Verfahren 2026/9)

Vorlage: 21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben

I. Allgemeine Beurteilung und Kernanliegen

Als Forscher in der Schweiz begrüsse ich die Stossrichtung der parlamentarischen Initiative 21.426 im Grundsatz ausserordentlich. Die gesetzliche Verankerung der 3R-Prinzipien sowie die Weiterentwicklung der Qualitätsstandards im Bewilligungsverfahren sind wegweisende Schritte für den Schweizer Forschungsplatz. Für den langfristigen Erfolg der Vorlage ist aus wissenschaftlicher Praxis jedoch zwingend vorauszusetzen, dass neue Regulierungsschritte strikt evidenzbasiert und administrativ schlank ausgestaltet werden. Neue bürokratische Hürden, die keinen empirisch nachweisbaren Mehrwert für das Tierwohl generieren, gefährden die internationale Wettbewerbsfähigkeit und die Innovationskraft der biomedizinischen Spitzenforschung in der Schweiz.

Gesamteinschätzung: Annahme mit Revision.

- **Unterstützt werden:** Die 3R-Förderung (Art. 22), die datenbasierte Steuerung (Art. 20b) und die grundsätzliche Stärkung der Tierversuchskommissionen (Art. 34).
- **Abgelehnt bzw. grundlegend überarbeitet werden müssen:** Die zwingende Präregistrierung (Art. 20a Abs. 1), die Einführung von Fachsekretariaten (Art. 18 Abs. 3, Art. 33a) sowie die unbeschränkten kantonsübergreifenden Zugriffsrechte auf Rohgesuche (Art. 20c).

II. Spezifische Bemerkungen zu den einzelnen Gesetzesänderungen

Bestimmung	Akzeptanz	Antrag und Begründung
Art. 3 Lit. b (Wohlergehen)	Grundsätzliche Überarbeitung	<p>Änderungsvorschlag: «...das artgemässe Verhalten einschliesslich positiver Erfahrungen innerhalb der biologischen Anpassungsfähigkeit ermöglicht und gefördert wird.»</p> <p><i>Begründung:</i> Das Tierwohlkonzept sollte gemäss modernem Forschungsstand nicht mehr nur leidzentriert sein, sondern positive mentale Zustände und eine aktive Förderkomponente explizit einschliessen.</p>
Art. 3 Lit. d (3R)	Grundsätzliche Überarbeitung	<p>Änderungsvorschlag: Übernahme der offiziellen Definition des Swiss 3R Competence Centre (3RCC).</p> <p><i>Begründung:</i> Die vorgeschlagene Definition bildet das aktuelle wissenschaftliche Verständnis nicht präzise ab (z. B. fehlende Nennung der aktiven Wohlergehensförderung bei Refinement).</p>
Art. 18 Abs. 3 & Art. 33a (Fachsekretariate)	Ablehnung	<p>Antrag: Ersatzlos streichen (im Sinne des Minderheitsantrags).</p> <p><i>Begründung:</i> Die Schaffung einer vorgelagerten, separierten Prüfungsebene verletzt das verfassungsrechtliche Verhältnismässigkeitsprinzip, welches eine integrale Gesamtbeurteilung verlangt. Zudem führt sie zu massiven Kompetenzkonflikten mit den kantonalen Kommissionen und vernichtet wertvolle lokale Expertise. Die Harmonisierung soll stattdessen über eine interkantonale, rein beratende Kommission angestrebt werden.</p>
Art. 20a Abs. 1 (Präregistrierung)	Ablehnung	<p>Antrag: Auf eine obligatorische Präregistrierung als Bewilligungsvoraussetzung ist zu verzichten.</p> <p><i>Begründung:</i> Es fehlt jegliche empirische Evidenz für einen Tierschutznutzen. Internationale Erfahrungen (z. B. aus klinischen Studien) zeigen, dass Registrierungen den Publikationsbias nicht eliminieren und das sogenannte "Outcome Switching" nicht verhindern. Das bewährte, freiwillige Regime über bestehende Plattformen (z. B. preclinicaltrials.eu) soll beibehalten werden.</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Antrag und Begründung
Art. 20a Abs. 2 (Projektzusammenfassung)	Zustimmung mit Vorbehalten	Antrag: Einführung von nichttechnischen Projektzusammenfassungen (NTP) wird begrüsst (EU-Kompatibilität). Es braucht jedoch drei Anpassungen: (a) Ersetzen von „erwarteter Nutzen“ durch „erwarteter Kenntnisgewinn“; (b) Zusammenlegung von Lit. f und g zur Vermeidung von Redundanzen; (c) Aufnahme einer expliziten Schutzklausel für Betriebs- und Geschäftsgeheimnisse analog zum deutschen Recht.
Art. 20a Abs. 3 (Retrospektive Ergänzung)	Zustimmung	Die Ausweitung auf sämtliche Schweregrade wird unterstützt, da die Daten im System Animex-ch ohnehin erfasst werden. Die Publikation sollte spätestens sechs Monate nach Versuchsende erfolgen.
Art. 20b Abs. 3 (Informationssystem)	Zustimmung mit Vorbehalten	Die Beauftragung Dritter mit Datenauswertungen muss an eine strikte Einhaltung des revidierten Datenschutzgesetzes (revDSG) geknüpft werden. Bei Beizug des 3RCC müssen potenzielle Interessenkonflikte (Fördermandat vs. Datenzugriff) über ein transparentes Management geregelt werden.
Art. 20c Abs. 3 & 4 (Zugriffsrechte)	Ablehnung	Antrag: Der unbeschränkte kantonsübergreifende Zugriff auf Rohgesuche ist zu streichen. Der Verordnungsdelegation in Abs. 4 wird widersprochen. Begründung: Die Ausweitung gefährdet geschützte Forschungs- und Geschäftsgeheimnisse. Eine einheitliche Vollzugspraxis lässt sich schonender durch eine anonymisierte Entscheidungsdatenbank erreichen. Abs. 4 stellt zudem eine verfassungsrechtlich unzulässige, unbestimmte Blankodelegation dar.
Art. 22 (Forschung)	Grundsätzliche Überarbeitung	Antrag: Zusammenführung der Absätze 2, 3 und 4 zu einem einzigen konsolidierten Absatz. Begründung: Die Aufteilung ist gesetzestechnisch redundant. Alle Elemente (Forschung, Validierung, Infrastruktur, Ausbildung) lassen sich systematisch an einer Stelle regeln.

Bestimmung	Akzeptanz	Antrag und Begründung
<p>Art. 33a (Fachsekretariat für Tierversuche)</p>	<p>Ablehnung</p>	<p>Antrag: Ersatzlose Streichung.</p> <p><i>Begründung:</i> Die geplante vorgelagerte Prüfung von Tierversuchen durch ein Fachsekretariat ist rechtlich, wissenschaftlich und praktisch ungeeignet. Das verfassungsrechtliche Verhältnismässigkeitsprinzip sowie die wissenschaftlichen Kriterien der Validität und der 3R-Prinzipien verlangen eine integrale Gesamtbeurteilung, die nicht in eine sequentielle Struktur aufgespalten werden darf. Zudem würde diese Neuerung zu massiver Bürokratie, Kompetenzkonflikten und dem Verlust lokaler Expertise führen, während ein zentrales Sekretariat die nötige fachliche Bandbreite gar nicht abbilden könnte. Eine Blankodelegation von Kompetenzen an den Bundesrat, ist abzulehnen, da wesentliche Weichenstellungen zwingend im formellen Bundesgesetz durch die Legislative geregelt werden müssen.</p>
<p>Art. 34 (Kantonale Kommission)</p>	<p>Zustimmung mit Vorbehalten</p>	<p>Antrag: (1) Erhöhung der Mindestmitgliederzahl von fünf auf sieben. (2) Aufnahme medizinischer und patientenseitiger Kompetenzen in Abs. 1. (3) Verankerung eines bundesrechtlich einheitlichen Mehrheitsrekursrechts (Abs. 2a neu).</p> <p><i>Begründung:</i> Fünf Personen reichen für eine fachlich breite, ausstandssichere Besetzung nicht aus. Die medizinische Perspektive fehlt im Vorentwurf völlig. Das Mehrheitsrekursrecht verhindert eine kantonale Zersplitterung. Vor der Weiterberatung wird zudem eine fundierte Regulierungsfolgenabschätzung verlangt, da kleinere Kantone ihre Kommissionen strukturell bedingt auflösen dürften.</p>

Mit freundlichen Grüssen,



Georg Keller

Georg B. Keller, Prof. Dr.
Senior Research Group Leader
Friedrich Miescher Institute for Biomedical Research



Kommission für Wissenschaft, Bildung
und Kultur
CH-3003 Bern

wbk.csec@parl.admin.ch
parl.ch

An:
die politischen Parteien
die Dachverbände der Gemeinden,
Städte und Berggebiete
die Dachverbände der Wirtschaft
die interessierten Kreise

13. Februar 2026

21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben

Sehr geehrte Damen und Herren

Die Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrates (WBK-N) hat einen Gesetzesentwurf zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative 21.426 ausgearbeitet. Ziel ist es, die Ressourcen und Anreize für Alternativen zu Tierversuchen (3R-Forschung [«Replace, Reduce, Refine»]) zu erhöhen.

Der Entwurf sieht namentlich vor, die Transparenz durch die Veröffentlichung von nichttechnischen Zusammenfassungen der Forschungsprojekte zu erhöhen, Massnahmen zur Förderung der 3R-Forschung zu entwickeln sowie den Bewilligungsprozess zu verbessern und zu beschleunigen, indem Fachsekretariate geschaffen werden, welche eine klare und qualitätsorientierte Arbeitsteilung zwischen Forschenden, Fachsekretariat und Tierversuchskommission sicherstellen.

Die WBK-N hat ihren Vorentwurf am 22. Januar 2026 verabschiedet. Wir unterbreiten Ihnen diese Vorlage hiermit im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens. Sie sind eingeladen, zum Vorentwurf und zum erläuternden Bericht Stellung zu nehmen.

Die Vernehmlassungsfrist ist der 24. Mai 2026.

Die Unterlagen zur Vernehmlassung können auf folgenden Seiten abgerufen werden:

- <https://www.fedlex.admin.ch/de/consultation-procedures/ongoing#Parl>.
- <https://www.parlament.ch/de/organe/kommissionen/sachbereichskommissionen/kommissionen-wbk/berichte-vernehmlassungen-wbk>

Wir bitten Sie, Ihre Stellungnahme in Form eines elektronischen Dokuments zu verfassen (bitte nebst einer PDF-Version auch eine Word-Version) und an folgende Adresse zu senden: vernehmlassungen@blv.admin.ch. Des Weiteren bitten wir Sie, auch eine Kontaktperson für allfällige Rückfragen anzugeben.



Die Parlamentsdienste werden bei der Durchführung der Vernehmlassung vom Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (BLV) unterstützt. Für Auskünfte stehen Ihnen seitens des Sekretariats der WBK Herr Pierre-Alain Jaquet (pierre-alain.jaquet@parl.admin.ch, +41 58 322 97 41) und seitens des BLV Frau Christine Niederhäuser (christine.niederhaeuser@blv.admin.ch, +41 58 462 16 40) zur Verfügung.

Für Ihre Stellungnahme danken wir Ihnen im Voraus.

Freundliche Grüsse



Roman Hug
Kommissionspräsident

Beilagen:

- Vernehmlassungsvorlage (d, f, i)
- Erläuternder Bericht (d, f, i)
- Synoptische Darstellung (d, f, i)
- Liste der Vernehmlassungsadressaten (d, f, i)

**Stellungnahme der Kommission für Tierversuchsethik (KTVE)
21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um
Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben**

Adresse: Kommission für Tierversuchsethik, Schweizerische Akademie der Medizinischen Wissenschaften, Haus der Akademien, Laupenstrasse 7, CH-3001 Bern

Kontaktperson: Vize-Präsident Prof. Michael C. Schmid

Email: michael.schmid@unifr.ch

Datum: 6. Mai 2026

Autor/in der Kommentare:

Prof. Charlotte Blattner

Dr. Gisele Ferrand

Prof. Michael O. Hottiger

Dr. Daniele Roppolo

Prof. Michael C. Schmid

Dr. Michaela Thalmair-Honold

I. Zusammenfassung und Gesamtschätzung

Die Kommission für Tierversuchsethik (KTVE) begrüsst den Vorentwurf zur Revision des Tierschutzgesetzes (TSchG) grundsätzlich. Wie in ihrem Diskussionspapier «[Mögliche Reformen des Bewilligungsverfahrens für Tierversuche in der Schweiz](#)» (Juni 2025) dargelegt, unterstützt die KTVE insbesondere Reformen zur Professionalisierung des Bewilligungsverfahrens sowie zur Stärkung der 3R-Prinzipien, welche die Qualität und Wettbewerbsfähigkeit der biomedizinischen Forschung in der Schweiz fördern. Die gesetzliche Verankerung der 3R-Definition (Art. 3 lit. d VE-TSchG) und die substanzielle Konkretisierung des 3R-Förderauftrags des Bundes (Art. 22 VE-TSchG) schaffen eine solide rechtliche Basis für eine wirksame und nachhaltige Förderung von 3R-Forschung, -Infrastruktur, -Ausbildung und internationaler Zusammenarbeit. Dies ist eine notwendige Voraussetzung, damit die Schweiz bei der Entwicklung und Implementierung von 3R-Methoden eine internationale Führungsrolle einnehmen kann. Massnahmen wie die Einführung von Fachsekretariaten (Art. 33a VE-TSchG) und die Stärkung der Tierversuchskommissionen durch klare Mindestvorgaben zu Grösse und Expertise (Art. 34 VE-TSchG) bieten Potenzial zur Entlastung der Tierversuchskommissionen und zur Verbesserung der Verfahrensqualität. Für eine erfolgreiche Umsetzung insbesondere der geplanten Fachsekretariate ist entscheidend, dass diese Strukturen klar definiert, effizient ausgestaltet und eng mit den bestehenden kantonalen Vollzugsstrukturen abgestimmt werden. Zusätzliche administrative Hürden sind zu vermeiden. Bestehende Strukturen (insbesondere Tierschutzbeauftragte und Tierversuchskommissionen) sind parallel gezielt in ihrer fachlichen Qualifikation und personellen Ausstattung zu stärken. Die KTVE befürwortet zudem eine erhöhte Transparenz. Neue Instrumente sollten insgesamt nur dann eingeführt werden, wenn sie sowohl einen klaren Mehrwert für das Tierwohl als auch die Qualität, Nachvollziehbarkeit und Effizienz des Bewilligungsverfahrens bieten. Doppelregulierungen – wie etwa die spezifische gesetzliche Verankerung der Prä-Registrierung für Tierversuche (Art. 20a Abs. 1 VE TSchG und erläuternder Bericht) – lehnt die Kommission ab, da entsprechende Praktiken in der wissenschaftlichen Gemeinschaft bereits dort etabliert sind, wo sie einen nachweisbaren Mehrwert bieten. Erfahrungen aus vergleichbaren europäischen Systemen zeigen, dass übermässige Bürokratisierung, uneinheitliche Vollzugspraxis und unklare Verfahrensschritte die Effizienz von Bewilligungsverfahren beeinträchtigen können, ohne einen entsprechenden Mehrwert für den Tierschutz und das Tierwohl zu generieren^{1,2}. Solche Entwicklungen gilt es im Rahmen der vorliegenden Revision ausdrücklich zu vermeiden.

Gesamtschätzung:

Die KTVE begrüsst und unterstützt die Zielrichtung der Vorlage, empfiehlt jedoch teils einzelne, teils grundsätzliche Anpassungen. Insbesondere im Bereich der Fachsekretariate, der Transparenzinstrumente sowie der Vollzugsgestaltung besteht ein wesentlicher Präziserungs- und Korrekturbedarf. Die Umsetzung der Revision sollte eng begleitet und bei Bedarf nachgesteuert werden. Hierzu leistet die KTVE gerne ihren Beitrag.

Die KTVE bedankt sich für die Möglichkeit zur Stellungnahme und würdigt die sorgfältige Ausarbeitung des Vorentwurfs durch das BLV und die WBK-N.

II. Bemerkungen zu den einzelnen Änderungen

Vorgeschlagene Änderungen Tierschutzgesetz (TSchG)

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar	Änderungsantrag der KTVE
Art. 3	Begriffe		
Lit. b.	grundsätzliche Überarbeitung	<p>Die Erweiterung des Begriffs "Wohlergehen" um positive Tierwohl Aspekte ist angebracht, da dies das aktuelle wissenschaftliche Verständnis von Tierwohl widerspiegelt^{3,4} und Wohlergehen über eine reine Leidvermeidung hinausgehen sollte.</p> <p>Eine solche Anpassung stärkt insbesondere auch das Prinzip <i>Refinement</i> und kann direkt zu besseren experimentellen Bedingungen beitragen.</p> <p>Empfehlung: Integration eines erweiterten Tierwohlbegriffs, der sowohl Leidvermeidung als auch die Förderung positiver Zustände umfasst.</p>	<p>b. Wohlergehen: Wohlergehen der Tiere ist namentlich gegeben, wenn:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. die Haltung und Ernährung so sind, dass ihre Körperfunktionen und ihr Verhalten nicht gestört sind, und sie in ihrer Anpassungsfähigkeit nicht überfordert sind, 2. das artgemässe Verhalten innerhalb der biologischen Anpassungsfähigkeit wird ermöglicht und gefördert, so dass die Tiere ihre Verhaltensbedürfnisse ausleben und positive Erfahrungen machen können, 3. sie klinisch gesund sind, 4. Schmerzen, Leiden, Schäden und Angst vermieden werden;
Lit. d.	Grundsätzliche Überarbeitung	<p>Die gesetzliche Verankerung der 3R ist essenziell. Die vorgeschlagene Definition bleibt jedoch hinter dem aktuellen Stand zurück:</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Reduction</i> muss klar auf statistisch valide Minimierung ausgerichtet sein • <i>Refinement</i> muss explizit auch positives Tierwohl beinhalten <p>Empfehlung: Klarere Definition des 3R Prinzips.</p>	<p>„3R: Prinzipien, welche das Ersetzen von Tierversuchen durch nicht-tierbasierte (oder: alternative) Methoden und Modelle (engl.: replacement), die Reduktion der Tierzahl auf das unerlässliche Minimum (engl.: reduction) sowie das Verbessern im</p>

		<p><i>Hinweis zur frz. Übersetzung:</i> Der Begriff „Reformer“ ist unpräzise und durch „Affiner“ oder „Raffiner“ zu ersetzen.</p>	<p>Hinblick auf eine geringere Belastung der Tiere und die Förderung des Wohlbefindens der Tiere (engl.: refinement) im Tierversuch fordern.“ Oder Übernahme der 3R Definition des 3RCC für <i>Refinement</i>.,3R: Prinzipien, welche das Ersetzen von Tierversuchen durch nicht-tierbasierte (oder: alternative) Methoden und Modelle (engl.: replacement), die Reduktion der Tierzahl auf das unerlässliche Minimum (engl.: reduction) sowie Methoden, die potenzielle Schmerzen, Leiden und Stress lindern oder minimieren und das Wohlergehen der Tiere verbessern (engl.: refinement).“</p>
Art. 18	Bewilligungspflicht		
Abs. 3	Zustimmung mit Unterstützung der parl. Minderheit I (“Kann“-Formulierung)	<p>Fachsekretariate können als professionelle Schnittstelle zwischen Gesuchstellenden und Tierversuchskommissionen (TVK) zu Professionalisierung, Harmonisierung und Beschleunigung des Bewilligungsverfahrens beitragen. Wichtig dabei ist, dass keine zusätzliche strukturelle Ebene eingeführt wird (der erläuternde Bericht hält zwar fest, dass “Fachsekretariate ... keine zusätzliche Struktur und kein</p>	<p>Falls notwendig - Klärung: Das zuständige Fachsekretariat unterbreitet Bewilligungsgesuche für Tierversuche nach Artikel 17 der zuständigen kantonalen Kommission für Tierversuche.</p>

		<p>zusätzlicher Prozessschritt im Bewilligungsverfahren [sind], sondern sollen der Effizienz, der Qualität, der Beschleunigung und der Vereinheitlichung der Bewilligungsverfahren dienen." - Allerdings bleibt unklar, wie die Fachsekretariate dies bewirken sollen. Dies benötigt weitere Ausführungen.</p> <p>Fachsekretariate sollten optional dort eingesetzt werden, wo sie Sinn machen und das Bewilligungsverfahren verbessern und beschleunigen können.</p> <p>Die Zusammensetzung der Fachsekretariate, die Kompetenzen der Mitarbeitenden und ihre Aufgabe müssen dringend geklärt werden (vgl. Kommentare zu Art 33a, unten).</p>	
Art. 20a	Information der Öffentlichkeit		
Abs. 1 (Transparenz / Prä-Registrierung)	Ablehnung des zweiten Satzes	<p>Transparenz in der Forschung mit Tieren entspricht dem bestehenden gesetzlichen Auftrag zur Information der Öffentlichkeit. Wichtige Massnahmen wurden diesbezüglich in den letzten Jahren eingeführt (open science, STAAR). Die KTVE unterstützt Transparenz als wesentliches Element des Dialogs mit der Öffentlichkeit. Sie lehnt jedoch die Einführung der Prä-Registrierung als Voraussetzung für den Erhalt einer Tierversuchsbewilligung ab, da kein klarer Mehrwert erkennbar ist. Prä-Registrierung ist ein etabliertes Instrument der wissenschaftlichen Praxis zur Verbesserung von Qualität und Reproduzierbarkeit und</p>	<p>1. Streichung von Art. 20a Abs. 1, 2. Satz gemäss Vorentwurf. 2. Notwendigkeit von Schutzvorkehrungen für Forschungs- und Geschäftsgeheimnisse.</p>

		<p>wird dort eingesetzt, wo sie sinnvoll ist. Eine spezifische gesetzliche Verankerung der Prä-Registrierung für Tierversuche riskiert Doppelregulierung, Einschränkung von Grundlagenforschung, Offenlegung sensibler Inhalte und zusätzlichem administrativen Aufwand, ohne nachgewiesenen Nutzen für den Tierschutz. Forschende sehen eine generelle Pflicht zur Prä-Registrierung deshalb skeptisch⁵.</p>	
<p>Abs. 2 – 5 (NTS & weitere Publikationen)</p>	<p>grundsätzliche Überarbeitung</p>	<p>Die Einführung nichttechnischer Projektzusammenfassungen (NTS) entspricht etablierten internationalen Standards (z. B. EU) und wird grundsätzlich unterstützt. Entscheidend ist jedoch, dass:</p> <ul style="list-style-type: none"> • der administrative Mehraufwand minimiert wird; • Doppelspurigkeiten vermieden werden; • bestehende Datenstrukturen (z. B. animex.ch) konsequent genutzt werden. <p>Unklar ist, warum in Art. 20a Abs. 2e VE TSchG («den Zielen des Versuchsvorhabens und dem erwarteten Nutzen») der Begriff «Nutzen» neu eingeführt wird. Im Allgemeinverständnis wird der Begriff oft mit «praktischem Nutzen» oder «Anwendungsnutzen» gleichgesetzt, was insbesondere für die Grundlagenforschung nicht zutreffend ist, da die Grundlagenforschung gerade nicht direkt auf Anwendungsnutzen abzielt. Zudem wird ein einzelnes</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Vereinfachung der Anforderungen unter Nutzung bestehender Daten. • Präzisierung und Begrenzung der Delegationskompetenz des Bundesrates (Abs. 4)

		<p>Forschungsprojekt Erkenntnisse liefern, die wichtig, aber für sich allein nie ausreichend sind, um einen (versprochenen) Nutzen zu erreichen.</p> <p>Art. 20a Abs. 2f VE TSchG fragt nach den Belastungen und belastungsmindernden Massnahmen, die die Öffentlichkeit aber nur dann einordnen kann, wenn der ganze Versuchsablauf bzw. die verwendeten Verfahren klar sind. Die Beschreibung derselben werden aber im VE nicht gefordert.</p> <p>Aus dieser Überlegung stellt sich die Frage, ob die Öffentlichkeit mit den Informationen wirklich mehr Transparenz erhält.</p> <p>Die KTVE erachtet insbesondere die retrospektive Publikation (inkl. effektiver Tierzahlen und Schweregrade) als prioritär.</p>	
Art. 20b	Zweck und Inhalt		
Insgesamt	Zustimmung	<p>Richtig ausgestaltet, ist die systematische Datenauswertung ein wichtiger Hebel für Qualität, Effizienz und Tierwohl. Die Datenauswertung ist zentral für:</p> <ul style="list-style-type: none"> • evidenzbasierte Politik • gezielte 3R-Förderung 	Keine Änderung.
Abs. 1	Zustimmung	<p>Besonders positiv:</p> <ul style="list-style-type: none"> • expliziter Datenschutz • Möglichkeit zur wissenschaftlichen Auswertung 	Keine Änderung.
Abs. 3	Zustimmung	Ermöglicht echten Fortschritt im Tierwohl durch bessere Nutzung bestehender Daten, ohne zusätzliche regulatorische Belastung.	Keine Änderung.
Art. 20c	Zugriffsrechte		
Insgesamt	Zustimmung mit Änderungswunsch	Externe Expertise (Abs. 4) für Datenauswertungen ist sinnvoll, bedarf aber aufgrund	“Abs. 4 Das BLV kann, wenn es zur Erfüllung seiner

		<p>der besonders schützenswerten Personendaten der genauen Einhaltung des Datenschutzes und der Zustimmung der betroffenen Versuchsleitenden. Die Zugriffsrechte der Fachsekretariate (Abs. 1 Bst. b und Abs. 3) sind sachlogisch notwendig für deren Aufgabenerfüllung und für eine einheitliche Vollzugspraxis, müssen aber datenschutzrechtlich streng an die effektive Zuständigkeit gebunden bleiben.</p>	<p>Aufgaben andere Stellen bezieht, die Zugriffsrechte auf diese Stellen ausweiten. Die Einhaltung des Datenschutzes sowie die Zustimmung der Versuchsleitenden sind jederzeit gewährleistet.“</p>
Art. 22	Forschung		
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalt	<p>Dies ist der strategisch wichtigste Artikel der Vorlage. Er adressiert das zentrale Ziel der Pa. Iv. Christ: Die Validierung und Implementierung von Alternativmethoden</p>	<p>Vorbehalt: Es muss sichergestellt werden, dass diese neuen Massnahmen mit <i>zusätzlichen</i> Mittel...</p>
Abs. 2	Zustimmung	<p>Förderung entlang der gesamten Innovationskette ist essenziell. Für die Validierung und Anerkennung neuer Methoden sind nationale Koordinationsstrukturen und ausreichende Fördermittel notwendig. 3R-Koordinator:innen sollten gesetzlich verankert werden (Verordnungsebene, Neuvorschlag)</p>	
Abs. 3	Zustimmung	<p>Die Möglichkeit der Förderung von 3R-Strukturen und -Infrastruktur sowie der Lehre und Ausbildung ist aus Sicht der KTVE besonders bedeutsam. Das 3RCC hat eindrücklich gezeigt, dass dedizierte Infrastruktur (insbesondere core facilities) und gezielte Ausbildungsangebote unabdingbar sind, um die 3R-Prinzipien in der Forschungspraxis zu verankern.</p>	<p>Ergänzung: Stärkung dezentraler Strukturen (z. B. 3R-Koordinator:innen) erhöht Wirksamkeit erheblich.</p>

		Der relative Mangel an 3R-Expertise in der Schweiz ist eine der grössten strukturellen Hürden für die konsequente Umsetzung der 3R-Prinzipien im Bewilligungsverfahren. Die gesetzliche Grundlage für die Förderung der Ausbildung im Bereich 3R ermöglicht es, diesem Defizit systematisch entgegenzuwirken – sowohl auf Seiten der Forschenden als auch auf Seiten der Bewilligungsbehörden und TVK-Mitglieder.	
Abs. 4	Zustimmung	Die internationale Dimension der 3R-Validierung und -Anerkennung ist angesichts der Globalität der Forschung und der Notwendigkeit internationaler Abstimmung zwingend notwendig. Die Entwicklung und Anerkennung von 3R-Methoden erfordert eine kritische Masse an Expertise und Ressourcen, die nur durch internationale Zusammenarbeit erreicht werden kann. Die Schweiz ist gut positioniert, in diesem Bereich eine Führungsrolle zu übernehmen, und die gesetzliche Grundlage in Abs. 4 schafft dafür die nötige Handlungsbasis.	Ergänzung: Stärkung dezentraler Strukturen (z. B. 3R-Koordinator:innen) erhöht Wirksamkeit erheblich.
Art. 33a	Fachsekretariat für Tierversuche		
Insgesamt	Grundsätzliche Überarbeitung	Die KTVE unterstützt die Möglichkeit zur Einführung von Fachsekretariaten. Sie sieht darin ein Potenzial zur Professionalisierung und Effizienzsteigerung des Bewilligungsverfahrens. Gleichzeitig bestehen aktuell wesentliche Risiken, die zumindest in der Botschaft adressiert werden müssen: 1. Ressourcen und Kapazitäten: Der Erläuternde Bericht (Kap. 5.2) geht von rund sieben Vollzeitstellen schweizweit aus. Dies erscheint deutlich unzureichend und birgt das	

		<p>Risiko neuer Engpässe im Verfahren.</p> <p>2. Qualität und Prüftiefe: Internationale Erfahrungen ^{1,2} zeigen, dass übermässige Detailtiefe und uneinheitliche Verfahren zu erheblichen Verzögerungen führen können, ohne den Tierschutz zu verbessern. Vor diesem Hintergrund ist sicherzustellen, dass die Prüfung verhältnismässig erfolgt und das fachspezifische Wissen der Forschenden angemessen berücksichtigt wird. Insbesondere sollten bereits kompetitiv begutachtete und geförderte Forschungsprojekte (z. B. durch den SNF, ERC oder vergleichbare Programme) als Indikator für wissenschaftliche Qualität und Relevanz berücksichtigt werden, ohne dass dadurch die tierschutzrechtliche und ethische Prüfung ersetzt wird. Rückfragen sollten auf eine Runde mit Fokus auf tierschutzrelevante Aspekte gebündelt werden.</p> <p>3. Einbindung bestehender Strukturen: Fachsekretariate (innerhalb der Fachstelle) sollten bestehende Strukturen nicht ersetzen, sondern müssen diese ergänzen und stärken. (insbesondere auch den Austausch mit den Tierschutzbeauftragten an den Institutionen).</p> <p>4. Kommunikation: Der direkte Austausch zwischen Behörden und Forschenden muss gewährleistet bleiben/werden, einschliesslich Vor-Ort-Kontakten.</p>	
Abs. 1	Zustimmung der Minderheit I mit Ergänzung	Empfehlung: „Kann“- Lösung ermöglicht notwendige Flexibilität.	Ergänzung des Vorschlags von Minderheit I um:

			<p>„Fachsekretariate sind so zu besetzen, dass sie die Arbeit von Tierschutzbeauftragten und TVK unterstützen. Erfahrung im Forschungsalltag gestützt auf eine veterinärmedizinische oder biologische Ausbildung ist Voraussetzung“.</p>
Abs. 2	grundsätzliche Überarbeitung	<p>Die Formulierung «Unerlässlichkeit des Tierversuchs» kann missverständlich sein, da in der einschlägigen Literatur und in BLV-Dokumenten zwischen «instrumenteller Unerlässlichkeit» (Eignung und Erforderlichkeit) und «finaler Unerlässlichkeit» (abschliessende Güterabwägung) unterschieden wird.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Die Formulierung des zu prüfenden «Versuchsziels» muss angepasst und die «instrumentelle Unerlässlichkeit» ergänzt werden. • Unklare Kompetenzabgrenzung bei im V.E. bestehender unklarer Formulierung: Prüfung von „Versuchsziel“ greift potenziell in die Wissenschaftsfreiheit ein und überschneidet sich mit der Rolle der Kommission • Doppelprüfung statt Effizienzgewinn: parallele Bewertung von Unerlässlichkeit durch Fachsekretariat und Kommission führt zu redundanten Prozessen 	<p>2 Das Fachsekretariat prüft die Gesuche bezüglich Vollständigkeit, Zulässigkeit des Versuchsziel sowie instrumenteller Unerlässlichkeit des Tierversuchs.</p>

		<ul style="list-style-type: none"> • Verzögerungsrisiko: zusätzliche Prüfstufe kann Bewilligungsverfahren verlängern statt beschleunigen. <p>Vorschläge für Botschaft bzw. Verordnungsebene:</p> <p>Reflektion auf den wissenschaftlichen peer review, SOPs und AI können nützliche Instrumente für ein effiziente Prüfung der instrumentellen Unerlässlichkeit bilden.</p> <p>Rückfragen sind nach Möglichkeit in einer einzigen Runde zu bündeln und auf tierschutzrelevante Aspekte zu fokussieren. Eine gesetzlich vorgegebene Beurteilungsfrist ist einzuhalten.</p>	
Abs. 3	grundsätzliche Überarbeitung	<p>Hinsichtlich verbesserter Koordination und einheitlicher Vollzugspraxis wünschenswert. Allerdings mit folgenden Risiken:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Koordinationsaufwand steigt: Abstimmung zwischen Fachsekretariaten erzeugt zusätzliche administrative Komplexität • Standardisierung auf Kosten von Fachspezifik: Gefahr, dass fachspezifische Unterschiede unzureichend berücksichtigt werden • Unklare Verantwortlichkeiten: Einbindung mehrerer Fachsekretariate kann Entscheidungsprozesse intransparent machen 	Ergänzung zu 3: <i>„Der Einbezug eines Fachsekretariats darf zu keiner Verlängerung der Verfahrensdauer führen.“</i>
Abs. 4	grundsätzliche Überarbeitung	<ul style="list-style-type: none"> • Rechtsunsicherheit: nachträgliche Festlegung 	

		<p>zusätzlicher Anforderungen erschwert Planung für Forschungseinrichtungen</p> <ul style="list-style-type: none"> • Regulatorische Dynamik: häufige Anpassungen können zu instabilen Rahmenbedingungen führen • Überregulierungsrisiko: zusätzliche Anforderungen ohne klare Evidenz können den administrativen Aufwand weiter erhöhen <p>Vorschlag für Botschaft / Verordnungsebene: Der Bundesrat kann zusätzliche Anforderungen an das Fachsekretariat stellen, insbesondere in Bezug auf effiziente Organisation, personelle Ressourcen und fachliche Qualifikation. Er sorgt für eine einheitliche und vollzugstaugliche Ausgestaltung der Verfahren. Das Fachsekretariat gewährleistet zudem eine enge Anbindung an die Forschungseinrichtungen und stellt den direkten Austausch mit den Gesuchstellenden sicher.</p>	
Art. 34	Kantonale Kommission für Tierversuche		
Insgesamt	Zustimmung	<p>Die stärkere Fokussierung auf die finale Güterabwägung wird begrüsst und entspricht der im Erläuternden Bericht vorgesehenen Rollenklärung.</p> <p>Angesichts der grossen Diversität von Tierversuchsanträgen und der vielfältigen Expertise, die für eine sachgerechte Beurteilung erforderlich ist, waren die bisher oft zu kleinen TVK eine strukturelle Schwachstelle des Systems.</p> <p>Die vorgeschlagene Mindestgrösse von fünf</p>	

		<p>Mitgliedern erscheint deshalb unzureichend, um die notwendige Breite an Fachkompetenzen sicherzustellen.</p> <p>Zudem ist die rechtliche Dimension der Güterabwägung zentral und sollte explizit berücksichtigt werden. Die Prüfung der Zulässigkeit von Tierversuchen erfordert Kenntnisse des Tierschutzrechts, der einschlägigen Rechtsprechung und der rechtlichen Anforderungen an Verhältnismässigkeitsprüfungen. Für eine fundierte und rechtssichere Entscheidungsfindung ist rechtliche Expertise in der Kommission unabdingbar.</p>	
Abs. 1	Zustimmung	<p>Ergänzung: Erhöhung auf mindestens 7 Mitglieder zur Sicherstellung fachlicher Breite, sowie Berücksichtigung des Bereichs «Recht» und «Biostatistik».</p>	<p><i>„1 Die Kantone bestellen eine aus mindestens sieben Fachleuten zusammengesetzte Kommission [...] in der Kompetenzen in 3R, Ethik, Recht und Forschen mit Tieren [...] vertreten sind.“</i></p>
Abs. 2	Zustimmung	<p>Fokus auf finale Güterabwägung ist sinnvoll und erhöht die Effizienz.</p>	
Abs. 3	Zustimmung	<p>Die Bundesratsermächtigung, die Kommission zusätzliche Anforderungen zu bestimmen, ist sachgerecht. Die KTVE empfiehlt dem Bundesrat, diese Kompetenz zu nutzen, um insbesondere folgende Bereiche zu regeln: spezifische Anforderungen an Ausstandsregeln und Interessenbindungsoffenlegung; Mindestanforderungen an spezifische Aus- und Weiterbildung der Kommissionsmitglieder; Standards für</p>	

		Sitzungsfrequenz und Bearbeitungsfristen; Grundsätze für transparente Entscheidungsprozesse und Sitzungsprotokolle.	
--	--	---	--

Referenzen:

1. Deutsche Forschungsgemeinschaft, Ständige Senatskommission für tierexperimentelle Forschung (2025). Genehmigungsverfahren für Tierversuche – aktuelle Bestandsaufnahme und Handlungsbedarfe. Preprint at Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG), <https://doi.org/10.5281/ZENODO.17177762>.
2. Deutsche Forschungsgemeinschaft, Ständige Senatskommission für tierexperimentelle Forschung, and Stephan, V.M. (2025). Pilotstudie zur Praxis der Genehmigungsverfahren für Tierversuche in Deutschland – eine kritische Analyse. Preprint at Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG), <https://doi.org/10.5281/ZENODO.17177712>.
3. Turner, P.V. (2019). Moving Beyond the Absence of Pain and Distress: Focusing on Positive Animal Welfare. *ILAR Journal* 60, 366–372. <https://doi.org/10.1093/ilar/ilaa017>.
4. Rault, J.-L., Bateson, M., Boissy, A., Forkman, B., Grinde, B., Gygax, L., Harfeld, J.L., Hintze, S., Keeling, L.J., Kostal, L., et al. (2025). A consensus on the definition of positive animal welfare. *Biol. Lett.* 21, 20240382. <https://doi.org/10.1098/rsbl.2024.0382>.
5. Priboi, C., Mayer, B., Vergauwe, E., Elger, B., and Würbel, H. (2025). Researchers' perspectives on preregistration in animal research. Preprint at Scientific Communication and Education, <https://doi.org/10.1101/2025.11.07.687141>.



Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155
3003 Bern



Dr. med. vet. Gregor Fischer
Managing Director
Phone +41 44 635 50 92
FAX +41 44 635 68 72
gregor.fischer@lasc.uzh.ch

Zürich, 5. Mai 2026

Stellungnahme des Laboratory Animal Services Center (LASC) zum Gesetzesentwurf zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative 21.426 der WBK-N

Sehr geehrte Damen und Herren

Das Laboratory Animal Services Center (LASC) der Universität Zürich nimmt gerne Stellung zum Gesetzesentwurf zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative 21.426 **«Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu Tierversuchen rascher voranzutreiben»**.

Das LASC ist eine zentrale Organisationseinheit der Universität Zürich und stellt Infrastruktur, Fachpersonal, Tierhaltung, tiermedizinische Expertise, Schulung sowie operative Unterstützung für Forschung mit Tieren bereit. In dieser Funktion befindet sich das LASC an der Schnittstelle zwischen Forschung, Tierschutz, 3R-Umsetzung, Bewilligungsverfahren und praktischer Versuchsdurchführung.

Das LASC unterstützt das Ziel der parlamentarischen Initiative, die 3R-Prinzipien zu stärken, Alternativmethoden zu fördern und das Tierwohl in der Forschung weiterzuentwickeln. Die ausdrückliche Verankerung der 3R im Tierschutzgesetz sowie eine gezielte Förderung von 3R-Methoden, Validierung, Infrastruktur, Ausbildung und praktischer Implementierung werden ausdrücklich begrüsst.

Gleichzeitig beurteilt das LASC mehrere Elemente des vorliegenden Gesetzesentwurfs kritisch. Aus unserer Sicht ist entscheidend, dass neue gesetzliche Massnahmen tatsächlich zu einer Verbesserung des Tierwohls, zur Entwicklung oder Anwendung von Alternativmethoden oder zu einer besseren Qualität der Forschung beitragen. Zusätzliche administrative Anforderungen, neue Verfahrensstufen oder Publikationspflichten ohne klar belegten Nutzen für Tierwohl und 3R sollten vermieden werden.

Die Schweiz verfügt bereits heute über ein sehr detailliertes und anspruchsvolles Bewilligungs- und Kontrollsystem für Tierversuche. Weitere Regulierung muss deshalb gezielt, verhältnismässig und praktisch umsetzbar sein. Gerade aus Sicht einer zentralen universitären Labortierhaltung ist wesentlich, dass regulatorische Anpassungen den praktischen Vollzug verbessern und nicht zu zusätzlichen Parallelprozessen, Verzögerungen oder unklaren Zuständigkeiten führen.



Aus Sicht des LASC sind folgende Punkte zentral:

- Die 3R-Prinzipien sind bereits heute integraler Bestandteil der Bewilligungspraxis. Forschende müssen Replacement, Reduction und Refinement im Tierversuchsgesuch darlegen.
- Replacement ist ein wichtiges Ziel, aber in vielen biomedizinischen Fragestellungen nicht kurzfristig möglich. Wo Tiermodelle weiterhin wissenschaftlich notwendig sind, sind Reduction und Refinement von zentraler Bedeutung.
- 3R-Förderung muss in der Praxis ankommen: Core Facilities, methodische Beratung, 3R-Koordinator:innen, Schulung, Validierungsunterstützung und langfristig finanzierte Implementationsstrukturen sind besonders wirksam.
- Bewilligungsverfahren müssen planbar, effizient und fachlich kohärent bleiben.
- Transparenz darf nicht zu Fehlinterpretationen, Gefährdung geistigen Eigentums oder Vorabveröffentlichung sensibler Forschungsstrategien führen.

Zusammenfassung der LASC-Position

Thema	Position LASC
Art. 3 Bst. d: Aufnahme der 3R	Zustimmung, aber Definition sollte an das wissenschaftliche Verständnis und die 3RCC-Definition angepasst werden.
Art. 20a Abs. 1: öffentliches Register / Präregistrierung	Ablehnung jeder direkten oder indirekten Grundlage für eine verpflichtende Präregistrierung.
Art. 20a Abs. 2: nichttechnische Projektzusammenfassungen	Ablehnung der Publikation nach Bewilligung und vor Versuchsbeginn. Falls überhaupt, nur nach Abschluss bzw. mit wirksamen Schutzmechanismen.
Art. 20b/20c: Informationssystem und Datenauswertung	Nur bei klarer Zweckbindung, Verhältnismässigkeit, Datenschutz, Schutz von Forschungs- und Geschäftsgeheimnissen sowie möglichst anonymisierter oder aggregierter Auswertung.
Art. 22: 3R-Förderung	Zustimmung. Fokus auf praxistaugliche Strukturen: Core Facilities, 3R-Koordinator:innen, Validierung, Ausbildung und Beratung.
Art. 18 Abs. 3 / Art. 33a: Fachsekretariate	Ablehnung in der vorgeschlagenen Form. Gefahr einer zusätzlichen materiellen Prüfinstanz und Verfahrensverlängerung.
Art. 34: kantonale Tierversuchskommissionen	Mindestgrösse von fünf Personen zu niedrig; mindestens sieben Mitglieder sinnvoll. Kompetenzen zu 3R, Ethik, Forschung mit Tieren und Tierschutz sollten angemessen vertreten sein.
Bewilligungsverfahren allgemein	Reformen sollten primär Vereinfachung, Planbarkeit und einheitlichen Vollzug fördern.

Stellungnahme zu einzelnen Bestimmungen

Art. 3 Bst. d – Definition der 3R

Das LASC begrüsst die explizite Aufnahme der 3R-Prinzipien in das Tierschutzgesetz. Die 3R sind seit Jahrzehnten Grundlage verantwortungsvoller Forschung mit Tieren und in der Praxis bereits heute Bestandteil jedes Tierversuchsgesuchs.

Die vorgeschlagene Definition sollte jedoch präzisiert werden. Insbesondere darf «Reduction» nicht als pauschale Reduktion der gesamten Tierzahlen missverstanden werden. Reduction bedeutet, innerhalb eines wissenschaftlich begründeten Versuchs die Anzahl Tiere so zu planen, dass mit der minimal notwendigen Tierzahl valide und belastbare Ergebnisse erzielt werden. Zu geringe Tierzahlen können wissenschaftlich wertlose Ergebnisse erzeugen und damit ethisch problematisch sein, weil Tiere ohne belastbaren Erkenntnisgewinn eingesetzt würden.



Auch «Refinement» sollte breiter verstanden werden als reine Belastungsreduktion. Es umfasst die Verbesserung von Zucht, Haltung, Pflege, Versuchsmethoden, Überwachung, Analgesie, Abbruchkriterien und weiteren Massnahmen, welche Belastungen reduzieren und das Wohlergehen der Tiere verbessern.

Position LASC:

Art. 3 Bst. d wird grundsätzlich unterstützt. Die Definition der 3R sollte jedoch an die etablierte Definition des Swiss 3R Competence Centre angepasst oder zumindest auf Verordnungsstufe präzisiert werden. Dabei sollte ausdrücklich klargestellt werden, dass Reduction wissenschaftliche Validität voraussetzt und Refinement auch die Verbesserung des Wohlergehens umfasst.

Art. 20a Abs. 1 – Öffentliches Register / Präregistrierung

Art. 20a Abs. 1 sieht vor, dass der Bund Transparenz in der Forschung mit Tieren fördert und zu diesem Zweck ein öffentliches Register für bewilligte Tierversuche betreiben kann. Der erläuternde Bericht stellt zudem einen Zusammenhang zu einer möglichen späteren Einführung einer Präregistrierung her. Diese Einordnung ist aus Sicht des LASC problematisch.

Das LASC lehnt eine Präregistrierung als Voraussetzung oder faktischen Bestandteil des Bewilligungsverfahrens ab. Eine Präregistrierung kann in bestimmten Forschungsbereichen sinnvoll sein. Für Tierversuche ist jedoch nicht belegt, dass sie Tierwohl, 3R-Umsetzung oder wissenschaftliche Qualität generell verbessert. Gleichzeitig kann sie die notwendige wissenschaftliche Flexibilität einschränken. Gerade in experimenteller biomedizinischer Forschung müssen Protokolle auf neue Erkenntnisse, unerwartete Befunde, technische Probleme oder Tierwohlaspekte angepasst werden können. Eine zusätzliche Präregistrierung kann hier zu administrativer Starrheit führen, ohne dass daraus ein Tierschutzgewinn entsteht.

Zudem werden zentrale Informationen zu Tierversuchen bereits heute den kantonalen Behörden und Kommissionen im Rahmen des Bewilligungsgesuchs offengelegt. Behörden verfügen somit bereits über die notwendigen Informationen für Prüfung, Aufsicht und Statistik.

Position LASC:

Eine gesetzliche Grundlage, die eine verpflichtende Präregistrierung von Tierversuchen vorbereitet oder ermöglicht, wird abgelehnt, sofern sie über die bestehende Bewilligungs- und Berichtspflicht hinausgeht. Art. 20a Abs. 1 darf nicht zu einer zusätzlichen Voraussetzung für die Bewilligung oder Durchführung von Tierversuchen führen. Im Gesetzestext oder mindestens im erläuternden Bericht sollte ausdrücklich klargestellt werden, dass Art. 20a Abs. 1 keine Grundlage für eine verpflichtende Präregistrierung als Voraussetzung für Bewilligung oder Durchführung eines Tierversuchs bildet.

Art. 20a Abs. 2 – Nichttechnische Projektzusammenfassungen

Das Ziel, Transparenz im Bereich der Forschung mit Tieren zu stärken, ist nachvollziehbar. Die vorgeschlagene Veröffentlichung nichttechnischer Projektzusammenfassungen nach Bewilligung und damit vor Versuchsbeginn wird jedoch kritisch beurteilt.

Aus Sicht des LASC bestehen mehrere Probleme: Prospektive Angaben können ein verzerrtes Bild erzeugen, weil bewilligte Tierzahlen in der Regel Maximalzahlen sind und tatsächliche Tierzahlen tiefer liegen können. Auch Belastungen werden prospektiv beschrieben und können sich im tatsächlichen Verlauf anders darstellen. Eine Veröffentlichung direkt nach Bewilligung kann daher ein unvollständiges oder missverständliches Bild erzeugen.

Angaben zu Refinement, Belastungsbegrenzung, Tierzahlen oder wissenschaftlichen Zielen sind für Laien ohne methodischen und regulatorischen Kontext oft nicht sinnvoll interpretierbar. Es besteht das Risiko, dass formale Transparenz geschaffen wird, ohne dass das Verständnis tatsächlich zunimmt.

Forschungsvorhaben können sensible Informationen zu Krankheitsmodellen, Targets, Methoden, Substanzen, Versuchsdesigns oder Entwicklungsstrategien enthalten. Eine Publikation vor



Versuchsbeginn kann wissenschaftliche Priorität, Patentfähigkeit, Kooperationsprojekte und Wettbewerbsfähigkeit gefährden.

In spezialisierten Forschungsgebieten ist die Zahl der Forschenden und Einrichtungen klein. Auch anonymisierte Angaben können indirekte Rückschlüsse auf Forschungsgruppen, Institutionen oder Projekte ermöglichen.

Es bleibt unklar, wie nichttechnische Projektzusammenfassungen die Entwicklung, Validierung oder Anwendung von 3R-Methoden konkret fördern sollen.

Position LASC:

Art. 20a Abs. 2 wird in der vorgeschlagenen Form abgelehnt. Nichttechnische Projektzusammenfassungen sollten nicht nach Bewilligung und vor Versuchsbeginn veröffentlicht werden. Falls nichttechnische Projektzusammenfassungen eingeführt werden, sollten sie erst nach Abschluss des Versuchsvorhabens oder nach Ablauf einer angemessenen Schutzfrist veröffentlicht werden. Zudem müssen Forschungs-, Geschäfts-, Patent-, Sicherheits-, Personen- und Einrichtungsinteressen zwingend geschützt werden. Angaben zu 3R-Massnahmen könnten in reduzierter und kontextualisierter Form nach Abschluss ergänzt werden. Der Begriff «erwarteter Nutzen» sollte durch «erwarteter Kenntniserwerb» ersetzt werden.

Vorschlag LASC zu Art. 20a Abs. 2e:

«den Zielen des Versuchsvorhabens und dem erwarteten Kenntniserwerb»

Art. 20b und 20c – Informationssystem, Datenauswertung und Zugriffsrechte

Das LASC anerkennt, dass Daten aus bestehenden Informationssystemen für Aufsicht, Statistik und Weiterentwicklung des Tierschutzes relevant sein können. Entscheidend ist jedoch, dass Datenschutz, Forschungsgeheimnisse, Geschäftsgeheimnisse und Personenschutz jederzeit gewährleistet bleiben.

Auswertungen sollten grundsätzlich anonymisiert und aggregiert erfolgen. Zugriffsrechte müssen auf das notwendige Minimum beschränkt bleiben. Eine Ausweitung von Zugriffsrechten im Zusammenhang mit neuen Fachsekretariaten wird kritisch beurteilt, solange Aufgaben, Kompetenzen und Verantwortlichkeiten dieser Fachsekretariate nicht klar geregelt sind.

Besonders kritisch ist ein kantonsübergreifendes Abrufverfahren für Bewilligungsgesuche und Bewilligungsentscheide zu beurteilen. Eine Harmonisierung des Vollzugs ist grundsätzlich sinnvoll. Sie kann jedoch auch durch weniger eingriffsintensive Massnahmen erreicht werden, etwa durch eine anonymisierte Entscheid- oder Fallbeispieldatenbank, interkantonale Harmonisierungsgremien, gemeinsame Vollzugshilfen oder standardisierte Auswertung aggregierter Daten. Ein Zugriff auf Rohgesuche anderer Kantone sollte nur erfolgen, wenn er für eine klar definierte gesetzliche Aufgabe erforderlich, verhältnismässig und datenschutzrechtlich ausreichend geregelt ist.

Position LASC:

Art. 20b und 20c sind nur insoweit zu unterstützen, als Datenschutz, Forschungs- und Geschäftsgeheimnisse, Zweckbindung, Verhältnismässigkeit und Zugriffsbeschränkung verbindlich und überprüfbar geregelt sind. Für Auswertungen sollten anonymisierte und aggregierte Daten grundsätzlich Vorrang haben. Kantonsübergreifende Zugriffe auf Rohgesuche oder Bewilligungsentscheide sollten nur als eng begründete Ausnahme zugelassen werden.



Art. 22 Abs. 2–4 – Förderung der 3R

Das LASC unterstützt die stärkere Förderung der 3R ausdrücklich. Die Entwicklung, Validierung, Anerkennung und praktische Anwendung von 3R-Methoden sind zentrale Voraussetzungen für eine nachhaltige Reduktion von Tierbelastungen und für den Ersatz von Tierversuchen dort, wo wissenschaftlich geeignete Alternativen verfügbar sind.

Aus Sicht der Praxis ist besonders wichtig, dass Förderung nicht nur in einzelne Forschungsprojekte oder Lehrstühle fliesst. Entscheidend ist die breite Implementierung. Dazu braucht es Core Facilities und Technologieplattformen, methodische Beratung für Forschende, Unterstützung bei Validierung und regulatorischer Anerkennung neuer Methoden, Ausbildung und Weiterbildung, 3R-Koordinator:innen an Forschungsinstitutionen, langfristig gesicherte Ressourcen für lokale Umsetzung und nationale Koordination, ohne die institutionelle Eigenverantwortung zu ersetzen.

3R-Implementierung ist eine Querschnittsaufgabe. Sie betrifft Versuchsplanung, Biostatistik, Tierhaltung, Belastungserfassung, Analgesie, humane Endpunkte, Modellwahl, Ersatzmethoden, Schulung und Qualitätssicherung. Diese Aufgaben lassen sich nicht allein über projektbasierte Forschungsgelder abdecken.

Position LASC:

Art. 22 Abs. 2–4 wird im Grundsatz unterstützt. Die Förderung sollte prioritär auf praxistaugliche, breit wirksame Strukturen ausgerichtet werden: Core Facilities, Validierungsunterstützung, Ausbildung, 3R-Koordinator:innen und lokale Implementationsstrukturen. Neue Fördermassnahmen sollten zusätzlich finanziert werden und nicht bestehende 3R-Mittel zulasten anderer Institutionen oder Projekte umverteilen.

Art. 18 Abs. 3 und Art. 33a – Fachsekretariate

Das LASC lehnt die Einführung von Fachsekretariaten in der vorgeschlagenen Form ab.

Die Begründung des Gesetzesentwurfs geht davon aus, dass Fachsekretariate das Bewilligungsverfahren verbessern und beschleunigen. Dieser Nutzen ist nicht belegt. Vielmehr besteht das Risiko, dass eine zusätzliche Verfahrensstufe geschaffen wird, welche Gesuche nicht beschleunigt, sondern verzögert.

Die Aussage, Fachsekretariate seien lediglich Teil der bestehenden kantonalen Fachstellen und daher nichts Zusätzliches, überzeugt aus Sicht des LASC nicht. Der Vorentwurf weist den Fachsekretariaten einen formalen Prüfauftrag zu. Sie sollen Gesuche nicht nur administrativ bearbeiten, sondern insbesondere Vollständigkeit, Versuchsziel und Unerlässlichkeit prüfen. Damit entsteht funktional eine vorgelagerte materielle Prüfinstanz. Dies ist mehr als eine rein organisatorische Präzisierung bestehender Aufgaben.

Auch der Verweis auf frühere Vorschläge zu wissenschaftlichen Sekretariaten trägt nur begrenzt. Eine beratende oder unterstützende wissenschaftliche Geschäftsstelle ist nicht gleichzusetzen mit einem gesetzlich verankerten Fachsekretariat, das eine systematische Vorprüfung mit materieller Beurteilungskompetenz übernimmt. Aus einer Unterstützungsfunktion würde eine verbindliche vorgelagerte Prüfstufe.

Zudem ist unklar, wie Fachsekretariate zusammengesetzt sein sollen, welche Qualifikationen ihre Mitarbeitenden benötigen, wie ihre Prüfung von jener der kantonalen Tierversuchskommissionen abzugrenzen ist und wie Doppelspurigkeiten verhindert werden. In vielen Kantonen übernehmen die bestehenden Fachstellen bereits heute wesentliche Aufgaben der formalen und fachlichen Vorprüfung. Die Einführung zusätzlicher Fachsekretariate könnte daher bestehende Strukturen duplizieren.



Besonders problematisch erscheint die vorgesehene Trennung zwischen instrumenteller Unerlässlichkeit und finaler Unerlässlichkeit bzw. Güterabwägung. Die Beurteilung eines Tierversuchs ist fachlich und ethisch ein zusammenhängender Prozess. Wissenschaftliche Zielsetzung, Modellwahl, Tierzahl, Belastung, Refinement-Massnahmen und Güterabwägung lassen sich nicht vollständig sequenziell voneinander trennen.

Position LASC:

Art. 18 Abs. 3 und Art. 33a werden in der vorgeschlagenen Form abgelehnt. Das LASC unterstützt den Minderheitsantrag auf Streichung der Fachsekretariate. Falls Fachsekretariate dennoch eingeführt werden, müssen klare Abgrenzung der Aufgaben, verbindliche Qualifikationsanforderungen, Vermeidung von Doppelprüfungen, verbindliche Fristen, transparente Verantwortlichkeit, keine zusätzliche materielle Bewilligungshürde und eine regelmässige Evaluation gesetzlich oder auf Verordnungsstufe verbindlich geregelt werden. Der Entscheid über ein vollständiges Gesuch sollte spätestens innert zwei Monaten nach bestätigter Vollständigkeit vorliegen; Fristen können während der Beantwortung von Rückfragen durch die Gesuchstellenden ruhen.

Art. 34 – Kantonale Kommission für Tierversuche

Das LASC begrüsst grundsätzlich, dass Zusammensetzung und Kompetenzen der kantonalen Tierversuchskommissionen präzisiert werden sollen. Die vorgeschlagene Mindestgrösse von fünf Mitgliedern ist jedoch zu tief. Eine tragfähige Güterabwägung erfordert unterschiedliche fachliche Perspektiven, insbesondere Forschung mit Tieren, Tierschutz, 3R, Ethik und nach Möglichkeit Biostatistik. Hinzu kommen praktische Anforderungen wie Ausstandspflichten, Ferien, Krankheit und die Sicherstellung einer arbeitsfähigen Kommission.

Eine Mindestgrösse von sieben Mitgliedern erscheint sachgerecht. Dabei sollte gesetzlich festgehalten werden, dass 3R-Kompetenz, wissenschaftliche Expertise, Tierschutzexpertise und ethische Kompetenz angemessen vertreten sein müssen.

Weiter ist aus Sicht des LASC wichtig, dass Kommissionsmitglieder im Rahmen der Güterabwägung ergebnisoffen prüfen. Eine pauschale Ablehnung bestimmter Versuchstypen oder Schweregrade unabhängig vom konkreten Gesuch wäre mit einer sachgerechten Güterabwägung nicht vereinbar.

Position LASC:

Art. 34 sollte angepasst werden. Die Mindestzahl der Mitglieder sollte mindestens sieben betragen. Die Kommission sollte angemessene Kompetenzen in 3R, Ethik, Forschung mit Tieren und Tierschutz aufweisen. Eine klare und einheitliche Regelung der Rechtsmittelbefugnis sollte sicherstellen, dass Rechtsmittel durch die Kommission als Gremium und nicht durch einzelne Minderheiten geprägt werden.

Vorschlag LASC:

Art. 34 Abs. 1: «Die Kantone bestellen je eine aus mindestens sieben Fachleuten zusammengesetzte Kommission für Tierversuche, die von der Bewilligungsbehörde unabhängig ist und in der Kompetenzen zu 3R, Ethik, Forschung mit Tieren sowie Tierschutz angemessen vertreten sind. Mehrere Kantone können eine gemeinsame Kommission einsetzen.»

Art. 34 Abs. 2a neu: «Eine Kommissionsmehrheit kann gegen einen Entscheid der Bewilligungsbehörde Rechtsmittel ergreifen.»



Schlussbemerkung

Das LASC unterstützt das Anliegen, die 3R-Prinzipien, Alternativmethoden und das Tierwohl in der Schweiz weiter zu stärken. Aus Sicht der praktischen Umsetzung ist jedoch entscheidend, dass neue gesetzliche Massnahmen einen belegbaren Mehrwert für Tierwohl, 3R und Forschungsqualität erzeugen.

Der vorliegende Entwurf enthält mit der Förderung von 3R-Strukturen, Infrastruktur, Ausbildung, Validierung und Anwendung sinnvolle Elemente. Andere Elemente, insbesondere Präregistrierung, nichttechnische Projektzusammenfassungen vor Versuchsbeginn und zusätzliche Fachsekretariate, drohen hingegen primär administrative Last zu erzeugen, ohne dass ihr Nutzen für Tierwohl oder 3R belegt ist.

Das LASC empfiehlt daher, den Gesetzesentwurf auf jene Massnahmen zu fokussieren, die direkt zur praktischen Umsetzung der 3R beitragen: Validierung und Anerkennung von Alternativmethoden, Core Facilities, 3R-Koordinator:innen, Ausbildung, methodische Beratung, Biostatistik, Refinement in Haltung und Versuchsdurchführung sowie effiziente und planbare Bewilligungsverfahren.

Mit freundlichen Grüssen

Gregor Fischer

Dr. med. vet. Gregor Fischer
Direktor LASC



Les VERT-E-S suisses
Joanna Haupt
Waisenhausplatz 21
3011 Berne
joanna.haupt@gruene.ch

Commission de la science, de
l'éducation et de la culture
Monsieur Roman Hug,
Président de commission
par e-mail à :
vernehmlassungen@blv.admin.ch.

Berne, le 27 mai 2026

Réponse à la consultation sur l'initiative parlementaire Christ 21.426. Méthodes de substitution à l'expérimentation animale. Davantage de ressources et d'incitations pour la recherche 3R

Monsieur le Président de commission,

Dans le cadre de la consultation mentionnée en titre, vous avez invité les VERT-E-S à donner leur avis. Nous vous remercions de cette invitation et prenons position comme suit.

Appréciation générale

En tant que parti écologie suisse, la protection de la nature et des animaux est au cœur de notre agenda politique. Les VERT-E-S sont favorables à l'initiative parlementaire Christ qui vise à promouvoir l'utilisation de méthodes alternatives à l'expérimentation animale. Mais il est nécessaire d'adopter par ailleurs une stratégie de diminution de l'usage des expérimentations animales. Le développement de la recherche 3R ne constitue pas une stratégie suffisante pour diminuer de manière notable la souffrance des animaux. Les VERT-E-S demandent donc l'adoption parallèle d'un plan d'abandon des expériences avec contrainte sur les animaux, tel que formulé par l'initiative parlementaire Graf 24.436, ainsi que des financements conséquents des méthodes évitant totalement les expérimentations animales (motions Schneider 24.4695 et 24.4695).

L'initiative parlementaire Christ ne vise pas à opposer science et bien-être animal. Limiter le recours à l'expérimentation animale est aussi une manière d'encourager le développement de méthodes de test innovantes, souvent moins coûteuses et qui apportent des résultats plus concluants. En abandonnant progressivement le recours aux test sur les animaux, la Suisse affirmerait sa place de maillon essentiel de l'innovation médicale internationale au 21^e siècle.

Demandes détaillées

Nous soutenons l'initiative parlementaire Christ et rejetons donc toutes les minorités Wandfluh.

L'initiative Christ permettrait d'améliorer l'accès public aux données, mais le projet de loi actuel prévoit des exceptions et la publication transparente des résultats n'est pas garantie. Afin de s'assurer de l'effet de cette réforme, plusieurs articles doivent donc revêtir un caractère plus contraignant :

Art. 20a, al. 1 : « À cette fin, elle ~~peut tenir~~ tient un registre public des expériences autorisées »

Art. 20a, al. 4, let. c : biffer

Art. 20b, al. 4 [nouveau] : « S'il ne constate pas d'évolution allant dans le sens de la recherche 3R, la Confédération augmente ses encouragements tels que définis à l'art. 22. »

Art. 22, al. 3 : « ~~Elle peut aussi, dans ce but, encourager~~ Elle encourage dans ce but les structures 3R, l'infrastructure 3R ainsi que l'enseignement et la formation dans le domaine 3R »

Nous comprenons qu'une pesée des intérêts est nécessaire dans le cadre de la publication de données, afin de ne pas divulguer des informelles confidentielles personnelles ou cruciales pour la recherche. Mais il est nécessaire de définir plus clairement les « intérêts privés et publics prépondérants » que le Conseil fédéral doit prendre en compte, afin d'empêcher une interprétation abusive de cette notion. Nous demandons donc les reformulations suivantes :

Art. 20a, al. 4 : « Le Conseil fédéral peut, en tenant compte ~~des intérêts privés prépondérants dignes de protection~~ du respect de la protection des données personnelles, de la protection du secret d'affaires et du secret en matière de recherche, prévoir : »

Art. 20a, al. 5 : « [...] Ce faisant, il tient compte ~~des intérêts privés ou publics prépondérants dignes de protection~~ du respect de la protection des données personnelles, de la protection du secret d'affaires, du secret en matière de recherche, ainsi que du bien-être animal »

Ces informations sensibles doivent par ailleurs rester en mains publiques pour des questions de protection des données, mais aussi de protection de la recherche suisse. Nous demandons donc la reformulation suivante :

Art. 20b, al.3 : « Il peut déléguer cette tâche à un autre organisme de droit public compétent, à condition que des mesures techniques et organisationnelles appropriées sont prises pour protéger les données personnelles et les secret d'affaires »

Enfin, nous saluons la création de secrétariats spécialisés et de commissions dans tous les cantons. Dans un contexte de coupures budgétaires au niveau cantonal, il faut s'assurer que ces institutions soient dotées de moyens suffisant pour une évaluation et un accompagnement approfondis des dossiers.

Nous saluons l'ancrage légal de la représentation des organisations de protection des animaux au sein des commissions cantonales. La notion de représentation « adéquate » nous semble ouvrir la porte à des interprétations diverses et nous demandons donc la reformulation suivante, qui permettrait des commissions quasi paritaires :

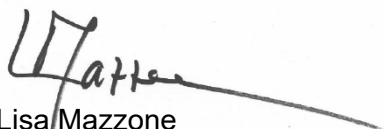
Art. 34, al. 1 : « [...] et dans laquelle les organisations de protection des animaux sont adéquatement représentées par deux sièges au minimum. »

Enfin, afin de s'assurer que les prescriptions légales ne soient pas vidées de leur substance, il faut accorder à une minorité des membres d'une commission le droit de recourir contre une décision. Ce droit de recours auprès de l'autorité judiciaire compétente a fait ses preuves dans le canton de Zurich et doit être généralisé.

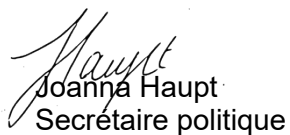
Art. 34, al. 4 [nouveau] : « Les autorisations rendues par les autorités cantonales peuvent faire l'objet d'un recours par au moins deux membres de la commission cantonale pertinente. »

Nous vous remercions d'avance de bien vouloir prendre en compte notre prise de position et restons à votre disposition en cas de questions.

Avec nos salutations distinguées,



Lisa Mazzone
Présidente



Joanna Haupt
Secrétaire politique



Ligue Suisse contre l'expérimentation animale et pour les droits des animaux
Schweizer Liga gegen Tierversuche und für die Rechte des Tieres
Lega svizzera contro la sperimentazione e per i diritti dell'animale
Depuis 1883 contre l'expérimentation animale
Seit 1883 gegen Tierversuche
Dal 1883 contro la sperimentazione animale

Roman Hug
Commission de la science, de l'éducation et de la culture
3003 Bern
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Thônex, le 21.05.2026

Réponse à la consultation sur le projet de loi Pa. Iv. Christ 21.426

Cher Monsieur Hug, Mesdames, Messieurs,

Merci de nous donner occasion de nous prononcer au nom de la Ligue Suisse contre l'expérimentation animale et pour les droits des animaux (LSCV). C'est avec plaisir que nous prenons position sur le projet de loi qui vise à mettre en œuvre l'initiative parlementaire 21.426 de Katja Christ.

Art. 3, let. d

Pour la LSCV, le terme « réduction » devrait être défini beaucoup plus clairement. Selon nous, il est primordial que ce terme fasse référence au nombre annuel total d'animaux utilisés chaque année dans la recherche en Suisse. Il serait pour nous intolérable qu'une définition floue permette que ce nombre stagne ou même augmente.

Une interprétation trop large et floue serait négative pour les animaux et pour la qualité de la recherche. Il est essentiel selon la LSCV que la définition soit très précise dans le texte de loi, afin d'éviter tout risque qu'une décision ne soit finalement pas appliquée dans la pratique.

Art. 18, al. 3, art. 33a

Si le but du secrétariat est d'accélérer les processus et éviter toute discussion sur les sujets scientifiques, cela serait scandaleux, ne rendrait pas service aux chercheur-euses et s'écarterait de la loi. La LSCV y est vivement opposée. La pesée des intérêts n'est selon nous déjà pas assez présente actuellement, car elle penche systématiquement en défaveur des animaux. Si le secrétariat crée des conditions qui ne permettent plus de discuter des erreurs scientifiques, cela serait très problématique. La LSCV serait donc favorable à ce point seulement à condition que de telles discussions restent possibles dans la commission. Pour nous, il est essentiel que les procédures soient au contraire scrupuleuses et rigoureuses.



Finalement, mettre en place des secrétariats spécialisés pourrait permettre aux commissions de se concentrer sur leur mission principale, à savoir la pesée des intérêts. C'est une priorité absolue pour les animaux.

La LSCV est donc favorable à la création de tels secrétariats spécialisés, à condition que les discussions sur les questions scientifiques au sein des commissions restent possibles.

Art. 20a

Selon la LSCV, un système de transparence online comme évoqué afin d'avoir accès aux autorisations, avec des sommaires non techniques, est une bonne idée. Des associations telles qu'Animalfree Research demandent déjà cela depuis longtemps. La LSCV est cependant critique sur les critères de transparence. Il est problématique que le Conseil fédéral souhaite créer exceptions : lesquelles ? Il existe selon nous un risque de rendre tout le système opaque et trop flou.

Il est d'ailleurs évoqué plusieurs fois les « *intérêts privés prépondérants dignes de protection* » : des intérêts de qui s'agit-il ? Dans quels cadres seront-ils invoqués ? Comment s'assurer qu'ils ne le seront pas très régulièrement, vidant le texte de sa substance ? Qui décidera si ces intérêts sont plus importants que ceux des animaux ?

Pour la LSCV, ce système de transparence doit absolument être défini beaucoup plus précisément.

Art. 20b

Ici encore, il est mentionné de manière très floue le « *respect de la protection des données et la protection du secret d'affaires et du secret en matière de recherche sont garantis en tout temps* » ou encore «... à condition que des mesures techniques et organisationnelles appropriées sont prises pour protéger les données personnelles et les secrets d'affaires. » Ces propos laissent vraiment ressentir quelles seront les priorités de la minorité.

Cela nous fait craindre une excuse derrière laquelle se cacher trop souvent et un argument pour ne pas faire preuve de transparence totale. Cela n'est pas du tout rassurant.

Par ailleurs, il n'est selon la LSCV pas suffisant de dire que la Confédération *peut* créer des conditions : elle *doit* le faire absolument, et être réellement proactive. Et là encore, insister sur le fait que cela se ferait « *en tenant compte des intérêts privés prépondérants dignes de protection* » n'envoie pas un signal clair de transparence, mais plutôt de privilèges pour les lobbies et autres acteurs de l'expérimentation animale.

Et dans tous les cas, nous rappelons que pour nous, il est primordial que :

- La réduction concerne les chiffres totaux d'animaux ;
- Les structures liées aux 3R doivent aussi inclure des efforts pour aller vers un *phase out plan*, et donc vers une réelle stratégie pour faire baisser strictement le nombre total d'animaux utilisés dans la recherche en Suisse.

Les 3R n'ont de sens que s'ils visent un véritable plan de sortie de l'expérimentation animale, Cela signifie selon nous un abandon progressif des expériences contraignantes sur les animaux, avec des mesures pour vérifier l'utilité de la recherche financée par l'Etat qui implique des expériences sur les animaux, le fait de publier régulièrement ces résultats, d'entreprendre les démarches nécessaires pour élaborer le plan d'élimination progressive des expériences contraignantes sur les animaux, avec des objectifs et des étapes obligatoires et concrets ainsi que des délais correspondants. Cela doit permettre à la Suisse de devenir un pôle de recherche biomédicale innovant, sans souffrance animale et tourné vers l'avenir.

La LSCV exige que la Confédération montre des efforts conséquents allant dans le sens d'une véritable transition.

Art. 22

Il est indiqué que la Confédération « *encourage [...] le développement, la reconnaissance et l'application de méthodes qui peuvent remplacer des expériences sur les animaux ou réduire soit le nombre des animaux utilisés, soit les contraintes qui leur sont imposées. Elle encourage plus particulièrement les projets de recherche qui ont pour objet l'élimination des douleurs, des maux ou de l'anxiété liés aux interventions visées* ». Comment, précisément, va-t-elle encourager cela ? Avec quels outils ? Comment cet encouragement sera monitoré, analysé ? Comment les résultats concrets de cet encouragement seront visibles ?

Encore une fois, cette formulation est selon nous trop floue et pas assez incitative.



Art. 34

Il est selon nous essentiel que les nouveaux membres qui rejoignent les commissions cantonales soient formé·e·s de manière adéquate - et régulièrement - dans les différentes disciplines (3R, éthique, etc.), afin de pouvoir être efficaces et rapidement opérationnels.

Il serait également pertinent d'inclure davantage de membres représentant les animaux, afin que la pesée d'intérêt se fasse de manière plus équilibrée. Les membres qui représentent des associations de protection animale doivent également être réellement actifs dans le domaine de l'expérimentation animale afin d'être là pour porter la voix des animaux, et non pas être de simples membres alibis, comme cela est bien trop souvent le cas. Le modèle de la commission de Zürich, avec un droit de recours d'une minorité, pourrait inspirer les autres commissions en Suisse. Cela permettrait de soumettre à un contrôle juridictionnel les décisions d'autorisation dans les cas particulièrement litigieux.

Au sein des commissions cantonales, les membres issu·e·s du milieu de la recherche sont majoritaires. Elles et ils peuvent donc systématiquement l'emporter sur les représentant·e·s de la protection des animaux. L'organe dans son ensemble ne dispose donc pas du degré d'impartialité qui serait nécessaire à un processus décisionnel équilibré. Dans la pratique, cela se traduit par un nombre extrêmement faible de demandes rejetées.

La LSCV souhaite donc vivement que les commissions soient mieux formées et représentent mieux les intérêts des animaux non-humains. Il devrait être toujours possible de contester les demandes approuvées par le biais d'une procédure de recours formelle.

Nous vous remercions de bien vouloir prendre en considération nos commentaires et restons à votre disposition pour toute question.

.....

Athénaïs Python
Pour la LSCV
a.python@LSCV.ch
079 275 46 52



Rathaus, Marktplatz 9
CH-4001 Basel

Tel: +41 61 267 85 62
E-Mail: staatskanzlei@bs.ch
www.bs.ch/regierungsrat

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen (BLV)

Per Mail an:
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Basel, 5. Mai 2026

Regierungsratsbeschluss vom 5. Mai 2026

Umsetzung der parlamentarischen Initiative 21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben; Vernehmlassung; Stellungnahme des Kantons Basel-Stadt

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 13. Februar 2026 haben Sie uns eingeladen, zur Teilrevision des Tierschutzgesetzes im Rahmen der Umsetzung der parlamentarischen Initiative zur Stärkung der 3R-Forschung Stellung zu nehmen. Wir danken Ihnen für diese Gelegenheit und lassen Ihnen nachstehend unsere Anträge und Bemerkungen zukommen.

Der Kanton Basel-Stadt unterstützt die parlamentarische Initiative zur Stärkung der 3R-Forschung. Die vorliegende Gesetzesanpassung kann dazu einen Beitrag leisten.

Darüber hinaus ist für unseren weltweit bedeutenden Life-Science-Standort zentral, dass die Erforschung und Anwendung von alternativen Methoden wie insbesondere Organoiden, «Organ-on-a-chip» und weiteren Tierversuchs-Surrogaten wirksam gefördert wird.

Mit Blick auf die vorliegende Anpassung der Tierschutzgesetzgebung hält der Kanton Basel-Stadt fest, dass die Vorlage auch mit Blick auf die Pharmaindustrie in Basel grundsätzlich als konstruktiv und unterstützungsfähig beurteilt wird, sofern keine regulatorischen Risiken entstehen und eine klare internationale Einbettung gewährleistet bleibt; unter diesen Voraussetzungen können sich bei aktiver Mitgestaltung auch Chancen für den Forschungsstandort Basel ergeben.

Die stufengerechte Bearbeitung von Tierversuchsgesuchen durch die Einsetzung von Fachsekretariaten in den Kantonen gemäss Art. 33a wird begrüsst. Diese Massnahme verspricht eine signifikante Entlastung der Kommissionen für Tierversuche.

Mit der seit 1997 bestehenden trikantonalen Tierversuchskommission der Kantone Basel-Stadt, Basel-Landschaft und Aargau sowie deren administrativer Betreuung und Aufsicht durch den Kanton Basel-Stadt bestehen bereits erste Ansätze einer solchen Struktur. Da der Kanton Basel-Stadt derzeit jedoch nur einen Teil der Aufgaben abdeckt, die ein voll ausgebautes Fachsekretariat gemäss der Initiative übernehmen würde, unterstützt der Kanton Basel-Stadt die schweizweite Einführung dieser Sekretariate nach Art. 33a Abs. 1.

Die Bildung regionaler oder überregionaler Kompetenzzentren mit erweiterten kantonsübergreifenden Aufgaben kann einen weiteren Schritt in Richtung verstärkter Harmonisierung, Bündelung von Fachkompetenzen und effizienterer Ressourcennutzung darstellen. Der Veterinärdienst Schweiz hat diesbezüglich bereits seit mehreren Jahren ausgezeichnete Erfahrungen mit dem Konzept der Kompetenzzentren sammeln können (beispielsweise bei den Kontrollen tierärztlicher Privatapotheken in den Tierarztpraxen). Bei der Übernahme von Vollzugsaufgaben für zusätzliche Kantone ist jedoch zu beachten, dass die gesetzlichen Kompetenzen (Weisungsbefugnisse, strafrechtliche Kompetenzen) entsprechend erweitert werden müssen. Überdies ist der entsprechende Mehrbedarf an Ressourcen durch die assoziierten Kantone nach dem Verursacherprinzip (Vollkosten) abzugelten. Entsprechende Kostenschlüssel (z.B. über Gebührentarife oder Leistungsvereinbarungen) sind in der Revision verbindlich festzulegen.

Wesentlich ist eine klare Abgrenzung der Zuständigkeiten und Aufgaben der Fachsekretariate zu den Tierschutzbeauftragten und 3R-Beauftragten der universitären und industriellen Forschungseinrichtungen. Gleichzeitig sollen jene stärker als bisher in die Verantwortung genommen werden – insbesondere hinsichtlich der Prüfung der Vollständigkeit, Verständlichkeit und statistischen Korrektheit von Gesuchen vor deren Einreichung an die Fachsekretariate bzw. Kommissionen. Eine solche Vorprüfung trägt wesentlich zu einem ressourcenschonenden und effizienten Arbeitsablauf innerhalb der Fachsekretariate bei. Nur unter diesen Voraussetzungen ist mit einer umfassenden Optimierung, d.h. einer tatsächlichen Beschleunigung von Bewilligungsprozessen zu rechnen, da sich die Fachsekretariate und Kommissionen dadurch auf ihre Kernkompetenzen konzentrieren können.

Die Bildung von Kompetenzzentren sollte sich grundsätzlich an den Strukturen der Vereinigung der Schweizer Kantonstierärztinnen und Kantonstierärzteorientieren VSKT orientieren. Diese ist in vier Regionen eingeteilt: Regio Nordwest (BS, BL, AG, SO, BE), Centro (LU, Urkantone, ZG), Regio West (FR, NE, JU, GE, VD, VS), Regio Süd-Ost (GR/GL, ZH, TG, SG, TI, AI/AR, FL). Somit beschränkt sich die Anzahl entsprechend auf vier Kompetenzzentren mit integrierten Fachsekretariaten.

Der Kanton Basel-Stadt ist als führender Life-Science-Standort (Forschung, Lehre und Industrie) für die Ansiedlung des Kompetenzzentrums der Regio Nordwest prädestiniert. Die langjährige Expertise in der Führung der trikantonalen Kommission bietet die ideale Grundlage für eine Erweiterung auf die Kantone Solothurn und Bern. Dass geografische Distanzen dabei vernachlässigbar sind, belegen bereits bestehende interkantonale Kooperationen (z.B. mit dem Kompetenzzentrum Luzern) erfolgreich.

Angesichts von 513 Tierversuchsbewilligungen im Jahr 2025 zählt der Kanton Basel-Stadt schweizweit zur Spitze der Forschungsaktivitäten. Vor diesem Hintergrund unterstreichen wir mit Nachdruck unseren Anspruch als Standort für eines der vier Kompetenzzentren. Der Kanton Basel-Stadt beabsichtigt, die unmittelbare Nähe zum Forschungsplatz und die gewachsene regionale Verankerung auch in Zukunft zur Stärkung der Forschung zu nutzen.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anliegen. Für Rückfragen steht Ihnen gerne Herr Dr. Michel Laszlo, Kantonstierarzt (michel.laszlo@bs.ch; Tel. 061 267 58 34), zur Verfügung.

Freundliche Grüsse
Im Namen des Regierungsrates des Kantons Basel-Stadt



Dr. Conradin Cramer
Regierungspräsident



Marco Greiner
Vizestaatschreiber



Elektronisch an vernehmlassungen@blv.admin.ch



**Kanton Zürich
Regierungsrat**

staatskanzlei@sk.zh.ch
Tel. +41 43 259 20 02
Neumühlequai 10
8090 Zürich
zh.ch

Kommission für Wissenschaft,
Bildung und Kultur
des Nationalrates
3003 Bern

6. Mai 2026 (RRB Nr. 499/2026)

Änderung des Tierschutzgesetzes (Vernehmlassung)

Sehr geehrter Herr Präsident
Sehr geehrte Frauen Nationalrätinnen und Herren Nationalräte

Mit Schreiben vom 13. Februar 2026 haben Sie uns eingeladen, zum Vorentwurf zur Änderung des Tierschutzgesetzes vom 16. Dezember 2005 (TSchG; SR 455) Stellung zu nehmen. Wir danken Ihnen für diese Gelegenheit und äussern uns wie folgt:

Wir begrüssen grundsätzlich die mit der parlamentarischen Initiative 21.426 «Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben» verfolgten drei Schwerpunkte, die Qualität des Bewilligungsprozesses zu verbessern und zu beschleunigen, die 3R-Prinzipien zu fördern sowie die Transparenz von Tierversuchen zu verbessern.

Der gesetzlichen Verankerung des 3R-Prinzips stimmen wir zu. Für die weitere Begriffskonkretisierung ist auf die in der Praxis bewährten Vollzugshilfen abzustellen (vgl. insbesondere «Güterabwägung bei Tierversuchsanträgen» [2. Ausgabe 2022], verfasst von der Kommission für Tierversuchsethik der Schweizerischen Akademie der Medizinischen Wissenschaften und der Akademie der Naturwissenschaften Schweiz).

Wir begrüssen die in Art. 20a VE-TschG vorgesehene Transparenz grundsätzlich, allerdings stehen wir der Präregistrierung von Tierversuchen kritisch gegenüber. Der Nutzen einer solchen Veröffentlichung im vorgesehenen Umfang ist für uns nicht ersichtlich. Bei der Veröffentlichung von nichttechnischen Projektzusammenfassungen zu den Tierversuchprojekten ist dem Geschäfts- und Forschungsgeheimnis Rechnung zu tragen. Letztlich sind die Tragweite und der Gestaltungsbereich von Abs. 4 Bst. a VE-TSchG nicht abschliessend klar.

Die Förderung von 3R-Strukturen, der 3R-Infrastruktur sowie der Lehre und Ausbildung begrüssen wir, ebenso die Bestimmung, dass der Bund diese «fördern» kann. Es sollte sichergestellt werden, dass neue Regelungen tatsächlich zum Tierwohl beitragen und zugleich im Forschungsbetrieb praktikabel sind.

Die Einsetzung eines Fachsekretariats erscheint sinnvoll, um die Vollständigkeit der Gesuche zu prüfen und in der Praxis wiederholt festgestellte Mängel zu vermeiden bzw. rasch zu beheben. Zentral ist, dass das Fachsekretariat, wie gemäss erläuterndem



Bericht vorgesehen, Teil der Fachstelle der zuständigen kantonalen Behörde ist. Es dürfen keine zusätzlichen Schnittstellen geschaffen werden, welche die Arbeit der Kantone erschweren. Wir plädieren zudem dafür, dass die Aufgaben der Fachsekretariate sehr klar umrissen und von jenen der Kommission für Tierversuche getrennt sind. Sollte das Fachsekretariat auch mit inhaltlichen Aufgaben, wie etwa mit der Prüfung der instrumentellen Unerlässlichkeit (Prüfung der Eignung und Erforderlichkeit des Versuchsvorhabens, also auch 3R) betraut werden, wie es in der Vorlage vorgesehen ist, würde dies bedingen, dass das Anforderungsprofil der Mitarbeitenden des Fachsekretariats nahezu demjenigen der Mitglieder der Tierversuchskommission entspricht.

Darüber hinaus wirft die geteilte Prüfung der Gesuche aus unserer Sicht verfahrensrechtliche Fragen auf. Ungeklärt erscheint, in welcher Form die Beurteilung zu dokumentieren ist, wie sie in die weitere Beurteilung einfließt und ob ihr gegenüber der Tierversuchskommission Bindungswirkung zukommt. Diese Fragen sollten geklärt werden, um Doppelspurigkeiten zu vermeiden und um die Einheitlichkeit der Vollzugspraxis zu gewährleisten. Wichtig erscheint uns insbesondere, dass bei der Gesuchsprüfung verschiedene Prüfungsaspekte der instrumentellen und finalen Unerlässlichkeit (der eigentlichen Güterabwägung) ineinandergreifen. So ist anhand der Prüfungsraster etwa der Erkenntnisgewinn bereits bei der Eignung relevant und ist wiederum entscheidend bei der Güterabwägung zu berücksichtigen. Die Frage eines belastungsärmeren Tierversuchs stellt sich zum einen im Rahmen der Prüfung der Erforderlichkeit, zum anderen ist sie auch bei den Belastungen im Rahmen der Güterabwägung zu berücksichtigen.

Wir begrüßen deshalb die Stärkung der Qualität des Bewilligungsverfahrens. Vor diesem Hintergrund regen wir indessen an, die Mindestgrösse der Tierversuchskommission auf sieben Mitglieder anzuheben, um die Qualität der Entscheidungsfindung in allen Aspekten auf der Grundlage eines breiten Fachwissens sicherzustellen.

Aufgrund der Qualitätssteigerung und umfassenden Prüfung in der Tierversuchskommission regen wir zudem an, durchwegs, das heisst bereits im ersten verwaltungsinternen Rechtsmittelverfahren, die Rüge der Unangemessenheit auszuschliessen. Wir beantragen deshalb, eine zusätzliche Bestimmung betreffend Ausschluss der Rüge der Unangemessenheit aufzunehmen. Kritisch beurteilen wir zudem die Kompetenzdelegation an den Bundesrat, wie sie in Art. 33a Abs. 4 und Art. 34 Abs. 3 VE-TSchG vorgesehen ist, soweit sie die Bearbeitungsfristen betrifft.

Freundliche Grüsse

Im Namen des Regierungsrates

Die Präsidentin:

Carmen Walker Späh

Die Staatsschreiberin:

Dr. Kathrin Arioli



Numero
2521

sl

0

Bellinzona
20 maggio 2026

Consiglio di Stato
Piazza Governo 6
Casella postale 2170
6501 Bellinzona
telefono +41 91 814 41 11
fax +41 91 814 44 35
e-mail can@ti.ch
web www.ti.ch

Repubblica e Cantone
Ticino

Il Consiglio di Stato

Commissione della scienza,
dell'educazione e della cultura
3003 Berna

*Invio per posta elettronica in formato Word
e PDF a vernehmlassungen@blv.admin.ch*

Procedura di consultazione

21.426 n lv. pa. Christ. Più risorse e incentivi a favore della ricerca 3R per accelerare lo sviluppo di metodi alternativi alla sperimentazione animale

Gentili signore, gentili signori,

ringraziamo per la possibilità di esprimere un parere sul progetto di legge elaborato dalla Commissione della scienza, dell'educazione e della cultura del Consiglio nazionale (CSEC-N) relativo all'attuazione dell'iniziativa parlamentare n. 21.426 della deputata Katja Christ "Più risorse e incentivi a favore della ricerca 3R per accelerare lo sviluppo di metodi alternativi alla sperimentazione animale".

Il progetto di revisione legislativa prevede in particolare di aumentare la trasparenza mediante la pubblicazione di riassunti non tecnici dei progetti di ricerca, di sviluppare misure per promuovere la ricerca 3R (*"replace, reduce, refine"* ossia sostituire, ridurre e perfezionare) nonché di migliorare e accelerare il processo di autorizzazione attraverso la creazione di segretariati specialistici, che garantiscano una ripartizione chiara e orientata alla qualità dei compiti tra ricercatori, segretariato specialistico e commissione per la sperimentazione animale.

Accogliamo favorevolmente, in linea di principio, il progetto di legge per l'attuazione dell'iniziativa parlamentare. La ricerca 3R deve essere sostenuta e rafforzata. Essa è centrale e mira a conferire il necessario peso al benessere animale nella ricerca sperimentale sugli animali. I requisiti chiaramente formulati per il processo di autorizzazione, sia a livello dell'autorità cantonale competente sia per quanto riguarda le commissioni cantonali per la sperimentazione animale, portano a un miglioramento sia sotto il profilo tecnico sia sotto il profilo temporale. Quest'ultimo è a vantaggio dei ricercatori. Ciò conduce a decisioni qualitativamente equilibrate, maggiore trasparenza e tempi di trattazione più brevi.

La commissione cantonale per la sperimentazione animale deve poter concentrare il proprio lavoro sulla ponderazione degli interessi nelle domande relative a sperimentazioni con aggravio per gli animali. È quindi coerente garantire che l'autorità cantonale

competente, organizzata nella sua unità specialistica sotto forma di segretariato specialistico, svolga tramite un'accurata verifica preliminare gli aspetti tecnico-specialistici dell'esame delle domande (completezza, obiettivo dell'esperimento, indispensabilità della sperimentazione animale). Ulteriori segretariati specialistici separati dall'autorità cantonale competente introdurrebbero una nuova interfaccia e un significativo aumento del carico di lavoro; ciò deve essere respinto.

I requisiti chiaramente formulati per l'autorità cantonale competente e per le commissioni cantonali per la sperimentazione animale porteranno inevitabilmente al fatto che, in particolare, i Cantoni con un numero limitato di domande per la ricerca sperimentale sugli animali dovranno aggiornare i propri processi. Ciò non deve comportare un fabbisogno supplementare rispetto alle risorse già oggi limitate nei Cantoni. Nell'ottica della professionalizzazione, devono essere privilegiate soluzioni in cui i processi siano coordinati e si cerchino sinergie. Eventualmente, più Cantoni possono gestire un'unità specialistica comune con un segretariato specialistico.

Per quanto riguarda i singoli articoli di legge, formuliamo le seguenti osservazioni.

Art. 3 lett. d

Il progetto preliminare della maggioranza della CSEC-N è sostenuto. Nessuna osservazione aggiuntiva.

Art. 18 cpv. 3

Il progetto preliminare della maggioranza della CSEC-N è sostenuto. Occorre però precisare che il segretariato specialistico, al fine di accelerare l'esame delle domande, fa parte dell'unità specialistica dell'autorità cantonale competente. L'istituzione di un segretariato specialistico aggiuntivo, separato dall'autorità cantonale competente, deve invece essere respinta.

Art. 20 a

Il progetto preliminare della maggioranza della CSEC-N è sostenuto. Nessuna osservazione aggiuntiva.

Art. 20 b cpv. 1 e 3

Il progetto preliminare della maggioranza della CSEC-N è sostenuto. Nessuna osservazione aggiuntiva.

Art. 20 c cpv. 1 lett. a e b, 3 e 4

Il progetto preliminare della maggioranza della CSEC-N è sostenuto. In particolare, è opportuno seguire la maggioranza della Commissione nel garantire che sia i collaboratori dell'USAV sia quelli delle autorità cantonali di autorizzazione abbiano accesso, nell'ambito delle loro competenze, ai dati di cui necessitano. Anche la collaborazione tra i Cantoni (cpv. 3) è di importanza centrale.

Art. 22 cpv. 2, 3 e 4

Il progetto preliminare della maggioranza della CSEC-N è sostenuto. Nessuna osservazione aggiuntiva.

Art. 33 a

Il progetto preliminare della maggioranza della CSEC-N è sostenuto. Di importanza centrale è che il segretariato specialistico resti parte dell'unità specialistica presso l'autorità cantonale competente. Non deve in alcun caso creare ulteriori interfacce che renderebbero più difficile il lavoro dei Cantoni. Il termine "segretariato specialistico" può forse risultare fuorviante, in quanto potrebbe suggerire la creazione di un'ulteriore struttura.

La collaborazione intercantonale può in particolare portare miglioramenti e a un uso parsimonioso delle risorse proprie per i Cantoni con un numero limitato di domande di sperimentazione animale.

Art. 34

Il progetto preliminare della maggioranza della CSEC-N è sostenuto.

Il numero minimo di cinque membri della commissione appare sufficiente per i Cantoni con un numero limitato di domande di sperimentazione animale. Considerando le competenze richieste, è tuttavia opportuno prevedere un numero minimo di sette membri della commissione nei Cantoni con un numero significativo di tali domande.

Ringraziandovi per l'opportunità accordata di esprimerci in materia, vogliate gradire, gentili signore, gentili signori, i sensi della nostra massima stima.

PER IL CONSIGLIO DI STATO

Il Presidente

Il Cancelliere

Claudio Zali

Arnoldo Coduri

Copia a:

- Dipartimento della sanità e della socialità (dss-dir@ti.ch)
- Divisione della salute pubblica (dss-dsp@ti.ch)
- Ufficio del veterinario cantonale (dss-uvc@ti.ch)
- Deputazione ticinese alle Camere federali (can-relazioniesterne@ti.ch)
- Pubblicazione in internet

Stellungnahme von Prof. Dr. Christoph Schneider

21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben

Adresse: Winterthurerstrasse 190, 8057 Zürich

Kontaktperson: Prof. Dr. Christoph Schneider

Email: christoph.schneider@uzh.ch

Datum: 22. Mai 2026

I. Zusammenfassung / wichtigste Anliegen zur Vorlage

Die angestrebte Revision des Tierschutzgesetzes (TSchG) im Zuge der parlamentarischen Initiative 21.426 wird ausdrücklich begrüsst. Die Absicht, die 3R-Prinzipien zu festigen, die Transparenz zu fördern und das Bewilligungsverfahren qualitativ weiterzuentwickeln, findet volle Unterstützung.

Für die konkrete Umsetzung ist aus wissenschaftlicher und tierschutzfachlicher Perspektive jedoch entscheidend, dass sie streng evidenzbasiert und praxisnah verläuft. Nur so bleibt sie im Einklang mit dem Verhältnismässigkeitsprinzip gemäss Art. 5 Abs. 2 und Art. 36 Abs. 3 BV. Ein bürokratischer Mehraufwand, dem kein messbarer Nutzen für das Tierwohl oder den wissenschaftlichen Fortschritt gegenübersteht, muss vermieden werden, um die Attraktivität und Wettbewerbsfähigkeit des Forschungsstandorts Schweiz nicht zu gefährden.

Kernanliegen dieser Stellungnahme:

- Aufnahme positiver Tierwohl-Aspekte in Art. 3 Bst. b (minimal-invasiv, Ziff. 2).
- Anpassung der 3R-Definition in Art. 3 Bst. d an den 3RCC-Standard.
- Ablehnung einer zwingenden Präregistrierung als Bewilligungsvoraussetzung (Art. 20a Abs. 1).
- Streichung der Fachsekretariate (Art. 18 Abs. 3, Art. 33a) im Sinne des Minderheitsantrags.
- Stärkung der kantonalen Kommission: Mindestzahl sieben Mitglieder, Aufnahme medizinischer und patientenseitiger Kompetenz, integrierte Prüfung, Mehrheitsrekursrecht.
- Verfahrensbeschleunigung durch Ressourcenausbau und Bürokratieabbau.

Die ursprüngliche Pa.Iv. Christ war explizit auf die Förderung der 3R-Forschung ausgerichtet. Wie im Bericht (Abschnitt 2.1) selbst eingeräumt wird, dehnt der aktuelle Vorentwurf diesen Fokus nun massiv auf Fachsekretariate, Transparenzpflichten und Datenzugriffsregelungen aus. Diese erhebliche Ausweitung über den eigentlichen Initiativkern hinaus erfordert weitaus fundiertere und detailliertere Begründungen für die zusätzlichen Massnahmen.

Zudem wird in Abschnitt 5.2 offen dargelegt, dass kleinere Kantone ihre Kommissionen voraussichtlich auflösen werden. Die daraus resultierenden strukturellen Konsequenzen für die regionale Vertretung, die lokale Expertise sowie den direkten Zugang der Antragstellenden bleiben jedoch völlig ungeklärt.

Auch die Schätzung von „rund sieben Vollzeitstellen“ (Abschnitt 5.2) entbehrt jeglicher methodischer Grundlage oder nachvollziehbarer Datenquellen. Vor der weiteren parlamentarischen Beratung ist hier zwingend eine empirisch fundierte Regulierungsfolgenabschätzung erforderlich.

Schliesslich bleibt die Behauptung in Abschnitt 5.5, die Vorlage wirke sich positiv auf das Tierwohl aus, gänzlich unbewiesen. Ein klarer Nachweis für den tatsächlichen

Tierschutzbesserungseffekt fehlt – insbesondere mit Blick auf die Einführung von Fachsekretariaten, Projektzusammenfassungen und Präregistrierungen.

Fazit / Gesamteinschätzung: Annahme, Revision, grundsätzliche Überarbeitung, Abweisung

Gesamteinschätzung: Annahme mit Revision.

Was unterstützt wird: 3R-Förderung (Art. 22, nach Konsolidierung), Datenbasierte Steuerung (Art. 20b, mit Präzisierung), Stärkung der Tierversuchskommissionen (Art. 34).

Was angepasst werden muss: Definitionen (Art. 3 Bst. b und d), Transparenzregelungen (Art. 20a Abs. 1 und Abs. 2), Fachsekretariate (Art. 18 Abs. 3 und Art. 33a, vollständige Streichung), Datenzugriffe (Art. 20c Abs. 3 und 4), Delegationsnormen (Art. 33a Abs. 4, Art. 34 Abs. 3).

II. Bemerkungen zu den einzelnen Änderungen

Vorgeschlagene Änderungen Tierschutzgesetz (TSchG)

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
Art. 3	Begriffe	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Die Verankerung der 3R-Prinzipien sowie die zeitgemässe Präzisierung des Tierwohls werden ausdrücklich begrüsst. Beide Bestimmungen bedürfen jedoch einer fundierten wissenschaftlichen Schärfung.
Lit. b (Wohlergehen)	Grundsätzliche Überarbeitung	Der geltende Wortlaut von Art. 3 Bst. b TSchG ist primär leidzentriert formuliert. Der aktuelle Erkenntnisstand der Tierwohlforschung (Boissy et al. 2007, Mellor 2016, Turner 2019, Rault et al. 2025) erweitert dieses Konzept jedoch entscheidend: Tierwohl definiert sich demnach nicht mehr nur durch die Vermeidung von Leiden, sondern schliesst positive mentale Zustände und zielgerichtetes Verhalten explizit mit ein. Empfehlung: Ziffer 2 sollte minimal-invasiv um den Aspekt positiver Erfahrungen sowie um eine aktive Förderkomponente erweitert werden. Änderungsvorschlag: «...das artgemässe Verhalten einschliesslich positiver Erfahrungen innerhalb der biologischen Anpassungsfähigkeit ermöglicht und gefördert wird.»
Lit. d (3R)	Grundsätzliche Überarbeitung	Die gesetzliche Verankerung der 3R-Prinzipien im Tierversuchsbereich und in der Tierhaltung wird ausdrücklich

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>begrüssst. Die vorgeschlagene Definition bildet jedoch das aktuelle Verständnis der wissenschaftlichen Fachwelt nicht adäquat ab:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Reduction bezieht sich gemäss Russell und Burch (1959) primär auf die Minimierung der Tierzahl innerhalb eines einzelnen Experiments sowie auf die Maximierung des Erkenntnisgewinns bei gleichbleibender Tieranzahl. • Refinement umfasst nach Turner (2019) und dem Swiss 3R Competence Centre (3RCC) neben der reinen Leidensminimierung auch die aktive Förderung des Tierwohls einschliesslich positiver Erfahrungen. <p>Empfehlung: Es wird die Übernahme der offiziellen 3RCC-Definition empfohlen.</p> <p>Änderungsvorschlag: «3R: Prinzipien, welche das Ersetzen des Einsatzes von Tieren durch tierfreie Methoden (Replacement), die Gewinnung vergleichbarer Informationsmengen mit weniger Tieren oder zusätzlicher Informationen aus derselben Anzahl von Tieren (Reduction) sowie die Linderung oder Minimierung potenzieller Schmerzen, Leiden und Stress und die Förderung des Wohlergehens der Tiere (Refinement) in der Forschung mit Tieren fordern.»</p>
Art. 18	Bewilligungspflicht	
Insgesamt	Ablehnung	Die Einführung der Fachsekretariate als verbindliche Prüfinstanz wird abgelehnt. Begründung siehe Art. 33a.
Abs. 3	Ablehnung	Im Sinne des Minderheitsantrags zu streichen. Die Bewilligungsgesuche werden weiterhin durch die zuständige kantonale Behörde der kantonalen Kommission für Tierversuche unterbreitet.
Art. 20a	Information der Öffentlichkeit	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Das Ziel, die Transparenz im Bereich der Tierversuche zu erhöhen, wird ausdrücklich begrüsst. Die Einführung einer nichttechnischen

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Projektzusammenfassung (NTP) entspricht einem seit 2013 etablierten Standard in der Europäischen Union (Richtlinie 2010/63/EU Art. 43). Der Verzicht auf dieses Instrument würde zu einer weiteren Isolation der Schweiz vom europäischen Forschungsraum führen. Für eine sachgerechte Umsetzung sind jedoch flankierende Schutzvorkehrungen für Forschungs- und Geschäftsgeheimnisse unabdingbar. Zudem sollte auf die Einführung einer zwingenden Präregistrierung verzichtet werden.</p> <p>Änderungsvorschlag: «Der Bund fördert die Transparenz in der Forschung mit Tieren.»</p>
Abs. 1	Ablehnung Präregistrierung	<p>Die Einführung einer nichttechnischen Projektzusammenfassung (NTP) wird ausdrücklich begrüsst. Abgelehnt wird hingegen eine obligatorische Präregistrierung als Voraussetzung für die Bewilligung oder Durchführung von Projekten; der entsprechende Passus im erläuternden Bericht ist folglich zu streichen.</p> <p>Für einen konkreten Tierschutznutzen durch eine solche Verpflichtung fehlt jegliche empirische Evidenz. Eine schweizweite Befragung von Studienleitenden (Priboi et al. 2025, bioRxiv) verdeutlicht, dass die damit verbundene Bürokratie und der erhebliche Zeitaufwand als hochgradig problematisch wahrgenommen werden. Eigene Erfahrungen unseren Mitgliedern bestätigen dies: Testweise durchgeführte Präregistrierungen wurden wieder eingestellt, da sie lediglich zu einer Duplizierung interner Dokumentationspflichten führten, ohne messbare positive Effekte oder qualitative Verbesserungen zu generieren. Erfahrungen aus dem Bereich klinischer Studien am Menschen zeigen zudem, dass eine Registrierungspflicht den Publikationsbias zwar dämpfen, aber keineswegs eliminieren kann. Studien mit positiven Ergebnissen weisen nach wie vor eine 2,69-fach höhere Chance auf Veröffentlichung auf als Studien mit negativen Befunden oder Null-Ergebnissen (Odds Ratio 2,69; 95%-</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Konfidenzintervall 2,02 bis 3,60; Showell et al. 2024, Cochrane). Die Registrierung schafft zwar Sichtbarkeit für die Durchführung einer Studie, garantiert jedoch nicht deren vollständige Publikation.</p> <p>Selbst nach erfolgter Präregistrierung bleiben Studienergebnisse der Öffentlichkeit oft ganz oder teilweise vorenthalten. So dokumentieren DeVito et al. (2020) in einer systematischen Auswertung von <i>ClinicalTrials.gov</i>, dass nur rund 40 % der nach dem <i>FDA Amendments Act 2007</i> meldepflichtigen Studien ihre Ergebnisse fristgerecht im Register publizierten. Auch das sogenannte <i>Outcome Switching</i> – die nachträgliche, nicht deklarierte Veränderung des primären Endpunkts zwischen Studienprotokoll und Publikation – wird durch die Registrierung nicht verhindert: Mathieu et al. (2009) wiesen einen solchen Endpunktwechsel bei 31 % der untersuchten Studien nach. Das COMPare-Projekt (Goldacre et al. 2019) dokumentierte bei 67 prospektiv überwachten Studien insgesamt 354 unberücksichtigte <i>Outcome</i>-Wechsel, und Dwan et al. (2013) bestätigten die strukturelle Persistenz dieses <i>Outcome Reporting Bias</i> über mehrere Forschungsfelder hinweg.</p> <p>Darüber hinaus ist die akademische Grundlagenforschung von Natur aus explorativ und adaptiv geprägt. Solche dynamischen Prozesse lassen sich durch starre Präregistrierungen kaum sinnvoll abbilden. Bereits heute besteht auf freiwilliger Basis die Möglichkeit, öffentliche Plattformen für die Registrierung zu nutzen.</p> <p>Empfehlung: Einführung von NTPs bei gleichzeitiger Beibehaltung des bewährten, freiwilligen Regimes (z. B. über <i>preclinicaltrials.eu</i> oder das Animal Study Registry des BfR). Der erläuternde Bericht ist in diesem Sinne zu korrigieren.</p>
Abs. 2 (NTP)	Zustimmung mit Vorbehalten	Die Veröffentlichung der nichttechnischen Projektzusammenfassung (NTP) nach erfolgter Bewilligung wird beibehalten. Um eine praxisnahe und europakompatible Umsetzung zu gewährleisten, sind jedoch drei gezielte Anpassungen erforderlich:

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<ul style="list-style-type: none"> • Anpassung (a) – Buchstabe e: Der Begriff «erwarteter Nutzen» ist durch «erwarteter Kenntniskennntnisgewinn» zu ersetzen. <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Begründung:</i> Die akademische Grundlagenforschung dient primär dem wissenschaftlichen Erkenntnisgewinn und nicht zwingend einem unmittelbaren, direkt nachweisbaren Anwendungsnutzen. • Anpassung (b) – Buchstaben f und g: Diese beiden Bestimmungen sind zu fusionieren. Der zweite Satzteil von Buchstabe f (belastungsmindernde Massnahmen) wird inhaltlich bereits vollständig durch die 3R-Massnahmen in Buchstabe g abgedeckt. Eine Zusammenlegung vermeidet gesetzliche Redundanzen. • Anpassung (c) – Schutzklausel: Es ist eine explizite Schutzklausel analog zu § 41 Abs. 2 der deutschen Tierschutzversuchstierverordnung (TierSchVersV) aufzunehmen. Diese muss sicherstellen, dass keine einrichtungs- oder personenbezogenen Daten veröffentlicht werden und dass der Schutz des geistigen Eigentums sowie von Betriebs- und Geschäftsgeheimnissen strikt gewahrt bleibt. <p>Vorschlag zur Veröffentlichungsfrist: Die Publikation der NTP sollte spätestens sechs Monate nach der Bewilligungserteilung erfolgen, um eine Harmonisierung mit dem europäischen Standard (gemäss Art. 43 Abs. 1 der EU-Richtlinie 2010/63/EU) zu wahren.</p>
Abs. 3 (retrospektive Ergänzung)	Zustimmung	Die Ausweitung der retrospektiven Ergänzung auf sämtliche Tierversuche geht über den geltenden EU-Standard hinaus – welcher diese nur für den

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Schweregrad «schwer» sowie für nichthumane Primaten vorsieht – und wird unterstützt. Da die entsprechenden Daten ohnehin bereits im System Animex-ch erfasst und regelmässig für Folgeanträge aufgearbeitet werden, ist der administrative Mehraufwand pro Projekt als gering einzustufen.</p> <p>Empfehlung: Die Bestimmung ist um eine klare Veröffentlichungsfrist zu ergänzen. Die Einreichung bzw. Aufschaltung sollte spätestens sechs Monate nach Beendigung des Tierversuchs erfolgen.</p>
Abs. 4 und 5	Keine Stellungnahme	Folgeregelungen auf Verordnungsebene; keine inhaltlichen Bemerkungen.
Art. 20b	Zweck und Inhalt	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Der Aufbau eines Informationssystems wird unterstützt. Präzisierungen sind in Abs. 3 erforderlich.
Abs. 1	Keine Stellungnahme	Keine inhaltlichen Bemerkungen.
Abs. 3 (Auswertung)	Zustimmung mit Vorbehalten	<p>Die Beauftragung Dritter mit Datenauswertungen ist an eine klare und rechtssichere datenschutzrechtliche Grundlage zu binden. Hierbei findet das revidierte Datenschutzgesetz (revDSG; SR 235.1) respektive das jeweils einschlägige kantonale Datenschutzrecht für kantonale Stellen Anwendung.</p> <p>Empfehlung: Es wird eine präzise Verankerung auf Gesetzes- oder Verordnungsstufe gefordert. Diese muss folgende Elemente zwingend beinhalten:</p> <ul style="list-style-type: none"> • einen expliziten Verweis auf das revDSG; • den Abschluss eines rechtlich bindenden Auftragsbearbeitungsvertrags gemäss Art. 9 revDSG; • die Durchführung einer Datenschutz-Folgenabschätzung (DSFA) nach Art. 22 revDSG; • eine abschliessende und transparente Definition der Kategorien zulässiger «kompetenter Stellen». <p>Anmerkung zum erläuternden Bericht (Abschnitt 4 zu Art. 20b Abs. 3, S. 9): Der Bericht nennt das Swiss 3R Competence Centre (3RCC) ausdrücklich</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>als potenziellen Partner für Datenanalysen und verweist auf dessen Mandat als Forschungseinrichtung von nationaler Bedeutung gemäss Art. 15 FIGG. Da das 3RCC jedoch gleichzeitig ein Fördermandat innehat, ergeben sich hieraus potenzielle Interessenkonflikte zwischen der Vergabetätigkeit von Fördermitteln und dem Zugriff auf sowie der Analyse von sensiblen Projektdaten. Diese Problematik ist im Vorentwurf zwingend zu adressieren. Es bedarf einer strikten institutionellen Trennung der beiden Funktionen oder eines dokumentierten, transparenten Prozesses zum Umgang mit Interessenkonflikten (<i>Conflict-of-Interest-Management</i>).</p>
Art. 20c	Zugriffsrechte	
Insgesamt	Ablehnung	<p>Die Erweiterung des Zugriffskreises auf Bewilligungsgesuche über die Kantonsgrenzen hinweg ist in der vorliegenden Form dezidiert abzulehnen. Präzedenzfälle für kantonsübergreifende Abrufverfahren existieren im Schweizer Recht zwar (wie z. B. RIPOL oder POLAP), diese sind jedoch ausnahmslos an eine spezifische formell-gesetzliche Grundlage, klar definierte Zugriffsrollen, eine lückenlose Protokollierung sowie eine strenge Aufsicht gebunden.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Der erläuternde Bericht behauptet in Abschnitt 6.7 (Datenschutz), es seien «weder die Bearbeitung von neuen Personendaten noch andere Massnahmen nötig, die Auswirkungen auf den Datenschutz haben könnten». Diese Feststellung steht in direktem Widerspruch zu den vorgeschlagenen Bestimmungen in Art. 20c Abs. 3 (Einführung eines neuen kantonsübergreifenden Abrufverfahrens) und Abs. 4 (erhebliche Ausweitung der Zugriffsrechte auf Dritte). Zudem wird eine nach Art. 22 revDSG zwingend erforderliche Datenschutz-Folgenabschätzung (DSFA) im gesamten Bericht mit keinem Wort thematisiert. Diese fundamentale innere Inkonsistenz der Vorlage ist zwingend bereinzigen.</p>
Abs. 1	Keine Stellungnahme	Sofern Fachsekretariate gestrichen werden, fällt Bst. b dahin.

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
Abs. 3 (Abrufverfahren)	Ablehnung	<p>Die vorgeschlagene Vorlage sieht eine massive Erweiterung des Personenkreises vor, der Einsicht in sensible Tierversuchsgesuche erhalte – einschliesslich des Zugriffs auf geschützte Forschungs- und Geschäftsgeheimnisse. Dies wird abgelehnt. Das angestrebte Ziel einer einheitlichen Vollzugspraxis lässt sich mit deutlich milderem, aber ebenso effektiven Mitteln erreichen. Die aktuelle Formulierung verletzt somit das verfassungsrechtliche Verhältnismässigkeitsprinzip nach Art. 5 Abs. 2 BV.</p> <p>Empfehlung: Der unbeschränkte Zugriff auf Rohgesuche ist zu streichen. Stattdessen sind folgende datenschutzkonforme und verhältnismässige Alternativen vorzusehen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Einsetzung einer interkantonalen Harmonisierungskommission mit rein beratender Funktion zur Angleichung der Vollzugspraxis. • Aufbau einer anonymisierten Entscheid- und Begründungsdatenbank, die einen fachlichen Austausch ermöglicht, ohne Betriebsgeheimnisse oder geschützte Forschungsansätze zu gefährden.
Abs. 4 (Ausweitung Zugriff)	Ablehnung	<p>Die vorgeschlagene Bestimmung stellt eine verfassungsrechtlich unzulässige, unbestimmte Delegationsnorm dar, da sie jegliche gesetzliche Eingrenzung von Gegenstand, Zweck oder flankierenden Schutzvorkehrungen vermissen lässt. Eine derart offene Kompetenzübertragung ist mit dem Bestimmtheitsgebot und dem Legalitätsprinzip gemäss Art. 164 in Verbindung mit Art. 182 BV sowie mit dem Verhältnismässigkeitsprinzip nach Art. 5 Abs. 2 BV nicht vereinbar.</p> <p>Empfehlung: Die Delegationsnorm ist ersatzlos zu streichen. Sollte an der Bestimmung festgehalten werden, sind die wesentlichen Leitplanken zwingend auf Gesetzesstufe (und nicht erst auf Verordnungsebene) zu verankern. Dies umfasst:</p> <ul style="list-style-type: none"> • eine abschliessende Definition der Kategorien zulässiger Stellen;

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<ul style="list-style-type: none"> • eine strikte gesetzliche Zweckbindung; • eine präzise Festlegung der bearbeitbaren Datenkategorien; • die Pflicht zum Abschluss eines datenschutzkonformen Auftragsbearbeitungsvertrags; • das Erfordernis einer Datenschutz-Folgenabschätzung (DSFA); • eine lückenlose Protokollierungspflicht sämtlicher Datenzugriffe.
Art. 22	Forschung	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Die 3R-Förderung durch den Bund wird begrüsst. Die Aufteilung in drei Absätze ist gesetzestechnisch redundant.
Abs. 2, 3 und 4	Grundsätzliche Überarbeitung	<p>Es wird vorgeschlagen, die bisherigen drei Absätze zu einem einzigen, konsolidierten Absatz zusammenzuführen. Dieser erfasst sämtliche substanziellen Elemente – namentlich die Erforschung, Entwicklung, Validierung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden, die entsprechenden 3R-Strukturen und -Infrastrukturen sowie die Lehre und Ausbildung – lückenlos und systematisch an einer Stelle.</p> <p>Änderungsvorschlag: Abs. 2 (neu): «Der Bund fördert in Zusammenarbeit mit Hochschulen und Industrie sowie in nationaler und internationaler Kooperation insbesondere die Erforschung, Entwicklung, Validierung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden sowie die dafür erforderlichen 3R-Strukturen, 3R-Infrastrukturen und die Lehre und Ausbildung im Bereich 3R.» <i>Die Absätze 3 und 4 entfallen.</i></p>
Art. 33a	Fachsekretariat für Tierversuche	
Insgesamt	Ablehnung	<p>Die Bestimmung ist im Sinne des Minderheitsantrags ersatzlos zu streichen. Die im Vorentwurf vorgesehene Hauptfunktion – eine vorgelagerte, separierte Prüfung der Unerlässlichkeit – ist weder legislativ zulässig noch wissenschaftlich-epistemisch möglich.</p> <p>1. Legistische Begründung Das verfassungsrechtliche Verhältnismässigkeitsprinzip (Art. 5 Abs. 2</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>und Art. 36 Abs. 3 BV) bildet einen einheitlichen, relationalen Beurteilungsmassstab. Die Subkriterien (Eignung, Erforderlichkeit und Angemessenheit bzw. Güterabwägung) sind methodische Leitlinien einer Gesamtbeurteilung und keine isolierbaren, eigenständigen materiellen Werte (vgl. Rütsche 2020). Eine organisatorische Aufteilung dieses Prozesses zwischen einem Fachsekretariat und der Kommission zerlegt den integralen Prüfvorgang in unzulässiger Weise.</p> <p>2. Wissenschaftliche Begründung Die Kriterien Eignung (Validität des Modells), Erforderlichkeit (3R-Prinzipien) und Güterabwägung sind untrennbar miteinander verschränkt. So ist beispielsweise die <i>Reduction</i> mathematisch direkt an die interne Validität gekoppelt, während <i>Refinement</i>-Massnahmen das <i>Outcome</i> und damit die Validität des gesamten Versuchs modulieren. Da all diese Dimensionen irreduzibel indeterministisch sind (Matsushita et al. 2026, in Vorbereitung), erweist sich die angestrebte sequenzielle „Gate-Architektur“ als strukturell inadäquat.</p> <p>3. Organisatorisch-praktische Begründung</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bürokratisierung und Kompetenzkonflikte: Die Schaffung von Fachsekretariaten führt eine zusätzliche administrative Ebene ohne erkennbaren Mehrwert ein, verlängert die Bearbeitungsdauer und entwertet die Arbeit der kantonalen Tierversuchskommissionen. Da diese für die abschliessende Güterabwägung zwingend auch die instrumentelle Unerlässlichkeit beurteilen müssen, führt eine vorgelagerte Aufspaltung zwangsläufig zu Doppelspurigkeiten und Kompetenzkonflikten. • Verlust lokaler Expertise: Die kantonalen Kommissionen verfügen durch ihre Vor-Ort-Kontrollen über direkte Kenntnisse der lokalen Gegebenheiten

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>(Forschungsgruppen, Haltungsbedingungen, gelebte Tierschutzkultur). Diese essenzielle Praxisnähe kann durch eine rein administrative, stärker zentralisierte Vorprüfung nicht gleichwertig ersetzt werden.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mangelnde Machbarkeit der Expertise: Angesichts der enormen Bandbreite der betroffenen Fachbereiche – von der Biomedizin und Wildtierforschung über Ökotoxikologie, Ethologie bis hin zur Agronomie – ist es unrealistisch, dass ein kleines Fachsekretariat diese Expertise fundiert abbilden kann. Zudem bleibt die Zusammensetzung, personelle Dimensionierung und die Kostenfolge für die Kantone völlig ungeklärt. <p>Empfehlung: Streichung von Art. 33a <i>in toto</i>. Die Harmonisierung der Vollzugspraxis ist stattdessen über eine interkantonale Harmonisierungskommission mit rein beratender Funktion anzustreben. Die Prüfung der Unerlässlichkeit muss integral bei den kantonalen Kommissionen (Art. 34) verbleiben.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Der Erläuternde Bericht (Übersicht und Abschnitt 4 zu Art. 33a) bezeichnet das Vorgehen ausdrücklich als «sequentielle Prüfung» durch Fachsekretariat und Tierversuchskommission. Genau diese sequenzielle Architektur ist wissenschaftlich und legislativ untragbar. Der Bericht (Abschnitt 4 zu Art. 33a Abs. 4, S. 13) nennt zudem ausdrücklich die «Bearbeitungsfrist der Gesuche» als möglichen Inhalt einer bundesrätlichen Verordnung. Eine Verkürzung der Bearbeitungszeiten ist anzustreben. Eine starre gesetzliche Frist ist eine Möglichkeit; Falls Fristen verankert werden, sind Umgehungsmaßnahmen auszuschliessen (Zurückweisung, Ablehnungsdrohung mit Rückzug, Stoppen der Frist durch zweckwidrige Rückfragen; Beispiele aus Deutschland und dem Kanton Zürich sind hinreichend</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		dokumentiert); die Verkürzung sollte besser über Ressourcenausbau und Bürokratieabbau erfolgen.
Abs. 1, 2, 3 und 4	Ablehnung	<p>Streichung im Sinne des Minderheitsantrags. Insbesondere Absatz 4 stellt eine verfassungsrechtlich unzulässige, unbestimmte Delegationsnorm dar. Die Bestimmung lässt jegliche materielle Eingrenzung von Gegenstand, Zweck, Inhalt oder Umfang der zu übertragenden Kompetenzen vermissen. Eine derart weitreichende und konturlose Kompetenzübertragung verletzt das verfassungsrechtliche Legalitätsprinzip und das Bestimmtheitsgebot gemäss Art. 164 in Verbindung mit Art. 182 BV.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Der erläuternde Bericht versucht in Abschnitt 6.6, diese Delegation lediglich mit dem formellen Argument zu rechtfertigen, sie sei «in der BV nicht ausgeschlossen». Damit verkennt die Vorlage die materiellen verfassungsrechtlichen Kernanforderungen grundlegend: Das Verbot des Ausschlusses ist kein Freipass für Blankodelegationen. Die zwingend erforderliche Prüfung, ob die Delegation die verfassungsrechtlichen Schranken der hinreichenden Bestimmtheit (Art. 164 i.V.m. Art. 182 BV) einhält, fehlt im Bericht gänzlich. Diese eklatante argumentative Lücke unterstreicht die Notwendigkeit der Streichung.</p> <p>Die Rechtsetzung in wesentlichen Fragen obliegt in unserer Demokratie der Legislative. Grundlegende Weichenstellungen und Einschnitte dürfen nicht in dieser Unbestimmtheit an die Exekutive delegiert werden. Wesentliche Bestimmungen sind zwingend in Form eines formellen Bundesgesetzes zu erlassen.</p>
Art. 34	Kantonale Kommission für Tierversuche	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Die angestrebte Stärkung der kantonalen Tierversuchskommissionen wird grundsätzlich begrüsst. Um jedoch gravierende unbeabsichtigte Strukturrisiken zu vermeiden, sind gezielte

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>gesetzliche Anpassungen sowie eine umfassende Regulierungfolgenabschätzung zwingend erforderlich.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Der Erläuternde Bericht hält in Abschnitt 5.2 fest, dass kleine Kantone ihre Tierversuchskommissionen voraussichtlich abschaffen werden, weil die Anforderungen steigen. Die strukturellen Folgen für die regionale Vertretung, die lokale Expertise, die Verfügbarkeit von Sachkenntnis und den Zugang der Antragstellenden sind im Bericht jedoch nicht abgeschätzt. Eine solche Folgenabschätzung ist zwingend erforderlich. Gesetzliche Anforderungen bewusst so zu gestalten, dass kleine Kantone sie nicht mehr erfüllen können, ist staatspolitisch und föderalistisch fragwürdig.</p>
<p>Abs. 1 (Mindestzahl, Zusammensetzung)</p>	<p>Grundsätzliche Überarbeitung</p>	<p>Die Mindestzahl von fünf Mitgliedern ist zu tief angesetzt. Eine fachlich breite Zusammensetzung, einzuhaltende Ausstandspflichten, Absenzen durch Ferien und Krankheit sowie die zusätzliche 3R-Anforderung verlangen eine Erhöhung auf mindestens sieben Mitglieder.</p> <p>Die im Vorentwurf genannten Kompetenzfelder lassen zudem die medizinische und patientenseitige Perspektive ausser Acht. Diese ist für die Beurteilung des Kenntniserwerbs und des gesellschaftlichen Nutzens jedoch unverzichtbar.</p> <p>Vorschlag Abs. 1 neu: «Die Kantone bestellen je eine aus mindestens sieben Fachleuten zusammengesetzte Kommission für Tierversuche, die von der Bewilligungsbehörde unabhängig ist und in der Kompetenzen zu 3R, Ethik, Forschen mit Tieren, medizinischer Praxis sowie Patientenvertreter und Tierschutzorganisationen angemessen vertreten sind. Mehrere Kantone können eine gemeinsame Kommission einsetzen.»</p>
<p>Abs. 2 (Aufgabe)</p>	<p>Grundsätzliche Überarbeitung</p>	<p>Das Wort «insbesondere» ist zu streichen. Bei gleichzeitiger Streichung von Art. 33a prüft die Kommission die Kriterien</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Eignung, Erforderlichkeit und Güterabwägung vollintegriert.</p> <p>Vorschlag Abs. 2 neu: «Die Kommission prüft die Gesuche integriert bezüglich Eignung, Erforderlichkeit und Güterabwägung und stellt Antrag an die Bewilligungsbehörde. Sie wird für die Kontrolle der Versuchstierhaltung und der Durchführung der Versuche beigezogen. Die Kantone können ihr weitere Aufgaben übertragen.»</p>
Abs. 2a (neu, Mehrheitsrekursrecht)	Zustimmung	<p>Es wird die Aufnahme eines Mehrheitsrekursrechts für alle Tierversuchskommissionen gefordert. Dies stellt national eine einheitliche Regelung sicher und verhindert eine Zersplitterung durch unterschiedliche kantonale Minderheitsbeschwerderechte.</p> <p>Vorschlag Abs. 2a neu: «Eine Kommissionsmehrheit kann gegen einen Entscheid der Bewilligungsbehörde die Rechtsmittel ergreifen.»</p>
Abs. 3 (Delegation Bundesrat)	Ablehnung	<p>Es liegt eine unbestimmte Delegationsnorm ohne materielle Eingrenzung vor. Diese ist mit Art. 164 in Verbindung mit Art. 182 BV nicht vereinbar.</p> <p>Empfehlung: Die Bestimmung ist zu streichen.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Abschnitt 6.6 des Erläuternden Berichts erklärt die Delegation an den Bundesrat ausschliesslich damit, dass sie «in der BV nicht ausgeschlossen» sei. Die Frage nach der hinreichenden Bestimmtheit (Art. 164 i.V.m. Art. 182 BV) wird jedoch nicht geprüft, obwohl genau dies das eigentliche verfassungsrechtliche Erfordernis darstellt. Die fehlende Begründung im Bericht stützt somit den Streichungsantrag.</p>

Literaturverzeichnis

Matsushita et al.. (2026, in Vorbereitung): Why sequential harm-benefit analysis is structurally impossible: indeterminacy, dimensional interlocking, and the case for integrated evaluation.

Boissy A, Manteuffel G, Jensen MB et al. (2007): Assessment of positive emotions in animals to improve their welfare. *Physiology & Behavior* 92(3), 375-397.
<https://doi.org/10.1016/j.physbeh.2007.02.003>

Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV), SR 101.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/1999/404/de>

Bundesgesetz über den Datenschutz (revDSG), SR 235.1.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2022/491/de>

Bundesgesetz über den Tierschutz (TSchG), SR 455.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2008/414/de>

Bundesgesetz über die Forschung am Menschen (HFG), SR 810.30.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2013/617/de>

Claesen A, Gomes SLBT, Tuerlinckx F, Vanpaemel W (2021): *Royal Society Open Science* 8(10), 211037. <https://doi.org/10.1098/rsos.211037>

DeVito NJ, Bacon S, Goldacre B (2020): *The Lancet* 395(10221), 361-369.
[https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(19\)33220-9](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(19)33220-9)

Dwan K, Gamble C, Williamson PR, Kirkham JJ (2013): *PLOS ONE* 8(7), e66844.
<https://doi.org/10.1371/journal.pone.0066844>

European Parliament and Council (2010): Directive 2010/63/EU. <https://eur-lex.europa.eu/eli/dir/2010/63/oj/eng>

European Parliament and Council (2019): Regulation (EU) 2019/1010. <https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2019/1010/oj>

Goldacre B, Drysdale H, Dale A et al. (2019): *Trials* 20, 118. <https://doi.org/10.1186/s13063-019-3173-2>

Kaplan RM, Irvin VL (2015): *PLOS ONE* 10(8), e0132382.
<https://doi.org/10.1371/journal.pone.0132382>

Mathieu S, Boutron I, Moher D, Altman DG, Ravaud P (2009): *JAMA* 302(9), 977-984.
<https://doi.org/10.1001/jama.2009.1242>

Mellor DJ (2016): *Animals* 6(3), 21. <https://doi.org/10.3390/ani6030021>

Open Science Collaboration (2015): *Science* 349(6251), aac4716.
<https://doi.org/10.1126/science.aac4716>

Priboi C, Mayer B, Vergauwe E, Elger B, Würbel H (2025): bioRxiv Preprint.
<https://doi.org/10.1101/2025.11.07.687141>

Rault JL, Bateson M, Boissy A et al. (2025): *Biology Letters* 21(1).
<https://doi.org/10.1098/rsbl.2024.0382>

Rütsche B (2020): Verhältnismässigkeitsprinzip. In: Diggelmann O, Hertig Randall M, Schindler B (Hrsg.): *Verfassungsrecht der Schweiz*, Bd. II. Schulthess, Zürich, S. 1049 ff.

Russell WMS, Burch RL (1959): *The Principles of Humane Experimental Technique*. Methuen, London.

Scheel AM, Schijen MRMJ, Lakens D (2021): *Advances in Methods and Practices in Psychological Science* 4(2). <https://doi.org/10.1177/25152459211007467>

Showell MG, Cole S, Clarke MJ, DeVito NJ, Farquhar C, Jordan V (2024): *Cochrane Database of Systematic Reviews* 11, MR000011. <https://doi.org/10.1002/14651858.MR000011.pub3>

Swiss 3R Competence Centre (3RCC). <https://swiss3rcc.org/de/3rs-for-the-public>

Turner PV (2019): *ILAR Journal* 60(3), 366-372. <https://doi.org/10.1093/ilar/ilaa017>

van der Naald M, Chamuleau SAJ et al. (2022): *PLOS Biology* 19(9), e3001397.
<https://doi.org/10.1371/journal.pbio.3001397>

TierSchVersV Deutschland, §41.

BfR: AnimalTestInfo.

https://www.bf3r.de/de/nicht_technische_projektzusammenfassung__ntp____tierversuche_in_deutschland-279827.html

preclinicaltrials.eu. <https://www.preclinicaltrials.eu>

Animal Study Registry des BfR. <https://www.animalstudyregistry.org>

From: Verband
Sent: Tue, 2 Jun 2026 14:49:09 +0000
To: _BLV-Vernehmlassungen
Subject: AW: Eröffnung Vernehmlassung/Konsultation / Ouverture de la procédure de consultation / Apertura della procedura di consultazione

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen bestens für die Gelegenheit zur eingangs erwähnten Vernehmlassung Stellung nehmen zu können.

Da diese Vorlage aufgrund der Dossieraufteilung zwischen economiesuisse und dem Schweizerischen Arbeitgeberverband von ersterem behandelt wird, verzichtet der Schweizerische Arbeitgeberverband auf eine Stellungnahme zu dieser Vernehmlassung.

Wir danken Ihnen bestens für Ihre Kenntnisnahme.

Mit freundlichen Grüssen

Isabelle Pantò

Isabelle Pantò-Herrnberger
Assistentin

Schweizerischer
Arbeitgeberverband
Hegibachstrasse 47
Postfach, 8032 Zürich

D: +41 44 421 17 42

arbeitgeber.ch | [LinkedIn](#) | [X](#)



Von: consultations@gs-edi.admin.ch <consultations@gs-edi.admin.ch>

Gesendet: Mittwoch, 27. Mai 2026 14:39

An: Verband <verband@arbeitgeber.ch>

Betreff: Eröffnung Vernehmlassung/Konsultation / Ouverture de la procédure de consultation / Apertura della procedura di consultazione

Sehr geehrte Damen und Herren

Zu folgendem Thema wird eine Vernehmlassung/Konsultation durchgeführt:

Befristete Revision von Verordnungen des Lebensmittelrechts betreffend PFAS in Lebensmitteln und Aktualisierung der Höchstwerte im Trinkwasser

Die vorliegende Revision bezweckt, für eine befristete Dauer von drei Jahren eine Regelung einzuführen, welche das Mischen von Lebensmitteln aus Standorten mit erhöhter Belastung durch per- und polyfluorierte Alkylsubstanzen (PFAS) ermöglicht, mit dem Ziel die gesetzlich festgelegten Höchstgehalte einzuhalten. Zudem werden die PFAS Höchstwerte im Trinkwasser angepasst. Im Rahmen dieser Revision wird die Motion 25.3421 «PFAS-Grenzwerte unter Berücksichtigung der Auswirkungen, insbesondere für die Landwirtschaft oder die Wasserversorger, sachgerecht festlegen und Massnahmen zur Unterstützung der Landwirtschaft einleiten» umgesetzt.

Wir laden Sie ein, zur erwähnten Vorlage Stellung zu nehmen. Alle für die Vernehmlassung/Konsultation relevanten Unterlagen, inklusive Orientierungsschreiben und Fragebogen, finden Sie auf der Plattform *Consultations*.

Wir ersuchen Sie, Ihre Stellungnahme direkt auf der Plattform zu erfassen und einzureichen.

Es besteht auch die Möglichkeit, Gesetzestexte, Verordnungstexte oder Fragebogen als Worddatei herunterzuladen, innerhalb Ihrer Organisation zu bearbeiten und später wieder hochzuladen.

Wichtiger Hinweis:

Bitte verwenden Sie unbedingt den untenstehenden Teilnahme-Link zusammen mit dem zugehörigen persönlichen Zugangscode.

Es dürfen keine neuen Zugangscode generiert werden, da Ihre Stellungnahme sonst nicht korrekt zugeordnet werden kann.

Um mit der Stellungnahme zu beginnen, klicken Sie auf den nachfolgenden Link und geben Sie Ihren persönlichen Zugangscode ein:

Teilnahme-Link: <https://www.gate.bag.admin.ch/consultations/ui/feedback/access-by-code/1371>

Zugangscode: **8BHMS2N487**

Eingabefrist: **18.09.2026**

Ergänzende Informationen:

Unter [Hilfe & Kontakt](#) finden Sie hilfreiche Videos und Informationen zur Nutzung der Plattform «Consultations».

Bei Fragen zur Vernehmlassung/Konsultation wenden Sie sich bitte an:

e-Mail Postfach

vernehmlassungen@blv.admin.ch

-

Mark Stauber

mark.stauber@blv.admin.ch

+41 58 462 95 59

Freundliche Grüsse

Eidgenössisches Departement des Innern (EDI)
Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (BLV)
Recht



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Madame, Monsieur,

Nous vous informons que le projet suivant est mis en consultation:

Révision transitoire d'ordonnances du droit sur les denrées alimentaires concernant les PFAS dans les denrées alimentaires et mise à jour des valeurs limites pour l'eau potable

Le projet de révision vise à introduire, pour une durée transitoire de trois ans, une réglementation permettant le mélange de denrées alimentaires provenant de sites présentant une contamination élevée en substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans le but de respecter les teneurs maximales légales. Une mise à jour des valeurs limites PFAS pour l'eau potable est également introduite. La révision permet de mettre en œuvre la motion 25.3421 «Fixer des valeurs limites pertinentes pour les PFAS en tenant compte des conséquences pour l'agriculture et les distributeurs d'eau et introduire des mesures de soutien à l'agriculture».

Nous vous invitons à nous faire part de votre avis sur le projet mentionné. Tous les documents pertinents pour la consultation, y compris la lettre d'information et le questionnaire, sont disponibles sur la plateforme *Consultations*.

Nous vous prions de bien vouloir saisir et soumettre votre avis directement sur la plateforme.

Il est également possible de télécharger les textes de loi, les textes d'ordonnance ou les questionnaires sous forme de fichiers Word, de les traiter au sein de votre organisation et de les télécharger à nouveau ultérieurement.

Remarque importante :

Veuillez impérativement utiliser le lien de participation ci-dessous ainsi que le code d'accès personnel correspondant.

Aucun nouveau code d'accès ne doit être généré, sinon votre prise de position ne pourra pas être correctement attribuée.

Pour commencer à rédiger votre avis, cliquez sur le lien et entrez votre code d'accès personnel:

Lien pour participer:

<https://www.gate.bag.admin.ch/consultations/ui/feedback/access-by-code/1371>

Code d'accès: **8BHMS2N487**

Délai de consultation: **18.09.2026**

Compléments d'informations:

Sous [Aide & Contact](#), vous trouverez des vidéos utiles et des informations sur l'utilisation de la plateforme «Consultations».

Si vous avez des questions concernant la consultation, n'hésitez pas à vous adresser à:

e-Mail Postfach

vernehmlassungen@blv.admin.ch

-

Mark Stauber

mark.stauber@blv.admin.ch

+41 58 462 95 59

Meilleures salutations,

Département fédéral de l'intérieur (DFI)

Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV)

Droit



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Gentili Signore e Signori,

è stata avviata una procedura di consultazione sul tema:

Revisione transitoria delle ordinanze del diritto sulle derrate alimentari concernenti i PFAS nelle derrate alimentari e nell'acqua potabile

La presente revisione prevede l'introduzione una regolamentazione, valida per un periodo transitorio di tre anni, che consenta la miscelazione di derrate alimentari provenienti da luoghi con un'elevata contaminazione da sostanze per- e polifluoroalchiliche (PFAS), al fine di rispettare i tenori massimi legali. È inoltre introdotto un aggiornamento dei valori limite dei PFAS nell'acqua potabile. Nell'ambito della presente revisione viene inoltre attuata la mozione 25.3421 «Stabilire in modo adeguato i valori limite delle PFAS tenendo conto delle ripercussioni, in particolare sull'agricoltura o sui fornitori di acqua, e avviare misure di sostegno all'agricoltura».

Vi invitiamo a esprimere la vostra opinione in merito al progetto citato. Tutti i documenti rilevanti per la consultazione, compresa la lettera informativa e il questionario, sono disponibili sulla piattaforma *Consultations*.

Vi preghiamo di inserire e inviare il vostro parere direttamente sulla piattaforma.

È anche possibile scaricare i testi di legge, i testi dei regolamenti o i questionari in formato Word, elaborarli all'interno della vostra organizzazione e poi ricaricarli.

Avviso importante:

Si prega di utilizzare esclusivamente il link di partecipazione riportato di seguito insieme al codice di accesso personale corrispondente.

Non è consentito generare nuovi codici di accesso, poiché in caso contrario il vostro parere non potrà essere correttamente attribuito

Per iniziare a esprimere il vostro parere, cliccate sul link sottostante e immettete il vostro codice d'accesso personale:

Link alla partecipazione:

<https://www.gate.bag.admin.ch/consultations/ui/feedback/access-by-code/1371>

Codice d'accesso: **8BHMS2N487**

Termine di consegna: **18.09.2026**

Informazioni complementari:

Nella sezione [Aiuto & Contatto](#) trova utili video e informazioni per l'utilizzo della piattaforma «Consultations».

Se avete domande sulla consultazione, non esitate a contattarci:

e-Mail Postfach

vernehmlassungen@blv.admin.ch

-

Mark Stauber

mark.stauber@blv.admin.ch

+41 58 462 95 59

Cordiali saluti

Dipartimento federale dell'interno (DFI)

Ufficio federale della sicurezza alimentare e di veterinaria (USAV)

Diritto



Schweizerische Eidgenossenschaft

Confédération suisse

Confederazione Svizzera

Confederaziun svizra

Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur
CH-3003 Bern

elektronischer Versand an: vernehmlassungen@blv.admin.ch

T +41 44 368 17 11
info@scienceindustries.ch

Zürich, 19. April 2026

Stellungnahme zur Vernehmlassung pa. Iv. Christ 21.426

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident
Sehr geehrte Damen und Herren

Für gesamtschweizerische Dachverbände der Wirtschaft und interessierte Kreise besteht die Möglichkeit, sich im Rahmen der parlamentarischen Vernehmlassung [2026/9](#) zur parlamentarische Initiative [21.426](#) Christ «Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben» zu äussern. Dankend nimmt scienceindustries diese Möglichkeit wahr.

Als Wirtschaftsverband der Schweizer Industrien Chemie Pharma Life Sciences setzt sich scienceindustries im Interesse seiner rund 250 Mitgliedsunternehmen dafür ein, dass die Schweiz weiterhin zu den wettbewerbsfähigsten und innovativsten Wirtschaftsstandorten weltweit gehört. Die hiesige Standortattraktivität und internationale Wettbewerbsfähigkeit gründen auf zentralen Faktoren wie weltweiten Marktzugang, qualifizierten Fachkräften und unternehmens- und innovationsfreundlichen Rahmenbedingungen. Dadurch haben sich die Industrien Chemie Pharma Life Sciences über die letzten Jahrzehnte zum Schweizer Wertschöpfungs- und Exportmotor etabliert. Sie beschäftigen hierzulande über 80'000 Mitarbeitende (Vollzeit-äquivalente FTE). Zudem finanzieren unsere Industrien über einen Drittel der gesamten privaten Investitionen in Forschung und Entwicklung in der Schweiz – über 6 Milliarden Schweizer Franken im Jahr 2023 [gemäß BFS](#). Sie tragen so wesentlich dazu bei, dass die Schweiz als internationaler Innovationshub gilt und auf globalen Innovationsindizes an der Spitze steht. scienceindustries tritt dafür ein, dass der Standort Schweiz weiterhin Weltspitze bleibt.

scienceindustries begrüsst das Ziel der parlamentarischen Initiative, fordert jedoch Anpassungen am Vorentwurf der nationalrätlichen Kommission für Wissenschaft Bildung und Kultur (WBK-N) vom 22. Januar 2026, sodass administrativer Aufwand und Bürokratie minimal gehalten werden und der Forschungsstandort Schweiz gestärkt wird.

Forschungsstandort Schweiz fusst auf Tierversuche und 3R-Forschung

Die chemisch-pharmazeutische Industrie ist zentral für Wirtschaft, Innovation und Exporte. Ohne Tierversuche wäre biomedizinische Forschung stark eingeschränkt, neue Therapien könnten nicht mehr entwickelt werden. Ausserdem werden Tierversuche nicht nur in der Grundlagen- und Pharmaforschung eingesetzt, sondern auch bei der Prüfung der Sicherheit von Chemikalien und Konsumentenprodukten (z. B. Kosmetika oder Lebensmittelsicherheit). Viele Krankheitsmechanismen können nur im lebenden Organismus untersucht werden. Tierversuche sind international vorgeschrieben, um Sicherheit und Wirksamkeit von Medikamenten zu garantieren. Ohne sie drohen Gesundheitsrisiken durch unzureichend getestete Arzneimittel.

Zugleich erkennt die chemisch-pharmazeutische Industrie die ethische Verantwortung beim Einsatz von Tieren in der Forschung an und bekennt sich seit Jahren zu den 3R-Prinzipien (Reduce, Refine, Replace). Heute ist bereits gesetzlich festgehalten, dass der Einsatz von Tierversuchen im Rahmen einer sorgfältigen Güterabwägung erfolgt, bei der dem Schutz von Leben und Gesundheit des Menschen ein übergeordnetes Gewicht zukommt, ohne den Eigenwert des Tieres zu vernachlässigen. Tierversuche sind nur dann zu rechtfertigen, wenn sie unerlässlich sind und keine wissenschaftlich gleichwertigen Alternativen zur Verfügung stehen.

3R-Forschung ist ein zentrales Anliegen der forschenden Pharmaindustrie und wird seit Jahren aktiv unterstützt. Ziel ist es, Tierversuche dort zu ersetzen, wo wissenschaftlich anerkannte Alternativen bestehen, und sie dort zu reduzieren oder zu verfeinern, wo sie weiterhin notwendig sind. Dank schrittweiser Umsetzung dieser Prinzipien konnte die Zahl der Versuchstiere in der Schweiz trotz gesteigerter Forschungsaktivität deutlich reduziert werden. Die Schweiz verfügt bereits heute über eine der strengsten Tierschutzgesetzgebungen und steht im internationalen Forschungswettbewerb unter hohem Druck. Damit sie ihre Vorreiterrolle im Tierschutz und ihre wissenschaftliche Exzellenz bewahren kann, braucht es Rahmenbedingungen, die 3R wirksam fördern und zugleich Forschung und Innovation stärken.

Anpassungen am Vorentwurf der WBK-N sind notwendig

Die pa. Iv. Christ 21.426 fordert im Grundsatz mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung. Die chemisch-pharmazeutische Industrie befürwortet das Bestreben des politischen Vorstosses im Grundsatz. scienceindustries unterstützt deshalb die gesetzliche Verankerung der Förderung von Validierung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden. Bei der Umsetzung ist jedoch darauf zu achten, dass die Massnahmen einen echten Mehrwert für den Tierschutz schaffen und nicht vor allem zusätzliche Bürokratie verursachen.

Um die internationale Wettbewerbsfähigkeit des Forschungsstandorts Schweiz zu gewährleisten, fordert scienceindustries eine **verbindliche Bewilligungsfrist von maximal zwei Monaten ab Prüfung der Vollständigkeit des Gesuchs sowie die Einführung einer Bewilligungsfiktion**, wobei Gesuche als bewilligt gelten, wenn innerhalb der Frist kein Entscheid ergeht. Bei der Umsetzung der parlamentarischen Initiative 21.426 und der Ausgestaltung des entsprechenden Gesetzesentwurfs **unterstützt scienceindustries die Detailforderungen von Interpharma vollumfänglich**. Hierzu verweist scienceindustries auf die Stellungnahme von Interpharma.

Wir bedanken uns für die Berücksichtigung unserer Anliegen und stehen Ihnen für weitere Ausführungen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

Dr. Stephan Mumenthaler
Direktor

Noël Palushaj
Experte Wirtschafts- und Innovationspolitik

Initiative parlementaire 21.426 «Méthodes de substitution à l'expérimentation animale. Davantage de ressources et d'incitations pour la recherche 3R»

Prise de position du Conseil suisse de la science dans le cadre de la procédure de consultation de la CSEC-N

Mai 2026

Le Conseil suisse de la science (CSS) fait part de sa position sur le projet de modification de la loi sur la protection des animaux (LPA)¹ de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-N), qui met en œuvre l'initiative parlementaire 21.426. Le CSS est une commission extraparlamentaire dont le but est de conseiller le Conseil fédéral sur les questions relevant de la politique de la formation, de la recherche et de l'innovation (FRI)². La procédure de consultation sur le projet de la CSEC-N s'est déroulée du 13 février au 24 mai 2026. La présente prise de position a été approuvée par l'ensemble des membres du CSS.

Le projet de la CSEC-N vise à inscrire la définition de la notion des 3R (remplacer, réduire et raffiner l'expérimentation animale) dans la LPA et à y ajouter des dispositions pour mettre en place des mesures d'encouragement des 3R, accroître la transparence dans le domaine de l'expérimentation animale et améliorer le processus d'autorisation, grâce à la création de secrétariats cantonaux spécialisés.

L'expérimentation animale est importante pour la recherche et l'innovation scientifiques suisses, en particulier dans le domaine des sciences de la vie. Cependant, elle soulève des problèmes éthiques qui occupent régulièrement l'opinion publique³. Dans certains domaines de recherche, elle est indispensable. En revanche, il est parfois possible de réduire le nombre d'animaux utilisés ou d'affiner les conditions expérimentales, afin de minimiser la souffrance animale. Il arrive également qu'au lieu d'utiliser uniquement un modèle animal, certaines recherches puissent s'appuyer sur d'autres modèles (p. ex. *in vitro*, *in silico*). C'est ainsi que le concept des 3R peut contribuer à résoudre une partie des problèmes éthiques soulevés par l'expérimentation animale. Les 3R peuvent également augmenter la reproductibilité et la qualité des résultats scientifiques. Pour ces raisons, le CSS soutient le projet de la majorité de la CSEC-N. Il fait part ci-dessous de remarques détaillées sur le projet.

Mesures d'encouragement des 3R

L'encouragement concret de méthodes fondées sur les principes 3R est mis en œuvre à travers la modification du chapitre 3 (art. 22) de la LPA. Étant donné que le but de l'initiative parlementaire 21.426 est d'accélérer le recours aux méthodes de substitution à l'expérimentation animale, les méthodes de «remplacement» revêtent un intérêt central dans le présent projet. Ces méthodes sont toutefois longues à développer et à valider. Elles nécessitent généralement des techniques et des protocoles avancés, ainsi que des équipements et une expertise spécifiques (accès au matériel biologique nécessaire, expérience en culture cellulaire *in vitro*, technologies de fabrication et de développement de supports pour la culture d'organoïdes ou d'organes sur puces, etc.) Pour pouvoir développer et valider ces méthodes, les connaissances et les infrastructures nécessaires doivent être accessibles à tous les groupes de recherche d'une haute école, par exemple à travers des plateformes de recherche centralisées, plutôt que de dépendre de groupes de recherche individuels. C'est également l'occasion de développer dans les hautes écoles des structures capables de faciliter les interactions avec les partenaires privés désireux de faire avancer l'innovation dans les alternatives à la recherche animale.

¹ RS 455

² Les tâches du CSS sont définies à l'art. 54 de la loi sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (LERI), RS 420.1.

³ Entre 1985 et 2023, quatre initiatives populaires liées à l'expérimentation animales ont été déposées. Elles ont toutes été refusées en vote populaire.

Dans l'ensemble, le CSS soutient donc la modification de l'art. 22, mais partage ci-dessous plusieurs suggestions d'amélioration.

L'art. 22, al. 3 stipule que la Confédération peut «encourager les structures 3R [et] l'infrastructure 3R (...)». Quelques exemples de «structures» 3R sont mentionnés dans le rapport explicatif, tels que le 3RCC et le SCAHT (*Swiss Centre for Applied Human Toxicology*). Or, ces deux organisations reçoivent des contributions fédérales en tant qu'*infrastructures de recherche* d'importance nationale au titre de l'art. 15, al. 3, let. a de la loi sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (LERI)⁴. Pour le CSS, la distinction entre «structures» et «infrastructures» est donc peu claire: il recommande de ne mentionner que les infrastructures 3R à l'art. 22 LPA. Si les termes «structures» et «infrastructures» 3R sont tous deux maintenus dans le texte de loi, le rapport accompagnant le projet final doit donner des définitions précises et distinctes de ces deux termes.

L'enseignement et la formation dans le domaine des 3R sont des leviers importants pour accélérer la mise en œuvre de ces principes dans la recherche suisse. Des pratiques de «réduction» et de «raffinement» peuvent par exemple être inculquées lors de cours portant sur la méthodologie expérimentale, les statistiques ou les bonnes pratiques d'expérimentation. Le CSS soutient donc la mise en place de mesures d'encouragement de la Confédération dans ces domaines (art. 22, deuxième partie de l'al. 3). En revanche, le co-financement par la Confédération d'une chaire 3R dans une haute école, cité comme exemple de mesure dans le rapport explicatif (pages 11 et 16), est peu adapté aux yeux du CSS. Il s'agirait d'une mesure inhabituelle, qui semble moins efficace et plus coûteuse qu'une mesure telle que l'augmentation du taux de travail du personnel spécialisé dans les 3R (p. ex. les *animal welfare officers* ou les employés de plateformes de recherche liées aux 3R). Ceux-ci peuvent dispenser des formations et mettre leur expertise pratique à la disposition des membres des hautes écoles et à des tiers, avec une portée plus large et des coûts moins élevés que ceux d'une chaire de recherche.

L'art. 22, al. 4 prévoit que la Confédération «encourage la validation, la reconnaissance et l'utilisation des méthodes 3R». Le rapport d'accompagnement du projet explique que cet alinéa «vise à encourager le recours à des alternatives à l'expérimentation animale et la coopération internationale *dans le domaine réglementaire*» (page 11). Pour le CSS, il conviendrait d'explicitier dans le texte de loi que la «validation» des méthodes 3R concerne le domaine réglementaire. Par ailleurs, le rapport explicatif mentionne «les services publics qui autorisent les méthodes» (page 11) et «un service de coordination [qui] devrait [dans un premier temps] soutenir sur le plan organisationnel la validation et la reconnaissance [d]es méthodes [3R]» (page 6). De quels services publics s'agit-il? À quelle autorité de régulation devrait être confié le soin de valider les modèles qui peuvent servir d'alternatives aux expériences sur les animaux, en particulier dans le domaine du développement de médicaments et de dispositifs médicaux? Devrait-il s'agir de Swissmedic? Quelle(s) organisation(s) se verraient confier la coordination organisationnelle de la validation de nouvelles méthodes? Pour le CSS, il est essentiel que le rapport final approfondisse la question de la validation des méthodes 3R (en particulier des méthodes de remplacement), ainsi que les aspects réglementaires qui y sont liés, tels que les instances responsables et les procédures d'harmonisation internationale.

Pour sélectionner les mesures d'encouragement que la Confédération mettra en place en conséquence des nouveaux alinéas 3 et 4 de l'art. 22, le CSS recommande d'examiner quelles mesures sont les plus efficaces pour inciter les chercheurs et chercheuses à adopter les principes des 3R. À cet effet, les résultats pertinents du programme national de recherche 79 «*Advancing 3R*» (PNR 79) devront être pris en compte.

Enfin, la section 5.1 du rapport explicatif (pages 15-16) indique à titre d'exemple les montants financiers qui seraient nécessaires pour mettre en œuvre les mesures d'encouragement visées à l'art. 22. Il est mentionné que ces montants dépendront des moyens de la Confédération et des initiatives des hautes écoles et des autres institutions concernées. Pour le CSS, il faut clarifier si ces montants feront partie des futurs messages FRI ou du budget de l'Office fédéral des affaires vétérinaires (OSAV). Étant donné

⁴ RS 420.1

que l'OSAV est l'autorité compétente, qui dispose d'une expertise poussée dans le domaine de l'expérimentation animale, et que les mesures d'encouragement proposées sont inscrites dans la LPA, le CSS recommande de faire figurer les moyens financiers dans le budget de l'OSAV.

Analyse des données du système d'information sur les expériences animales

Le système d'information «animex-ch» contient des données qui permettent de suivre l'évolution des pratiques d'expériences animales. L'ajout de l'alinéa 3 à l'art. 20b permet à l'OSAV d'analyser ces données ou de déléguer cette tâche à un autre organisme compétent, sous réserve que des mesures soient prises pour assurer la protection des données personnelles et des secrets d'affaires. Le CSS est favorable à cette disposition.

Améliorer la transparence dans le domaine de l'expérimentation animale

La publication d'un résumé du projet d'expérience en termes non techniques (art. 20a, al. 2) est une mesure concrète pour augmenter la confiance du public dans la recherche scientifique, car elle présente le projet en termes compréhensibles par une audience non experte. Il s'agit d'une pratique en vigueur dans l'Union européenne⁵. Intégrer cette exigence à la LPA permet donc d'aligner les procédures suisses à celles des pays européens. La rédaction d'un résumé non technique ne représente pas une charge de travail excessive pour les chercheurs et chercheuses. De tels résumés peuvent être rédigés de sorte à ne pas divulguer d'informations qui pourraient mettre en péril la confidentialité de la recherche ou de futurs brevets. L'al. 5 prévoit que le Conseil fédéral tienne compte des «intérêts privés ou publics prépondérants dignes de protection» lorsqu'il règle le degré de précision des informations à fournir. À ce sujet, le CSS fait remarquer que les résumés non techniques publiés doivent garantir la confidentialité de l'identité des chercheurs travaillant sur les projets concernés, afin d'éviter que ceux-ci ne s'exposent au risque de devenir la cible de pressions externes, par exemple de la part d'organisations s'opposant activement à l'expérimentation animale.

La modification de loi propose également de donner à la Confédération la possibilité de tenir un registre public des expériences autorisées (art. 20a, al. 1). Le rapport explicatif indique que cet alinéa crée la base légale pour l'introduction du préenregistrement des expériences sur les animaux. Le préenregistrement des expériences sur les animaux est déjà possible sur base volontaire dans des registres internationaux⁶. Dans le domaine des essais cliniques, le préenregistrement est obligatoire⁷, ce qui a d'importantes conséquences sur la manière dont la recherche clinique est conduite. Avant d'introduire un registre suisse de préenregistrement dans le domaine de la recherche sur les animaux, il conviendrait d'examiner les pratiques actuelles et de déterminer si un tel registre est nécessaire, notamment si l'on envisage de rendre le préenregistrement obligatoire.

Améliorer la qualité du processus d'autorisation et l'accélérer

Le CSS soutient la proposition d'instaurer des secrétariats spécialisés (art. 33a). Ceux-ci devraient permettre de clarifier la procédure d'autorisation des expériences animales, en permettant un suivi en tout temps et de meilleurs échanges entre les cantons et l'OSAV. Les secrétariats permettront également de réduire la charge de travail administrative des commissions pour les expériences sur les animaux, en assurant qu'une partie des vérifications sont effectuées en amont de leurs réunions ponctuelles. Ainsi, ces commissions pourront se concentrer sur leur rôle principal, c'est-à-dire la pesée des intérêts entre les bénéfices pour la société et les souffrances infligées aux animaux. Cependant, pour le CSS, il est impératif que seules des tâches administratives soient déléguées aux secrétariats spécialisés et que toutes les pesées des intérêts restent du ressort des commissions pour les expériences sur les animaux. Dans la version actuelle du projet, il est prévu à l'art. 33a, al. 2 que le secrétariat spécialisé vérifie le caractère indispensable de l'expérience. Or, le caractère indispensable

⁵ Directive 2010/63/EU of the European Parliament and of the Council of 22 September 2010 on the protection of animals used for scientific purposes (article 23 "Non-technical project summaries").

⁶ Par exemple sur le registre [animalstudyregistry.org](https://www.animalstudyregistry.org), opéré par le Centre allemand de protection des animaux de laboratoire (Bf3R) et l'Institut fédéral allemand pour l'évaluation des risques (BfR) (lien consulté le 23 avril 2026).

⁷ Art. 56 de la loi relative à la recherche sur l'être humain (LRH), RS 810.30

est une notion juridique indéterminée, qui requiert une pesée des intérêts, notamment entre la liberté de recherche et l'intérêt de la protection des animaux⁸. Le CSS propose donc la modification suivante à l'art. 33a, al. 2:

Art. 33a, al. 2

² Le secrétariat spécialisé vérifie l'exhaustivité des demandes d'autorisation, ainsi que l'objectif ~~et le caractère indispensable~~ de l'expérience.

La modification de la loi proposée par la majorité prévoit que plusieurs cantons puissent créer un secrétariat spécialisé commun, ce qui permettra aux cantons de mettre en commun leurs ressources lorsque cela est pertinent. De l'avis du CSS, la proposition de la minorité, qui consiste à laisser aux différents cantons le choix d'instituer ou non un secrétariat spécialisé, risque d'introduire des différences importantes entre les cantons. Si seuls certains cantons mettent en place des secrétariats spécialisés, il pourrait apparaître entre les cantons de grandes différences dans la gestion des demandes de recherche animale (durée, résultat). De telles différences doivent impérativement être évitées: il ne faut pas qu'une expérience sur les animaux ait plus de chances d'être acceptée dans un canton que dans un autre⁹.

Le CSS remercie la CSEC-N de l'opportunité qui lui a été donnée de se prononcer sur le projet de modification de la LPA. Nous restons à votre disposition pour toute information complémentaire.

Avec nos meilleures salutations.

Au nom du Conseil suisse de la science



Sabine Süsstrunk, présidente

Pour toute information complémentaire, prière de contacter:

Conseil suisse de la Science
Secrétariat
Einsteinstrasse 2
CH-3003 Bern
Tel.: +41 58 463 00 48
praesidium@swr.admin.ch
www.swr.ch

⁸ *Aide-mémoire: considérations juridiques sur le caractère indispensable de l'expérience sur animaux et les conditions d'octroi de l'autorisation.* Manuel d'exécution de l'OSAV, version 1 (4 décembre 2025).

⁹ Dans le domaine de la recherche sur l'être humain, des différences d'appréciation de projets de recherche par les commissions d'éthique surviennent parfois entre les cantons (voir à ce propos «*Une infrastructure nationale de données de patients pour les soins de santé et la recherche. Analyse et recommandations du Conseil suisse de la science CSS.*» Berne, 2023). Il existe dans ce domaine une association faîtière (swissethics) dont le but est de coordonner les commissions d'éthique cantonales. Si des différences d'autorisation sont visibles entre les différentes commissions, on pourrait envisager de confier à swissethics la coordination des commissions pour les expériences sur les animaux.



**Schweizerische Gesellschaft für Versuchstierkunde, SGV
Swiss Laboratory Animal Science Association**

Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur
CH-3003 Bern

Elektronischer Versand an:
vernehmlassungen@blv.admin.ch

PD Dr. Paolo Cinelli
President SGV

Schweizerische Gesellschaft für Versuchstierkunde, SGV
Swiss Laboratory Animal Science Association

University Hospital Zurich and
University of Zurich
Rämistrasse 100
CH-8091 Zürich
Switzerland

Phone (direct): +41 44 255 3678
Phone (administration): +41 44 255 8746

E-mail paolo.cinelli@usz.ch

Zürich, 21. Mai 2026

**Stellungnahme der Schweizerische Gesellschaft für Versuchstierkunde (SGV) zum
Gesetzesentwurf zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative 21.426 der
Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrates (WBK-N)Re**

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident
Sehr geehrte Damen und Herren

Die Ziele der parlamentarischen Initiative zur stärkeren Förderung der 3R-Prinzipien sowie von Alternativen zu Tierversuchen werden von der SGV grundsätzlich begrüsst. Insbesondere unterstützt die SGV die gesetzliche Verankerung der 3R-Förderung, die Förderung der Validierung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden sowie den Ausbau von Infrastrukturen, Fachnetzwerken und institutionellen Strukturen zur Unterstützung des 3R-Prinzips. Diese Massnahmen können sowohl den Tierschutz als auch die Innovations- und Wettbewerbsfähigkeit des Forschungs- und Life-Science-Standorts Schweiz stärken.

Gleichzeitig ist darauf zu achten, dass neue Regelungen praxisnah ausgestaltet werden und keinen unverhältnismässigen administrativen Mehraufwand verursachen. Zusätzliche bürokratische Anforderungen sowie neue institutionelle Strukturen werden kritisch beurteilt, sofern deren konkreter Nutzen für Tierschutz, Transparenz oder die Effizienz der Bewilligungsverfahren nicht ausreichend belegt ist. Statt neue Strukturen aufzubauen, sollten bestehende Förderinstrumente gezielt weiterentwickelt und der Fokus auf wissenschaftlich fundierte, regulatorisch wirksame und praktikable Massnahmen gelegt werden.

Zur Sicherung der internationalen Wettbewerbsfähigkeit des Forschungsstandorts Schweiz sind zudem effiziente und verlässliche Bewilligungsverfahren erforderlich. Dazu gehören insbesondere verbindliche Fristen für Bewilligungsentscheide.

Art. 3d TSchG (Aufnahme der 3R-Prinzipien)

Die Aufnahme der 3R-Prinzipien in Art. 3d TSchG wird grundsätzlich begrüsst und als zeitgemässe Anpassung an den europäischen Rechtsrahmen bewertet. Gleichzeitig wird angeregt, die Definitionen von «Reduction» und «Refinement» an den aktuellen wissenschaftlichen Stand anzupassen und sich dabei an den Definitionen des Swiss 3R Competence Centre (Swiss 3RCC) beziehungsweise der EU-Richtlinie 2010/63/EU zu orientieren. Insbesondere sollte präzisiert werden, dass «Reduction» die Minimierung der Anzahl benötigter Versuchstiere innerhalb eines Versuchs bezeichnet und «Refinement» neben der Verringerung von Belastungen auch die Förderung des Tierwohls umfasst.

Ebenfalls begrüsst werden die Bestimmungen zur Förderung der 3R-Prinzipien in Art. 22 TSchG. Hervorzuheben sind insbesondere die Förderung der Validierung, Weiterentwicklung und Implementierung von 3R-Methoden sowie der Ausbau von Unterstützungsstrukturen und Fachnetzwerken. Für eine wirksame Umsetzung sind jedoch ausreichende finanzielle und strukturelle Ressourcen notwendig.

Art. 18 Abs. 3 TSchG (Fachsekretariate)

Die Bestrebungen zur Verbesserung und Beschleunigung der Bewilligungsverfahren für Tierversuche werden grundsätzlich begrüsst. Kritisch beurteilt wird jedoch die geplante Einführung von Fachsekretariaten sowie die engere Definition der kantonalen Tierversuchskommissionen. Es ist fraglich, ob zusätzliche Verfahrensstufen tatsächlich zu mehr Effizienz führen. Vielmehr besteht die Gefahr zusätzlicher Bürokratie, von Doppelspurigkeit sowie einer Verlangsamung der Verfahren und der Innovationen.

Insbesondere wird bemängelt, dass Zusammensetzung, Aufgaben und Kompetenzen der Fachsekretariate im Gesetzesentwurf nicht ausreichend klar definiert sind. Zudem fehlt eine nachvollziehbare Grundlage hinsichtlich des erwarteten personellen und finanziellen Ressourcenbedarfs. Weiter erscheint fraglich, ob mit den vorgesehenen Ressourcen die notwendige fachliche Breite zur Beurteilung unterschiedlichster Tierversuchsprojekte gewährleistet werden kann.

Es wird deshalb empfohlen, auf die Einführung von Fachsekretariaten zu verzichten beziehungsweise deren Aufgaben und Zuständigkeiten klar von jenen der Tierversuchskommissionen abzugrenzen und ihren Bezug zu den bestehenden kantonalen Vollzugsstrukturen eindeutig zu definieren. Sollte dennoch an Fachsekretariaten festgehalten werden, sind verbindliche Bewilligungsfristen sowie klare Kompetenzregelungen vorzusehen, um Verzögerungen und Konflikte im Bewilligungsverfahren zu vermeiden. Darüber hinaus sollten die Fachsekretariate über ausreichende wissenschaftliche Kenntnisse und mehr Ressourcen verfügen.

Zur Sicherung der internationalen Wettbewerbsfähigkeit des Forschungsstandorts Schweiz wird die Einführung verbindlicher Bewilligungsfristen für Tierversuchsgesuche gefordert. Verbindliche Fristen würden die Planbarkeit und Effizienz der Verfahren stärken, ohne die Qualität der materiellen Prüfung zu beeinträchtigen.

Art. 20a Abs. 1 und 2 TSchG (Präregistrierung und nichttechnische Projektzusammenfassungen)

Die Bestrebungen zur Erhöhung der Transparenz im Bereich der Tierversuche werden grundsätzlich begrüsst.

Kritisch beurteilt werden hingegen weitergehende Publikationspflichten und zusätzliche administrative Anforderungen, insbesondere eine umfangreiche Veröffentlichung von Daten bereits im Bewilligungsverfahren sowie doppelte Datenpflege ohne erkennbaren Mehrwert für Tierschutz oder 3R-Förderung. Betreffend, Präregistrierung von Tierversuchen als Voraussetzung für die Erteilung einer Bewilligung derzeit besteht kein wissenschaftlicher Konsens darüber, dass Vorregistrierungen in dieser Hinsicht einen positiven Effekt haben oder dass sie die Qualität der Forschung und das Wohlergehen der Tiere erhöhen. Hingegen schränken sie die Flexibilität und die akademische Freiheit ein, da Versuchsprotokolle während der Durchführung angepasst werden müssen. Es ist außerdem zu beachten, dass sowohl die Vorregistrierung als auch nicht-technische Zusammenfassungen Forschende dazu verpflichten, wichtige Informationen über Experimente offenzulegen, noch bevor diese begonnen haben. Dadurch erhalten Mitbewerber die Möglichkeit, diese Experimente selbst durchzuführen. Dies ist ein Risiko, das Innovation und Wettbewerbsfähigkeit der Forschung in der Schweiz beeinträchtigen könnte.

Zudem ist zu berücksichtigen, dass nichttechnische Projektzusammenfassungen für ein Laienpublikum nur begrenzt verständlich und aussagekräftig sein können. Veröffentlichungen sollten daher weder vor Versuchsbeginn erfolgen noch Rückschlüsse auf einzelne Einrichtungen oder Personen zulassen, um geistiges Eigentum sowie Betriebs-, Geschäfts- und Personendaten angemessen zu schützen.

Art. 22 Abs. 3 und 4 TSchG (Rolle des Bundes)

Die gesetzliche Verankerung der Förderung von 3R-Methoden in Art. 22 und Art. 3d TSchG wird ausdrücklich begrüsst. Unterstützt werden insbesondere Massnahmen zur Förderung der Validierung, Anerkennung, Weiterentwicklung und Anwendung sämtlicher 3R-Methoden sowie der Ausbau von Ressourcen, Infrastrukturen und institutionellen Unterstützungsstrukturen. Hervorgehoben wird die Bedeutung praxisnaher und dezentraler Strukturen wie Core Facilities, 3R-Koordinator:innen, Tierschutzbeauftragten und spezialisierten Kompetenznetzwerken, welche die Umsetzung der 3R-Prinzipien in Forschungseinrichtungen fördern.

Es ist zu betonen, dass die Validierung und regulatorische Anerkennung neuer Methoden eine langfristige Koordination zwischen Forschung, Industrie, Behörden und Kompetenzzentren sowie ausreichende finanzielle Mittel voraussetzen. Eine nationale Koordination und die Stärkung bestehender Infrastrukturen können die Entwicklung und breite Einführung von Alternativmethoden beschleunigen und gleichzeitig die Innovations- und Wettbewerbsfähigkeit des Forschungsstandorts Schweiz stärken.

Zudem wird angeregt, die Rolle von 3R-Koordinator:innen gesetzlich zu verankern, um deren Aufgaben, Finanzierung und institutionelle Einbindung langfristig abzusichern.

Förderinstrumente sollten insgesamt praxisnah ausgestaltet werden. Begrenzte Fördermittel sind möglichst effizient und mit breiter Wirkung einzusetzen.

Art. 34 TSchG (Kantonale Kommissionen für Tierversuche)

Die Festlegung einer Mindestanzahl von Mitgliedern für kantonale Tierversuchskommissionen wird grundsätzlich begrüsst. Es wird jedoch angeregt, die vorgeschlagene Mindestzahl zu erhöhen, um eine ausreichend breite fachliche und ethische Zusammensetzung sicherzustellen sowie Ausfälle

einzelner Mitglieder auffangen zu können. Die Kommissionen sollten insbesondere Kompetenzen in den Bereichen 3R, Ethik, Forschung mit Tieren, Tiermedizin, Biostatistik und Tierschutz abdecken. Die Mitglieder müssen ihre Entscheide ergebnisoffen im Rahmen der gesetzlich vorgesehenen Güterabwägung treffen.

Zudem wird gefordert, die Aufgaben und Zuständigkeiten von Fachsekretariaten und Tierversuchskommissionen klar voneinander abzugrenzen. Wir erachten es nicht als sachgerecht, bei Gesuchen für Tierversuche die Bewertung der instrumentellen Notwendigkeit (vorgeschlagene Aufgabe des Sekretariats) von jener der endgültigen Notwendigkeit (vorgeschlagene Aufgabe der Kommission) zu trennen. Die im Gesetzesentwurf vorgesehene Funktion der spezialisierten Sekretariate wird in der Praxis bereits von den meisten kantonalen Fachstellen wahrgenommen. Die Einführung solcher Sekretariate würde zudem in einem Land, in dem die Anforderungen im Bereich der Tierversuche bereits sehr hoch sind, zu zusätzlichem administrativem Aufwand führen. Die Einführung spezialisierter Sekretariate stellt somit eine kostspielige und überflüssige Massnahme dar, die die Akzeptanz der 3R nicht stärkt. Darüber hinaus könnte sie das Verfahren verkomplizieren und verlangsamen – entgegen dem Ziel der vorgeschlagenen Änderungen. Sollten solche Sekretariate dennoch eingerichtet werden, ist es wichtig, dass die Aufgaben dieser Sekretariate und der kantonalen Tierversuchskommissionen klar definiert und zugewiesen werden.

Im Namen des SGV Board

Paolo Cinelli
Präsident



Stellungnahme des SNF zum Gesetzesentwurf zur Anpassung des Tierschutzgesetzes (TSchG) im Hinblick auf mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung

Der Schweizerische Nationalfonds (SNF) dankt für die Möglichkeit, zum vorliegenden Gesetzesentwurf Stellung zu nehmen. Er begrüsst Bestrebungen, Bewilligungsverfahren zu harmonisieren und zu beschleunigen, ohne den administrativen Aufwand für die beteiligten Akteure zu erhöhen, sowie die Transparenz durch die Einführung eines öffentlichen Registers für Tierversuche zu stärken. Auch der SNF setzt sich für eine transparente Information über die von ihm geförderten Projekte¹ und den Umgang mit Tierversuchen² ein, mit dem Ziel, das Tierwohl zu verbessern und die Verwendung von Tieren in der Forschung auf das erforderliche Minimum zu reduzieren.

Der SNF nimmt ausgehend von seinem gesetzlichen Auftrag als Forschungsorgan des Bundes sowie im Rahmen seiner Förder- und Evaluationsprozesse Stellung. Er ist dabei für wissenschaftliche Qualität, Integrität und effiziente Förderverfahren verantwortlich und grenzt seine Tätigkeit damit klar von jener der Bewilligungsbehörde für Tierversuche ab. Für den SNF ist zentral, dass die Gesetzesrevision im Bereich Tierversuche in Forschungsprojekten sowie alle damit verbundenen Massnahmen einen nachweisbaren Mehrwert für das Tierwohl, die Umsetzung der 3R-Prinzipien, die wissenschaftliche Qualität, die Transparenz und die Effizienz der Verfahren schaffen. Gleichzeitig ist sicherzustellen, dass keine Doppelspurigkeiten, unnötigen administrativen Mehraufwände oder Verzögerungen entstehen, die die Konzeption oder Durchführung qualitativ hochstehender Forschung, wie sie vom SNF gefördert wird, beeinträchtigen könnten.

Vor diesem Hintergrund nimmt der SNF Stellung entlang folgender Aspekte:

- 1 Anreize und Ressourcen zur Stärkung der 3R-Implementierung und des Tierwohls,
- 2 Harmonisierung des Bewilligungsverfahrens über die Kantone hinweg,
- 3 Schutz der wissenschaftlichen Qualität sowie
- 4 Vermeidung unnötiger administrativer Hürden und Verzögerungen.

Ergänzend schlägt der SNF punktuelle Präzisierungen zur Erhöhung von Klarheit und Kohärenz im Gesetzestext vor (vgl. Tabelle 1).

Der SNF unterstützt die Zielsetzung der Vorlage grundsätzlich. Entscheidend ist jedoch, dass neue Massnahmen einen nachweisbaren Mehrwert schaffen, die wissenschaftliche Qualität sichern und gleichzeitig klare Zuständigkeiten sowie effiziente Verfahren gewährleisten. Im Vordergrund sollten dabei eine schweizweite Harmonisierung der Bewilligungspraxis, eine sachgerecht ausgestaltete Transparenz sowie die Vermeidung zusätzlicher administrativer Belastungen oder Verzögerungen stehen.

¹ <https://data.snf.ch/grants>

² <https://www.snf.ch/de/279vMLLnUaSctG03/thema/tiere-in-der-forschung>

1 Anreize und Ressourcen für die Umsetzung der 3R-Prinzipien und zur Stärkung des Tierwohls

Der SNF begrüsst das Bestreben, die konsequente Umsetzung der 3R-Prinzipien (vgl. Art. 3 Bst. d) und die Stärkung des Tierwohls (vgl. Art. 22) zu fördern. Auf Basis der vorliegenden Mehrheits- und Minderheitsanträge ist jedoch derzeit nicht klar ersichtlich, über welche konkreten Mechanismen die vorgeschlagenen Massnahmen zu einer messbaren Verbesserung der 3R-Implementierung oder des Tierwohls beitragen.

Als Forschungsförderungsorganisation des Bundes unterstützt der SNF Forschung von höchster Qualität und verpflichtet sich zur Einhaltung der gesetzlichen Rahmenbedingungen sowie der Grundsätze der wissenschaftlichen Integrität und guten wissenschaftlichen Praxis. Im Rahmen seiner Evaluation prüft der SNF bei Projekten mit Tierversuchen insbesondere, ob deren Einsatz wissenschaftlich begründet und dem aktuellen Stand der Forschung entsprechend ist. Die 3R-Prinzipien sind dabei integraler Bestandteil guter wissenschaftlicher Praxis.

Die formelle Prüfung und Bewilligung von Tierversuchen liegt in der Verantwortung der kantonalen Behörden. Der SNF spricht Fördermittel erst frei, wenn entsprechende Bewilligungen vorliegen, wodurch sichergestellt wird, dass neben der wissenschaftlichen Qualität auch die rechtlichen und ethischen Anforderungen erfüllt sind.

Vor diesem Hintergrund ist neben dem inhaltlichen Mehrwert der vorgeschlagenen Massnahmen insbesondere deren Umsetzung im Bewilligungsverfahren von zentraler Bedeutung.

2 Harmonisierung des Bewilligungsverfahrens über die Kantone hinweg

Aus Sicht des SNF besteht ein klarer Bedarf an einer kantonsübergreifenden einheitlichen Vollzugspraxis zur Einstufung von Tierversuchen in die vier Schweregrade (vgl. Art. 33a Abs. 3). Eine verbindliche Harmonisierung ist entscheidend, um Qualität, Effizienz und Vorhersehbarkeit des Bewilligungsverfahrens (vgl. Art. 18 Abs. 3) zu stärken und unerwünschte Ausweichbewegungen zwischen Kantonen zu vermeiden.

Einheitliche Standards schaffen die Voraussetzung für eine einheitliche Bewilligungspraxis sowie Transparenz, Fairness und Planungssicherheit und tragen damit wesentlich zur Umsetzung geförderter Forschung bei.

3 Transparenz, öffentliche Information und Schutz der wissenschaftlichen Qualität

Die Schaffung eines öffentlichen Registers (vgl. Art. 20a) kann grundsätzlich einen Mehrwert schaffen, sofern dessen Ausgestaltung differenziert erfolgt. Entscheidend ist insbesondere, zu welchem Zeitpunkt und in welchem Detaillierungsgrad Informationen veröffentlicht werden (vgl. Art. 20a Abs. 2–3).

Da Angaben zum Zeitpunkt der Bewilligung prospektiven Charakter haben und bewilligte Tierzahlen oft Obergrenzen darstellen, sollten öffentliche Informationen klar zwischen bewilligten und tatsächlich durchgeführten Tierversuchen sowie zwischen erwarteten und tatsächlichen Belastungen unterscheiden. Ohne eine solche Differenzierung besteht das Risiko von Fehlinterpretationen, die das Vertrauen eher schwächen als stärken könnten.

Gleichzeitig ist sicherzustellen, dass Transparenzinstrumente die Durchführung innovativer und explorativer Forschung nicht beeinträchtigen und dass vertrauliche Informationen sowie geistiges Eigentum jederzeit geschützt sind.

4 Vermeidung unnötiger administrativer Hürden und Verzögerungen

Hinsichtlich der geplanten Einführung von Fachsekretariaten (vgl. Art. 33a), die die Bewilligungsgesuche den kantonalen Kommissionen unterbreiten sollen (vgl. Art. 18 Abs. 3), sieht der SNF eine potenzielle Chance zur Harmonisierung, sofern die Fachsekretariate koordinierend und verfahrensunterstützend wirken und nicht als zusätzliche sequenzielle Prüfebene ausgestaltet werden.

Entscheidend ist, dass keine zusätzlichen sequenziellen Prüfschritte oder Doppelspurigkeiten entstehen und die Zuständigkeiten klar geregelt sind. Massgebend sollte sein, ob die Revision zu einer effektiven Vereinfachung, Harmonisierung und Beschleunigung der Verfahren beiträgt.

Verzögerungen im Bewilligungsverfahren können sich unmittelbar auf vom SNF geförderte Projekte auswirken und die Einhaltung regulatorischer Vorgaben des SNF beeinträchtigen.

Die nachfolgenden Kommentare beziehen sich auf ausgewählte Bestimmungen des Gesetzesentwurfs und zielen auf deren Präzisierung im Sinne der vorstehend dargelegten Grundsätze.

Tabelle 1. Kommentare des SNF zu ausgewählten Änderungsvorschlägen.

Änderung	Kommentar SNF
Art. 3 Bst. d: 3R: Prinzipien, welche das Ersetzen (engl.: replacement), die Reduktion (engl.: reduction) und das Verbessern im Hinblick auf eine geringere Belastung (engl.: refinement) im Tierversuch fordern.	Der SNF begrüsst die Definition der 3R-Prinzipien. Zur Präzisierung wird vorgeschlagen, klarzustellen, dass Replacement sowohl den vollständigen als auch den teilweisen Ersatz von Tierversuchen umfassen kann. Formulierungsvorschlag: «3R: Prinzipien, welche das Ersetzen (engl.: replacement) von Tierversuchen – vollständig oder teilweise –, die Reduktion deren Anzahl (engl.: reduction) sowie das Verbessern im Hinblick auf eine geringere Belastung (engl.: refinement) im Tierversuch fordern.»
Art. 20a Abs. 1–2 Mehrheit Information der Öffentlichkeit ¹ Der Bund fördert Transparenz in der Forschung mit Tieren. Er kann zu diesem Zweck ein öffentliches	Die Einführung eines öffentlichen Registers stellt grundsätzlich einen Mehrwert für Transparenz und Information der Öffentlichkeit dar, bedingt allerdings, dass vertrauliche Informationen und geistiges Eigentum geschützt bleiben. Weiter bedingt es eine schweizweit einheitliche Einstufung der Schweregrade, wie dies mit Art. 33a Abs. 3 (einheitliche Vollzugspraxis) angestrebt wird. Zu Art. 20a Abs. 2: Die Begriffe <i>Versuchszweck</i> , <i>Ziele</i> und <i>Nutzen</i> bezeichnen unterschiedliche Dimen-

Änderung	Kommentar SNF
<p>Register für bewilligte Tierversuche betreiben.</p> <p>² Nach Bewilligung eines Tierversuchs veröffentlicht das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (BLV) eine nichttechnische Projektzusammenfassung mit folgenden Angaben:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. dem Titel und dem Fachgebiet; b. dem Versuchszweck; c. der Anzahl der einzusetzenden Tiere pro Tierart; d. dem erwarteten Schweregrad der Belastung der Tiere; e. den Zielen des Versuchsvorhabens und dem erwarteten Nutzen; f. der zu erwartenden Belastungen und den belastungsmindernden Massnahmen; g. den vorgesehenen Massnahmen zur Umsetzung der 3R. <p>³ Nach Beendigung eines Tierversuchs veröffentlicht das BLV in Form einer Ergänzung der nichttechnischen Projektzusammenfassung folgende Angaben:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. die Anzahl der eingesetzten Tiere pro Tierart; b. den Schweregrad der Belastung der Tiere. 	<p>sionen und sollten zur besseren Verständlichkeit klarer strukturiert werden.</p> <p>Formulierungsvorschläge:</p> <ul style="list-style-type: none"> b. „dem Zweck und den Zielen des Versuchsvorhabens“ e. „dem erwarteten Nutzen des Versuchsvorhabens“ <p>Ergänzend ist aus Sicht des SNF wichtig, dass öffentliche Informationen klar zwischen bewilligten und tatsächlich durchgeführten Tierversuchen unterscheiden und prospektive Angaben (z. B. Höchstwerte bei Tierzahlen) als solche erkennbar machen, um Fehlinterpretationen zu vermeiden.</p>
<p>Art. 20b Abs. 1 und 3</p> <p>Vorentwurf der Subkommission des Nationalrates</p> <p>¹ ... ein Informationssystem. Die Einhaltung des Datenschutzes sowie der Schutz der Geschäfts- und Forschungsgeheimnisse sind jederzeit gewährleistet.</p> <p>³ Das BLV wertet die Daten aus dem Informationssystem aus, mit dem Zweck, Entwicklungen des Tier-schutzes im Tierversuchsbereich zu erkennen. Es kann eine andere kompetente Stelle mit Auswertungen beauftragen, sofern geeignete technische und organisatorische Massnahmen zum Schutz von Personendaten und Geschäftsgeheimnissen getroffen werden.</p>	<p>Zu Art. 20b Abs. 3: Da in Abs. 1 neben Datenschutz und Geschäftsgeheimnissen auch Forschungsgeheimnisse ausdrücklich erwähnt werden, sollte dieser Schutz aus Gründen der Kohärenz auch in Abs. 3 aufgenommen werden.</p> <p>Formulierungsvorschlag:</p> <p>„... sofern geeignete technische und organisatorische Massnahmen zum Schutz von Personendaten sowie von Geschäfts- und Forschungsgeheimnissen getroffen werden.“</p>



Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur
Nationalrat
Roman Hug
CH-3003 Bern

vernehmlassungen@bly.admin.ch

**Sozialdemokratische
Partei der Schweiz**

Zentralsekretariat
Theaterplatz 4
3011 Berne

Tel. 031 329 69 69

info@spschweiz.ch
www.spschweiz.ch

Bern, 17. Juni 2026

Stellungnahme zur Pa. Iv. Christ 21.426. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident Hug,

Sehr geehrte Damen und Herren,

wir bedanken uns für die Gelegenheit zur Stellungnahme, die wir gerne nutzen.

Die SP Schweiz unterstützt die Stossrichtung der parlamentarischen Initiative 21.426 grundsätzlich. Es ist zu begrüßen, dass die WBK-N erneut bekräftigt, eine Reduktion von Tierversuchen anstreben zu wollen. Angesichts der ethischen Verantwortung gegenüber Tieren sowie der wissenschaftlichen Entwicklungen ist dieses Ziel richtig und notwendig.

Gleichzeitig zeigt der vorliegende Bericht **zentrale konzeptionelle Schwächen**. So wird als Ziel der 3R-Forschung formuliert, «nach und nach die Zahl der Tierversuche zu reduzieren». Dieser Ansatz greift zu kurz. Wie die neuere 3R-Forschung aufzeigt, führt eine ausschliesslich auf Reduktion ausgerichtete Strategie systematisch ins Leere: Solange kontinuierlich neue Tierversuchsmodelle entwickelt und in die

Forschungspipeline eingespeist werden, wird der Gesamteinsatz von Tierversuchen strukturell stabilisiert oder sogar ausgeweitet.¹ Eine rein inkrementelle Reduktionslogik kann daher keine nachhaltige Abnahme gewährleisten, sondern reproduziert das bestehende System.

Auch beim 3R-Konzept selbst besteht aus unserer Sicht Reformbedarf. Dieses ist zwar historisch gesehen wichtig, wirkt heute jedoch zunehmend veraltet, da es primär auf die Optimierung bestehender Tierversuchspraxis abzielt, anstatt deren Überwindung konsequent voranzutreiben. Moderne wissenschaftliche Methoden eröffnen längst die Möglichkeit, tierfreie Forschung systematisch auszubauen und ins Zentrum zu stellen.²

Positiv hervorzuheben ist, dass nichttechnische Zusammenfassungen von Tierversuchen künftig veröffentlicht werden sollen. In anderen Ländern, wie dem Vereinigten Königreich, ist dies seit Jahren etabliert. Die Schweiz holt hier verspätet, aber dennoch begrüssenswert auf, was die Transparenz stärkt.

Die vorgesehene verpflichtende Einführung von Fachsekretariaten erachten wir ebenfalls als sinnvoll, sofern dadurch die Qualität der Verfahren verbessert wird. Entscheidend wird jedoch sein, ob sich die Tierversuchskommissionen in der Praxis tatsächlich stärker auf die ethisch zentrale Güterabwägung konzentrieren. Dies hängt wesentlich von der personellen Zusammensetzung und fachlichen Unabhängigkeit der Gremien ab.

¹ Vgl. hierzu die Forschungen, die im Rahmen des SNF Forschungsprogramms «Advancing 3R» entstanden sind: Müller, Nico Dario, Lane-Petter's Pipeline: Why reliably decreasing animal research takes more than replacements, in: European Journal for Philosophy of Science (2026).

² Vgl. ebd.

Im Zentrum der parlamentarischen Initiative stand ursprünglich die Forderung nach mehr Ressourcen und wirksamen Anreizen für die 3R-Forschung. Gerade in diesem Punkt bleibt der Gesetzesentwurf ungenügend. Substantielle neue Förderinstrumente oder verbindliche Mittelaufstockungen sind nicht erkennbar. Die neu eingefügte «Kann»-Bestimmung in Art. 22 Abs. 3 verschiebt die Verantwortung weitgehend auf die Kantone und schafft keine verbindliche Grundlage für eine koordinierte nationale Förderung.

Insgesamt **bleibt die Vorlage damit hinter ihren eigenen Ansprüchen zurück**. Sie enthält zwar **einzelne Verbesserungen** und führt – soweit ersichtlich – auch zu keinen wesentlichen Rückschritten. Angesichts der Dringlichkeit des Themas ist dies jedoch zu wenig. **Es braucht eine kohärente Strategie mit klaren Zielvorgaben, ausreichenden Ressourcen und einem konsequenten Fokus auf die Entwicklung und Implementierung tierfreier Forschungsmethoden.**

So dreht sich die zentrale Diskussion heute nicht mehr um ein pauschales Verbot von Tierversuchen und auch nicht um die blosser Weiterführung der „drei R“, sondern um **konkrete Ausstiegspläne**. Entsprechende Forderungen wurden seit 2021 unter anderem vom Europäischen Parlament, durch eine Europäische Bürger sowie durch mehrere Petitionen auf nationaler und internationaler Ebene erhoben.

Auch auf regulatorischer Ebene sind entsprechende Entwicklungen im Gang: Die Europäische Kommission hat im September 2023 angekündigt, einen Ausstiegsplan für bestimmte gesetzlich vorgeschriebene Tierversuche zu erarbeiten, insbesondere im Bereich der Sicherheits- und Chemikalienprüfung. Ziel ist es, dass neue Stoffe künftig ohne Tierversuche zugelassen werden können. In den USA hat die Umweltbehörde EPA bereits 2019 festgelegt, dass sie ab 2035 keine Versuche an Säugetieren mehr in Auftrag geben oder finanzieren wird. Diese Entwicklungen zeigen, dass eine strategische Abkehr von Tierversuchen international zunehmend konkret wird.

Gleichzeitig ist zu beachten, dass ein Ausstieg aus Tierversuchen – insbesondere in der Grundlagenforschung, die in der Schweiz einen grossen Anteil der Versuchstiere beansprucht – erheblich komplexer ist als im regulatorischen Bereich. Neben Ausstiegsplänen braucht es daher **auch eine gezielte Forschungs- und Innovationspolitik**. Der Gesetzgeber muss jene Formen der wissenschaftlichen Erkenntnisgewinnung stärker fördern, die ohne oder mit deutlich weniger Tierversuchen auskommen.

Wir **fordern daher, das bestehende Tierschutzgesetz mit einem stufenweisen Ausstiegsplan aus belastenden Tierversuchen zu ergänzen.**³ Ein solcher Plan soll verbindliche Ziele, Meilensteine und Fristen festlegen und unter Einbezug von Wissenschaft, Tierschutz und Industrie erarbeitet werden. Ein derartiger Ansatz würde erstmals eine kohärente und überprüfbare Strategie zur tatsächlichen Reduktion von Tierversuchen schaffen.

Die SP Schweiz unterstützt die Vorlage daher im Grundsatz, fordert jedoch substanzielle Nachbesserungen hin zu einer zukunftsgerichteten, verbindlichen und ambitionierten Forschungspolitik mit dem klaren Ziel, Tierversuche langfristig zu reduzieren.

Wir bedanken uns für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Mit freundlichen Grüssen.

SP Schweiz

³ Wir unterstützen dergestalt die Stossrichtung der gescheiterten Pa. Iv. Graf Maya 24.436 «Zukunftsfähige Forschung mit einem Plan für den Ausstieg aus belastenden Tierversuchen fördern».



Mattea Meyer
Co-Präsidentin

Cédric Wermuth
Co-Präsident

Sandro Liniger
Politischer Fachsekretär



Regierungsrat

Postgasse 68
Postfach
3000 Bern 8
info.regierungsrat@be.ch
www.be.ch/rr

Staatskanzlei, Postfach, 3000 Bern 8

Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur

Per E-Mail an:
vernehmlassungen@blv.admin.ch

RRB Nr.: 483/2026 13. Mai 2026
Direktion: Wirtschafts-, Energie- und Umweltdirektion
Klassifizierung: Nicht klassifiziert

**Vernehmlassung des Bundes: 21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben
Stellungnahme des Kantons Bern**

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident,
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir bedanken uns für die Möglichkeit, zum Gesetzesentwurf zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative «Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben» Stellung nehmen zu können. Der Entwurf sieht vor, die Transparenz im Bereich der Tierversuche zu erhöhen, Massnahmen zur Förderung der 3R-Forschung zu entwickeln, sowie den Bewilligungsprozess zu verbessern und zu beschleunigen.

Der Regierungsrat teilt grundsätzlich die Ziele, die mit der vorliegenden Gesetzesänderung erreicht werden sollen. Insbesondere begrüsst er die gezielte Förderung der 3R-Forschung und damit die Etablierung von Alternativen zu den Tierversuchen.

Ablehnend stehen wir der vorgesehenen Einführung von Fachsekretariaten gegenüber und wir erachten die Regelung zur Definition von 3R, zu den Aufgaben der Fachstelle bzw. des Fachsekretariats sowie zu den Aufgaben der Tierversuchskommission im Tierschutzgesetz als nicht stufengerecht. Diese Regelungen haben in der Tierschutzverordnung zu erfolgen, bzw. sind teilweise dort bereits enthalten.

1. Verbesserung der Qualität und Beschleunigung des Bewilligungsprozesses

Die Einführung von Artikel 33a lehnen wir ab. Bereits heute ist gemäss Artikel 33 klar festgehalten, dass die Kantone eine Fachstelle unter der Verantwortung der Kantonstierärztin oder des Kantonstierarztes zu errichten haben, die geeignet ist, den Vollzug des Tierschutzgesetzes und der gestützt darauf erlassenen Vorschriften sicherzustellen. Die zusätzliche Einführung des Begriffs des «Fachsekretariats» bringt keinen Mehrwert und auch ohne die Stipulierung im Gesetz,

können die Kantone für gewisse Vollzugsaufgaben bereits heute gemeinsame Strukturen nutzen. Weiter sind die Aufgaben der kantonalen Fachstelle in TSchV¹ Art. 139 in Verbindung mit Art. 137, Art. 138 und Art. 140 hinlänglich geklärt und es braucht keine zusätzliche Vorgabe auf Gesetzesstufe.

Wir begrüßen hingegen die Klärung der Aufgaben der kantonalen Tierversuchskommission. Dies war bisher nicht klar geregelt. Ebenfalls begrüßen wir die Möglichkeit zur Dateneinsicht zu Bewilligungsgesuchen und -entscheidungen aus anderen Kantonen. Damit kann die Zusammenarbeit zwischen den kantonalen Fachstellen verbessert werden.

2. Förderung der 3R

Die Förderung der 3R-Strukturen durch den Bund begrüßen wir. Bei der Ausgestaltung ist darauf zu achten, dass die Ressourcen nicht ausschliesslich der Lehre und Forschung zugutekommen. Um kompetente Fachpersonen für die Arbeit in den kantonalen Fachstellen und in den kantonalen Tierversuchskommissionen gewinnen zu können, müssen besondere Anstrengungen durch den Bund unternommen werden. Dafür ist dem Schweizer 3R-Kompetenzzentrum – Swiss 3RCC der Auftrag zu erteilen, entsprechende Fachpersonen auszubilden und den Kantonen zur Verfügung zu stellen.

3. Verbesserung der Transparenz von Tierversuchen

Die Einführung von nichttechnischen Projektzusammenfassungen und die Ausweisung der Bemühungen im Bereich der R3 erhöht die Transparenz und kann das Verständnis für die Notwendigkeit gewisser Tierversuche in der Öffentlichkeit fördern. Vor diesem Hintergrund befürworten wir diese Bestimmungen. Allerdings ist bei der Ausgestaltung darauf zu achten, dass kein Mehraufwand für die Kantone entsteht. Die Mitarbeitenden der kantonalen Fachstellen müssen sich auf ihre Kernaufgabe - die Prüfung der Gesuche- konzentrieren können und nicht durch Berichterstattungen belastet werden.

Der Regierungsrat dankt Ihnen für die Berücksichtigung seiner Anliegen.

Freundliche Grüsse

Im Namen des Regierungsrates

Christoph Neuhaus
Regierungspräsident

Christoph Auer
Staatsschreiber

Verteiler

- Bildungs- und Kulturdirektion
- Finanzdirektion
- Wirtschafts-, Energie- und Umweltdirektion

¹ Tierschutzverordnung vom 23. April 2008 (TschV); SR 455.1



Sitzung vom

12. Mai 2026

Mitgeteilt den

12. Mai 2026

Protokoll Nr.

350/2026

Nationalrat
Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur
CH-3003 Bern

vernehmlassungen@blv.admin.ch

**Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den
Tierversuchen rascher voranzutreiben (21.426 n Pa. Iv. Christ)**
Vernehmlassung

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident

Wir beziehen uns auf Ihr Schreiben vom 13. Februar 2026 in erwähnter Sache und bedanken uns für die Möglichkeit zur Stellungnahme.

Allgemeine Bemerkungen

Die Transparenz von Forschungsprojekten und die Förderung der 3R-Forschung sind grundsätzliche und unbestrittene Elemente für die Weiterentwicklung ethisch und tier-schützerisch vertretbarer Tierversuche. Sie sind zentral, geben dem Tierwohl in der tierexperimentellen Forschung das notwendige Gewicht und sind entsprechend zu unterstützen und zu stärken.

Die Schaffung von Fachsekretariaten und somit die entsprechenden Regelungen im Vorentwurf (VE-TSchG) werden jedoch strikt **abgelehnt**.

- *Die Schaffung von zusätzlichen Fachsekretariaten gefährdet die funktionierenden Strukturen der kantonalen Tierversuchskommission*

Die Kantone können heute die Zusammensetzung ihrer Tierversuchskommissionen gezielt auf die kantonalen Begebenheiten abstimmen. Im Kanton Graubünden beispielsweise betrifft eine Vielzahl der Gesuche für Tierversuche die Fachgebiete Unfallchirurgie und Wildtierbiologie. Entsprechend sind in der kantonalen Kommission diese Fachkompetenzen, namentlich insbesondere die Unfallchirurgie, die Veterinärmedizin und die Wildtierbiologie, personell vertreten. Demgegenüber wird auf eine Vertretung beispielsweise der Onkologie gezielt verzichtet. Durch die Schaffung von Fachsekretariaten wird diese Anpassungsmöglichkeit respektive Feinabstimmung erschwert oder gar verunmöglicht.

- *Zentralisierung der Strukturen statt Professionalisierung*

Der regelmässige und intensive Austausch zwischen den kantonalen Kommissionen sowie den gesuchstellenden Institutionen von der Gesuchsbesprechung und Gesuchsbeurteilung über die Versuchsberichterstattung bis hin zur Inspektion fördert den professionellen und nachhaltigen Umgang der Institutionen mit den 3R- und 3V-Prinzipien. Der Mehrwert dieses Austausches geht weit über die valide Beurteilung der einzelnen Gesuche hinaus, indem er das Bewusstsein der Institutionen für die Wichtigkeit im Umgang mit den genannten Prinzipien fördert. Die Schaffung von zentralen Fachsekretariaten berücksichtigt diesen effizienten und nachhaltigen Prozess nicht.

- *Die durch die neuen Fachsekretariate geschaffenen Schnittstellen zwischen den Fachsekretariaten und den Tierversuchskommissionen sind ineffizient*

Der Vorentwurf (VE-TSchG) sieht vor, dass die Fachsekretariate die Gesuche auf Vollständigkeit, Versuchsziel sowie Unerlässlichkeit des Tierversuchs hin überprüfen (vgl. Art. 33a Abs. 2 VE-TSchG), während die Tierversuchskommissionen die Güterabwägung vornehmen (vgl. Art. 34 Abs. 2 VE-TSchG). Beide Aufgaben erfordern ein umfassendes Studium der Gesuchsunterlagen; weder die Überprüfung der Unerlässlichkeit noch die Güterabwägung können sich auf Teilaspekte des

Gesuchs beschränken. Insbesondere soll die Tierversuchskommission mit ihrer Expertise sämtliche fachlichen Aspekte beurteilen, einschliesslich der Einhaltung der 3R- und 3V-Prinzipien. Die Unerlässlichkeit kann übrigens wohl nicht losgelöst von Abwägungen oder Verhältnismässigkeitsprüfungen erfolgen – eine Trennung der Unerlässlichkeit von den Güterabwägungen erscheint weder zielführend noch möglich. Die Überprüfung von nur noch formalen Aspekten durch eine weitere Stelle ergibt ebenfalls keinen Sinn. Die Aufgabenteilung ist somit weder effizient noch zielführend noch sachgerecht, erscheint wohl auch nicht möglich und hat überdies zusätzliche personelle und finanzielle Konsequenzen. Weitere Organisationseinheiten innerhalb der Tierschutz-Fachstelle im zuständigen kantonalen Veterinäramt (Bewilligungsbehörde) losgelöst von der (von der Bewilligungsbehörde unabhängigen) Tierversuchskommission haben neue Schnittstellen und einen deutlichen Mehraufwand ohne Mehrwert zur Folge.

Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen

Art. 3 Bst. d

Diese Bestimmung wird grundsätzlich unterstützt. Wir beantragen jedoch eine redaktionelle Korrektur zur besseren Verständlichkeit:

*Prinzipien, welche das Ersetzen **der Tierversuche** (engl.: replacement), die Reduktion **der Tierzahl** (engl.: reduction) und **die Reduktion der Belastung der Tiere** (engl.: refinement) ~~im Tierversuch~~ fordern.*

Art. 18 Abs. 3

Die Bestimmung wird strikt abgelehnt. Auf die Schaffung von Fachsekretariaten ist zu verzichten. Stattdessen ist der bisherige Wortlaut beizubehalten.

Die Version der Minderheit macht wenig Sinn. Die Übertragung von Aufgaben, welche heute der Tierversuchskommission obliegen, an ein Fachsekretariat (auch wenn dessen Einsatz fakultativ ist) lehnen wir ab. Damit wäre der Einsatz eines fakultativen Fachsekretariats für die übrigen Aufgaben abwegig.

Art. 20a

Die Bestimmung (Mehrheit) wird unterstützt.

Art. 20b Abs. 1 und 3

Die Bestimmung wird unterstützt.

Art. 20c Abs. 1 Bst. a und b, Absatz 3 und Absatz 4

Die Bestimmungen von Art. 20c Abs. 1 Bst. b und Abs. 3 (Mehrheit) werden abgelehnt. Es sollen keine zusätzlichen Fachsekretariate geschaffen werden. Die bisherigen Regelungen (Minderheit II) sind beizubehalten.

Den restlichen Bestimmungen (Art. 20c Abs. 1 Bst. a und Abs. 4) wird zugestimmt.

Art. 22 Abs. 2, 3 und 4

Die Bestimmungen (teils Mehrheit) werden unterstützt.

Entsprechend werden die Anträge der Minderheit zu Abs. 3 und 4 abgelehnt.

Art. 33a

Die Bestimmung (Mehrheit) wird abgelehnt. Auf die Schaffung von Fachsekretariaten ist zu verzichten.

Entsprechend ist dem Antrag der Minderheit II zu folgen.

Art. 34

Abzulehnen ist Abs. 2, zumal auf die Fachsekretariate zu verzichten ist und die Aufgaben der Tierversuchskommission somit gleich wie bisher bleiben sollen.

Ebenfalls unnötig erscheint Abs. 3. Der Bundesrat hat heute schon gewisse Anforderungen festgelegt, wie Unvereinbarkeiten oder Weiterbildungspflichten. Das kann er somit auch ohne Abs. 3 tun. Zudem wird neu in Abs. 1 bereits ein Anforderungskatalog eingeführt. Das müsste ausreichen.

Den Änderungen in Art. 34 Abs. 1 kann zugestimmt werden. Die Mindestanzahl von fünf Kommissionsmitgliedern erscheint für Kantone mit einer begrenzten Anzahl an Gesuchen für belastende Tierversuche ausreichend. Kantone mit einer bedeutenden Anzahl an belastenden Tierversuchen können im Hinblick auf die erforderlichen Kompetenzen die Mitgliederanzahl ohne weiteres erhöhen.

Abschliessend bedanken wir uns für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse



Namens der Regierung

Der Präsident:

Der Kanzleidirektor:

Martin Bühler

Daniel Spadin



Elektronisch an vernehmlassungen@blv.admin.ch



**Kanton Zürich
Regierungsrat**

staatskanzlei@sk.zh.ch
Tel. +41 43 259 20 02
Neumühlequai 10
8090 Zürich
zh.ch

Kommission für Wissenschaft,
Bildung und Kultur
des Nationalrates
3003 Bern

6. Mai 2026 (RRB Nr. 499/2026)
Änderung des Tierschutzgesetzes (Vernehmlassung)

Sehr geehrter Herr Präsident
Sehr geehrte Frauen Nationalrätinnen und Herren Nationalräte

Mit Schreiben vom 13. Februar 2026 haben Sie uns eingeladen, zum Vorentwurf zur Änderung des Tierschutzgesetzes vom 16. Dezember 2005 (TSchG; SR 455) Stellung zu nehmen. Wir danken Ihnen für diese Gelegenheit und äussern uns wie folgt:

Wir begrüssen grundsätzlich die mit der parlamentarischen Initiative 21.426 «Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben» verfolgten drei Schwerpunkte, die Qualität des Bewilligungsprozesses zu verbessern und zu beschleunigen, die 3R-Prinzipien zu fördern sowie die Transparenz von Tierversuchen zu verbessern.

Der gesetzlichen Verankerung des 3R-Prinzips stimmen wir zu. Für die weitere Begriffskonkretisierung ist auf die in der Praxis bewährten Vollzugshilfen abzustellen (vgl. insbesondere «Güterabwägung bei Tierversuchsanträgen» [2. Ausgabe 2022], verfasst von der Kommission für Tierversuchsethik der Schweizerischen Akademie der Medizinischen Wissenschaften und der Akademie der Naturwissenschaften Schweiz).

Wir begrüssen die in Art. 20a VE-TschG vorgesehene Transparenz grundsätzlich, allerdings stehen wir der Präregistrierung von Tierversuchen kritisch gegenüber. Der Nutzen einer solchen Veröffentlichung im vorgesehenen Umfang ist für uns nicht ersichtlich. Bei der Veröffentlichung von nichttechnischen Projektzusammenfassungen zu den Tierversuchsprojekten ist dem Geschäfts- und Forschungsgeheimnis Rechnung zu tragen. Letztlich sind die Tragweite und der Gestaltungsbereich von Abs. 4 Bst. a VE-TSchG nicht abschliessend klar.

Die Förderung von 3R-Strukturen, der 3R-Infrastruktur sowie der Lehre und Ausbildung begrüssen wir, ebenso die Bestimmung, dass der Bund diese «fördern» kann. Es sollte sichergestellt werden, dass neue Regelungen tatsächlich zum Tierwohl beitragen und zugleich im Forschungsbetrieb praktikabel sind.

Die Einsetzung eines Fachsekretariats erscheint sinnvoll, um die Vollständigkeit der Gesuche zu prüfen und in der Praxis wiederholt festgestellte Mängel zu vermeiden bzw. rasch zu beheben. Zentral ist, dass das Fachsekretariat, wie gemäss erläuterndem

Bericht vorgesehen, Teil der Fachstelle der zuständigen kantonalen Behörde ist. Es dürfen keine zusätzlichen Schnittstellen geschaffen werden, welche die Arbeit der Kantone erschweren. Wir plädieren zudem dafür, dass die Aufgaben der Fachsekretariate sehr klar umrissen und von jenen der Kommission für Tierversuche getrennt sind. Sollte das Fachsekretariat auch mit inhaltlichen Aufgaben, wie etwa mit der Prüfung der instrumentellen Unerlässlichkeit (Prüfung der Eignung und Erforderlichkeit des Versuchsvorhabens, also auch 3R) betraut werden, wie es in der Vorlage vorgesehen ist, würde dies bedingen, dass das Anforderungsprofil der Mitarbeitenden des Fachsekretariats nahezu demjenigen der Mitglieder der Tierversuchskommission entspricht.

Darüber hinaus wirft die geteilte Prüfung der Gesuche aus unserer Sicht verfahrensrechtliche Fragen auf. Ungeklärt erscheint, in welcher Form die Beurteilung zu dokumentieren ist, wie sie in die weitere Beurteilung einfließt und ob ihr gegenüber der Tierversuchskommission Bindungswirkung zukommt. Diese Fragen sollten geklärt werden, um Doppelspurigkeiten zu vermeiden und um die Einheitlichkeit der Vollzugspraxis zu gewährleisten. Wichtig erscheint uns insbesondere, dass bei der Gesuchsprüfung verschiedene Prüfungsaspekte der instrumentellen und finalen Unerlässlichkeit (der eigentlichen Güterabwägung) ineinandergreifen. So ist anhand der Prüfungsraster etwa der Erkenntnisgewinn bereits bei der Eignung relevant und ist wiederum entscheidend bei der Güterabwägung zu berücksichtigen. Die Frage eines belastungsärmeren Tierversuchs stellt sich zum einen im Rahmen der Prüfung der Erforderlichkeit, zum anderen ist sie auch bei den Belastungen im Rahmen der Güterabwägung zu berücksichtigen.

Wir begrüßen deshalb die Stärkung der Qualität des Bewilligungsverfahrens. Vor diesem Hintergrund regen wir indessen an, die Mindestgrösse der Tierversuchskommission auf sieben Mitglieder anzuheben, um die Qualität der Entscheidungsfindung in allen Aspekten auf der Grundlage eines breiten Fachwissens sicherzustellen.

Aufgrund der Qualitätssteigerung und umfassenden Prüfung in der Tierversuchskommission regen wir zudem an, durchwegs, das heisst bereits im ersten verwaltungsinternen Rechtsmittelverfahren, die Rüge der Unangemessenheit auszuschliessen. Wir beantragen deshalb, eine zusätzliche Bestimmung betreffend Ausschluss der Rüge der Unangemessenheit aufzunehmen. Kritisch beurteilen wir zudem die Kompetenzdelegation an den Bundesrat, wie sie in Art. 33a Abs. 4 und Art. 34 Abs. 3 VE-TSchG vorgesehen ist, soweit sie die Bearbeitungsfristen betrifft.

Freundliche Grüsse

Im Namen des Regierungsrates

Die Präsidentin:

Die Staatsschreiberin:

Carmen Walker Späh

Dr. Kathrin Arioli



Regierungsrat des Kantons Schwyz



6431 Schwyz, Postfach 1260

per E-Mail

Kommission für Wissenschaft, Bildung

und Kultur des Nationalrats

3003 Bern

vernehmlassungen@bv.admin.ch

Schwyz, 19. Mai 2026

Vorentwurf pa. Iv. 21.426, Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben

Vernehmlassung des Kantons Schwyz

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident

Mit Schreiben vom 13. Februar 2026 hat die Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrats (WBK-N) den Kantonsregierungen die Unterlagen zum Vorentwurf der Parlamentarischen Initiative 21.426, Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben zur Vernehmlassung bis 24. Mai 2026 unterbreitet.

Die Thematik der Tierversuche spielt im Kanton Schwyz nur eine sehr untergeordnete Rolle, da weder Universitäten noch entsprechende Unternehmen angesiedelt sind, die mit Versuchstieren Forschung betreiben. Der Kanton Schwyz ist damit kaum betroffen und verzichtet auf eine Stellungnahme.

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme und grüssen Sie freundlich.

Im Namen des Regierungsrates:



Michael Stähli

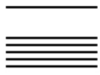
Landammann

Dr. Mathias E. Brun

Staatsschreiber

Kopie an:

– die Schwyzer Mitglieder der Bundesversammlung.



Regierungsrat, Postfach, 6301 Zug

Nur per E-Mail

Kommission für Wissenschaft, Bildung und
Kultur Nationalrat WBK-N
Herr Nationalrat Roman Hug
Präsident
3003 Bern

Zug, 7. April 2026 sa

Vernehmlassung zu 21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident

Mit Schreiben vom 13. Februar 2026 haben Sie uns eingeladen, zur parlamentarischen Initiative «Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben» Stellung zu nehmen.

Der Kanton Zug unterstützt die Vorlage grundsätzlich, stellt jedoch zwei Änderungsanträge:

A. Art. 33a Fachsekretariate für Tierversuche

Der Kanton Zug lehnt die zwingende Einführung kantonaler Fachsekretariate gemäss Art. 33a Abs. 1 der vorgeschlagenen Mehrheitsfassung ab. Der Kanton anerkennt, dass Fachsekretariate als Vollzugsmodell sachlich sinnvoll sein können, namentlich zur Qualitätssteigerung der Gesuche und zur Entlastung der Kommissionen. Deren obligatorische Einführung in jedem Kanton ist jedoch nicht zwingend erforderlich, um diese Ziele zu erreichen. Die Minderheitsfassung mit Kann-Formulierung wahrt die kantonale Organisationsautonomie, lässt interkantonale Kooperationen ausdrücklich zu und trägt unterschiedlichen Fallzahlen und Strukturen besser Rechnung.

Folglich beantragt der Kanton Zug, dass für Art. 33a Abs. 1 die Fassung der Minderheit verwendet wird:

Die Kantone **können setzen** innerhalb der Fachstelle ein Fachsekretariat für Tierversuche **einsetzen** ein. Mehrere Kantone können ein gemeinsames Fachsekretariat einsetzen.

B. Art. 34 Kantonale Kommission für Tierversuche

Der Kanton Zug anerkennt das Anliegen, die fachliche Breite und Qualität der kantonalen Tierversuchskommissionen durch Mindestanforderungen an Zusammensetzung und Kompetenzen zu stärken. Eine Mindestgrösse von fünf Mitgliedern lehnt er aber als zu starken Eingriff in die kantonale Organisationsautonomie ab. Zurzeit besteht die Kommission im Kanton Zug aus drei Mitgliedern, was als ausreichend beurteilt wird.

Daher beantragt der Kanton Zug, dass in Art. 34 Abs. 1 keine Mindestgrösse festgelegt wird:

Die Kantone bestellen eine aus ~~mindestens fünf~~ Fachleuten zusammengesetzte Kommission für Tierversuche, die von der Bewilligungsbehörde unabhängig ist und in der Kompetenzen zu 3R, Ethik und Forschen mit Tieren sowie Tierschutzorganisationen angemessen vertreten sind. Mehrere Kantone können eine gemeinsame Kommission einsetzen.

Wird an einer Vorgabe der Mindestanzahl Kommissionsmitglieder festgehalten, beantragt der Kanton Zug, dass den Kantonen eine angemessene Übergangsfrist für die Umsetzung dieser Gesetzesbestimmung gewährt wird.

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Meinungsäusserung und bitten Sie um Berücksichtigung unserer Anträge.

Freundliche Grüsse
Regierungsrat des Kantons Zug

sign.

Andreas Hostettler
Landammann

sign.

Tobias Moser
Landschreiber

Versand per E-Mail an:

- vernehmlassungen@blv.admin.ch (PDF und Word)
- Zuger Mitglieder der Bundesversammlung
- Gesundheitsdirektion (info.gd@zg.ch)
- Amt für Verbraucherschutz (info.avv@zg.ch)



«Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung»

Stellungnahme des Schweizer Tierschutz STS zur parlamentarischen Initiative 21.426 Christ

1. Allgemeine Bemerkungen

Der Schweizer Tierschutz STS dankt für die Möglichkeit, zum Vorentwurf der WBK-N Stellung zu nehmen. Der STS unterstützt die Zielrichtung der parlamentarischen Initiative 21.426 ausdrücklich: Die Förderung der 3R-Prinzipien («Replace, Reduce, Refine») und insbesondere die Stärkung tierversuchsfreier Methoden ist aus Sicht des Tierschutzes dringend notwendig.

Der STS begrüsst, dass der Gesetzesentwurf wichtige Schritte in Richtung Transparenz, Professionalisierung der Bewilligungsverfahren und strukturelle Förderung der 3R vorsieht. Zugleich sollte der Entwurf in verschiedenen Bereichen präzisiert oder verstärkt werden, damit der gesetzgeberische Impuls die gewünschte Wirkung entfalten kann.

Aus Sicht des Tierschutzes sind insbesondere folgende Anliegen zentral:

- **Replacement** muss klar im Vordergrund stehen, da nur so die Tierversuchszahlen substantiell gesenkt werden können.
- **Transparenz** muss ohne Abschwächung umgesetzt werden; Ausnahmen sind präzise zu definieren.
- **Fachsekretariate** sind ein wichtiges Instrument für Qualität und Einheitlichkeit des Vollzugs – ihre Einführung sollte verbindlich sein.
- **Tierversuchskommissionen** benötigen ausreichende Grösse und ausgewiesene Expertise, auch im Bereich Alternativmethoden.
- Die öffentliche Hand soll gezielt **Strukturen, Infrastruktur und Validierungsprozesse** fördern, um NAMs national zu stärken.

Der STS unterstützt daher den Entwurf grundsätzlich, fordert jedoch in mehreren Punkten Nachschärfungen, um die Wirksamkeit der Vorlage sicherzustellen.

2. Grundsätzliche Bewertung aus Sicht des Tierschutzes

2.1 Replacement als prioritäres Ziel

Während der Entwurf alle drei R gleichgewichtet, zeigt sowohl die Stossrichtung der Initiative selbst als auch die international anerkannte Fachlogik, dass die grösste Wirkung zur Reduktion von Tierleid im Ersetzen („Replace“) von Tierversuchen liegt. Der STS fordert daher, dass Replacement in Art. 22 explizit als strategische Priorität verankert wird.

2.2 Transparenz als Grundvoraussetzung für Glaubwürdigkeit

Die Einführung nichttechnischer Projektzusammenfassungen (NTS) und eines öffentlichen Registers sind ein wesentlicher Fortschritt. NTS sind in vielen Ländern Standard und stellen



keine Risiken für den Forschungsstandort dar. Die Schweiz ist in Sachen Transparenz im Rückstand und ein öffentliches Register wäre längst überfällig.

Kommentar [PR1]: Gerne kurz prüfen, ob das inhaltlich so stimmt

2.3 Professionalisierung der Bewilligungsprozesse

Der STS unterstützt die vorgesehene Professionalisierung der Bewilligungsprozesse durch die Einführung von Fachsekretariaten und die Stärkung der Tierversuchskommissionen. Damit diese Reform ihre Wirkung entfalten kann, müssen Aufgaben, Pflichten und Kompetenzen der beteiligten Gremien klar definiert und voneinander abgegrenzt werden. Andernfalls besteht das Risiko von Doppelspurigkeiten und ineffizientem Ressourceneinsatz.

Ein Gremium sollte für die ethische Beurteilung zuständig sein, insbesondere für die Frage der Notwendigkeit des vorliegenden Tierversuchs und möglicher tierfreier Alternativen bis hin zur Streichung des Vorhabens; das andere Gremium für die rechtliche, formale und wissenschaftlich-methodische Prüfung der Gesuche, etwa hinsichtlich Vollständigkeit, rechtlicher Anforderungen und Versuchsdesign (z. B. Verblindung, Randomisierung).

Eine frühzeitige und wirksame Berücksichtigung des Replacement setzt dabei voraus, dass beide Gremien über ausreichende Expertise in tierfreien Methoden verfügen.

Kommentar [PR2]: neu

2.4 Stärkung der institutionellen 3R- und NAM-Strukturen

Gemäss Vorentwurf kann der Bund künftig Strukturen, Infrastruktur, Ausbildung und Validierung im 3R-Bereich fördern (Art. 22). Der STS begrüsst den entsprechenden Mehrheitsantrag; auch weil die Schweiz diesbezüglich im internationalen Vergleich zunehmend zurückliegt und 3R-Mittel heute nicht ausreichend zugunsten tierfreier Methoden verwendet werden.

Kommentar [PR3]: Gerne kurz prüfen, ob das inhaltlich so stimmt

3. Stellungnahme zu einzelnen Bestimmungen

Art. 3 – Definition der 3R

Der STS unterstützt die formale Aufnahme der 3R-Definition ins Gesetz vollumfänglich. Dies schafft Klarheit und entspricht internationalem Standard (3R-Definition gemäss Vorentwurf).

Art. 18 Abs. 3 – Rolle der Fachsekretariate

Der STS unterstützt den Mehrheitsantrag, wonach Fachsekretariate die Vorprüfung übernehmen sollen. Allerdings ist eine verbindliche Einführung in allen Kantonen notwendig, um eine einheitliche Vollzugspraxis sicherzustellen und Doppelspurigkeiten zu vermeiden.

Art. 20a – Transparenz / nichttechnische Projektzusammenfassungen

Der STS begrüsst:

- frühzeitige Publikation nach Bewilligung
- Ergänzung nach Abschluss des Versuchs
- Möglichkeit eines öffentlichen Registers

Dies entspricht internationalen Standards und ist aus Tierschutzperspektive zentral.

Forderung STS:



- Ausnahmen gemäss Art. 20a Abs. 4 lit. c sind eng zu begrenzen und klar zu begründen, damit das Transparenzziel nicht unterlaufen wird.
- Der Schutz schutzwürdiger Interessen (z. B. Geschäftsgeheimnisse) darf nicht höher gewichtet werden als das öffentliche Informationsinteresse und das Interesse an einer nachvollziehbaren Rechtfertigung der Verwendung von Tieren in der Forschung.
- Die Regelung soll sicherstellen, dass Transparenz sowohl dem Tierschutz als auch der informierten gesellschaftlichen Debatte dient.

Kommentar [PR4]: neu

Art. 20b – Zweck und Inhalt des Informationssystems

Der STS unterstützt grundsätzlich den Aufbau und die Auswertung eines Informationssystems im Bereich der Tierversuche. Solche Auswertungen können dazu beitragen, Entwicklungen im Tierschutz im Tierversuchsbereich besser zu erkennen und gezielte Verbesserungen anzustossen.

Aus Sicht des STS ist jedoch kritisch, dass in Art. 20b Abs. 1 der Schutz von Geschäfts- und Forschungsgeheimnissen ausdrücklich genannt wird, ohne die Interessen der für die Forschung eingesetzten Tiere ebenfalls explizit zu berücksichtigen. Der STS fordert, dass das BLV bei der Auswertung und Weiterverwendung der Daten sicherstellt, dass im Rahmen der gesetzlich vorgesehenen Güterabwägung das Tierwohl als zentrales Schutzgut angemessen berücksichtigt und gegenüber Geschäfts- und Forschungsinteressen nicht nachrangig behandelt wird.

Art. 20c – Zugriffsrechte

Die vorgesehene gegenseitige Einsicht von Fachsekretariaten ist notwendig, um eine schweizweit einheitliche Praxis zu erreichen. Hier schliesst sich der STS der Position der WBK-Mehrheit an.

Art. 22 – Förderung der 3R

Der STS begrüsst die Ausweitung der Fördertatbestände ausdrücklich (Strukturen, Infrastruktur, Validierung, Ausbildung). Diese Elemente sind zentral, um die 3R-Prinzipien wirksam umzusetzen. Entscheidend ist dabei, dass die Förderung strategisch ausgerichtet wird und dem Replacement besonderes Gewicht zukommt.

Ein 3R-Lehrstuhl oder – nach dem Vorbild der Niederlande – ein Transition-Lehrstuhl wäre eine wertvolle Investition, um den schrittweisen Ersatz von Tierversuchen durch NAMs voranzutreiben. Ebenso begrüsst der STS gezielte Investitionen in NAMs, insbesondere dort, wo sie zur Entwicklung, Validierung und breiteren Anwendung tierfreier Methoden beitragen.

Eine Möglichkeit wäre es, das 3R-Kompetenzzentrum (3RCC) weiterzuentwickeln und dessen Rolle im Bereich tierfreier Alternativmethoden zu stärken, beispielsweise durch eine spezialisierte Einheit für Replacement-Ansätze. Solche Massnahmen würden sowohl dem Tierschutz als auch der Wissenschafts- und Innovationspolitik der Schweiz dienen.

Kommentar [PR5]: neu

Der STS fordert:

- Replacement als prioritäres Ziel in Art. 22 klar benennen.
- Eine «Soll»- statt «Kann»-Formulierung für Fördermassnahmen.



- Nationale Koordination der Validierung von tierfreien Methoden.

Der Minderheitsantrag zur Streichung von Abs. 3 und 4 wird klar abgelehnt.

Art. 33a – Fachsekretariat

Der STS unterstützt die obligatorische Einführung von Fachsekretariaten und lehnt die «Kann»-Variante ab.

Wichtig ist zudem, dass Fachsekretariate über ausgewiesene 3R- und Tierschutzkompetenz verfügen und nicht rein administrativ funktionieren.

Art. 34 – Tierversuchskommissionen

Die vorgesehene Mindestzahl von fünf Mitgliedern erscheint unzureichend, um alle relevanten Fachbereiche abzudecken.

Der STS fordert daher:

- Erhöhung der Mindestgrösse der Kommissionen.
- Verbindliche Aufnahme von NAM-Expertise.
- Sicherstellung einer angemessenen Vertretung von Tierschutzorganisationen.

4. Fazit

Der STS unterstützt die Vorlage der WBK-N zur Umsetzung der Pa.Iv. 21.426 ausdrücklich. Sie stellt einen wichtigen Schritt dar, um die 3R-Prinzipien in der Schweiz zu stärken und Alternativen zu Tierversuchen strukturell zu fördern.

Damit die Vorlage ihre volle Wirkung entfalten kann, fordert der STS insbesondere:

- Replacement klar priorisieren und strukturell absichern (Art. 22).
- Transparenz stärken, mit klar definierten Ausnahmeregelungen (Art. 20a).
- Fachsekretariate verbindlich einführen und fachlich ausstatten (Art. 18, 33a).
- Kommissionen ausbauen und Expertise sichern (Art. 34).
- NAM-Strukturen und Validierungsprozesse nachhaltig fördern.

Mit diesen Anpassungen kann die parlamentarische Initiative ihr Ziel erreichen: Tierversuche nicht nur zu verbessern, sondern Schritt für Schritt durch wissenschaftlich moderne, tierfreie Methoden zu ersetzen.

Der STS dankt der WBK-N für die Berücksichtigung dieser Stellungnahme und steht für weitere fachliche Klärungen jederzeit gerne zur Verfügung.

Bern, 21.05.2026

Per E-Mail an vernehmlassungen@blv.admin.ch

**Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrates
(WBK-N)**

CH-3003 Bern

**Stellungnahme des 3RCC zum Vorschlag der WBK-N zur Umsetzung der Pa.
Iv. 21.426 Christ «Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung,
um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben»**

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident Hug
Sehr geehrte Mitglieder der WBK-N

Wir nehmen gerne die Gelegenheit wahr, Stellung zum Entwurf der WBK-N zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative 21.426 Christ zu nehmen. Eine Subkommission der WBK-N hat nach Anhörung von verschiedenen Organisationen und Fachleuten, darunter die Direktorin des 3RCC, einen Gesetzentwurf zur Änderung des Tierschutzgesetzes (TSchG) erarbeitet, den die Kommission verabschiedet und in die Vernehmlassung geschickt hat.

Das 3RCC unterstützt die Ziele der pa. Iv. Christ vollumfänglich und begrüsst den vorliegenden Vernehmlassungsentwurf. Das 3RCC ist der Ansicht, dass die von der Kommissionsmehrheit vorgeschlagenen Massnahmen dazu beitragen können, das 3R-Prinzip voranzubringen und gleichzeitig die Stellung der Schweiz als führenden Standort für innovative, wettbewerbsfähige und verantwortungsvolle Life-Science-Forschung zu stärken.

Das 3RCC unterstützt nachdrücklich die vorgeschlagenen Bestimmungen zur Förderung der 3R (Art. 22), da diese den notwendigen Rahmen bieten, um die Infrastrukturen, Kompetenznetzwerke und institutionellen Unterstützungsstrukturen besser zu fördern, die die Umsetzung der 3R innerhalb der Forschungseinrichtungen ermöglichen. Eine solche Förderung würde zudem die Innovationsfähigkeit der Schweiz im Bereich der Biotechnologie sowie ihre Wettbewerbsfähigkeit im Life-Science-Sektor massgebend verbessern.

Das 3RCC anerkennt, dass die Bestimmungen zum Bewilligungsverfahren für Tierversuche (Art. 33a und 34) grundsätzlich zu einer besseren Kontrolle der Umsetzung der 3R beitragen könnten. Die tatsächlichen Auswirkungen hängen jedoch stark von der konkreten Umsetzung ab. Zudem dürfte ihr Beitrag dazu, die Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben, begrenzt bleiben. Die Ersatzmethoden werden damit nämlich nicht direkt gefördert.

Ausweitung der 3R-Förderung

Das Parlament hat die Möglichkeit, ein klares Bekenntnis zum Tierschutz und zur Weiterentwicklung des 3R-Prinzips abzugeben, indem es den derzeitigen Anwendungsbereich der 3R-Förderung erweitert. Eine gezielte Förderung von Strukturen und Infrastrukturen, die Ersatzmethoden ermöglichen, wird die Position der Schweiz als führender Innovationsstandort im Life-Science-Sektor stärken und die Einführung der nächsten Generation von Biotechnologien erleichtern.

Art. 22 Abs. 2 würde es dem Bundesrat ermöglichen, Förderinstrumente einzuführen, die auf die Bedürfnisse der Forschungseinrichtungen abgestimmt sind und auf bestehenden Initiativen aufbauen. Insbesondere sollten etablierte institutionelle Unterstützungsstrukturen, wie das Netzwerk der 3R-Koordinationsstellen (oft am 3RCC angehängt) und die Tierschutzbeauftragten, systematisch gestärkt werden. Eine Stärkung deren Rollen würde eine frühzeitigere und konsequentere Umsetzung der 3R bereits in der Planungsphase von Forschungsprojekten ermöglichen. Mit einem starken Mandat sind die 3R-Koordinationsstellen und Tierschutzbeauftragten in einer einzigartigen Position, um sicherzustellen, dass der mögliche Einsatz von Ersatzmethoden umfassend geprüft wird, bevor Projekte die Phase der Bewilligung von Tierversuchen erreichen. Zudem leisten sie einen wichtigen Beitrag zur Unterstützung der Forschenden bei der Anwendung von Reduktions- und Verbesserungsmaßnahmen, wenn keine Ersatzmethoden verfügbar sind. Tierschutzbeauftragte tragen darüber hinaus direkt zur Verbesserung der Qualität von Bewilligungsgesuchen und zur Effizienz der Bewilligungsverfahren bei. Diese Funktionen stellen bewährte, effiziente und kosteneffektive Strukturen dar, die bereits heute einen wichtigen Beitrag zur Umsetzung der 3R leisten. Während Tierschutzbeauftragte gesetzlich vorgeschrieben sind, besteht beim flächendeckenden Einsatz von 3R-Koordinationsstellen weiterhin eine Lücke, insbesondere im Bereich der Förderung von Ersatzmethoden. Eine gezielte finanzielle Unterstützung dieser Funktionen würde die Umsetzung der 3R deutlich stärken.

Die Stärkung der Infrastruktur für alternative Methoden würde zudem den Ersatz von Tierversuchen erheblich vorantreiben. Forschungseinrichtungen verfügen heute über gut ausgebaute zentrale Infrastrukturen für Forschung mit Tieren. Diese zentralisierten Tierhaltungs- und Versuchseinrichtungen beschäftigen spezialisiertes Personal und bieten Dienstleistungen für Forschungsgruppen innerhalb der Universität sowie für Externe an. Sie sind landesweit gut vernetzt und gewährleisten die Einhaltung bewährter Standards bei der Forschung mit Tieren.

Hochschulen betreiben bereits verschiedene Infrastrukturen, die den Einsatz von Ersatzmethoden ermöglichen, z. B. Einrichtungen für die Forschung mit Stammzellen, Organoiden, Organ-on-a-Chip und anderen Zelltechnologien oder Rechenzentren für Simulationen. Eine Stabilisierung, Stärkung und Koordination dieser Infrastrukturen auf nationaler Ebene würde die Schweiz an die Spitze der Entwicklung und Anwendung neuer Methoden bringen. Darüber hinaus würde eine gezielte finanzielle Unterstützung dieser Infrastrukturen durch den Bund deren Dienstleistungen für Forschungsgruppen erschwinglicher machen und damit die Verbreitung von Ersatzmethoden beschleunigen.

Art. 22 Abs. 4 ist besonders wichtig, da die Validierung und regulatorische Akzeptanz von Ersatzmethoden die stete Zusammenarbeit zwischen verschiedenen Sektoren erfordert, darunter Aufsichtsbehörden, Industrie, akademische Forschung sowie nationale und internationale Kompetenzzentren. Diese Bestimmung ermöglicht es dem Bundesrat, die Anstrengungen zu unterstützen, die für die dauerhafte Koordinierung und Abstimmung dieser Akteure erforderlich sind.

Die Unterstützung gemäss Art. 22 Abs. 3 eines nationalen Netzwerks zentralisierter Infrastrukturen, die sich den Ersatzmethoden widmen, könnte die Validierungsbemühungen zusätzlich begünstigen. Zentralisierte Infrastrukturen fördern nämlich die Zusammenarbeit zwischen Wissenschaft und Industrie. Sie können zudem leichter Anforderungen erfüllen, die den hohen Standards entsprechen, welche für an Validierungsverfahren teilnehmende Labors erforderlich sind und die für einzelne akademische Labors schwieriger zu erfüllen sind.

Mehr Transparenz

Die Forderung nach nichttechnischen Zusammenfassungen in Bewilligungsgesuchen (Art. 20a) kann die Transparenz erhöhen und zu einem fundierteren Verständnis der Öffentlichkeit hinsichtlich der Verwendung von Tieren in der Forschung beitragen. Damit würde die Schweiz ihre Standards an jene anderer Rechtsräume (z.B. EU) angleichen. Die blosser Verfügbarkeit von Informationen garantiert jedoch nicht, dass diese für ein nichtfachkundiges Publikum zugänglich und aussagekräftig sind. Die Wirksamkeit solcher Zusammenfassungen hängt daher stark von der Umsetzung ab. Der Detaillierungsgrad sollte nicht im Gesetz, sondern auf Verordnungsebene festgelegt werden. Zudem ist auf ein ausgewogenes Verhältnis zwischen erhöhter Transparenz und zusätzlichem administrativem Aufwand für die Antragstellenden zu achten. Transparenz ist zwar sowohl für die Wissenschaft als auch für die 3R wichtig, stellt jedoch kein Haupttreiber für die Weiterentwicklung der 3R dar. Hinsichtlich evidenzbasierter Fortschritte bei den 3R misst das 3RCC dem Zugang zu und der Analyse von Daten (Art. 20b) grössere Bedeutung bei.

Die Analyse der Daten im Informationssystem animex-ch kann tatsächlich verwertbare Erkenntnisse für künftige Entscheidungen zur Umsetzung der 3R liefern (Art. 20b). Durch die Ermittlung von Mustern und Bedürfnissen liefern diese Datenanalysen wichtige

Entscheidungsgrundlagen für Politik und Verwaltung. Damit lassen sich nämlich Bereiche identifizieren, in denen Anstrengungen zum Ersetzen, Reduzieren oder Verbessern von Tierversuchen priorisiert werden sollten. Finanzielle Fördermittel können so gezielter eingesetzt werden. Die Verfolgung von Trends bei der Tierverwendung kann zudem in Verordnungen und Fachinformationen einfließen und so die kontinuierliche Verbesserung des Tierschutzes sowie die Umsetzung der 3R begünstigen.

Klärung des Bewilligungsverfahrens

Die Einrichtung von Fachsekretariaten in allen Kantonen (Art. 33a) sowie die Anhebung der Kompetenzanforderungen für Tierversuchskommissionen (Art. 34) könnten die Zuständigkeiten zwischen der Verwaltung und der Kommission klarer regeln. Im Idealfall würde dies sicherstellen, dass sich jedes Gremium auf seinen Kernauftrag konzentriert und Doppelspurigkeiten vermieden werden. Diese Bestimmungen könnten zudem zu einheitlicheren technischen und ethischen (Nutzen-Risiko-Abwägungs-)Beurteilungen, zur Harmonisierung der Praktiken zwischen den Kantonen und zu einer strengeren Prüfung der Gesuche beitragen.

Es ist jedoch sehr schwierig, die Gesamtwirkung dieser Bestimmungen auf die Qualität der Entscheidungsfindung und die Bearbeitungsdauer in der Praxis vorherzusagen. Ihre Wirksamkeit hängt vollständig von der Fähigkeit der Kantone ab, ausreichendes Fachwissen und ausreichende Ressourcen bereitzustellen. Daher sollte darauf geachtet werden, keine zusätzlichen administrativen Komplexitäten oder Parallelstrukturen zu schaffen.

Die kantonalen Verwaltungen prüfen bereits heute die Gesuche, bevor sie an die Kommissionen weitergeleitet werden. Um eine Verlängerung des Bewilligungsverfahrens zu vermeiden und die Ressourceneffizienz zu gewährleisten, darf die Einrichtung von Fachsekretariaten daher nicht zu einer Verdoppelung der Strukturen führen. Verbesserungen im Verfahren setzen in jedem Fall zusätzliche Investitionen für die Umstellung voraus.

Zwar haben diese Bestimmungen (Art. 33a und 34) das Potenzial, die Kontrolle der Umsetzung der 3R zu verbessern und einen feinmaschigeren Prüfprozess zu schaffen, doch werden sie nur begrenzte direkte Auswirkungen auf die Ausweitung der Anwendung von Ersatzmethoden haben, dem Kernziel der Initiative.

Demgegenüber würde die Stärkung der Unterstützungsstrukturen innerhalb von Forschungseinrichtungen (u. a. Tierschutzbeauftragte und 3R-Kordinationsstellen) durch Art. 22 Abs. 3 die Qualität der Gesuche effizienter verbessern, eine konsequente Anwendung von Reduktion und Verbesserung von Anfang an fördern und die Suche nach Ersatzmethoden bereits in der Konzeptionsphase eines Forschungsprojekts unterstützen.

Das 3RCC lehnt die von einer Minderheit der Kommission vorgeschlagene alternative Formulierung für Art. 33a Abs. 1 entschieden ab. Diese Formulierung ermöglicht es den Kantonen, nach eigenem Ermessen Fachsekretariate einzurichten. Dies würde die bestehende und kontraproduktive Uneinheitlichkeit der Bewilligungspraxis der Kantone legitimieren.

Der wirksamste Hebel, um bedeutende Fortschritte bei den 3R und insbesondere beim Ersatz zu erzielen, sind Massnahmen, die auf die frühen Phasen der Projektkonzeption abzielen. Da werden nämlich die Entscheidungen über die Methodenwahl getroffen. Massnahmen, die Forschende in dieser Phase unterstützen, haben daher das grösste Potenzial, das Kernziel der pa. Iv. Christ voranzubringen. Artikel 22 ist in dieser Hinsicht ein Schlüsselement, da er es dem Bund ermöglicht, Massnahmen, Instrumente und Infrastrukturen im Zusammenhang mit den 3R gezielt zu unterstützen und damit die notwendigen Voraussetzungen für nachhaltige Fortschritte bei den 3R und in der Forschung zu schaffen.

Wir bedanken uns für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse

Jenny Sandström
Direktorin
Schweizer 3R-Kompetenzzentrum

24.05.2026

21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben

Stellungnahme zur Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir bedanken uns für die Möglichkeit, zum Umsetzungsvorschlag der obengenannten Pa. Iv. von Nationalrätin Christ Stellung nehmen zu können. Die Medizintechnikbranche ist von den vorgeschlagenen Änderungen des Tierschutzgesetzes direkt betroffen, denn sowohl Tierversuche als auch alternative Methoden gehören zum Alltag der präklinischen Forschung in unserem Bereich.

Unsere Position

Swiss Medtech unterstützt das Ziel der Pa. Iv. Christ und die zentralen vorgesehenen Änderungen.

Die Förderung der 3R-Prinzipien ist richtig. Die verschiedenen präklinischen Forschungsmethoden sind aus unserer Sicht komplementär und welche die passende ist, hängt von der jeweiligen Fragestellung ab. Wann immer möglich sollen Tierversuche durch alternative Methoden ersetzt werden. Wo das nicht möglich ist, sollen sie verfeinert und das Tierwohl gesteigert werden. Mit den vorliegenden Änderungsvorschlägen der WBK-N, insbesondere Art. 3 Bst. d und Art. 22 TSchG, wird dieses Ziel erreicht.

Anderen vorgesehenen Änderungen stehen wir kritisch gegenüber. Insbesondere bei den nichttechnischen Projektzusammenfassungen nach Bewilligung stimmt das Kosten-Nutzen-Verhältnis nicht. Sie bedeuten einen zusätzlichen administrativen Aufwand ohne wirklichen Zusatznutzen – weder für die Öffentlichkeit noch für das Tierwohl. Die aktuelle Handhabung reicht aus.

Bei den neu zu schaffenden Fachsekretariaten reichen die vorliegenden Informationen für eine abschliessende Bewertung nicht aus. Im Fall einer klaren Aufgabenteilung zwischen Fachsekretariaten und Tierversuchskommissionen sehen wir das Potenzial, den Bewilligungsprozess zu straffen. Andernfalls kann die Schaffung einer neuen Behörde auch ein Risiko darstellen. Vor diesem Hintergrund unterstützen wir in Art. 33a Abs. 1 TSchG eine Kann-Formulierung (Minderheit I), womit es den Kantonen freistehen würde, ein Fachsekretariat einzusetzen.

In einer Zeit, in der der Forschungs- und Life-Science-Standort Schweiz unter Druck steht, ist es zentral, dass neue Regulierungen diesen nicht weiter belasten. Planbarkeit und Rechtssicherheit sollen gestärkt und administrative Lasten minimiert werden. Deshalb unterstützen wir die Forderung, im Gesetz verbindliche Bewilligungsfristen festzuhalten.

Art. 3 Bst. d und Art. 22 TSchG: Zentrale Bestimmungen – Unterstützung gemäss Entwurf

Swiss Medtech unterstützt den Vorschlag der WBK-N zu Art. 3 Bst. d und Art. 22 TSchG ausdrücklich. Aus unserer Sicht handelt es sich hierbei um die zentralen Elemente in der vorgeschlagenen Gesetzesänderung. Wir begrüssen, dass die Definition der 3R-Prinzipien im Gesetz festgehalten wird und insbesondere auch die gesetzliche Verankerung von Förderung und Anreizen dieser Prinzipien. Damit dies die gewünschte Wirkung entfalten kann, sind genügend finanzielle und strukturelle Ressourcen sicherzustellen. Wichtig und richtig ist zudem die gleichwertige Förderung aller drei «R». Damit wird den unterschiedlichen Forschungsfragen und Projekten in der präklinischen Forschung Rechnung getragen.

Art. 20a-c TSchG: Nichttechnische Projektzusammenfassung – Unterstützung Minderheit

Den Wunsch nach mehr Transparenz bei den Tierversuchen können wir grundsätzlich nachvollziehen. Zwar ist der vorgesehene Schutz von Daten sowie von Geschäfts- und Forschungsgeheimnissen beim Betrieb des Informationssystems und der Nutzung der Daten zur Förderung von 3R richtig. Der erhebliche administrative Zusatzaufwand für die Forschenden wird dadurch allerdings nicht adressiert. Bei der vorgesehenen Regelung, bereits nach Bewilligung eine nichttechnische Projektzusammenfassung einzureichen, sehen wir Aufwand und Ertrag nicht im richtigen Verhältnis. Die zusätzliche Publikationspflicht zu Beginn des Forschungsprojekts sowie die doppelte Datenpflege würden zu einem administrativen Mehraufwand führen – ohne einen erkennbaren Mehrwert für die Öffentlichkeit, geschweige denn das Tierwohl zu schaffen. Deshalb lehnen wir diese Änderungen ab und unterstützen folglich die Minderheit.

Art. 18 Abs. 3, Art. 33a und Art. 34 TSchG: Fachsekretariate – Unterstützung Minderheit I

Wir unterstützen die Bestrebungen, das Bewilligungsverfahren effizienter zu gestalten. Es stellt sich aber die Frage, ob dies mit der Schaffung eines zusätzlichen Gremiums, den Fachsekretariaten, erreicht wird. Bei einer klar definierten Aufgabenteilung von Fachsekretariaten und Tierversuchskommissionen könnten Qualität und Effizienz gesteigert werden. Werden die Zuständigkeiten zwischen neuen Fachsekretariaten und bestehenden Behörden aber nicht ausreichend klar geregelt, besteht das Risiko von Doppelspurigkeit und zusätzlichen Verzögerungen. Da der Informationsstand für eine finale Bewertung nicht ausreicht, soll es den Kantonen freistehen, Fachsekretariate (ggf. im Verbund) einzuführen – wie von der Minderheit I gefordert.

Mit der vorliegenden Gesetzesrevision bietet sich – unabhängig von den vorgesehenen Änderungen – die Chance, den Forschungs- und Innovationsstandort Schweiz zu stärken. Wie auch andere Branchen sprechen wir uns für eine gesetzliche Verankerung von verbindlichen Bewilligungsfristen aus. So können die notwendige Planungssicherheit gewährleistet und das Risiko einer weiteren Verlangsamung der Prozesse reduziert werden.

Wir bedanken uns für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse
Swiss Medtech

Carina Schaller
Mitglied der Geschäftsleitung
Leiterin Public Affairs

Envoi électronique à :
vernehmlassungen@blv.admin.ch

swissuniversities

Comité de swissuniversities

3001 Berne, le 19 mai 2026

Dr Luciana Vaccaro
Présidente de swissuniversitiesc
T +41 31 355 07 40
luciana.vaccaro@
swissuniversities.ch

Position de swissuniversities concernant le projet de loi mettant en œuvre l'initiative parlementaire 21.426 afin de renforcer les ressources et incitations en faveur des méthodes de substitution à l'expérimentation animale

swissuniversities
Effingerstrasse 15, Case Postale
3001 Berne
www.swissuniversities.ch

Mesdames, Messieurs,

Nous vous remercions de la possibilité qui nous est offerte de prendre position. swissuniversities soutient l'objectif de renforcer le principe des 3R (*replacement, reduction et refinement* en anglais, soit remplacement, réduction et raffinement) et de financer des solutions alternatives pour diminuer le recours à l'expérimentation animale. Elle salue et soutient l'esprit et la volonté de l'initiative parlementaire « Méthodes de substitution à l'expérimentation animale. Davantage de ressources et d'incitations pour la recherche 3R », car elle vise notamment à rendre le principe des 3R plus présent et à renforcer le bien-être animal dans la recherche. Cependant, plusieurs aspects du projet de révision de la loi visant à mettre en œuvre l'initiative sont selon swissuniversities problématiques.

Définition des principes 3R et du bien-être animal (article 3d)

Le principe des 3R est bien établi dans la recherche et reconnu par la législation suisse, bien qu'il n'y soit pas mentionné explicitement. Il est donc bienvenu qu'il soit inscrit nommément dans la loi, comme le propose le projet de loi. Cela dit, la définition des 3R proposée ne correspond pas à la compréhension scientifique actuelle. **La définition des 3R utilisée par le Swiss 3R Competence Center (3RCC) devrait être reprise dans la loi.** Cela implique notamment de remplacer dans l'article 3d le terme « réforme » par « raffinement » dans la version française, qui traduit mieux l'anglais *refinement* et surtout rend mieux le principe et la pratique derrière le terme.

Améliorer la transparence dans le domaine de l'expérimentation animale

Résumés non-techniques (article 20a, alinéa 2)

Le projet de loi vise à augmenter la transparence dans le domaine de l'expérimentation animale. Il prévoit à cet effet deux mesures, dont la publication de résumés non-techniques des projets de recherche au moment de l'obtention de l'autorisation. Ceux-ci sont prévus notamment pour s'aligner sur une pratique en cours au sein de l'Union Européenne et visent à garantir une plus grande transparence. La manière dont ces résumés non-techniques augmenteraient l'adhésion au principe des 3R n'est cependant ni claire ni évidente et leur publication dès l'autorisation accordée pourrait être source de confusions. Le nombre d'animaux et les

contraintes attendues mentionnés au moment de l'octroi de l'autorisation sont des données prospectives. Par exemple, le nombre d'animaux indiqué constitue une valeur maximale, et il est possible qu'une part seulement du contingent soit utilisée. Les résumés non-techniques présenteraient donc une image déformée des projets de recherche réellement menés. Notons par ailleurs que les informations que les chercheuses et chercheurs devraient fournir dans ces rapports non-techniques se trouvent déjà dans les demandes d'autorisation, donc autorités cantonales et fédérales disposent de toutes les informations nécessaires pour garantir la transparence voulue. De plus, les récentes initiatives et incitations à publier en Open Access assurent également une transparence accrue par rapport à ces dernières années. Enfin, ces nouveaux résumés nécessiteraient probablement de créer des postes pour engager du personnel administratif chargé du contrôle de ces résumés, et ce dans les administrations universitaires, cantonales et fédérales. **swissuniversities s'oppose donc à l'introduction de résumés non-techniques.**

Préenregistrement (article 20a, alinéa 1)

La modification de l'article 20a, alinéa 1, ouvre la voie à un préenregistrement des expérimentations animales (comme mentionné dans le rapport explicatif), qui vise à augmenter la transparence dans le domaine de l'expérimentation animale. Il permettrait de tenir un registre public des expériences autorisées. Cela devrait servir à améliorer la reproductibilité des expériences et à en réduire le nombre. Mais il n'existe aujourd'hui aucun consensus scientifique sur le fait que les préenregistrements ont un effet positif à cet égard, ni qu'ils augmentent la qualité de la recherche et le bien-être des animaux. En revanche, ils réduisent la flexibilité et la liberté académiques, car les protocoles peuvent nécessiter des adaptations en cours d'expérience. **swissuniversities estime donc que cette mesure est contreproductive.** Elle a d'ailleurs été discutée lors d'une table ronde soutenue par l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV) en mai 2025 à Berne et il en est ressorti un large consensus des participant·es (chercheuses et chercheurs, responsables du bien-être animal et coordinatrices et coordinateurs 3R, institutions de recherche, autorités fédérales et cantonales, organisations de protection animale et éthique) pour rejeter le préenregistrement.

Il doit également être relevé que tant le préenregistrement que les résumés non-techniques contraignent les chercheuses et les chercheurs à divulguer des informations importantes sur les expériences avant même de les avoir commencées. Cela donne donc la possibilité à des concurrents de mener eux-mêmes ces expériences. Le risque de nuire à l'innovation et à la compétitivité de la recherche en Suisse est donc réel.

Promouvoir les 3R (article 22)

swissuniversities soutient l'introduction de mesures supplémentaires pour le développement et l'application des 3R, mais aussi la création de l'infrastructure nécessaire et la validation scientifique des méthodes développées. Il doit toutefois être souligné que l'état actuel des connaissances scientifiques ne permet pas toujours de pouvoir remplacer les modèles animaux. La réduction et le raffinement sont dans ces cas-là d'autant plus importants.

Améliorer la qualité du processus d'autorisation et l'accélérer (articles 18 alinéa 3, 20c, alinéas 1b et 3, 33 et 34)

Pour améliorer la qualité du processus d'autorisation et l'accélérer, le projet de loi prévoit d'instaurer des secrétariats spécialisés et d'adapter la composition et les compétences des commissions cantonales pour les expériences sur les animaux. **swissuniversities rejette l'introduction de secrétariats spécialisés.** Elle ne considère pas qu'il soit correct de dissocier l'évaluation de la nécessité instrumentale (rôle proposé du secrétariat) de celle de la né-

cessité finale (rôle proposé de la commission) dans les demandes d'autorisation d'expérimentation animale. La fonction prévue des secrétariats spécialisés par le projet de loi est en effet déjà couverte par la plupart des services cantonaux spécialisés. Instaurer de tels secrétariats entraînerait de plus une charge administrative supplémentaire dans un pays où les exigences dans le domaine des expérimentations animales sont déjà très élevées. Les principaux acteurs du domaine ont convenu en novembre 2025 lors d'une table ronde qu'ils souhaiteraient au contraire une simplification de la procédure d'autorisation si celle-ci devait être réformée. Instituer des secrétariats spécialisés est une mesure coûteuse et superflue, qui ne renforce pas l'adhésion aux 3R. Instaurer de tels secrétariats pourrait par ailleurs complexifier et ralentir la procédure, à rebours du but visé par les changements proposés. Si de tels secrétariats devaient toutefois être mis en place, il est important que les tâches desdits secrétariats et des commissions cantonales pour les expériences sur les animaux soient clairement définies et attribuées.

En ce qui concerne les modifications prévues pour les commissions cantonales pour les expériences sur les animaux, swissuniversities estime que le minimum prévu de cinq spécialistes est trop bas. swissuniversities recommande un minimum de sept personnes afin d'offrir une couverture idéale des différentes disciplines et garantir un fonctionnement optimal du service, y compris en cas de vacances ou de maladies. Prévoir un nombre minimum de spécialistes plus élevé permet également de répondre aux nouvelles expertises attendues de ces commissions dans le domaine des 3R.

Résumé

La Suisse dispose déjà d'une législation très détaillée encadrant la protection et le bien-être des animaux dans le domaine de l'expérimentation animale. Ajouter des mesures supplémentaires qui ne répondent pas à l'objectif de l'initiative se ferait au détriment de la recherche elle-même. Dans un contexte de forte compétition internationale, cela risque d'engendrer des conséquences délétères pour la Suisse. Les mesures prises doivent résulter en une amélioration du bien-être animal et non en une surcharge administrative. swissuniversities rejette en ce sens toutes les mesures n'améliorant ni le bien-être des animaux ni le développement de méthodes alternatives, mais plaide pour un renforcement de l'application du principe des 3R et pour une simplification des procédures.

Nous vous remercions par avance de l'attention portée à notre position et restons à votre disposition pour toute question complémentaire.

Je vous adresse, Mesdames, Messieurs, mes salutations distinguées.

Dr Luciana Vacaro
Présidente de swissuniversities

Nationalrat
Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur
Kommissionspräsident Roman Hug
3003 Bern

Zürich, 13. Mai 2026

Vernehmlassung zur Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben (21.426)

Sehr geehrter Herr Hug, sehr geehrte Damen und Herren

Vorab bedanken wir uns für die Gelegenheit, zum Vorentwurf zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative "Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben (21.426)" Stellung nehmen zu können. Gerne legen wir nachfolgend unsere Einschätzung und unsere Kritikpunkte zum Gesetzesentwurf dar.

Für die wohlwollende Prüfung unserer Anliegen danken wir Ihnen bereits im Voraus bestens.

Freundliche Grüsse

Stiftung für das Tier im Recht (TIR)

MLaw Sibel Konyo
Rechtswissenschaftliche Mitarbeiterin

Vorbemerkung

Die Stiftung für das Tier im Recht (TIR) plädiert klar für die Erarbeitung eines stufenweisen Ausstiegsplans aus belastenden Tierversuchen. Im Sinne einer Harmonisierung der Verfassungsziele – wozu neben Schutz und Förderung der Gesundheit der Bevölkerung auch der Tierschutz und die Achtung der Würde der Kreatur zählen – stellen ernsthafte Bemühungen in diese Richtung seitens des Bundes dessen unbestrittene Pflicht dar. Der Ausstiegsplan sollte verbindliche Ziele, Meilensteine und Fristen festlegen und unter Einbezug von Wissenschaft, Tierschutz und Industrie entwickelt werden. Angesichts dessen, dass entsprechende Pläne aktuell in zahlreichen Staaten diskutiert werden und teilweise auch bereits verabschiedet wurden, würde eine konkrete Strategie zur mittel- bis langfristigen Abkehr von belastenden Tierversuchen zudem dazu beitragen, die Schweiz auch in Zukunft als innovativen Forschungsstandort in einem vielversprechenden, zukunftsfähigen und auch wirtschaftlich interessanten Forschungsfeld zu positionieren.

Gleichzeitig begrüsst die TIR sämtliche Bestrebungen, die darauf abzielen, die Erforschung, die Anerkennung und die Anwendung tierfreier Methoden zu fördern und damit die Zahl der belastenden Tierversuche zu reduzieren. Das Tierschutzgesetz legt bereits heute fest, dass Tierversuche auf das unerlässliche Mass zu beschränkt sind (Art. 17 TSchG). Die bisherigen Bemühungen im Hinblick auf die Reduktion bzw. den vollständigen Ersatz belastender Tierversuche sind jedoch bei Weitem nicht ausreichend, wie die Zahlen der jährlichen Tierversuchstatistiken zeigen. Die Forderung der parlamentarischen Initiative von Nationalrätin Katja Christ, wonach die Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung zu erhöhen sind, um Alternativen zu Tierversuchen rascher voranzutreiben, ist somit fraglos unterstützenswert.

Der vorliegende Entwurf zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative geht aus der Sicht der TIR jedoch deutlich zu wenig weit. Er enthält zwar verschiedene begrüßenswerte Neuerungen, insbesondere in Bezug auf die Verbesserung des Tierversuchsbewilligungsverfahrens und der Transparenz. Konkrete Massnahmen zur Umsetzung der eigentlichen Forderung der parlamentarischen Initiative – die Erhöhung der Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung – sind jedoch kaum vorgesehen. So besteht die geplante Anpassung des in diesem Zusammenhang zentralen Art. 22 TSchG lediglich darin, die bereits heute bestehenden Förderungspflichten weiter zu konkretisieren, teilweise sogar lediglich in Form von Kann-Bestimmungen. Um der Forderung der parlamentarischen Initiative Christ gerecht zu werden, wäre jedoch vielmehr die Verankerung verbindlicher Massnahmen erforderlich, die *sicherstellen*, dass künftig *deutlich mehr* Ressourcen für die Förderung der Erforschung und Anwendung von 3R-Methoden

zur Verfügung gestellt und vermehrt Anreize, die 3R-Forschung voranzutreiben, geschaffen werden. Beispiele wären etwa eine fixe Quote bei der Vergabe von Forschungsgeldern, die generelle Erhöhung der für die Erforschung tierfreier Methoden zur Verfügung stehenden Mittel oder Unterstützung durch Begleitmassnahmen, die auf eine bessere Sichtbarkeit und Glaubwürdigkeit von Alternativmethoden im Forschungsumfeld und in der industriellen Anwendung abzielen. Die Palette der Möglichkeiten, tierfreien Forschungsmethoden Auftrieb zu verleihen, ist denkbar breit und könnte durch den Einbezug der zahlreichen wissenschaftlichen Gremien auf Bundes- und kantonaler Stufe neu gedacht und weit über die althergebrachten Ansätze hinaus entwickelt werden. In Übereinstimmung mit der parlamentarischen Initiative wie auch mit den verfassungsrechtlichen Grundlagen wäre der Fokus dabei klar auf das erste R, das replacement, zu legen (siehe hierzu auch die Ausführungen zur geplanten Änderung von Art. 22 Abs. 2 TSchG weiter unten).

Die Einschätzung, wonach die Ziele der parlamentarischen Initiative Christ durch die vorgesehenen Änderungen von Art. 22 TSchG erfüllt würden (S. 6 des erläuternden Berichts) teilt die TIR vor diesem Hintergrund nicht. Zu kritisieren ist in diesem Zusammenhang auch der Umstand, dass gemäss den Ausführungen im erläuternden Bericht (S. 3) im Vorfeld der Ausarbeitung des vorliegenden Entwurfs von der siebenköpfigen Subkommission der WBK-N unter anderem Vertreterinnen und Vertreter von Industrie und Forschung angehört wurden, solche des Tierschutzes aber offenbar nicht.

Zu den einzelnen Bestimmungen

Art. 20a Abs. 1

In den Erläuterungen wird ausgeführt, dass die Einführung einer Pflicht zur Präregistrierung zurzeit noch nicht angezeigt sei. Gründe werden hierfür nicht genannt. Tatsächlich wäre die verpflichtende Präregistrierung ein starkes Mittel zur Steigerung der Transparenz, was eines der Grundanliegen des vorliegenden Entwurfs darstellt. Sie würde einen wichtigen Beitrag zur Versachlichung und Weiterentwicklung des gesellschaftlichen Diskurses zum Thema Tierversuche leisten. Weiter könnte mit der Präregistrierung und der damit einhergehenden frühzeitigeren und besseren Planung das Studiendesign künftiger Versuche gestärkt und die Glaubwürdigkeit und Reproduzierbarkeit der Forschungsergebnisse verbessert werden. Darüber hinaus würden Forschende in die Lage versetzt, sich einen Überblick über laufende und abgeschlossene Projekte zu verschaffen, was nicht nur Impulse für ihre eigene Forschungstätigkeit geben und diese befruchten würde, son-

dem auch bedeutsam wäre im Hinblick auf die Vermeidung unnötiger Mehrfachversuche, also von Tierversuchen, die andernorts bereits durchgeführt wurden. Hinsichtlich der Befürchtung seitens der Forschenden in Bezug auf das sog. "Scooping" von Resultaten ist anzumerken, dass die Präregistrierung die Forschenden gar schützen kann, indem zeitgestempelte Ansprüche die Vorrangigkeit sicherstellen. Letztlich ist darauf hinzuweisen, dass die Präregistrierung im Bereich der Humanforschung längst etabliert ist. Aus Sicht der TIR ist nicht nachvollziehbar, weshalb der gleiche Standard nicht auch auf dem Gebiet der tierversuchsbasierten Forschung möglich sein sollte.

Aus den genannten Gründen sollte Art. 20a Abs. 1 nicht lediglich als Kann-Bestimmung ausgestaltet, sondern wie folgt angepasst werden:

~~"Der Bund fördert Transparenz in der Forschung mit Tieren. Er kann zu diesem Zweck ein öffentliches Register für bewilligte Tierversuche betreiben. Er betreibt zu diesem Zweck ein öffentliches Register für bewilligte Tierversuche."~~

Art. 20a Abs. 2 und 3

Die vorgesehene Publikation nichttechnischer Projektzusammenfassungen ist mit Blick auf die damit einhergehende erhöhte Transparenz sehr zu begrüßen. Dies gilt insbesondere für die Angaben zu den Zielen und dem erwarteten Nutzen des Versuchs sowie den Belastungen. Deren Veröffentlichung bildet die Grundvoraussetzung dafür, dass sich die Bevölkerung zumindest ansatzweise eine Meinung dazu bilden kann, inwieweit die mit den Tierversuchen verfolgten Ziele die damit verbundenen Belastungen der Tiere tatsächlich zu rechtfertigen vermögen, und ist somit für einen konstruktiven öffentlichen Diskurs unverzichtbar.

Art. 20a Abs. 4

Umfragen haben wiederholt gezeigt, dass die Gesellschaft die Durchführung von Tierversuchen nur befürwortet, soweit diese bedeutende Ergebnisse generieren. Um beurteilen zu können, ob dies tatsächlich der Fall ist, müssen die Bürgerinnen und Bürger allerdings die Möglichkeit haben, sich über diese Ergebnisse auch zu informieren. Die Veröffentlichung der Resultate der durchgeführten Tierversuche ist folglich essenziell für die öffentliche Meinungsbildung. Die Entscheidung darüber, ob die Resultate veröffentlicht werden oder nicht, sollte daher nicht beim Bundesrat liegen. Stattdessen sollte die Publikation der Resultate bereits auf Gesetzesstufe als obligatorischer Bestandteil der

nichttechnischen Projektzusammenfassungen festgeschrieben werden. Art. 20a Abs. 3 und 4 lit. b sollten daher wie folgt angepasst werden:

"³ Nach Beendigung eines Tierversuchs veröffentlicht das BLV in Form einer Ergänzung der nichttechnischen Projektzusammenfassung folgende Angaben:

- a. die Anzahl der eingesetzten Tiere pro Tierart;
- b. den Schweregrad der Belastung der Tiere;
- c. **die Ergebnisse des Tierversuchs.**

⁴ Der Bundesrat kann unter Berücksichtigung von überwiegenden schutzwürdigen privaten Interessen regeln, dass:

- a. weitere Informationen veröffentlicht werden;
- ~~b. die veröffentlichte nichttechnische Projektzusammenfassung nach Durchführung eines Tierversuchs um dessen Ergebnisse ergänzt wird;~~
- e b. Ausnahmen von der Veröffentlichungspflicht nach Abs. 2 vorgesehen werden."

Art. 20a Abs. 5

Bei der Festlegung des Detaillierungsgrads durch den Bundesrat ist angesichts der grossen Bedeutung des öffentlichen Informationsinteresses darauf zu achten, dass allfällige schutzwürdige private oder öffentliche Interessen, die einem erhöhten Detaillierungsgrad entgegenstehen könnten, nicht leichtfertig als überwiegend eingestuft werden. Um einen konstruktiven öffentlichen Diskurs zum Thema Tierversuche zu ermöglichen, muss die Öffentlichkeit in die Lage versetzt werden, sich ein Bild davon zu machen, welche und wie viele Tiere zu welchen Zwecken eingesetzt werden, welchen Eingriffen und Manipulationen sie hierfür ausgesetzt werden und welche Belastungen für sie damit verbunden sind.

Art. 20b Abs. 3

Es ist zu begrüessen, dass die Daten aus dem Informationssystem ausgewertet werden, um Tierschutzentwicklungen im Tierversuchsbereich zu erkennen. Darüber hinaus sollte allerdings auch festgehalten werden, dass die Ergebnisse der Auswertung zu Massnahmen führen müssen, sofern sich die Daten nicht in die vorgesehene Richtung (entsprechend den 3R) entwickeln. Denkbar wäre hierfür etwa die Schaffung eines neuen Abs. 4 mit folgendem Wortlaut:

"Zeigen die Daten keine deutliche Entwicklung im Sinne der 3R, hat der Bund seine Bestrebungen zur Förderung der Erforschung, Entwicklung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden nach Artikel 22 Absatz 2 zu intensivieren."

Art. 22 (allgemein)

Generell ist zu kritisieren, dass keine der vorgeschlagenen Änderungen von Art. 22 TSchG garantiert, dass der Bund künftig tatsächlich mehr Ressourcen und Mittel für die Erforschung und Anwendung von 3R-Methoden – insbesondere von tierfreien Forschungsmethoden – zur Verfügung stellt. Das zentrale Anliegen der parlamentarischen Initiative Christ wird damit nach Ansicht der TIR nicht erfüllt. Art. 22 in der Fassung des Entwurfs sollte dementsprechend im Sinne der parlamentarischen Initiative überarbeitet werden (siehe hierzu auch die Ausführungen in den Vorbemerkungen). Zu den bereits geplanten Änderungen nimmt die TIR nachfolgend Stellung.

Art. 22 Abs. 2

Der Aussage im erläuternden Bericht, wonach alle 3R gleichermaßen gefördert werden sollen, ist klar zu widersprechen. Die gesetzliche Vorgabe, sich bei der Bewilligungspraxis an ein unerlässliches Mass zu halten (Art. 17 TSchG), impliziert einen Vorrang des ersten R (replace) und somit die Förderung tierfreier Forschungsmethoden. Zudem kann auch mit dem Verfassungsgrundsatz der Achtung der Tierwürde nur eine Strategie vereinbar sein, die auf den vollständigen Ersatz von Tierversuchen hinarbeitet. Die nunmehr seit rund 20 Jahren anhaltende Stabilisierung der Tierversuchszahlen ist vor diesem Hintergrund als überaus kritisch zu betrachten, und der Gesetzgeber ist dazu angehalten, das Replacement ausdrücklich in den Vordergrund zu stellen.

Selbstverständlich stellen auch die übrigen beiden R, reduction und refinement, begrüßenswerte Teiletappen dar, wenngleich sie nicht als Endziel gelten dürfen. Die laufende Verbesserung der Situation von Versuchstieren sollte eine Selbstverständlichkeit darstellen. Der in den vergangenen Jahren zu beobachtende und höchst beunruhigende Anstieg mittel- und schwerbelastender Tierversuche zeigt jedoch, dass auch in diesen Bereichen dringender Handlungsbedarf besteht. Die entsprechenden Bemühungen sind deutlich zu intensivieren, dürfen aber nicht auf Kosten der Replacement-Bestrebungen gehen, vielmehr stellen sie aufgrund des massiven mit ihnen verbundenen Tierleids eine zusätzliche dringliche Aufgabe dar und sind die notwendigen Ressourcen auch hierfür bereitzustellen.

Satz 2 von Art. 22 Abs. 2 soll gemäss den Erläuterungen gestrichen werden, weil er sich vor allem auf das R "refine" beziehe. Aus dem Verweis auf Art. 16 TSchG geht nach Ansicht der TIR jedoch hervor, dass der Satz nicht als Konkretisierung von Satz 1 zu lesen ist, sondern er sich vielmehr auf schmerzverursachende Eingriffe im Allgemeinen, wie etwa die Kastration oder die Enthornung von Tieren, bezieht – und nicht lediglich auf solche, denen Tiere im Rahmen von Tierversuchen unterzogen werden. Damit die Förderung entsprechender Forschungstätigkeiten auch künftig sichergestellt ist, ist der Satz daher beizubehalten. Um Missverständnisse zu vermeiden, erschiene es jedoch sinnvoll, die Förderung der 3R-Forschung und jene von Forschung, welche die Ausschaltung von Schmerzen, Leiden oder Ängsten bei Eingriffen gemäss Art. 16 TSchG zum Ziel haben, in zwei separaten Absätzen zu regeln.

Art. 22 Abs. 3

Die parlamentarische Initiative zielt darauf ab, dass der Bund die 3R, insbesondere tierfreie Forschungsmethoden, stärker fördert. Die Förderung von 3R-Strukturen, 3R-Infrastruktur sowie von Lehre und Ausbildung im Bereich 3R ist hierfür elementar. Art. 22 Abs. 3 des vorliegenden Entwurfs sollte deshalb nicht lediglich als Kann-Vorschrift ausgestaltet werden.

Begründet wird die Verwendung einer Kann-Formulierung im erläuternden Bericht damit, dass die Förderung auf diese Weise von der Initiative und dem Beitrag der Hochschulen sowie der Industrie und überdies auch von den finanziellen Möglichkeiten des Bundes abhängig gemacht werden könne. Die Förderung hinge dabei von konkreten Schwerpunktsetzungen und von der gleichzeitigen Zusammenarbeit mit Dritten oder deren Unterstützung ab, wobei in Bezug auf die Einführung von 3R-Lehrstühlen als Beispiel für eine zu fördernde 3R-Struktur auf die Hoheit der Kantone verwiesen wird. Diese Begründung ist jedoch nicht nachvollziehbar.

Zum einen ist darauf hinzuweisen, dass der Sinn und Zweck der parlamentarischen Initiative Christ darin besteht, den Bund zu *verpflichten*, die Entwicklung tierfreier Methoden stärker voranzutreiben, als er dies bisher getan hat. Zentrale Fördermassnahmen wie jene, die in Art. 22 Abs. 3 des vorliegenden Entwurfs angesprochen werden, sollten dementsprechend gerade nicht von weiteren Faktoren abhängig gemacht werden. Mit einer blossen Kann-Vorschrift würde gegenüber der aktuellen Rechtslage denn auch gar keine tatsächliche Änderung herbeigeführt, da der Bund bereits heute befugt ist, gestützt auf Art. 22 Abs. 2 TSchG entsprechende Strukturen und Ausbildungen zu fördern.

Zum anderen trifft der Verweis auf die kantonale Hoheit lediglich auf jene Forschungsinstitute zu, die tatsächlich von den Kantonen betrieben werden. In Bezug auf die Forschungsinstitute, die vom Bund geführt werden, wie etwa die ETH Zürich, die ETH Lausanne oder das Paul Scherrer Institut (PSI), verfügt dieser hingegen über weitreichende Einfluss- und Lenkungsmöglichkeiten. So ist es gemäss Art. 33 des ETH-Gesetzes der Bundesrat, der im Rahmen der gesetzlichen Grundlagen für jeweils vier Jahre die strategischen Ziele für den ETH-Bereich festlegt. Diese wiederum bestimmen insbesondere die Schwerpunkte des ETH-Bereichs in Lehre, Forschung und Dienstleistung und die Grundsätze, nach denen die Mittel den ETH und den Forschungsanstalten zugewiesen werden. Im Bereich der Bundesforschungsinstitutionen ist der Bund in Bezug auf die Schaffung und Förderung von 3R-Infrastruktur oder 3R-Ausbildungsangeboten – und somit auch hinsichtlich der angesprochenen Einführung von 3R-Lehrstühlen – folglich keineswegs auf die Initiative oder die Mitwirkung Dritter angewiesen. Abgesehen davon sollte der Bund verpflichtet werden, auch bei Forschungsanstalten, die der kantonalen Hoheit unterstehen, im Rahmen seiner Möglichkeiten auf die Schaffung entsprechender Infrastrukturen und Lehrgänge hinzuwirken und diese finanziell zu unterstützen. Auch diesbezüglich bestehen weitreichende Möglichkeiten.

Letztlich ist darauf hinzuweisen, dass auch im Zusammenhang mit der Förderung von 3R-Strukturen, 3R-Infrastruktur sowie von Lehre und Ausbildung im Bereich 3R der Fokus auf dem replacement liegen muss. So wäre etwa auch ein deutlicher Ausbau dieses Teilbereichs innerhalb des 3RCC wünschenswert.

Art. 22 Abs. 4

Die Bestimmung ist als Konkretisierung in Bezug auf die Fördermassnahmen des Bundes hinsichtlich der Validierung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden zu begrüssen. Gleichwohl ist darauf hinzuweisen, dass auch dieser Bestimmung primär deklaratorischer Charakter zukommt, da die entsprechende Förderungspflicht des Bundes nach Ansicht der TIR bereits vom aktuellen Art. 22 Abs. 2 Satz 1 TSchG bzw. von Art. 22 Abs. 2 des vorliegenden Entwurfs erfasst ist (auch wenn dort die "nationale und internationale" Zusammenarbeit wie auch die "Validierung" nicht explizit erwähnt werden).

Art. 33a Abs. 1

Die Einführung von Fachsekretariaten ist zu begrüßen. Durch die Entlastung können sich die Tierversuchskommissionen auch bei einer höheren Anzahl von Gesuchen eingehend sowohl mit der instrumentalen Unerlässlichkeit als auch mit der Güterabwägung befassen.

Art. 33a Abs. 2

Im erläuternden Bericht wird mehrfach erwähnt, dass die angestrebte Steigerung der Effizienz des Bewilligungsprozesses durch eine klare Aufgabenteilung zwischen den neu zu schaffenden Fachsekretariaten und den kantonalen Tierversuchskommissionen erreicht werden soll. Dieses Ziel wird nach Ansicht der TIR jedoch verfehlt. So erweckt die Betonung der klaren Aufgabenteilung im erläuternden Bericht den Eindruck, dass die in Art. 33a Abs. 2 genannten Aspekte der Gesuchsprüfung primär in den Aufgabenbereich der Fachsekretariate fallen und die Tierversuchskommissionen sich bei ihrer Gesuchsprüfung weitestgehend auf deren Einschätzung verlassen sollen. Dies würde demnach auch für die Prüfung der Unerlässlichkeit gelten, was jedoch in verschiedener Hinsicht problematisch wäre.

Zum einen bietet der Begriff der Unerlässlichkeit grosses Potenzial für terminologische Missverständnisse, was dem Ziel einer klaren Aufgabenbeschreibung bzw. -aufteilung zuwiderläuft. So wird etwa die Prüfung des Versuchsziels in Art 33a Abs. 2 – zusätzlich zu jener der Unerlässlichkeit – als separate Aufgabe der Fachsekretariate aufgeführt. Gemäss Art. 137 TSchV ist die Prüfung, ob mit einem beantragten Versuch eines der in Abs. 1 aufgeführten zulässigen Ziele verfolgt wird, jedoch Bestandteil der Beurteilung der Unerlässlichkeit. Weiter wird in der Fachliteratur oftmals auch die Vornahme der Güterabwägung zur Prüfung der (finalen) Unerlässlichkeit gezählt.¹ Vorliegend scheint mit "Unerlässlichkeit" jedoch lediglich die sogenannte instrumentale Unerlässlichkeit – also

¹ Siehe etwa Zenger Christoph Andreas, Das "unerlässliche Mass" an Tierversuchen – Ergebnisse und Grenzen der juristischen Interpretation eines "unbestimmten Rechtsbegriffs", Basel/Frankfurt a.M. 1989, S. 115 ff.; Akademien der Wissenschaften Schweiz, Güterabwägung bei Tierversuchsanträgen – Wegleitung für Antragstellende, 2. Aufl., Swiss Academies Communications, Volume 17, No. 9, 2022, S. 33. Zur Problematik des uneinheitlichen Gebrauchs des Unerlässlichkeitsbegriffs in der Fachliteratur siehe Geritsen Vanessa, Güterabwägung im Tierversuchsbewilligungsverfahren, Schriften zum Tier im Recht, Band 23, Zürich/Basel/Genf 2022, S. 235 ff.

die Eignung und die Erforderlichkeit des Versuchs im Hinblick auf das angestrebte Ziel – gemeint zu sein.

Zum anderen ist darauf hinzuweisen, dass auch die Prüfung der *instrumentalen* Unerlässlichkeit eines Tierversuchs weiterhin eine der Kernaufgaben der Tierversuchskommissionen bleiben muss. Es spricht zwar selbstverständlich nichts dagegen bzw. ist sogar zu begrüßen, dass die Fachsekretariate auch verschiedene Aspekte der instrumentalen Unerlässlichkeit in ihre Vorprüfung einbeziehen. Dies gilt insbesondere hinsichtlich der Einhaltung etablierter Standards durch die Forschenden, etwa in Bezug auf Art und Menge der Verabreichung gewisser Wirkstoffe oder die Art der Durchführung bestimmter Eingriffe. Die Wahrnehmung dieser Aufgabe darf aber nicht dazu führen, dass die Tierversuchskommissionen die Prüfung der instrumentalen Unerlässlichkeit als bereits abgeschlossen betrachten und die Beurteilung der Fachsekretariate höchstens noch einer Plausibilitätskontrolle unterziehen. Die Prüfung der instrumentalen Unerlässlichkeit ist eine höchst komplexe Angelegenheit, für die spezifisches Fachwissen erforderlich ist. Die Vorprüfung durch die Fachsekretariate vermag daher die vollumfängliche Beurteilung durch die als Expertengremien eingesetzten Tierversuchskommissionen nicht zu ersetzen. Dies scheint auch die WBK-N so zu sehen, da die geplante Neuerung in Art. 34, wonach neu explizit festgehalten werden soll, dass die Kommissionen über Expertise im Bereich der 3R verfügen müssen, andernfalls sinnlos wäre.

Insgesamt drängt sich somit eine klarere Umschreibung der Aufgaben der Fachsekretariate im Zusammenhang mit der Prüfung der instrumentalen Unerlässlichkeit im Rahmen der Vorprüfung auf. Gleichzeitig sollte – in Art. 34 TSchG – klargestellt werden, dass die Prüfung der instrumentalen Unerlässlichkeit auch weiterhin eine der Hauptaufgaben der kantonalen Tierversuchskommissionen bleibt.

Unklar ist weiter, inwiefern die Fachsekretariate auch bei der abschliessenden, auf der Grundlage des Antrags der jeweiligen Tierversuchskommission zu fällenden Entscheidung darüber, ob ein Bewilligungsantrag genehmigt oder abgelehnt wird, eingebunden werden sollen. Die Bewilligungsbehörde darf sich zwar nicht ohne Weiteres über den Antrag der Tierversuchskommission hinwegsetzen. Liegen triftige Gründe vor, dem Antrag nicht zu folgen, ist sie jedoch *verpflichtet*, von diesem abzuweichen. Die Bewilligungsbehörde hat den Antrag der Kommission also kritisch zu würdigen und eine eigene Unerlässlichkeitsprüfung inklusive Güterabwägung vorzunehmen.² Dazu, welche Rolle dabei die Fachsekretariate spielen sollen, äussert sich der erläuternde Bericht nicht, und auch Art.

² Gerritsen (siehe Fn 1) S. 155 f., 183 f.

33a Abs. 2 des Entwurfs scheint sich lediglich auf die Vorprüfung der Gesuche zu beziehen. Nach Ansicht der TIR erschiene es jedoch sinnvoll, die Fachsekretariate mit ihrem Know-how auch für die finale Entscheidung über die Bewilligungserteilung beizuziehen. Dies gilt umso mehr, als die Fachsekretariate gemäss Art. 33a Abs. 3 des Entwurfs damit beauftragt werden sollen, eine einheitliche Vollzugspraxis umzusetzen. Die Sicherstellung einer einheitlichen Vollzugspraxis dürfte kaum möglich sein, ohne Einfluss auf die Bewilligungsentscheidung nehmen zu können.

Unter Berücksichtigung der oben aufgeführten Punkte könnte Art 33a Abs. 2 etwa wie folgt formuliert werden:

"Das Fachsekretariat prüft die Gesuche, bevor sie diese der kantonalen Kommission für Tierversuche unterbreitet, bezüglich Vollständigkeit, Versuchsziel und Einhaltung etablierter 3R-Standards und wird bei der abschliessenden Entscheidung über die Bewilligungserteilung beigezogen."

Art. 34 Abs. 1

Gemäss S. 14 des erläuternden Berichts soll durch die Festlegung einer Mindestanzahl an Fachleuten sowie der vertretenen Kompetenzen die Qualität der Prüfung und *eine ausgewogene Vertretung von Fachgebieten und Interessen* durch die Kommission sichergestellt werden. Um eine ausgewogene Vertretung der Fachgebiete einerseits und der involvierten Interessen andererseits zu gewährleisten, ist es jedoch erforderlich, diese beiden Aspekte klar auseinanderzuhalten.

Zu den Fachkompetenzen:

Die im Entwurf aufgeführten Kompetenzen, die in den Tierversuchskommissionen vertreten sein müssen (Ethik, 3R und Forschung mit Tieren), reichen für eine adäquate Gesuchsprüfung bei Weitem nicht aus. Hierfür sind zusätzlich unter anderem auch Fachkenntnisse in den Bereichen Veterinärmedizin, insbesondere der Anästhesie und Analgesie, der Biologie, Statistik und Recht³ erforderlich. Es ist daher stark zu bezweifeln, ob Kommissionen, die aus lediglich fünf Mitgliedern bestehen, in der Lage sind, die ein-

³ Auf die grosse Bedeutung ethischer und rechtlicher Expertise für die Durchführung der Güterabwägung weist auch die Kommission für Tierversuchsethik (KTVE) der Schweizerischen Akademie der medizinischen Wissenschaften (SAMW) und der Akademie der Naturwissenschaften Schweiz (SCNAT) weist in ihrem Diskussionspapier "Mögliche Reformen des Bewilligungsverfahrens für Tierversuche in der Schweiz" (Stand Juni 2025; https://www.samw.ch/dam/jcr:46778503-41c7-4c4b-b202-36d224e4eefb/diskussionspapier_ktve_reformen_bewilligungsverfahren_tierversuche_draft_2025.pdf) hin (S. 21).

gehenden Tierversuchsgesuche fundiert zu beurteilen. Um die notwendige fachliche Breite sicherzustellen, sollte die Mindestzahl der Mitglieder nach Ansicht der TIR deutlich erhöht werden. Kantone, die nicht in der Lage sind, ausreichend grosse Gremien zu bestellen, wären demnach gehalten, zusammen mit weiteren Kantonen eine gemeinsame Kommission einzusetzen.

Als Beispiel für die neu explizit geforderte 3R-Kompetenz werden im erläuternden Bericht Fachkenntnisse in Anästhesie und Analgesie und in der Anwendung belastungsmindernder Massnahmen genannt. Hierbei handelt es sich zwar zweifellos um bedeutende Aspekte im Rahmen der Gesuchsprüfung. Angesichts der anzustrebenden Priorisierung des replacement (siehe die Ausführungen zu Art. 22 Abs. 2) sollte sich die 3R-Expertise in den Tierversuchskommissionen aber insbesondere auch auf Fragen der Anwendung tierfreier Forschungsmethoden beziehen.

Als problematisch mit Blick auf die Vornahme der Güterabwägung – eine der Kernaufgaben der kantonalen Tierversuchskommissionen – erweist sich der Umstand, dass Personen mit naturwissenschaftlichem Hintergrund aktuell deutlich stärker in den Kommissionen vertreten sind als solche mit ethischer oder rechtlicher Expertise. Zwar ist naturwissenschaftliches Fachwissen für eine umfassende Prüfung der eingehenden Gesuche unabdingbar. Die besondere Expertise der naturwissenschaftlich geschulten Kommissionsmitglieder beschränkt sich jedoch auf die technischen Aspekte der Versuchsdurchführung, die primär die Frage nach der instrumentalen Eignung und Notwendigkeit des Versuchs betreffen. Um der ihnen zugedachten Rolle als Fachorgane tatsächlich gerecht zu werden, müssen die Tierversuchskommissionen allerdings in der Lage sein, sowohl die technischen Aspekte der beantragten Versuche kompetent zu prüfen als auch eine in ethischer und rechtlicher Hinsicht fundierte Güterabwägung vorzunehmen. Hierfür ist der Einbezug *einer angemessenen Zahl* von Spezialistinnen und Spezialisten aus den betreffenden Fachbereichen unverzichtbar. Eine lediglich symbolische Vertretung ethischer und rechtlicher Expertise ist hingegen nicht ausreichend, da bei einer solchen aufgrund der oftmals zu beobachtenden Schwierigkeiten, sich über die Fachgrenzen hinweg zu verständigen, die Gefahr besteht, dass den Hinweisen und Diskussionsbeiträgen der betreffenden Fachleute nicht genügend Beachtung geschenkt wird und diese somit in der Entscheidungsfindung der Gesamtkommission schlicht nicht ernsthaft berücksichtigt werden. Um zu gewährleisten, dass die kantonalen Tierversuchskommissionen ihrem Status als Fachgremien auch in Bezug auf die Vornahme der Güterabwägung gerecht werden, sollte Art. 34 Abs. 1 TSchG folglich

dahingehend angepasst werden, dass die Kommissionen zu 40 bis 50 Prozent aus Mitgliedern mit ethischer oder rechtlicher Expertise bestehen müssen.

Denkbar wäre im Sinne einer klareren Trennung der Aufgabenbereiche und der jeweils erforderlichen Fachkompetenzen auch die Einführung eines zweistufigen Kommissionsmodells, in dem die Prüfung der technischen Aspekte der Gesuche und die Vornahme der Güterabwägung durch zwei verschiedene Gremien erfolgen würde. Eine solche Lösung könnte allerdings auch mit Schwierigkeiten verbunden sein, was die genauen Abläufe und die Kommunikation der beiden Kommissionen untereinander betrifft. Dies insbesondere auch mit Blick darauf, dass sich die beiden Beurteilungsebenen gegenseitig beeinflussen können.

Vor dem Hintergrund, dass selbst eine hohe Mitgliederzahl nicht sicherstellen kann, dass die Fachkompetenz für sämtliche Anträge aus dem gesamten Forschungsspektrum ausreicht, sollte im Weiteren in Bezug auf die *technischen Aspekte* der Gesuchsprüfung der Ad-hoc-Einbezug entsprechender Expertise aus einem hierfür zu schaffenden Spezialistennetzwerk geprüft werden. Infrage kommt der blosse Beizug von Externen bei einzelnen Fragestellungen ebenso wie der temporäre Einbezug entsprechender Fachpersonen in grösserem Umfang. Entsprechende Modelle sind in Nachbarländern bereits durchaus etabliert. Daten- und persönlichkeitschutzrechtlich stellen Geheimhaltungsvereinbarungen den Schutz von Amts- und Forschungsgeheimnis sicher.

Zusammensetzung in interessenpolitischer Hinsicht

Von der Zusammensetzung der Tierversuchskommissionen in Bezug auf die fachliche Expertise zu unterscheiden ist die Zusammensetzung hinsichtlich der Repräsentation der verschiedenen tangierten Interessen. Es ist nicht nur bekannt, sondern auch gewollt, dass die Kommissionsmitglieder nicht nur ihr spezifisches Fachwissen, sondern unweigerlich auch ihre jeweiligen weltanschaulichen Überzeugungen und persönlichen Ansichten in die Kommissionsarbeit mit einbringen. Diese lassen sich nicht zwingend aus dem fachlichen Hintergrund des jeweiligen Mitglieds ableiten. Relevantere Hinweise liefern etwa der berufliche Werdegang oder Mitgliedschaften in einschlägigen Organisationen oder Verbänden. So liegt es auf der Hand, dass die Kommissionsmitglieder jener Institution oder Unternehmung, für die sie tätig sind, auch interessenpolitisch nahestehen. Folglich sind sowohl die auf Vorschlag der Tierschutzorganisationen gewählten Kommissionsmitglieder als auch jene, die im forschungsnahen Umfeld zu verorten sind, nicht nur

Expertinnen und Experten auf ihrem jeweiligen Fachgebiet, sondern faktisch auch Interessenvertreterinnen und -vertreter für ihre jeweilige Seite.

Gemäss heutiger Praxis sind in den kantonalen Tierversuchskommissionen forschungsnahe Mitglieder gegenüber jenen, die auf Vorschlag der Tierschutzorganisationen gewählt werden, klar in der Überzahl. Das im erläuternden Bericht formulierte Ziel, eine ausgewogene Vertretung der Interessen in den Tierversuchskommissionen sicherzustellen, wird aktuell somit deutlich verfehlt. Die Beurteilung von Tierversuchsgesuchen wird aufgrund des erheblichen Ermessensspielraums, der bei der Güterabwägung besteht, unweigerlich durch die persönliche Werthaltung der Kommissionsmitglieder beeinflusst. Dabei liegt es in der Natur der Sache, dass forschungsnahe Kommissionsmitglieder den Interessen der Forschung gegenüber jenen des Tierschutzes tendenziell ein höheres Gewicht beimessen, während es sich bei den Vertreterinnen und Vertretern der Tierschutzorganisationen genau umgekehrt verhält. Kommissionen, in denen die forschungsnahen Mitglieder in der Mehrheit sind und infolgedessen die Vertretenden der Tierschutzorganisationen stets überstimmen können, fehlt es somit als Gesamtgremium zwangsläufig an der nötigen Unvoreingenommenheit. Ohne eine solche verkommt die gesetzlich vorgeschriebene Güterabwägung jedoch zur Farce und vermag lediglich als Alibi-Übung herzuhalten. In der Praxis schlägt sich dieser Umstand nicht zuletzt darin nieder, dass sich die Zahl der in den vergangenen zehn Jahren formell abgelehnten Tierversuchsgesuche auf weniger als 1 Prozent der Anzahl der in diesem Zeitraum bewilligten Anträge beläuft.

Hinzu kommt, dass die konfligierenden Interessen, die beim Tierversuchsbewilligungsverfahren im Vordergrund stehen – auf der einen Seite das Interesse daran, Forschung zu ermöglichen und sie voranzubringen (siehe insbesondere Art. 20 und Art. 64 BV), und auf der anderen jenes am Tierschutz und an der Achtung der Tierwürde (Art. 80 und Art. 120 Abs. 2 BV) – beide auf Verfassungsstufe verankert und somit prinzipiell gleichrangig sind (so auch das Bundesgericht in BGE 135 II 384 E. 4.3.1). Die numerische Bevorzugung der Forschungs- gegenüber der Tierschutzseite muss folglich als verfassungswidrig eingestuft werden. Dies umso mehr mit Blick darauf, dass der Gesetzgeber in Abwägung der Verfassungsinteressen der Ausübung der Forschungsfreiheit klare Grenzen gesetzt und belastenden Tierversuchen den Rahmen der Unerlässlichkeit in Bezug auf konkret definierte Versuchsziele zugewiesen hat.

Zusammenfassend ist somit festzuhalten, dass ein ergebnisoffenes und damit den rechtlichen Anforderungen entsprechendes Bewilligungsverfahren nur möglich ist, wenn beide

Seiten gleich stark in den Kommissionen vertreten sind. Diese paritätische Vertretung der Interessen ist daher zwingend in Art. 34 TSchG zu verankern.

Unter Berücksichtigung der oben dargelegten Ausführungen könnte Art. 34 Abs. 1 etwa wie folgt formuliert werden (allenfalls aufgeteilt in zwei Absätze):

"Die Kantone bestellen eine aus mindestens elf Fachleuten zusammengesetzte Kommission für Tierversuche, die von der Bewilligungsbehörde unabhängig ist und in der zumindest Kompetenzen zu tierfreien Forschungsmethoden und anderen 3R-Aspekten, Forschen mit Tieren, Veterinärmedizin (insbesondere der Anästhesie und der Analgesie), Biologie, Statistik, Ethik und Recht vertreten sind, wobei der Anteil der Vertreterinnen und Vertreter der Ethik und des Rechts an der Gesamtzahl der Mitglieder zwischen 40 und 50 Prozent beträgt. Tierschutz- und Forschungsinstitutionen sind in gleicher Zahl vertreten. Mehrere Kantone können eine gemeinsame Kommission einsetzen.

Der Bund unterhält ein Netzwerk aus Fachpersonen, die den Kommissionen in der Gesuchsberatung punktuell zur Verfügung stehen."

Art. 34 Abs. 2

Neben der Vornahme der Güterabwägung ist auch die Prüfung der instrumentalen Unerlässlichkeit eine Kernaufgabe der kantonalen Tierversuchskommissionen (siehe die Ausführungen zu Art. 33a Abs. 2). Dementsprechend soll die angemessene Vertretung von 3R-Fachkompetenz in den Kommissionen gemäss vorliegendem Entwurf auch ausdrücklich in Art. 34 Abs. 1 TSchG vorgeschrieben werden. Auch wenn die Senkung des Aufwands für die Kommissionen durch eine Vorprüfung der Fachsekretariate zu begrüssen ist, sollte vor diesem Hintergrund in Art. 34 Abs. 2 des Entwurfs nicht nur die Güterabwägung, sondern auch die instrumentale Unerlässlichkeit Erwähnung finden. Die Bestimmung sollte daher wie folgt angepasst werden:

"Die Kommission prüft die Gesuche insbesondere bezüglich deren Zulässigkeit aufgrund **der instrumentalen Unerlässlichkeit und** der Güterabwägung und stellt Antrag an die Bewilligungsbehörde. Sie wird für die Kontrolle der Versuchstierhaltung und der Durchführung der Versuche beigezogen. Die Kantone können ihr weitere Aufgaben übertragen."

Art. 34 Abs. 3 und 4 (neu)

Der Tierversuchsbereich ist auch in rechtlicher Hinsicht eine äusserst komplexe Materie. Aus rechtsstaatlicher Sicht erscheint es daher sinnvoll, der unterliegenden Minderheit – sofern diese ein gewisses Quorum erreicht – die Möglichkeit einzuräumen, Bewilligungsentscheide der Bewilligungsbehörde auf dem ordentlichen Instanzenweg anzufechten und so auf ihre Rechtskonformität hin überprüfen zu lassen, falls diesbezüglich berechtigte Zweifel bestehen. Eine entsprechende Anfechtungsbefugnis wäre umso wichtiger, solange in den Tierversuchskommissionen die Interessen der Forschung in numerischer Hinsicht stärker vertreten sind als jene des Tierschutzes, da die Forschungsmehrheit die Tierschutzvertreterinnen und -vertreter in einer solchen Konstellation stets überstimmen kann (siehe hierzu die entsprechenden Ausführungen zu Art. 34 Abs. 2), womit die rechtlichen Vorgaben ausgehöhlt werden. Im Kanton Zürich, der ein solches Minderheits-Beschwerderecht als bislang einziger Kanton bereits 1991 eingeführt hat, hat sich dieses Instrument bewährt und verschiedene im Sinne der Rechtsfortbildung wichtige Gerichtsentscheide ermöglicht.

Ein Minderheits-Beschwerderecht wäre sinnvollerweise in Art. 34 zu verankern, etwa indem der gemäss Entwurf geplante Abs. 3 in einen neu zu schaffenden Abs. 4 verschoben und Abs. 3 stattdessen in Anlehnung an Art. 25 Abs. 1 TSchG wie folgt formuliert wird:

"Gegen Bewilligungsentscheidungen der kantonalen Behörden betreffend Tierversuche stehen der Mehrheit oder einer Minderheit von mindestens 25 Prozent aller Kommissionsmitglieder die Rechtsmittel des kantonalen und des eidgenössischen Rechts zu."

Roman Hug
Kommission für Wissenschaft,
Bildung und Kultur
3003 Bern

vernehmlassungen@blv.admin.ch

Basel, 21. Mai 2026

Vernehmlassungsantwort zum Gesetzesentwurf Pa. Iv. Christ 21.426

Sehr geehrter Herr Hug
sehr geehrte Damen und Herren

Als Ethiker an der Universität Basel beschäftige ich mich mit den 3R und der Regulierung von Tierversuchen, insbesondere im Rahmen meines Forschungsprojekts «3Rs and the Ethics of Transition» innerhalb des Nationalen Forschungsprogramms 79 «Advancing 3R».

Gerne nehme ich auf Grundlage meiner persönlichen Fachmeinung Stellung zu ausgewählten Punkten des Gesetzesentwurfs zur Umsetzung der Pa. Iv. Christ 21.426:

Art. 3 Bst. d

«Reduktion» ist unklar definiert: Geht es um die Reduktion der Tierzahl (A) *pro Studie* oder (B) *gesamthft* (z.B. in der Schweiz in belastenden Versuchen pro Jahr)? Gemäss (A) ist «Reduktion» mit einer Stagnation oder sogar einem Anstieg der Tierversuchszahlen vereinbar (wenn mehr Tierstudien durchgeführt werden), gemäss (B) nicht.

Die 3R-Fachliteratur geht meist von (A) aus, doch Politik und Verwaltung (z.B. Bericht 12.3660, Webseite BLV, Call des NFP 79) haben oft das weite Verständnis (B). Auch der Bericht zum vorliegenden Gesetzesentwurf erklärt das Reduktionsprinzip in Absatz 2.1 als das Vorhaben, «nach und nach die Zahl der Tierversuche zu reduzieren» (S. 4). Das deutet auf ein weites Verständnis im Sinne von (B) hin, demgemäss «Reduktion» sämtliche Massnahmen umfasst, die eine landesweite Verringerung belastender Tierversuche bzw. der darin eingesetzten Tiere bewirken.

Eine eindeutige Definition im Gesetzestext ist erforderlich, damit klar ist, was als 3R-Forschung, -Methoden, -Strukturen, -Infrastruktur und -Lehre (Art 22 Abs 2, 3 und 4) und als 3R-Kompetenz (Art 34 Abs 1) gilt. Gemäss dem engen Verständnis (A) betrifft «Reduktion» in erster Linie wissenschaftliche Methodologie und Statistik, gemäss (B) könnten hingegen auch die Wissenschaftssoziologie, die Rechtswissenschaften, die Ethik und weitere Felder einen Beitrag leisten, sofern sie über mögliche Strategien zur Verminderung der Anzahl belastender Tierversuche oder der darin gesamthft eingesetzten Tiere Aufschluss geben. Wird «Reduktion» nicht klar definiert, besteht das Risiko, dass das eine beschlossen und das andere praktiziert wird.

Art. 18 Abs. 3, Art 33a

Die Mehrheit argumentiert, dass sich Diskussionen in Tierversuchskommissionen oft um Fragen wissenschaftlicher Qualität drehen, während die eigentliche Güterabwägung kaum besprochen wird. Dieses Problem ist in der ethischen Fachliteratur bekannt.

In der Umsetzung stellen sich zwei Schwierigkeiten: Erstens gibt es eine Vielzahl wissenschaftlicher Spezialisierungen und ein Fachsekretariat kann nicht Expert:innen für alles beschäftigen – ein Problem, das die Kommissionen heute im Übrigen auch haben. Eine Minderheit argumentiert entsprechend, dass die Umsetzung zu kompliziert wäre. Die pragmatische Lösung ist jedoch, keine überhöhten Erwartungen an die Fachsekretariate zu stellen. Ihre Aufgabe kann darin bestehen, bestimmte Fragen zur wissenschaftlichen Qualität eines Antrags zu klären, um der Kommission unnötige Diskussionen zu ersparen.

Zweitens sind Erwägungen wissenschaftlicher Qualität nicht von ethischen Werten unabhängig. Wer Tiere zum Beispiel hoch gewichtet, wird strengere Anforderungen an Verlässlichkeit und Aussagekraft von Studiendesigns stellen, die Tiere belasten. Weder kann man also von Fachsekretariaten erwarten, dass sie unabhängig von ethischen Werten arbeiten, noch sollte man den Tierversuchskommissionen das Recht entziehen, die wissenschaftliche Qualität einer Studie weiter zu diskutieren. Die Arbeitsteilung zwischen Fachsekretariaten und Kommissionen ist nicht trennscharf, sondern schwerpunktmässig.

Zusammengefasst muss die Einsetzung von Fachsekretariaten nicht unnötig kompliziert sein, solange man realistische Erwartungen an Umfang und Gegenstand ihrer Arbeit stellt. So können sie einen wichtigen Beitrag dazu leisten, dass sich die Kommissionen stärker auf ihre Kernaufgabe, die Güterabwägung, konzentrieren können.

Art. 20a

Nicht-technische Zusammenfassungen werden in anderen Ländern (z.B. in EU-Ländern und im Vereinigten Königreich) bereits seit Jahren veröffentlicht. Es handelt sich um ein erprobtes und effektives Mittel, um die Transparenz bei Tierversuchen zu fördern.

Gegen das Bedenken einer Minderheit, dass Transparenzpflichten zu einer Abwanderung der Forschung ins Ausland führen könnten, sprechen drei Argumente: (1) Dies wird nicht durch Erfahrungen in den erwähnten Ländern bestätigt. (2) Es ist fraglich, wohin Forschende abwandern sollen, wenn führende Forschungsstandorte wie Deutschland und das Vereinigte Königreich bereits ähnliche Transparenzpflichten kennen. (3) Selbst wenn intransparente Forschende ins Ausland abwandern würden, bliebe ihre Finanzierung in der Schweiz und könnte im Gegenzug transparente Forschende anziehen, die ebenso innovativ sind.

Ich danke Ihnen für die Berücksichtigung meiner Rückmeldungen und stehe für Rückfragen jederzeit zur Verfügung.

Dr. Nico Dario Müller
Nicodario.mueller@unibas.ch



Stellungnahme zur Vernehmlassung des Vorentwurfs zur Änderung des Tierschutzgesetzes aufgrund der Pa.Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben (21.426)

20.05.2026

Kontaktperson: Dr. Frank Neumann, Vizerektorat Forschung

1. Kernpunkte

Ohne erkennbaren Nutzen für den Tierschutz oder/und die 3R würden die vorgeschlagenen nichttechnischen Projektzusammenfassungen (NTPs) und die Einführung von Fachsekretariaten mit unklarer Struktur die Forschung in der Medizin und Biologie behindern. Das widerspricht dem haushälterischen Einsatz öffentlicher Gelder und hemmt die Innovation in einem für die Schweiz zentralen Forschungsbereich.

Daher werden die vorgeschlagenen Anpassungen nur teilweise begrüsst. Die Verankerung des 3R-Prinzips im Gesetzestext sowie die Förderung von 3R-Methoden werden unterstützt. Auch das Ziel einer transparenteren Information der Öffentlichkeit über Tierversuche wird grundsätzlich befürwortet.

Negativ beurteilt werden die Einführung von NTPs sowie die geplante Einrichtung von Fachsekretariaten ohne, dass deren Struktur klar ist. Beide Instrumente erscheinen ungeeignet, die angestrebte Transparenz zu erhöhen oder die Qualität und Effizienz der Bewilligungsverfahren zu verbessern. Stattdessen bedeuten sie zusätzlichen administrativen Aufwand, längere Bearbeitungszeiten und Kompetenzkonflikte.

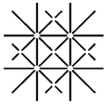
Es wird empfohlen, bestehende Strukturen gezielt zu stärken und auszubauen, anstatt potentielle neue parallele Strukturen zu schaffen. Gefördert werden sollten insbesondere das Schweizer 3R Kompetenzzentrum (3RCC), die Tierversuchskommissionen und die Tierschutzbeauftragten sowie 3R-KoordinatorInnen, um die die Implementierung der 3R finanziell zu unterstützen.

2. Zusammenfassung

Die Einrichtung von Fachsekretariaten wird entschieden abgelehnt. Zwar besteht Einigkeit darüber, dass Qualität, Effizienz und Harmonisierung verbessert werden sollten, Fachsekretariate mit unklarer Struktur stellen jedoch ein ungeeignetes Mittel dar, um diese Ziele zu erreichen. Es bestehen erhebliche Unklarheiten bezüglich ihrer Rolle, Zuständigkeiten und Zusammenarbeit mit bestehenden Gremien. Daher besteht die Gefahr von Doppelstrukturen, Kompetenzkonflikten und verlängerten Bewilligungsprozessen, wie sie bereits heute zwischen Forschenden, Tierschutzbeauftragten, kantonalen Veterinärämtern, Tierversuchskommissionen und dem BLV als Oberaufsicht teilweise bestehen. Diese Problematik wird bereits heute von den beteiligten Parteien beklagt.

Das Ziel, die Öffentlichkeit transparenter über Tierversuche zu informieren, ist zwar zu begrüßen, NTPs stellen aber ein ungeeignetes Instrument dar. Erfahrungen aus der EU zeigen, dass prospektive Projektbeschreibungen nur eingeschränkt geeignet sind, die tatsächliche Durchführung von Tierversuchen verständlich und korrekt abzubilden. Insbesondere in der Grundlagenforschung unterliegen Projekte häufigen Anpassungen, sodass NTPs nicht den real durchgeführten Versuchen entsprechen oder ständig angepasst werden müssten.

Daher würde die Erstellung und fortlaufende Aktualisierung der NTPs – insbesondere bei bewilligungspflichtigen Änderungen – einen erheblichen zusätzlichen administrativen Aufwand für Forschende und Behörden bedeuten, ohne dass ein entsprechender Mehrwert für die Öffentlichkeit

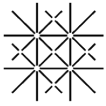


entstünde. Auch eine technische Integration in bestehende Systeme würde diesen Mehraufwand nicht wesentlich reduzieren, da Inhalte separat aufbereitet werden müssten.

Als sinnvollere Alternative wird eine institutionelle Kommunikation im Rahmen bestehender Initiativen (z. B. transparente Informationsangebote, Veranstaltungen oder Dialogformate) erachtet.

Die Nutzung vorhandener Daten zur Weiterentwicklung des Tierschutzes wird ausdrücklich begrüsst, sofern der Schutz sensibler Daten gewährleistet bleibt.

Die Aufnahme des 3R-Prinzips in den Gesetzestext wird begrüsst, da damit eine bereits etablierte Praxis gestärkt und verbindlich verankert wird. Ebenso wird die verstärkte Förderung der Erforschung, Entwicklung und Anwendung von 3R-Methoden ausdrücklich unterstützt.



3. Detailkommentare

Einführung des Begriffs 3R

Art. 3 Bst. d (neu)

In diesem Gesetz bedeuten:

- d. 3R: Prinzipien, welche das Ersetzen (engl.: replacement), die Reduktion (engl.: reduction) und das Verbessern im Hinblick auf eine geringere Belastung (engl.: refinement) im Tierversuch fordern.

Beurteilung: Zustimmung

Begründung: Die Aufnahme des 3R-Begriffs in den Gesetzestext wird begrüsst und gängige Praxis so besser verankert. Zusätzlich wird empfohlen, die Definition um die Haltung zu erweitern.

Änderungsvorschlag: 3R: Prinzipien, welche das Ersetzen (engl.: replacement), die Reduktion (engl.: reduction) und das Verbessern im Hinblick auf eine geringere Belastung (engl.: refinement) im Tierversuch **oder in der Haltung von Versuchstieren** fördern.



Information der Öffentlichkeit

Art 20a

¹ Der Bund fördert Transparenz in der Forschung mit Tieren. Er kann zu diesem Zweck ein öffentliches Register für bewilligte Tierversuche betreiben.

² Nach Bewilligung eines Tierversuchs veröffentlicht das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (BLV) eine nichttechnische Projektzusammenfassung mit folgenden Angaben:

- a. dem Titel und dem Fachgebiet;
- b. dem Versuchszweck;
- c. der Anzahl der einzusetzenden Tiere pro Tierart;
- d. dem erwarteten Schweregrad der Belastung der Tiere;
- e. den Zielen des Versuchsvorhabens und dem erwarteten Nutzen;
- f. der zu erwartenden Belastungen und den belastungsmindernden Massnahmen;
- g. den vorgesehenen Massnahmen zur Umsetzung der 3R.

³ Nach Beendigung eines Tierversuchs veröffentlicht das BLV in Form einer Ergänzung der nichttechnischen Projektzusammenfassung folgende Angaben:

- a. die Anzahl der eingesetzten Tiere pro Tierart;
- b. den Schweregrad der Belastung der Tiere.

⁴ Der Bundesrat kann unter Berücksichtigung von überwiegenden schutzwürdigen privaten Interessen regeln, dass:

- a. weitere Informationen veröffentlicht werden;
- b. die veröffentlichte nichttechnische Projektzusammenfassung nach Durchführung eines Tierversuchs um dessen Ergebnisse ergänzt wird;
- c. Ausnahmen von der Veröffentlichungspflicht nach Absatz 2 vorgesehen werden.

⁵ Er regelt den Detaillierungsgrad der Angaben, die die für einen Tierversuch verantwortlichen Personen liefern müssen. Er beachtet dabei überwiegende schutzwürdige private oder öffentliche Interessen.

Beurteilung: Ablehnung der NTPs, Zustimmung zur Transparenz

Begründung: Das Instrument der Nichttechnischen Projektzusammenfassungen (NTP) stellt kein geeignetes Instrument zur Erhöhung der Transparenz dar. Zudem bestehen bereits tauglichere Massnahmen und Initiativen zur Erhöhung der Transparenz im Tierversuchsbereich (siehe unten).

In der EU sind NTPs bereits seit mehreren Jahren gefordert, doch hat es sich gezeigt, dass diese prospektiven Beschreibungen die breite Öffentlichkeit nicht adäquat zu Tierversuchen informieren können: es werden stets nur geplante/bewilligte und nicht tatsächliche Versuchsteile und Zahlen berichtet. Geplante Projekte und wissenschaftliche Fragestellungen unterliegen zudem den Grundsätzen der Vertraulichkeit (unpublizierte Daten), um die Wettbewerbsfähigkeit in der Forschung zu gewährleisten. Insbesondere die Veröffentlichung der Punkte a. Titel, b. Versuchszweck und e. Ziele des Versuchsvorhabens und erwarteter Nutzen des Abschnitts 2 werden abgelehnt.

Als weiterer kritischer Aspekt wird gesehen, dass Projekte insbesondere in der Grundlagenforschung im Projektzeitverlauf wiederholt angepasst werden, sodass eine prospektive NTP unmöglich die tatsächlich durchgeführten Tierversuche beschreiben kann. NTPs müssten bei jeder Ergänzung der Projekte aktualisiert und von der Behörde geprüft sowie erneut bewilligt werden, was einen erheblichen Aufwand für Forschende und Behörden darstellt. In Anbetracht des



zweifelhaften Nutzens scheint dieser beträchtliche administrative Zusatzaufwand bei fragwürdigem Nutzen nicht vertretbar. Er würde die Konkurrenzfähigkeit der Schweizer Forschung im Bereich von Biologie und Medizin in unvertretbarer Weise schwächen.

Das prinzipielle Ziel die Öffentlichkeit transparent zu Tierversuchen zu informieren, wird ausdrücklich begrüsst und sollte finanziell gefördert werden. Entsprechende Instrumente und Strukturen zur Interaktion mit der Öffentlichkeit bestehen bereits und sollten ausgebaut werden. Schweizer Institutionen, welche Tierversuche durchführen oder unterstützen, haben dazu im Jahr 2022 die Schweizerische Transparenzvereinbarung zur Tierforschung (Swiss Transparency Agreement on Animal Research, STAAR) gegründet. Sie setzt sich zum Ziel, die Transparenz über den Einsatz von Tieren in der Forschung zu verbessern. Angesichts der vielfältigen Unzulänglichkeiten von NTPs scheint dieser Ansatz zielführender und gewinnbringender. Das Informationsangebot kann zum Beispiel ausführliche Veranstaltungen und Internetauftritte zum Thema beinhalten, einschliesslich Präsentation auf Märkten oder Podiumsdiskussionen mit Fokus auf Forschung und Tierversuche.

Aus den Erläuterungen wird zudem deutlich, dass diese Gesetzesrevision den Grundstein für eine Präregistrierung von Tierversuchen legen soll. Dies verletzt das Prinzip der Einheit der Materie: Eine Präregistrierung von Tierversuchen hätte weder nachweisbaren Nutzen für das Tierwohl noch für die Forschung und wäre zudem in der explorativen Grundlagenforschung nicht umsetzbar. Hierzu besteht weitreichender Konsens unter den Institutionen wie ein breit abgestützter Stakeholder Roundtable vom Juni 2025 zum Thema Präregistrierung im Rahmen einer vom BLV in Auftrag gegebenen Machbarkeitsstudie ergeben hat. Erfahrungen aus grossen Konsortialprojekten mit Tierversuchen sowie aus bestehenden Repositorien bestätigen diese Beurteilung. Die Schaffung der gesetzlichen Grundlage für eine obligatorische Präregistrierung in Art. 20a stellt somit ein sachfremdes Element dar.

Änderungsvorschlag: Art. 20a Abs 2 streichen

Art. 20b Abs. 3

³ Das BLV wertet die Daten aus dem Informationssystem aus, mit dem Zweck, Entwicklungen des Tierschutzes im Tierversuchsbereich zu erkennen. Es kann eine andere kompetente Stelle mit Auswertungen beauftragen, sofern geeignete technische und organisatorische Massnahmen zum Schutz von Personendaten und Geschäftsgeheimnissen getroffen werden.

Beurteilung: Zustimmung

Begründung: Die Nutzung der verfügbaren Animex-Daten zur Weiterentwicklung des Tierschutzes und wird ausdrücklich begrüsst, da sie wertvolle Erkenntnisse für Qualitätssicherung und Verbesserung bestehender Verfahren liefern kann. Gleichzeitig ist sicherzustellen, dass die Vertraulichkeit der Daten gewahrt bleibt, um den Schutz sensibler Informationen jederzeit zu gewährleisten.



Änderungsvorschlag: keiner

Art. 20c Abs. 1 Bst. a und b, 3 und 4

¹ Die folgenden Personen dürfen im Rahmen ihrer gesetzlichen Aufgaben Personendaten, einschliesslich besonders schützenswerter Personendaten, bearbeiten und im Abrufverfahren auf diese Daten zugreifen:

- a. die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des BLV, die Aufgaben im Zusammenhang mit der Oberaufsicht wahrnehmen, sowie im Rahmen von Artikel 20b Absatz 3;
- b. die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der kantonalen Bewilligungsbehörden sowie der Fachsekretariate in ihrem Zuständigkeitsbereich;

³ Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Fachsekretariate können im Rahmen von Artikel 33a Abs. 3 im Abrufverfahren Daten zu Bewilligungsgesuchen und -entscheidungen aus anderen Kantonen einsehen.

⁴ Das BLV kann, wenn es zur Erfüllung seiner Aufgaben andere Stellen bezieht, die Zugriffsrechte auf diese Stellen ausweiten.

Beurteilung: teilweise Zustimmung

Begründung: Bezüglich der Fachsekretariate, siehe unsere ablehnende Stellungnahme zu Art. 33a. Dementsprechend empfehlen wir die Streichung der Fachsekretariate aus dem Gesetzestext.

Änderungsvorschlag:

b. die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der kantonalen Bewilligungsbehörden sowie der Fachsekretariate in ihrem Zuständigkeitsbereich

~~³Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Fachsekretariate können im Rahmen von Artikel 33a Abs. 3 im Abrufverfahren Daten zu Bewilligungsgesuchen und -entscheidungen aus anderen Kantonen einsehen.~~



Unterstützung von tierschutzrelevanten Massnahmen

Art. 22 Abs. 2, 3 und 4

¹ Der Bund betreibt und unterstützt die tierschutzrelevante wissenschaftliche Forschung.

² Er fördert in Zusammenarbeit mit Hochschulen und Industrie insbesondere die Erforschung, Entwicklung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden.

³ Er kann zu diesem Zweck auch 3R-Strukturen, 3R-Infrastruktur und die Lehre und Ausbildung im Bereich 3R fördern.

⁴ Er fördert in nationaler und internationaler Zusammenarbeit die Validierung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden.

Beurteilung: Zustimmung Absätze 1, 2 und 4, Änderungsvorschlag Absatz 3

Begründung: Die Förderung der Erforschung, Entwicklung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden ist ausdrücklich zu begrüssen. Gelder sollten in entsprechende Projekte investiert werden. Es ist aus diesem Grund nicht nachvollziehbar, warum im Absatz 3 eine „Kann“-Formulierung vorgeschlagen wird. Entsprechende Strukturen, wie beispielweise das 3RCC sind unerlässlich, um Projekte auszuwählen und entsprechende finanzielle Mittel sinnvoll zu verteilen.

Änderungsvorschlag: ³ Er ~~kann~~ **fördert** zu diesem Zweck auch 3R-Strukturen, 3R-Infrastruktur und die Lehre und Ausbildung im Bereich 3R fördern.



Einführung von Fachsekretariaten und kantonale Kommission für Tierversuche

Art. 18 Abs. 3

Mehrheit:

³ Das Fachsekretariat unterbreitet Bewilligungsgesuche für Tierversuche nach Artikel 17 der kantonalen Kommission für Tierversuche.

Minderheit:

³ Die zuständige kantonale Behörde unterbreitet Bewilligungsgesuche für Tierversuche nach Artikel 17 der kantonalen Kommission für Tierversuche. Hat ein Kanton ein Fachsekretariat nach Artikel 33a eingesetzt, so unterbreitet dieses die Bewilligungsgesuche der kantonalen Kommission für Tierversuche. (*siehe Art. 33a Abs. 1*)

Beurteilung: Ablehnung

Begründung: Siehe unsere Stellungnahme zu Art. 33a.

Änderungsvorschlag: Art 18 Abs. 3 sollte gestrichen werden.

Art. 33a

Mehrheit:

¹ Die Kantone setzen innerhalb der Fachstelle ein Fachsekretariat für Tierversuche ein. Mehrere Kantone können ein gemeinsames Fachsekretariat einsetzen.

² Das Fachsekretariat prüft die Gesuche bezüglich Vollständigkeit, Versuchsziel sowie Unerlässlichkeit des Tierversuchs.

³ Es setzt eine einheitliche Vollzugspraxis um. Es kann zu diesem Zweck ein anderes Fachsekretariat beiziehen.

⁴ Der Bundesrat kann zusätzliche Anforderungen an das Fachsekretariat bestimmen.

Minderheit:

¹ Die Kantone können innerhalb der Fachstelle ein Fachsekretariat für Tierversuche einsetzen. Mehrere Kantone können ein gemeinsames Fachsekretariat einsetzen.

Beurteilung: Ablehnung

Begründung: Die Einrichtung von Fachsekretariaten ist als Instrument zur verbesserten Qualitätssicherung, Effizienzsteigerung und Vereinheitlichung ungeeignet und wird daher abgelehnt. Grundsätzlich befürworten wir eine Verbesserung der vorgenannten Aspekte, da die heute bestehenden Bearbeitungszeiten von Gesuchs-Einreichung zu -Bewilligung die Forschung einschränken. Diese belaufen sich aktuell im Kanton Basel-Stadt für Neuanträge und Fortsetzungsgesuche auf vier bis acht Monate. Dieser lange und schwerfällige Bewilligungsprozess führt bereits heute zu einer Einschränkung der Forschungstätigkeit und gefährdet damit die Konkurrenzfähigkeit des Forschungsstandorts Schweiz.

Anstatt der Etablierung von Fachsekretariaten erscheint es zielführender, bestehende Strukturen (Tierversuchskommissionen, Tierschutzbeauftragte und 3R Koordinatoren, Core Facilities und



wissenschaftliche Expertenpools) auszubauen und mit ausreichenden Ressourcen auszustatten, um eine qualitativ hochwertige und effiziente Prüfung der Gesuche sicherzustellen.

Für die Prüfung der Gesuche vor der Übermittlung an die Veterinärämter nehmen Tierschutzbeauftragte eine zentrale Rolle ein, insbesondere durch ihre Fachkompetenz im Bereich Refinement. Für eine adäquate Fallzahlplanung sollten sie idealerweise durch Statistik-Expertinnen und -Experten an der jeweiligen Institution unterstützt werden. Einzelpersonen in Fachsekretariaten, die über alle Forschungsfelder hinweg die Aspekte der 3R kompetent abdecken könnten, müssten Universalgelehrte mit beinahe grenzenlosem Detailwissen in allen Fachbereichen der Biologie, Medizin und Veterinärmedizin darstellen, was unrealistisch erscheint. Eine Beurteilung durch Fachsekretariate mit unklarer Struktur könnte daher bloss eine weitere administrativen Hürde bedeuten.

Des Weiteren würde die Zusammenarbeit und Kompetenz-Teilung zwischen Veterinärämtern, Tierversuchskommission und Fachsekretariaten unweigerlich zu Konflikten aufgrund divergierender Einschätzungen führen, was den Bewilligungsprozess verzögern statt beschleunigen würde.

Änderungsvorschlag: Art 33a sollte gestrichen werden.

Art. 34

¹ Die Kantone bestellen eine aus mindestens fünf Fachleuten zusammengesetzte Kommission für Tierversuche, die von der Bewilligungsbehörde unabhängig ist und in der Kompetenzen zu 3R, Ethik und Forschen mit Tieren sowie Tierschutzorganisationen angemessen vertreten sind. Mehrere Kantone können eine gemeinsame Kommission einsetzen.

² Die Kommission prüft die Gesuche insbesondere bezüglich deren Zulässigkeit aufgrund der Güterabwägung und stellt Antrag an die Bewilligungsbehörde. Sie wird für die Kontrolle der Versuchstierhaltung und der Durchführung der Versuche beigezogen. Die Kantone können ihr weitere Aufgaben übertragen.

³ Der Bundesrat kann zusätzliche Anforderungen an die Kommission bestimmen.

Beurteilung: Zustimmung

Begründung: Eine Mindestanzahl an Kommissionsmitgliedern mit ausgewiesener Expertise in den Bereichen tierexperimentelle Forschung, 3R sowie Ethik bildet einen zentralen Eckpfeiler für die fachgerechte Beurteilung von Gesuchen. In Basel-Stadt ist dies bereits gelebte Praxis; eine Mindestanzahl an Fachleuten und eine interdisziplinäre Besetzung wird ausdrücklich begrüsst.

Änderungsvorschlag: keiner



4. Auswirkungen

Für die Universität Basel wäre im Fall der vorgesehenen Gesetzesänderung mit einem erheblichen zusätzlichen administrativen Aufwand und substanziellen Kosten für den kantonalen Steuerzahler zu rechnen ohne dass sich hieraus für das Tierwohl eine Verbesserung ergäbe. Die Erstellung und kontinuierliche Aktualisierung von NTPs würde Forschende und unterstützende Strukturen stark belasten, ohne einen klaren Mehrwert für Transparenz oder Qualität zu bieten.

Die Einführung von Fachsekretariaten würde voraussichtlich zu einer weiteren Verlängerung der ohnehin bereits sehr langen Bearbeitungszeiten von Tierversuchsanträgen führen. Dies wäre für die Forschung und Entwicklung in der Akademie sowie der örtlichen Pharmabranche nicht tragbar bzw. würde die Konkurrenzfähigkeit des Standorts nachhaltig schädigen.

Zudem wäre absehbar, dass bestehende, gut funktionierende Strukturen wie Tierversuchskommissionen, Tierschutzbeauftragte und institutionelle Expertengremien geschwächt und in ihrer Funktionsfähigkeit eingeschränkt würden. Dies würde die Qualität der ethischen und fachlichen Prüfung beeinträchtigen, anstatt sie zu stärken.

Was den entstehenden Ressourcenbedarf anbelangt, muss den schönfärberischen Ausführungen im erläuternden Bericht (Kapitel 5) an mehreren Stellen dezidiert widersprochen werden. Sowohl betreffend der Fachsekretariate als auch hinsichtlich der NTPs wurde der Aufwand seitens der mehrheitlich öffentlich finanzierten Antragstellenden (Forschende und Tierschutzbeauftragte der Universitäten) nicht berücksichtigt und der effektive Aufwand für die Behörden wurde grob unterschätzt. Unsere divergierende Beurteilung der für NTPs aufzuwendenden Ressourcen stützt sich auf Erfahrungen aus erster Hand im benachbarten Deutschland ab.

Die Neuverteilung von Kompetenzen zwischen der vom Amt entschädigten Arbeit von Tierversuchskommissions-Mitgliedern sowie von Experten der Fachsekretariaten deren konkrete Ansiedlung und Kompetenzen unklar sind, würde für den Kanton zusätzlichen Koordinationsaufwand und damit verbundene Kosten bedeuten.

Zusammenfassend ist zu erwarten, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zu einem bürokratischen Mehraufwand auf verschiedenen Ebenen und zu zusätzlichen Verzögerungen im Bearbeitungsprozess der Tierversuchsanträge führen würde, und dies wohlgerne ohne absehbare Verbesserung von Tierschutz oder Qualität der Bearbeitung. Trotz fehlendem Mehrwert würde durch die vorgeschlagenen neuen Instrumente die Forschung im medizinisch-biologischen Bereich erschwert, was dem haushälterischen Einsatz öffentlicher Gelder widerspricht und die Innovation und damit die internationale Konkurrenzfähigkeit in einem für die Schweiz zentralen Forschungsbereich hemmt.

5. Schlussbemerkung

Die Universität Basel muss die vorgeschlagene Gesetzesänderung über weite Strecken als untauglich und den deklarierten Anliegen zuwiderlaufend zurückweisen. Gleichzeitig werden punktuell wertvolle Ansätze im Bereich der 3R anerkannt. Jedoch sollten Gelder vielmehr in die Erforschung, Entwicklung und Anwendung von 3R und entsprechende Strukturen investiert werden, als in die Administration. In seiner vorliegenden Form ist der Gesetzesentwurf für den Forschungs- und Entwicklungs-Standort Schweiz aber in einem Ausmass schädlich und verursacht dem Steuerzahler unnötige Kosten in einem Umfang, dass die genannten positiven Aspekte die negativen Konsequenzen in keiner Weise aufzuwiegen vermögen.

Stellungnahme des Vereins Forschung für Leben

21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben

Adresse: Forschung für Leben, 8000 Zürich

Kontaktperson: Dr. Iana Buch

Email: buch@forschung-leben.ch

Datum: 18. Mai 2026

I. Zusammenfassung / wichtigste Anliegen zur Vorlage

Die angestrebte Revision des Tierschutzgesetzes (TSchG) im Zuge der parlamentarischen Initiative 21.426 wird ausdrücklich begrüsst. Die Absicht, die 3R-Prinzipien zu festigen, die Transparenz zu fördern und das Bewilligungsverfahren qualitativ weiterzuentwickeln, findet volle Unterstützung.

Für die konkrete Umsetzung ist aus wissenschaftlicher und tierschutzfachlicher Perspektive jedoch entscheidend, dass sie streng evidenzbasiert und praxisnah verläuft. Nur so bleibt sie im Einklang mit dem Verhältnismässigkeitsprinzip gemäss Art. 5 Abs. 2 und Art. 36 Abs. 3 BV. Ein bürokratischer Mehraufwand, dem kein messbarer Nutzen für das Tierwohl oder den wissenschaftlichen Fortschritt gegenübersteht, muss vermieden werden, um die Attraktivität und Wettbewerbsfähigkeit des Forschungsstandorts Schweiz nicht zu gefährden.

Kernanliegen dieser Stellungnahme:

- Aufnahme positiver Tierwohl-Aspekte in Art. 3 Bst. b (minimal-invasiv, Ziff. 2).
- Anpassung der 3R-Definition in Art. 3 Bst. d an den 3RCC-Standard.
- Ablehnung einer zwingenden Präregistrierung als Bewilligungsvoraussetzung (Art. 20a Abs. 1).
- Streichung der Fachsekretariate (Art. 18 Abs. 3, Art. 33a) im Sinne des Minderheitsantrags.
- Stärkung der kantonalen Kommission: Mindestzahl sieben Mitglieder, Aufnahme medizinischer und patientenseitiger Kompetenz, integrierte Prüfung, Mehrheitsrekursrecht.
- Verfahrensbeschleunigung durch Ressourcenausbau und Bürokratieabbau.

Die ursprüngliche Pa.Iv. Christ war explizit auf die Förderung der 3R-Forschung ausgerichtet. Wie im Bericht (Abschnitt 2.1) selbst eingeräumt wird, dehnt der aktuelle Vorentwurf diesen Fokus nun massiv auf Fachsekretariate, Transparenzpflichten und Datenzugriffsregelungen aus. Diese erhebliche Ausweitung über den eigentlichen Initiativkern hinaus erfordert weitaus fundiertere und detailliertere Begründungen für die zusätzlichen Massnahmen.

Zudem wird in Abschnitt 5.2 offen dargelegt, dass kleinere Kantone ihre Kommissionen voraussichtlich auflösen werden. Die daraus resultierenden strukturellen Konsequenzen für die regionale Vertretung, die lokale Expertise sowie den direkten Zugang der Antragstellenden bleiben jedoch völlig ungeklärt.

Auch die Schätzung von „rund sieben Vollzeitstellen“ (Abschnitt 5.2) entbehrt jeglicher methodischer Grundlage oder nachvollziehbarer Datenquellen. Vor der weiteren parlamentarischen Beratung ist hier zwingend eine empirisch fundierte Regulierungsfolgenabschätzung erforderlich.

Schliesslich bleibt die Behauptung in Abschnitt 5.5, die Vorlage wirke sich positiv auf das Tierwohl aus, gänzlich unbewiesen. Ein klarer Nachweis für den tatsächlichen

Tierschutzbesserungseffekt fehlt – insbesondere mit Blick auf die Einführung von Fachsekretariaten, Projektzusammenfassungen und Präregistrierungen.

Fazit / Gesamteinschätzung: Annahme, Revision, grundsätzliche Überarbeitung, Abweisung

Gesamteinschätzung: Annahme mit Revision.

Was unterstützt wird: 3R-Förderung (Art. 22, nach Konsolidierung), Datenbasierte Steuerung (Art. 20b, mit Präzisierung), Stärkung der Tierversuchskommissionen (Art. 34).

Was angepasst werden muss: Definitionen (Art. 3 Bst. b und d), Transparenzregelungen (Art. 20a Abs. 1 und Abs. 2), Fachsekretariate (Art. 18 Abs. 3 und Art. 33a, vollständige Streichung), Datenzugriffe (Art. 20c Abs. 3 und 4), Delegationsnormen (Art. 33a Abs. 4, Art. 34 Abs. 3).

II. Bemerkungen zu den einzelnen Änderungen

Vorgeschlagene Änderungen Tierschutzgesetz (TSchG)

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
Art. 3	Begriffe	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Die Verankerung der 3R-Prinzipien sowie die zeitgemässe Präzisierung des Tierwohls werden ausdrücklich begrüsst. Beide Bestimmungen bedürfen jedoch einer fundierten wissenschaftlichen Schärfung.
Lit. b (Wohlergehen)	Grundsätzliche Überarbeitung	<p>Der geltende Wortlaut von Art. 3 Bst. b TSchG ist primär leidzentriert formuliert. Der aktuelle Erkenntnisstand der Tierwohlforschung (Boissy et al. 2007, Mellor 2016, Turner 2019, Rault et al. 2025) erweitert dieses Konzept jedoch entscheidend: Tierwohl definiert sich demnach nicht mehr nur durch die Vermeidung von Leiden, sondern schliesst positive mentale Zustände und zielgerichtetes Verhalten explizit mit ein.</p> <p>Empfehlung: Ziffer 2 sollte minimal-invasiv um den Aspekt positiver Erfahrungen sowie um eine aktive Förderkomponente erweitert werden.</p> <p>Änderungsvorschlag: «...das artgemässe Verhalten einschliesslich positiver Erfahrungen innerhalb der biologischen Anpassungsfähigkeit ermöglicht und gefördert wird.»</p>
Lit. d (3R)	Grundsätzliche Überarbeitung	Die gesetzliche Verankerung der 3R-Prinzipien im Tierversuchsbereich und in der Tierhaltung wird ausdrücklich

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>begrüssst. Die vorgeschlagene Definition bildet jedoch das aktuelle Verständnis der wissenschaftlichen Fachwelt nicht adäquat ab:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Reduction bezieht sich gemäss Russell und Burch (1959) primär auf die Minimierung der Tierzahl innerhalb eines einzelnen Experiments sowie auf die Maximierung des Erkenntnisgewinns bei gleichbleibender Tieranzahl. • Refinement umfasst nach Turner (2019) und dem Swiss 3R Competence Centre (3RCC) neben der reinen Leidensminimierung auch die aktive Förderung des Tierwohls einschliesslich positiver Erfahrungen. <p>Empfehlung: Es wird die Übernahme der offiziellen 3RCC-Definition empfohlen.</p> <p>Änderungsvorschlag: «3R: Prinzipien, welche das Ersetzen des Einsatzes von Tieren durch tierfreie Methoden (Replacement), die Gewinnung vergleichbarer Informationsmengen mit weniger Tieren oder zusätzlicher Informationen aus derselben Anzahl von Tieren (Reduction) sowie die Linderung oder Minimierung potenzieller Schmerzen, Leiden und Stress und die Förderung des Wohlergehens der Tiere (Refinement) in der Forschung mit Tieren fordern.»</p>
Art. 18	Bewilligungspflicht	
Insgesamt	Ablehnung	Die Einführung der Fachsekretariate als verbindliche Prüfinstanz wird abgelehnt. Begründung siehe Art. 33a.
Abs. 3	Ablehnung	Im Sinne des Minderheitsantrags zu streichen. Die Bewilligungsgesuche werden weiterhin durch die zuständige kantonale Behörde der kantonalen Kommission für Tierversuche unterbreitet.
Art. 20a	Information der Öffentlichkeit	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Das Ziel, die Transparenz im Bereich der Tierversuche zu erhöhen, wird ausdrücklich begrüsst. Die Einführung einer nichttechnischen

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Projektzusammenfassung (NTP) entspricht einem seit 2013 etablierten Standard in der Europäischen Union (Richtlinie 2010/63/EU Art. 43). Der Verzicht auf dieses Instrument würde zu einer weiteren Isolation der Schweiz vom europäischen Forschungsraum führen. Für eine sachgerechte Umsetzung sind jedoch flankierende Schutzvorkehrungen für Forschungs- und Geschäftsgeheimnisse unabdingbar. Zudem sollte auf die Einführung einer zwingenden Präregistrierung verzichtet werden.</p> <p>Änderungsvorschlag: «Der Bund fördert die Transparenz in der Forschung mit Tieren.»</p>
Abs. 1	Ablehnung Präregistrierung	<p>Die Einführung einer nichttechnischen Projektzusammenfassung (NTP) wird ausdrücklich begrüsst. Abgelehnt wird hingegen eine obligatorische Präregistrierung als Voraussetzung für die Bewilligung oder Durchführung von Projekten; der entsprechende Passus im erläuternden Bericht ist folglich zu streichen.</p> <p>Für einen konkreten Tierschutznutzen durch eine solche Verpflichtung fehlt jegliche empirische Evidenz. Eine schweizweite Befragung von Studienleitenden (Priboi et al. 2025, bioRxiv) verdeutlicht, dass die damit verbundene Bürokratie und der erhebliche Zeitaufwand als hochgradig problematisch wahrgenommen werden. Eigene Erfahrungen unseren Mitgliedern bestätigen dies: Testweise durchgeführte Präregistrierungen wurden wieder eingestellt, da sie lediglich zu einer Duplizierung interner Dokumentationspflichten führten, ohne messbare positive Effekte oder qualitative Verbesserungen zu generieren. Erfahrungen aus dem Bereich klinischer Studien am Menschen zeigen zudem, dass eine Registrierungspflicht den Publikationsbias zwar dämpfen, aber keineswegs eliminieren kann. Studien mit positiven Ergebnissen weisen nach wie vor eine 2,69-fach höhere Chance auf Veröffentlichung auf als Studien mit negativen Befunden oder Null-Ergebnissen (Odds Ratio 2,69; 95%-</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Konfidenzintervall 2,02 bis 3,60; Showell et al. 2024, Cochrane). Die Registrierung schafft zwar Sichtbarkeit für die Durchführung einer Studie, garantiert jedoch nicht deren vollständige Publikation.</p> <p>Selbst nach erfolgter Präregistrierung bleiben Studienergebnisse der Öffentlichkeit oft ganz oder teilweise vorenthalten. So dokumentieren DeVito et al. (2020) in einer systematischen Auswertung von <i>ClinicalTrials.gov</i>, dass nur rund 40 % der nach dem <i>FDA Amendments Act 2007</i> meldepflichtigen Studien ihre Ergebnisse fristgerecht im Register publizierten. Auch das sogenannte <i>Outcome Switching</i> – die nachträgliche, nicht deklarierte Veränderung des primären Endpunkts zwischen Studienprotokoll und Publikation – wird durch die Registrierung nicht verhindert: Mathieu et al. (2009) wiesen einen solchen Endpunktwechsel bei 31 % der untersuchten Studien nach. Das COMPare-Projekt (Goldacre et al. 2019) dokumentierte bei 67 prospektiv überwachten Studien insgesamt 354 unberücksichtigte <i>Outcome</i>-Wechsel, und Dwan et al. (2013) bestätigten die strukturelle Persistenz dieses <i>Outcome Reporting Bias</i> über mehrere Forschungsfelder hinweg.</p> <p>Darüber hinaus ist die akademische Grundlagenforschung von Natur aus explorativ und adaptiv geprägt. Solche dynamischen Prozesse lassen sich durch starre Präregistrierungen kaum sinnvoll abbilden. Bereits heute besteht auf freiwilliger Basis die Möglichkeit, öffentliche Plattformen für die Registrierung zu nutzen.</p> <p>Empfehlung: Einführung von NTPs bei gleichzeitiger Beibehaltung des bewährten, freiwilligen Regimes (z. B. über <i>preclinicaltrials.eu</i> oder das Animal Study Registry des BfR). Der erläuternde Bericht ist in diesem Sinne zu korrigieren.</p>
Abs. 2 (NTP)	Zustimmung mit Vorbehalten	Die Veröffentlichung der nichttechnischen Projektzusammenfassung (NTP) nach erfolgter Bewilligung wird beibehalten. Um eine praxisnahe und europakompatible Umsetzung zu gewährleisten, sind jedoch drei gezielte Anpassungen erforderlich:

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<ul style="list-style-type: none"> • Anpassung (a) – Buchstabe e: Der Begriff «erwarteter Nutzen» ist durch «erwarteter Kenntniskennntnisgewinn» zu ersetzen. <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Begründung:</i> Die akademische Grundlagenforschung dient primär dem wissenschaftlichen Erkenntnisgewinn und nicht zwingend einem unmittelbaren, direkt nachweisbaren Anwendungsnutzen. • Anpassung (b) – Buchstaben f und g: Diese beiden Bestimmungen sind zu fusionieren. Der zweite Satzteil von Buchstabe f (belastungsmindernde Massnahmen) wird inhaltlich bereits vollständig durch die 3R-Massnahmen in Buchstabe g abgedeckt. Eine Zusammenlegung vermeidet gesetzliche Redundanzen. • Anpassung (c) – Schutzklausel: Es ist eine explizite Schutzklausel analog zu § 41 Abs. 2 der deutschen Tierschutzversuchstierverordnung (TierSchVersV) aufzunehmen. Diese muss sicherstellen, dass keine einrichtungs- oder personenbezogenen Daten veröffentlicht werden und dass der Schutz des geistigen Eigentums sowie von Betriebs- und Geschäftsgeheimnissen strikt gewahrt bleibt. <p>Vorschlag zur Veröffentlichungsfrist: Die Publikation der NTP sollte spätestens sechs Monate nach der Bewilligungserteilung erfolgen, um eine Harmonisierung mit dem europäischen Standard (gemäss Art. 43 Abs. 1 der EU-Richtlinie 2010/63/EU) zu wahren.</p>
Abs. 3 (retrospektive Ergänzung)	Zustimmung	Die Ausweitung der retrospektiven Ergänzung auf sämtliche Tierversuche geht über den geltenden EU-Standard hinaus – welcher diese nur für den

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Schweregrad «schwer» sowie für nichthumane Primaten vorsieht – und wird unterstützt. Da die entsprechenden Daten ohnehin bereits im System Animex-ch erfasst und regelmässig für Folgeanträge aufgearbeitet werden, ist der administrative Mehraufwand pro Projekt als gering einzustufen.</p> <p>Empfehlung: Die Bestimmung ist um eine klare Veröffentlichungsfrist zu ergänzen. Die Einreichung bzw. Aufschaltung sollte spätestens sechs Monate nach Beendigung des Tierversuchs erfolgen.</p>
Abs. 4 und 5	Keine Stellungnahme	Folgeregelungen auf Verordnungsebene; keine inhaltlichen Bemerkungen.
Art. 20b	Zweck und Inhalt	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Der Aufbau eines Informationssystems wird unterstützt. Präzisierungen sind in Abs. 3 erforderlich.
Abs. 1	Keine Stellungnahme	Keine inhaltlichen Bemerkungen.
Abs. 3 (Auswertung)	Zustimmung mit Vorbehalten	<p>Die Beauftragung Dritter mit Datenauswertungen ist an eine klare und rechtssichere datenschutzrechtliche Grundlage zu binden. Hierbei findet das revidierte Datenschutzgesetz (revDSG; SR 235.1) respektive das jeweils einschlägige kantonale Datenschutzrecht für kantonale Stellen Anwendung.</p> <p>Empfehlung: Es wird eine präzise Verankerung auf Gesetzes- oder Verordnungsstufe gefordert. Diese muss folgende Elemente zwingend beinhalten:</p> <ul style="list-style-type: none"> • einen expliziten Verweis auf das revDSG; • den Abschluss eines rechtlich bindenden Auftragsbearbeitungsvertrags gemäss Art. 9 revDSG; • die Durchführung einer Datenschutz-Folgenabschätzung (DSFA) nach Art. 22 revDSG; • eine abschliessende und transparente Definition der Kategorien zulässiger «kompetenter Stellen». <p>Anmerkung zum erläuternden Bericht (Abschnitt 4 zu Art. 20b Abs. 3, S. 9): Der Bericht nennt das Swiss 3R Competence Centre (3RCC) ausdrücklich</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>als potenziellen Partner für Datenanalysen und verweist auf dessen Mandat als Forschungseinrichtung von nationaler Bedeutung gemäss Art. 15 FIFG. Da das 3RCC jedoch gleichzeitig ein Fördermandat innehat, ergeben sich hieraus potenzielle Interessenkonflikte zwischen der Vergabetätigkeit von Fördermitteln und dem Zugriff auf sowie der Analyse von sensiblen Projektdaten. Diese Problematik ist im Vorentwurf zwingend zu adressieren. Es bedarf einer strikten institutionellen Trennung der beiden Funktionen oder eines dokumentierten, transparenten Prozesses zum Umgang mit Interessenkonflikten (<i>Conflict-of-Interest-Management</i>).</p>
Art. 20c	Zugriffsrechte	
Insgesamt	Ablehnung	<p>Die Erweiterung des Zugriffskreises auf Bewilligungsgesuche über die Kantonsgrenzen hinweg ist in der vorliegenden Form dezidiert abzulehnen. Präzedenzfälle für kantonsübergreifende Abrufverfahren existieren im Schweizer Recht zwar (wie z. B. RIPOL oder POLAP), diese sind jedoch ausnahmslos an eine spezifische formell-gesetzliche Grundlage, klar definierte Zugriffsrollen, eine lückenlose Protokollierung sowie eine strenge Aufsicht gebunden.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Der erläuternde Bericht behauptet in Abschnitt 6.7 (Datenschutz), es seien «weder die Bearbeitung von neuen Personendaten noch andere Massnahmen nötig, die Auswirkungen auf den Datenschutz haben könnten». Diese Feststellung steht in direktem Widerspruch zu den vorgeschlagenen Bestimmungen in Art. 20c Abs. 3 (Einführung eines neuen kantonsübergreifenden Abrufverfahrens) und Abs. 4 (erhebliche Ausweitung der Zugriffsrechte auf Dritte). Zudem wird eine nach Art. 22 revDSG zwingend erforderliche Datenschutz-Folgenabschätzung (DSFA) im gesamten Bericht mit keinem Wort thematisiert. Diese fundamentale innere Inkonsistenz der Vorlage ist zwingend bereinzigen.</p>
Abs. 1	Keine Stellungnahme	Sofern Fachsekretariate gestrichen werden, fällt Bst. b dahin.

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
Abs. 3 (Abrufverfahren)	Ablehnung	<p>Die vorgeschlagene Vorlage sieht eine massive Erweiterung des Personenkreises vor, der Einsicht in sensible Tierversuchsgesuche erhalte – einschliesslich des Zugriffs auf geschützte Forschungs- und Geschäftsgeheimnisse. Dies wird abgelehnt. Das angestrebte Ziel einer einheitlichen Vollzugspraxis lässt sich mit deutlich milderem, aber ebenso effektiven Mitteln erreichen. Die aktuelle Formulierung verletzt somit das verfassungsrechtliche Verhältnismässigkeitsprinzip nach Art. 5 Abs. 2 BV.</p> <p>Empfehlung: Der unbeschränkte Zugriff auf Rohgesuche ist zu streichen. Stattdessen sind folgende datenschutzkonforme und verhältnismässige Alternativen vorzusehen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Einsetzung einer interkantonalen Harmonisierungskommission mit rein beratender Funktion zur Angleichung der Vollzugspraxis. • Aufbau einer anonymisierten Entscheid- und Begründungsdatenbank, die einen fachlichen Austausch ermöglicht, ohne Betriebsgeheimnisse oder geschützte Forschungsansätze zu gefährden.
Abs. 4 (Ausweitung Zugriff)	Ablehnung	<p>Die vorgeschlagene Bestimmung stellt eine verfassungsrechtlich unzulässige, unbestimmte Delegationsnorm dar, da sie jegliche gesetzliche Eingrenzung von Gegenstand, Zweck oder flankierenden Schutzvorkehrungen vermissen lässt. Eine derart offene Kompetenzübertragung ist mit dem Bestimmtheitsgebot und dem Legalitätsprinzip gemäss Art. 164 in Verbindung mit Art. 182 BV sowie mit dem Verhältnismässigkeitsprinzip nach Art. 5 Abs. 2 BV nicht vereinbar.</p> <p>Empfehlung: Die Delegationsnorm ist ersatzlos zu streichen. Sollte an der Bestimmung festgehalten werden, sind die wesentlichen Leitplanken zwingend auf Gesetzesstufe (und nicht erst auf Verordnungsebene) zu verankern. Dies umfasst:</p> <ul style="list-style-type: none"> • eine abschliessende Definition der Kategorien zulässiger Stellen;

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<ul style="list-style-type: none"> • eine strikte gesetzliche Zweckbindung; • eine präzise Festlegung der bearbeitbaren Datenkategorien; • die Pflicht zum Abschluss eines datenschutzkonformen Auftragsbearbeitungsvertrags; • das Erfordernis einer Datenschutz-Folgenabschätzung (DSFA); • eine lückenlose Protokollierungspflicht sämtlicher Datenzugriffe.
Art. 22	Forschung	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Die 3R-Förderung durch den Bund wird begrüsst. Die Aufteilung in drei Absätze ist gesetzestechnisch redundant.
Abs. 2, 3 und 4	Grundsätzliche Überarbeitung	<p>Es wird vorgeschlagen, die bisherigen drei Absätze zu einem einzigen, konsolidierten Absatz zusammenzuführen. Dieser erfasst sämtliche substanziellen Elemente – namentlich die Erforschung, Entwicklung, Validierung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden, die entsprechenden 3R-Strukturen und -Infrastrukturen sowie die Lehre und Ausbildung – lückenlos und systematisch an einer Stelle.</p> <p>Änderungsvorschlag: Abs. 2 (neu): «Der Bund fördert in Zusammenarbeit mit Hochschulen und Industrie sowie in nationaler und internationaler Kooperation insbesondere die Erforschung, Entwicklung, Validierung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden sowie die dafür erforderlichen 3R-Strukturen, 3R-Infrastrukturen und die Lehre und Ausbildung im Bereich 3R.» <i>Die Absätze 3 und 4 entfallen.</i></p>
Art. 33a	Fachsekretariat für Tierversuche	
Insgesamt	Ablehnung	<p>Die Bestimmung ist im Sinne des Minderheitsantrags ersatzlos zu streichen. Die im Vorentwurf vorgesehene Hauptfunktion – eine vorgelagerte, separierte Prüfung der Unerlässlichkeit – ist weder legislativ zulässig noch wissenschaftlich-epistemisch möglich.</p> <p>1. Legistische Begründung Das verfassungsrechtliche Verhältnismässigkeitsprinzip (Art. 5 Abs. 2</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>und Art. 36 Abs. 3 BV) bildet einen einheitlichen, relationalen Beurteilungsmassstab. Die Subkriterien (Eignung, Erforderlichkeit und Angemessenheit bzw. Güterabwägung) sind methodische Leitlinien einer Gesamtbeurteilung und keine isolierbaren, eigenständigen materiellen Werte (vgl. Rütsche 2020). Eine organisatorische Aufteilung dieses Prozesses zwischen einem Fachsekretariat und der Kommission zerlegt den integralen Prüfvorgang in unzulässiger Weise.</p> <p>2. Wissenschaftliche Begründung Die Kriterien Eignung (Validität des Modells), Erforderlichkeit (3R-Prinzipien) und Güterabwägung sind untrennbar miteinander verschränkt. So ist beispielsweise die <i>Reduction</i> mathematisch direkt an die interne Validität gekoppelt, während <i>Refinement</i>-Massnahmen das <i>Outcome</i> und damit die Validität des gesamten Versuchs modulieren. Da all diese Dimensionen irreduzibel indeterministisch sind (Matsushita et al. 2026, in Vorbereitung), erweist sich die angestrebte sequenzielle „Gate-Architektur“ als strukturell inadäquat.</p> <p>3. Organisatorisch-praktische Begründung</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bürokratisierung und Kompetenzkonflikte: Die Schaffung von Fachsekretariaten führt eine zusätzliche administrative Ebene ohne erkennbaren Mehrwert ein, verlängert die Bearbeitungsdauer und entwertet die Arbeit der kantonalen Tierversuchskommissionen. Da diese für die abschliessende Güterabwägung zwingend auch die instrumentelle Unerlässlichkeit beurteilen müssen, führt eine vorgelagerte Aufspaltung zwangsläufig zu Doppelspurigkeiten und Kompetenzkonflikten. • Verlust lokaler Expertise: Die kantonalen Kommissionen verfügen durch ihre Vor-Ort-Kontrollen über direkte Kenntnisse der lokalen Gegebenheiten

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>(Forschungsgruppen, Haltungsbedingungen, gelebte Tierschutzkultur). Diese essenzielle Praxisnähe kann durch eine rein administrative, stärker zentralisierte Vorprüfung nicht gleichwertig ersetzt werden.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mangelnde Machbarkeit der Expertise: Angesichts der enormen Bandbreite der betroffenen Fachbereiche – von der Biomedizin und Wildtierforschung über Ökotoxikologie, Ethologie bis hin zur Agronomie – ist es unrealistisch, dass ein kleines Fachsekretariat diese Expertise fundiert abbilden kann. Zudem bleibt die Zusammensetzung, personelle Dimensionierung und die Kostenfolge für die Kantone völlig ungeklärt. <p>Empfehlung: Streichung von Art. 33a <i>in toto</i>. Die Harmonisierung der Vollzugspraxis ist stattdessen über eine interkantonale Harmonisierungskommission mit rein beratender Funktion anzustreben. Die Prüfung der Unerlässlichkeit muss integral bei den kantonalen Kommissionen (Art. 34) verbleiben.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Der Erläuternde Bericht (Übersicht und Abschnitt 4 zu Art. 33a) bezeichnet das Vorgehen ausdrücklich als «sequentielle Prüfung» durch Fachsekretariat und Tierversuchskommission. Genau diese sequenzielle Architektur ist wissenschaftlich und legislativ untragbar. Der Bericht (Abschnitt 4 zu Art. 33a Abs. 4, S. 13) nennt zudem ausdrücklich die «Bearbeitungsfrist der Gesuche» als möglichen Inhalt einer bundesrätlichen Verordnung. Eine Verkürzung der Bearbeitungszeiten ist anzustreben. Eine starre gesetzliche Frist ist eine Möglichkeit; Falls Fristen verankert werden, sind Umgehungsmaßnahmen auszuschliessen (Zurückweisung, Ablehnungsdrohung mit Rückzug, Stoppen der Frist durch zweckwidrige Rückfragen; Beispiele aus Deutschland und dem Kanton Zürich sind hinreichend</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		dokumentiert); die Verkürzung sollte besser über Ressourcenausbau und Bürokratieabbau erfolgen.
Abs. 1, 2, 3 und 4	Ablehnung	<p>Streichung im Sinne des Minderheitsantrags. Insbesondere Absatz 4 stellt eine verfassungsrechtlich unzulässige, unbestimmte Delegationsnorm dar. Die Bestimmung lässt jegliche materielle Eingrenzung von Gegenstand, Zweck, Inhalt oder Umfang der zu übertragenden Kompetenzen vermissen. Eine derart weitreichende und konturlose Kompetenzübertragung verletzt das verfassungsrechtliche Legalitätsprinzip und das Bestimmtheitsgebot gemäss Art. 164 in Verbindung mit Art. 182 BV.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Der erläuternde Bericht versucht in Abschnitt 6.6, diese Delegation lediglich mit dem formellen Argument zu rechtfertigen, sie sei «in der BV nicht ausgeschlossen». Damit verkennt die Vorlage die materiellen verfassungsrechtlichen Kernanforderungen grundlegend: Das Verbot des Ausschlusses ist kein Freipass für Blankodelegationen. Die zwingend erforderliche Prüfung, ob die Delegation die verfassungsrechtlichen Schranken der hinreichenden Bestimmtheit (Art. 164 i.V.m. Art. 182 BV) einhält, fehlt im Bericht gänzlich. Diese eklatante argumentative Lücke unterstreicht die Notwendigkeit der Streichung.</p> <p>Die Rechtsetzung in wesentlichen Fragen obliegt in unserer Demokratie der Legislative. Grundlegende Weichenstellungen und Einschnitte dürfen nicht in dieser Unbestimmtheit an die Exekutive delegiert werden. Wesentliche Bestimmungen sind zwingend in Form eines formellen Bundesgesetzes zu erlassen.</p>
Art. 34	Kantonale Kommission für Tierversuche	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Die angestrebte Stärkung der kantonalen Tierversuchskommissionen wird grundsätzlich begrüsst. Um jedoch gravierende unbeabsichtigte Strukturrisiken zu vermeiden, sind gezielte

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>gesetzliche Anpassungen sowie eine umfassende Regulierungfolgenabschätzung zwingend erforderlich.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Der Erläuternde Bericht hält in Abschnitt 5.2 fest, dass kleine Kantone ihre Tierversuchskommissionen voraussichtlich abschaffen werden, weil die Anforderungen steigen. Die strukturellen Folgen für die regionale Vertretung, die lokale Expertise, die Verfügbarkeit von Sachkenntnis und den Zugang der Antragstellenden sind im Bericht jedoch nicht abgeschätzt. Eine solche Folgenabschätzung ist zwingend erforderlich. Gesetzliche Anforderungen bewusst so zu gestalten, dass kleine Kantone sie nicht mehr erfüllen können, ist staatspolitisch und föderalistisch fragwürdig.</p>
<p>Abs. 1 (Mindestzahl, Zusammensetzung)</p>	<p>Grundsätzliche Überarbeitung</p>	<p>Die Mindestzahl von fünf Mitgliedern ist zu tief angesetzt. Eine fachlich breite Zusammensetzung, einzuhaltende Ausstandspflichten, Absenzen durch Ferien und Krankheit sowie die zusätzliche 3R-Anforderung verlangen eine Erhöhung auf mindestens sieben Mitglieder.</p> <p>Die im Vorentwurf genannten Kompetenzfelder lassen zudem die medizinische und patientenseitige Perspektive ausser Acht. Diese ist für die Beurteilung des Kenntnisergebnisses und des gesellschaftlichen Nutzens jedoch unverzichtbar.</p> <p>Vorschlag Abs. 1 neu: «Die Kantone bestellen je eine aus mindestens sieben Fachleuten zusammengesetzte Kommission für Tierversuche, die von der Bewilligungsbehörde unabhängig ist und in der Kompetenzen zu 3R, Ethik, Forschen mit Tieren, medizinischer Praxis sowie Patientenvertreter und Tierschutzorganisationen angemessen vertreten sind. Mehrere Kantone können eine gemeinsame Kommission einsetzen.»</p>
<p>Abs. 2 (Aufgabe)</p>	<p>Grundsätzliche Überarbeitung</p>	<p>Das Wort «insbesondere» ist zu streichen. Bei gleichzeitiger Streichung von Art. 33a prüft die Kommission die Kriterien</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Eignung, Erforderlichkeit und Güterabwägung vollintegriert.</p> <p>Vorschlag Abs. 2 neu: «Die Kommission prüft die Gesuche integriert bezüglich Eignung, Erforderlichkeit und Güterabwägung und stellt Antrag an die Bewilligungsbehörde. Sie wird für die Kontrolle der Versuchstierhaltung und der Durchführung der Versuche beigezogen. Die Kantone können ihr weitere Aufgaben übertragen.»</p>
Abs. 2a (neu, Mehrheitsrekursrecht)	Zustimmung	<p>Es wird die Aufnahme eines Mehrheitsrekursrechts für alle Tierversuchskommissionen gefordert. Dies stellt national eine einheitliche Regelung sicher und verhindert eine Zersplitterung durch unterschiedliche kantonale Minderheitsbeschwerderechte.</p> <p>Vorschlag Abs. 2a neu: «Eine Kommissionsmehrheit kann gegen einen Entscheid der Bewilligungsbehörde die Rechtsmittel ergreifen.»</p>
Abs. 3 (Delegation Bundesrat)	Ablehnung	<p>Es liegt eine unbestimmte Delegationsnorm ohne materielle Eingrenzung vor. Diese ist mit Art. 164 in Verbindung mit Art. 182 BV nicht vereinbar.</p> <p>Empfehlung: Die Bestimmung ist zu streichen.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Abschnitt 6.6 des Erläuternden Berichts erklärt die Delegation an den Bundesrat ausschliesslich damit, dass sie «in der BV nicht ausgeschlossen» sei. Die Frage nach der hinreichenden Bestimmtheit (Art. 164 i.V.m. Art. 182 BV) wird jedoch nicht geprüft, obwohl genau dies das eigentliche verfassungsrechtliche Erfordernis darstellt. Die fehlende Begründung im Bericht stützt somit den Streichungsantrag.</p>

Literaturverzeichnis

Matsushita et al.. (2026, in Vorbereitung): Why sequential harm-benefit analysis is structurally impossible: indeterminacy, dimensional interlocking, and the case for integrated evaluation.

Boissy A, Manteuffel G, Jensen MB et al. (2007): Assessment of positive emotions in animals to improve their welfare. *Physiology & Behavior* 92(3), 375-397.
<https://doi.org/10.1016/j.physbeh.2007.02.003>

Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV), SR 101.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/1999/404/de>

Bundesgesetz über den Datenschutz (revDSG), SR 235.1.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2022/491/de>

Bundesgesetz über den Tierschutz (TSchG), SR 455.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2008/414/de>

Bundesgesetz über die Forschung am Menschen (HFG), SR 810.30.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2013/617/de>

Claesen A, Gomes SLBT, Tuerlinckx F, Vanpaemel W (2021): *Royal Society Open Science* 8(10), 211037. <https://doi.org/10.1098/rsos.211037>

DeVito NJ, Bacon S, Goldacre B (2020): *The Lancet* 395(10221), 361-369.
[https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(19\)33220-9](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(19)33220-9)

Dwan K, Gamble C, Williamson PR, Kirkham JJ (2013): *PLOS ONE* 8(7), e66844.
<https://doi.org/10.1371/journal.pone.0066844>

European Parliament and Council (2010): Directive 2010/63/EU. <https://eur-lex.europa.eu/eli/dir/2010/63/oj/eng>

European Parliament and Council (2019): Regulation (EU) 2019/1010. <https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2019/1010/oj>

Goldacre B, Drysdale H, Dale A et al. (2019): *Trials* 20, 118. <https://doi.org/10.1186/s13063-019-3173-2>

Kaplan RM, Irvin VL (2015): *PLOS ONE* 10(8), e0132382.
<https://doi.org/10.1371/journal.pone.0132382>

Mathieu S, Boutron I, Moher D, Altman DG, Ravaud P (2009): *JAMA* 302(9), 977-984.
<https://doi.org/10.1001/jama.2009.1242>

Mellor DJ (2016): *Animals* 6(3), 21. <https://doi.org/10.3390/ani6030021>

Open Science Collaboration (2015): *Science* 349(6251), aac4716.
<https://doi.org/10.1126/science.aac4716>

Priboi C, Mayer B, Vergauwe E, Elger B, Würbel H (2025): *bioRxiv Preprint*.
<https://doi.org/10.1101/2025.11.07.687141>

Rault JL, Bateson M, Boissy A et al. (2025): *Biology Letters* 21(1).
<https://doi.org/10.1098/rsbl.2024.0382>

Rütsche B (2020): Verhältnismässigkeitsprinzip. In: Diggelmann O, Hertig Randall M, Schindler B (Hrsg.): *Verfassungsrecht der Schweiz*, Bd. II. Schulthess, Zürich, S. 1049 ff.

Russell WMS, Burch RL (1959): *The Principles of Humane Experimental Technique*. Methuen, London.

Scheel AM, Schijen MRMJ, Lakens D (2021): *Advances in Methods and Practices in Psychological Science* 4(2). <https://doi.org/10.1177/25152459211007467>

Showell MG, Cole S, Clarke MJ, DeVito NJ, Farquhar C, Jordan V (2024): *Cochrane Database of Systematic Reviews* 11, MR000011. <https://doi.org/10.1002/14651858.MR000011.pub3>

Swiss 3R Competence Centre (3RCC). <https://swiss3rcc.org/de/3rs-for-the-public>

Turner PV (2019): *ILAR Journal* 60(3), 366-372. <https://doi.org/10.1093/ilar/ilaa017>

van der Naald M, Chamuleau SAJ et al. (2022): *PLOS Biology* 19(9), e3001397.
<https://doi.org/10.1371/journal.pbio.3001397>

TierSchVersV Deutschland, §41.

BfR: AnimalTestInfo.

https://www.bf3r.de/de/nicht_technische_projektzusammenfassung__ntp____tierversuche_in_deutschland-279827.html

preclinicaltrials.eu. <https://www.preclinicaltrials.eu>

Animal Study Registry des BfR. <https://www.animalstudyregistry.org>



UZH, Institut für Pharmakologie und Toxikologie
Winterthurerstrasse 190, 8057 Zürich

Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur
des Nationalrates
Parlamentsdienste
Parlamentsgebäude
3003 Bern

Bruno Weber, Prof. Dr.
Institutsdirektor
+41 44 635 6085 (direkt)
+41 44 635 5944 (Sekretariat)
bweber@pharma.uzh.ch
www.brunoweberlab.ch

Zürich, 18. Mai, 2026

Stellungnahme zum Gesetzesentwurf zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative 21.426 der Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrates (WBK-N)

Sehr geehrte Kommissionsmitglieder

Ich nehme Stellung zum vorliegenden Gesetzesentwurf und möchte dabei unmissverständlich festhalten, dass die vorgeschlagenen Massnahmen in grossen Teilen weder notwendig noch zielführend sind. Es besteht kein ausgewiesener Handlungsbedarf, die Ressourcen und Anreize für Alternativen zu Tierversuchen gesetzlich neu zu regeln. Auch die geforderte Transparenz durch nicht-technische Projektzusammenfassungen schafft unnötige Bürokratie, ohne einen echten Mehrwert zu bieten. Die Einführung von Fachsekretariaten zur vermeintlichen Verbesserung des Bewilligungsverfahrens ist ein weiterer kostspieliger Eingriff, der die bestehenden, bewährten Strukturen ohne triftigen Grund untergräbt.

Generell unterstütze ich das Ziel, die 3R-Prinzipien (Replace, Reduce, Refine) weiter zu stärken und Alternativmethoden zu Tierversuchen zu fördern. Die Einführung des 3R-Prinzips in das Tierschutzgesetz sowie die Förderung der 3R wird befürwortet. **Der Rest des vorliegende Gesetzesentwurfs ist meines Erachtens jedoch ungeeignet, die Ressourcen und Anreize für Alternativen zu Tierversuchen zu erhöhen, weil er zusätzliche administrative Strukturen und Verpflichtungen einführt, deren Nutzen für den Tierschutz und die 3R nicht hinreichend belegt ist.** Es besteht eine erhebliche Gefahr, dass die vorgeschlagenen zusätzlichen administrativen Anforderungen und neuen institutionellen Strukturen den Forschungsstandort Schweiz schwächen. Dieses grosse Risiko wird in Kauf genommen, ohne einen nachweisbaren Mehrwert für den Tierschutz und die 3R zu schaffen, Transparenz über Forschung mit Tieren zu erhöhen oder das Bewilligungsverfahren zu verbessern.

Ich empfehle daher dringend:

- **auf zusätzliche bürokratische Anforderungen zu verzichten,**
- **bestehende Förderinstrumente im Bereich der 3R gezielt weiterzuentwickeln und**
- **einen Fokus auf Massnahmen zu legen, die wissenschaftlich belegt, regulatorisch wirksam und umsetzbar sind.**

Art. 18 Abs. 3 (Fachsekretariate): Ohne Klärung der Zusammensetzung der Fachsekretariate, ihrer Aufgabe und der Kompetenzen der Mitarbeitenden der Fachsekretariate lehnen wir den Artikel im Sinne des Minderheitsantrags ab.

Art. 20a Abs. 1 (Präregistrierung): Wir lehnen eine Präregistrierung als Voraussetzung für den Erhalt einer Tierversuchsbewilligung ab.

Art. 20a Abs. 2 (Nicht-technische Projektzusammenfassungen): Wir schlagen die Streichung von Art. 20a Abs. 2 vor. Angaben zu 3R Massnahmen, die dort gefordert werden, könnte man zu Art. 20a Abs. 3 (Veröffentlichung nach Abschluss der Bewilligung) hinzufügen.

Art. 22 Abs. 3 und 4 (Rolle des Bundes): Die Förderung von 3R-Strukturen, -Infrastruktur und -Ausbildung wird unterstützt und sollte dezentrale Implementationsstrukturen (z. B. Core Facilities und 3R-Koordinator:innen) stärken. Es sollte sichergestellt werden, dass neue Regelungen effektiv zum Tierwohl beitragen und zugleich im Forschungsbetrieb praktikabel sind. Für die Validierung und Anerkennung neuer Methoden sind Koordinationsstrukturen und ausreichende Fördermittel notwendig. 3R-Koordinator:innen sollten gesetzlich verankert werden (Verordnungsebene, Neuvorschlag).

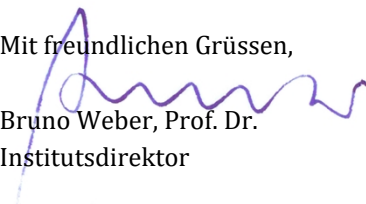
Art. 33a (Fachsekretariate): Wir lehnen die vorgeschlagene Struktur mit Fachsekretariaten im aktuellen Wortlaut ab.

Art. 34 (Kantonale Kommission für Tierversuche): Die Mindestanzahl an Mitgliedern der Tierversuchskommission sollte von fünf auf zwölf erhöht werden. Der Aufgabenbereich der Kommission muss klar definiert werden und bezieht sich möglicherweise (falls Fachsekretariate, welche die instrumentelle Unerlässlichkeit prüfen, eingeführt werden) nur noch auf die Güterabwägung (finale Unerlässlichkeit) ohne Rückfragen an die Antragstellenden. Wir fordern daher die Einführung eines Mehrheitsrekursrechts für alle Tierversuchskommissionen und damit eine national einheitliche Regelung, nach der eine Mehrheit der Kommissionsmitglieder für das Ergreifen von Rechtsmitteln gegen Entscheide der Bewilligungsbehörde erforderlich ist. Vorschlag zur Anpassung: ¹ Die Kantone bestellen je eine aus mindestens zwölf Fachleuten zusammengesetzte Kommission für Tierversuche, die von der Bewilligungsbehörde unabhängig ist und in der Kompetenzen zu 3R, Ethik und Forschen mit Tieren sowie Tierschutzorganisationen angemessen vertreten sind. Mehrere Kantone können eine gemeinsame Kommission einsetzen. ² Die Kommission prüft die Gesuche insbesondere bezüglich deren Zulässigkeit aufgrund der Güterabwägung und stellt Antrag an die Bewilligungsbehörde. Sie wird für die Kontrolle der Versuchstierhaltung und der Durchführung der Versuche beigezogen. Die Kantone können ihr weitere Aufgaben übertragen.^{2a} Eine Kommissionsmehrheit kann gegen einen Entscheid der Bewilligungsbehörde die Rechtsmittel ergreifen.

In meiner Forschung wende ich seit nunmehr 30 Jahren Tierversuche an. In dieser Zeit hat die Bürokratie signifikant zugenommen, ohne dass dies nach meiner Einschätzung zu einer Verbesserung des Tierwohls geführt hat. Es gibt Forschungszweige, in denen Alternativen nur schwer einsetzbar sind, weil die untersuchten Systeme und Krankheiten die Forschung am intakten Organismus erfordern. Ein Beispiel hierzu ist unsere experimentelle Schlaganfallforschung, bei der die intakte Blutzirkulation nur sehr eingeschränkt verzichtbar ist.

Eine fokussierte Weiterentwicklung der **bestehenden** Regelungen kann dazu beitragen, die 3R sowie Alternativen zu Tierversuchen zu fördern, das hohe Niveau des Tierwohls in der Schweizer Forschung langfristig zu sichern, effiziente Bewilligungsprozesse zu gewährleisten und gleichzeitig die internationale Wettbewerbsfähigkeit des Forschungsstandorts Schweiz zu sichern.

Mit freundlichen Grüssen,


Bruno Weber, Prof. Dr.
Institutsdirektor

21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben

Adresse: Prof. Michael O. Hottiger, Institut für Molekulare Mechanisms bei Krankheiten, UZH
Email: michael.hottiger@dmm.uzh.ch

Datum: 21. Mai 2026

I. Zusammenfassung und Gesamtschätzung

Ich begrüsse den Vorentwurf zur Revision des Tierschutzgesetzes (TSchG) grundsätzlich, insbesondere Reformen zur Professionalisierung des Bewilligungsverfahrens sowie zur Stärkung der 3R-Prinzipien, welche die Qualität und Wettbewerbsfähigkeit der biomedizinischen Forschung und Innovation in der Schweiz fördern. Die ursprüngliche Pa.Iv. Christ war explizit auf die Förderung der 3R-Forschung ausgerichtet. Wie im Bericht (Abschnitt 2.1) selbst eingeräumt wird, dehnt der aktuelle Vorentwurf diesen Fokus nun massiv auf Fachsekretariate, Transparenzpflichten und Datenzugriffsregelungen aus. Für die konkrete Umsetzung dieser Ausdehnungen ist aus wissenschaftlicher und tierschutzfachlicher Perspektive jedoch entscheidend, dass sie streng evidenzbasiert und praxisnah verläuft.

Die gesetzliche Verankerung der 3R-Definition (Art. 3 lit. d VE-TSchG) und die substantielle Konkretisierung des 3R-Förderauftrags des Bundes (Art. 22 VE-TSchG) schaffen eine solide rechtliche Basis für eine wirksame und nachhaltige Förderung von 3R-Forschung, -Infrastruktur, -Ausbildung und internationaler Zusammenarbeit. Dies ist eine notwendige Voraussetzung, damit die Schweiz bei der Entwicklung und Implementierung von 3R-Methoden eine internationale Führungsrolle einnehmen kann. Massnahmen wie die Stärkung der Tierversuchskommissionen durch klare Mindestvorgaben zu Grösse und Expertise (Art. 34 VE-TSchG) bieten Potenzial zur Entlastung der Tierversuchskommissionen und zur Verbesserung der Verfahrensqualität. Bestehende Strukturen (insbesondere Tierschutzbeauftragte und Tierversuchskommissionen) sind parallel gezielt in ihrer fachlichen Qualifikation und personellen Ausstattung zu stärken.

Ich lehne aber die Einrichtung von Fachsekretariaten in der vorgeschlagenen Form ab. Es ist nicht ersichtlich, wie die zusätzliche Verfahrensstufe das Bewilligungsverfahren beschleunigen sollte; vielmehr besteht die Gefahr, dass eine zusätzliche bürokratische Ebene mit unklarer Aufgabenteilung entsteht. Zudem muss die Prüfung der instrumentellen und der finalen Unerlässlichkeit eines Tierversuchs zusammenspielen und lässt sich nicht sinnvoll auf zwei Instanzen aufteilen (die verschiedenen Güter sind voneinander abhängig). Eine solche Trennung führt zu Doppelprüfungen, Rückfragen sowie zu möglichen Fehlentscheidungen aber auch zu mehr Bürokratie statt zur angestrebten Beschleunigung. Neue Instrumente sollten insgesamt nur dann eingeführt werden, wenn sie sowohl einen klaren Mehrwert für das Tierwohl als auch die Qualität, Nachvollziehbarkeit und Effizienz des Bewilligungsverfahrens bieten.

Doppelregulierungen, wie etwa die spezifische gesetzliche Verankerung der Prä-Registrierung für Tierversuche (Art. 20a Abs. 1 VE TSchG und erläuternder Bericht), lehne ich zudem ab, da entsprechende Praktiken in der wissenschaftlichen Gemeinschaft bereits dort etabliert sind, wo sie einen nachweisbaren Mehrwert bieten. Erfahrungen aus vergleichbaren europäischen Systemen zeigen, dass übermässige Bürokratisierung, uneinheitliche Vollzugspraxis und unklare Verfahrensschritte die Effizienz von Bewilligungsverfahren beeinträchtigen können, ohne einen entsprechenden Mehrwert für den Tierschutz und das Tierwohl zu generieren^{1,2}. Solche Entwicklungen gilt es im Rahmen der vorliegenden Revision ausdrücklich zu vermeiden.

Gesamtschätzung:

Ich begrüsse und unterstütze die Zielrichtung der Vorlage, empfehle jedoch teils einzelne, teils grundsätzliche Anpassungen. Insbesondere im Bereich der Fachsekretariate, der Transparenzinstrumente sowie der Vollzugsgestaltung sind zu streichen. Die Umsetzung

der Revision sollte eng begleitet und bei Bedarf nachgesteuert werden. Eine Gesetzgebung, die die Forschenden mit unverhältnismässigem administrativem Aufwand belastet, Sicherheitsrisiken schafft oder die internationale Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz schwächt, verfehlt ihr Ziel: Sie verlagert Tierversuche ins Ausland, statt sie zu reduzieren. Ich bedanke mich für die Möglichkeit zur Stellungnahme und würdige die sorgfältige Ausarbeitung des Vorentwurfs durch die WBK-N.

II. Bemerkungen zu den einzelnen Änderungen

Vorgeschlagene Änderungen Tierschutzgesetz (TSchG)

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar	Änderungsantrag
Art. 3	Begriffe		
Lit. b. (Wohlergehen)	grundsätzliche Überarbeitung	<p>Die Erweiterung des Begriffs "Wohlergehen" um positive Tierwohl Aspekte ist angebracht, da dies das aktuelle wissenschaftliche Verständnis von Tierwohl widerspiegelt^{3,4} und Wohlergehen über eine reine Leidvermeidung hinausgehen sollte.</p> <p>Eine solche Anpassung stärkt insbesondere auch das Prinzip <i>Refinement</i> und kann direkt zu besseren experimentellen Bedingungen beitragen.</p> <p>Empfehlung: Integration eines erweiterten Tierwohlbegriffs, der sowohl Leidvermeidung als auch die Förderung positiver Zustände umfasst.</p>	<p>b. Wohlergehen: Wohlergehen der Tiere ist namentlich gegeben, wenn:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. die Haltung und Ernährung so sind, dass ihre Körperfunktionen und ihr Verhalten nicht gestört sind, und sie in ihrer Anpassungsfähigkeit nicht überfordert sind, 2. das artgemässe Verhalten innerhalb der biologischen Anpassungsfähigkeit wird ermöglicht und gefördert, so dass die Tiere ihre Verhaltensbedürfnisse ausleben und positive Erfahrungen machen können, 3. sie klinisch gesund sind, 4. Schmerzen, Leiden, Schäden und Angst vermieden werden.
Lit. d. (3R)	Grundsätzliche Überarbeitung	<p>Die gesetzliche Verankerung der 3R ist essenziell. Die vorgeschlagene Definition bleibt jedoch hinter dem aktuellen Stand zurück:</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Reduction</i> muss klar auf statistisch valide 	<p>„3R: Prinzipien, welche das Ersetzen von Tierversuchen durch nicht-tierbasierte (oder: alternative) Methoden und</p>

		<p>Minimierung ausgerichtet sein</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Refinement</i> muss explizit auch positives Tierwohl beinhalten <p>Empfehlung: Klarere Definition des 3R Prinzips. <i>Hinweis zur frz. Übersetzung:</i> Der Begriff „Reformer“ ist unpräzise und durch „Affiner“ oder „Raffiner“ zu ersetzen.</p>	<p>Modelle (engl.: replacement), die Reduktion der Tierzahl auf das unerlässliche Minimum (engl.: reduction) sowie das Verbessern im Hinblick auf eine geringere Belastung der Tiere und die Förderung des Wohlbefindens der Tiere (engl.: refinement) im Tierversuch fordern.“ Oder Übernahme der 3R Definition des 3RCC für <i>Refinement</i>: „3R: Prinzipien, welche das Ersetzen von Tierversuchen durch nicht-tierbasierte (oder: alternative) Methoden und Modelle (engl.: replacement), die Reduktion der Tierzahl auf das unerlässliche Minimum (engl.: reduction) sowie Methoden, die potenzielle Schmerzen, Leiden und Stress lindern oder minimieren und das Wohlergehen der Tiere verbessern (engl.: refinement).“</p>
Art. 18	Bewilligungspflicht		
Abs. 3	Ablehnung	<p>Im Sinne des Minderheitsantrags zu streichen. Die Bewilligungsgesuche werden weiterhin durch die zuständige kantonale Behörde der kantonalen Kommission für Tierversuche unterbreitet.</p>	
Art. 20a	Information der Öffentlichkeit		

<p>Abs. 1 (Transparenz / Prä-Registrierung)</p>	<p>Ablehnung des zweiten Satzes</p>	<p>Transparenz in der Forschung mit Tieren entspricht dem bestehenden gesetzlichen Auftrag zur Information der Öffentlichkeit. Wichtige Massnahmen wurden diesbezüglich in den letzten Jahren eingeführt (open science, STAAR). Ich unterstütze Transparenz als wesentliches Element des Dialogs mit der Öffentlichkeit. Sie lehnt jedoch die Einführung der Prä-Registrierung als Voraussetzung für den Erhalt einer Tierversuchsbewilligung ab, da kein klarer Mehrwert erkennbar ist. Prä-Registrierung ist ein etabliertes Instrument der wissenschaftlichen Praxis zur Verbesserung von Qualität und Reproduzierbarkeit und wird dort eingesetzt, wo sie sinnvoll ist. Eine spezifische gesetzliche Verankerung der Prä-Registrierung für Tierversuche riskiert Doppelregulierung, Einschränkung von Grundlagenforschung, Offenlegung sensibler Inhalte und zusätzlichem administrativen Aufwand, ohne nachgewiesenen Nutzen für den Tierschutz. Forschende sehen eine generelle Pflicht zur Prä-Registrierung deshalb skeptisch⁵.</p>	<p>1. Streichung von Art. 20a Abs. 1, 2. Satz gemäss Vorentwurf. 2. Notwendigkeit von Schutzvorkehrungen für Forschungs- und Geschäftsgeheimnisse.</p>
<p>Abs. 2 – 5 (NTS & weitere Publikationen)</p>	<p>grundsätzliche Überarbeitung</p>	<p>Die Einführung nichttechnischer Projektzusammenfassungen (NTS) entspricht etablierten internationalen Standards (z. B. EU) und wird grundsätzlich unterstützt. Entscheidend ist jedoch, dass:</p> <ul style="list-style-type: none"> • der administrative Mehraufwand minimiert wird; • Doppelspurigkeiten vermieden werden; 	<ul style="list-style-type: none"> • Vereinfachung der Anforderungen unter Nutzung bestehender Daten. • Präzisierung und Begrenzung der Delegationskompetenz des Bundesrates (Abs. 4)

		<ul style="list-style-type: none"> • bestehende Datenstrukturen (z. B. animex.ch) konsequent genutzt werden. <p>Unklar ist, warum in Art. 20a Abs. 2e VE TSchG («den Zielen des Versuchsvorhabens und dem erwarteten Nutzen») der Begriff «Nutzen» neu eingeführt wird. Im Allgemeinverständnis wird der Begriff oft mit «praktischem Nutzen» oder «Anwendungsnutzen» gleichgesetzt, was insbesondere für die Grundlagenforschung nicht zutreffend ist, da die Grundlagenforschung gerade nicht direkt auf Anwendungsnutzen abzielt. Zudem wird ein einzelnes Forschungsprojekt Erkenntnisse liefern, die wichtig, aber für sich allein nie ausreichend sind, um einen (versprochenen) Nutzen zu erreichen.</p> <p>Art. 20a Abs. 2f VE TSchG fragt nach den Belastungen und belastungsmindernden Massnahmen, die die Öffentlichkeit aber nur dann einordnen kann, wenn der ganze Versuchsablauf bzw. die verwendeten Verfahren klar sind. Die Beschreibung derselben werden aber im VE nicht gefordert. Aus dieser Überlegung stellt sich die Frage, ob die Öffentlichkeit mit den Informationen wirklich mehr Transparenz erhält.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Vorschlag zur Veröffentlichung sfrist: Die Publikation der NTP sollte spätestens sechs Monate nach der Bewilligungserteilung erfolgen, um eine Harmonisierung mit dem europäischen Standard (gemäss Art. 43 Abs. 1 der EU-Richtlinie 2010/63/EU) zu wahren.
Art. 20b	Zweck und Inhalt		
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalt	<p>Richtig ausgestaltet, ist die systematische Datenauswertung ein wichtiger Hebel für Qualität, Effizienz und Tierwohl. Die Datenauswertung ist zentral für:</p> <ul style="list-style-type: none"> • evidenzbasierte Politik 	Keine Änderung.

		<ul style="list-style-type: none"> • gezielte 3R-Förderung 	
Abs. 1	Zustimmung	<p>Besonders positiv:</p> <ul style="list-style-type: none"> • expliziter Datenschutz • Möglichkeit zur wissenschaftlichen Auswertung 	Keine Änderung.
Abs. 3	Zustimmung mit Vorbehalt	<p>Die Beauftragung Dritter mit Datenauswertungen ist an eine klare und rechtssichere datenschutzrechtliche Grundlage zu binden. Hierbei findet das revidierte Datenschutzgesetz (revDSG; SR 235.1) respektive das jeweils einschlägige kantonale Datenschutzrecht für kantonale Stellen Anwendung.</p>	<p>Die Beauftragung Dritter mit Datenauswertungen ist an eine klare und rechtssichere datenschutzrechtliche Grundlage zu binden. Hierbei findet das revidierte Datenschutzgesetz (revDSG; SR 235.1) respektive das jeweils einschlägige kantonale Datenschutzrecht für kantonale Stellen Anwendung.</p> <p>Empfehlung: Es wird eine präzise Verankerung auf Gesetzes- oder Verordnungsstufe gefordert. Diese muss folgende Elemente zwingend beinhalten:</p> <ul style="list-style-type: none"> • einen expliziten Verweis auf das revDSG; • den Abschluss eines rechtlich bindenden Auftragsbearbeitungsvertrags gemäss Art. 9 revDSG; • die Durchführung einer Datenschutz-Folgenabschätzung (DSFA) nach Art. 22 revDSG; • eine abschliessende und

			<p>transparente Definition der Kategorien zulässiger «kompetenter Stellen».</p> <p>Anmerkung zum erläuternden Bericht (Abschnitt 4 zu Art. 20b Abs. 3, S. 9): Der Bericht nennt das Swiss 3R Competence Centre (3RCC) ausdrücklich als potenziellen Partner für Datenanalysen und verweist auf dessen Mandat als Forschungseinrichtung von nationaler Bedeutung gemäss Art. 15 FIGG. Da das 3RCC jedoch gleichzeitig ein Fördermandat innehat, ergeben sich hieraus potenzielle Interessenkonflikte zwischen der Vergabetätigkeit von Fördermitteln und dem Zugriff auf sowie der Analyse von sensiblen Projektdaten. Diese Problematik ist im Vorentwurf zwingend zu adressieren. Es bedarf einer strikten institutionellen Trennung der beiden Funktionen oder eines dokumentierten, transparenten Prozesses zum Umgang mit Interessenkonflikten (<i>Conflict-of-Interest-Management</i>).</p>
Art. 20c	Zugriffsrechte		

Insgesamt	grundsätzliche Überarbeitung	Die Erweiterung des Zugriffskreises auf Bewilligungsgesuche über die Kantonsgrenzen hinweg ist in der vorliegenden Form dezidiert abzulehnen. Präzedenzfälle für kantonsübergreifende Abrufverfahren existieren im Schweizer Recht zwar (wie z. B. RIPOL oder POLAP), diese sind jedoch ausnahmslos an eine spezifische formell-gesetzliche Grundlage, klar definierte Zugriffsrollen, eine lückenlose Protokollierung sowie eine strenge Aufsicht gebunden.	“Abs. 4 Das BLV kann, wenn es zur Erfüllung seiner Aufgaben andere Stellen beizieht, die Zugriffsrechte auf diese Stellen ausweiten. Die Einhaltung des Datenschutzes sowie die Zustimmung der Versuchsleitenden sind jederzeit gewährleistet.”
Art. 22	Forschung		
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalt	Dies ist der strategisch wichtigste Artikel der Vorlage. Er adressiert das zentrale Ziel der Pa. Iv. Christ: Die Validierung und Implementierung von Alternativmethoden	Vorbehalt: Es muss sichergestellt werden, dass diese neuen Massnahmen mit <i>zusätzlichen</i> Mittel...
Abs. 2	Grundsätzliche Überarbeitung	Förderung entlang der gesamten Innovationskette ist essenziell. Für die Validierung und Anerkennung neuer Methoden sind nationale Koordinationsstrukturen und ausreichende Fördermittel notwendig. 3R-Koordinator:innen sollten gesetzlich verankert werden (Verordnungsebene, Neuvorschlag).	Änderungsvorschlag: Abs. 2 (neu): «Der Bund fördert in Zusammenarbeit mit Hochschulen und Industrie sowie in nationaler und internationaler Kooperation insbesondere die Erforschung, Entwicklung, Validierung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden sowie die dafür erforderlichen 3R-Strukturen, 3R-Infrastrukturen und die Lehre und Ausbildung im Bereich 3R.»

Abs. 3	Zustimmung	<p>Die Möglichkeit der Förderung von 3R-Strukturen und -Infrastruktur sowie der Lehre und Ausbildung ist bedeutsam. Das 3RCC hat eindrücklich gezeigt, dass dedizierte Infrastruktur (insbesondere core facilities) und gezielte Ausbildungsangebote unabdingbar sind, um die 3R-Prinzipien in der Forschungspraxis zu verankern.</p> <p>Der relative Mangel an 3R-Expertise in der Schweiz ist eine der grössten strukturellen Hürden für die konsequente Umsetzung der 3R-Prinzipien im Bewilligungsverfahren. Die gesetzliche Grundlage für die Förderung der Ausbildung im Bereich 3R ermöglicht es, diesem Defizit systematisch entgegenzuwirken – sowohl auf Seiten der Forschenden als auch auf Seiten der Bewilligungsbehörden und TVK-Mitglieder.</p>	<p>Ergänzung: Stärkung dezentraler Strukturen (z. B. 3R-Koordinator:innen) erhöht Wirksamkeit erheblich.</p>
Abs. 4	Zustimmung	<p>Die internationale Dimension der 3R-Validierung und -Anerkennung ist angesichts der Globalität der Forschung und der Notwendigkeit internationaler Abstimmung zwingend notwendig. Die Entwicklung und Anerkennung von 3R-Methoden erfordert eine kritische Masse an Expertise und Ressourcen, die nur durch internationale Zusammenarbeit erreicht werden kann. Die Schweiz ist gut positioniert, in diesem Bereich eine Führungsrolle zu übernehmen, und die gesetzliche Grundlage in Abs. 4 schafft dafür die nötige Handlungsbasis.</p>	<p>Ergänzung: Stärkung dezentraler Strukturen (z. B. 3R-Koordinator:innen) erhöht Wirksamkeit erheblich.</p>
Art. 33a	Fachsekretariat für Tierversuche		
Insgesamt	Ablehnung	<p>Die Bestimmung ist im Sinne des Minderheitsantrags ersatzlos zu streichen. Die im</p>	<p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht:</p>

		<p>Vorentwurf vorgesehene Hauptfunktion, eine vorgelagerte, separierte Prüfung der Unerlässlichkeit, ist weder legistisch zulässig noch wissenschaftlich-epistemisch möglich.</p> <p>1. Legistische Begründung Das verfassungsrechtliche Verhältnismässigkeitsprinzip (Art. 5 Abs. 2 und Art. 36 Abs. 3 BV) bildet einen einheitlichen, relationalen Beurteilungsmassstab. Die Subkriterien (Eignung, Erforderlichkeit und Angemessenheit bzw. Güterabwägung) sind methodische Leitlinien einer Gesamtbeurteilung und keine isolierbaren, eigenständigen materiellen Werte (vgl. Rütse 2020). Eine organisatorische Aufteilung dieses Prozesses zwischen einem Fachsekretariat und der Kommission zerlegt den integralen Prüfvorgang in unzulässiger Weise.</p> <p>2. Wissenschaftliche Begründung Die Kriterien Eignung (Validität des Modells), Erforderlichkeit (3R-Prinzipien) und Güterabwägung sind untrennbar miteinander verschränkt. So ist beispielsweise die <i>Reduction</i> mathematisch direkt an die interne Validität gekoppelt, während <i>Refinement</i>-Massnahmen das <i>Outcome</i> und damit die Validität des gesamten Versuchs modulieren. Da all diese Dimensionen irreduzibel indeterministisch sind (Matsushita et al. 2026, in Vorbereitung), erweist sich die angestrebte sequenzielle „Gate-Architektur“ als strukturell inadäquat.</p> <p>3. Organisatorisch-praktische Begründung</p>	<p>Der Erläuternde Bericht (Übersicht und Abschnitt 4 zu Art. 33a) bezeichnet das Vorgehen ausdrücklich als «sequentielle Prüfung» durch Fachsekretariat und Tierversuchskommission. Genau diese sequenzielle Architektur ist wissenschaftlich und legistisch untragbar. Der Bericht (Abschnitt 4 zu Art. 33a Abs. 4, S. 13) nennt zudem ausdrücklich die «Bearbeitungsfrist der Gesuche» als möglichen Inhalt einer bundesrätlichen Verordnung. Eine Verkürzung der Bearbeitungszeiten ist anzustreben. Eine starre gesetzliche Frist ist eine Möglichkeit; Falls Fristen verankert werden, sind Umgehungsmaßnahmen auszuschliessen (Zurückweisung, Ablehnungsdrohung mit Rückzug, Stoppen der Frist durch zweckwidrige Rückfragen; Beispiele aus Deutschland und dem Kanton Zürich sind hinreichend dokumentiert); die Verkürzung sollte besser über Ressourcenausbau und</p>
--	--	--	---

		<ul style="list-style-type: none"> • Bürokratisierung und Kompetenzkonflikte: Die Schaffung von Fachsekretariaten führt eine zusätzliche administrative Ebene ohne erkennbaren Mehrwert ein, verlängert die Bearbeitungsdauer und entwertet die Arbeit der kantonalen Tierversuchskommissionen. Da diese für die abschliessende Güterabwägung zwingend auch die instrumentelle Unerlässlichkeit beurteilen müssen, führt eine vorgelagerte Aufspaltung zwangsläufig zu Doppelspurigkeiten und Kompetenzkonflikten. • Verlust lokaler Expertise: Die kantonalen Kommissionen verfügen durch ihre Vor-Ort-Kontrollen über direkte Kenntnisse der lokalen Gegebenheiten (Forschungsgruppen, Haltungsbedingungen, gelebte Tierschutzkultur). Diese essenzielle Praxisnähe kann durch eine rein administrative, stärker zentralisierte Vorprüfung nicht gleichwertig ersetzt werden. • Mangelnde Machbarkeit der Expertise: Angesichts der enormen Bandbreite der betroffenen Fachbereiche – von der Biomedizin und Wildtierforschung über Ökotoxikologie, Ethologie bis hin zur Agronomie – ist es unrealistisch, dass ein kleines Fachsekretariat diese Expertise fundiert abbilden kann. Zudem bleibt die Zusammensetzung, personelle 	<p>Bürokratieabbau erfolgen.</p>
--	--	--	----------------------------------

		<p>Dimensionierung und die Kostenfolge für die Kantone völlig ungeklärt.</p> <p>Empfehlung: Streichung von Art. 33a <i>in toto</i>. Die Harmonisierung der Vollzugspraxis ist stattdessen über eine interkantonale Harmonisierungskommission mit rein beratender Funktion anzustreben. Die Prüfung der Unerlässlichkeit muss integral bei den kantonalen Kommissionen (Art. 34) verbleiben.</p>	
Abs. 1	Ablehnung	Streichung im Sinne des Minderheitsantrags.	
Abs. 2	grundsätzliche Überarbeitung	<p>Die Formulierung «Unerlässlichkeit des Tierversuchs» kann missverständlich sein, da in der einschlägigen Literatur und in BLV-Dokumenten zwischen «instrumenteller Unerlässlichkeit» (Eignung und Erforderlichkeit) und «finaler Unerlässlichkeit» (abschliessende Güterabwägung) unterschieden wird.</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Die Formulierung des zu prüfenden «Versuchsziels» muss angepasst und die «instrumentelle Unerlässlichkeit» ergänzt werden. ● Unklare Kompetenzabgrenzung bei im V.E. bestehender unklarer Formulierung: Prüfung von „Versuchsziel“ greift potenziell in die Wissenschaftsfreiheit ein und überschneidet sich mit der Rolle der Kommission ● Doppelprüfung statt Effizienzgewinn: parallele Bewertung von Unerlässlichkeit durch Fachsekretariat und 	<p>2 Das Fachsekretariat prüft die Gesuche bezüglich Vollständigkeit, Zulässigkeit des Versuchsziel sowie instrumenteller Unerlässlichkeit des Tierversuchs.</p>

		<p>Kommission führt zu redundanten Prozessen</p> <ul style="list-style-type: none"> • Verzögerungsrisiko: zusätzliche Prüfstufe kann Bewilligungsverfahren verlängern statt beschleunigen. <p>Vorschläge für Botschaft bzw. Verordnungsebene: Reflektion auf den wissenschaftlichen peer review, SOPs und AI können nützliche Instrumente für ein effiziente Prüfung der instrumentellen Unerlässlichkeit bilden. Rückfragen sind nach Möglichkeit in einer einzigen Runde zu bündeln und auf tierschutzrelevante Aspekte zu fokussieren. Eine gesetzlich vorgegebene Beurteilungsfrist ist einzuhalten.</p>	
Abs. 3	grundsätzliche Überarbeitung	<p>Hinsichtlich verbesserter Koordination und einheitlicher Vollzugspraxis wünschenswert. Allerdings mit folgenden Risiken:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Koordinationsaufwand steigt: Abstimmung zwischen Fachsekretariaten erzeugt zusätzliche administrative Komplexität • Standardisierung auf Kosten von Fachspezifik: Gefahr, dass fachspezifische Unterschiede unzureichend berücksichtigt werden • Unklare Verantwortlichkeiten: Einbindung mehrerer Fachsekretariate kann Entscheidungsprozesse intransparent machen 	<p>Ergänzung zu 3: <i>„Der Einbezug eines Fachsekretariats darf zu keiner Verlängerung der Verfahrensdauer führen.“</i></p>
Abs. 4	grundsätzliche Überarbeitung	<ul style="list-style-type: none"> • Rechtsunsicherheit: nachträgliche Festlegung zusätzlicher 	

		<p>Anforderungen erschwert Planung für Forschungseinrichtungen</p> <ul style="list-style-type: none"> • Regulatorische Dynamik: häufige Anpassungen können zu instabilen Rahmenbedingungen führen • Überregulierungsrisiko: zusätzliche Anforderungen ohne klare Evidenz können den administrativen Aufwand weiter erhöhen <p>Vorschlag für Botschaft / Verordnungsebene: Der Bundesrat kann zusätzliche Anforderungen an das Fachsekretariat stellen, insbesondere in Bezug auf effiziente Organisation, personelle Ressourcen und fachliche Qualifikation. Er sorgt für eine einheitliche und vollzugstaugliche Ausgestaltung der Verfahren. Das Fachsekretariat gewährleistet zudem eine enge Anbindung an die Forschungseinrichtungen und stellt den direkten Austausch mit den Gesuchstellenden sicher.</p>	
Art. 34	Kantonale Kommission für Tierversuche		
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	<p>Die stärkere Fokussierung auf die finale Güterabwägung wird begrüsst und entspricht der im Erläuternden Bericht vorgesehenen Rollenklärung.</p> <p>Angesichts der grossen Diversität von Tierversuchsanträgen und der vielfältigen Expertise, die für eine sachgerechte Beurteilung erforderlich ist, waren die bisher oft zu kleinen TVK eine strukturelle Schwachstelle des Systems.</p> <p>Die vorgeschlagene Mindestgrösse von fünf Mitgliedern erscheint deshalb unzureichend, um die notwendige Breite an</p>	<p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Der Erläuternde Bericht hält in Abschnitt 5.2 fest, dass kleine Kantone ihre Tierversuchskommissionen voraussichtlich abschaffen werden, weil die Anforderungen steigen. Die strukturellen Folgen für die regionale Vertretung, die lokale Expertise, die Verfügbarkeit von</p>

		<p>Fachkompetenzen sicherzustellen. Zudem ist die rechtliche Dimension der Güterabwägung zentral und sollte explizit berücksichtigt werden. Die Prüfung der Zulässigkeit von Tierversuchen erfordert Kenntnisse des Tierschutzrechts, der einschlägigen Rechtsprechung und der rechtlichen Anforderungen an Verhältnismässigkeitsprüfungen. Für eine fundierte und rechtssichere Entscheidungsfindung ist rechtliche Expertise in der Kommission unabdingbar.</p>	<p>Sachkenntnis und den Zugang der Antragstellenden sind im Bericht jedoch nicht abgeschätzt. Eine solche Folgenabschätzung ist zwingend erforderlich. Gesetzliche Anforderungen bewusst so zu gestalten, dass kleine Kantone sie nicht mehr erfüllen können, ist staatspolitisch und föderalistisch fragwürdig.</p>
Abs. 1	Grundsätzliche Überarbeitung	<p>Ergänzung: Erhöhung auf mindestens 12 Mitglieder zur Sicherstellung fachlicher Breite, sowie Berücksichtigung des Bereichs «Recht» und «Biostatistik».</p>	<p><i>„1 Die Kantone bestellen eine aus mindestens zwölf Fachleuten zusammengesetzte Kommission [...] in der Kompetenzen in 3R, Ethik, Recht, medizinischer Praxis, Patientenvertretung und Forschen mit Tieren [...] vertreten sind.“</i></p>
Abs. 2	Grundsätzliche Überarbeitung	<p>Fokus auf finale Güterabwägung ist sinnvoll und erhöht die Effizienz.</p>	<p>Das Wort «insbesondere» ist zu streichen. Vorschlag Abs. 2 neu: «Die Kommission prüft die Gesuche integriert bezüglich Eignung, Erforderlichkeit und Güterabwägung und stellt Antrag an die Bewilligungsbehörde. Sie wird für die Kontrolle der Versuchstierhaltung und der Durchführung der Versuche beigezogen. Die Kantone können ihr</p>

			weitere Aufgaben übertragen.»
Abs. 2a (neu, Mehrheitsrekursrecht)	Zustimmung	Es wird die Aufnahme eines Mehrheitsrekursrechts für alle Tierversuchskommissionen gefordert. Dies stellt national eine einheitliche Regelung sicher und verhindert eine Zersplitterung durch unterschiedliche kantonale Minderheitsbeschwerderechte.	Vorschlag Abs. 2a neu: «Eine Kommissionsmehrheit kann gegen einen Entscheid der Bewilligungsbehörde die Rechtsmittel ergreifen.»
Abs. 3	Ablehnung	Es liegt eine unbestimmte Delegationsnorm ohne materielle Eingrenzung vor. Diese ist mit Art. 164 in Verbindung mit Art. 182 BV nicht vereinbar.	Empfehlung: Die Bestimmung ist zu streichen. Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Abschnitt 6.6 des Erläuternden Berichts erklärt die Delegation an den Bundesrat ausschliesslich damit, dass sie «in der BV nicht ausgeschlossen» sei. Die Frage nach der hinreichenden Bestimmtheit (Art. 164 i.V.m. Art. 182 BV) wird jedoch nicht geprüft, obwohl genau dies das eigentliche verfassungsrechtliche Erfordernis darstellt. Die fehlende Begründung im Bericht stützt somit den Streichungsantrag.

Referenzen:

1. Deutsche Forschungsgemeinschaft, Ständige Senatskommission für tierexperimentelle Forschung (2025). Genehmigungsverfahren für Tierversuche – aktuelle Bestandsaufnahme und Handlungsbedarfe. Preprint at Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG), <https://doi.org/10.5281/ZENODO.17177762>.
2. Deutsche Forschungsgemeinschaft, Ständige Senatskommission für tierexperimentelle Forschung, and Stephan, V.M. (2025). Pilotstudie zur Praxis der Genehmigungsverfahren für Tierversuche in Deutschland – eine kritische Analyse.

Preprint at Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG),
<https://doi.org/10.5281/ZENODO.17177712>.

3. Turner, P.V. (2019). Moving Beyond the Absence of Pain and Distress: Focusing on Positive Animal Welfare. *ILAR Journal* 60, 366–372. <https://doi.org/10.1093/ilar/ilaa017>.
4. Rault, J.-L., Bateson, M., Boissy, A., Forkman, B., Grinde, B., Gygax, L., Harfeld, J.L., Hintze, S., Keeling, L.J., Kostal, L., et al. (2025). A consensus on the definition of positive animal welfare. *Biol. Lett.* 21, 20240382. <https://doi.org/10.1098/rsbl.2024.0382>.
5. Priboi, C., Mayer, B., Vergauwe, E., Elger, B., and Würbel, H. (2025). Researchers' perspectives on preregistration in animal research. Preprint at Scientific Communication and Education, <https://doi.org/10.1101/2025.11.07.687141>.

Prof. Dr. Jana Pachlopnik Schmid

Carmenstrasse 53, 8032 Zürich
Telefonnummer: 079 289 21 27
E-mail: janapachlopnik@hotmail.com

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit
und Veterinärwesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155
3003 Bern

Per E-Mail an: vernehmlassungen@blv.admin.ch

Zürich, 07.05.2026

Betreff: Vernehmlassung zur parlamentarischen Initiative 21.426 – Änderung des Tierschutzgesetzes (3R-Forschung und Tierversuche)

Sehr geehrte Damen und Herren,

Hiermit nehme ich Stellung zur Vernehmlassung betreffend die parlamentarische Initiative 21.426 zur Änderung des Tierschutzgesetzes im Bereich 3R-Forschung und Tierversuche.

Als Kinderärztin und Immunologin unterstütze ich die Zielsetzung, die 3R-Prinzipien zu stärken und das Tierwohl weiter zu verbessern. Gleichzeitig bleibt die biomedizinische Forschung mit Tieren in vielen Bereichen unerlässlich, insbesondere für das Verständnis komplexer systemischer Erkrankungen sowie für die Entwicklung neuer Therapien und Impfstoffe für Kinder und andere vulnerable Patientengruppen.

Gerade aus medizinischer Sicht ist es wichtig, dass in den kantonalen Tierversuchskommissionen neben 3R- und Tierschutzkompetenz auch die medizinische und patientenseitige Perspektive angemessen vertreten ist. Die Beurteilung des potenziellen Erkenntnisgewinns und des gesellschaftlichen Nutzens medizinischer Forschung kann nicht allein aus administrativer oder theoretischer Sicht erfolgen, sondern benötigt klinische Erfahrung und Verständnis für die Bedürfnisse von Patientinnen und Patienten.

Zudem sollte vermieden werden, dass die regulatorischen Anforderungen in der Schweiz weiter ausgebaut werden, ohne dass dadurch ein klarer zusätzlicher Nutzen für Tierwohl oder Forschungsqualität entsteht. Zusätzliche administrative Ebenen wie die vorgesehenen Fachsekretariate würden vor allem zu Verzögerungen, höherem bürokratischem Aufwand und einer weiteren Belastung der Forschenden führen, ohne die Qualität der ethischen Beurteilung substanziell zu verbessern.

Es besteht die reale Gefahr, dass hochqualitative und streng kontrollierte Forschung dadurch zunehmend ins Ausland verlagert wird, teilweise in Länder mit weniger hohen Standards im Bereich Tierwohl und wissenschaftlicher Kontrolle. Dies wäre weder im Interesse der Tiere noch der Patientinnen und Patienten oder des Forschungsstandorts Schweiz.

Ich unterstütze eine transparente Kommunikation über Tierversuche gegenüber der Öffentlichkeit ausdrücklich, insbesondere durch nichttechnische Projektzusammenfassungen. Gleichzeitig ist es essenziell, dass Forschungsdaten, geistiges Eigentum, Geschäftsgeheimnisse sowie personenbezogene Daten angemessen geschützt bleiben, damit Innovation, wissenschaftliche Wettbewerbsfähigkeit und internationale Kooperationen nicht gefährdet werden.

Ich unterstütze daher die Förderung der 3R-Prinzipien ausdrücklich, plädiere jedoch für eine Überarbeitung der Vorlage im Sinne einer wissenschaftlich fundierten, effizienten und patientenorientierten Regulierung ohne zusätzliche unnötige bürokratische Strukturen.

Freundliche Grüsse


Jana Pachlopnik Schmid

Berufliche Adresse:

Prof. Dr. Jana Pachlopnik Schmid

Leitung Abteilung Immunologie

Stv. Leitung Departement Onkologie, Immunologie, Hämatologie, Stammzelltransplantation und Somatische Gentherapie

Lehrstuhl Pädiatrische Immunologie, Universität Zürich

Vizedekanin Forschung, Medizinische Fakultät, Universität Zürich

Präsidentin SwissRITA

Universitäts-Kinderspital Zürich – Eleonorenstiftung

Lenggstrasse 30

CH-8008 Zürich

Telefon +41 44 249 64 70



UZH, Institut für Veterinärphysiologie
Winterthurerstrasse 260, CH-8057 Zürich

Nationalrat
Commission de la science, de l'éducation et de la
culture
CH-3003 Berne

wbk.csec@parl.admin.ch

Prof. Dr. med. vet. Thomas A. Lutz
Direktor
+41 44 635 88 08
tomlutz@vetphys.uzh.ch

Zürich, 13. Mai 2026

**Stellungnahme zum Gesetzesentwurf zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative 21.426 der
Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrates (WBK-N)**

Sehr geehrte Damen und Herren Nationalräte

Ich möchte in meiner Funktion als Grundlagenforscher an der Universität Zürich gern Stellung nehmen zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative 21.426. Die Paragrafen, auf die sich meine Stellungnahme bezieht, sind klar benannt.

Danke für die Kenntnisnahme!

Freundliche Grüsse

Universität Zürich
Institut für Veterinärphysiologie


Prof. Dr. med. vet. Thomas A. Lutz
Direktor

Art. 3d:

Die Aufnahme des 3R-Prinzips in Art. 3d ist zu begrüßen. Die im Gesetzestext vorgeschlagene Definition der 3R-Prinzipien entspricht allerdings nicht vollständig dem aktuellen wissenschaftlichen Verständnis, insbesondere hinsichtlich der Prinzipien Reduction und Refinement. Hier sollte die Definition des Schweizer 3R-Kompetenzzentrum 3RCC übernommen werden (ggf. in der TSchV oder TVV).

Art. 18 Absatz 3:

Ohne Klärung der Zusammensetzung der Fachsekretariate, ihrer Aufgabe und der Kompetenzen der Mitarbeitenden der Fachsekretariate soll dieser Artikel im Sinne des Minderheitsantrags abgelehnt werden. Die Prozesse sind klar geregelt und bedürfen nicht einer zusätzlichen Instanz mit unklaren Aufgaben; es ist für mich kein Mehrnutzen für das Tierwohl ersichtlich.

Art. 20a Absatz 1:

Eine Präregistrierung als Voraussetzung für den Erhalt einer Tierversuchsbewilligung sollte klar abgelehnt werden. Es ist völlig unklar, wie und warum dies zu einer Verbesserung des Tierwohls beitragen soll.

Artikel 20a Absatz 2:

Art. 20a Abs. 2 sollte gestrichen werden. Angaben zu 3R Massnahmen, die dort gefordert werden, könnte man zu Art. 20a Abs. 3 (Veröffentlichung nach Abschluss der Bewilligung) hinzufügen.

Artikel 22 Absatz 3 und 4:

Die Förderung von 3R-Strukturen, -Infrastruktur und -Ausbildung wird unterstützt und sollte *dezentrale* Implementationsstrukturen (z. B. Core Facilities und 3R-Koordinator:innen) stärken. Es sollte sichergestellt werden, dass neue Regelungen effektiv zum Tierwohl beitragen und zugleich im Forschungsbetrieb praktikabel sind. Für die Validierung und Anerkennung neuer Methoden sind Koordinationsstrukturen und ausreichende Fördermittel notwendig. 3R-Koordinator:innen sollten gesetzlich verankert werden (Verordnungsebene, Neuvorschlag).

Artikel 33a:

Die vorgeschlagene Struktur mit Fachsekretariaten ist im aktuellen Wortlaut klar abzulehnen. Wie bereits erwähnt, bleibt unklar, wie durch eine zusätzliche Struktur das Tierwohl verbessert werden soll.

Artikel 34:

Die Mindestanzahl an Mitgliedern der Tierversuchskommission sollte von fünf auf zwölf erhöht werden. Der Aufgabenbereich der Kommission muss klar definiert werden. Zusätzlich sollte ein **Mehrheitsrekursrechts** für alle Tierversuchskommissionen und damit eine national einheitliche Regelung eingeführt werden, nach der eine Mehrheit der Kommissionsmitglieder für das Ergreifen von Rechtsmitteln gegen Entscheide der Bewilligungsbehörde erforderlich ist. Vorschlag zur Anpassung:

Art. 34 Kantonale Kommission für Tierversuche

^{2a} **Eine Kommissionsmehrheit kann gegen einen Entscheid der Bewilligungsbehörde die Rechtsmittel ergreifen.**



Bundesamt für Lebensmittelsicherheit
und Veterinärwesen (BLV)
Schwarzenburgstrasse 155
3097 Liebefeld
Schweiz

Prof. Dr. Christian Münz
Kodirektor des Instituts
Telefon +41 44 635 37 16
Telefax +41 44 635 68 83
christian.muenz@uzh.ch

Zürich, 22. Mai 2026

Stellungnahme des Instituts für Experimentelle Immunologie (IEI) der Universität Zürich (UZH) zum Gesetzesentwurf zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative 21.426 der Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrates (WBK-N)

Ziel des Gesetzesentwurfs ist, die Ressourcen und Anreize für Alternativen zu Tierversuchen (3R-Forschung [«Replace, Reduce, Refine»]) zu erhöhen. Zudem soll die Transparenz im Bereich Tierversuche durch nichttechnische Projektzusammenfassungen gesteigert werden und das Bewilligungsverfahren durch die Einführung von Fachsekretariaten qualitativ verbessert und beschleunigt werden.

Generell unterstützt das Institut für Experimentelle Immunologie der UZH ausdrücklich das Ziel, die 3R-Prinzipien weiter zu stärken und Alternativmethoden zu Tierversuchen zu fördern. Die Einführung des 3R-Prinzips in das Tierschutzgesetz sowie die Förderung der 3R wird befürwortet. Der Rest des vorliegenden Gesetzesentwurfs ist unseres Erachtens jedoch nicht geeignet, die Ressourcen und Anreize für Alternativen zu Tierversuchen zu erhöhen, weil er zusätzliche administrative Strukturen und Verpflichtungen einführt, deren Nutzen für den Tierschutz und die 3R nicht hinreichend belegt ist. Es besteht die Gefahr, dass zusätzliche administrative Anforderungen und neue institutionelle Strukturen den Forschungsstandort Schweiz schwächen, ohne einen nachweisbaren Mehrwert für den Tierschutz und die 3R zu schaffen, die Transparenz über Forschung mit Tieren zu erhöhen oder das Bewilligungsverfahren zu verbessern.

Wir empfehlen daher:

- auf zusätzliche bürokratische Anforderungen zu verzichten,
- bestehende Förderinstrumente im Bereich der 3R gezielt weiterzuentwickeln,
- den Fokus auf Massnahmen zu legen, die wissenschaftlich belegt, regulatorisch wirksam und umsetzbar sind.

Eine zielgerichtete Weiterentwicklung der bestehenden Regelungen kann dazu beitragen, die 3R sowie Alternativen zu Tierversuchen zu fördern, das hohe Niveau des Tierwohls in der Schweizer Forschung langfristig zu sichern, effiziente Bewilligungsprozesse zu gewährleisten und gleichzeitig die internationale Wettbewerbsfähigkeit des Forschungsstandorts Schweiz zu sichern.

Stellungnahme des IEI zum Art. 3d (Aufnahme 3R-Prinzip)



Die Einfügung des 3R-Prinzips an dieser Stelle ist zu begrüßen. Das 3R-Prinzip ist seit Inkrafttreten der EU-Direktive 2010/63 bereits seit über 15 Jahren fester Bestandteil der europäischen Gesetzgebung. Es ist daher folgerichtig und zeitgemäss, dass auch die Schweiz dieses Prinzip nun ausdrücklich berücksichtigt. Es ist je-doch anzumerken, dass die vorgeschlagene Gesetzesänderung die Definition der 3R-Prinzipien nicht enthält. Der vorgeschlagene Text für Art. 3d lautet:

3R: Prinzipien, welche das Ersetzen (engl.: replacement), die Reduktion (engl.: reduction) und das Verbessern im Hinblick auf eine geringere Belastung (engl.: refinement) im Tierversuch fordern.

Diese Definition entspricht nicht vollständig dem Verständnis von Reduction und Refinement. In einer nach-folgenden Anpassung der Tierschutzverordnung oder Tierversuchsverordnung sollte dies berücksichtigt werden.

1) Die Definition von «Reduction» sollte (ggf. in der TSchV oder TVV) präzisiert werden, um keine falschen Erwartungen zu wecken.

Russell & Burch (1959) definierten «Reduction» ursprünglich wie folgt:
Reduction bezeichnet Strategien, die darauf abzielen, die Anzahl der Tiere zu minimieren, die benötigt werden, um ein bestimmtes wissenschaftliches Ziel zu erreichen.

In der EU-Direktive 2010/63 wird diese Definition genutzt:
Strategien, die die Zahl der verwendeten Tiere auf das Minimum reduzieren, das notwendig ist, um zuverlässige Ergebnisse zu erzielen.

Das Schweizer 3R-Kompetenzzentrum 3RCC nutzt diese Definition:
Reduktion bezeichnet Methoden, die es Forschenden ermöglichen, vergleichbare Informationsmengen mit weniger Tieren zu gewinnen oder mehr Informationen aus derselben Anzahl von Tieren zu erhalten.

«Reduction» bezeichnet Strategien zur Minimierung der Anzahl der Versuchstiere, die erforderlich sind, um ein wissenschaftliches Ziel zu erreichen, insbesondere innerhalb eines Experiments. Idealerweise reduziert sich dadurch auch die Gesamtzahl der in der Forschung eingesetzten Tiere. Dies ist jedoch nicht zwangsläufig der Fall, beispielsweise wenn die Forschungsaktivität insgesamt zunimmt. Eine entsprechende Präzisierung der Definition, die das wissenschaftliche Ziel enthält, wäre daher sinnvoll und könnte sich an der Definition des 3RCC orientieren.

2) Die Definition von «Refinement» sollte dem aktuellen Forschungsstand angepasst werden.

In den letzten Jahren wurden zunehmend Definitionen von «Refinement» im Hinblick auf Forschung mit Tieren verwendet, die nicht nur die Vermeidung von Schmerzen und Leiden, sondern auch positives Tierwohl («positive welfare») berücksichtigen. Dieses Verständnis wird durch zahlreiche jüngere wissenschaftliche Publikationen der modernen Tierethik und Tierwohlforschung gestützt.

In der EU-Direktive 2010/63 wird diese Definition genutzt:



Refinement bezeichnet die Verbesserung von Zucht, Unterbringung, Pflege und Versuchsmethoden, um Schmerzen, Leiden und Stress zu minimieren und das Wohlbefinden der Tiere zu fördern.

Das Schweizer 3R-Kompetenzzentrum 3RCC nutzt diese Definition:

Refinement - Methoden, die potenzielle Schmerzen, Leiden und Stress lindern oder minimieren und das Wohlergehen der Tiere verbessern.

Wir schlagen vor, dass sich der Gesetzestext an der Refinement-Definition des 3RCC orientiert und Massnahmen zur Verbesserung des Wohlergehens der Versuchstiere beinhaltet.

Unsere Meinung:

Die Aufnahme des 3R-Prinzips in Art. 3d ist zu begrüßen. Die im Gesetzestext vorgeschlagene Definition der 3R-Prinzipien entspricht allerdings nicht vollständig dem aktuellen wissenschaftlichen Verständnis, insbesondere hinsichtlich der Prinzipien Reduction und Refinement. Hier sollte die Definition des 3RCC übernommen werden (ggf. in der TSchV oder TVV).

Stellungnahme des IEI zum Art. 18 Abs. 3 (Fachsekretariate)

Statt der «zuständigen kantonalen Behörde» sollen neu «Fachsekretariate» Bewilligungsgesuche für Tierversuche der kantonalen Kommission für Tierversuche unterbreiten. Diese Neuerung hat zum Ziel, «den Bewilligungsprozess zu verbessern und zu beschleunigen, indem Fachsekretariate geschaffen werden, welche eine klare und qualitätsorientierte Arbeitsteilung zwischen Forschenden, Fachsekretariat und Tierversuchskommission sicherstellen» (Zitat aus dem Erläuternden Bericht). Um dies zu erreichen, müsste spezifiziert werden, wie die Fachsekretariate zusammengesetzt sind. Ihre Aufgabe müsste sehr klar umrissen und von der Aufgabe der Kommission für Tierversuche getrennt sein.

Es gibt bisher keine empirischen Daten, welche einen Zeitgewinn und eine Qualitätssteigerung im Bewilligungsverfahren durch die zusätzliche Verfahrensstufen belegen würden. In den Erläuterungen ist vermerkt, dass schweizweit «rund sieben Vollzeitstellen» zur Erfüllung der Aufgabe der Fachsekretariate geschaffen werden müssten. Wie diese Zahl zustande kommt, ist unklar. Die vorgeschlagenen Änderungen werden mit grosser Wahrscheinlichkeit zusätzliche Kosten für Bund und Kantone erzeugen. In der jetzigen Definition kann daher diese neue Struktur von uns nicht unterstützt werden.

Unsere Meinung:

Ohne Klärung der Zusammensetzung der Fachsekretariate, ihrer Aufgabe und der Kompetenzen der Mitarbeitenden der Fachsekretariate lehnen wir den Artikel im Sinne des Minderheitsantrags ab.

Siehe auch Kommentare zu Art. 33a.

Stellungnahme des IEI zum Art. 20a Abs. 1 (Präregistrierung)



Unklar bleibt, was mit Art. 20a Abs. 1 bezüglich der «Schaffung einer Grundlage für eine Einführung der Präregistrierung von Tierversuchen» (Zitat aus dem Erläuternden Bericht) gemeint ist. Eine Präregistrierung als Voraussetzung für den Erhalt einer Tierversuchsbewilligung wird nicht unterstützt. Präregistrierungen kommen bereits jetzt teilweise bei klinischen Studien am Menschen zum Einsatz. Hier zeigte sich bisher keine Evidenz für ihre Wirksamkeit bzgl. Beseitigung des «Publication Bias» (Dwan et al. 2013, DeVito et al. 2020, Sho-well et al. 2024) oder «Outcome switching» (Mathieu et al. 2009, Goldacre et al. 2019). Zudem bleibt unklar, inwiefern eine einzuführende Präregistrierung einen Beitrag zum Tierwohl darstellen soll.

Unsere Meinung:

Wir lehnen eine Präregistrierung als Voraussetzung für den Erhalt einer Tierversuchsbewilligung ab.

Stellungnahme des IEI zum Art. 20a Abs. 2 (Nicht-technische Projektzusammenfassungen)

Die Absicht, die Transparenz durch nichttechnische Projektzusammenfassungen zu erhöhen, ist zwar zu begrüßen, doch es bleibt fraglich, ob nichttechnische Projektzusammenfassungen einem Laienpublikum tatsächlich weiterhelfen. So ist z.B. die Beschreibung belastungsmindernder oder 3R-Massnahmen ohne Kontext nicht informativ. Nichttechnische Projektzusammenfassungen dürfen nicht vor Versuchsbeginn veröffentlicht werden zum Schutz geistigen Eigentums sowie Betriebs- und Geschäftsgeheimnissen. Auch bei der Publikation nichttechnischer Projektzusammenfassungen nach Abschluss der Bewilligung dürfen keine einrichtungs- oder personenbezogenen Daten herausgelesen werden können, was insbesondere in der Schweiz mit einer relativ kleinen Anzahl von Forschenden, die mit Tieren arbeiten, wichtig ist. Unklar bleibt ausserdem, wie die Nichttechnischen Projektzusammenfassungen das 3R-Prinzip fördern sollen.

Unsere Meinung:

Wir schlagen die Streichung von Art. 20a Abs. 2 vor. Angaben zu 3R Massnahmen, die dort gefordert werden, könnte man zu Art. 20a Abs. 3 (Veröffentlichung nach Abschluss der Bewilligung) hinzufügen.

Stellungnahme des IEI zum Art. 22 Abs. 3 und 4 (Rolle des Bundes)

Positiv ist, dass die «Erforschung, Entwicklung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden» ausdrücklich gefördert werden sollen. Auch die Richtungsweisung, dass der Bund «3R-Strukturen, 3R-Infrastruktur sowie Lehre und Ausbildung im Bereich 3R fördern» kann, ist grundsätzlich zu begrüßen.

Insbesondere die Unterstützung von Zentren mit Infrastruktur und fachlicher Kompetenz, wie etwa Core Facilities, ist richtungsweisend. Solche Einrichtungen ermöglichen Forschenden einen schnellen Zugang zu neuen 3R-Technologien und fördern Synergien zwischen Projekten. Allerdings sollte diese Unterstützung lokal und praxisnah erfolgen. Positiv hervorzuheben ist auch, dass in nationaler und internationaler Zusammenarbeit die «Validierung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden» unterstützt werden soll.



Art. 22 Abs. 3 eröffnet zudem die Möglichkeit, dass der Bund beispielsweise «Lehre und Ausbildung im 3R-Bereich an Universitäten oder ausserhalb dieser fördert» (Zitat aus dem Erläuternden Bericht), etwa durch Lehrstühle, Lehraufträge oder spezielle Ausbildungsprogramme für Forschende, Kommissionsmitglieder oder Tierschutzbeauftragte. Die konkrete Ausarbeitung dieser Förderungsmöglichkeiten sollte unbedingt mit den kompetenten Gremien beispielsweise von swissuniversities und dem 3RCC erfolgen.

Verankerung von 3R-Koordinator:innen in der Schweizer Tierschutzgesetzgebung

Seit der Gründung des Swiss 3R Competence Centre (3RCC) haben die meisten Schweizer Hochschulen und Forschungsinstitutionen eigene 3R-Koordinator:innen-Stellen geschaffen. Diese Fachpersonen bilden eine zentrale Schnittstelle zwischen Forschung, Tierschutz, 3R und Verwaltung. Sie arbeiten eng mit dem 3RCC, den Tierschutzbeauftragten sowie den Forschenden und Lehrenden ihrer Institutionen zusammen. Durch diese enge Vernetzung haben sie direkten Zugang zu Innovationen im Bereich der 3R-Prinzipien und leisten einen wichtigen Beitrag zur praktischen Umsetzung neuer und bestehender 3R-Initiativen.

Damit die Schweiz ihre Führungsrolle in der Förderung der 3R-Prinzipien konsequent wahrnehmen kann, erscheint eine gesetzliche Verankerung dieser Funktionen auf Verordnungsebene sinnvoll. Die Aufnahme dieser Rolle in der Gesetzgebung würde die institutionelle Verpflichtung zur Förderung der 3R-Prinzipien stärken und die Nachhaltigkeit der bisher aufgebauten Strukturen sichern. Zudem könnte so gewährleistet werden, dass Aufgaben und Verantwortlichkeiten der 3R-Koordinator:innen klar definiert, langfristig finanziert und unabhängig von institutionellen Prioritäten bestehen bleiben.

Die Implementierung der 3R-Prinzipien ist eine anspruchsvolle Querschnittsaufgabe, die über einzelne Forschungsgruppen hinausgeht. Eine gesetzliche Verankerung dieser Aufgabe – orientiert an bereits in der Tierschutzverordnung vorgesehenen Rollen wie den Tierschutzbeauftragten – könnte dazu beitragen, die Rolle der 3R-Koordinator:innen institutionell besser abzustützen und die Umsetzung der 3R-Prinzipien auf lokaler Ebene zusätzlich unterstützen.

Unsere Meinung:

Die Förderung von 3R-Strukturen, -Infrastruktur und -Ausbildung wird unterstützt und sollte dezentrale Implementierungsstrukturen (z. B. Core Facilities und 3R-Koordinator:innen) stärken. Es sollte sichergestellt werden, dass neue Regelungen effektiv zum Tierwohl beitragen und zugleich im Forschungsbetrieb praktikabel sind. Für die Validierung und Anerkennung neuer Methoden sind Koordinationsstrukturen und ausreichende Fördermittel notwendig. 3R-Koordinator:innen sollten gesetzlich verankert werden (Verordnungsebene, Neu-vorschlag).

Stellungnahme des IEI zu Art. 33a (Fachsekretariate)

Die geplante sequenzielle Aufteilung zwischen Fachsekretariaten, denen die Beurteilung der instrumentellen Unerlässlichkeit zukommt, und den kantonalen Tierversuchskommissionen, die die Güterabwägung (finale Unerlässlichkeit) vornehmen sollen, erweist sich sowohl verfassungsrechtlich als auch wissenschaftssystematisch als problematisch.



Aus verfassungsrechtlicher Sicht widerspricht diese Zweiteilung dem Verhältnismässigkeitsprinzip gemäss Art. 5 Abs. 2 und Art. 36 Abs. 3 BV, das als einheitlicher, relationaler Beurteilungsmassstab konzipiert ist. Die isolierte Vorprüfung einzelner Elemente unterläuft dessen integrativen Charakter. Auch aus wissenschaftlicher Perspektive ist die Trennung nicht überzeugend, da die Beurteilungsdimensionen, namentlich Eignung, Erforderlichkeit und Güterabwägung, in einem wechselseitig verschränkten Verhältnis stehen und sich nicht trennscharf, geschweige denn sequenziell, beurteilen lassen.

Vor diesem Hintergrund wird im Sinne des Minderheitsantrags die Streichung der Fachsekretariate (Art. 18 Abs. 3, Art. 33a) befürwortet.

Unsere Meinung:

Wir lehnen die vorgeschlagene Struktur mit Fachsekretariaten im aktuellen Wortlaut ab.

Stellungnahme des IEI zu Art. 34 (Kantonale Kommission für Tierversuche)

Die Festlegung einer Mindestanzahl von Mitgliedern der kantonalen Tierversuchskommissionen in Abs. 1 wird grundsätzlich begrüsst. Die vorgeschlagene Mindestzahl von fünf Mitgliedern erscheint jedoch zu niedrig. Die Durchführung der Güterabwägung bzw. der Prüfung der finalen Unerlässlichkeit erfordert ein fachlich breit zusammengesetztes Gremium, um die ethische Beurteilung aus verschiedenen Perspektiven zu diskutieren und fundierte, tragfähige Entscheidungen zu ermöglichen. Zudem ist zu berücksichtigen, dass Mitglieder aufgrund von Ausstandspflichten, Ferien oder Krankheit zeitweise nicht zur Verfügung stehen können. Vor diesem Hintergrund schlagen wir vor, die Mindestanzahl auf zwölf Mitglieder zu erhöhen (3 Tierschutz, 5 Forschung mit Tieren, 2 3R, 1 Ethik, 1 Biostatistik). Diese Anpassung trägt auch der neu vorgesehenen Anforderung Rechnung, wonach in der Kommission Fachkompetenzen zu 3R vorhanden sein sollen. Für alle Mitglieder der Kommission sollte zudem festgehalten werden, dass eine grundsätzliche Ergebnisoffenheit im Rahmen der Güterabwägung gewährleistet sein muss. Eine pauschale Ablehnung bestimmter Versuchskategorien (z.B. Versuche des Schweregrads 3) erscheint nicht rechtskonform.

Ein zentraler Aspekt zur Erreichung einer einheitlichen Vollzugspraxis ist, dass alle Tierversuchskommissionen gegen Entscheide der Bewilligungsbehörde ein Mehrheitsrekursrecht erhalten. Dafür schlagen wir einen neuen Abs. 2a vor. Diese national einheitliche Lösung würde allen Kommissionen unabhängig von kantonalen Regelungen das gleiche Rekursrecht für Tierversuchsanträge einräumen, bei denen die Bewilligungsbehörde einer Empfehlung der Kommission nicht folgt. Entscheidend ist, dass für einen Rekurs zwingend eine Kommissionsmehrheit erforderlich ist. Mit der Einführung dieses Mehrheitsrekursrechts für alle Kommissionen wird dafür gesorgt, dass die einheitliche Vollzugspraxis nicht durch das Minderheitsbeschwerderecht definiert wird.

Unsere Meinung:

Die Mindestanzahl an Mitgliedern der Tierversuchskommission sollte von fünf auf zwölf erhöht werden. Der Aufgabenbereich der Kommission muss klar definiert werden und bezieht sich möglicherweise (falls Fachsekretariate, welche die instrumentelle Unerlässlichkeit prüfen, eingeführt werden) nur noch auf die Güterabwägung (finale Unerlässlichkeit) ohne Rückfragen an die Antragstellenden. Wir fordern daher die Einführung eines



Mehrheitsrekursrechts für alle Tierversuchskommissionen und damit eine national einheitliche Regelung, nach der eine Mehrheit der Kommissionsmitglieder für das Ergreifen von Rechtsmitteln gegen Entscheide der Bewilligungsbehörde erforderlich ist. Vorschlag zur Anpassung:

Art. 34 Kantonale Kommission für Tierversuche

1. Die Kantone bestellen je eine aus mindestens zwölf Fachleuten zusammengesetzte Kommission für Tierversuche, die von der Bewilligungsbehörde unabhängig ist und in der Kompetenzen zu 3R, Ethik und Forschen mit Tieren sowie Tierschutzorganisationen angemessen vertreten sind. Mehrere Kantone können eine gemeinsame Kommission einsetzen.

2. Die Kommission prüft die Gesuche insbesondere bezüglich deren Zulässigkeit aufgrund der Güterabwägung und stellt Antrag an die Bewilligungsbehörde. Sie wird für die Kontrolle der Versuchstierhaltung und der Durchführung der Versuche beigezogen. Die Kantone können ihr weitere Aufgaben übertragen.

2a. Eine Kommissionsmehrheit kann gegen einen Entscheid der Bewilligungsbehörde die Rechtsmittel ergreifen.

Wir hoffen mit diesen Ausführungen nützliche Überlegungen zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative 21.426 geliefert zu haben.

Mit freundlichen Grüßen,

Christian Münz, Dr. rer. nat.

Literatur

3RCC: 3Rs für die Öffentlichkeit. <https://swiss3rcc.org/de/3rs-for-the-public>, letzter Zugriff am 04.05.2026.

DeVito NJ, Bacon S, Goldacre B (2020): The Lancet 395(10221), 361-369. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(19\)33220-9](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(19)33220-9)

Dwan K, Gamble C, Williamson PR, Kirkham JJ (2013): PLOS ONE 8(7), e66844. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0066844>

European Parliament & Council of the European Union (2010): Directive 2010/63/EU on the protection of animals used for scientific purposes. Official Journal of the European Union. <https://eur-lex.europa.eu/eli/dir/2010/63/oj/eng>

Goldacre B, Drysdale H, Dale A et al. (2019): Trials 20, 118. <https://doi.org/10.1186/s13063-019-3173-2>

Mathieu S, Boutron I, Moher D, Altman DG, Ravaud P (2009): JAMA 302(9), 977-984. <https://doi.org/10.1001/jama.2009.1242>

Russell, W. M. S. & Burch, R. L. (1959): The Principles of Humane Experimental. Technique London: Methuen.

Showell MG, Cole S, Clarke MJ, DeVito NJ, Farquhar C, Jordan V (2024): Cochrane Database of Systematic Re-views 11, MR000011. <https://doi.org/10.1002/14651858.MR000011.pub3>



Zürich, 12. Mai 2026

Stellungnahme der Universität Zürich zum Gesetzesentwurf zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative 21.426 der Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrates (WBK-N)

Ziel des Gesetzesentwurfs ist, die Ressourcen und Anreize für Alternativen zu Tierversuchen (3R-Forschung [«Replace, Reduce, Refine»]) zu erhöhen. Zudem soll die Transparenz im Bereich Tierversuche durch nicht-technische Projektzusammenfassungen gesteigert werden und das Bewilligungsverfahren durch die Einführung von Fachsekretariaten qualitativ verbessert und beschleunigt werden.

Generell unterstützt die Universität Zürich ausdrücklich das Ziel, die 3R-Prinzipien weiter zu stärken und Alternativmethoden zu Tierversuchen zu fördern. Die Einführung des 3R-Prinzips in das Tierschutzgesetz sowie die Förderung der 3R wird befürwortet. Der Rest des vorliegenden Gesetzesentwurfs ist unseres Erachtens jedoch nicht geeignet, die Ressourcen und Anreize für Alternativen zu Tierversuchen zu erhöhen, weil er zusätzliche administrative Strukturen und Verpflichtungen einführt, deren Nutzen für den Tierschutz und die 3R nicht hinreichend belegt ist. Es besteht die Gefahr, dass zusätzliche administrative Anforderungen und neue institutionelle Strukturen den Forschungsstandort Schweiz schwächen, ohne einen nachweisbaren Mehrwert für den Tierschutz und die 3R zu schaffen, die Transparenz über Forschung mit Tieren zu erhöhen oder das Bewilligungsverfahren zu verbessern.

Wir empfehlen daher:

- auf zusätzliche bürokratische Anforderungen zu verzichten,
- bestehende Förderinstrumente im Bereich der 3R gezielt weiterzuentwickeln,
- den Fokus auf Massnahmen zu legen, die wissenschaftlich belegt, regulatorisch wirksam und umsetzbar sind.

Eine zielgerichtete Weiterentwicklung der bestehenden Regelungen kann dazu beitragen, die 3R sowie Alternativen zu Tierversuchen zu fördern, das hohe Niveau des Tierwohls in der Schweizer Forschung langfristig zu sichern, effiziente Bewilligungsprozesse zu gewährleisten und gleichzeitig die internationale Wettbewerbsfähigkeit des Forschungsstandorts Schweiz zu sichern.

Art. 3d (Aufnahme 3R-Prinzip)

Die Einfügung des 3R-Prinzips an dieser Stelle ist zu begrüßen. Das 3R-Prinzip ist seit Inkrafttreten der EU-Direktive 2010/63 bereits seit über 15 Jahren fester Bestandteil der europäischen Gesetzgebung. Es ist daher folgerichtig und zeitgemäss, dass auch die Schweiz dieses Prinzip nun ausdrücklich berücksichtigt. Es ist jedoch anzumerken, dass die vorgeschlagene Gesetzesänderung die Definition der 3R-Prinzipien nicht enthält. Der vorgeschlagene Text für Art. 3d lautet:

3R: Prinzipien, welche das Ersetzen (engl.: replacement), die Reduktion (engl.: reduction) und das Verbessern im Hinblick auf eine geringere Belastung (engl.: refinement) im Tierversuch fordern.

Diese Definition entspricht nicht vollständig dem Verständnis von Reduction und Refinement. In einer nachfolgenden Anpassung der Tierschutzverordnung oder Tierversuchsverordnung sollte dies berücksichtigt werden.

1) Die Definition von «Reduction» sollte (ggf. in der TSchV oder TVV) präzisiert werden, um keine falschen Erwartungen zu wecken.

Russell & Burch (1959) definierten «Reduction» original wie folgt:

Reduction bezeichnet Strategien, die darauf abzielen, die Anzahl der Tiere zu minimieren, die benötigt werden, um ein bestimmtes wissenschaftliches Ziel zu erreichen.

In der EU-Direktive 2010/63 wird diese Definition genutzt:

Strategien, die die Zahl der verwendeten Tiere auf das Minimum reduzieren, das notwendig ist, um zuverlässige Ergebnisse zu erzielen.

Das Schweizer 3R-Kompetenzzentrum 3RCC nutzt diese Definition:

Reduktion bezeichnet Methoden, die es Forschenden ermöglichen, vergleichbare Informationsmengen mit weniger Tieren zu gewinnen oder mehr Informationen aus derselben Anzahl von Tieren zu erhalten.

«Reduction» bezeichnet Strategien zur Minimierung der Anzahl der Versuchstiere, die erforderlich sind, um ein wissenschaftliches Ziel zu erreichen, insbesondere innerhalb eines Experiments. Idealerweise reduziert sich dadurch auch die Gesamtzahl der in der Forschung eingesetzten Tiere. Dies ist jedoch nicht zwangsläufig der Fall, beispielsweise wenn die Forschungsaktivität insgesamt zunimmt. Eine entsprechende Präzisierung der Definition wäre daher sinnvoll und könnte sich an der Definition des 3RCC orientieren.

2) Die Definition von «Refinement» sollte dem aktuellen Forschungsstand angepasst werden.

In den letzten Jahren wurden zunehmend Definitionen von «Refinement» im Hinblick auf Forschung mit Tieren verwendet, die nicht nur die Vermeidung von Schmerzen und Leiden, sondern auch positives Tierwohl («positive welfare») berücksichtigen. Dieses Verständnis wird durch zahlreiche jüngere wissenschaftliche Publikationen der modernen Tierethik und Tierwohlforschung gestützt.

In der EU-Direktive 2010/63 wird diese Definition genutzt:

Refinement bezeichnet die Verbesserung von Zucht, Unterbringung, Pflege und Versuchsmethoden, um Schmerzen, Leiden und Stress zu minimieren und das Wohlbefinden der Tiere zu fördern.

Das Schweizer 3R-Kompetenzzentrum 3RCC nutzt diese Definition:

Refinement - Methoden, die potenzielle Schmerzen, Leiden und Stress lindern oder minimieren und das Wohlergehen der Tiere verbessern.

Wir schlagen vor, dass sich der Gesetzestext an der Refinement-Definition des 3RCC orientiert.

Position der Universität Zürich:

Die Aufnahme des 3R-Prinzips in Art. 3d ist zu begrüßen. Die im Gesetzestext vorgeschlagene Definition der 3R-Prinzipien entspricht allerdings nicht vollständig dem aktuellen wissenschaftlichen Verständnis, insbesondere hinsichtlich der Prinzipien Reduction und Refinement. Hier sollte die Definition des 3RCC übernommen werden (ggf. in der TSchV oder TVV).

Art. 18 Abs. 3 (Fachsekretariate)

Statt der «zuständigen kantonalen Behörde» sollen neu «Fachsekretariate» Bewilligungsgesuche für Tierversuche der kantonalen Kommission für Tierversuche unterbreiten. Diese Neuerung hat zum Ziel, «den Bewilligungsprozess zu verbessern und zu beschleunigen, indem Fachsekretariate geschaffen werden, welche eine klare und qualitätsorientierte Arbeitsteilung zwischen Forschenden, Fachsekretariat und Tierversuchskommission sicherstellen» (Zitat aus dem Erläuternden Bericht). Um dies zu erreichen, müsste spezifiziert werden, wie die Fachsekretariate zusammengesetzt sind. Ihre Aufgabe müsste sehr klar umrissen und von der Aufgabe der Kommission für Tierversuche getrennt sein.

Es gibt bisher keine empirischen Daten, welche einen Zeitgewinn und eine Qualitätssteigerung im Bewilligungsverfahren durch die zusätzliche Verfahrensstufen belegen würden. In den Erläuterungen ist vermerkt, dass schweizweit «rund sieben Vollzeitstellen» zur Erfüllung der Aufgabe der Fachsekretariate geschaffen werden müssten. Wie diese Zahl zustande kommt, ist unklar. Die vorgeschlagenen Änderungen werden mit grosser Wahrscheinlichkeit zusätzliche Kosten für Bund und Kantone erzeugen. In der jetzigen Definition wird diese neue Struktur daher nicht unterstützt.

Position der Universität Zürich:

Ohne Klärung der Zusammensetzung der Fachsekretariate, ihrer Aufgabe und der Kompetenzen der Mitarbeitenden der Fachsekretariate lehnen wir den Artikel im Sinne des Minderheitsantrags ab.

Siehe auch Kommentare zu Art. 33a.

Art. 20a Abs. 1 (Präregistrierung)

Unklar bleibt, was mit Art. 20a Abs. 1 bezüglich der «Schaffung einer Grundlage für eine Einführung der Präregistrierung von Tierversuchen» (Zitat aus dem Erläuternden Bericht) gemeint ist. Eine Präregistrierung als Voraussetzung für den Erhalt einer Tierversuchsbewilligung wird nicht unterstützt. Präregistrierungen kommen bereits jetzt teilweise bei klinischen Studien am Menschen zum Einsatz. Hier zeigte sich bisher keine Evidenz für ihre Wirksamkeit bzgl. Beseitigung des «Publication Bias» (Dwan et al. 2013, DeVito et al. 2020, Showell et al. 2024) oder «Outcome switching» (Mathieu et al. 2009, Goldacre et al. 2019). Zudem bleibt unklar, inwiefern eine einzuführende Präregistrierung einen Beitrag zum Tierwohl darstellen soll.

Position der Universität Zürich:

Wir lehnen eine Präregistrierung als Voraussetzung für den Erhalt einer Tierversuchsbewilligung ab.

Art. 20a Abs. 2 (Nicht-technische Projektzusammenfassungen)

Die Absicht, die Transparenz durch nicht-technische Projektzusammenfassungen zu erhöhen, ist zwar zu begrüßen, doch es bleibt fraglich, ob nicht-technische Projektzusammenfassungen einem Laienpublikum tatsächlich weiterhelfen. So ist z.B. die Beschreibung belastungsmindernder oder 3R-Massnahmen ohne Kontext nicht informativ. Nichttechnische Projektzusammenfassungen dürfen nicht vor Ver-

suchsbeginn veröffentlicht werden zum Schutz geistigen Eigentums sowie Betriebs- und Geschäftsgeheimnissen. Auch bei der Publikation nicht-technischer Projektzusammenfassungen nach Abschluss der Bewilligung dürfen keine einrichtungs- oder personenbezogenen Daten herausgelesen werden können, was insbesondere in der Schweiz mit einer relativ kleinen Anzahl von Forschenden, die mit Tieren arbeiten, wichtig ist. Unklar bleibt ausserdem, wie die Nichttechnischen Projektzusammenfassungen das 3R-Prinzip fördern sollen.

Position der Universität Zürich:

Wir schlagen die Streichung von Art. 20a Abs. 2 vor. Angaben zu 3R Massnahmen, die dort gefordert werden, könnte man zu Art. 20a Abs. 3 (Veröffentlichung nach Abschluss der Bewilligung) hinzufügen.

Art. 22 Abs. 3 und 4 (Rolle des Bundes)

Positiv ist, dass die «Erforschung, Entwicklung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden» ausdrücklich gefördert werden sollen. Auch die Richtungsweisung, dass der Bund «3R-Strukturen, 3R-Infrastruktur sowie Lehre und Ausbildung im Bereich 3R fördern» kann, ist grundsätzlich zu begrüssen.

Insbesondere die Unterstützung von Zentren mit Infrastruktur und fachlicher Kompetenz, wie etwa Core Facilities, ist richtungsweisend. Solche Einrichtungen ermöglichen Forschenden einen schnellen Zugang zu neuen 3R-Technologien und fördern Synergien zwischen Projekten. Allerdings sollte diese Unterstützung lokal und praxisnah erfolgen. Positiv hervorzuheben ist auch, dass in nationaler und internationaler Zusammenarbeit die «Validierung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden» unterstützt werden soll.

Art. 22 Abs. 3 eröffnet zudem die Möglichkeit, dass der Bund beispielsweise «Lehre und Ausbildung im 3R-Bereich an Universitäten oder ausserhalb dieser fördert» (Zitat aus dem Erläuternden Bericht), etwa durch Lehrstühle, Lehraufträge oder spezielle Ausbildungsprogramme für Forschende, Kommissionsmitglieder oder Tierschutzbeauftragte. Die konkrete Ausarbeitung dieser Förderungsmöglichkeiten sollte unbedingt mit den kompetenten Gremien beispielsweise von *swissuniversities* und dem 3RCC erfolgen.

Verankerung von 3R-Koordinator:innen in der Schweizer Tierschutzgesetzgebung

Seit der Gründung des Swiss 3R Competence Centre (3RCC) haben die meisten Schweizer Hochschulen und Forschungsinstitutionen eigene 3R-Koordinator:innen-Stellen geschaffen. Diese Fachpersonen bilden eine zentrale Schnittstelle zwischen Forschung, Tierschutz, 3R und Verwaltung. Sie arbeiten eng mit dem 3RCC, den Tierschutzbeauftragten sowie den Forschenden und Lehrenden ihrer Institutionen zusammen. Durch diese enge Vernetzung haben sie direkten Zugang zu Innovationen im Bereich der 3R-Prinzipien und leisten einen wichtigen Beitrag zur praktischen Umsetzung neuer und bestehender 3R-Initiativen.

Damit die Schweiz ihre Führungsrolle in der Förderung der 3R-Prinzipien konsequent wahrnehmen kann, erscheint eine gesetzliche Verankerung dieser Funktionen auf Verordnungsebene sinnvoll. Die Aufnahme dieser Rolle in der Gesetzgebung würde die institutionelle Verpflichtung zur Förderung der 3R-Prinzipien stärken und die Nachhaltigkeit der bisher aufgebauten Strukturen sichern. Zudem könnte so gewährleistet werden, dass Aufgaben und Verantwortlichkeiten der 3R-Koordinator:innen klar definiert, langfristig finanziert und unabhängig von institutionellen Prioritäten bestehen bleiben.

Die Implementierung der 3R-Prinzipien ist eine anspruchsvolle Querschnittsaufgabe, die über einzelne Forschungsgruppen hinausgeht. Eine gesetzliche Verankerung dieser Aufgabe – orientiert an bereits in der Tierschutzverordnung vorgesehenen Rollen wie den Tierschutzbeauftragten – könnte dazu beitragen, die Rolle der 3R-Koordinator:innen institutionell besser abzustützen und die Umsetzung der 3R-Prinzipien auf lokaler Ebene zusätzlich unterstützen.

Position der Universität Zürich:

Die Förderung von 3R-Strukturen, -Infrastruktur und -Ausbildung wird unterstützt und sollte *dezentrale* Implementationsstrukturen (z. B. Core Facilities und 3R-Koordinator:innen) stärken. Es sollte sichergestellt werden, dass neue Regelungen effektiv zum Tierwohl beitragen und zugleich im Forschungsbetrieb praktikabel sind. Für die Validierung und Anerkennung neuer Methoden sind Koordinationsstrukturen und ausreichende Fördermittel notwendig. 3R-Koordinator:innen sollten gesetzlich verankert werden (Verordnungsebene, Neuvorschlag).

Art. 33a (Fachsekretariate)

Die geplante sequenzielle Aufteilung zwischen Fachsekretariaten, denen die Beurteilung der instrumentellen Unerlässlichkeit zukommt, und den kantonalen Tierversuchskommissionen, die die Güterabwägung (finale Unerlässlichkeit) vornehmen sollen, erweist sich sowohl verfassungsrechtlich als auch wissenschaftssystematisch als problematisch.

Aus verfassungsrechtlicher Sicht widerspricht diese Zweiteilung dem Verhältnismässigkeitsprinzip gemäss Art. 5 Abs. 2 und Art. 36 Abs. 3 BV, das als einheitlicher, relationaler Beurteilungsmaßstab konzipiert ist. Die isolierte Vorprüfung einzelner Elemente unterläuft dessen integrativen Charakter. Auch aus wissenschaftlicher Perspektive ist die Trennung nicht überzeugend, da die Beurteilungsdimensionen, namentlich Eignung, Erforderlichkeit und Güterabwägung, in einem wechselseitig verschränkten Verhältnis stehen und sich nicht trennscharf, geschweige denn sequenziell, beurteilen lassen.

Vor diesem Hintergrund wird im Sinne des Minderheitsantrags die Streichung der Fachsekretariate (Art. 18 Abs. 3, Art. 33a) befürwortet.

Position der Universität Zürich:

Wir lehnen die vorgeschlagene Struktur mit Fachsekretariaten im aktuellen Wortlaut ab.

Art. 34 (Kantonale Kommission für Tierversuche)

Die Festlegung einer Mindestanzahl von Mitgliedern der kantonalen Tierversuchskommissionen in Abs. 1 wird grundsätzlich begrüsst. Die vorgeschlagene Mindestzahl von fünf Mitglieder erscheint jedoch zu niedrig. Die Durchführung der Güterabwägung bzw. der Prüfung der finalen Unerlässlichkeit erfordert ein fachlich breit zusammengesetztes Gremium, um die ethische Beurteilung aus verschiedenen Perspektiven zu diskutieren und fundierte, tragfähige Entscheidungen zu ermöglichen. Zudem ist zu berücksichtigen, dass Mitglieder aufgrund von Ausstandspflichten, Ferien oder Krankheit zeitweise nicht zur Verfügung stehen können. Vor diesem Hintergrund schlagen wir vor, die Mindestanzahl auf zwölf Mitglieder zu erhöhen (3 Tierschutz, 5 Forschung mit Tieren, 2 3R, 1 Ethik, 1 Biostatistik). Diese Anpassung trägt

auch der neu vorgesehenen Anforderung Rechnung, wonach in der Kommission Fachkompetenzen zu 3R vorhanden sein sollen. Für alle Mitglieder der Kommission sollte zudem festgehalten werden, dass eine grundsätzliche Ergebnisoffenheit im Rahmen der Güterabwägung gewährleistet sein muss. Eine pauschale Ablehnung bestimmter Versuchskategorien (z.B. Versuche des Schweregrads 3) erscheint nicht rechtskonform.

Ein zentraler Aspekt zur Erreichung einer einheitlichen Vollzugspraxis ist, dass alle Tierversuchskommissionen gegen Entscheide der Bewilligungsbehörde ein Mehrheitsrekursrecht erhalten. Dafür schlagen wir einen neuen Abs. 2a vor. Diese national einheitliche Lösung würde allen Kommissionen unabhängig von kantonalen Regelungen das gleiche Rekursrecht für Tierversuchsanträge einräumen, bei denen die Bewilligungsbehörde einer Empfehlung der Kommission nicht folgt. Entscheidend ist, dass für einen Rekurs zwingend eine Kommissionsmehrheit erforderlich ist. Mit der Einführung dieses Mehrheitsrekursrechts für alle Kommissionen wird dafür gesorgt, dass die einheitliche Vollzugspraxis nicht durch das Minderheitsbeschwerderecht definiert wird.

Position der Universität Zürich:

Die Mindestanzahl an Mitgliedern der Tierversuchskommission sollte von fünf auf zwölf erhöht werden. Der Aufgabenbereich der Kommission muss klar definiert werden und bezieht sich möglicherweise (falls Fachsekretariate, welche die instrumentelle Unerlässlichkeit prüfen, eingeführt werden) nur noch auf die Güterabwägung (finale Unerlässlichkeit) ohne Rückfragen an die Antragstellenden. Wir fordern daher die Einführung eines Mehrheitsrekursrechts für alle Tierversuchskommissionen und damit eine national einheitliche Regelung, nach der eine Mehrheit der Kommissionsmitglieder für das Ergreifen von Rechtsmitteln gegen Entscheide der Bewilligungsbehörde erforderlich ist. Vorschlag zur Anpassung:

Art. 34 Kantonale Kommission für Tierversuche

*¹ Die Kantone bestellen je eine aus mindestens **zwölf** Fachleuten zusammengesetzte Kommission für Tierversuche, die von der Bewilligungsbehörde unabhängig ist und in der Kompetenzen zu 3R, Ethik und Forschen mit Tieren sowie Tierschutzorganisationen angemessen vertreten sind. Mehrere Kantone können eine gemeinsame Kommission einsetzen.*

² Die Kommission prüft die Gesuche insbesondere bezüglich deren Zulässigkeit aufgrund der Güterabwägung und stellt Antrag an die Bewilligungsbehörde. Sie wird für die Kontrolle der Versuchstierhaltung und der Durchführung der Versuche beigezogen. Die Kantone können ihr weitere Aufgaben übertragen.

*^{2a} **Eine Kommissionsmehrheit kann gegen einen Entscheid der Bewilligungsbehörde die Rechtsmittel ergreifen.***

Literaturverzeichnis

3RCC: 3Rs für die Öffentlichkeit. <https://swiss3rcc.org/de/3rs-for-the-public>, letzter Zugriff am 04.05.2026.

DeVito NJ, Bacon S, Goldacre B (2020): The Lancet 395(10221), 361-369. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(19\)33220-9](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(19)33220-9)

Dwan K, Gamble C, Williamson PR, Kirkham JJ (2013): PLOS ONE 8(7), e66844. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0066844>

European Parliament & Council of the European Union (2010): Directive 2010/63/EU on the protection of animals used for scientific purposes. Official Journal of the European Union. <https://eur-lex.europa.eu/eli/dir/2010/63/oj/eng>

Goldacre B, Drysdale H, Dale A et al. (2019): Trials 20, 118. <https://doi.org/10.1186/s13063-019-3173-2>

Mathieu S, Boutron I, Moher D, Altman DG, Ravaud P (2009): JAMA 302(9), 977-984. <https://doi.org/10.1001/jama.2009.1242>

Russell, W. M. S. & Burch, R. L. (1959): The Principles of Humane Experimental. Technique London: Methuen.

Showell MG, Cole S, Clarke MJ, DeVito NJ, Farquhar C, Jordan V (2024): Cochrane Database of Systematic Reviews 11, MR000011. <https://doi.org/10.1002/14651858.MR000011.pub3>

Stellungnahme des Instituts für Labortierkunde der Universität Zürich

21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben

Adresse: Institut für Labortierkunde, Wagistrasse 12, 8952 Schlieren

Kontaktperson: Prof. Thorsten Buch

Email: thorsten.buch@uzh.ch

Datum: 6. Mai 2026

Frist zur Einreichung: 24. Mai 2026

Einreichungsmodalitäten: Stellungnahme in Form eines elektronischen Dokuments (nebst PDF-Version auch Word-Version) an folgende Adresse zu senden: vernehmlassungen@blv.admin.ch

I. Zusammenfassung / wichtigste Anliegen zur Vorlage

Die vorliegende Revision des Tierschutzgesetzes (TSchG) im Rahmen der parlamentarischen Initiative 21.426 verfolgt das Ziel, die 3R-Prinzipien zu stärken, die Transparenz zu erhöhen und das Bewilligungsverfahren qualitativ zu verbessern. Diese Zielsetzung wird ausdrücklich unterstützt.

Aus wissenschaftlich-tierschutzfachlicher Sicht ist jedoch entscheidend, dass die Umsetzung evidenzbasiert, praktikabel und somit im Einklang mit dem Verhältnismässigkeitsprinzip nach Art. 5 Abs. 2 und Art. 36 Abs. 3 BV erfolgt. Ferner, birgt eine übermässige Ausweitung administrativer Anforderungen ohne klaren Mehrwert für Tierwohl und Erkenntnisgewinn Risiken für den Forschungsstandort Schweiz.

Kernanliegen dieser Stellungnahme:

- Aufnahme positiver Tierwohl-Aspekte in Art. 3 Bst. b (minimal-invasiv, Ziff. 2).
- Anpassung der 3R-Definition in Art. 3 Bst. d an den 3RCC-Standard.
- Ablehnung einer zwingenden Präregistrierung als Bewilligungsvoraussetzung (Art. 20a Abs. 1).
- Streichung der Fachsekretariate (Art. 18 Abs. 3, Art. 33a) im Sinne des Minderheitsantrags.
- Stärkung der kantonalen Kommission: Mindestzahl sieben Mitglieder, Aufnahme medizinischer und patientenseitiger Kompetenz, integrierte Prüfung, Mehrheitsrekursrecht.
- Verfahrensbeschleunigung durch Ressourcenausbau und Bürokratieabbau.

Die ursprüngliche Pa.Iv. Christ zielte auf 3R-Forschungsförderung. Der Vorentwurf erweitert dies um Fachsekretariate, Transparenzpflichten und Datenzugriffsregelungen, was im Bericht (Abschnitt 2.1) selbst eingeräumt wird. Diese Erweiterung über das Initiativanliegen hinaus rechtfertigt erhöhte Anforderungen an die Begründungsdichte der zusätzlichen Massnahmen.

Der Bericht räumt zudem in Abschnitt 5.2 selbst ein, dass kleine Kantone ihre Kommissionen voraussichtlich abschaffen werden. Die strukturellen Folgen für regionale Vertretung, lokale Expertise und Zugang der Antragstellenden sind nicht abgeschätzt. Die Schätzung von «rund sieben Vollzeitstellen» (Abschnitt 5.2) wird ohne Methodik oder Datenquelle genannt. Eine empirisch belegte Folgeabschätzung, auch finanzieller Natur, sollte vor weiterer Beratung für alle betroffenen Organisationen und Staatsebenen durchgeführt werden.

Die Behauptung in Abschnitt 5.5, die Vorlage habe einen positiven Einfluss auf die Tiere, ist unbelegt. Insbesondere für die Fachsekretariate, Projektzusammenfassungen, Präregistrierung fehlt der Tierschutzwirkungsnachweis.

Fazit / Gesamtschätzung: Annahme, Revision, grundsätzliche Überarbeitung, Abweisung

Gesamteinschätzung: Annahme mit Revision.

Was unterstützt wird: 3R-Förderung (Art. 22, nach Konsolidierung), Datenbasierte Steuerung (Art. 20b, mit Präzisierung), Stärkung der Tierversuchskommissionen (Art. 34).

Was angepasst werden muss: Definitionen (Art. 3 Bst. b und d), Transparenzregelungen (Art. 20a Abs. 1 und Abs. 2), Fachsekretariate (Art. 18 Abs. 3 und Art. 33a, vollständige Streichung), Datenzugriffe (Art. 20c Abs. 3 und 4), Delegationsnormen (Art. 33a Abs. 4, Art. 34 Abs. 3).

II. Bemerkungen zu den einzelnen Änderungen

Vorgeschlagene Änderungen Tierschutzgesetz (TSchG)

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
Art. 3	Begriffe	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Die Aufnahme der 3R sowie die zeitgemässe Präzisierung des Wohlergehens werden begrüsst. Beide Buchstaben bedürfen jedoch einer wissenschaftlich fundierten Präzisierung.
Lit. b (Wohlergehen)	Grundsätzliche Überarbeitung	<p>Der geltende Wortlaut von Art. 3 Bst. b TSchG ist leidzentriert. Der aktuelle Forschungsstand der Tierwohlwissenschaft (Boissy et al. 2007, Mellor 2016, Turner 2019, Rault et al. 2025) erweitert das Konzept über die Leidvermeidung hinaus auf positive mentale Zustände und zielgerichtetes Verhalten.</p> <p>Empfehlung: Minimal-invasive Erweiterung von Ziff. 2 um den Begriff der positiven Erfahrungen und aktive Förderungsformel. Vorschlag: «das artgemässe Verhalten einschliesslich positiver Erfahrungen innerhalb der biologischen Anpassungsfähigkeit ermöglicht und gefördert wird.»</p>
Lit. d (3R)	Grundsätzliche Überarbeitung	Die gesetzliche Verankerung der 3R im Tierversuch und in der Tierhaltung ist zu begrüssen. Die vorgeschlagene Definition entspricht jedoch nicht dem aktuellen Verständnis in der wissenschaftlichen Fachwelt: Reduction bezieht sich nach Russell und Burch (1959) primär auf die Minimierung der Tierzahl innerhalb eines Experiments sowie die Maximisierung des Erkenntnisgewinns bei gleicher Tierzahl. Refinement umfasst nach Turner (2019) und 3RCC neben der Leidminimierung die

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Förderung des Wohlergehens einschliesslich positiver Erfahrungen.</p> <p>Empfehlung: Übernahme der 3RCC-Definition. Vorschlag (Fliesstext): «3R: Prinzipien, welche das Ersetzen des Einsatzes von Tieren durch tierfreie Methoden (engl.: replacement), die Gewinnung vergleichbarer Informationsmengen mit weniger Tieren oder zusätzlicher Informationen aus derselben Anzahl von Tieren (engl.: reduction) sowie die Linderung oder Minimierung potenzieller Schmerzen, Leiden und Stress und die Förderung des Wohlergehens der Tiere (engl.: refinement) in der Forschung mit Tieren fordern.»</p>
Art. 18	Bewilligungspflicht	
Insgesamt	Ablehnung	Die Einführung der Fachsekretariate als verbindliche Prüfinstanz wird abgelehnt. Begründung siehe Art. 33a.
Abs. 3	Ablehnung	Im Sinne des Minderheitsantrags zu streichen. Die Bewilligungsgesuche werden weiterhin durch die zuständige kantonale Behörde der kantonalen Kommission für Tierversuche unterbreitet.
Art. 20a	Information der Öffentlichkeit	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	<p>Transparenz im Bereich Tierversuche wird begrüsst. Die nichttechnische Projektzusammenfassung (NTP) entspricht einem seit 2013 in der EU etablierten Standard (Richtlinie 2010/63/EU Art. 43). Keine Projektzusammenfassung würde die Schweiz weiter vom europäischen Standard isolieren. Notwendig sind allerdings Schutzvorkehrungen für Forschungs- und Geschäftsgeheimnisse sowie Verzicht auf zwingende Präregistrierung.</p> <p>Vorschlag: «Der Bund fördert Transparenz in der Forschung mit Tieren.»</p>
Abs. 1	Ablehnung Präregistrierung	Eine NTP wird begrüsst. Eine zwingende Präregistrierung als Bewilligungs- oder Durchführungsvoraussetzung wird abgelehnt. Der entsprechende Passus im erläuternden Bericht ist zu streichen. Empirische Evidenz für einen

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Tierschutznutzen fehlt. Die schweizweite Befragung von Studienleitern (Priboi et al. 2025, bioRxiv) zeigt, dass für die Befragten die Bürokratie und der Zeitaufwand problematisch sind. Wir haben im Institut für Labortierkunde selber präregistriert. Dies wurde beendet, da es nur zu einer Duplikation von internen Dokumentationspflichten führte und keine erkennbaren positiven Effekte oder sonstige Veränderungen festgestellt wurden.</p> <p>In der Präregistrierung von klinischen Studien wurde gefunden, dass der Publikationsbias durch die Registrierungspflicht zwar reduziert, aber nicht beseitigt wird. Studien mit positivem Ergebnis weisen eine 2,69-fach höhere Chance auf publiziert zu werden als Studien mit negativem oder null-Ergebnis (Odds Ratio 2,69; 95% Konfidenzintervall 2,02 bis 3,60; Showell et al. 2024, Cochrane). Der Odds Ratio quantifiziert das Verhältnis der Publikationschance zwischen beiden Gruppen; ein Wert von 1 entspräche keiner Verzerrung, ein Wert von 2,69 zeigt eine erhebliche systematische Bevorzugung positiver Befunde im Publikationsprozess. Die Registrierung schafft Sichtbarkeit der durchgeführten Studien, garantiert aber nicht deren vollständige Veröffentlichung. Selbst nach erfolgter Präregistrierung werden die Studienergebnisse häufig nicht oder nur unvollständig der Öffentlichkeit zugänglich gemacht: DeVito et al. (2020) dokumentieren in einer systematischen Auswertung von ClinicalTrials.gov, dass nur rund 40% der nach FDA Amendments Act 2007 meldepflichtigen Studien die Ergebnisse fristgerecht im Register publizierten (Reporting Rate). Auch das sogenannte Outcome Switching, also die nachträgliche Veränderung des in der Registrierung definierten primären Endpunkts zwischen Studienprotokoll und Publikation, wird durch die Registrierung nicht beseitigt: Mathieu et al. (2009) zeigen einen Endpunktwechsel in 31% der untersuchten Studien; Goldacre et al. (2019, COMPare-Projekt) dokumentieren in 67 prospektiv überwachten Studien insgesamt 354 stille Outcome-Wechsel; Dwan et al. (2013) bestätigen die strukturelle Persistenz des Outcome</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Reporting Bias über mehrere Forschungsfelder hinweg. Weiterhin gilt, dass Grundlagenforschung explorativ-adaptiv durchgeführt wird. Dies ist schwierig durch Präregistrierung sinnvoll abzubilden. Präregistrierung ist heute schon über öffentliche Plattformen möglich und kann bei Bedarf genutzt werden.</p> <p>Empfehlung: NTPs einführen, Beibehaltung des freiwilligen Regimes (preclinicaltrials.eu, Animal Study Registry des BfR). Erläuternden Bericht präzisieren.</p>
Abs. 2 (NTP)	Zustimmung mit Vorbehalten	<p>Die NTP nach Bewilligung wird beibehalten. Drei Anpassungen sind erforderlich:</p> <p>(a) Bst. e: «erwarteten Nutzen» wird durch «erwarteten Kenntniserwerb» ersetzt. Begründung: Grundlagenforschung dient Erkenntnis, nicht direktem Anwendungsnutzen.</p> <p>(b) Bst. f und g: Fusion. Der zweite Satzteil von Bst. f (belastungsmindernde Massnahmen) ist bereits in Bst. g (3R-Massnahmen) enthalten.</p> <p>(c) Schutzklausel: Aufnahme einer Bestimmung nach §41 Abs. 2 TierSchVersV: keine einrichtungs- oder personenbezogenen Daten; Schutz geistigen Eigentums sowie Betriebs- und Geschäftsgeheimnissen.</p> <p>Vorschlag Frist: Veröffentlichung spätestens sechs Monate nach Bewilligung (wie Art. 43 Abs. 1 EU-Directive 2010/63/EU).</p>
Abs. 3 (retrospektive Ergänzung)	Zustimmung	<p>Die Ausweitung der retrospektiven Ergänzung auf alle Tierversuche geht über den EU-Standard (nur Schweregrad «schwer» und nichthumane Primaten) hinaus und wird unterstützt. Der administrative Aufwand pro Projekt ist gering, die Daten werden auch jetzt schon in Animex erfasst und häufig für Folgeanträge aufgearbeitet.</p> <p>Empfehlung: Ergänzung um eine Frist (sechs Monate nach Beendigung des Tierversuchs).</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
Abs. 4 und 5	Keine Stellungnahme	Folgeregelungen auf Verordnungsebene; keine inhaltlichen Bemerkungen.
Art. 20b	Zweck und Inhalt	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Der Aufbau eines Informationssystems wird unterstützt. Präzisierungen sind in Abs. 3 erforderlich.
Abs. 1	Keine Stellungnahme	Keine inhaltlichen Bemerkungen.
Abs. 3 (Auswertung)	Zustimmung mit Vorbehalten	<p>Die Beauftragung Dritter mit Auswertungen ist auf eine klare datenschutzrechtliche Grundlage zu stellen; anwendbar ist das revDSG (SR 235.1) bzw. für kantonale Stellen die kantonalen Datenschutzgesetze.</p> <p>Empfehlung: Präzisierung auf Gesetzes- oder Verordnungsstufe: expliziter Verweis auf revDSG; zwingender Auftragsbearbeitungsvertrag nach Art. 9 revDSG; Datenschutz-Folgenabschätzung nach Art. 22 revDSG; abschliessende Bestimmung der Kategorien zulässiger «kompetenter Stellen».</p> <p>Anmerkung zum erläuternden Bericht: Der Erläuternde Bericht (Abschnitt 4 zu Art. 20b Abs. 3, S. 9) nennt das 3RCC ausdrücklich als möglichen Datenanalyse-Partner und verweist auf dessen Mandat als Forschungseinrichtung von nationaler Bedeutung nach Art. 15 FIFG. Da das 3RCC zugleich ein Fördermandat hat, bestehen mögliche Interessenkonflikte zwischen Fördertätigkeit und der sensiblen Datenanalyse, die im Vorentwurf zu adressieren sind. Eine institutionelle Trennung der beiden Funktionen oder ein dokumentiertes Conflict-of-Interest-Management ist erforderlich.</p>
Art. 20c	Zugriffsrechte	
Insgesamt	Ablehnung	Die Erweiterung des Zugriffskreises auf Bewilligungsgesuche über Kantonsgrenzen hinweg ist in der vorliegenden Form abzulehnen. Präzedenzfälle für kantonsübergreifende Abrufverfahren existieren (z.B. RIPOL, POLAP), jedoch ausschliesslich mit spezifischer gesetzlicher Grundlage, definierten Zugriffsrollen, Protokollierung und Aufsicht.

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Erläuternder Bericht: Der Erläuternde Bericht behauptet in Abschnitt 6.7 Datenschutz, es seien «weder die Bearbeitung von neuen Personendaten noch andere Massnahmen nötig, die Auswirkungen auf den Datenschutz haben könnten». Diese Aussage steht im Widerspruch zu Art. 20c Abs. 3 (neues kantonsübergreifendes Abrufverfahren) und Abs. 4 (Ausweitung der Zugriffsrechte auf Dritte). Eine Datenschutz-Folgenabschätzung nach Art. 22 revDSG wird im Bericht nicht thematisiert. Die innere Inkonsistenz des Berichts ist auflösungsbedürftig.</p>
Abs. 1	Keine Stellungnahme	Sofern Fachsekretariate gestrichen werden, fällt Bst. b dahin.
Abs. 3 (Abrufverfahren)	Ablehnung	<p>Massive Erweiterung des Personenkreises mit Einsicht in Tierversuchsgesuche, einschliesslich Forschungs- und Geschäftsgeheimnisse. Die angestrebte einheitliche Vollzugspraxis kann mit milderem Mitteln erreicht werden (Art. 5 Abs. 2 BV).</p> <p>Empfehlung: Ersatz durch eine interkantonale Harmonisierungskommission mit beratender Funktion und eine anonymisierte Entscheid- und Begründungsdatenbank ohne Zugriff auf Rohgesuche.</p>
Abs. 4 (Ausweitung Zugriff)	Ablehnung	<p>Unbestimmte Delegationsnorm ohne Eingrenzung von Gegenstand, Zweck oder Schutzvorkehrungen. Mit Art. 164 i.V.m. Art. 182 BV sowie Art. 5 Abs. 2 BV nicht vereinbar.</p> <p>Empfehlung: Streichung. Falls Beibehaltung: Kategorien zulässiger Stellen, Zweckbindung, Datenkategorien, Auftragsbearbeitungsvertrag, Datenschutz-Folgenabschätzung und Protokollierung auf Gesetzesstufe bestimmen.</p>
Art. 22	Forschung	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Die 3R-Förderung durch den Bund wird begrüsst. Die Aufteilung in drei Absätze ist gesetzestechnisch redundant.

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
Abs. 2, 3 und 4	Grundsätzliche Überarbeitung	<p>Konsolidierung der drei Absätze in einen einzigen, der alle substanziellen Elemente erfasst (Erforschung, Entwicklung, Validierung, Anerkennung, Anwendung, 3R-Strukturen, 3R-Infrastruktur, Lehre und Ausbildung).</p> <p>Vorschlag Abs. 2 neu: «Der Bund fördert in Zusammenarbeit mit Hochschulen und Industrie sowie in nationaler und internationaler Zusammenarbeit insbesondere die Erforschung, Entwicklung, Validierung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden sowie die dafür erforderlichen 3R-Strukturen, 3R-Infrastrukturen und die Lehre und Ausbildung im Bereich 3R.» Abs. 3 und 4 entfallen.</p>
Art. 33a	Fachsekretariat für Tierversuche	
Insgesamt	Ablehnung	<p>Im Sinne des Minderheitsantrags zu streichen. Die im Vorentwurf definierte Hauptfunktion der vorgelagerten Prüfung der Unerlässlichkeit ist weder epistemisch möglich noch legislativ zulässig.</p> <p>Legistisch: Das Verhältnismässigkeitsprinzip nach Art. 5 Abs. 2 und Art. 36 Abs. 3 BV ist ein einheitlicher relationaler Beurteilungsmassstab. Die Subkriterien Eignung, Erforderlichkeit und Angemessenheit sind methodische Leitlinien, keine eigenständigen materiellen Werte (Rütsche 2020). Eine organisatorische Aufteilung zwischen Fachsekretariat und Kommission zerlegt den integralen Prüfvorgang.</p> <p>Wissenschaftlich: Eignung (3V), Erforderlichkeit (3R) und Güterabwägung sind verschränkt. Z.B.: Reduction ist mathematisch an interne Validität gekoppelt. Refinement-Massnahmen modulieren Outcome und Validität. Alle Dimensionen sind irreduzibel indeterministisch (Matsushita...Buch. 2026, in Vorbereitung). Eine sequenzielle Gate-Architektur ist strukturell inadäquat.</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Organisatorisch-praktisch: Die Schaffung von Fachsekretariaten würde eine zusätzliche bürokratische Ebene einführen, ohne dass ein klarer Mehrwert ersichtlich ist. Vielmehr ist zu erwarten, dass die Bearbeitungsdauer verlängert wird. Zugleich würden Rolle und Verantwortung der kantonalen Tierversuchskommissionen geschwächt, obwohl diese für die Güterabwägung zwingend auch die instrumentelle Unerlässlichkeit beurteilen müssen. Eine Aufspaltung dieser Prüfschritte würde in der Praxis zu Kompetenzkonflikten, Doppelspurigkeiten und einer faktischen Entwertung der bestehenden Kommissionsarbeit führen.</p> <p>Hinzu kommt, dass die kantonalen Tierversuchskommissionen durch Kontrollen vor Ort über eine direkte Kenntnis der lokalen Gegebenheiten verfügen. Sie können dadurch Forschungsgruppen, Haltungsbedingungen, experimentelle Abläufe sowie die gelebte Tierschutzkultur in den Institutionen fundierter beurteilen als ein stärker zentralisiertes Fachsekretariat. Diese praktische Erfahrung ist für die Gesuchsbeurteilung wesentlich und kann durch eine rein administrative Vorprüfung nicht gleichwertig ersetzt werden.</p> <p>Schliesslich bleibt unklar, wie die Fachsekretariate zusammengesetzt sein sollen, welche Kompetenzen sie abdecken müssen, wie viele Personen dafür erforderlich wären und welche Kosten den Kantonen entstehen. Angesichts der Breite der betroffenen Bereiche, von biomedizinischer Forschung über Wildtierforschung, Natur und Umweltschutz, Ökotoxikologie, Aus und Weiterbildung, Ethologie bis hin zu Agronomie, erscheint es unrealistisch, dass ein kleines Fachsekretariat diese Expertise angemessen abdecken kann. Da unvollständige Gesuche bereits heute von den kantonalen Behörden zurückgewiesen werden können und gemeinsame Fachsekretariate nur fakultativ vorgesehen sind, überzeugen weder die Notwendigkeit noch das</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Harmonisierungspotenzial dieses Vorschlags.</p> <p>Empfehlung: Streichung von Art. 33a in toto. Harmonisierung der Vollzugspraxis über eine interkantonale Harmonisierungskommission mit beratender Funktion. Prüfung der Unerlässlichkeit verbleibt integral bei der kantonalen Kommission (Art. 34).</p> <p>Erläuternder Bericht: Der Erläuternde Bericht (Übersicht und Abschnitt 4 zu Art. 33a) bezeichnet das Vorgehen ausdrücklich als «sequentielle Prüfung» durch Fachsekretariat und Tierversuchskommission. Genau diese sequenzielle Architektur ist wissenschaftlich und legislativ untragbar. Der Bericht (Abschnitt 4 zu Art. 33a Abs. 4, S. 13) nennt zudem ausdrücklich die «Bearbeitungsfrist der Gesuche» als möglichen Inhalt einer bundesrätlichen Verordnung. Eine Verkürzung der Bearbeitungszeiten ist anzustreben. Eine starre gesetzliche Frist ist eine Möglichkeit; Falls Fristen verankert werden, sind Umgehungsmaßnahmen auszuschliessen (Zurückweisung, Ablehnungsdrohung mit Rückzug, Stoppen der Frist durch zweckwidrige Rückfragen; Beispiele aus Deutschland und dem Kanton Zürich sind hinreichend dokumentiert respektive publiziert); die Verkürzung sollte besser über Ressourcenausbau und Bürokratieabbau erfolgen.</p>
Abs. 1, 2, 3 und 4	Ablehnung	<p>Streichung im Sinne des Minderheitsantrags. Insbesondere zu Abs. 4: Unbestimmte Delegationsnorm ohne Eingrenzung von Gegenstand, Zweck oder Umfang; mit Art. 164 i.V.m. Art. 182 BV nicht vereinbar.</p> <p>Erläuternder Bericht: Abschnitt 6.6 des Erläuternden Berichts begründet die Delegation lediglich damit, dass sie «in der BV nicht ausgeschlossen» sei. Die eigentliche verfassungsrechtliche Anforderung (hinreichende Bestimmtheit nach Art. 164 i.V.m. Art. 182 BV) wird nicht geprüft. Diese argumentative Lücke des Berichts unterstreicht die Notwendigkeit der Streichung.</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		Gesetzgebung obliegt der Legislative und kann nicht in dieser Unbestimmtheit an die Exekutive delegiert werden.
Art. 34	Kantonale Kommission für Tierversuche	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	<p>Die Stärkung der Kommission wird grundsätzlich begrüsst. Mehrere Anpassungen sind erforderlich.</p> <p>Erläuternder Bericht: Der Erläuternde Bericht (Abschnitt 5.2) hält fest, dass kleine Kantone ihre Tierversuchskommissionen voraussichtlich abschaffen werden, weil die Anforderungen steigen. Die strukturellen Folgen für regionale Vertretung, lokale Expertise, Verfügbarkeit von Sachkenntnis und Zugang der Antragstellenden sind im Bericht nicht abgeschätzt. Eine Folgeabschätzung ist erforderlich. Gesetzliche Anforderungen so zu gestalten, dass kleine Kantone sie nicht erfüllen können, ist staatspolitisch fragwürdig.</p>
Abs. 1 (Mindestzahl, Zusammensetzung)	Grundsätzliche Überarbeitung	<p>Die Mindestzahl von fünf Mitgliedern ist zu tief. Eine fachlich breite Zusammensetzung, Ausstandspflichten, Ferien und Krankheit sowie die zusätzliche 3R-Anforderung verlangen eine Erhöhung auf mindestens sieben Mitglieder.</p> <p>Die im Vorentwurf genannten Kompetenzfelder lassen die medizinische und patientenseitige Perspektive ausser Acht. Diese ist für die Beurteilung des Kenntnisergebnisses und gesellschaftlichen Nutzens unverzichtbar.</p> <p>Vorschlag Abs. 1 neu: «Die Kantone bestellen je eine aus mindestens sieben Fachleuten zusammengesetzte Kommission für Tierversuche, die von der Bewilligungsbehörde unabhängig ist und in der Kompetenzen zu 3R, Ethik, Forschen mit Tieren, medizinischer Praxis sowie Patientendvertreter und Tierschutzorganisationen angemessen vertreten sind. Mehrere Kantone können eine gemeinsame Kommission einsetzen.»</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
Abs. 2 (Aufgabe)	Grundsätzliche Überarbeitung	<p>Das Wort «insbesondere» ist zu streichen. Bei gleichzeitiger Streichung von Art. 33a prüft die Kommission integriert Eignung, Erforderlichkeit und Güterabwägung.</p> <p>Vorschlag Abs. 2 neu: «Die Kommission prüft die Gesuche integriert bezüglich Eignung, Erforderlichkeit und Güterabwägung und stellt Antrag an die Bewilligungsbehörde. Sie wird für die Kontrolle der Versuchstierhaltung und der Durchführung der Versuche beigezogen. Die Kantone können ihr weitere Aufgaben übertragen.»</p>
Abs. 2a (neu, Mehrheitsrekursrecht)	Zustimmung	<p>Aufnahme eines Mehrheitsrekursrechts für alle Tierversuchskommissionen. Stellt national eine einheitliche Regelung sicher und verhindert die Prägung durch kantonale Minderheitsbeschwerderechte.</p> <p>Vorschlag Abs. 2a neu: «Eine Kommissionsmehrheit kann gegen einen Entscheid der Bewilligungsbehörde die Rechtsmittel ergreifen.»</p>
Abs. 3 (Delegation Bundesrat)	Ablehnung	<p>Unbestimmte Delegationsnorm ohne Eingrenzung. Mit Art. 164 i.V.m. Art. 182 BV nicht vereinbar.</p> <p>Empfehlung: Streichung.</p> <p>Ergänzung (v3): Abschnitt 6.6 des Erläuternden Berichts erklärt die Delegation an den Bundesrat ausschliesslich damit, dass sie «in der BV nicht ausgeschlossen» sei. Die Frage nach hinreichender Bestimmtheit (Art. 164 i.V.m. Art. 182 BV) wird nicht geprüft, ist aber das eigentliche verfassungsrechtliche Erfordernis. Die fehlende Begründung im Bericht stützt den Streichungsantrag.</p>

Literaturverzeichnis

Matsushita et al.. (2026, in Vorbereitung): Why sequential harm-benefit analysis is structurally impossible: indeterminacy, dimensional interlocking, and the case for integrated evaluation.

Boissy A, Manteuffel G, Jensen MB et al. (2007): Assessment of positive emotions in animals to improve their welfare. *Physiology & Behavior* 92(3), 375-397.
<https://doi.org/10.1016/j.physbeh.2007.02.003>

Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV), SR 101.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/1999/404/de>

Bundesgesetz über den Datenschutz (revDSG), SR 235.1.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2022/491/de>

Bundesgesetz über den Tierschutz (TSchG), SR 455.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2008/414/de>

Bundesgesetz über die Forschung am Menschen (HFG), SR 810.30.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2013/617/de>

Claesen A, Gomes SLBT, Tuerlinckx F, Vanpaemel W (2021): Royal Society Open Science 8(10), 211037. <https://doi.org/10.1098/rsos.211037>

DeVito NJ, Bacon S, Goldacre B (2020): The Lancet 395(10221), 361-369.
[https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(19\)33220-9](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(19)33220-9)

Dwan K, Gamble C, Williamson PR, Kirkham JJ (2013): PLOS ONE 8(7), e66844.
<https://doi.org/10.1371/journal.pone.0066844>

European Parliament and Council (2010): Directive 2010/63/EU. <https://eur-lex.europa.eu/eli/dir/2010/63/oj/eng>

European Parliament and Council (2019): Regulation (EU) 2019/1010. <https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2019/1010/oj>

Goldacre B, Drysdale H, Dale A et al. (2019): Trials 20, 118. <https://doi.org/10.1186/s13063-019-3173-2>

Kaplan RM, Irvin VL (2015): PLOS ONE 10(8), e0132382.
<https://doi.org/10.1371/journal.pone.0132382>

Mathieu S, Boutron I, Moher D, Altman DG, Ravaud P (2009): JAMA 302(9), 977-984.
<https://doi.org/10.1001/jama.2009.1242>

Mellor DJ (2016): Animals 6(3), 21. <https://doi.org/10.3390/ani6030021>

Open Science Collaboration (2015): Science 349(6251), aac4716.
<https://doi.org/10.1126/science.aac4716>

Priboi C, Mayer B, Vergauwe E, Elger B, Würbel H (2025): bioRxiv Preprint.
<https://doi.org/10.1101/2025.11.07.687141>

Rault JL, Bateson M, Boissy A et al. (2025): Biology Letters 21(1).
<https://doi.org/10.1098/rsbl.2024.0382>

Rütsche B (2020): Verhältnismässigkeitsprinzip. In: Diggelmann O, Hertig Randall M, Schindler B (Hrsg.): Verfassungsrecht der Schweiz, Bd. II. Schulthess, Zürich, S. 1049 ff.

Russell WMS, Burch RL (1959): The Principles of Humane Experimental Technique. Methuen, London.

Scheel AM, Schijen MRMJ, Lakens D (2021): Advances in Methods and Practices in Psychological Science 4(2). <https://doi.org/10.1177/25152459211007467>

Showell MG, Cole S, Clarke MJ, DeVito NJ, Farquhar C, Jordan V (2024): Cochrane Database of Systematic Reviews 11, MR000011. <https://doi.org/10.1002/14651858.MR000011.pub3>

Swiss 3R Competence Centre (3RCC). <https://swiss3rcc.org/de/3rs-for-the-public>

Turner PV (2019): ILAR Journal 60(3), 366-372. <https://doi.org/10.1093/ilar/ilaa017>

van der Naald M, Chamuleau SAJ et al. (2022): PLOS Biology 19(9), e3001397.
<https://doi.org/10.1371/journal.pbio.3001397>

TierSchVersV Deutschland, §41.

BfR: AnimalTestInfo.

https://www.bf3r.de/de/nicht_technische_projektzusammenfassung__ntp____tierversuche_in_deutschland-279827.html

preclinicaltrials.eu. <https://www.preclinicaltrials.eu>

Animal Study Registry des BfR. <https://www.animalstudyregistry.org>

Stellungnahme des Vereins Forschung für Leben

21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben

Adresse: Forschung für Leben, 8000 Zürich

Kontaktperson: Dr. Iana Buch

Email: buch@forschung-leben.ch

Datum: 18. Mai 2026

I. Zusammenfassung / wichtigste Anliegen zur Vorlage

Die angestrebte Revision des Tierschutzgesetzes (TSchG) im Zuge der parlamentarischen Initiative 21.426 wird ausdrücklich begrüsst. Die Absicht, die 3R-Prinzipien zu festigen, die Transparenz zu fördern und das Bewilligungsverfahren qualitativ weiterzuentwickeln, findet volle Unterstützung.

Für die konkrete Umsetzung ist aus wissenschaftlicher und tierschutzfachlicher Perspektive jedoch entscheidend, dass sie streng evidenzbasiert und praxisnah verläuft. Nur so bleibt sie im Einklang mit dem Verhältnismässigkeitsprinzip gemäss Art. 5 Abs. 2 und Art. 36 Abs. 3 BV. Ein bürokratischer Mehraufwand, dem kein messbarer Nutzen für das Tierwohl oder den wissenschaftlichen Fortschritt gegenübersteht, muss vermieden werden, um die Attraktivität und Wettbewerbsfähigkeit des Forschungsstandorts Schweiz nicht zu gefährden.

Kernanliegen dieser Stellungnahme:

- Aufnahme positiver Tierwohl-Aspekte in Art. 3 Bst. b (minimal-invasiv, Ziff. 2).
- Anpassung der 3R-Definition in Art. 3 Bst. d an den 3RCC-Standard.
- Ablehnung einer zwingenden Präregistrierung als Bewilligungsvoraussetzung (Art. 20a Abs. 1).
- Streichung der Fachsekretariate (Art. 18 Abs. 3, Art. 33a) im Sinne des Minderheitsantrags.
- Stärkung der kantonalen Kommission: Mindestzahl sieben Mitglieder, Aufnahme medizinischer und patientenseitiger Kompetenz, integrierte Prüfung, Mehrheitsrekursrecht.
- Verfahrensbeschleunigung durch Ressourcenausbau und Bürokratieabbau.

Die ursprüngliche Pa.Iv. Christ war explizit auf die Förderung der 3R-Forschung ausgerichtet. Wie im Bericht (Abschnitt 2.1) selbst eingeräumt wird, dehnt der aktuelle Vorentwurf diesen Fokus nun massiv auf Fachsekretariate, Transparenzpflichten und Datenzugriffsregelungen aus. Diese erhebliche Ausweitung über den eigentlichen Initiativkern hinaus erfordert weitaus fundiertere und detailliertere Begründungen für die zusätzlichen Massnahmen.

Zudem wird in Abschnitt 5.2 offen dargelegt, dass kleinere Kantone ihre Kommissionen voraussichtlich auflösen werden. Die daraus resultierenden strukturellen Konsequenzen für die regionale Vertretung, die lokale Expertise sowie den direkten Zugang der Antragstellenden bleiben jedoch völlig ungeklärt.

Auch die Schätzung von „rund sieben Vollzeitstellen“ (Abschnitt 5.2) entbehrt jeglicher methodischer Grundlage oder nachvollziehbarer Datenquellen. Vor der weiteren parlamentarischen Beratung ist hier zwingend eine empirisch fundierte Regulierungsfolgenabschätzung erforderlich.

Schliesslich bleibt die Behauptung in Abschnitt 5.5, die Vorlage wirke sich positiv auf das Tierwohl aus, gänzlich unbewiesen. Ein klarer Nachweis für den tatsächlichen

Tierschutzbesserungseffekt fehlt – insbesondere mit Blick auf die Einführung von Fachsekretariaten, Projektzusammenfassungen und Präregistrierungen.

Fazit / Gesamteinschätzung: Annahme, Revision, grundsätzliche Überarbeitung, Abweisung

Gesamteinschätzung: Annahme mit Revision.

Was unterstützt wird: 3R-Förderung (Art. 22, nach Konsolidierung), Datenbasierte Steuerung (Art. 20b, mit Präzisierung), Stärkung der Tierversuchskommissionen (Art. 34).

Was angepasst werden muss: Definitionen (Art. 3 Bst. b und d), Transparenzregelungen (Art. 20a Abs. 1 und Abs. 2), Fachsekretariate (Art. 18 Abs. 3 und Art. 33a, vollständige Streichung), Datenzugriffe (Art. 20c Abs. 3 und 4), Delegationsnormen (Art. 33a Abs. 4, Art. 34 Abs. 3).

II. Bemerkungen zu den einzelnen Änderungen

Vorgeschlagene Änderungen Tierschutzgesetz (TSchG)

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
Art. 3	Begriffe	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Die Verankerung der 3R-Prinzipien sowie die zeitgemässe Präzisierung des Tierwohls werden ausdrücklich begrüsst. Beide Bestimmungen bedürfen jedoch einer fundierten wissenschaftlichen Schärfung.
Lit. b (Wohlergehen)	Grundsätzliche Überarbeitung	Der geltende Wortlaut von Art. 3 Bst. b TSchG ist primär leidzentriert formuliert. Der aktuelle Erkenntnisstand der Tierwohlforschung (Boissy et al. 2007, Mellor 2016, Turner 2019, Rault et al. 2025) erweitert dieses Konzept jedoch entscheidend: Tierwohl definiert sich demnach nicht mehr nur durch die Vermeidung von Leiden, sondern schliesst positive mentale Zustände und zielgerichtetes Verhalten explizit mit ein. Empfehlung: Ziffer 2 sollte minimal-invasiv um den Aspekt positiver Erfahrungen sowie um eine aktive Förderkomponente erweitert werden. Änderungsvorschlag: «...das artgemässe Verhalten einschliesslich positiver Erfahrungen innerhalb der biologischen Anpassungsfähigkeit ermöglicht und gefördert wird.»
Lit. d (3R)	Grundsätzliche Überarbeitung	Die gesetzliche Verankerung der 3R-Prinzipien im Tierversuchsbereich und in der Tierhaltung wird ausdrücklich

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>begrüssst. Die vorgeschlagene Definition bildet jedoch das aktuelle Verständnis der wissenschaftlichen Fachwelt nicht adäquat ab:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Reduction bezieht sich gemäss Russell und Burch (1959) primär auf die Minimierung der Tierzahl innerhalb eines einzelnen Experiments sowie auf die Maximierung des Erkenntnisgewinns bei gleichbleibender Tieranzahl. • Refinement umfasst nach Turner (2019) und dem Swiss 3R Competence Centre (3RCC) neben der reinen Leidensminimierung auch die aktive Förderung des Tierwohls einschliesslich positiver Erfahrungen. <p>Empfehlung: Es wird die Übernahme der offiziellen 3RCC-Definition empfohlen.</p> <p>Änderungsvorschlag: «3R: Prinzipien, welche das Ersetzen des Einsatzes von Tieren durch tierfreie Methoden (Replacement), die Gewinnung vergleichbarer Informationsmengen mit weniger Tieren oder zusätzlicher Informationen aus derselben Anzahl von Tieren (Reduction) sowie die Linderung oder Minimierung potenzieller Schmerzen, Leiden und Stress und die Förderung des Wohlergehens der Tiere (Refinement) in der Forschung mit Tieren fordern.»</p>
Art. 18	Bewilligungspflicht	
Insgesamt	Ablehnung	Die Einführung der Fachsekretariate als verbindliche Prüfinstanz wird abgelehnt. Begründung siehe Art. 33a.
Abs. 3	Ablehnung	Im Sinne des Minderheitsantrags zu streichen. Die Bewilligungsgesuche werden weiterhin durch die zuständige kantonale Behörde der kantonalen Kommission für Tierversuche unterbreitet.
Art. 20a	Information der Öffentlichkeit	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Das Ziel, die Transparenz im Bereich der Tierversuche zu erhöhen, wird ausdrücklich begrüsst. Die Einführung einer nichttechnischen

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Projektzusammenfassung (NTP) entspricht einem seit 2013 etablierten Standard in der Europäischen Union (Richtlinie 2010/63/EU Art. 43). Der Verzicht auf dieses Instrument würde zu einer weiteren Isolation der Schweiz vom europäischen Forschungsraum führen. Für eine sachgerechte Umsetzung sind jedoch flankierende Schutzvorkehrungen für Forschungs- und Geschäftsgeheimnisse unabdingbar. Zudem sollte auf die Einführung einer zwingenden Präregistrierung verzichtet werden.</p> <p>Änderungsvorschlag: «Der Bund fördert die Transparenz in der Forschung mit Tieren.»</p>
Abs. 1	Ablehnung Präregistrierung	<p>Die Einführung einer nichttechnischen Projektzusammenfassung (NTP) wird ausdrücklich begrüsst. Abgelehnt wird hingegen eine obligatorische Präregistrierung als Voraussetzung für die Bewilligung oder Durchführung von Projekten; der entsprechende Passus im erläuternden Bericht ist folglich zu streichen.</p> <p>Für einen konkreten Tierschutznutzen durch eine solche Verpflichtung fehlt jegliche empirische Evidenz. Eine schweizweite Befragung von Studienleitenden (Priboi et al. 2025, bioRxiv) verdeutlicht, dass die damit verbundene Bürokratie und der erhebliche Zeitaufwand als hochgradig problematisch wahrgenommen werden. Eigene Erfahrungen unseren Mitgliedern bestätigen dies: Testweise durchgeführte Präregistrierungen wurden wieder eingestellt, da sie lediglich zu einer Duplizierung interner Dokumentationspflichten führten, ohne messbare positive Effekte oder qualitative Verbesserungen zu generieren. Erfahrungen aus dem Bereich klinischer Studien am Menschen zeigen zudem, dass eine Registrierungspflicht den Publikationsbias zwar dämpfen, aber keineswegs eliminieren kann. Studien mit positiven Ergebnissen weisen nach wie vor eine 2,69-fach höhere Chance auf Veröffentlichung auf als Studien mit negativen Befunden oder Null-Ergebnissen (Odds Ratio 2,69; 95%-</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Konfidenzintervall 2,02 bis 3,60; Showell et al. 2024, Cochrane). Die Registrierung schafft zwar Sichtbarkeit für die Durchführung einer Studie, garantiert jedoch nicht deren vollständige Publikation.</p> <p>Selbst nach erfolgter Präregistrierung bleiben Studienergebnisse der Öffentlichkeit oft ganz oder teilweise vorenthalten. So dokumentieren DeVito et al. (2020) in einer systematischen Auswertung von <i>ClinicalTrials.gov</i>, dass nur rund 40 % der nach dem <i>FDA Amendments Act 2007</i> meldepflichtigen Studien ihre Ergebnisse fristgerecht im Register publizierten. Auch das sogenannte <i>Outcome Switching</i> – die nachträgliche, nicht deklarierte Veränderung des primären Endpunkts zwischen Studienprotokoll und Publikation – wird durch die Registrierung nicht verhindert: Mathieu et al. (2009) wiesen einen solchen Endpunktwechsel bei 31 % der untersuchten Studien nach. Das COMPare-Projekt (Goldacre et al. 2019) dokumentierte bei 67 prospektiv überwachten Studien insgesamt 354 unberücksichtigte <i>Outcome</i>-Wechsel, und Dwan et al. (2013) bestätigten die strukturelle Persistenz dieses <i>Outcome Reporting Bias</i> über mehrere Forschungsfelder hinweg.</p> <p>Darüber hinaus ist die akademische Grundlagenforschung von Natur aus explorativ und adaptiv geprägt. Solche dynamischen Prozesse lassen sich durch starre Präregistrierungen kaum sinnvoll abbilden. Bereits heute besteht auf freiwilliger Basis die Möglichkeit, öffentliche Plattformen für die Registrierung zu nutzen.</p> <p>Empfehlung: Einführung von NTPs bei gleichzeitiger Beibehaltung des bewährten, freiwilligen Regimes (z. B. über <i>preclinicaltrials.eu</i> oder das Animal Study Registry des BfR). Der erläuternde Bericht ist in diesem Sinne zu korrigieren.</p>
Abs. 2 (NTP)	Zustimmung mit Vorbehalten	Die Veröffentlichung der nichttechnischen Projektzusammenfassung (NTP) nach erfolgter Bewilligung wird beibehalten. Um eine praxisnahe und europakompatible Umsetzung zu gewährleisten, sind jedoch drei gezielte Anpassungen erforderlich:

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="826 248 1351 719"> <p>• Anpassung (a) – Buchstabe e: Der Begriff «erwarteter Nutzen» ist durch «erwarteter Kenntniskennntnisgewinn» zu ersetzen.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="922 383 1351 719"> <p>○ <i>Begründung:</i> Die akademische Grundlagenforschung dient primär dem wissenschaftlichen Erkenntnisgewinn und nicht zwingend einem unmittelbaren, direkt nachweisbaren Anwendungsnutzen.</p> <li data-bbox="826 752 1351 1122"> <p>• Anpassung (b) – Buchstaben f und g: Diese beiden Bestimmungen sind zu fusionieren. Der zweite Satzteil von Buchstabe f (belastungsmindernde Massnahmen) wird inhaltlich bereits vollständig durch die 3R-Massnahmen in Buchstabe g abgedeckt. Eine Zusammenlegung vermeidet gesetzliche Redundanzen.</p> <li data-bbox="826 1155 1351 1626"> <p>• Anpassung (c) – Schutzklausel: Es ist eine explizite Schutzklausel analog zu § 41 Abs. 2 der deutschen Tierschutzversuchstierverordnung (TierSchVersV) aufzunehmen. Diese muss sicherstellen, dass keine einrichtungs- oder personenbezogenen Daten veröffentlicht werden und dass der Schutz des geistigen Eigentums sowie von Betriebs- und Geschäftsgeheimnissen strikt gewahrt bleibt.</p> <li data-bbox="778 1659 1351 1901"> <p>Vorschlag zur Veröffentlichungsfrist: Die Publikation der NTP sollte spätestens sechs Monate nach der Bewilligungserteilung erfolgen, um eine Harmonisierung mit dem europäischen Standard (gemäss Art. 43 Abs. 1 der EU-Richtlinie 2010/63/EU) zu wahren.</p>
Abs. 3 (retrospektive Ergänzung)	Zustimmung	Die Ausweitung der retrospektiven Ergänzung auf sämtliche Tierversuche geht über den geltenden EU-Standard hinaus – welcher diese nur für den

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Schweregrad «schwer» sowie für nichthumane Primaten vorsieht – und wird unterstützt. Da die entsprechenden Daten ohnehin bereits im System Animex-ch erfasst und regelmässig für Folgeanträge aufgearbeitet werden, ist der administrative Mehraufwand pro Projekt als gering einzustufen.</p> <p>Empfehlung: Die Bestimmung ist um eine klare Veröffentlichungsfrist zu ergänzen. Die Einreichung bzw. Aufschaltung sollte spätestens sechs Monate nach Beendigung des Tierversuchs erfolgen.</p>
Abs. 4 und 5	Keine Stellungnahme	Folgeregelungen auf Verordnungsebene; keine inhaltlichen Bemerkungen.
Art. 20b	Zweck und Inhalt	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Der Aufbau eines Informationssystems wird unterstützt. Präzisierungen sind in Abs. 3 erforderlich.
Abs. 1	Keine Stellungnahme	Keine inhaltlichen Bemerkungen.
Abs. 3 (Auswertung)	Zustimmung mit Vorbehalten	<p>Die Beauftragung Dritter mit Datenauswertungen ist an eine klare und rechtssichere datenschutzrechtliche Grundlage zu binden. Hierbei findet das revidierte Datenschutzgesetz (revDSG; SR 235.1) respektive das jeweils einschlägige kantonale Datenschutzrecht für kantonale Stellen Anwendung.</p> <p>Empfehlung: Es wird eine präzise Verankerung auf Gesetzes- oder Verordnungsstufe gefordert. Diese muss folgende Elemente zwingend beinhalten:</p> <ul style="list-style-type: none"> • einen expliziten Verweis auf das revDSG; • den Abschluss eines rechtlich bindenden Auftragsbearbeitungsvertrags gemäss Art. 9 revDSG; • die Durchführung einer Datenschutz-Folgenabschätzung (DSFA) nach Art. 22 revDSG; • eine abschliessende und transparente Definition der Kategorien zulässiger «kompetenter Stellen». <p>Anmerkung zum erläuternden Bericht (Abschnitt 4 zu Art. 20b Abs. 3, S. 9): Der Bericht nennt das Swiss 3R Competence Centre (3RCC) ausdrücklich</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>als potenziellen Partner für Datenanalysen und verweist auf dessen Mandat als Forschungseinrichtung von nationaler Bedeutung gemäss Art. 15 FIGG. Da das 3RCC jedoch gleichzeitig ein Fördermandat innehat, ergeben sich hieraus potenzielle Interessenkonflikte zwischen der Vergabetätigkeit von Fördermitteln und dem Zugriff auf sowie der Analyse von sensiblen Projektdaten. Diese Problematik ist im Vorentwurf zwingend zu adressieren. Es bedarf einer strikten institutionellen Trennung der beiden Funktionen oder eines dokumentierten, transparenten Prozesses zum Umgang mit Interessenkonflikten (<i>Conflict-of-Interest-Management</i>).</p>
Art. 20c	Zugriffsrechte	
Insgesamt	Ablehnung	<p>Die Erweiterung des Zugriffskreises auf Bewilligungsgesuche über die Kantons Grenzen hinweg ist in der vorliegenden Form dezidiert abzulehnen. Präzedenzfälle für kantonsübergreifende Abrufverfahren existieren im Schweizer Recht zwar (wie z. B. RIPOL oder POLAP), diese sind jedoch ausnahmslos an eine spezifische formell-gesetzliche Grundlage, klar definierte Zugriffsrollen, eine lückenlose Protokollierung sowie eine strenge Aufsicht gebunden.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Der erläuternde Bericht behauptet in Abschnitt 6.7 (Datenschutz), es seien «weder die Bearbeitung von neuen Personendaten noch andere Massnahmen nötig, die Auswirkungen auf den Datenschutz haben könnten». Diese Feststellung steht in direktem Widerspruch zu den vorgeschlagenen Bestimmungen in Art. 20c Abs. 3 (Einführung eines neuen kantonsübergreifenden Abrufverfahrens) und Abs. 4 (erhebliche Ausweitung der Zugriffsrechte auf Dritte). Zudem wird eine nach Art. 22 revDSG zwingend erforderliche Datenschutz-Folgenabschätzung (DSFA) im gesamten Bericht mit keinem Wort thematisiert. Diese fundamentale innere Inkonsistenz der Vorlage ist zwingend bereinzigen.</p>
Abs. 1	Keine Stellungnahme	Sofern Fachsekretariate gestrichen werden, fällt Bst. b dahin.

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
Abs. 3 (Abrufverfahren)	Ablehnung	<p>Die vorgeschlagene Vorlage sieht eine massive Erweiterung des Personenkreises vor, der Einsicht in sensible Tierversuchsgesuche erhalte – einschliesslich des Zugriffs auf geschützte Forschungs- und Geschäftsgeheimnisse. Dies wird abgelehnt. Das angestrebte Ziel einer einheitlichen Vollzugspraxis lässt sich mit deutlich milderem, aber ebenso effektiven Mitteln erreichen. Die aktuelle Formulierung verletzt somit das verfassungsrechtliche Verhältnismässigkeitsprinzip nach Art. 5 Abs. 2 BV.</p> <p>Empfehlung: Der unbeschränkte Zugriff auf Rohgesuche ist zu streichen. Stattdessen sind folgende datenschutzkonforme und verhältnismässige Alternativen vorzusehen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Einsetzung einer interkantonalen Harmonisierungskommission mit rein beratender Funktion zur Angleichung der Vollzugspraxis. • Aufbau einer anonymisierten Entscheid- und Begründungsdatenbank, die einen fachlichen Austausch ermöglicht, ohne Betriebsgeheimnisse oder geschützte Forschungsansätze zu gefährden.
Abs. 4 (Ausweitung Zugriff)	Ablehnung	<p>Die vorgeschlagene Bestimmung stellt eine verfassungsrechtlich unzulässige, unbestimmte Delegationsnorm dar, da sie jegliche gesetzliche Eingrenzung von Gegenstand, Zweck oder flankierenden Schutzvorkehrungen vermissen lässt. Eine derart offene Kompetenzübertragung ist mit dem Bestimmtheitsgebot und dem Legalitätsprinzip gemäss Art. 164 in Verbindung mit Art. 182 BV sowie mit dem Verhältnismässigkeitsprinzip nach Art. 5 Abs. 2 BV nicht vereinbar.</p> <p>Empfehlung: Die Delegationsnorm ist ersatzlos zu streichen. Sollte an der Bestimmung festgehalten werden, sind die wesentlichen Leitplanken zwingend auf Gesetzesstufe (und nicht erst auf Verordnungsebene) zu verankern. Dies umfasst:</p> <ul style="list-style-type: none"> • eine abschliessende Definition der Kategorien zulässiger Stellen;

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<ul style="list-style-type: none"> • eine strikte gesetzliche Zweckbindung; • eine präzise Festlegung der bearbeitbaren Datenkategorien; • die Pflicht zum Abschluss eines datenschutzkonformen Auftragsbearbeitungsvertrags; • das Erfordernis einer Datenschutz-Folgenabschätzung (DSFA); • eine lückenlose Protokollierungspflicht sämtlicher Datenzugriffe.
Art. 22	Forschung	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Die 3R-Förderung durch den Bund wird begrüsst. Die Aufteilung in drei Absätze ist gesetzestechnisch redundant.
Abs. 2, 3 und 4	Grundsätzliche Überarbeitung	<p>Es wird vorgeschlagen, die bisherigen drei Absätze zu einem einzigen, konsolidierten Absatz zusammenzuführen. Dieser erfasst sämtliche substanziellen Elemente – namentlich die Erforschung, Entwicklung, Validierung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden, die entsprechenden 3R-Strukturen und -Infrastrukturen sowie die Lehre und Ausbildung – lückenlos und systematisch an einer Stelle.</p> <p>Änderungsvorschlag: Abs. 2 (neu): «Der Bund fördert in Zusammenarbeit mit Hochschulen und Industrie sowie in nationaler und internationaler Kooperation insbesondere die Erforschung, Entwicklung, Validierung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden sowie die dafür erforderlichen 3R-Strukturen, 3R-Infrastrukturen und die Lehre und Ausbildung im Bereich 3R.» <i>Die Absätze 3 und 4 entfallen.</i></p>
Art. 33a	Fachsekretariat für Tierversuche	
Insgesamt	Ablehnung	<p>Die Bestimmung ist im Sinne des Minderheitsantrags ersatzlos zu streichen. Die im Vorentwurf vorgesehene Hauptfunktion – eine vorgelagerte, separierte Prüfung der Unerlässlichkeit – ist weder legislativ zulässig noch wissenschaftlich-epistemisch möglich.</p> <p>1. Legistische Begründung Das verfassungsrechtliche Verhältnismässigkeitsprinzip (Art. 5 Abs. 2</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>und Art. 36 Abs. 3 BV) bildet einen einheitlichen, relationalen Beurteilungsmassstab. Die Subkriterien (Eignung, Erforderlichkeit und Angemessenheit bzw. Güterabwägung) sind methodische Leitlinien einer Gesamtbeurteilung und keine isolierbaren, eigenständigen materiellen Werte (vgl. Rütsche 2020). Eine organisatorische Aufteilung dieses Prozesses zwischen einem Fachsekretariat und der Kommission zerlegt den integralen Prüfvorgang in unzulässiger Weise.</p> <p>2. Wissenschaftliche Begründung Die Kriterien Eignung (Validität des Modells), Erforderlichkeit (3R-Prinzipien) und Güterabwägung sind untrennbar miteinander verschränkt. So ist beispielsweise die <i>Reduction</i> mathematisch direkt an die interne Validität gekoppelt, während <i>Refinement</i>-Massnahmen das <i>Outcome</i> und damit die Validität des gesamten Versuchs modulieren. Da all diese Dimensionen irreduzibel indeterministisch sind (Matsushita et al. 2026, in Vorbereitung), erweist sich die angestrebte sequenzielle „Gate-Architektur“ als strukturell inadäquat.</p> <p>3. Organisatorisch-praktische Begründung</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bürokratisierung und Kompetenzkonflikte: Die Schaffung von Fachsekretariaten führt eine zusätzliche administrative Ebene ohne erkennbaren Mehrwert ein, verlängert die Bearbeitungsdauer und entwertet die Arbeit der kantonalen Tierversuchskommissionen. Da diese für die abschliessende Güterabwägung zwingend auch die instrumentelle Unerlässlichkeit beurteilen müssen, führt eine vorgelagerte Aufspaltung zwangsläufig zu Doppelspurigkeiten und Kompetenzkonflikten. • Verlust lokaler Expertise: Die kantonalen Kommissionen verfügen durch ihre Vor-Ort-Kontrollen über direkte Kenntnisse der lokalen Gegebenheiten

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>(Forschungsgruppen, Haltungsbedingungen, gelebte Tierschutzkultur). Diese essenzielle Praxisnähe kann durch eine rein administrative, stärker zentralisierte Vorprüfung nicht gleichwertig ersetzt werden.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mangelnde Machbarkeit der Expertise: Angesichts der enormen Bandbreite der betroffenen Fachbereiche – von der Biomedizin und Wildtierforschung über Ökotoxikologie, Ethologie bis hin zur Agronomie – ist es unrealistisch, dass ein kleines Fachsekretariat diese Expertise fundiert abbilden kann. Zudem bleibt die Zusammensetzung, personelle Dimensionierung und die Kostenfolge für die Kantone völlig ungeklärt. <p>Empfehlung: Streichung von Art. 33a <i>in toto</i>. Die Harmonisierung der Vollzugspraxis ist stattdessen über eine interkantonale Harmonisierungskommission mit rein beratender Funktion anzustreben. Die Prüfung der Unerlässlichkeit muss integral bei den kantonalen Kommissionen (Art. 34) verbleiben.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Der Erläuternde Bericht (Übersicht und Abschnitt 4 zu Art. 33a) bezeichnet das Vorgehen ausdrücklich als «sequentielle Prüfung» durch Fachsekretariat und Tierversuchskommission. Genau diese sequenzielle Architektur ist wissenschaftlich und legislativ untragbar. Der Bericht (Abschnitt 4 zu Art. 33a Abs. 4, S. 13) nennt zudem ausdrücklich die «Bearbeitungsfrist der Gesuche» als möglichen Inhalt einer bundesrätlichen Verordnung. Eine Verkürzung der Bearbeitungszeiten ist anzustreben. Eine starre gesetzliche Frist ist eine Möglichkeit; Falls Fristen verankert werden, sind Umgehungsmaßnahmen auszuschliessen (Zurückweisung, Ablehnungsdrohung mit Rückzug, Stoppen der Frist durch zweckwidrige Rückfragen; Beispiele aus Deutschland und dem Kanton Zürich sind hinreichend</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		dokumentiert); die Verkürzung sollte besser über Ressourcenausbau und Bürokratieabbau erfolgen.
Abs. 1, 2, 3 und 4	Ablehnung	<p>Streichung im Sinne des Minderheitsantrags. Insbesondere Absatz 4 stellt eine verfassungsrechtlich unzulässige, unbestimmte Delegationsnorm dar. Die Bestimmung lässt jegliche materielle Eingrenzung von Gegenstand, Zweck, Inhalt oder Umfang der zu übertragenden Kompetenzen vermissen. Eine derart weitreichende und konturlose Kompetenzübertragung verletzt das verfassungsrechtliche Legalitätsprinzip und das Bestimmtheitsgebot gemäss Art. 164 in Verbindung mit Art. 182 BV.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Der erläuternde Bericht versucht in Abschnitt 6.6, diese Delegation lediglich mit dem formellen Argument zu rechtfertigen, sie sei «in der BV nicht ausgeschlossen». Damit verkennt die Vorlage die materiellen verfassungsrechtlichen Kernanforderungen grundlegend: Das Verbot des Ausschlusses ist kein Freipass für Blankodelegationen. Die zwingend erforderliche Prüfung, ob die Delegation die verfassungsrechtlichen Schranken der hinreichenden Bestimmtheit (Art. 164 i.V.m. Art. 182 BV) einhält, fehlt im Bericht gänzlich. Diese eklatante argumentative Lücke unterstreicht die Notwendigkeit der Streichung.</p> <p>Die Rechtsetzung in wesentlichen Fragen obliegt in unserer Demokratie der Legislative. Grundlegende Weichenstellungen und Einschnitte dürfen nicht in dieser Unbestimmtheit an die Exekutive delegiert werden. Wesentliche Bestimmungen sind zwingend in Form eines formellen Bundesgesetzes zu erlassen.</p>
Art. 34	Kantonale Kommission für Tierversuche	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Die angestrebte Stärkung der kantonalen Tierversuchskommissionen wird grundsätzlich begrüsst. Um jedoch gravierende unbeabsichtigte Strukturrisiken zu vermeiden, sind gezielte

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>gesetzliche Anpassungen sowie eine umfassende Regulierungfolgenabschätzung zwingend erforderlich.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Der Erläuternde Bericht hält in Abschnitt 5.2 fest, dass kleine Kantone ihre Tierversuchskommissionen voraussichtlich abschaffen werden, weil die Anforderungen steigen. Die strukturellen Folgen für die regionale Vertretung, die lokale Expertise, die Verfügbarkeit von Sachkenntnis und den Zugang der Antragstellenden sind im Bericht jedoch nicht abgeschätzt. Eine solche Folgenabschätzung ist zwingend erforderlich. Gesetzliche Anforderungen bewusst so zu gestalten, dass kleine Kantone sie nicht mehr erfüllen können, ist staatspolitisch und föderalistisch fragwürdig.</p>
Abs. 1 (Mindestzahl, Zusammensetzung)	Grundsätzliche Überarbeitung	<p>Die Mindestzahl von fünf Mitgliedern ist zu tief angesetzt. Eine fachlich breite Zusammensetzung, einzuhaltende Ausstandspflichten, Absenzen durch Ferien und Krankheit sowie die zusätzliche 3R-Anforderung verlangen eine Erhöhung auf mindestens sieben Mitglieder.</p> <p>Die im Vorentwurf genannten Kompetenzfelder lassen zudem die medizinische und patientenseitige Perspektive ausser Acht. Diese ist für die Beurteilung des Kenntnisergebnisses und des gesellschaftlichen Nutzens jedoch unverzichtbar.</p> <p>Vorschlag Abs. 1 neu: «Die Kantone bestellen je eine aus mindestens sieben Fachleuten zusammengesetzte Kommission für Tierversuche, die von der Bewilligungsbehörde unabhängig ist und in der Kompetenzen zu 3R, Ethik, Forschen mit Tieren, medizinischer Praxis sowie Patientenvertreter und Tierschutzorganisationen angemessen vertreten sind. Mehrere Kantone können eine gemeinsame Kommission einsetzen.»</p>
Abs. 2 (Aufgabe)	Grundsätzliche Überarbeitung	Das Wort «insbesondere» ist zu streichen. Bei gleichzeitiger Streichung von Art. 33a prüft die Kommission die Kriterien

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Eignung, Erforderlichkeit und Güterabwägung vollintegriert.</p> <p>Vorschlag Abs. 2 neu: «Die Kommission prüft die Gesuche integriert bezüglich Eignung, Erforderlichkeit und Güterabwägung und stellt Antrag an die Bewilligungsbehörde. Sie wird für die Kontrolle der Versuchstierhaltung und der Durchführung der Versuche beigezogen. Die Kantone können ihr weitere Aufgaben übertragen.»</p>
Abs. 2a (neu, Mehrheitsrekursrecht)	Zustimmung	<p>Es wird die Aufnahme eines Mehrheitsrekursrechts für alle Tierversuchskommissionen gefordert. Dies stellt national eine einheitliche Regelung sicher und verhindert eine Zersplitterung durch unterschiedliche kantonale Minderheitsbeschwerderechte.</p> <p>Vorschlag Abs. 2a neu: «Eine Kommissionsmehrheit kann gegen einen Entscheid der Bewilligungsbehörde die Rechtsmittel ergreifen.»</p>
Abs. 3 (Delegation Bundesrat)	Ablehnung	<p>Es liegt eine unbestimmte Delegationsnorm ohne materielle Eingrenzung vor. Diese ist mit Art. 164 in Verbindung mit Art. 182 BV nicht vereinbar.</p> <p>Empfehlung: Die Bestimmung ist zu streichen.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Abschnitt 6.6 des Erläuternden Berichts erklärt die Delegation an den Bundesrat ausschliesslich damit, dass sie «in der BV nicht ausgeschlossen» sei. Die Frage nach der hinreichenden Bestimmtheit (Art. 164 i.V.m. Art. 182 BV) wird jedoch nicht geprüft, obwohl genau dies das eigentliche verfassungsrechtliche Erfordernis darstellt. Die fehlende Begründung im Bericht stützt somit den Streichungsantrag.</p>

Literaturverzeichnis

Matsushita et al.. (2026, in Vorbereitung): Why sequential harm-benefit analysis is structurally impossible: indeterminacy, dimensional interlocking, and the case for integrated evaluation.

Boissy A, Manteuffel G, Jensen MB et al. (2007): Assessment of positive emotions in animals to improve their welfare. *Physiology & Behavior* 92(3), 375-397.
<https://doi.org/10.1016/j.physbeh.2007.02.003>

Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV), SR 101.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/1999/404/de>

Bundesgesetz über den Datenschutz (revDSG), SR 235.1.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2022/491/de>

Bundesgesetz über den Tierschutz (TSchG), SR 455.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2008/414/de>

Bundesgesetz über die Forschung am Menschen (HFG), SR 810.30.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2013/617/de>

Claesen A, Gomes SLBT, Tuerlinckx F, Vanpaemel W (2021): *Royal Society Open Science* 8(10), 211037. <https://doi.org/10.1098/rsos.211037>

DeVito NJ, Bacon S, Goldacre B (2020): *The Lancet* 395(10221), 361-369.
[https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(19\)33220-9](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(19)33220-9)

Dwan K, Gamble C, Williamson PR, Kirkham JJ (2013): *PLOS ONE* 8(7), e66844.
<https://doi.org/10.1371/journal.pone.0066844>

European Parliament and Council (2010): Directive 2010/63/EU. <https://eur-lex.europa.eu/eli/dir/2010/63/oj/eng>

European Parliament and Council (2019): Regulation (EU) 2019/1010. <https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2019/1010/oj>

Goldacre B, Drysdale H, Dale A et al. (2019): *Trials* 20, 118. <https://doi.org/10.1186/s13063-019-3173-2>

Kaplan RM, Irvin VL (2015): *PLOS ONE* 10(8), e0132382.
<https://doi.org/10.1371/journal.pone.0132382>

Mathieu S, Boutron I, Moher D, Altman DG, Ravaud P (2009): *JAMA* 302(9), 977-984.
<https://doi.org/10.1001/jama.2009.1242>

Mellor DJ (2016): *Animals* 6(3), 21. <https://doi.org/10.3390/ani6030021>

Open Science Collaboration (2015): *Science* 349(6251), aac4716.
<https://doi.org/10.1126/science.aac4716>

Priboi C, Mayer B, Vergauwe E, Elger B, Würbel H (2025): bioRxiv Preprint.
<https://doi.org/10.1101/2025.11.07.687141>

Rault JL, Bateson M, Boissy A et al. (2025): *Biology Letters* 21(1).
<https://doi.org/10.1098/rsbl.2024.0382>

Rütsche B (2020): Verhältnismässigkeitsprinzip. In: Diggelmann O, Hertig Randall M, Schindler B (Hrsg.): *Verfassungsrecht der Schweiz*, Bd. II. Schulthess, Zürich, S. 1049 ff.

Russell WMS, Burch RL (1959): *The Principles of Humane Experimental Technique*. Methuen, London.

Scheel AM, Schijen MRMJ, Lakens D (2021): *Advances in Methods and Practices in Psychological Science* 4(2). <https://doi.org/10.1177/25152459211007467>

Showell MG, Cole S, Clarke MJ, DeVito NJ, Farquhar C, Jordan V (2024): *Cochrane Database of Systematic Reviews* 11, MR000011. <https://doi.org/10.1002/14651858.MR000011.pub3>

Swiss 3R Competence Centre (3RCC). <https://swiss3rcc.org/de/3rs-for-the-public>

Turner PV (2019): *ILAR Journal* 60(3), 366-372. <https://doi.org/10.1093/ilar/ilaa017>

van der Naald M, Chamuleau SAJ et al. (2022): *PLOS Biology* 19(9), e3001397.
<https://doi.org/10.1371/journal.pbio.3001397>

TierSchVersV Deutschland, §41.

BfR: AnimalTestInfo.

https://www.bf3r.de/de/nicht_technische_projektzusammenfassung__ntp____tierversuche_in_deutschland-279827.html

preclinicaltrials.eu. <https://www.preclinicaltrials.eu>

Animal Study Registry des BfR. <https://www.animalstudyregistry.org>

A qui de droit

Procédure de consultation de la CSEC-N concernant l'avant-projet élaboré dans le cadre de l'iv. pa. 21.426

Madame, Monsieur,

Vous trouvez ci-dessous la prise de position de l'Université de Lausanne (UNIL) concernant l'objet en titre.

Avec mes salutations les meilleures,
Elie Burgos

Introduction

Si l'Université de Lausanne soutient sans réserve les principes 3R, qui sont déjà bien intégrés dans les pratiques et dans le cadre réglementaire suisse, l'institution craint que les mesures proposées aboutissent à une bureaucratisation supplémentaire, sans bénéfice pour la protection animale ni pour l'efficacité des procédures. Après un examen approfondi, trois points principaux que la nouvelle législation propose d'introduire suscitent de sérieuses inquiétudes :

A) la publication d'un résumé des projets prévus et la création d'un registre public des expériences autorisées ;

B) la mise en place de secrétariats spécialisés obligatoires ; et

C) des mesures supplémentaires relatives à la règle des 3R.

Les nouvelles exigences administratives — comme la préparation de résumés non techniques et l'adaptation à de nouvelles structures procédurales — pourraient augmenter la charge bureaucratique pour les chercheurs et les institutions. Une charge administrative accrue génère un stress concret pour l'ensemble des membres des laboratoires, qu'il s'agisse des chercheurs, des techniciens ou des vétérinaires. Ce climat de pression, déjà bien présent aujourd'hui, risque d'être encore renforcé. Cet aspect est important et probablement sous-estimé.

Dans un environnement international concurrentiel, ajouter des contraintes sans simplification en parallèle risque d'affaiblir l'attractivité de l'écosystème suisse, alors même que les standards sont déjà très élevés. Certains craignent que ces exigences ne découragent la recherche en Suisse ou n'incitent les scientifiques à mener leurs travaux dans des pays où les procédures sont moins contraignantes.

L'Université de Lausanne est favorable à une approche plus pragmatique, visant à renforcer les 3R tout en simplifiant les processus existants, en préservant une certaine flexibilité expérimentale et en évitant toute augmentation inutile de la charge administrative.

A) Publication d'un résumé des projets prévus et la création d'un registre public des expériences autorisées (Art20a 1,2)

Art. 20a Information du public

1 La Confédération encourage la transparence en ce qui concerne la recherche sur les animaux. À cette fin, elle peut tenir un registre public des expériences autorisées.

2 Après avoir autorisé une expérience sur des animaux, l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV) publie un résumé non technique du projet précisant :

- a. le titre de l'expérience et le domaine concerné ;
- b. le but de l'expérience ;
- c. le nombre d'animaux de chaque espèce qui seront utilisés ;
- d. la gravité attendue de la contrainte imposée aux animaux ;
- e. les buts du projet d'expérimentation et l'utilité attendue ;
- f. les contraintes attendues et les mesures d'atténuation de celles-ci ;
- g. les mesures prévues pour l'application des 3R.

L'Université de Lausanne soutient pleinement la proposition de la « Minorité » visant à supprimer ces paragraphes, car elle estime que l'intérêt public de publier des informations supplémentaires, au-delà du nombre de souris et des niveaux de gravité, est limité au regard 1) de la charge administrative accrue et 2) du risque potentiel de nuire à la compétitivité des chercheurs et des entreprises suisses. La transparence est déjà suffisante, toutes les expériences prévues étant soumises à une commission composée de divers experts et représentants, notamment en matière de protection animale.

Quant au point 1), l'élaboration de tels résumés détaillés engendrerait une charge bureaucratique supplémentaire non seulement pour les chercheurs concernés, mais aussi pour les autorités universitaires, cantonales et fédérales, nécessitant très probablement la création de nouveaux postes administratifs chargés du contrôle de ces rapports. Cela représenterait également, indirectement, une charge économique.

Les autorités cantonales et fédérales disposent déjà de toutes les informations nécessaires via les demandes et les rapports annuels préparés par les chercheurs. C'est aux autorités de les gérer et décider sous quelles formes elles veulent fournir cette information au public (en respectant la protection des données, la protection du secret d'affaires et du secret en matière de recherche). Des rapports non-techniques représentent une charge bureaucratique supplémentaire et redondante qui n'améliorent pas la transparence, ni les 3R ou le bien-être des animaux.

Quant au point 2), la publication d'un résumé pertinent visant à promouvoir la transparence est impossible sans révéler des détails essentiels. Il s'agit notamment (comme indiqué aux points 2a à 2e) du dispositif expérimental, des objectifs de l'expérience, des lignées de souris utilisées (telles que les souris knock-out ou les modèles de maladies) et des résultats attendus. La publication de ces données pose un problème de protection de la propriété individuelle. Divulguer ces informations scientifiques confidentielles des années avant la fin de l'étude permettrait aux concurrents de reproduire et de mener ces expériences, ce qui risquerait de freiner l'innovation et de nuire à la compétitivité des chercheurs et des entreprises suisses.

Compte tenu de l'expérience vécue des voisins européens et spécialement du Royaume Uni, les chercheurs s'exposent à un risque pour leur sécurité si les résumés non techniques des projets de recherche sont publiés avant que l'expérience soit terminée. Cette pratique peut donner aux opposants de l'expérimentation animale la motivation d'identifier l'investigateur pour stopper les expériences avant qu'elles aient eu lieu. Des pratiques locales pour démystifier l'expérimentation animale vis-à-vis du public restent très importantes, mais les mesures de protection pour l'identité des investigateurs spécifiques à chaque licence devraient être également mentionnées pour ce point.

Enfin, l'Université de Lausanne s'oppose fermement aux modifications proposées à l'article 20a, paragraphe 1, et notamment à la phrase : « À cette fin, elle peut tenir un registre public des expériences autorisées. » Le rapport explicatif WBK-N 21.426 indique, en page 8, que cette disposition crée le cadre juridique nécessaire à l'introduction d'un système de préenregistrement des expériences sur les animaux. Or, le préenregistrement des expériences sur les animaux demeure un sujet très controversé et il n'existe actuellement aucun consensus scientifique quant à son

efficacité pour améliorer la reproductibilité des études animales ou en réduire le nombre. De plus, le préenregistrement comporte plusieurs risques importants, parmi lesquels : premièrement, elle limite la recherche fondamentale innovante en restreignant la flexibilité et la liberté scientifiques, car les protocoles et les dispositifs expérimentaux en recherche animale doivent souvent être adaptés en cours d'étude, contrairement à la structure plus rigide des essais cliniques ; deuxièmement, elle présente des risques pour la propriété intellectuelle et la compétitivité, car la divulgation précoce des approches expérimentales, des modèles de maladies ou des hypothèses pourrait permettre à d'autres de reproduire ou de s'approprier les travaux de recherche en cours. Enfin, le préenregistrement alourdirait considérablement les charges administratives et la bureaucratie pour les chercheurs et les autorités, sans preuve tangible d'une amélioration de la reproductibilité ou de la qualité des expérimentations animales. Elle aurait donc l'effet inverse de l'un des objectifs de cette nouvelle législation, qui vise à accélérer la procédure d'autorisation.

Une éventuelle introduction du préenregistrement a été discutée lors d'une table ronde soutenue par le FSVO en mai 2025 à Berne. La grande majorité des parties intéressées (chercheurs, responsables du bien-être animal (AWO) et coordinateurs 3R, institutions de recherche, autorités cantonales et fédérales, organisations de protection animale et éthique) ont rejeté une introduction du préenregistrement parce que il n'y aucune évidence que le préenregistrement augmente la transparence (en respectant la protection des données, la protection du secret d'affaires et du secret en matière de recherche), augmente la qualité de la recherche ou le bien-être pour les animaux.

B) Création de secrétariats spécialisés obligatoires (Art. 18, 3)

Art. 18, al. 3

3 Le secrétariat spécialisé soumet les demandes d'autorisation pour les expériences sur les animaux visées à l'art. 17 à la commission cantonale pour les expériences sur les animaux.

Cet article suscite des inquiétudes concernant l'augmentation de la charge administrative et le risque d'alourdir un système qui est déjà très exigeant en Suisse. Il suscite des doutes sur l'efficacité des secrétariats spécialisés et les coûts aux niveaux fédéral et cantonal, alors que les AWO et les services vétérinaires cantonaux remplissent déjà le cahier des charges de ces secrétariats spécialisés. Ajouter de nouvelles couches administratives dans un système où le respect du bien-être animal est déjà solidement ancré et pris très au sérieux semble quelque peu exagéré et disproportionné, notamment au regard des ressources financières et humaines qui seraient nécessaires pour mettre en place ces modifications.

Actuellement, les délais d'obtention d'une autorisation (ou d'une autorisation complémentaire) sont très longs. D'éventuelles réformes institutionnelles de la procédure d'autorisation des expérimentations animales ont été discutées lors d'une table ronde de la KTVE (Kommission für Tierversuchsethik der Akademien der Wissenschaft Schweiz) le 7 novembre 2025 à Berne. Bien que ces discussions aient porté principalement sur les réformes des comités d'éthique, toutes les parties intéressées présentes à la table ronde (chercheurs, responsables du bien-être animal (AWO) et coordinateurs 3R, institutions de recherche, autorités cantonales et fédérales, comités cantonaux d'expérimentation animale, organisations de protection animale, éthique et droit) ont convenu que les réformes éventuelles de la procédure d'autorisation ne devaient pas entraîner un niveau d'examen supplémentaire, une complexité administrative accrue et/ou une charge bureaucratique supplémentaire. Le consensus de travailler vers une simplification des procédures est élevé à travers la Suisse.

L'Université de Lausanne soutient donc la proposition de la « Minorité I » visant à rendre la création de secrétariats spécialisés facultative. Les autorités cantonales et les institutions de recherche locales sont les mieux placées pour juger de l'opportunité d'atteindre l'objectif d' « améliorer la qualité et d'accélérer le processus d'autorisation », en fonction de la procédure d'autorisation en vigueur.

Si des secrétariats sont mis en place, l'Université de Lausanne demande que leurs responsabilités et compétences, ainsi que celles des commissions cantonales, soient clairement définies et distinctes, afin d'éviter la création d'un niveau bureaucratique supplémentaire ou le chevauchement des tâches. Cette approche est conforme

au Rapport explicatif WBK-N 21.426, qui stipule que « l'examen préalable des demandes sera précisé et le processus d'autorisation plus efficace grâce à la répartition des tâches ». Pour atteindre cet objectif, la répartition des tâches doit être clairement spécifiée.

Une manière d'accélérer le processus d'autorisation serait de structurer différemment la demande pour le nombre d'animaux, avec une approbation non-couplée du nombre d'animaux totaux estimés et les techniques qui sont approuvés pour un projet, dans le cadre d'une institution et une personne/groupe autorisés à faire ces expériences. Effectivement, les chercheurs témoignent d'un *mouvement vers des designs adaptatifs* pour leurs protocoles, avec des expériences pilotes qui permettent à juste titre de mieux définir les expériences suivantes impliquant un nombre plus important des animaux. Néanmoins si pour chaque changement dans un protocole adaptatif, ils doivent soumettre un rapport et demander une autorisation complémentaire, ceci conduit à une explosion des tâches bureaucratiques.

Dans des autres pays, y.c. le Royaume Uni, l'estimation du nombre des animaux est approximative. L'accent est porté sur l'autorisation d'une liste de procédures justifiées dont l'expertise peut être assurée par l'investigateur et l'institution, ainsi que l'approbation d'un nombre approximatif d'animaux sur une liste de lignées de souris autorisées pour chaque licence.

https://assets.publishing.service.gov.uk/media/6700017e080bdf716392ee63/Guidance_on_the_operation_of ASPA - December_2023.pdf (i.e. page 61).

Un dépassement de plus de 10% du nombre totaux d'animaux estimés comme nécessaires lors de la soumission du projet nécessite la soumission d'un "amendement", mais il n'existe pas un couplement strict entre le nombre d'animaux de chaque lignée approuvée et les techniques approuvés dans le protocole. Chaque expérience doit néanmoins être spécifiquement approuvée par le service vétérinaire de l'institution qui porte la licence d'expérimentation animale.

Cette flexibilité permet par définition les designs adaptatifs sans besoin de nouvelle approbation à chaque changement, et allège donc les procédures administratives sans changer le bien-être des animaux, avec l'avantage d'assurer une réflexion constante sur les principes 3R.

Un autre point qui pourrait contribuer de manière plus concrète à réduire l'utilisation d'animaux, serait la possibilité de déposer des demandes plus courtes pour des études pilotes. Cela permettrait de tester des hypothèses simples ou la faisabilité d'une approche avant de soumettre un projet plus large et plus complexe. Si un nouveau secrétariat spécialisé devait effectivement être créé, il pourrait justement avoir ce type de fonction : évaluer rapidement de petites demandes pilotes impliquant un nombre limité d'animaux. Cela pourrait rendre le système plus flexible et permettre aux chercheurs de tester certaines idées de manière plus pragmatique.

C) Mesures supplémentaires relatives à la règle des 3R (Art. 20a, 2a ; Art. 22, 3-4)

Art. 20a

g. les mesures prévues pour l'application des 3R.

Art. 22, al. 3 et 4

3 Elle peut aussi, dans ce but, encourager les structures 3R, l'infrastructure 3R ainsi que l'enseignement et la formation dans le domaine 3R.

4 Dans le cadre de collaborations à l'échelle nationale et internationale, elle encourage la validation, la reconnaissance et l'utilisation des méthodes 3R.

L'Université de Lausanne soutient pleinement le principe des 3R (Replacement, Reduction, Refinement). Le développement de modèles alternatifs (organoïdes, modèles in vitro avancés, modélisation computationnelle) constitue un objectif scientifique important et déjà largement intégré dans la pratique de nombreux laboratoires. La prise en compte des mesures des 3R fait déjà partie de la formation obligatoire à l'expérimentation animale (module RESAL 1) et constitue une exigence du processus d'autorisation des expériences sur les animaux. Les chercheurs sont

donc très sensibilisés à ces principes et y sont attentifs. De plus, plusieurs programmes existent déjà aux niveaux fédéral et universitaire pour soutenir activement le développement et la mise en œuvre des approches 3R. Par exemple, le Programme national de recherche NRP 79 – « Promouvoir les 3R : Animaux, Recherche et Société » – alloue un budget de 20 millions de francs suisses sur cinq ans à la promotion des approches 3R. Par ailleurs, le Centre suisse de compétences 3R (3RCC) promeut les 3R en Suisse, notamment en finançant la recherche 3R, en soutenant la communication et la diffusion des connaissances et en assurant le suivi de la mise en œuvre des mesures 3R. Les universités disposent également de services et de programmes dédiés aux 3R et soutiennent les activités liées à ce principe, comme par exemple le Prix 3R décerné par la Faculté de biologie et de médecine (FBM) de l'Université de Lausanne (UNIL).

Cependant, dans de nombreux domaines de la recherche biomédicale – notamment les interactions entre systèmes physiologiques complexes (système nerveux, système immunitaire, microbiote, métabolisme) – les modèles alternatifs ne permettent pas encore de reproduire l'intégration systémique observée chez l'organisme vivant. Les modèles animaux restent donc indispensables pour comprendre les mécanismes physiopathologiques et développer de nouvelles approches thérapeutiques. Il est essentiel que les méthodes alternatives proposées comme substituts à l'expérimentation animale fassent l'objet d'une validation scientifique rigoureuse avant leur adoption réglementaire. Sans cette validation, il existe un risque de compromettre la reproductibilité et la qualité scientifique des recherches. Les mesures doivent tenir compte des limites scientifiques actuelles et ne pas entraver pas la recherche biomédicale fondamentale, qui reste indispensable pour comprendre les maladies et développer de nouveaux traitements.

A notre avis, il est pertinent d'introduire des mesures supplémentaires pour l'application des 3R. Cependant, les projets 3R devraient être évalués dans le cadre d'appels à projets compétitifs, tels que ceux du FNS, en fonction de leur mérite scientifique et de leur potentiel d'innovation, et être évalués sur un pied d'égalité avec les projets de recherche de toutes les autres disciplines.

Conclusion

En résumé, l'Université de Lausanne s'oppose aux propositions de la majorité du Parlement suisse concernant ces trois points.

L'objectif d'amélioration du cadre éthique et de la transparence est positif, mais la mise en œuvre devra veiller à maintenir un équilibre entre exigences réglementaires, efficacité administrative et maintien d'un environnement de recherche compétitif.

Stellungnahme des Vereins Forschung für Leben

21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben

Adresse: Forschung für Leben, 8000 Zürich

Kontaktperson: Dr. Iana Buch

Email: buch@forschung-leben.ch

Datum: 18. Mai 2026

I. Zusammenfassung / wichtigste Anliegen zur Vorlage

Die angestrebte Revision des Tierschutzgesetzes (TSchG) im Zuge der parlamentarischen Initiative 21.426 wird ausdrücklich begrüsst. Die Absicht, die 3R-Prinzipien zu festigen, die Transparenz zu fördern und das Bewilligungsverfahren qualitativ weiterzuentwickeln, findet volle Unterstützung.

Für die konkrete Umsetzung ist aus wissenschaftlicher und tierschutzfachlicher Perspektive jedoch entscheidend, dass sie streng evidenzbasiert und praxisnah verläuft. Nur so bleibt sie im Einklang mit dem Verhältnismässigkeitsprinzip gemäss Art. 5 Abs. 2 und Art. 36 Abs. 3 BV. Ein bürokratischer Mehraufwand, dem kein messbarer Nutzen für das Tierwohl oder den wissenschaftlichen Fortschritt gegenübersteht, muss vermieden werden, um die Attraktivität und Wettbewerbsfähigkeit des Forschungsstandorts Schweiz nicht zu gefährden.

Kernanliegen dieser Stellungnahme:

- Aufnahme positiver Tierwohl-Aspekte in Art. 3 Bst. b (minimal-invasiv, Ziff. 2).
- Anpassung der 3R-Definition in Art. 3 Bst. d an den 3RCC-Standard.
- Ablehnung einer zwingenden Präregistrierung als Bewilligungsvoraussetzung (Art. 20a Abs. 1).
- Streichung der Fachsekretariate (Art. 18 Abs. 3, Art. 33a) im Sinne des Minderheitsantrags.
- Stärkung der kantonalen Kommission: Mindestzahl sieben Mitglieder, Aufnahme medizinischer und patientenseitiger Kompetenz, integrierte Prüfung, Mehrheitsrekursrecht.
- Verfahrensbeschleunigung durch Ressourcenausbau und Bürokratieabbau.

Die ursprüngliche Pa.Iv. Christ war explizit auf die Förderung der 3R-Forschung ausgerichtet. Wie im Bericht (Abschnitt 2.1) selbst eingeräumt wird, dehnt der aktuelle Vorentwurf diesen Fokus nun massiv auf Fachsekretariate, Transparenzpflichten und Datenzugriffsregelungen aus. Diese erhebliche Ausweitung über den eigentlichen Initiativkern hinaus erfordert weitaus fundiertere und detailliertere Begründungen für die zusätzlichen Massnahmen.

Zudem wird in Abschnitt 5.2 offen dargelegt, dass kleinere Kantone ihre Kommissionen voraussichtlich auflösen werden. Die daraus resultierenden strukturellen Konsequenzen für die regionale Vertretung, die lokale Expertise sowie den direkten Zugang der Antragstellenden bleiben jedoch völlig ungeklärt.

Auch die Schätzung von „rund sieben Vollzeitstellen“ (Abschnitt 5.2) entbehrt jeglicher methodischer Grundlage oder nachvollziehbarer Datenquellen. Vor der weiteren parlamentarischen Beratung ist hier zwingend eine empirisch fundierte Regulierungsfolgenabschätzung erforderlich.

Schliesslich bleibt die Behauptung in Abschnitt 5.5, die Vorlage wirke sich positiv auf das Tierwohl aus, gänzlich unbewiesen. Ein klarer Nachweis für den tatsächlichen

Tierschutzbesserungseffekt fehlt – insbesondere mit Blick auf die Einführung von Fachsekretariaten, Projektzusammenfassungen und Präregistrierungen.

Fazit / Gesamteinschätzung: Annahme, Revision, grundsätzliche Überarbeitung, Abweisung

Gesamteinschätzung: Annahme mit Revision.

Was unterstützt wird: 3R-Förderung (Art. 22, nach Konsolidierung), Datenbasierte Steuerung (Art. 20b, mit Präzisierung), Stärkung der Tierversuchskommissionen (Art. 34).

Was angepasst werden muss: Definitionen (Art. 3 Bst. b und d), Transparenzregelungen (Art. 20a Abs. 1 und Abs. 2), Fachsekretariate (Art. 18 Abs. 3 und Art. 33a, vollständige Streichung), Datenzugriffe (Art. 20c Abs. 3 und 4), Delegationsnormen (Art. 33a Abs. 4, Art. 34 Abs. 3).

II. Bemerkungen zu den einzelnen Änderungen

Vorgeschlagene Änderungen Tierschutzgesetz (TSchG)

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
Art. 3	Begriffe	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Die Verankerung der 3R-Prinzipien sowie die zeitgemässe Präzisierung des Tierwohls werden ausdrücklich begrüsst. Beide Bestimmungen bedürfen jedoch einer fundierten wissenschaftlichen Schärfung.
Lit. b (Wohlergehen)	Grundsätzliche Überarbeitung	Der geltende Wortlaut von Art. 3 Bst. b TSchG ist primär leidzentriert formuliert. Der aktuelle Erkenntnisstand der Tierwohlforschung (Boissy et al. 2007, Mellor 2016, Turner 2019, Rault et al. 2025) erweitert dieses Konzept jedoch entscheidend: Tierwohl definiert sich demnach nicht mehr nur durch die Vermeidung von Leiden, sondern schliesst positive mentale Zustände und zielgerichtetes Verhalten explizit mit ein. Empfehlung: Ziffer 2 sollte minimal-invasiv um den Aspekt positiver Erfahrungen sowie um eine aktive Förderkomponente erweitert werden. Änderungsvorschlag: «...das artgemässe Verhalten einschliesslich positiver Erfahrungen innerhalb der biologischen Anpassungsfähigkeit ermöglicht und gefördert wird.»
Lit. d (3R)	Grundsätzliche Überarbeitung	Die gesetzliche Verankerung der 3R-Prinzipien im Tierversuchsbereich und in der Tierhaltung wird ausdrücklich

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>begrüssst. Die vorgeschlagene Definition bildet jedoch das aktuelle Verständnis der wissenschaftlichen Fachwelt nicht adäquat ab:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Reduction bezieht sich gemäss Russell und Burch (1959) primär auf die Minimierung der Tierzahl innerhalb eines einzelnen Experiments sowie auf die Maximierung des Erkenntnisgewinns bei gleichbleibender Tieranzahl. • Refinement umfasst nach Turner (2019) und dem Swiss 3R Competence Centre (3RCC) neben der reinen Leidensminimierung auch die aktive Förderung des Tierwohls einschliesslich positiver Erfahrungen. <p>Empfehlung: Es wird die Übernahme der offiziellen 3RCC-Definition empfohlen.</p> <p>Änderungsvorschlag: «3R: Prinzipien, welche das Ersetzen des Einsatzes von Tieren durch tierfreie Methoden (Replacement), die Gewinnung vergleichbarer Informationsmengen mit weniger Tieren oder zusätzlicher Informationen aus derselben Anzahl von Tieren (Reduction) sowie die Linderung oder Minimierung potenzieller Schmerzen, Leiden und Stress und die Förderung des Wohlergehens der Tiere (Refinement) in der Forschung mit Tieren fordern.»</p>
Art. 18	Bewilligungspflicht	
Insgesamt	Ablehnung	Die Einführung der Fachsekretariate als verbindliche Prüfinstanz wird abgelehnt. Begründung siehe Art. 33a.
Abs. 3	Ablehnung	Im Sinne des Minderheitsantrags zu streichen. Die Bewilligungsgesuche werden weiterhin durch die zuständige kantonale Behörde der kantonalen Kommission für Tierversuche unterbreitet.
Art. 20a	Information der Öffentlichkeit	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Das Ziel, die Transparenz im Bereich der Tierversuche zu erhöhen, wird ausdrücklich begrüsst. Die Einführung einer nichttechnischen

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Projektzusammenfassung (NTP) entspricht einem seit 2013 etablierten Standard in der Europäischen Union (Richtlinie 2010/63/EU Art. 43). Der Verzicht auf dieses Instrument würde zu einer weiteren Isolation der Schweiz vom europäischen Forschungsraum führen. Für eine sachgerechte Umsetzung sind jedoch flankierende Schutzvorkehrungen für Forschungs- und Geschäftsgeheimnisse unabdingbar. Zudem sollte auf die Einführung einer zwingenden Präregistrierung verzichtet werden.</p> <p>Änderungsvorschlag: «Der Bund fördert die Transparenz in der Forschung mit Tieren.»</p>
Abs. 1	Ablehnung Präregistrierung	<p>Die Einführung einer nichttechnischen Projektzusammenfassung (NTP) wird ausdrücklich begrüsst. Abgelehnt wird hingegen eine obligatorische Präregistrierung als Voraussetzung für die Bewilligung oder Durchführung von Projekten; der entsprechende Passus im erläuternden Bericht ist folglich zu streichen.</p> <p>Für einen konkreten Tierschutznutzen durch eine solche Verpflichtung fehlt jegliche empirische Evidenz. Eine schweizweite Befragung von Studienleitenden (Priboi et al. 2025, bioRxiv) verdeutlicht, dass die damit verbundene Bürokratie und der erhebliche Zeitaufwand als hochgradig problematisch wahrgenommen werden. Eigene Erfahrungen unseren Mitgliedern bestätigen dies: Testweise durchgeführte Präregistrierungen wurden wieder eingestellt, da sie lediglich zu einer Duplizierung interner Dokumentationspflichten führten, ohne messbare positive Effekte oder qualitative Verbesserungen zu generieren. Erfahrungen aus dem Bereich klinischer Studien am Menschen zeigen zudem, dass eine Registrierungspflicht den Publikationsbias zwar dämpfen, aber keineswegs eliminieren kann. Studien mit positiven Ergebnissen weisen nach wie vor eine 2,69-fach höhere Chance auf Veröffentlichung auf als Studien mit negativen Befunden oder Null-Ergebnissen (Odds Ratio 2,69; 95%-</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Konfidenzintervall 2,02 bis 3,60; Showell et al. 2024, Cochrane). Die Registrierung schafft zwar Sichtbarkeit für die Durchführung einer Studie, garantiert jedoch nicht deren vollständige Publikation.</p> <p>Selbst nach erfolgter Präregistrierung bleiben Studienergebnisse der Öffentlichkeit oft ganz oder teilweise vorenthalten. So dokumentieren DeVito et al. (2020) in einer systematischen Auswertung von <i>ClinicalTrials.gov</i>, dass nur rund 40 % der nach dem <i>FDA Amendments Act 2007</i> meldepflichtigen Studien ihre Ergebnisse fristgerecht im Register publizierten. Auch das sogenannte <i>Outcome Switching</i> – die nachträgliche, nicht deklarierte Veränderung des primären Endpunkts zwischen Studienprotokoll und Publikation – wird durch die Registrierung nicht verhindert: Mathieu et al. (2009) wiesen einen solchen Endpunktwechsel bei 31 % der untersuchten Studien nach. Das COMPare-Projekt (Goldacre et al. 2019) dokumentierte bei 67 prospektiv überwachten Studien insgesamt 354 unberücksichtigte <i>Outcome</i>-Wechsel, und Dwan et al. (2013) bestätigten die strukturelle Persistenz dieses <i>Outcome Reporting Bias</i> über mehrere Forschungsfelder hinweg.</p> <p>Darüber hinaus ist die akademische Grundlagenforschung von Natur aus explorativ und adaptiv geprägt. Solche dynamischen Prozesse lassen sich durch starre Präregistrierungen kaum sinnvoll abbilden. Bereits heute besteht auf freiwilliger Basis die Möglichkeit, öffentliche Plattformen für die Registrierung zu nutzen.</p> <p>Empfehlung: Einführung von NTPs bei gleichzeitiger Beibehaltung des bewährten, freiwilligen Regimes (z. B. über <i>preclinicaltrials.eu</i> oder das Animal Study Registry des BfR). Der erläuternde Bericht ist in diesem Sinne zu korrigieren.</p>
Abs. 2 (NTP)	Zustimmung mit Vorbehalten	Die Veröffentlichung der nichttechnischen Projektzusammenfassung (NTP) nach erfolgter Bewilligung wird beibehalten. Um eine praxisnahe und europakompatible Umsetzung zu gewährleisten, sind jedoch drei gezielte Anpassungen erforderlich:

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="826 248 1351 719"> <p>• Anpassung (a) – Buchstabe e: Der Begriff «erwarteter Nutzen» ist durch «erwarteter Kenntniskennntnisgewinn» zu ersetzen.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="922 383 1351 719"> <p>○ <i>Begründung:</i> Die akademische Grundlagenforschung dient primär dem wissenschaftlichen Erkenntnisgewinn und nicht zwingend einem unmittelbaren, direkt nachweisbaren Anwendungsnutzen.</p> <li data-bbox="826 752 1351 1122"> <p>• Anpassung (b) – Buchstaben f und g: Diese beiden Bestimmungen sind zu fusionieren. Der zweite Satzteil von Buchstabe f (belastungsmindernde Massnahmen) wird inhaltlich bereits vollständig durch die 3R-Massnahmen in Buchstabe g abgedeckt. Eine Zusammenlegung vermeidet gesetzliche Redundanzen.</p> <li data-bbox="826 1155 1351 1626"> <p>• Anpassung (c) – Schutzklausel: Es ist eine explizite Schutzklausel analog zu § 41 Abs. 2 der deutschen Tierschutzversuchstierverordnung (TierSchVersV) aufzunehmen. Diese muss sicherstellen, dass keine einrichtungs- oder personenbezogenen Daten veröffentlicht werden und dass der Schutz des geistigen Eigentums sowie von Betriebs- und Geschäftsgeheimnissen strikt gewahrt bleibt.</p> <p data-bbox="778 1659 1351 1901">Vorschlag zur Veröffentlichungsfrist: Die Publikation der NTP sollte spätestens sechs Monate nach der Bewilligungserteilung erfolgen, um eine Harmonisierung mit dem europäischen Standard (gemäss Art. 43 Abs. 1 der EU-Richtlinie 2010/63/EU) zu wahren.</p>
Abs. 3 (retrospektive Ergänzung)	Zustimmung	Die Ausweitung der retrospektiven Ergänzung auf sämtliche Tierversuche geht über den geltenden EU-Standard hinaus – welcher diese nur für den

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Schweregrad «schwer» sowie für nichthumane Primaten vorsieht – und wird unterstützt. Da die entsprechenden Daten ohnehin bereits im System Animex-ch erfasst und regelmässig für Folgeanträge aufgearbeitet werden, ist der administrative Mehraufwand pro Projekt als gering einzustufen.</p> <p>Empfehlung: Die Bestimmung ist um eine klare Veröffentlichungsfrist zu ergänzen. Die Einreichung bzw. Aufschaltung sollte spätestens sechs Monate nach Beendigung des Tierversuchs erfolgen.</p>
Abs. 4 und 5	Keine Stellungnahme	Folgeregelungen auf Verordnungsebene; keine inhaltlichen Bemerkungen.
Art. 20b	Zweck und Inhalt	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Der Aufbau eines Informationssystems wird unterstützt. Präzisierungen sind in Abs. 3 erforderlich.
Abs. 1	Keine Stellungnahme	Keine inhaltlichen Bemerkungen.
Abs. 3 (Auswertung)	Zustimmung mit Vorbehalten	<p>Die Beauftragung Dritter mit Datenauswertungen ist an eine klare und rechtssichere datenschutzrechtliche Grundlage zu binden. Hierbei findet das revidierte Datenschutzgesetz (revDSG; SR 235.1) respektive das jeweils einschlägige kantonale Datenschutzrecht für kantonale Stellen Anwendung.</p> <p>Empfehlung: Es wird eine präzise Verankerung auf Gesetzes- oder Verordnungsstufe gefordert. Diese muss folgende Elemente zwingend beinhalten:</p> <ul style="list-style-type: none"> • einen expliziten Verweis auf das revDSG; • den Abschluss eines rechtlich bindenden Auftragsbearbeitungsvertrags gemäss Art. 9 revDSG; • die Durchführung einer Datenschutz-Folgenabschätzung (DSFA) nach Art. 22 revDSG; • eine abschliessende und transparente Definition der Kategorien zulässiger «kompetenter Stellen». <p>Anmerkung zum erläuternden Bericht (Abschnitt 4 zu Art. 20b Abs. 3, S. 9): Der Bericht nennt das Swiss 3R Competence Centre (3RCC) ausdrücklich</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>als potenziellen Partner für Datenanalysen und verweist auf dessen Mandat als Forschungseinrichtung von nationaler Bedeutung gemäss Art. 15 FIGG. Da das 3RCC jedoch gleichzeitig ein Fördermandat innehat, ergeben sich hieraus potenzielle Interessenkonflikte zwischen der Vergabetätigkeit von Fördermitteln und dem Zugriff auf sowie der Analyse von sensiblen Projektdaten. Diese Problematik ist im Vorentwurf zwingend zu adressieren. Es bedarf einer strikten institutionellen Trennung der beiden Funktionen oder eines dokumentierten, transparenten Prozesses zum Umgang mit Interessenkonflikten (<i>Conflict-of-Interest-Management</i>).</p>
Art. 20c	Zugriffsrechte	
Insgesamt	Ablehnung	<p>Die Erweiterung des Zugriffskreises auf Bewilligungsgesuche über die Kantonsgrenzen hinweg ist in der vorliegenden Form dezidiert abzulehnen. Präzedenzfälle für kantonsübergreifende Abrufverfahren existieren im Schweizer Recht zwar (wie z. B. RIPOL oder POLAP), diese sind jedoch ausnahmslos an eine spezifische formell-gesetzliche Grundlage, klar definierte Zugriffsrollen, eine lückenlose Protokollierung sowie eine strenge Aufsicht gebunden.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Der erläuternde Bericht behauptet in Abschnitt 6.7 (Datenschutz), es seien «weder die Bearbeitung von neuen Personendaten noch andere Massnahmen nötig, die Auswirkungen auf den Datenschutz haben könnten». Diese Feststellung steht in direktem Widerspruch zu den vorgeschlagenen Bestimmungen in Art. 20c Abs. 3 (Einführung eines neuen kantonsübergreifenden Abrufverfahrens) und Abs. 4 (erhebliche Ausweitung der Zugriffsrechte auf Dritte). Zudem wird eine nach Art. 22 revDSG zwingend erforderliche Datenschutz-Folgenabschätzung (DSFA) im gesamten Bericht mit keinem Wort thematisiert. Diese fundamentale innere Inkonsistenz der Vorlage ist zwingend bereinzigen.</p>
Abs. 1	Keine Stellungnahme	Sofern Fachsekretariate gestrichen werden, fällt Bst. b dahin.

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
Abs. 3 (Abrufverfahren)	Ablehnung	<p>Die vorgeschlagene Vorlage sieht eine massive Erweiterung des Personenkreises vor, der Einsicht in sensible Tierversuchsgesuche erhalte – einschliesslich des Zugriffs auf geschützte Forschungs- und Geschäftsgeheimnisse. Dies wird abgelehnt. Das angestrebte Ziel einer einheitlichen Vollzugspraxis lässt sich mit deutlich milderem, aber ebenso effektiven Mitteln erreichen. Die aktuelle Formulierung verletzt somit das verfassungsrechtliche Verhältnismässigkeitsprinzip nach Art. 5 Abs. 2 BV.</p> <p>Empfehlung: Der unbeschränkte Zugriff auf Rohgesuche ist zu streichen. Stattdessen sind folgende datenschutzkonforme und verhältnismässige Alternativen vorzusehen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Einsetzung einer interkantonalen Harmonisierungskommission mit rein beratender Funktion zur Angleichung der Vollzugspraxis. • Aufbau einer anonymisierten Entscheid- und Begründungsdatenbank, die einen fachlichen Austausch ermöglicht, ohne Betriebsgeheimnisse oder geschützte Forschungsansätze zu gefährden.
Abs. 4 (Ausweitung Zugriff)	Ablehnung	<p>Die vorgeschlagene Bestimmung stellt eine verfassungsrechtlich unzulässige, unbestimmte Delegationsnorm dar, da sie jegliche gesetzliche Eingrenzung von Gegenstand, Zweck oder flankierenden Schutzvorkehrungen vermissen lässt. Eine derart offene Kompetenzübertragung ist mit dem Bestimmtheitsgebot und dem Legalitätsprinzip gemäss Art. 164 in Verbindung mit Art. 182 BV sowie mit dem Verhältnismässigkeitsprinzip nach Art. 5 Abs. 2 BV nicht vereinbar.</p> <p>Empfehlung: Die Delegationsnorm ist ersatzlos zu streichen. Sollte an der Bestimmung festgehalten werden, sind die wesentlichen Leitplanken zwingend auf Gesetzesstufe (und nicht erst auf Verordnungsebene) zu verankern. Dies umfasst:</p> <ul style="list-style-type: none"> • eine abschliessende Definition der Kategorien zulässiger Stellen;

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<ul style="list-style-type: none"> • eine strikte gesetzliche Zweckbindung; • eine präzise Festlegung der bearbeitbaren Datenkategorien; • die Pflicht zum Abschluss eines datenschutzkonformen Auftragsbearbeitungsvertrags; • das Erfordernis einer Datenschutz-Folgenabschätzung (DSFA); • eine lückenlose Protokollierungspflicht sämtlicher Datenzugriffe.
Art. 22	Forschung	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Die 3R-Förderung durch den Bund wird begrüsst. Die Aufteilung in drei Absätze ist gesetzestechnisch redundant.
Abs. 2, 3 und 4	Grundsätzliche Überarbeitung	<p>Es wird vorgeschlagen, die bisherigen drei Absätze zu einem einzigen, konsolidierten Absatz zusammenzuführen. Dieser erfasst sämtliche substanziellen Elemente – namentlich die Erforschung, Entwicklung, Validierung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden, die entsprechenden 3R-Strukturen und -Infrastrukturen sowie die Lehre und Ausbildung – lückenlos und systematisch an einer Stelle.</p> <p>Änderungsvorschlag: Abs. 2 (neu): «Der Bund fördert in Zusammenarbeit mit Hochschulen und Industrie sowie in nationaler und internationaler Kooperation insbesondere die Erforschung, Entwicklung, Validierung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden sowie die dafür erforderlichen 3R-Strukturen, 3R-Infrastrukturen und die Lehre und Ausbildung im Bereich 3R.» <i>Die Absätze 3 und 4 entfallen.</i></p>
Art. 33a	Fachsekretariat für Tierversuche	
Insgesamt	Ablehnung	<p>Die Bestimmung ist im Sinne des Minderheitsantrags ersatzlos zu streichen. Die im Vorentwurf vorgesehene Hauptfunktion – eine vorgelagerte, separierte Prüfung der Unerlässlichkeit – ist weder legislativ zulässig noch wissenschaftlich-epistemisch möglich.</p> <p>1. Legistische Begründung Das verfassungsrechtliche Verhältnismässigkeitsprinzip (Art. 5 Abs. 2</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>und Art. 36 Abs. 3 BV) bildet einen einheitlichen, relationalen Beurteilungsmassstab. Die Subkriterien (Eignung, Erforderlichkeit und Angemessenheit bzw. Güterabwägung) sind methodische Leitlinien einer Gesamtbeurteilung und keine isolierbaren, eigenständigen materiellen Werte (vgl. Rütsche 2020). Eine organisatorische Aufteilung dieses Prozesses zwischen einem Fachsekretariat und der Kommission zerlegt den integralen Prüfvorgang in unzulässiger Weise.</p> <p>2. Wissenschaftliche Begründung Die Kriterien Eignung (Validität des Modells), Erforderlichkeit (3R-Prinzipien) und Güterabwägung sind untrennbar miteinander verschränkt. So ist beispielsweise die <i>Reduction</i> mathematisch direkt an die interne Validität gekoppelt, während <i>Refinement</i>-Massnahmen das <i>Outcome</i> und damit die Validität des gesamten Versuchs modulieren. Da all diese Dimensionen irreduzibel indeterministisch sind (Matsushita et al. 2026, in Vorbereitung), erweist sich die angestrebte sequenzielle „Gate-Architektur“ als strukturell inadäquat.</p> <p>3. Organisatorisch-praktische Begründung</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bürokratisierung und Kompetenzkonflikte: Die Schaffung von Fachsekretariaten führt eine zusätzliche administrative Ebene ohne erkennbaren Mehrwert ein, verlängert die Bearbeitungsdauer und entwertet die Arbeit der kantonalen Tierversuchskommissionen. Da diese für die abschliessende Güterabwägung zwingend auch die instrumentelle Unerlässlichkeit beurteilen müssen, führt eine vorgelagerte Aufspaltung zwangsläufig zu Doppelspurigkeiten und Kompetenzkonflikten. • Verlust lokaler Expertise: Die kantonalen Kommissionen verfügen durch ihre Vor-Ort-Kontrollen über direkte Kenntnisse der lokalen Gegebenheiten

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>(Forschungsgruppen, Haltungsbedingungen, gelebte Tierschutzkultur). Diese essenzielle Praxisnähe kann durch eine rein administrative, stärker zentralisierte Vorprüfung nicht gleichwertig ersetzt werden.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mangelnde Machbarkeit der Expertise: Angesichts der enormen Bandbreite der betroffenen Fachbereiche – von der Biomedizin und Wildtierforschung über Ökotoxikologie, Ethologie bis hin zur Agronomie – ist es unrealistisch, dass ein kleines Fachsekretariat diese Expertise fundiert abbilden kann. Zudem bleibt die Zusammensetzung, personelle Dimensionierung und die Kostenfolge für die Kantone völlig ungeklärt. <p>Empfehlung: Streichung von Art. 33a <i>in toto</i>. Die Harmonisierung der Vollzugspraxis ist stattdessen über eine interkantonale Harmonisierungskommission mit rein beratender Funktion anzustreben. Die Prüfung der Unerlässlichkeit muss integral bei den kantonalen Kommissionen (Art. 34) verbleiben.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Der Erläuternde Bericht (Übersicht und Abschnitt 4 zu Art. 33a) bezeichnet das Vorgehen ausdrücklich als «sequentielle Prüfung» durch Fachsekretariat und Tierversuchskommission. Genau diese sequenzielle Architektur ist wissenschaftlich und legislativ untragbar. Der Bericht (Abschnitt 4 zu Art. 33a Abs. 4, S. 13) nennt zudem ausdrücklich die «Bearbeitungsfrist der Gesuche» als möglichen Inhalt einer bundesrätlichen Verordnung. Eine Verkürzung der Bearbeitungszeiten ist anzustreben. Eine starre gesetzliche Frist ist eine Möglichkeit; Falls Fristen verankert werden, sind Umgehungsmaßnahmen auszuschliessen (Zurückweisung, Ablehnungsdrohung mit Rückzug, Stoppen der Frist durch zweckwidrige Rückfragen; Beispiele aus Deutschland und dem Kanton Zürich sind hinreichend</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		dokumentiert); die Verkürzung sollte besser über Ressourcenausbau und Bürokratieabbau erfolgen.
Abs. 1, 2, 3 und 4	Ablehnung	<p>Streichung im Sinne des Minderheitsantrags. Insbesondere Absatz 4 stellt eine verfassungsrechtlich unzulässige, unbestimmte Delegationsnorm dar. Die Bestimmung lässt jegliche materielle Eingrenzung von Gegenstand, Zweck, Inhalt oder Umfang der zu übertragenden Kompetenzen vermissen. Eine derart weitreichende und konturlose Kompetenzübertragung verletzt das verfassungsrechtliche Legalitätsprinzip und das Bestimmtheitsgebot gemäss Art. 164 in Verbindung mit Art. 182 BV.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Der erläuternde Bericht versucht in Abschnitt 6.6, diese Delegation lediglich mit dem formellen Argument zu rechtfertigen, sie sei «in der BV nicht ausgeschlossen». Damit verkennt die Vorlage die materiellen verfassungsrechtlichen Kernanforderungen grundlegend: Das Verbot des Ausschlusses ist kein Freipass für Blankodelegationen. Die zwingend erforderliche Prüfung, ob die Delegation die verfassungsrechtlichen Schranken der hinreichenden Bestimmtheit (Art. 164 i.V.m. Art. 182 BV) einhält, fehlt im Bericht gänzlich. Diese eklatante argumentative Lücke unterstreicht die Notwendigkeit der Streichung.</p> <p>Die Rechtsetzung in wesentlichen Fragen obliegt in unserer Demokratie der Legislative. Grundlegende Weichenstellungen und Einschnitte dürfen nicht in dieser Unbestimmtheit an die Exekutive delegiert werden. Wesentliche Bestimmungen sind zwingend in Form eines formellen Bundesgesetzes zu erlassen.</p>
Art. 34	Kantonale Kommission für Tierversuche	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Die angestrebte Stärkung der kantonalen Tierversuchskommissionen wird grundsätzlich begrüsst. Um jedoch gravierende unbeabsichtigte Strukturrisiken zu vermeiden, sind gezielte

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>gesetzliche Anpassungen sowie eine umfassende Regulierungfolgenabschätzung zwingend erforderlich.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Der Erläuternde Bericht hält in Abschnitt 5.2 fest, dass kleine Kantone ihre Tierversuchskommissionen voraussichtlich abschaffen werden, weil die Anforderungen steigen. Die strukturellen Folgen für die regionale Vertretung, die lokale Expertise, die Verfügbarkeit von Sachkenntnis und den Zugang der Antragstellenden sind im Bericht jedoch nicht abgeschätzt. Eine solche Folgenabschätzung ist zwingend erforderlich. Gesetzliche Anforderungen bewusst so zu gestalten, dass kleine Kantone sie nicht mehr erfüllen können, ist staatspolitisch und föderalistisch fragwürdig.</p>
Abs. 1 (Mindestzahl, Zusammensetzung)	Grundsätzliche Überarbeitung	<p>Die Mindestzahl von fünf Mitgliedern ist zu tief angesetzt. Eine fachlich breite Zusammensetzung, einzuhaltende Ausstandspflichten, Absenzen durch Ferien und Krankheit sowie die zusätzliche 3R-Anforderung verlangen eine Erhöhung auf mindestens sieben Mitglieder.</p> <p>Die im Vorentwurf genannten Kompetenzfelder lassen zudem die medizinische und patientenseitige Perspektive ausser Acht. Diese ist für die Beurteilung des Kenntnisergebnisses und des gesellschaftlichen Nutzens jedoch unverzichtbar.</p> <p>Vorschlag Abs. 1 neu: «Die Kantone bestellen je eine aus mindestens sieben Fachleuten zusammengesetzte Kommission für Tierversuche, die von der Bewilligungsbehörde unabhängig ist und in der Kompetenzen zu 3R, Ethik, Forschen mit Tieren, medizinischer Praxis sowie Patientenvertreter und Tierschutzorganisationen angemessen vertreten sind. Mehrere Kantone können eine gemeinsame Kommission einsetzen.»</p>
Abs. 2 (Aufgabe)	Grundsätzliche Überarbeitung	Das Wort «insbesondere» ist zu streichen. Bei gleichzeitiger Streichung von Art. 33a prüft die Kommission die Kriterien

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Eignung, Erforderlichkeit und Güterabwägung vollintegriert.</p> <p>Vorschlag Abs. 2 neu: «Die Kommission prüft die Gesuche integriert bezüglich Eignung, Erforderlichkeit und Güterabwägung und stellt Antrag an die Bewilligungsbehörde. Sie wird für die Kontrolle der Versuchstierhaltung und der Durchführung der Versuche beigezogen. Die Kantone können ihr weitere Aufgaben übertragen.»</p>
Abs. 2a (neu, Mehrheitsrekursrecht)	Zustimmung	<p>Es wird die Aufnahme eines Mehrheitsrekursrechts für alle Tierversuchskommissionen gefordert. Dies stellt national eine einheitliche Regelung sicher und verhindert eine Zersplitterung durch unterschiedliche kantonale Minderheitsbeschwerderechte.</p> <p>Vorschlag Abs. 2a neu: «Eine Kommissionsmehrheit kann gegen einen Entscheid der Bewilligungsbehörde die Rechtsmittel ergreifen.»</p>
Abs. 3 (Delegation Bundesrat)	Ablehnung	<p>Es liegt eine unbestimmte Delegationsnorm ohne materielle Eingrenzung vor. Diese ist mit Art. 164 in Verbindung mit Art. 182 BV nicht vereinbar.</p> <p>Empfehlung: Die Bestimmung ist zu streichen.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Abschnitt 6.6 des Erläuternden Berichts erklärt die Delegation an den Bundesrat ausschliesslich damit, dass sie «in der BV nicht ausgeschlossen» sei. Die Frage nach der hinreichenden Bestimmtheit (Art. 164 i.V.m. Art. 182 BV) wird jedoch nicht geprüft, obwohl genau dies das eigentliche verfassungsrechtliche Erfordernis darstellt. Die fehlende Begründung im Bericht stützt somit den Streichungsantrag.</p>

Literaturverzeichnis

Matsushita et al.. (2026, in Vorbereitung): Why sequential harm-benefit analysis is structurally impossible: indeterminacy, dimensional interlocking, and the case for integrated evaluation.

Boissy A, Manteuffel G, Jensen MB et al. (2007): Assessment of positive emotions in animals to improve their welfare. *Physiology & Behavior* 92(3), 375-397.
<https://doi.org/10.1016/j.physbeh.2007.02.003>

Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV), SR 101.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/1999/404/de>

Bundesgesetz über den Datenschutz (revDSG), SR 235.1.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2022/491/de>

Bundesgesetz über den Tierschutz (TSchG), SR 455.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2008/414/de>

Bundesgesetz über die Forschung am Menschen (HFG), SR 810.30.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2013/617/de>

Claesen A, Gomes SLBT, Tuerlinckx F, Vanpaemel W (2021): *Royal Society Open Science* 8(10), 211037. <https://doi.org/10.1098/rsos.211037>

DeVito NJ, Bacon S, Goldacre B (2020): *The Lancet* 395(10221), 361-369.
[https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(19\)33220-9](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(19)33220-9)

Dwan K, Gamble C, Williamson PR, Kirkham JJ (2013): *PLOS ONE* 8(7), e66844.
<https://doi.org/10.1371/journal.pone.0066844>

European Parliament and Council (2010): Directive 2010/63/EU. <https://eur-lex.europa.eu/eli/dir/2010/63/oj/eng>

European Parliament and Council (2019): Regulation (EU) 2019/1010. <https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2019/1010/oj>

Goldacre B, Drysdale H, Dale A et al. (2019): *Trials* 20, 118. <https://doi.org/10.1186/s13063-019-3173-2>

Kaplan RM, Irvin VL (2015): *PLOS ONE* 10(8), e0132382.
<https://doi.org/10.1371/journal.pone.0132382>

Mathieu S, Boutron I, Moher D, Altman DG, Ravaud P (2009): *JAMA* 302(9), 977-984.
<https://doi.org/10.1001/jama.2009.1242>

Mellor DJ (2016): *Animals* 6(3), 21. <https://doi.org/10.3390/ani6030021>

Open Science Collaboration (2015): *Science* 349(6251), aac4716.
<https://doi.org/10.1126/science.aac4716>

Priboi C, Mayer B, Vergauwe E, Elger B, Würbel H (2025): bioRxiv Preprint.
<https://doi.org/10.1101/2025.11.07.687141>

Rault JL, Bateson M, Boissy A et al. (2025): *Biology Letters* 21(1).
<https://doi.org/10.1098/rsbl.2024.0382>

Rütsche B (2020): Verhältnismässigkeitsprinzip. In: Diggelmann O, Hertig Randall M, Schindler B (Hrsg.): *Verfassungsrecht der Schweiz*, Bd. II. Schulthess, Zürich, S. 1049 ff.

Russell WMS, Burch RL (1959): *The Principles of Humane Experimental Technique*. Methuen, London.

Scheel AM, Schijen MRMJ, Lakens D (2021): *Advances in Methods and Practices in Psychological Science* 4(2). <https://doi.org/10.1177/25152459211007467>

Showell MG, Cole S, Clarke MJ, DeVito NJ, Farquhar C, Jordan V (2024): *Cochrane Database of Systematic Reviews* 11, MR000011. <https://doi.org/10.1002/14651858.MR000011.pub3>

Swiss 3R Competence Centre (3RCC). <https://swiss3rcc.org/de/3rs-for-the-public>

Turner PV (2019): *ILAR Journal* 60(3), 366-372. <https://doi.org/10.1093/ilar/ilaa017>

van der Naald M, Chamuleau SAJ et al. (2022): *PLOS Biology* 19(9), e3001397.
<https://doi.org/10.1371/journal.pbio.3001397>

TierSchVersV Deutschland, §41.

BfR: AnimalTestInfo.

https://www.bf3r.de/de/nicht_technische_projektzusammenfassung__ntp____tierversuche_in_deutschland-279827.html

preclinicaltrials.eu. <https://www.preclinicaltrials.eu>

Animal Study Registry des BfR. <https://www.animalstudyregistry.org>

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen
Office federal de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires

vernehmlassungen@blv.admin.ch

23 mai 2026

Objet : Consultation sur la révision de la loi sur la protection des animaux, initiative parlementaire 21.426 n. l. pa. Christ — Davantage de moyens et d'incitations pour la recherche sur les 3R afin de faire progresser plus rapidement les alternatives à l'expérimentation animale

Madame, Monsieur,

Je sou mets la présente prise de position en tant que professeure ordinaire d'oncologie à l'Université de Lausanne (UNIL), membre à part entière du Ludwig Institute for Cancer Research (antenne de Lausanne) et co-directrice du Département d'oncologie fondamentale de l'UNIL, où je dirige un laboratoire de recherche axé sur le microenvironnement tumoral et les cancers du cerveau.

Mon laboratoire et moi-même soutenons les objectifs généraux de l'initiative parlementaire 21.426, en particulier le renforcement des principes des 3R (Remplacement, Réduction, Raffinement), l'amélioration de la transparence dans la recherche animale et la poursuite du développement des normes de bien-être animal.

Toutefois, nous estimons que le projet actuel nécessite une révision substantielle afin de garantir que sa mise en œuvre reste scientifiquement rigoureuse, proportionnée et applicable au sein des institutions de recherche. Imposer des exigences administratives et bureaucratiques supplémentaires sans bénéfice clairement démontré pour le bien-être animal ou la qualité scientifique risque de créer des obstacles inutiles à la recherche, de ralentir le progrès scientifique et d'affaiblir la position de la Suisse en tant qu'environnement mondialement compétitif et attractif pour l'innovation et la découverte biomédicales.

Dans l'ensemble, nous soutenons l'intégration formelle des principes des 3R dans la loi sur la protection des animaux (art. 3). Nous soutenons également une plus grande transparence par la publication de résumés non techniques de projet (RNT) sur une base volontaire (art. 20a), conformément à la directive européenne 2010/63/UE art. 43.

Nos principales préoccupations concernent (1) l'introduction proposée d'un préenregistrement obligatoire des expériences animales (art. 20a) et (2) la création de secrétariats d'experts distincts chargés de l'examen préliminaire des demandes d'autorisation d'expérimentation animale (art. 33a). À notre avis, il n'existe actuellement aucune preuve convaincante que ces mesures amélioreront le bien-être animal ou la qualité scientifique. Au contraire, ces deux mesures sont susceptibles de créer des charges administratives substantielles en dupliquant les évaluations déjà effectuées par les

commissions cantonales, et d'entraîner des délais d'approbation excessivement longs pour les chercheurs.

Nous soutenons donc le maintien de mécanismes d'enregistrement volontaires, ainsi que le renforcement prévu des commissions cantonales (art. 34). En particulier, nous soutenons les mesures visant à renforcer l'expertise et la capacité de surveillance des commissions cantonales, notamment un nombre minimum de sept membres, l'inclusion des perspectives médicales et des patients, et la préservation du droit de recours majoritaire.

Enfin, nous rejetons fermement l'expansion proposée des droits d'accès intercantonaux aux demandes d'autorisation d'expérimentation animale (art. 20c). Ces demandes contiennent des données non publiées sensibles, des méthodologies innovantes et des informations de recherche stratégiques. L'extension de l'accès sans garanties juridiques clairement définies soulève de sérieuses préoccupations en matière de confidentialité, de protection des données, de proportionnalité et de protection de la propriété intellectuelle. Une plus grande harmonisation entre cantons devrait plutôt être réalisée par des mécanismes alternatifs, tels que des bases de données de décisions anonymisées, des cadres de bonnes pratiques partagés et une coordination consultative renforcée.

En conclusion, nous souscrivons pleinement aux objectifs fondamentaux de l'initiative parlementaire 21.426 et à l'intégration formelle des principes des 3R pour faire progresser les normes de bien-être animal. Nous demandons instamment que le projet soit révisé conformément aux préoccupations exposées ci-dessus, afin que la législation finale renforce à la fois le bien-être animal et la recherche biomédicale suisse, maintenant ainsi la position de la Suisse en tant que pôle international de recherche de premier plan.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées,



Professor Johanna Joyce
Ludwig Institute for Cancer Research
University of Lausanne
Switzerland

Co-Director
Department of Fundamental Oncology
University of Lausanne

President Elect
European Association for Cancer Research

Email: Johanna.Joyce@unil.ch
<http://joycelab.org>
<https://agora-cancer.ch/laboratory/joyce-lab/>



UNIL | Université de Lausanne
Ludwig Institute for Cancer Research
Department of Fundamental Oncology
Dr. Melita Irving
SE-C, Chemin des Boveresses 155
CH-1066 Epalinges

24 mai 2026

Concernant les modifications proposées de la législation sur la protection des animaux

Madame, Monsieur,

Je vous écris dans le cadre de la consultation en cours concernant les modifications proposées de la législation suisse relative à la protection des animaux et à l'expérimentation animale.

Je dirige un laboratoire de recherche à l'Université de Lausanne dont les travaux portent sur le développement de thérapies cellulaires à base de lymphocytes T modifiés pour le traitement du cancer et, de plus en plus, des maladies auto-immunes. Notre objectif est de développer des immunothérapies plus sûres et plus efficaces pour des patients atteints de maladies graves et potentiellement mortelles.

Je soutiens pleinement les principes du bien-être animal ainsi que la promotion continue des 3R (Remplacement, Réduction et Raffinement). Dans notre laboratoire, les études in vivo ne sont entreprises qu'après avoir exploité de manière approfondie toutes les approches in vitro possibles, notamment des systèmes de co-culture avec des lignées tumorales, des analyses fonctionnelles ainsi que des études utilisant du matériel dérivé de patients lorsque cela est possible.

Cependant, malgré les progrès majeurs des technologies in vitro, de nombreux processus biologiques essentiels ne peuvent actuellement pas être reproduits en dehors d'un organisme vivant. En particulier, la complexité du microenvironnement tumoral, les interactions immunitaires spécifiques aux tissus, le trafic des cellules immunitaires, les toxicités systémiques, la persistance des cellules immunitaires modifiées ainsi que l'évaluation de l'efficacité thérapeutique à long terme nécessitent des études in vivo. Ceci est également vrai pour l'application émergente des cellules immunitaires modifiées dans les maladies auto-immunes, où l'efficacité et la sécurité doivent être évaluées dans des contextes physiologiques complexes.

Les modèles murins ne représentent pas parfaitement les maladies humaines, et les chercheurs sont pleinement conscients de leurs limites. Néanmoins, ils demeurent indispensables pour faire le lien entre les observations obtenues in vitro et la translation clinique vers les patients. Il est important de souligner que l'expérimentation animale en Suisse est déjà soumise à un encadrement éthique rigoureux ainsi qu'à des procédures réglementaires strictes. Les chercheurs s'engagent fortement à limiter l'utilisation des animaux et à garantir les standards de bien-être les plus élevés possibles.

Department of Fundamental Oncology, University of Lausanne

Tel +41 21 692 5961 | Fax +41 21 692 5995 | Melita.Irving@unil.ch | www.unil.ch/dof/irving

Je suis préoccupée par le fait qu'une complexité administrative supplémentaire et des délais procéduraux accrus puissent ralentir de manière significative l'innovation biomédicale et le développement de thérapies dont les patients ont un besoin urgent. Bien que l'amélioration de la transparence et la promotion de la recherche 3R soient des objectifs importants, il est essentiel que leur mise en œuvre demeure fondée sur des données scientifiques, proportionnée et compatible avec les réalités de la recherche translationnelle.

La Suisse a toujours su maintenir un équilibre solide entre des standards éthiques élevés en matière de protection animale et une recherche biomédicale compétitive au niveau international. Je pense qu'il est essentiel de préserver cet équilibre pour permettre les avancées scientifiques et médicales futures au bénéfice des patients.

Je vous remercie de l'attention portée à cette prise de position.

Avec mes salutations distinguées,



Melita Irving, PhD, PD-MER1

Stellungnahme des Vereins Forschung für Leben

21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben

Adresse: Forschung für Leben, 8000 Zürich

Kontaktperson: Dr. Iana Buch

Email: buch@forschung-leben.ch

Datum: 18. Mai 2026

I. Zusammenfassung / wichtigste Anliegen zur Vorlage

Die angestrebte Revision des Tierschutzgesetzes (TSchG) im Zuge der parlamentarischen Initiative 21.426 wird ausdrücklich begrüsst. Die Absicht, die 3R-Prinzipien zu festigen, die Transparenz zu fördern und das Bewilligungsverfahren qualitativ weiterzuentwickeln, findet volle Unterstützung.

Für die konkrete Umsetzung ist aus wissenschaftlicher und tierschutzfachlicher Perspektive jedoch entscheidend, dass sie streng evidenzbasiert und praxisnah verläuft. Nur so bleibt sie im Einklang mit dem Verhältnismässigkeitsprinzip gemäss Art. 5 Abs. 2 und Art. 36 Abs. 3 BV. Ein bürokratischer Mehraufwand, dem kein messbarer Nutzen für das Tierwohl oder den wissenschaftlichen Fortschritt gegenübersteht, muss vermieden werden, um die Attraktivität und Wettbewerbsfähigkeit des Forschungsstandorts Schweiz nicht zu gefährden.

Kernanliegen dieser Stellungnahme:

- Aufnahme positiver Tierwohl-Aspekte in Art. 3 Bst. b (minimal-invasiv, Ziff. 2).
- Anpassung der 3R-Definition in Art. 3 Bst. d an den 3RCC-Standard.
- Ablehnung einer zwingenden Präregistrierung als Bewilligungsvoraussetzung (Art. 20a Abs. 1).
- Streichung der Fachsekretariate (Art. 18 Abs. 3, Art. 33a) im Sinne des Minderheitsantrags.
- Stärkung der kantonalen Kommission: Mindestzahl sieben Mitglieder, Aufnahme medizinischer und patientenseitiger Kompetenz, integrierte Prüfung, Mehrheitsrekursrecht.
- Verfahrensbeschleunigung durch Ressourcenausbau und Bürokratieabbau.

Die ursprüngliche Pa.Iv. Christ war explizit auf die Förderung der 3R-Forschung ausgerichtet. Wie im Bericht (Abschnitt 2.1) selbst eingeräumt wird, dehnt der aktuelle Vorentwurf diesen Fokus nun massiv auf Fachsekretariate, Transparenzpflichten und Datenzugriffsregelungen aus. Diese erhebliche Ausweitung über den eigentlichen Initiativkern hinaus erfordert weitaus fundiertere und detailliertere Begründungen für die zusätzlichen Massnahmen.

Zudem wird in Abschnitt 5.2 offen dargelegt, dass kleinere Kantone ihre Kommissionen voraussichtlich auflösen werden. Die daraus resultierenden strukturellen Konsequenzen für die regionale Vertretung, die lokale Expertise sowie den direkten Zugang der Antragstellenden bleiben jedoch völlig ungeklärt.

Auch die Schätzung von „rund sieben Vollzeitstellen“ (Abschnitt 5.2) entbehrt jeglicher methodischer Grundlage oder nachvollziehbarer Datenquellen. Vor der weiteren parlamentarischen Beratung ist hier zwingend eine empirisch fundierte Regulierungsfolgenabschätzung erforderlich.

Schliesslich bleibt die Behauptung in Abschnitt 5.5, die Vorlage wirke sich positiv auf das Tierwohl aus, gänzlich unbewiesen. Ein klarer Nachweis für den tatsächlichen

Tierschutzbesserungseffekt fehlt – insbesondere mit Blick auf die Einführung von Fachsekretariaten, Projektzusammenfassungen und Präregistrierungen.

Fazit / Gesamteinschätzung: Annahme, Revision, grundsätzliche Überarbeitung, Abweisung

Gesamteinschätzung: Annahme mit Revision.

Was unterstützt wird: 3R-Förderung (Art. 22, nach Konsolidierung), Datenbasierte Steuerung (Art. 20b, mit Präzisierung), Stärkung der Tierversuchskommissionen (Art. 34).

Was angepasst werden muss: Definitionen (Art. 3 Bst. b und d), Transparenzregelungen (Art. 20a Abs. 1 und Abs. 2), Fachsekretariate (Art. 18 Abs. 3 und Art. 33a, vollständige Streichung), Datenzugriffe (Art. 20c Abs. 3 und 4), Delegationsnormen (Art. 33a Abs. 4, Art. 34 Abs. 3).

II. Bemerkungen zu den einzelnen Änderungen

Vorgeschlagene Änderungen Tierschutzgesetz (TSchG)

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
Art. 3	Begriffe	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Die Verankerung der 3R-Prinzipien sowie die zeitgemässe Präzisierung des Tierwohls werden ausdrücklich begrüsst. Beide Bestimmungen bedürfen jedoch einer fundierten wissenschaftlichen Schärfung.
Lit. b (Wohlergehen)	Grundsätzliche Überarbeitung	Der geltende Wortlaut von Art. 3 Bst. b TSchG ist primär leidzentriert formuliert. Der aktuelle Erkenntnisstand der Tierwohlforschung (Boissy et al. 2007, Mellor 2016, Turner 2019, Rault et al. 2025) erweitert dieses Konzept jedoch entscheidend: Tierwohl definiert sich demnach nicht mehr nur durch die Vermeidung von Leiden, sondern schliesst positive mentale Zustände und zielgerichtetes Verhalten explizit mit ein. Empfehlung: Ziffer 2 sollte minimal-invasiv um den Aspekt positiver Erfahrungen sowie um eine aktive Förderkomponente erweitert werden. Änderungsvorschlag: «...das artgemässe Verhalten einschliesslich positiver Erfahrungen innerhalb der biologischen Anpassungsfähigkeit ermöglicht und gefördert wird.»
Lit. d (3R)	Grundsätzliche Überarbeitung	Die gesetzliche Verankerung der 3R-Prinzipien im Tierversuchsbereich und in der Tierhaltung wird ausdrücklich

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>begrüssst. Die vorgeschlagene Definition bildet jedoch das aktuelle Verständnis der wissenschaftlichen Fachwelt nicht adäquat ab:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Reduction bezieht sich gemäss Russell und Burch (1959) primär auf die Minimierung der Tierzahl innerhalb eines einzelnen Experiments sowie auf die Maximierung des Erkenntnisgewinns bei gleichbleibender Tieranzahl. • Refinement umfasst nach Turner (2019) und dem Swiss 3R Competence Centre (3RCC) neben der reinen Leidensminimierung auch die aktive Förderung des Tierwohls einschliesslich positiver Erfahrungen. <p>Empfehlung: Es wird die Übernahme der offiziellen 3RCC-Definition empfohlen.</p> <p>Änderungsvorschlag: «3R: Prinzipien, welche das Ersetzen des Einsatzes von Tieren durch tierfreie Methoden (Replacement), die Gewinnung vergleichbarer Informationsmengen mit weniger Tieren oder zusätzlicher Informationen aus derselben Anzahl von Tieren (Reduction) sowie die Linderung oder Minimierung potenzieller Schmerzen, Leiden und Stress und die Förderung des Wohlergehens der Tiere (Refinement) in der Forschung mit Tieren fordern.»</p>
Art. 18	Bewilligungspflicht	
Insgesamt	Ablehnung	Die Einführung der Fachsekretariate als verbindliche Prüfinstanz wird abgelehnt. Begründung siehe Art. 33a.
Abs. 3	Ablehnung	Im Sinne des Minderheitsantrags zu streichen. Die Bewilligungsgesuche werden weiterhin durch die zuständige kantonale Behörde der kantonalen Kommission für Tierversuche unterbreitet.
Art. 20a	Information der Öffentlichkeit	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Das Ziel, die Transparenz im Bereich der Tierversuche zu erhöhen, wird ausdrücklich begrüsst. Die Einführung einer nichttechnischen

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Projektzusammenfassung (NTP) entspricht einem seit 2013 etablierten Standard in der Europäischen Union (Richtlinie 2010/63/EU Art. 43). Der Verzicht auf dieses Instrument würde zu einer weiteren Isolation der Schweiz vom europäischen Forschungsraum führen. Für eine sachgerechte Umsetzung sind jedoch flankierende Schutzvorkehrungen für Forschungs- und Geschäftsgeheimnisse unabdingbar. Zudem sollte auf die Einführung einer zwingenden Präregistrierung verzichtet werden.</p> <p>Änderungsvorschlag: «Der Bund fördert die Transparenz in der Forschung mit Tieren.»</p>
Abs. 1	Ablehnung Präregistrierung	<p>Die Einführung einer nichttechnischen Projektzusammenfassung (NTP) wird ausdrücklich begrüsst. Abgelehnt wird hingegen eine obligatorische Präregistrierung als Voraussetzung für die Bewilligung oder Durchführung von Projekten; der entsprechende Passus im erläuternden Bericht ist folglich zu streichen.</p> <p>Für einen konkreten Tierschutznutzen durch eine solche Verpflichtung fehlt jegliche empirische Evidenz. Eine schweizweite Befragung von Studienleitenden (Priboi et al. 2025, bioRxiv) verdeutlicht, dass die damit verbundene Bürokratie und der erhebliche Zeitaufwand als hochgradig problematisch wahrgenommen werden. Eigene Erfahrungen unseren Mitgliedern bestätigen dies: Testweise durchgeführte Präregistrierungen wurden wieder eingestellt, da sie lediglich zu einer Duplizierung interner Dokumentationspflichten führten, ohne messbare positive Effekte oder qualitative Verbesserungen zu generieren. Erfahrungen aus dem Bereich klinischer Studien am Menschen zeigen zudem, dass eine Registrierungspflicht den Publikationsbias zwar dämpfen, aber keineswegs eliminieren kann. Studien mit positiven Ergebnissen weisen nach wie vor eine 2,69-fach höhere Chance auf Veröffentlichung auf als Studien mit negativen Befunden oder Null-Ergebnissen (Odds Ratio 2,69; 95%-</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Konfidenzintervall 2,02 bis 3,60; Showell et al. 2024, Cochrane). Die Registrierung schafft zwar Sichtbarkeit für die Durchführung einer Studie, garantiert jedoch nicht deren vollständige Publikation.</p> <p>Selbst nach erfolgter Präregistrierung bleiben Studienergebnisse der Öffentlichkeit oft ganz oder teilweise vorenthalten. So dokumentieren DeVito et al. (2020) in einer systematischen Auswertung von <i>ClinicalTrials.gov</i>, dass nur rund 40 % der nach dem <i>FDA Amendments Act 2007</i> meldepflichtigen Studien ihre Ergebnisse fristgerecht im Register publizierten. Auch das sogenannte <i>Outcome Switching</i> – die nachträgliche, nicht deklarierte Veränderung des primären Endpunkts zwischen Studienprotokoll und Publikation – wird durch die Registrierung nicht verhindert: Mathieu et al. (2009) wiesen einen solchen Endpunktwechsel bei 31 % der untersuchten Studien nach. Das COMPare-Projekt (Goldacre et al. 2019) dokumentierte bei 67 prospektiv überwachten Studien insgesamt 354 unberücksichtigte <i>Outcome</i>-Wechsel, und Dwan et al. (2013) bestätigten die strukturelle Persistenz dieses <i>Outcome Reporting Bias</i> über mehrere Forschungsfelder hinweg.</p> <p>Darüber hinaus ist die akademische Grundlagenforschung von Natur aus explorativ und adaptiv geprägt. Solche dynamischen Prozesse lassen sich durch starre Präregistrierungen kaum sinnvoll abbilden. Bereits heute besteht auf freiwilliger Basis die Möglichkeit, öffentliche Plattformen für die Registrierung zu nutzen.</p> <p>Empfehlung: Einführung von NTPs bei gleichzeitiger Beibehaltung des bewährten, freiwilligen Regimes (z. B. über <i>preclinicaltrials.eu</i> oder das Animal Study Registry des BfR). Der erläuternde Bericht ist in diesem Sinne zu korrigieren.</p>
Abs. 2 (NTP)	Zustimmung mit Vorbehalten	Die Veröffentlichung der nichttechnischen Projektzusammenfassung (NTP) nach erfolgter Bewilligung wird beibehalten. Um eine praxisnahe und europakompatible Umsetzung zu gewährleisten, sind jedoch drei gezielte Anpassungen erforderlich:

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="826 248 1351 719"> <p>• Anpassung (a) – Buchstabe e: Der Begriff «erwarteter Nutzen» ist durch «erwarteter Kenntniskennntnisgewinn» zu ersetzen.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="922 383 1351 719"> <p>○ <i>Begründung:</i> Die akademische Grundlagenforschung dient primär dem wissenschaftlichen Erkenntnisgewinn und nicht zwingend einem unmittelbaren, direkt nachweisbaren Anwendungsnutzen.</p> <li data-bbox="826 752 1351 1122"> <p>• Anpassung (b) – Buchstaben f und g: Diese beiden Bestimmungen sind zu fusionieren. Der zweite Satzteil von Buchstabe f (belastungsmindernde Massnahmen) wird inhaltlich bereits vollständig durch die 3R-Massnahmen in Buchstabe g abgedeckt. Eine Zusammenlegung vermeidet gesetzliche Redundanzen.</p> <li data-bbox="826 1155 1351 1626"> <p>• Anpassung (c) – Schutzklausel: Es ist eine explizite Schutzklausel analog zu § 41 Abs. 2 der deutschen Tierschutzversuchstierverordnung (TierSchVersV) aufzunehmen. Diese muss sicherstellen, dass keine einrichtungs- oder personenbezogenen Daten veröffentlicht werden und dass der Schutz des geistigen Eigentums sowie von Betriebs- und Geschäftsgeheimnissen strikt gewahrt bleibt.</p> <p data-bbox="778 1659 1351 1901">Vorschlag zur Veröffentlichungsfrist: Die Publikation der NTP sollte spätestens sechs Monate nach der Bewilligungserteilung erfolgen, um eine Harmonisierung mit dem europäischen Standard (gemäss Art. 43 Abs. 1 der EU-Richtlinie 2010/63/EU) zu wahren.</p>
Abs. 3 (retrospektive Ergänzung)	Zustimmung	Die Ausweitung der retrospektiven Ergänzung auf sämtliche Tierversuche geht über den geltenden EU-Standard hinaus – welcher diese nur für den

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Schweregrad «schwer» sowie für nichthumane Primaten vorsieht – und wird unterstützt. Da die entsprechenden Daten ohnehin bereits im System Animex-ch erfasst und regelmässig für Folgeanträge aufgearbeitet werden, ist der administrative Mehraufwand pro Projekt als gering einzustufen.</p> <p>Empfehlung: Die Bestimmung ist um eine klare Veröffentlichungsfrist zu ergänzen. Die Einreichung bzw. Aufschaltung sollte spätestens sechs Monate nach Beendigung des Tierversuchs erfolgen.</p>
Abs. 4 und 5	Keine Stellungnahme	Folgeregelungen auf Verordnungsebene; keine inhaltlichen Bemerkungen.
Art. 20b	Zweck und Inhalt	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Der Aufbau eines Informationssystems wird unterstützt. Präzisierungen sind in Abs. 3 erforderlich.
Abs. 1	Keine Stellungnahme	Keine inhaltlichen Bemerkungen.
Abs. 3 (Auswertung)	Zustimmung mit Vorbehalten	<p>Die Beauftragung Dritter mit Datenauswertungen ist an eine klare und rechtssichere datenschutzrechtliche Grundlage zu binden. Hierbei findet das revidierte Datenschutzgesetz (revDSG; SR 235.1) respektive das jeweils einschlägige kantonale Datenschutzrecht für kantonale Stellen Anwendung.</p> <p>Empfehlung: Es wird eine präzise Verankerung auf Gesetzes- oder Verordnungsstufe gefordert. Diese muss folgende Elemente zwingend beinhalten:</p> <ul style="list-style-type: none"> • einen expliziten Verweis auf das revDSG; • den Abschluss eines rechtlich bindenden Auftragsbearbeitungsvertrags gemäss Art. 9 revDSG; • die Durchführung einer Datenschutz-Folgenabschätzung (DSFA) nach Art. 22 revDSG; • eine abschliessende und transparente Definition der Kategorien zulässiger «kompetenter Stellen». <p>Anmerkung zum erläuternden Bericht (Abschnitt 4 zu Art. 20b Abs. 3, S. 9): Der Bericht nennt das Swiss 3R Competence Centre (3RCC) ausdrücklich</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>als potenziellen Partner für Datenanalysen und verweist auf dessen Mandat als Forschungseinrichtung von nationaler Bedeutung gemäss Art. 15 FIFG. Da das 3RCC jedoch gleichzeitig ein Fördermandat innehat, ergeben sich hieraus potenzielle Interessenkonflikte zwischen der Vergabetätigkeit von Fördermitteln und dem Zugriff auf sowie der Analyse von sensiblen Projektdaten. Diese Problematik ist im Vorentwurf zwingend zu adressieren. Es bedarf einer strikten institutionellen Trennung der beiden Funktionen oder eines dokumentierten, transparenten Prozesses zum Umgang mit Interessenkonflikten (<i>Conflict-of-Interest-Management</i>).</p>
Art. 20c	Zugriffsrechte	
Insgesamt	Ablehnung	<p>Die Erweiterung des Zugriffskreises auf Bewilligungsgesuche über die Kantonsgrenzen hinweg ist in der vorliegenden Form dezidiert abzulehnen. Präzedenzfälle für kantonsübergreifende Abrufverfahren existieren im Schweizer Recht zwar (wie z. B. RIPOL oder POLAP), diese sind jedoch ausnahmslos an eine spezifische formell-gesetzliche Grundlage, klar definierte Zugriffsrollen, eine lückenlose Protokollierung sowie eine strenge Aufsicht gebunden.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Der erläuternde Bericht behauptet in Abschnitt 6.7 (Datenschutz), es seien «weder die Bearbeitung von neuen Personendaten noch andere Massnahmen nötig, die Auswirkungen auf den Datenschutz haben könnten». Diese Feststellung steht in direktem Widerspruch zu den vorgeschlagenen Bestimmungen in Art. 20c Abs. 3 (Einführung eines neuen kantonsübergreifenden Abrufverfahrens) und Abs. 4 (erhebliche Ausweitung der Zugriffsrechte auf Dritte). Zudem wird eine nach Art. 22 revDSG zwingend erforderliche Datenschutz-Folgenabschätzung (DSFA) im gesamten Bericht mit keinem Wort thematisiert. Diese fundamentale innere Inkonsistenz der Vorlage ist zwingend bereinzigen.</p>
Abs. 1	Keine Stellungnahme	Sofern Fachsekretariate gestrichen werden, fällt Bst. b dahin.

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
Abs. 3 (Abrufverfahren)	Ablehnung	<p>Die vorgeschlagene Vorlage sieht eine massive Erweiterung des Personenkreises vor, der Einsicht in sensible Tierversuchsgesuche erhalte – einschliesslich des Zugriffs auf geschützte Forschungs- und Geschäftsgeheimnisse. Dies wird abgelehnt. Das angestrebte Ziel einer einheitlichen Vollzugspraxis lässt sich mit deutlich milderem, aber ebenso effektiven Mitteln erreichen. Die aktuelle Formulierung verletzt somit das verfassungsrechtliche Verhältnismässigkeitsprinzip nach Art. 5 Abs. 2 BV.</p> <p>Empfehlung: Der unbeschränkte Zugriff auf Rohgesuche ist zu streichen. Stattdessen sind folgende datenschutzkonforme und verhältnismässige Alternativen vorzusehen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Einsetzung einer interkantonalen Harmonisierungskommission mit rein beratender Funktion zur Angleichung der Vollzugspraxis. • Aufbau einer anonymisierten Entscheid- und Begründungsdatenbank, die einen fachlichen Austausch ermöglicht, ohne Betriebsgeheimnisse oder geschützte Forschungsansätze zu gefährden.
Abs. 4 (Ausweitung Zugriff)	Ablehnung	<p>Die vorgeschlagene Bestimmung stellt eine verfassungsrechtlich unzulässige, unbestimmte Delegationsnorm dar, da sie jegliche gesetzliche Eingrenzung von Gegenstand, Zweck oder flankierenden Schutzvorkehrungen vermissen lässt. Eine derart offene Kompetenzübertragung ist mit dem Bestimmtheitsgebot und dem Legalitätsprinzip gemäss Art. 164 in Verbindung mit Art. 182 BV sowie mit dem Verhältnismässigkeitsprinzip nach Art. 5 Abs. 2 BV nicht vereinbar.</p> <p>Empfehlung: Die Delegationsnorm ist ersatzlos zu streichen. Sollte an der Bestimmung festgehalten werden, sind die wesentlichen Leitplanken zwingend auf Gesetzesstufe (und nicht erst auf Verordnungsebene) zu verankern. Dies umfasst:</p> <ul style="list-style-type: none"> • eine abschliessende Definition der Kategorien zulässiger Stellen;

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<ul style="list-style-type: none"> • eine strikte gesetzliche Zweckbindung; • eine präzise Festlegung der bearbeitbaren Datenkategorien; • die Pflicht zum Abschluss eines datenschutzkonformen Auftragsbearbeitungsvertrags; • das Erfordernis einer Datenschutz-Folgenabschätzung (DSFA); • eine lückenlose Protokollierungspflicht sämtlicher Datenzugriffe.
Art. 22	Forschung	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Die 3R-Förderung durch den Bund wird begrüsst. Die Aufteilung in drei Absätze ist gesetzestechnisch redundant.
Abs. 2, 3 und 4	Grundsätzliche Überarbeitung	<p>Es wird vorgeschlagen, die bisherigen drei Absätze zu einem einzigen, konsolidierten Absatz zusammenzuführen. Dieser erfasst sämtliche substanziellen Elemente – namentlich die Erforschung, Entwicklung, Validierung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden, die entsprechenden 3R-Strukturen und -Infrastrukturen sowie die Lehre und Ausbildung – lückenlos und systematisch an einer Stelle.</p> <p>Änderungsvorschlag: Abs. 2 (neu): «Der Bund fördert in Zusammenarbeit mit Hochschulen und Industrie sowie in nationaler und internationaler Kooperation insbesondere die Erforschung, Entwicklung, Validierung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden sowie die dafür erforderlichen 3R-Strukturen, 3R-Infrastrukturen und die Lehre und Ausbildung im Bereich 3R.» <i>Die Absätze 3 und 4 entfallen.</i></p>
Art. 33a	Fachsekretariat für Tierversuche	
Insgesamt	Ablehnung	<p>Die Bestimmung ist im Sinne des Minderheitsantrags ersatzlos zu streichen. Die im Vorentwurf vorgesehene Hauptfunktion – eine vorgelagerte, separierte Prüfung der Unerlässlichkeit – ist weder legislativ zulässig noch wissenschaftlich-epistemisch möglich.</p> <p>1. Legistische Begründung Das verfassungsrechtliche Verhältnismässigkeitsprinzip (Art. 5 Abs. 2</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>und Art. 36 Abs. 3 BV) bildet einen einheitlichen, relationalen Beurteilungsmassstab. Die Subkriterien (Eignung, Erforderlichkeit und Angemessenheit bzw. Güterabwägung) sind methodische Leitlinien einer Gesamtbeurteilung und keine isolierbaren, eigenständigen materiellen Werte (vgl. Rütsche 2020). Eine organisatorische Aufteilung dieses Prozesses zwischen einem Fachsekretariat und der Kommission zerlegt den integralen Prüfvorgang in unzulässiger Weise.</p> <p>2. Wissenschaftliche Begründung Die Kriterien Eignung (Validität des Modells), Erforderlichkeit (3R-Prinzipien) und Güterabwägung sind untrennbar miteinander verschränkt. So ist beispielsweise die <i>Reduction</i> mathematisch direkt an die interne Validität gekoppelt, während <i>Refinement</i>-Massnahmen das <i>Outcome</i> und damit die Validität des gesamten Versuchs modulieren. Da all diese Dimensionen irreduzibel indeterministisch sind (Matsushita et al. 2026, in Vorbereitung), erweist sich die angestrebte sequenzielle „Gate-Architektur“ als strukturell inadäquat.</p> <p>3. Organisatorisch-praktische Begründung</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bürokratisierung und Kompetenzkonflikte: Die Schaffung von Fachsekretariaten führt eine zusätzliche administrative Ebene ohne erkennbaren Mehrwert ein, verlängert die Bearbeitungsdauer und entwertet die Arbeit der kantonalen Tierversuchskommissionen. Da diese für die abschliessende Güterabwägung zwingend auch die instrumentelle Unerlässlichkeit beurteilen müssen, führt eine vorgelagerte Aufspaltung zwangsläufig zu Doppelspurigkeiten und Kompetenzkonflikten. • Verlust lokaler Expertise: Die kantonalen Kommissionen verfügen durch ihre Vor-Ort-Kontrollen über direkte Kenntnisse der lokalen Gegebenheiten

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>(Forschungsgruppen, Haltungsbedingungen, gelebte Tierschutzkultur). Diese essenzielle Praxisnähe kann durch eine rein administrative, stärker zentralisierte Vorprüfung nicht gleichwertig ersetzt werden.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mangelnde Machbarkeit der Expertise: Angesichts der enormen Bandbreite der betroffenen Fachbereiche – von der Biomedizin und Wildtierforschung über Ökotoxikologie, Ethologie bis hin zur Agronomie – ist es unrealistisch, dass ein kleines Fachsekretariat diese Expertise fundiert abbilden kann. Zudem bleibt die Zusammensetzung, personelle Dimensionierung und die Kostenfolge für die Kantone völlig ungeklärt. <p>Empfehlung: Streichung von Art. 33a <i>in toto</i>. Die Harmonisierung der Vollzugspraxis ist stattdessen über eine interkantonale Harmonisierungskommission mit rein beratender Funktion anzustreben. Die Prüfung der Unerlässlichkeit muss integral bei den kantonalen Kommissionen (Art. 34) verbleiben.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Der Erläuternde Bericht (Übersicht und Abschnitt 4 zu Art. 33a) bezeichnet das Vorgehen ausdrücklich als «sequentielle Prüfung» durch Fachsekretariat und Tierversuchskommission. Genau diese sequenzielle Architektur ist wissenschaftlich und legislativ untragbar. Der Bericht (Abschnitt 4 zu Art. 33a Abs. 4, S. 13) nennt zudem ausdrücklich die «Bearbeitungsfrist der Gesuche» als möglichen Inhalt einer bundesrätlichen Verordnung. Eine Verkürzung der Bearbeitungszeiten ist anzustreben. Eine starre gesetzliche Frist ist eine Möglichkeit; Falls Fristen verankert werden, sind Umgehungsmaßnahmen auszuschliessen (Zurückweisung, Ablehnungsdrohung mit Rückzug, Stoppen der Frist durch zweckwidrige Rückfragen; Beispiele aus Deutschland und dem Kanton Zürich sind hinreichend</p>

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		dokumentiert); die Verkürzung sollte besser über Ressourcenausbau und Bürokratieabbau erfolgen.
Abs. 1, 2, 3 und 4	Ablehnung	<p>Streichung im Sinne des Minderheitsantrags. Insbesondere Absatz 4 stellt eine verfassungsrechtlich unzulässige, unbestimmte Delegationsnorm dar. Die Bestimmung lässt jegliche materielle Eingrenzung von Gegenstand, Zweck, Inhalt oder Umfang der zu übertragenden Kompetenzen vermissen. Eine derart weitreichende und konturlose Kompetenzübertragung verletzt das verfassungsrechtliche Legalitätsprinzip und das Bestimmtheitsgebot gemäss Art. 164 in Verbindung mit Art. 182 BV.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Der erläuternde Bericht versucht in Abschnitt 6.6, diese Delegation lediglich mit dem formellen Argument zu rechtfertigen, sie sei «in der BV nicht ausgeschlossen». Damit verkennt die Vorlage die materiellen verfassungsrechtlichen Kernanforderungen grundlegend: Das Verbot des Ausschlusses ist kein Freipass für Blankodelegationen. Die zwingend erforderliche Prüfung, ob die Delegation die verfassungsrechtlichen Schranken der hinreichenden Bestimmtheit (Art. 164 i.V.m. Art. 182 BV) einhält, fehlt im Bericht gänzlich. Diese eklatante argumentative Lücke unterstreicht die Notwendigkeit der Streichung.</p> <p>Die Rechtsetzung in wesentlichen Fragen obliegt in unserer Demokratie der Legislative. Grundlegende Weichenstellungen und Einschnitte dürfen nicht in dieser Unbestimmtheit an die Exekutive delegiert werden. Wesentliche Bestimmungen sind zwingend in Form eines formellen Bundesgesetzes zu erlassen.</p>
Art. 34	Kantonale Kommission für Tierversuche	
Insgesamt	Zustimmung mit Vorbehalten	Die angestrebte Stärkung der kantonalen Tierversuchskommissionen wird grundsätzlich begrüsst. Um jedoch gravierende unbeabsichtigte Strukturrisiken zu vermeiden, sind gezielte

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>gesetzliche Anpassungen sowie eine umfassende Regulierungfolgenabschätzung zwingend erforderlich.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Der Erläuternde Bericht hält in Abschnitt 5.2 fest, dass kleine Kantone ihre Tierversuchskommissionen voraussichtlich abschaffen werden, weil die Anforderungen steigen. Die strukturellen Folgen für die regionale Vertretung, die lokale Expertise, die Verfügbarkeit von Sachkenntnis und den Zugang der Antragstellenden sind im Bericht jedoch nicht abgeschätzt. Eine solche Folgenabschätzung ist zwingend erforderlich. Gesetzliche Anforderungen bewusst so zu gestalten, dass kleine Kantone sie nicht mehr erfüllen können, ist staatspolitisch und föderalistisch fragwürdig.</p>
Abs. 1 (Mindestzahl, Zusammensetzung)	Grundsätzliche Überarbeitung	<p>Die Mindestzahl von fünf Mitgliedern ist zu tief angesetzt. Eine fachlich breite Zusammensetzung, einzuhaltende Ausstandspflichten, Absenzen durch Ferien und Krankheit sowie die zusätzliche 3R-Anforderung verlangen eine Erhöhung auf mindestens sieben Mitglieder.</p> <p>Die im Vorentwurf genannten Kompetenzfelder lassen zudem die medizinische und patientenseitige Perspektive ausser Acht. Diese ist für die Beurteilung des Kenntniserwerbs und des gesellschaftlichen Nutzens jedoch unverzichtbar.</p> <p>Vorschlag Abs. 1 neu: «Die Kantone bestellen je eine aus mindestens sieben Fachleuten zusammengesetzte Kommission für Tierversuche, die von der Bewilligungsbehörde unabhängig ist und in der Kompetenzen zu 3R, Ethik, Forschen mit Tieren, medizinischer Praxis sowie Patientenvertreter und Tierschutzorganisationen angemessen vertreten sind. Mehrere Kantone können eine gemeinsame Kommission einsetzen.»</p>
Abs. 2 (Aufgabe)	Grundsätzliche Überarbeitung	Das Wort «insbesondere» ist zu streichen. Bei gleichzeitiger Streichung von Art. 33a prüft die Kommission die Kriterien

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar / Änderungsantrag
		<p>Eignung, Erforderlichkeit und Güterabwägung vollintegriert.</p> <p>Vorschlag Abs. 2 neu: «Die Kommission prüft die Gesuche integriert bezüglich Eignung, Erforderlichkeit und Güterabwägung und stellt Antrag an die Bewilligungsbehörde. Sie wird für die Kontrolle der Versuchstierhaltung und der Durchführung der Versuche beigezogen. Die Kantone können ihr weitere Aufgaben übertragen.»</p>
Abs. 2a (neu, Mehrheitsrekursrecht)	Zustimmung	<p>Es wird die Aufnahme eines Mehrheitsrekursrechts für alle Tierversuchskommissionen gefordert. Dies stellt national eine einheitliche Regelung sicher und verhindert eine Zersplitterung durch unterschiedliche kantonale Minderheitsbeschwerderechte.</p> <p>Vorschlag Abs. 2a neu: «Eine Kommissionsmehrheit kann gegen einen Entscheid der Bewilligungsbehörde die Rechtsmittel ergreifen.»</p>
Abs. 3 (Delegation Bundesrat)	Ablehnung	<p>Es liegt eine unbestimmte Delegationsnorm ohne materielle Eingrenzung vor. Diese ist mit Art. 164 in Verbindung mit Art. 182 BV nicht vereinbar.</p> <p>Empfehlung: Die Bestimmung ist zu streichen.</p> <p>Anmerkungen zum erläuternden Bericht: Abschnitt 6.6 des Erläuternden Berichts erklärt die Delegation an den Bundesrat ausschliesslich damit, dass sie «in der BV nicht ausgeschlossen» sei. Die Frage nach der hinreichenden Bestimmtheit (Art. 164 i.V.m. Art. 182 BV) wird jedoch nicht geprüft, obwohl genau dies das eigentliche verfassungsrechtliche Erfordernis darstellt. Die fehlende Begründung im Bericht stützt somit den Streichungsantrag.</p>

Literaturverzeichnis

Matsushita et al.. (2026, in Vorbereitung): Why sequential harm-benefit analysis is structurally impossible: indeterminacy, dimensional interlocking, and the case for integrated evaluation.

Boissy A, Manteuffel G, Jensen MB et al. (2007): Assessment of positive emotions in animals to improve their welfare. *Physiology & Behavior* 92(3), 375-397.
<https://doi.org/10.1016/j.physbeh.2007.02.003>

Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV), SR 101.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/1999/404/de>

Bundesgesetz über den Datenschutz (revDSG), SR 235.1.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2022/491/de>

Bundesgesetz über den Tierschutz (TSchG), SR 455.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2008/414/de>

Bundesgesetz über die Forschung am Menschen (HFG), SR 810.30.
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2013/617/de>

Claesen A, Gomes SLBT, Tuerlinckx F, Vanpaemel W (2021): *Royal Society Open Science* 8(10), 211037. <https://doi.org/10.1098/rsos.211037>

DeVito NJ, Bacon S, Goldacre B (2020): *The Lancet* 395(10221), 361-369.
[https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(19\)33220-9](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(19)33220-9)

Dwan K, Gamble C, Williamson PR, Kirkham JJ (2013): *PLOS ONE* 8(7), e66844.
<https://doi.org/10.1371/journal.pone.0066844>

European Parliament and Council (2010): Directive 2010/63/EU. <https://eur-lex.europa.eu/eli/dir/2010/63/oj/eng>

European Parliament and Council (2019): Regulation (EU) 2019/1010. <https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2019/1010/oj>

Goldacre B, Drysdale H, Dale A et al. (2019): *Trials* 20, 118. <https://doi.org/10.1186/s13063-019-3173-2>

Kaplan RM, Irvin VL (2015): *PLOS ONE* 10(8), e0132382.
<https://doi.org/10.1371/journal.pone.0132382>

Mathieu S, Boutron I, Moher D, Altman DG, Ravaud P (2009): *JAMA* 302(9), 977-984.
<https://doi.org/10.1001/jama.2009.1242>

Mellor DJ (2016): *Animals* 6(3), 21. <https://doi.org/10.3390/ani6030021>

Open Science Collaboration (2015): *Science* 349(6251), aac4716.
<https://doi.org/10.1126/science.aac4716>

Priboi C, Mayer B, Vergauwe E, Elger B, Würbel H (2025): bioRxiv Preprint.
<https://doi.org/10.1101/2025.11.07.687141>

Rault JL, Bateson M, Boissy A et al. (2025): *Biology Letters* 21(1).
<https://doi.org/10.1098/rsbl.2024.0382>

Rütsche B (2020): Verhältnismässigkeitsprinzip. In: Diggelmann O, Hertig Randall M, Schindler B (Hrsg.): *Verfassungsrecht der Schweiz*, Bd. II. Schulthess, Zürich, S. 1049 ff.

Russell WMS, Burch RL (1959): *The Principles of Humane Experimental Technique*. Methuen, London.

Scheel AM, Schijen MRMJ, Lakens D (2021): *Advances in Methods and Practices in Psychological Science* 4(2). <https://doi.org/10.1177/25152459211007467>

Showell MG, Cole S, Clarke MJ, DeVito NJ, Farquhar C, Jordan V (2024): *Cochrane Database of Systematic Reviews* 11, MR000011. <https://doi.org/10.1002/14651858.MR000011.pub3>

Swiss 3R Competence Centre (3RCC). <https://swiss3rcc.org/de/3rs-for-the-public>

Turner PV (2019): *ILAR Journal* 60(3), 366-372. <https://doi.org/10.1093/ilar/ilaa017>

van der Naald M, Chamuleau SAJ et al. (2022): *PLOS Biology* 19(9), e3001397.
<https://doi.org/10.1371/journal.pbio.3001397>

TierSchVersV Deutschland, §41.

BfR: AnimalTestInfo.

https://www.bf3r.de/de/nicht_technische_projektzusammenfassung__ntp____tierversuche_in_deutschland-279827.html

preclinicaltrials.eu. <https://www.preclinicaltrials.eu>

Animal Study Registry des BfR. <https://www.animalstudyregistry.org>

Stellungnahme des Schweizerischen Tierschutzbeauftragten-Netzwerks (AWO-N) zum Gesetzesentwurf zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative 21.426 der Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrates (WBK-N)

Zusammenfassung / Generelle Haltung des AWO-N

Das Schweizerische Tierschutzbeauftragten-Netzwerk (AWO-N) begrüsst den Vorentwurf zur Revision des Tierschutzgesetzes (TSchG) im Grundsatz. Die gesetzliche Verankerung des 3R-Prinzips und die Stärkung der 3R-Förderung, aber auch der Validierung von 3R durch den Bund sind entscheidende Schritte, um Tierwohl, Alternativen zu Tierversuchen sowie dem Vorantreiben aller 3R gerecht zu werden.

Die angestrebte qualitative Verbesserung und Beschleunigung des Bewilligungsverfahrens sollte evidenzbasiert und praxisnah erfolgen. In einigen Kantonen ist es heute schon so, dass die Fachstelle des Veterinäramts alle Anträge für Tierversuchsanträge auf Vollständigkeit prüft, allenfalls Rückfragen stellt oder die Anträge zur Überarbeitung zurückweist (basierend auf publizierten Rückweisungskriterien) und nur vollständige Anträge an die Tierversuchskommission zur Prüfung weiterleitet.

Das AWO-N unterstützt eine erhöhte Transparenz gegenüber der Öffentlichkeit. Die Transparenzbestrebungen sollen aber datenschutzkonform und verhältnismässig sei. Daher plädiert das AWO-N dafür, Nichttechnische Projektzusammenfassungen nach Abschluss der Bewilligung einzufordern.

Das AWO-N wünscht sich auch eine Stärkung der Position der Tierschutzbeauftragten wie es beispielsweise im Roundtable der KTVE, an dem alle Stakeholder (Behörden, Tierschutz, Ethiker, Forschende, Tierschutzbeauftragte) teilnahmen, von vielen Stakeholder-VertreterInnen vorgeschlagen wurde.

Bemerkungen zu den einzelnen Änderungen (TSchG)

Bestimmung	Akzeptanz	Kommentar und ggf. Änderungsantrag
Art. 3 Bst. D (Begriffe: 3R)	Zustimmung mit Präzisierung	Das AWO-N begrüsst die gesetzliche Verankerung der 3R. Beim „Refinement“ sollte das Konzept des <i>positiven Tierwohls</i> (<i>positive welfare</i>) mitgedacht werden. <i>Hinweis zur französischen Übersetzung:</i> Der Begriff «Réforme» spiegelt den englischen Begriff «refine» nicht korrekt wieder. In der französischen Übersetzung sollte «raffinement» statt «réforme» genutzt werden.
Art. 18 Abs. 3 & Art. 33a (Fachsekretariate)	Teilweise Zustimmung mit Anpassung	Im AWO-N wurde dieser Vorschlag von Vielen skeptisch aufgenommen, da Viele der Ansicht waren, dass diese Struktur in den Kantonalen Veterinärämtern heute schon besteht. So wird in den Kantonen Basel, Genf, Waadt, Zürich bereits eine Vorprüfung durch die

		<p>Fachstelle gemacht. Eine Einführung eines Fachsekretariats ist daher nicht in allen Kantonen nötig.</p> <p>Kompromissantrag: Anstatt eines Zwangs sollte eine «Kann-Formulierung» gewählt werden. Kantone <i>können</i> Fachsekretariate oder gemeinsame Fachstellen einrichten.</p> <p>Eine klare Aufteilung der Aufgaben von Fachstelle des Veterinäramts und Tierversuchskommission ist nötig, um Doppelspurigkeiten in der Beurteilung von Anträgen zu vermeiden.</p>
<p>Art. 20a Abs. 1 (Transparenz / Prä-Registrierung)</p>	<p>Teilweise Zustimmung/Vorbehalt</p>	<p>Das AWO-N unterstützt (auch als Mitglied von STAAR) die Transparenz gegenüber der Öffentlichkeit. Ein öffentliches Register bewilligter Gesuche, das einen Rahmen für eine Prä-Registrierung, schafft, sehen einige Mitglieder des AWO-N als problematisch an – einerseits wegen des Bürokratieaufwands von Forschenden, andererseits weil der Nutzen umstritten ist.</p> <p>Präregistrierungen kommen bereits jetzt teilweise bei klinischen Studien am Menschen zum Einsatz. Hier zeigte sich bisher keine Evidenz für ihre Wirksamkeit bzgl. Beseitigung des «Publication Bias» (Dwan et al. 2013, DeVito et al. 2020, Showell et al. 2024) oder «Outcome switching» (Mathieu et al. 2009, Goldacre et al. 2019).</p> <p>Zudem stellt ein öffentliches Register ein Risiko für den Wettbewerb bzgl. Intellectual Property (IP) dar. Zudem bleibt unklar, inwiefern eine einzuführende Präregistrierung einen Beitrag zum Tierwohl darstellen soll.</p>
<p>Art. 20a Abs. 2–5 (NTS & Veröffentlichungen)</p>	<p>Überarbeitung</p>	<p>Nichttechnische Projektzusammenfassung (NTS) als pragmatische Ergänzung nach Ablauf der Bewilligung: Das AWO-N erachtet es als sinnvoll die bereits nach geltendem Recht nach Beendigung eines Tierversuchs</p>

		<p>erforderlichen Angaben (TSchG Art. 20a) um eine NTS zu ergänzen. Eine Veröffentlichung umfangreicher Daten sofort nach Bewilligung sowie eine weitergehende doppelte Datenpflege nach Beendigung des Versuchs, wie im Vorentwurf vorgeschlagen, führen jedoch zu administrativem Mehraufwand, ohne das Tierwohl substanziell zu verbessern. Das AWO-N lehnt solche Ausweitungen daher ab und plädiert für eine zielgerichtete, schlanke Lösung. Der Fokus sollte – wie in Abs. 3 skizziert – auf der <i>retrospektiven</i> Publikation (tatsächliche Tierzahlen, Schweregrade und ggf. eine summarische Darstellung der Ergebnisse) liegen. Die Definitionen sollten sich zudem eher am „Erkenntnisgewinn“ als am rein wirtschaftlichen „Nutzen“ orientieren.</p>
<p>Art. 20b Abs. 3 (Datenauswertung durch Dritte)</p>	<p>Zustimmung mit Vorbehalt</p>	<p>Das AWO-N unterstützt die Datenauswertung (z. B. durch das 3RCC) zur Identifikation von 3R-Hürden ausdrücklich. Vorbehalt: Auswertungen dürfen nur unter strikten technischen/organisatorischen Massnahmen zum Schutz von Personendaten stattfinden.</p>
<p>Art. 20c (Zugriffsrechte auf animex-ch)</p>	<p>Zustimmung</p>	<p>Das AWO-N begrüsst den ausdrücklichen Schutz von Daten sowie von Geschäfts- und Forschungsgeheimnissen beim Betrieb des Informationssystems sowie die Auswertung der Daten zur Förderung von 3R unter den genannten Schutzvoraussetzungen gemäss dem Vorentwurf der WBK-N (TSchG Art. 20b und c).</p>
<p>Art. 22 Abs. 2-4 (Förderung der 3R)</p>	<p>Zustimmung / Wunsch nach gesetzlicher Verankerung der 3R-Koordinator:innen</p>	<p>Die explizite und breite Verankerung der 3R-Förderung (Infrastruktur, Ausbildung, Validierung im internationalen Kontext) ist der wichtigste Hebel der Vorlage und wird stark unterstützt. Die Verankerung von dezentralen 3R-Koordinator:innen sollte in Betracht gezogen werden.</p>

<p>Art. 34 (<i>Tierversuchskommissionen</i>)</p>	<p>Zustimmung mit Präzisierung</p>	<p>Die Fokussierung auf die Kernaufgabe (Abs. 2, die finale Güterabwägung) wird sehr begrüsst.</p> <p>Antrag zu Abs. 1: Die vorgeschlagene Anzahl der Mitglieder der Tierversuchskommission erscheint zu klein, wenn man berücksichtigt, dass Mitglieder durch Ferien oder Krankheit ausfallen bzw. bei Befangenheit in Ausstand treten müssen.</p>
---	---	--

From: Verband
Sent: Wed, 18 Feb 2026 15:58:56 +0000
To: _BLV-Vernehmlassungen
Subject: AW: Vernehmlassung der WBK-N zur pa. Iv. 21.426 // Procédure de consultation de la CSEC-N concernant l'iv. pa. 21.426 // Consultazione della CSEC-N sull'iv. pa. 21.426

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen bestens für die Gelegenheit zur eingangs erwähnten Vernehmlassung Stellung nehmen zu können.

Da diese Vorlage aufgrund der Dossieraufteilung zwischen economiesuisse und dem Schweizerischen Arbeitgeberverband von ersterem behandelt wird, verzichtet der Schweizerische Arbeitgeberverband auf eine Stellungnahme zu dieser Vernehmlassung.

Wir danken Ihnen bestens für Ihre Kenntnisnahme.

Mit freundlichen Grüssen

Isabelle Pantò

Isabelle Pantò-Herrnberger
Assistentin

Schweizerischer
Arbeitgeberverband
Hegibachstrasse 47
Postfach, 8032 Zürich

D: +41 44 421 17 42

arbeitgeber.ch | [LinkedIn](#) | [X](#)



Von: _PARL_Info_WBK.CSEC <WBK.CSEC@parl.admin.ch>
Gesendet: Freitag, 13. Februar 2026 10:01
Cc: _PARL_Info_WBK.CSEC <WBK.CSEC@parl.admin.ch>
Betreff: Vernehmlassung der WBK-N zur pa. Iv. 21.426 // Procédure de consultation de la CSEC-N concernant l'iv. pa. 21.426 // Consultazione della CSEC-N sull'iv. pa. 21.426

Vernehmlassung der WBK-N zum Vorentwurf im Rahmen der pa. Iv. 21.426

Sehr geehrte Damen und Herren

Die Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrates (WBK-N) eröffnet heute das Vernehmlassungsverfahren zum Vorentwurf, den sie im Rahmen der parlamentarischen Initiative [21.426](#) (« Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben ») ausgearbeitet hat.

Sie sind eingeladen, zum Vorentwurf und zum erläuternden Bericht Stellung zu nehmen. Die Vernehmlassung dauert bis am **24. Mai 2026**.

Die Vernehmlassung wird ausschliesslich elektronisch durchgeführt. Wir senden Ihnen in der Beilage die Vernehmlassungsunterlagen in elektronischer Form. Diese Unterlagen sind auch unter den folgenden Adressen abrufbar:

- <https://www.fedlex.admin.ch/de/consultation-procedures/ongoing#Parl.>
- <https://www.parlament.ch/de/organe/kommissionen/sachbereichskommissionen/kommissionen-wbk/berichte-vernehmlassungen-wbk>

Die Parlamentsdienste werden bei der Durchführung der Vernehmlassung vom Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (BLV) unterstützt.

Wir ersuchen Sie, **Ihre Stellungnahmen elektronisch (bitte nebst einer PDF-Version auch eine Word-Version)** an folgende E-Mail-Adresse zu senden: vernehmlassungen@blv.admin.ch

Freundliche Grüsse

Procédure de consultation de la CSEC-N concernant l'avant-projet élaboré dans le cadre de l'iv. pa. 21.426

Mesdames, Messieurs,

La Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-N met aujourd'hui en consultation l'avant-projet élaboré dans le cadre de l'initiative parlementaire [21.426](#) (« Méthodes de substitution à l'expérimentation animale. Davantage de ressources et d'incitations pour la recherche 3R »).

Dans le cadre de cette procédure, nous vous soumettons par la présente l'avant-projet précité – assorti du rapport explicatif – pour avis. Le délai imparti pour la consultation court jusqu'au **24 mai 2026**.

La procédure de consultation se déroulera uniquement par voie électronique. À cet effet, nous vous faisons parvenir en pièces jointes de ce courriel la documentation destinée à la consultation. Ces documents sont également disponibles aux adresses suivantes :

- <https://www.fedlex.admin.ch/fr/consultation-procedures/ongoing#Parl.>
- <https://www.parlament.ch/fr/organe/commissions/commissions-thematiques/commissions-csec/rapports-consultations-csec>

La procédure de consultation est menée conjointement par l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV).

Nous vous saurions gré de nous faire parvenir **votre avis sous forme électronique (prière de joindre une version Word en plus d'une version PDF)** à l'adresse suivante : vernehmlassungen@blv.admin.ch

En vous remerciant par avance de votre attention, nous vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de notre considération distinguée.

Consultazione della CSEC-N sul progetto preliminare elaborato nell'ambito dell'iniziativa parlamentare 21.426

Gentili signore e signori,

la Commissione della scienza, dell'educazione e della cultura del Consiglio nazionale (CSEC-N) dà avvio oggi alla procedura di consultazione sul progetto preliminare, che ha elaborato nell'ambito dell'iniziativa parlamentare [21.426](#) (« Più risorse e incentivi a favore della ricerca 3R per accelerare lo sviluppo di metodi alternativi alla sperimentazione animale »).

Con la presente vi sottoponiamo il progetto menzionato a fini di consultazione. Vi invitiamo a esprimervi sul progetto preliminare e sul rapporto esplicativo. La consultazione terminerà il **24 maggio 2026**.

La procedura di consultazione si svolge soltanto in forma elettronica. Ricevete in allegato la documentazione relativa alla consultazione con la lettera d'accompagnamento in forma elettronica. La documentazione relativa alla consultazione è consultabile sui seguenti siti:

- <https://www.fedlex.admin.ch/it/consultation-procedures/ongoing#Parl>
- <https://www.parlament.ch/it/organe/commissioni/commissioni-tematiche/commissioni-csec/rapporti-consultazioni-csec>

Nello svolgimento della consultazione dall'Ufficio federale della sicurezza alimentare e di veterinaria (USAV).

Vi invitiamo dunque a trasmetterci i **vostrî pareri in forma elettronica (p.f. oltre a una versione PDF anche una versione Word)** a seguente indirizzo di posta elettronica: vernehmlassungen@blv.admin.ch

Cordiali saluti

Pierre-Alain Jaquet

Secrétaire adjoint des Commissions de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC)
Secrétariat CSEC
Services du Parlement, CH-3003 Berne

T +41 58 322 97 41
pierre-alain.jaquet@parl.admin.ch
parl.ch

Regierungsrat

Rathaus
Barfüssergasse 24
4509 Solothurn
so.ch

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinär-
wesen BLV
Schwarzenburgstrasse 155
3003 Bern

per E-Mail an:

vernehmlassungen@blv.admin.ch
19. Mai 2026

Vernehmlassung zur 21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 13. Februar 2026 geben Sie uns die Gelegenheit, zum Gesetzesentwurf der Kommission für Wirtschaft, Bildung und Kultur des Nationalrates (WBK-N) zur Umsetzung der Parlamentarischen Initiative 21.426 Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben, Stellung zu nehmen.

1. Ausgangslage

Wer Tierversuche durchführt oder leitet, muss über die nötigen Kenntnisse verfügen, eine spezifische Ausbildung haben oder absolvieren und Fortbildungen besuchen. Dies gilt überdies auch für Tierschutzbeauftragte und Mitglieder der kantonalen Veterinärdienste sowie von kantonalen Tierversuchskommissionen.

Jeder einzelne Tierversuch und jede Haltung von Versuchstieren muss in der Schweiz vom zuständigen kantonalen Veterinäramt bewilligt werden. Das strenge Verfahren hat zum Ziel, die Tiere vor Belastungen zu schützen, die nicht durch überwiegende Interessen innerhalb einer ethischen Güterabwägung gerechtfertigt werden können. Das kantonale Veterinäramt begutachtet dabei jeden einzelnen beantragten Tierversuch unter anderem unter dem Gesichtspunkt der 3R-Prinzipien: Tierversuche dürfen nicht durchgeführt werden, wenn die gesuchten Erkenntnisse mittels einer anderen Methode, also durch Ersatz eines Tierversuches («replace») gewonnen werden können. Werden Tiere für Tierversuche eingesetzt, muss deren Anzahl auf das nötige Minimum («reduce») beschränkt werden. Dabei ist die Belastung des Tieres (Leiden, Stress, Angst, Schäden) ebenfalls auf ein zum Erreichen des Versuchsziels notwendiges Minimum (das unerlässliche Mass) zu reduzieren («refine»).

Forschende müssen bei jedem belastenden Tierversuch (Schweregrad SG 1, 2 und 3) eine Güterabwägung machen. Es handelt sich dabei um eine Überprüfung der Verhältnismässigkeit anhand von 3 Kriterien: der Eignung (wissenschaftliche Validität), der Erforderlichkeit (3R) und der eigentlichen Güterabwägung (gesellschaftlicher Nutzen im Vergleich zu den Belastungen der Tiere). Das heisst, Forschende müssen bei der Abwägung unter anderem aufzeigen, ob der Versuch bereits gemacht wurde und ob eine Wiederholung zielführend ist. Versuche mit SG 0 werden primär von den kantonalen Veterinäramtern beurteilt. Eine kantonale Tierversuchskommission nimmt zu allen Tierversuchsgesuchen mit SG 1 bis 3 Stellung und unterbreitet ihre Bewertung dem kantonalen Veterinäramt. Liegen Zweifel in Bezug auf die Schweregrade oder in Bezug auf Eignung, Erforderlich-

keit oder Güterabwägung (s.o.) vor, zieht das kantonale Veterinäramt die Tierversuchskommission zusätzlich bei SG o hinzu. Weiter kann sie das Veterinäramt bei der Kontrolle von Versuchstierhaltungen und Tierversuchen unterstützen. Der Kanton Solothurn hat verglichen mit anderen Kantonen wenig Tierversuche federführend als Primärkanton zu bewilligen (SG o bis 3) und ist der Tierversuchskommission des Kantons Bern angeschlossen.

Der Entwurf sieht namentlich vor, die Transparenz durch die Veröffentlichung von nichttechnischen Zusammenfassungen der Forschungsprojekte zu erhöhen, Massnahmen zur Förderung der 3R-Forschung zu entwickeln sowie den Bewilligungsprozess zu verbessern und zu beschleunigen, indem Fachsekretariate geschaffen werden, welche eine klare und qualitätsorientierte Arbeitsteilung zwischen Forschenden, Fachsekretariat und Tierversuchskommission sicherstellen und selbst eine Vorprüfung der Unerlässlichkeit vornehmen. Die Tierversuchskommission beurteilt darauf basierend die finale Zulässigkeit des Gesuchs anhand der vom Forschenden dargelegten Güterabwägung.

2. Argumente

Der Kanton Solothurn begrüsst im Grundsatz den Gesetzesentwurf zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative. Die 3R-Forschung ist zu unterstützen und zu stärken. Sie ist zentral und zielt darauf ab, dem Tierwohl in der tierexperimentellen Forschung das notwendige Gewicht zu geben. Die klar formulierten Anforderungen an den Bewilligungsprozess sowohl auf Ebene der zuständigen kantonalen Behörde als auch betreffend die kantonalen Tierversuchskommissionen führen in fachlicher und zeitlicher Hinsicht zu einer Verbesserung des Verfahrens. Letzteres ist zum Vorteil der Forschenden. Es führt zu qualitativ ausgewogenen Entscheiden, mehr Transparenz und verkürzten Bearbeitungsfristen.

Die kantonale Tierversuchskommission muss das Schwergewicht in ihrer Arbeit auf die Güterabwägung bei Gesuchen zu Tierversuchen mit Belastung der Tiere legen können. Es ist folgerichtig sicherzustellen, dass die zuständige kantonale Behörde, die in ihrer Fachstelle in Form eines Fachsekretariats organisiert ist, durch eine gewissenhafte Vorprüfung fachtechnische Aspekte der Gesuchsprüfung (Vollständigkeit, Versuchsziel, Unerlässlichkeit des Tierversuchs) erledigt.

Zusätzliche Fachsekretariate losgelöst von der zuständigen kantonalen Behörde bringen eine neue Schnittstelle und einen deutlichen Mehraufwand, dies ist abzulehnen.

Die klar formulierten Anforderungen an die zuständige kantonale Behörde und die kantonalen Tierversuchskommissionen werden unweigerlich dazu führen, dass insbesondere Kantone mit einer begrenzten Anzahl an Gesuchen für tierexperimentelle Forschung ihre Prozesse aktualisieren müssen.

Dies darf nicht zu einem Mehrbedarf bei den heute bereits knappen Ressourcen im Veterinärdienst Solothurn führen. Im Sinne der Professionalisierung müssen Lösungen favorisiert werden, bei denen Prozesse aufeinander abgestimmt und Synergien gesucht werden.

Gegebenenfalls können mehrere Kantone eine gemeinsame Facheinheit mit einem Fachsekretariat betreiben.

3. Artikel

Zu den einzelnen Gesetzesartikeln haben wir folgende Bemerkungen:

Art. 3 Bst. d

Der Vorentwurf der Mehrheit der Subkommission des Nationalrates wird unterstützt. Keine zusätzlichen Bemerkungen.

Art. 18 Abs. 3

Der Vorentwurf der Mehrheit der Subkommission des Nationalrates wird unterstützt. Es ist zu präzisieren, dass das Fachsekretariat im Sinne der Beschleunigung der Gesuchsbearbeitung Teil der Facheinheit der zuständigen kantonalen Behörde ist. Ein zusätzliches, von der zuständigen kantonalen Behörde losgelöstes Fachsekretariat ist abzulehnen.

Art. 20 a

Der Vorentwurf der Mehrheit der Subkommission des Nationalrates wird unterstützt. Keine zusätzlichen Bemerkungen.

Art. 20 b Abs.1 und 3

Der Vorentwurf der Mehrheit der Subkommission des Nationalrates wird unterstützt. Keine zusätzlichen Bemerkungen.

Art. 20 c Abs. 1 Bst. a und b, 3 und 4

Der Vorentwurf der Mehrheit der Subkommission des Nationalrates wird unterstützt. Es ist insbesondere der Mehrheit der Subkommission zu folgen, dass sowohl die Mitarbeitenden im BLV als auch die Mitarbeitenden der kantonalen Bewilligungsbehörden im Rahmen ihres Zuständigkeitsbereichs Zugang zu den Daten haben, die sie benötigen. Auch die Zusammenarbeit zwischen den Kantonen (Abs. 3) ist von zentraler Bedeutung.

Art. 22 Abs. 2, 3 und 4

Der Vorentwurf der Mehrheit der Subkommission des Nationalrates wird unterstützt. Keine zusätzlichen Bemerkungen.

Art. 33 a

Der Vorentwurf der Mehrheit der Subkommission des Nationalrates wird unterstützt. Von zentraler Bedeutung ist, dass das Fachsekretariat Teil der Fachstelle in der zuständigen kantonalen Behörde bleibt. Es darf keinesfalls zusätzliche Schnittstellen schaffen, die die Arbeit der Kantone erschweren. Allenfalls kann der Begriff Fachsekretariat verwirrend sein, da es eine zusätzliche Stelle suggerieren kann.

Zusammenfassend dient die Einführung von Fachsekretariaten der weiteren Professionalisierung hinsichtlich Gesuchsbearbeitung und Kontrolle von Tierversuchen und dem gemäss Art. 33a Abs. 3 TSchG geforderten einheitlichen Vollzug.

Die überkantonale Zusammenarbeit kann insbesondere für Kantone mit einer begrenzten Anzahl von Tierversuchsgesuchen zu Verbesserungen und schonendem Umgang mit eigenen Ressourcen führen.

Art. 34

Der Vorentwurf der Mehrheit der Subkommission des Nationalrates wird unterstützt.

Die Mindestanzahl von fünf Kommissionsmitgliedern erscheint für Kantone mit einer begrenzten Anzahl an Gesuchen für belastende Tierversuche ausreichend. Mit Sicht auf die erforderlichen Kompetenzen ist gleichzeitig eine Mindestanzahl von sieben Kommissionsmitgliedern zu fordern in Kantonen mit einer bedeutenden Anzahl an Gesuchen für belastende Tierversuche.

Wir danken für die Gelegenheit zur Stellungnahme und die Berücksichtigung unserer Eingabe.

IM NAMEN DES REGIERUNGSRATES

sig.

Susanne Schaffner

Frau Landammann

sig.

Yves Derendinger

Staatsschreiber

Bern, 6. März 2026

Tierschutz, Länggassstr. 120, CH - 3012 Bern

An
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Vernehmlassung der WBK-N zur pa. Iv. 21.426

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 13. Februar 2026 unterbreitet die Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrates (WBK-N) einen Gesetzesentwurf zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative 21.426, die zum Ziel hat, die Ressourcen und Anreize für Alternativen zu Tierversuchen (3R-Forschung [«Replace, Reduce, Refine»]) zu erhöhen, zur Vernehmlassung.

Gerne nehme ich im Namen der Abteilung Tierschutz des VPH-Instituts an der Vetsuisse Fakultät der Universität Bern Stellung zum vorliegenden Vorentwurf.

Wir unterstützen alle vorliegenden Vorschläge im Sinne der Mehrheit, machen im Folgenden aber einige Änderungsvorschläge zum Wortlaut, hauptsächlich zur Präzisierung einzelner Aspekte.

Ich danke Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme.

Mit freundlichen Grüssen

Prof. Dr. Hanno Würbel

Anlage: Stellungnahme

Vernehmlassung der WBK-N zum Vorentwurf im Rahmen der pa. Iv. 21.426

Stellungnahme VPH-Institut - Abteilung Tierschutz

Vorbemerkungen:

Im Rahmen einer vom BLV und von swissuniversities unterstützten Machbarkeitsstudie, einschliesslich Stakeholder-Roundtable, zur Präregistrierung von Tierversuchen haben wir Grundlagen erarbeitet, die in Bezug auf die vorliegenden Vorschläge unter Art. 20a von Bedeutung sind und diese unterstützen.

Als Präsident der Kommission für Tierversuchsethik (KTVE) der Schweizerischen Akademie der Medizinischen Wissenschaften (SAMW) und der Akademie der Naturwissenschaften Schweiz (SCNAT) von 2018 bis Ende 2025, war ich zudem massgeblich an einem Diskussionspapier und zwei damit verbundenen Stakeholder-Roundtable zu möglichen Reformen des Bewilligungsverfahrens für Tierversuche beteiligt. Erkenntnisse aus diesen Aktivitäten sind in Bezug auf die vorliegenden Vorschläge unter Art. 18 Abs. 3, Art. 22 Abs. 3, Art. 33a und Art. 34 von Bedeutung und unterstützen diese.

Die VPHI-Abteilung Tierschutz unterstützt alle vorliegenden Vorschläge im Sinne der Mehrheit, macht nachfolgend aber einige Änderungsvorschläge, hauptsächlich zur Präzisierung einzelner Aspekte.

Art. 3 Bst. D

3R: Prinzipien, welche das Ersetzen (engl.: replacement), die Reduktion (engl.: reduction) und das Verbessern im Hinblick auf eine geringere Belastung (engl.: refinement) im Tierversuch fordern.

Stellungnahme:

Ich unterstütze diese Ergänzung, schlage allerdings eine präzisere Formulierung vor, da die hier vorgeschlagene in mehrfacher Hinsicht unklar ist. Ersetzen und Reduktion von was genau?

Änderungsvorschlag:

3R: Prinzipien, welche das Ersetzen **von Tierversuchen durch nicht-tierbasierte (oder: alternative) Methoden und Modelle** (engl. replacement), die Reduktion **der Tierzahl auf das unerlässliche Minimum** (engl. reduction) und das Verbessern **aller versuchsbedingten Verfahren** im Hinblick auf eine geringere Belastung **der Tiere** im Tierversuch (engl. refinement) fordern.

Art. 18 Abs. 3

3 Das Fachsekretariat unterbreitet Bewilligungsgesuche für Tierversuche nach Artikel 17 der kantonalen Kommission für Tierversuche.

Stellungnahme:

Die Kommission für Tierversuchsethik (KTVE) der Schweizerischen Akademie der Medizinischen Wissenschaften (SAMW) und der Akademie der Naturwissenschaften Schweiz (SCNAT) hat sich eingehend mit dem Bewilligungsverfahren für Tierversuche auseinandergesetzt. Sie hat dazu zwei Stakeholder-Roundtable durchgeführt und ein Diskussionspapier veröffentlicht. Konsens bestand dahingehend, dass das derzeitige Modell dezentraler (kantonalen) Bewilligungs-behörden mit der Möglichkeit, dass mehrere Kantone gemeinsam eine Tierversuchskommission einsetzen, beibehalten werden soll. Einigkeit bestand jedoch auch dahingehend, dass zur Förderung der Harmonisierung und Professionalisierung des Bewilligungsverfahrens eine Beschränkung auf eine geringere Anzahl an kantonsübergreifenden bzw. regionalen Tierversuchskommissionen sinnvoll wäre. Deshalb ist es wichtig, dass Fachsekretariate, gleich wie Tierversuchskommissionen (und wie in Art. 33a vorgeschlagen), von mehreren Kantonen gemeinsam eingesetzt werden können. Ob dazu eine Präzisierung erforderlich wäre, wonach das «zuständige» Fachsekretariat Bewilligungsgesuche der «zuständigen» kantonalen Kommission für Tierversuche unterbreitet oder ob die vorgeschlagene Formulierung diese Möglichkeit bereits enthält, kann ich allerdings nicht beurteilen.

Änderungsvorschlag (für den Fall, dass eine Präzisierung nötig wäre):

3 Das **zuständige** Fachsekretariat unterbreitet Bewilligungsgesuche für Tierversuche nach Artikel 17 der **zuständigen** kantonalen Kommission für Tierversuche.

Art. 20a Information der Öffentlichkeit

1 Der Bund fördert Transparenz in der Forschung mit Tieren. Er kann zu diesem Zweck ein öffentliches Register für bewilligte Tierversuche betreiben.

2 Nach Bewilligung eines Tierversuchs veröffentlicht das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (BLV) eine nichttechnische Projektzusammenfassung mit folgenden Angaben:

- a. dem Titel und dem Fachgebiet;
- b. dem Versuchszweck;
- c. der Anzahl der einzusetzenden Tiere pro Tierart;
- d. dem erwarteten Schweregrad der Belastung der Tiere;
- e. den Zielen des Versuchsvorhabens und dem erwarteten Nutzen;
- f. der zu erwartenden Belastungen und den belastungsmindernden Massnahmen;
- g. den vorgesehenen Massnahmen zur Umsetzung der 3R.

3 Nach Beendigung eines Tierversuchs veröffentlicht das BLV in Form einer Ergänzung der nichttechnischen Projektzusammenfassung folgende Angaben:

- a. die Anzahl der eingesetzten Tiere pro Tierart;
- b. den Schweregrad der Belastung der Tiere.

4 Der Bundesrat kann unter Berücksichtigung von überwiegenden schutzwürdigen privaten Interessen regeln, dass:

- a. weitere Informationen veröffentlicht werden;
- b. die veröffentlichte nichttechnische Projektzusammenfassung nach Durchführung eines Tierversuchs um dessen Ergebnisse ergänzt wird;
- c. Ausnahmen von der Veröffentlichungspflicht nach Absatz 2 vorgesehen werden.

5 Er regelt den Detaillierungsgrad der Angaben, die die für einen Tierversuch verantwortlichen Personen liefern müssen. Er beachtet dabei überwiegende schutzwürdige private oder öffentliche Interessen.

Stellungnahme:

Ich unterstütze diese Änderungsvorschläge vorbehaltlos.

Transparenz in der Forschung mit Tieren entspricht einerseits dem bestehenden gesetzlichen Auftrag zur Information der Öffentlichkeit, wird aber auch von den forschenden Institutionen und den Forschungsförderern eingefordert. So haben das Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation (SBFI), swissuniversities, der Schweizerische Nationalfonds (SNF) sowie die ETH und EPFL gemeinsam eine nationale Strategie mit einem Aktionsplan zur Förderung von Open Science in der Schweiz verabschiedet, welche auch die Forschung mit Tieren betrifft. Zudem haben sich öffentliche und private Organisationen, welche Tierversuche durchführen oder unterstützen unter dem Dach von swissuniversities im Rahmen des Swiss Transparency Agreement on Animal Research (STAAR) zu einem möglichst offenen und transparenten Umgang mit Tierversuchen verpflichtet. Die hier vorgeschlagenen Gesetzesänderungen nehmen diese Initiativen auf und spiegeln sie im Rahmen des geltenden Rechts. Dies betrifft sowohl die Veröffentlichung nichttechnischer Projektzusammenfassungen als auch die Möglichkeit ein öffentliches Register für bewilligte Tierversuche zu betreiben.

Die Veröffentlichung nichttechnischer Projektzusammenfassungen ist in der EU längst etabliert und hat sich dort als geeignete Form der Information der Öffentlichkeit erwiesen. Ich unterstütze den vorliegenden Vorschlag (Art. 20a Abs. 2,3,4) deshalb vorbehaltlos.

Auch die Schaffung der Möglichkeit des Bundes zur Förderung der Transparenz in der Forschung mit Tieren ein öffentliches Register für bewilligte Tierversuche betreiben zu können (Art. 20a Abs. 1), unterstütze ich. Statt der «kann» Formulierung wäre hier sowohl im Interesse der Transparenz als auch zur Unterstützung der Forschenden eine verbindliche Formulierung zu fordern. Dieser Vorschlag entspricht den Schlussfolgerungen eines Stakeholder-Roundtable, den wir im Juni 2025 im Rahmen einer vom BLV und von swissuniversities unterstützten Machbarkeitsstudie zur Präregistrierung von Tierversuchen in der Schweiz durchgeführt haben. Konsens bestand dahingehend, dass die Präregistrierung von Versuchs- und Analyseplänen grundsätzlich

sinnvoll (zur Qualitätssicherung von Tierversuchsergebnissen, zur Vermeidung unnötiger Tierversuche, zur Information der Öffentlichkeit) jedoch nicht für alle Tierversuche geeignet ist und deshalb optional sein sollte. Allerdings ist die Präregistrierung eines Tierversuchs derzeit mit einem erheblichen zusätzlichen Aufwand verbunden, der für die meisten Forschenden eine zu grosse Hürde für eine freiwillige Präregistrierung ihrer Tierversuche darstellt. Insofern wäre es äusserst begrüssenswert, wenn der Bund eine entsprechende Infrastruktur und die damit verbundenen Prozesse etablieren würde, um die Präregistrierung von Tierversuchen zu erleichtern. Ziel sollte sein, die Möglichkeit der Präregistrierung mit dem bestehenden Antragsverfahren für die Bewilligung von Tierversuchen zu verknüpfen, so dass auf Wunsch der Antragstellenden aus dem Gesuchsformular automatisch eine Präregistrierung generiert werden kann (in den Niederlanden gibt es diese Möglichkeit bereits). Mit der Option, eine Präregistrierung bis zu einer bestimmten Frist (z.B. bis zum Zeitpunkt der Publikation der Versuchsergebnisse) unter Embargo zu stellen, kann die Einhaltung des Datenschutzes sowie der Schutz der Geschäfts- und Forschungsgeheimnisse jederzeit gewährleistet werden.

Änderungsvorschlag:

1 Der Bund fördert Transparenz in der Forschung mit Tieren. Er **betreibt** zu diesem Zweck ein öffentliches Register für bewilligte Tierversuche.

Art. 20b Abs. 1 und 3

1 ... ein Informationssystem. Die Einhaltung des Datenschutzes sowie der Schutz der Geschäfts- und Forschungsgeheimnisse sind jederzeit gewährleistet.

3 Das BLV wertet die Daten aus dem Informationssystem aus, mit dem Zweck, Entwicklungen des Tierschutzes im Tierversuchsbereich zu erkennen. Es kann eine andere kompetente Stelle mit Auswertungen beauftragen, sofern geeignete technische und organisatorische Massnahmen zum Schutz von Personendaten und Geschäftsgeheimnissen getroffen werden.

Stellungnahme:

Ich unterstütze diese Änderung vorbehaltlos.

Änderungsvorschlag:

-

Art. 20c Abs. 1 Bst. a und b, 3 und 4

1 Die folgenden Personen dürfen im Rahmen ihrer gesetzlichen Aufgaben Personendaten, einschliesslich besonders schützenswerter Personendaten, bearbeiten und im Abrufverfahren auf diese Daten zugreifen:

a. die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des BLV, die Aufgaben im Zusammenhang mit der Oberaufsicht wahrnehmen, sowie im Rahmen von Artikel 20b Absatz 3;

b. die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der kantonalen Bewilligungsbehörden sowie der Fachsekretariate in ihrem Zuständigkeitsbereich;

3 Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Fachsekretariate können im Rahmen von Artikel 33a Abs. 3 im Abrufverfahren Daten zu Bewilligungsgesuchen und -entscheidungen aus anderen Kantonen einsehen.

4 Das BLV kann, wenn es zur Erfüllung seiner Aufgaben andere Stellen bezieht, die Zugriffsrechte auf diese Stellen ausweiten.

Stellungnahme:

Ich unterstütze diese Änderungsvorschläge vorbehaltlos.

Änderungsvorschlag:

-

Gliederungstitel vor Art. 22

3. Kapitel: Unterstützung von tierschutzrelevanten Massnahmen

Art. 22 Abs. 2, 3 und 4

2 Er fördert in Zusammenarbeit mit Hochschulen und Industrie insbesondere die Erforschung, Entwicklung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden.

3 Er kann zu diesem Zweck auch 3R-Strukturen, 3R-Infrastruktur und die Lehre und Ausbildung im Bereich 3R fördern.

4 Er fördert in nationaler und internationaler Zusammenarbeit die Validierung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden.

Stellungnahme:

Ich unterstütze diese Änderungsvorschläge vorbehaltlos.

Mit den neuen Absätzen 2, 3 und 4 wird Art. 22 konkretisiert und präzisiert. Während Abs. 1 unverändert bleiben kann, wird Abs. 2 unter Berücksichtigung von Art. 3 Bst. D umformuliert. Entscheidend sind die Ergänzungen in Abs. 3 und 4, welche die Möglichkeiten des Bundes zur Förderung der Erforschung, Entwicklung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden konkretisieren. Wichtig ist dabei insbesondere, dass die Möglichkeiten der Förderung durch den Bund sowohl 3R-Strukturen und 3R-Infrastruktur, als auch Lehre und Ausbildung umfassen und damit eine bedarfsgerechte und wirksame Förderung der angestrebten Ziele ermöglichen.

Änderungsvorschlag:

-

Art. 33a Fachsekretariat für Tierversuche

1 Die Kantone setzen innerhalb der Fachstelle ein Fachsekretariat für Tierversuche ein. Mehrere Kantone können ein gemeinsames Fachsekretariat einsetzen.

2 Das Fachsekretariat prüft die Gesuche bezüglich Vollständigkeit, Versuchsziel sowie Unerlässlichkeit des Tierversuchs.

3 Es setzt eine einheitliche Vollzugspraxis um. Es kann zu diesem Zweck ein anderes Fachsekretariat beiziehen.

4 Der Bundesrat kann zusätzliche Anforderungen an das Fachsekretariat bestimmen.

Stellungnahme:

Ich unterstütze Art. 33a zur Einrichtung von Fachsekretariaten vorbehaltlos.

Anlässlich der beiden oben genannten KTVE-Stakeholder-Roundtable zum Bewilligungsverfahren für Tierversuche bestand Konsens, dass insbesondere Reformen zur Professionalisierung, Harmonisierung und Beschleunigung des Bewilligungsverfahrens erforderlich sind. Die vorgeschlagene Einrichtung von Fachsekretariaten zur Vorprüfung von Gesuchen auf Vollständigkeit, Versuchsziel sowie Unerlässlichkeit der Tierversuche dient genau diesen Zwecken und war auch einer der Vorschläge, die von der KTVE in ihrem Diskussionspapier zu möglichen Reformen des Bewilligungsverfahrens gemacht wurden. Fachsekretariate können besser als die bisherigen kantonalen Fachstellen als Schnittstelle zwischen Forschenden und ihren Tierschutzbeauftragten auf der einen und den Tierversuchskommissionen auf der anderen Seite vermitteln. Rückfragen lassen sich damit rascher und einfacher klären, die Qualität der Gesuche wird besser, und die Tierversuchskommissionen können stärker auf den Kerngehalt ihrer eigentlichen Aufgabe, die Prüfung der abschliessenden Güterabwägung, fokussieren. Zudem können Fachsekretariate wichtige Beiträge zu der ebenfalls von allen Stakeholdern geforderten besseren Koordination und Harmonisierung der Kriterien und Prozesse des Bewilligungsverfahrens leisten.

Zu Abs. 1: Grundsätzlich sollte es ein Fachsekretariat pro Tierversuchskommission geben. D.h. Kantone, die gemeinsam eine Tierversuchskommission betreiben, sollten auch ein Fachsekretariat gemeinsam betreiben (und umgekehrt). Ich gehe davon aus, dass die derzeitigen Formulierungen dies so vorsehen, mache aber einen Änderungsvorschlag, der dies explizit ausdrückt.

Zu Abs. 2: Die Formulierung «Das Fachsekretariat prüft die Gesuche bezüglich Vollständigkeit, Versuchsziel sowie Unerlässlichkeit des Tierversuchs» kann

missverständlich sein. In der einschlägigen Literatur (auch in Dokumenten des BLV) wird zwischen der «instrumentellen Unerlässlichkeit» und der «finalen Unerlässlichkeit» unterschieden. Der Überbegriff Unerlässlichkeit beinhaltet somit auch die abschliessende Güterabwägung. Bei der Prüfung durch die Fachsekretariate ist jedoch nur die Prüfung der instrumentellen Unerlässlichkeit gemeint, d.h. die Prüfung der Eignung und der Erforderlichkeit des Tierversuchs, nicht aber die abschliessende Güterabwägung (s. Erläuterungen zu Art. 34 Abs. 2). Um deutlich zu machen, dass mit den Fachsekretariaten nicht eine zusätzliche Ebene der umfassenden Gesuchsbeurteilung eingeführt wird, sondern dass die Fachsekretariate komplementär zu den Tierversuchskommissionen konzipiert sind, wobei die Fachsekretariate die Zulässigkeit des Versuchsziels, die Vollständigkeit des Antrags, und die Eignung und Erforderlichkeit des Tierversuchs prüfen, während die Tierversuchskommissionen die abschliessende Güterabwägung (unter Berücksichtigung von Versuchsziel, Eignung und Erforderlichkeit) vornehmen, wäre hier eine Präzisierung wünschenswert. Da das TSchG bisher jedoch nicht zwischen instrumenteller Unerlässlichkeit und finaler Unerlässlichkeit unterscheidet, und Art. 19 Abs. 4. die Güterabwägung mit einer Prüfung auf «Zulässigkeit» verknüpft, ist nicht offensichtlich, wie diese Präzisierung am besten formuliert werden soll. Ich mache dazu einen konkreten Änderungsvorschlag.

Änderungsvorschlag:

1 Die Kantone setzen innerhalb der Fachstelle ein Fachsekretariat für Tierversuche ein. Mehrere Kantone, **die gemeinsam eine kantonale Kommission für Tierversuche betreiben**, können ein gemeinsames Fachsekretariat einsetzen.

2 Das Fachsekretariat prüft die Gesuche bezüglich Vollständigkeit, Versuchsziel sowie Unerlässlichkeit (**Eignung und Erforderlichkeit**) des Tierversuchs.

Art. 34 Kantonale Kommission für Tierversuche

1 Die Kantone bestellen eine aus mindestens fünf Fachleuten zusammengesetzte Kommission für Tierversuche, die von der Bewilligungsbehörde unabhängig ist und in der Kompetenzen zu 3R, Ethik und Forschen mit Tieren sowie Tierschutzorganisationen angemessen vertreten sind. Mehrere Kantone können eine gemeinsame Kommission einsetzen.

2 Die Kommission prüft die Gesuche insbesondere bezüglich deren Zulässigkeit aufgrund der Güterabwägung und stellt Antrag an die Bewilligungsbehörde. Sie wird für die Kontrolle der Versuchstierhaltung und der Durchführung der Versuche beigezogen. Die Kantone können ihr weitere Aufgaben übertragen.

3 Der Bundesrat kann zusätzliche Anforderungen an die Kommission bestimmen.

Stellungnahme:

Ich unterstütze Art. 34 vorbehaltlos.

Anlässlich der beiden oben genannten KTVE-Stakeholder-Roundtable zum Bewilligungsverfahren für Tierversuche bestand Konsens, dass insbesondere Reformen zur Professionalisierung, Harmonisierung und Beschleunigung des Bewilligungsverfahrens erforderlich sind. Die Festlegung der Mindestzahl an Fachleuten und die Nennung konkreter Expertisen, die angemessen vertreten sein müssen, dienen diesen Zwecken und entsprechen Vorschlägen, die von der KTVE in ihrem Diskussionspapier zu möglichen Reformen des Bewilligungsverfahrens gemacht wurden. Insbesondere die Aufstockung der Kommissionen durch zusätzliche Mitglieder und die bessere Vertretung spezifischer Kompetenzen, insbesondere in den Bereichen Ethik, Tierschutzrecht und 3R waren aus Sicht der KTVE dringend. Da der Bereich Recht als wichtige übergeordnete Kompetenz in der vorgeschlagenen Formulierung fehlt, mache ich einen entsprechenden Änderungsvorschlag.

Änderungsvorschlag:

1 Die Kantone bestellen eine aus mindestens fünf Fachleuten zusammengesetzte Kommission für Tierversuche, die von der Bewilligungsbehörde unabhängig ist und in der Kompetenzen zu 3R, Ethik, **Recht** und Forschen mit Tieren sowie Tierschutzorganisationen angemessen vertreten sind. Mehrere Kantone können eine gemeinsame Kommission einsetzen.

Vereinigung der Schweizer Kantonstierärztinnen
und Kantonstierärzte
c/o Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und
Veterinärwesen
Schwarzenburgstrasse 155
3003 Bern
+ 41(0)58 464 92 25

vskt.sekretariat@blv.admin.ch
www.kantonstieraerzte.ch

vernehmlassungen@blv.admin.ch

Unsere Referenz: jro

30. April 2026

**Gesetzesentwurf der Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrates (WBK-N)
zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative 21.246 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und
Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben.**

Sehr geehrte Damen und Herren,

Die Vereinigung Schweizer Kantonstierärztinnen und Kantonstierärzte (VSKT) dankt für die Möglichkeit der Stellungnahme zum Gesetzesentwurf der Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrates (WBK-N) zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative 21.246 n Pa. Iv. Christ. *Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben.*

Der Entwurf sieht namentlich vor, die Transparenz durch die Veröffentlichung von nichttechnischen Zusammenfassungen der Forschungsprojekte zu erhöhen, Massnahmen zur Förderung der 3R-Forschung zu entwickeln sowie den Bewilligungsprozess zu verbessern und zu beschleunigen, indem Fachsekretariate geschaffen werden, welche eine klare und qualitätsorientierte Arbeitsteilung zwischen Forschenden, Fachsekretariat und Tierversuchskommission sicherstellen.

Die VSKT begrüsst im Grundsatz den Gesetzesentwurf zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative. Die 3R-Forschung ist zu unterstützen und stärken. Sie ist zentral und zielt darauf ab, dem Tierwohl in der tierexperimentellen Forschung das notwendige Gewicht zu geben. Die klar formulierten Anforderungen an den Bewilligungsprozess sowohl auf Ebene der zuständigen kantonalen Behörde als auch betreffend die kantonalen Tierversuchskommissionen führen in fachlicher Hinsicht und zeitlicher Hinsicht zu einer Verbesserung. Letzteres ist zum Vorteil der Forschenden. Es führt zu qualitativ ausgewogenen Entscheiden, mehr Transparenz und verkürzten Bearbeitungsfristen.

Die kantonale Tierversuchskommission muss das Schwergewicht in ihrer Arbeit auf die Güterabwägung bei Gesuchen zu Tierversuchen mit Belastung der Tiere legen können. Es ist folgerichtig sicherzustellen, dass die zuständige kantonale Behörde, die in ihrer Fachstelle in Form eines Fachsekretariats organisiert ist, durch eine gewissenhafte Vorprüfung fachtechnische Aspekte der Gesuchsprüfung (Vollständigkeit, Versuchsziel, Unerlässlichkeit des Tierversuchs) erledigt. Zusätzliche Fachsekretariate losgelöst von der zuständigen kantonalen Behörde bringen eine neue Schnittstelle und einen deutlichen Mehraufwand, dies ist abzulehnen.

Die klar formulierten Anforderungen an die zuständige kantonale Behörde und die kantonalen Tierversuchskommissionen werden unweigerlich dazu führen, dass insbesondere Kantone mit einer begrenzten Anzahl an Gesuchen für tierexperimentelle Forschung ihre Prozesse aktualisieren müssen. Dies darf nicht zu einem Mehrbedarf bei den heute bereits knappen Ressourcen in den Kantonen führen. Im Sinne der Professionalisierung müssen Lösungen favorisiert werden, wo Prozess aufeinander abgestimmt und Synergien gesucht werden. Gegebenenfalls können mehrere Kantone eine gemeinsame Facheinheit mit einem Fachsekretariat betreiben.

Zu den einzelnen Gesetzesartikeln haben wir folgende Bemerkungen:

Art. 3 bst. d

Der Vorentwurf der Mehrheit der Subkommission des Nationalrates wird unterstützt. Keine zusätzlichen Bemerkungen.

Art. 18 Abs. 3

Der Vorentwurf der Mehrheit der Subkommission des Nationalrates wird unterstützt. Es ist zu präzisieren, dass das Fachsekretariat im Sinne der Beschleunigung der Gesuchsbearbeitung Teil der Facheinheit der zuständigen kantonalen Behörde ist. Ein zusätzliches, von der zuständigen kantonalen Behörde losgelöstes Fachsekretariat ist abzulehnen.

Art. 20 a Abs. 2 und 3

Es wird sowohl nach der Bewilligung eines Tierversuchs als auch danach eine Projektzusammenfassung verlangt. Aus unserer Sicht genügt jene nach dem Tierversuch.

Anpassungsvorschlag:

Die Veröffentlichung einer nichttechnischen Projektzusammenfassung kann zwar zu einem besseren Verständnis von 3R und Tierversuchen in der Öffentlichkeit führen. Ein zweimaliges Publizieren (nach Bewilligung und nach Beendigung) ist jedoch unnötiger Aufwand, da eine Veröffentlichung keinen Reaktionsspielraum auf einen bereits bewilligten Versuch zulassen darf. Aus unserer Sicht reicht somit eine einmalige Veröffentlichung nach Beendigung eines Tierversuchs. Art. 20 b Abs. 1 und 3

Der Vorentwurf der Mehrheit der Subkommission des Nationalrates wird unterstützt. Keine zusätzlichen Bemerkungen.

Art. 20 c Abs. 1 Bst. a und b, 3 und 4

Der Vorentwurf der Mehrheit der Subkommission des Nationalrates wird unterstützt. Es ist insbesondere der Mehrheit der Subkommission zu folgen, dass sowohl die Mitarbeitenden im BLV als auch die Mitarbeitenden der kantonalen Bewilligungsbehörden im Rahmen ihres Zuständigkeitsbereichs Zugang zu den Daten haben, die sie benötigen. Auch die Zusammenarbeit zwischen den Kantonen (Abs. 3) ist von zentraler Bedeutung.

Art. 22 Abs. 2, 3 und 4

Der Vorentwurf der Mehrheit der Subkommission des Nationalrates wird unterstützt. Keine zusätzlichen Bemerkungen.

Art. 33 a

Der Vorentwurf der Mehrheit der Subkommission des Nationalrates wird unterstützt. Von zentraler Bedeutung ist, dass das Fachsekretariat Teil der Fachstelle in der zuständigen kantonalen Behörde bleibt. Es darf keinesfalls zusätzliche Schnittstellen schaffen, die die Arbeit der Kantone erschweren. Allenfalls kann der Begriff Fachsekretariat verwirrend sein, da es eine zusätzliche Stelle suggerieren kann.

Die überkantonale Zusammenarbeit kann insbesondere für Kantone mit einer begrenzten Anzahl

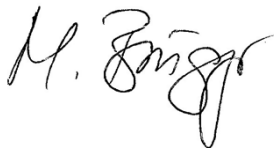
von Tierversuchsgesuchen zu Verbesserungen und schonendem Umgang mit eigenen Ressourcen führen.

Art. 34

Der Vorentwurf der Mehrheit der Subkommission des Nationalrates wird unterstützt. Die Mindestanzahl von fünf Kommissionsmitgliedern erscheint für Kantone mit einer begrenzten Anzahl an Gesuchen für belastende Tierversuche ausreichend. Mit Sicht auf die erforderlichen Kompetenzen ist gleichzeitig eine Mindestanzahl von sieben Kommissionsmitgliedern zu fordern in Kantonen mit einer bedeutenden Anzahl an Gesuchen für belastende Tierversuche.

Freundliche Grüsse

Vereinigung der Schweizer Kantonstierärztinnen und
Kantonstierärzte
Associacion Suisse des Vétérinaires Cantonaux



Dr. Martin Brügger
Präsident



Dr. Judith Röthlisberger
Geschäftsführerin

Kommission für Wissenschaft, Bildung
und Kultur des Nationalrates, WBK-N
Bundesamt für Lebensmittelsicherheit
und Veterinärwesen (BLV)
vernehmlassungen@blv.admin.ch

Zürich, 21. Mai 2026

Vernehmlassungsantwort parlamentarische Initiative Christ 21.426

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident Hug, sehr geehrte Mitglieder der Kommission,
Sehr geehrter Herr Jaquet, sehr geehrte Frau Niederhäuser

Vielen Dank für die Einladung zur Stellungnahme zum Entwurf der parlamentarischen Initiative **21.426** von Katja Christ «Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu Tierversuchen rascher voranzutreiben».

Aus Tierschutzsicht ist der Entwurf grundsätzlich zu begrüessen, geht aber deutlich zu wenig weit, um Alternativen zu Tierversuchen wirksam voranzubringen. Die EU, Grossbritannien und die USA fördern tierfreie Forschungsmethoden bereits gezielt; die Schweiz sollte hier den Anschluss nicht verlieren.

Aus unserer Sicht sind insbesondere vier Punkte zentral: die konsequente Priorisierung von Replacement, mehr Transparenz einschliesslich der Veröffentlichung negativer Ergebnisse, klare fachliche Anforderungen an Prüfinstanzen im Bewilligungsverfahren sowie ein systematisches Monitoring der Wirksamkeit der Massnahmen.

Unsere Anliegen und Anmerkungen finden Sie detailliert in der nachfolgenden Tabelle. Wir freuen uns, unsere Perspektive in die Diskussion einbringen zu dürfen.

Freundliche Grüsse
Zürcher Tierschutz



Nadja Brodmann
Geschäftsleitung

Vernehmlassung zur 21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben

(vom 13.02.2026 bis 24.05.2026)

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation / Amt : Zürcher Tierschutz
Abkürzung der Firma / Organisation / Amt : ZT
Adresse, Ort : Zürichbergstrasse 263, 8044 Zürich
Kontaktperson : Nadja Brodmann
Telefon : 044 442 14 20
E-Mail : nbrodmann@zuerchertierschutz.ch
Datum : 21.05.2026

1. Allgemeine Bemerkungen 21.426 n Pa. Iv. Christ. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung, um Alternativen zu den Tierversuchen rascher voranzutreiben

Wir bedanken uns für die Einladung zur Teilnahme an der Vernehmlassung über den Gesetzesentwurf zur Umsetzung der parlamentarischen Initiative 21.426. Als Tierschutzorganisation weisen wir darauf hin, dass der Entwurf das zentrale Ziel der Initiative nur unzureichend erfüllt. Diese zielte ausdrücklich darauf ab, die Entwicklung und Anwendung von Alternativmethoden zu Tierversuchen zu fördern. Der vorliegende Entwurf setzt hingegen seinen Schwerpunkt primär auf Anpassungen im Bewilligungsverfahren sowie auf strukturelle Änderungen. Diese Massnahmen tragen nur dann zur Zielerreichung bei, wenn sie nachweislich zu einem vermehrten Einsatz von Alternativmethoden führen. Andernfalls bleibt es bei einer Verfahrensoptimierung ohne substanziellen Fortschritt im Tierschutz.

Damit die vorgeschlagenen Änderungen tatsächlich etwas bewirken, ist entscheidend, dass die fachliche Ausgestaltung der Prüfprozesse klar geregelt wird. Insbesondere muss sichergestellt werden, dass in allen relevanten Gremien Fachpersonen mit ausgewiesener Expertise in den 3R-Prinzipien, vor allem im Bereich Replacement sowie in neuen tierfreien Methoden (NAMs), vertreten sind. Ohne diese Expertise ist eine fundierte Beurteilung der instrumentellen Unerlässlichkeit eines Tierversuchs nicht möglich. Eine blosser Verschiebung von Zuständigkeiten oder die Schaffung zusätzlicher Strukturen genügt nicht, um das Ziel der Initiative zu erreichen.

Zentral ist zudem die klare Priorisierung der Abfolge innerhalb der 3R-Prinzipien. Replacement muss als erstes und oberstes Ziel verankert werden, da nur dieses Prinzip geeignet ist, Tierversuche tatsächlich zu ersetzen. Eine gleichgewichtige Förderung aller drei «Rs» läuft diesem Ziel zuwider, da Reduction und Refinement weiterhin auf der Durchführung von Tierversuchen basieren. Die anderen beiden «Rs» sollen nur dann zum Einsatz kommen, wenn das Replacement nicht möglich ist. Diese strikte logische Abfolge bei der Prüfung des 3R-Prinzips schliesst auch ein, dass nicht nur die Methode selbst hinterfragt wird, sondern gegebenenfalls auch die zugrunde liegende Forschungsfrage. Lässt sich eine Fragestellung nicht mit tierfreien Methoden beantworten, sollte geprüft werden, ob sie so angepasst werden kann, dass ein vergleichbarer wissenschaftlicher oder gesellschaftlicher Nutzen ohne Tierversuche erreicht werden kann.

Ein wesentlicher Mangel des Entwurfs besteht darin, dass wirksame Anreizmechanismen für Alternativen zu Tierversuchen weitgehend fehlen, obwohl diese bereits im Titel der Initiative ausdrücklich verlangt werden. Wie die Förderung von tierfreien Alternativen erfolgen soll, bleibt in der Vorlage weitgehend abstrakt und unverbindlich. Erfahrungen aus anderen Politikbereichen, insbesondere aus der Landwirtschaft, zeigen jedoch, dass gezielte Anreizsysteme ein zentrales Instrument zur Umsetzung höherer Standards darstellen. Ein vergleichbarer Ansatz ist auch im Bereich der biomedizinischen Forschung zwingend, damit die Entwicklung und Anwendung von Replacement-Methoden effektiv vorangetrieben wird. Ohne solche Anreize ist nicht zu erwarten, dass sich bestehende Forschungspraktiken substanziell verändern.

Darüber hinaus fehlt im Entwurf ein systematischer Mechanismus zur Überprüfung der Wirksamkeit der vorgesehenen Massnahmen. Es genügt nicht, die Förderung von Alternativmethoden gesetzlich zu verankern; vielmehr muss auch überprüft werden, ob diese Förderung tatsächlich zu einer Reduktion und zum Ersatz von Tierversuchen führt. Dazu sind geeignete Indikatoren und ein kontinuierliches Monitoring erforderlich, beispielsweise zur Nutzung von Replacement-Methoden, zur Entwicklung der Anzahl eingesetzter Tiere oder zur Umsetzung der 3R in bewilligten Projekten. Eine solche evidenzbasierte Erfolgskontrolle ist notwendig, um die Massnahmen gezielt weiterzuentwickeln und ihre Wirksamkeit sicherzustellen. In diesem Rahmen sollte überdies konkret aufgezeichnet werden, wie viele Forschungsgelder tatsächlich in tierfreie und wie viele in tierbasierte Forschungsprojekte fliessen.

Die vorgesehenen Massnahmen zur Verbesserung der Transparenz sind grundsätzlich zu begrüessen, sollten jedoch konsequent weitergeführt werden. Insbesondere ist sicherzustellen, dass Transparenz nicht durch weit gefasste Ausnahmen eingeschränkt wird und dass auch nach Abschluss von Versuchen Informationen zu deren tatsächlichem Nutzen und zu den erzielten positiven oder negativen Ergebnissen veröffentlicht werden. Transparenz ist nicht nur Voraussetzung für die Information der Öffentlichkeit, sondern auch ein wesentliches Instrument zur Vermeidung unnötiger Tierversuche. Insbesondere die systematische Veröffentlichung auch negativer oder nicht signifikanter Resultate ist zentral, um unnötige Wiederholungen von Versuchen zu vermeiden und damit Tierleid effektiv zu reduzieren. Ergänzend dazu sollten Präregistrierungen tierbasierter Studien eingeführt werden, wie sie in der Humanforschung bereits seit Langem Standard sind. Dadurch könnten die Nachvollziehbarkeit, die wissenschaftliche Qualität sowie die Vermeidung unnötiger Doppelspurigkeit weiter verbessert werden.

Weiter besteht Reformbedarf im Bewilligungsverfahren selbst. Die Zusammensetzung und Arbeitsweise der Tierversuchskommissionen müssen so ausgestaltet werden, dass eine ausgewogene, fachlich breit abgestützte und tatsächlich ergebnisoffene Güterabwägung gewährleistet ist. Die derzeitige strukturelle Untervertretung von Tierschutzinteressen ist aus rechtlicher und ethischer Sicht problematisch. Zudem sollte die institutionelle Unabhängigkeit der beteiligten Gremien gestärkt werden, da Kommissionsmitglieder teilweise Gesuche ihrer direkten Arbeitskolleginnen und Arbeitskollegen oder ihres eigenen Arbeitgebers beurteilen. Zwar bestehen Ausstandsregelungen bei Befangenheit, die Einschätzung einer möglichen Befangenheit erfolgt jedoch weitgehend durch die betroffenen Personen selbst. Solche strukturellen Interessenkonflikte können die Unabhängigkeit der Beurteilung beeinträchtigen und sollten so weit wie möglich vermieden werden. In diesem Zusammenhang sind auch die Empfehlungen der Kommission für Tierversuchsethik (KTVE) zu berücksichtigen, insbesondere die Ideen für zentralisierte Kommissionen. Bei diesen muss der Informationsaustausch gewährleistet sein, damit eine einheitliche Vollzugspraxis, wie im Entwurf gefordert, sichergestellt werden kann.

Schliesslich sprechen weder ökonomische noch forschungspolitische Argumente gegen eine konsequente Förderung tierfreier Methoden. Im Gegenteil handelt es sich um ein stark wachsendes, international wettbewerbsrelevantes Forschungs- und Innovationsfeld, in dem erhebliche wirtschaftliche Potenziale liegen und in das zahlreiche Länder bereits gezielt investieren. Eine frühzeitige und konsequente Förderung ist daher nicht nur aus ethischer, sondern auch aus standortpolitischer Sicht sinnvoll. Gleichzeitig ist es aus ethischer Sicht unabdingbar, alle verfügbaren Massnahmen zu ergreifen, um

Tierleid zu reduzieren und wo immer möglich komplett zu vermeiden, während die Forschung im Bereich der neuen tierfreien Methoden ihr Potenzial ausschöpfen kann und die Schweiz in diesem Bereich die Chance hat, eine führende Rolle einzunehmen.

Insgesamt sind aus unserer Sicht insbesondere vier Elemente zentral: die konsequente Priorisierung von Replacement, eine substantielle Stärkung der Transparenz einschliesslich der Veröffentlichung negativer Ergebnisse, klare fachliche Anforderungen an Prüfinstanzen im Bewilligungsverfahren von Tierversuchen und gegebenenfalls eine Zentralisierung der Fachsekretariate, um das nötige Fachwissen zu gewährleisten, sowie ein systematisches Monitoring zur Überprüfung der Wirksamkeit der Massnahmen. Die Umsetzung dieser Anliegen ist entscheidend, damit die Schweiz im Bereich der tierversuchsfreien Forschung international konkurrenzfähig bleibt und nicht von anderen innovationsstarken Ländern abgehängt wird.

Wir schliessen uns den Stellungnahmen fachlich ausgewiesener Tierschutzorganisationen an, insbesondere der Stiftung für das Tier im Recht, Animalfree Research, dem Schweizer Tierschutz STS sowie den Ärztinnen und Ärzten für Tierschutz.

1. Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen des Tierschutzgesetz (TSchG)

Artikel bisher	Änderungsvorschlag Entwurf	Kommentar / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
<p>Art. 3 Begriffe</p> <p>In diesem Gesetz bedeuten:</p> <p>a. Würde: Eigenwert des Tieres, der im Umgang mit ihm geachtet werden muss. Die Würde des Tieres wird missachtet, wenn eine Belastung des Tieres nicht durch überwiegende Interessen gerechtfertigt werden kann. Eine Belastung liegt vor, wenn dem Tier insbesondere Schmerzen, Leiden oder Schäden zugefügt werden, es in Angst versetzt oder erniedrigt wird, wenn tiefgreifend in sein Erscheinungsbild oder seine Fähigkeiten eingegriffen oder es übermässig instrumentalisiert wird;</p>	<p>Art. 3 Bst. d</p> <p>In diesem Gesetz bedeuten:</p> <p>d. 3R: Prinzipien, welche das Ersetzen (engl.: replacement), die Reduktion (engl.: reduction) und das Verbessern im Hinblick auf eine geringere Belastung (engl.: refinement) im Tierversuch fordern.</p>	<p>Die gesetzliche Verankerung der 3R-Prinzipien ist grundsätzlich zu begrüßen, da diese bisher nicht explizit im Gesetz verankert sind. Allerdings bleibt die vorgeschlagene Definition ungenügend, da sie keine klare Priorisierung vorsieht. Gemäss wissenschaftlichem Verständnis und ursprünglicher Konzeption der 3R ist Replacement prioritär zu behandeln. Der erläuternde Bericht stellt hingegen auf eine gleichwertige Förderung aller drei Prinzipien ab, was dem Ziel der parlamentarischen Initiative widerspricht, Alternativen zu Tierversuchen voranzutreiben. Ohne klare Priorisierung besteht die Gefahr, dass weiterhin primär Tierversuche optimiert statt ersetzt werden. Replacement muss daher systematisch als erster Prüfschritt bei der Versuchsplanung festgelegt werden, einschliesslich der Prüfung, ob die Forschungsfrage selbst so angepasst werden kann, dass sie</p>	<p>d. 3R: Prinzipien, welche das Ersetzen (Replacement), die Reduktion (Reduction) und die Verbesserung (Refinement) von belastenden Eingriffen an Tieren fordern, mit dem Ziel, Belastungen umfassend zu vermeiden oder zu verringern.</p> <p>Die folgende Priorisierung ist verbindlich zu berücksichtigen:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Zuerst ist zu prüfen, ob das angestrebte Ziel mittels tierfreier Methoden erreicht werden kann (Replacement). Dabei ist zu beachten, dass nicht nur das Modell an sich, sondern auch weitere im und für den Versuch verwendete Stoffe durch tierfreie Alternativen ersetzt werden sollen. 2. Ist dies nicht möglich, ist die Anzahl der eingesetzten

<p>b. Wohlergehen: Wohlergehen der Tiere ist namentlich gegeben, wenn:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. die Haltung und Ernährung so sind, dass ihre Körperfunktionen und ihr Verhalten nicht gestört sind und sie in ihrer Anpassungsfähigkeit nicht überfordert sind, 2. das artgemässe Verhalten innerhalb der biologischen Anpassungsfähigkeit gewährleistet ist, 3. sie klinisch gesund sind, 4. Schmerzen, Leiden, Schäden und Angst vermieden werden; <p>c. Tierversuch: jede Massnahme, bei der lebende Tiere verwendet werden mit dem Ziel:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. eine wissenschaftliche Annahme zu prüfen, 		<p>sich ohne Tierversuche beantworten lässt.</p>	<p>Tiere auf das notwendige Minimum zu reduzieren (Reduction).</p> <ol style="list-style-type: none"> 3. Für die verbleibenden Tiere sind alle möglichen Massnahmen zur Minimierung der Belastung zu ergreifen (Refinement).
--	--	--	---

<p>2. die Wirkung einer bestimmten Massnahme am Tier festzustellen,</p> <p>3. einen Stoff zu prüfen,</p> <p>4. Zellen, Organe oder Körperflüssigkeiten zu gewinnen oder zu prüfen, ausser wenn dies im Rahmen der landwirtschaftlichen Produktion, der diagnostischen oder kurativen Tätigkeit am Tier oder für den Nachweis des Gesundheitsstatus von Tierpopulationen erfolgt,</p> <p>5. artfremde Organismen zu erhalten oder zu vermehren,</p> <p>6. der Lehre sowie der Aus- und Weiterbildung zu dienen.</p>			
<p>Art. 18 Bewilligungspflicht</p> <p>1 Wer Tierversuche durchführen will, benötigt eine Bewilligung der zuständigen kantonalen Behörde.</p>	<p>3 Das Fachsekretariat unterbreitet Bewilligungsgesuche für Tierversuche nach Artikel 17 der kantonalen Kommission für Tierversuche.</p>	<p>Die vorgesehene Vorprüfung durch Fachsekretariate kann zur Verbesserung der Gesuchsqualität beitragen, wie auch im Bericht ausgeführt wird. Entscheidend ist jedoch die fachliche Ausgestaltung dieser Prüfung. Derzeit fehlt eine</p>	

<p>2 Handlungen nach Artikel 11 Absatz 1 letzter Satz sind verfahrensmässig Tierversuchen gleichgestellt.</p> <p>3 Die zuständige kantonale Behörde unterbreitet Bewilligungsgesuche für Tierversuche nach Artikel 17 der kantonalen Kommission für Tierversuche.</p> <p>4 Bewilligungen sind zu befristen. Sie können mit Bedingungen und Auflagen verbunden werden.</p> <p>5 Institute und Laboratorien, welche Tierversuche durchführen, sowie Versuchstierhaltungen müssen eine Kontrolle über den Tierbestand führen.</p>		<p>Vorgabe zur systematischen Einbindung von Expertise im Bereich Replacement und neuer tierfreier Methoden (NAMs), obwohl gerade dieses Fachwissen für die Beurteilung der instrumentellen Unerlässlichkeit zentral ist. Ohne entsprechende Fachkompetenz besteht die Gefahr, dass die Änderungen primär eine Verfahrensoptimierung darstellen, ohne dass der Einsatz von Alternativmethoden effektiv gefördert wird. Angesichts der zunehmenden Komplexität des Feldes ist es notwendig, dass die prüfenden Instanzen über aktuelles und spezialisiertes Wissen zu Alternativmethoden verfügen und dieses systematisch in die Bewertung einbringen.</p> <p>Das nötige Fachwissen und die Zuständigkeiten der Fachkommissionen müssen klar definiert werden. Ansonsten besteht die Gefahr, dass sich die Tätigkeiten der verschiedenen Fachsekretariate und kantonalen Tierversuchskommissionen</p>	
--	--	--	--

		<p>unterscheiden und uneinheitliche Ergebnisse resultieren.</p> <p>Zudem ist auf eine konsistente gesetzliche Ausgestaltung zu achten. Während die Einrichtung von Fachsekretariaten in Art. 33a verbindlich vorgesehen ist, bleibt deren Einbindung in das Bewilligungsverfahren in Art. 18 unklar bzw. potenziell fakultativ ausgestaltet. Eine «Kann»-Formulierung birgt die Gefahr eines uneinheitlichen Vollzugs zwischen den Kantonen und könnte dazu führen, dass die angestrebte Qualitätssteigerung in der Praxis nicht erreicht wird. Aus unserer Sicht ist daher sicherzustellen, dass die Fachsekretariate zwingend obligatorisch und in die Prüfung der Gesuche einbezogen werden.</p>	
<p>Art. 20a Information der Öffentlichkeit</p> <p>1 Nach Beendigung eines Tierversuchs veröffentlicht das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und</p>	<p>1 Der Bund fördert Transparenz in der Forschung mit Tieren. Er kann zu diesem Zweck ein öffentliches Register für bewilligte Tierversuche betreiben.</p>	<p>Die Einführung nichttechnischer Projektzusammenfassungen wird grundsätzlich begrüsst, da sie die Transparenz im Bereich der Tierversuche erhöht und einem international etablierten Standard entspricht. Der vorliegende Entwurf bleibt jedoch in seinem Anspruch</p>	<p>1 Der Bund betreibt ein öffentliches Register für bewilligte Tierversuche, deren Ergebnisse sowie Zuchtbewilligungen. Vor Versuchsbeginn wird eine nichttechnische Projektzusammenfassung veröffentlicht mit klaren Angaben</p>

<p>Veterinärwesen (BLV) folgende Angaben:</p> <p>a. den Titel und das Fachgebiet des Tierversuchs;</p> <p>b. den Versuchszweck;</p> <p>c. die Anzahl der eingesetzten Tiere pro Tierart;</p> <p>d. den Schweregrad der Belastung der Tiere.</p> <p>2 Der Bundesrat kann vorsehen, dass weitere Angaben veröffentlicht werden, sofern keine überwiegenden schutzwürdigen privaten oder öffentlichen Interessen entgegenstehen.</p> <p>3 Er regelt die Einzelheiten, insbesondere den Detaillierungsgrad der Angaben, welche die für einen Tierversuch verantwortlichen Personen liefern müssen. Er beachtet dabei die überwiegenden</p>	<p>2 Nach Bewilligung eines Tierversuchs veröffentlicht das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (BLV) eine nichttechnische Projektzusammenfassung mit folgenden Angaben:</p> <p>a. dem Titel und dem Fachgebiet;</p> <p>b. dem Versuchszweck;</p> <p>c. der Anzahl der einzusetzenden Tiere pro Tierart;</p> <p>d. dem erwarteten Schweregrad der Belastung der Tiere;</p> <p>e. den Zielen des Versuchsvorhabens und dem erwarteten Nutzen;</p> <p>f. der zu erwartenden Belastungen und den belastungsmindernden Massnahmen;</p>	<p>ungenügend. Transparenz ist eine zentrale Voraussetzung für die gesellschaftliche Legitimation von Tierversuchen sowie für die Rechenschaft über den Einsatz von Tieren und öffentlichen Forschungsgeldern.</p> <p>Kritisch ist insbesondere, dass Ausnahmen von der Veröffentlichungspflicht vorgesehen sind, ohne klare Kriterien festzulegen, nach denen ein Projekt als schützenswert gilt. Dadurch besteht die Gefahr, dass Transparenz in der Praxis erheblich eingeschränkt wird und dem Geheimhaltungsinteresse ein zu grosses Gewicht zukommt, obwohl nichttechnische Projektzusammenfassungen keine sensiblen Details enthalten. Das häufig vorgebrachte Argument einer Abwanderung der Forschung ist nicht überzeugend, da entsprechende Transparenzanforderungen in der EU bereits Standard sind.</p> <p>Erfüllt die nichttechnische Projektzusammenfassung die</p>	<p>zu den Belastungen der Tiere und den Schweregraden sowie die 3R-Massnahmen.</p> <p>Nach Abschluss werden die tatsächlich umgesetzten 3R-Massnahmen, der realisierte Nutzen, positive und negative Ergebnisse, die effektiven Tierzahlen, die Zahl der für den Versuch gezüchteten Tiere sowie die angewandten Tötungsmethoden ergänzt. Der Bundesrat regelt Qualitätskriterien, Fristen und die Folgen mangelhafter Einreichungen.</p>
--	--	--	---

<p>schutzwürdigen privaten oder öffentlichen Interessen.</p>	<p>g. den vorgesehenen Massnahmen zur Umsetzung der 3R.</p> <p>3 Nach Beendigung eines Tierversuchs veröffentlicht das BLV in Form einer Ergänzung der nichttechnischen Projektzusammenfassung folgende Angaben:</p> <p>a. die Anzahl der eingesetzten Tiere pro Tierart;</p> <p>b. den Schweregrad der Belastung der Tiere.</p> <p>4 Der Bundesrat kann unter Berücksichtigung von überwiegenden schutzwürdigen privaten Interessen regeln, dass:</p> <p>a. weitere Informationen veröffentlicht werden;</p> <p>b. die veröffentlichte nichttechnische Projektzusammenfassung nach Durchführung eines</p>	<p>gesetzlichen Mindestanforderungen nicht, darf mit der Durchführung des Tierversuchs bis zur Nachbesserung nicht begonnen werden.</p> <p>Zudem greift der Entwurf inhaltlich zu kurz. Es ist nicht ausreichend, lediglich vor Versuchsbeginn grundlegende Angaben zu veröffentlichen und nach Abschluss des Versuchs nur Tierzahlen und Schweregrade zu ergänzen. Vielmehr sollten nach Beendigung eines Tierversuchs weitergehende Informationen offengelegt werden, insbesondere zu den tatsächlich umgesetzten 3R-Massnahmen, zum realisierten Nutzen des Vorhabens sowie zu den erzielten Ergebnissen, einschliesslich negativer Resultate. Dies ist zentral, um unnötige Wiederholungen von Versuchen zu vermeiden und damit Tierleid zu reduzieren. Transparenz erfüllt somit nicht nur eine Informationsfunktion gegenüber der Öffentlichkeit, sondern ist auch ein wesentliches Instrument zur Förderung von Replacement und zur Verbesserung des Tierschutzes insgesamt.</p>	
--	--	---	--

	<p>Tierversuchs um dessen Ergebnisse ergänzt wird;</p> <p>c. Ausnahmen von der Veröffentlichungspflicht nach Absatz 2 vorgesehen werden.</p> <p>5 Er regelt den Detaillierungsgrad der Angaben, welche die für einen Tierversuch verantwortlichen Personen liefern müssen. Er beachtet dabei überwiegende schutzwürdige private oder öffentliche Interessen.</p>	<p>Ergänzend dazu sollte eine Pflicht zur Präregistrierung tierbasierter Studien eingeführt werden, wie sie in der Humanforschung seit Langem Standard ist. Präregistrierungen stärken die Transparenz und Nachvollziehbarkeit der Forschung und tragen dazu bei, unnötige Doppelversuche zu vermeiden. Dass ein solches Instrument im Bereich der Tierversuche bislang nicht vorgesehen ist, erscheint aus unserer Sicht nicht nachvollziehbar.</p>	
<p>Art. 20b Zweck und Inhalt</p> <p>1 Der Bund betreibt zur Unterstützung der gesetzlichen Aufgaben von Bund und Kantonen im Bereich der Tierversuche ein Informationssystem.</p> <p>2 Das Informationssystem enthält die folgenden Personendaten:</p>	<p>Art. 20b Abs. 1 und 3</p> <p>1 ... ein Informationssystem. Die Einhaltung des Datenschutzes sowie der Schutz der Geschäfts- und Forschungsgeheimnisse sind jederzeit gewährleistet.</p> <p>3 Das BLV wertet die Daten aus dem Informationssystem aus, mit dem Zweck,</p>	<p>Die vorgesehene Auswertung der Daten aus dem Informationssystem kann grundsätzlich zur Verbesserung der Transparenz und zur Förderung der 3R beitragen. Gleichzeitig besteht ein Spannungsfeld zwischen Transparenz und dem Schutz von Daten sowie Geschäftsgeheimnissen. Der im Entwurf formulierte umfassende Schutz dieser Interessen birgt die Gefahr, dass Transparenz faktisch</p>	<p>Die Einhaltung des Datenschutzes sowie der Schutz von Geschäfts- und Forschungsgeheimnissen sind zu gewährleisten. Dabei ist im Einzelfall eine Güterabwägung vorzunehmen, insbesondere unter Berücksichtigung der Interessen von Versuchstieren und der öffentlichen Gesundheit. Die Transparenz ist in jedem Fall sicherzustellen.</p>

<p>a. Daten zu administrativen und strafrechtlichen Verfolgungen und Sanktionen;</p> <p>b. Daten zu Bewilligungen und zur Überwachung von Tierversuchen;</p> <p>c. Daten zu Bewilligungen und zur Überwachung von Versuchstierhaltungen, -zuchten und -handlungen;</p> <p>d. Daten zu Meldungen von belasteten Tierlinien oder -stämmen;</p> <p>e. Daten zur Aus- und Weiterbildung;</p> <p>f. Daten, die zur Publikation der Tierversuchsstatistik erforderlich sind;</p> <p>g. Daten, die zur Anwender- und Systemverwaltung erforderlich sind.</p>	<p>Entwicklungen des Tierschutzes im Tierversuchsbereich zu erkennen. Es kann eine andere kompetente Stelle mit Auswertungen beauftragen, sofern geeignete technische und organisatorische Massnahmen zum Schutz von Personendaten und Geschäftsgeheimnissen getroffen werden.</p>	<p>eingeschränkt wird. Es ist daher erforderlich, eine explizite Güterabwägung vorzusehen, bei der auch die Interessen des Tierschutzes sowie der öffentlichen Gesundheit berücksichtigt werden.</p>	
<p>Art. 20c Zugriffsrechte</p>	<p>1 Die folgenden Personen dürfen im Rahmen ihrer gesetzlichen Aufgaben</p>	<p>Die vorgesehenen Zugriffsrechte sind grundsätzlich zweckmässig. Wichtig ist jedoch, dass auch für die</p>	

<p>1 Die folgenden Personen dürfen im Rahmen ihrer gesetzlichen Aufgaben Personendaten, einschliesslich besonders schützenswerter Personendaten, bearbeiten und im Abrufverfahren auf diese Daten zugreifen:</p> <p>a. die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des BLV, die Aufgaben im Zusammenhang mit der Oberaufsicht wahrnehmen;</p> <p>b. die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der kantonalen Bewilligungsbehörden in ihrem Zuständigkeitsbereich;</p> <p>c. die Mitglieder der kantonalen Kommissionen für Tierversuche in ihrem Zuständigkeitsbereich;</p> <p>d. die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Institute, Laboratorien sowie Versuchstierhaltungen, -</p>	<p>Personendaten, einschliesslich besonders schützenswerter Personendaten, bearbeiten und im Abrufverfahren auf diese Daten zugreifen:</p> <p>a. die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des BLV, die Aufgaben im Zusammenhang mit der Oberaufsicht wahrnehmen, sowie im Rahmen von Artikel 20b Absatz 3;</p> <p>b. die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der kantonalen Bewilligungsbehörden sowie der Fachsekretariate in ihrem Zuständigkeitsbereich;</p> <p>3 Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Fachsekretariate können im Rahmen von Artikel 33a Abs. 3 im Abrufverfahren Daten zu Bewilligungsgesuchen und -entscheidungen aus anderen Kantonen einsehen.</p> <p>4 Das BLV kann, wenn es zur Erfüllung seiner Aufgaben</p>	<p>Beurteilung relevante Fachpersonen Zugang erhalten, insbesondere im Kontext einer verstärkten interkantonalen Harmonisierung.</p>	
---	---	--	--

<p>zuchten und -handlungen in ihrem Zuständigkeitsbereich.</p> <p>2 Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der kantonalen Bewilligungsbehörden und die Mitglieder der kantonalen Kommissionen für Tierversuche dürfen im Rahmen ihrer gesetzlichen Aufgaben im Abrufverfahren Daten zu Bewilligungsgesuchen und entscheiden aus anderen Kantonen einsehen.</p>	<p>andere Stellen bezieht, die Zugriffsrechte auf diese Stellen ausweiten.</p>		
<p>3. Kapitel: Forschung</p> <p>Art. 22</p> <p>1 Der Bund betreibt und unterstützt die tierschutzrelevante wissenschaftliche Forschung.</p> <p>2 Er fördert in Zusammenarbeit mit Hochschulen und Industrie insbesondere die Entwicklung, Anerkennung und Anwendung von</p>	<p>Art. 22 Abs. 2, 3 und 4</p> <p>2 Er fördert in Zusammenarbeit mit Hochschulen und Industrie insbesondere die Erforschung, Entwicklung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden.</p> <p>3 Er kann zu diesem Zweck auch 3R-Strukturen, 3R-Infrastruktur und die Lehre</p>	<p>Die Schaffung einer erweiterten gesetzlichen Grundlage zur Förderung der 3R ist grundsätzlich zu begrüßen und wird im erläuternden Bericht als zentrales Element der Vorlage hervorgehoben. Allerdings ist die vorgesehene gleichwertige Förderung aller drei Prinzipien kritisch zu beurteilen. Eine solche Ausrichtung widerspricht dem Ziel, Tierversuche durch Alternativen zu ersetzen, da Reduction und Refinement weiterhin auf der Durchführung von Tierversuchen basieren. Aus fachlicher Sicht ist</p>	<p>2 Der Bund fördert prioritär die Erforschung, Entwicklung, Anerkennung und Anwendung von Methoden, die Tierversuche ersetzen (Replacement).</p> <p>3 Er entwickelt Fördermassnahmen, um Replacement-Strukturen, 3R-Infrastruktur sowie die Lehre und Ausbildung im Bereich Replacement voranzubringen.</p> <p>4 Er fördert in nationaler und internationaler Zusammenarbeit</p>

<p>Methoden, die Tierversuche ersetzen, mit weniger Versuchstieren auskommen oder eine geringere Belastung derselben zur Folge haben. Er fördert im Besonderen Forschungsprojekte, welche die Ausschaltung von Schmerzen, Leiden oder Ängsten bei Eingriffen gemäss Artikel 16 zum Ziele haben.</p>	<p>und Ausbildung im Bereich 3R fördern.</p> <p>4 Er fördert in nationaler und internationaler Zusammenarbeit die Validierung, Anerkennung und Anwendung von 3R-Methoden.</p>	<p>daher eine klare Priorisierung von Replacement erforderlich.</p> <p>Zudem bleibt die Förderung im Entwurf weitgehend unverbindlich und es fehlen konkrete Anreizmechanismen, die Forschende und Unternehmen dazu motivieren, verstärkt auf tierfreie Methoden zu setzen. Erfahrungen aus anderen Politikbereichen, insbesondere aus der Landwirtschaft, zeigen, dass gezielte Anreizsysteme ein wirksames Instrument zur Umsetzung höherer Standards darstellen. Finanzielle Förderinstrumente, gezielte Programme oder regulatorische Vorteile können entscheidend dazu beitragen, Innovation in gewünschte Richtungen zu lenken. Ein solches Anreizsystem sollte daher auch im Bereich der biomedizinischen Forschung geschaffen werden, um die Entwicklung und Anwendung von Replacement-Methoden effektiv voranzutreiben.</p> <p>Die tatsächlichen Auswirkungen der Förderung müssen zwingend geprüft werden, um die Wirksamkeit zu</p>	<p>die Validierung, Anerkennung und Anwendung von Replacement-Methoden.</p>
---	---	--	---

		<p>beurteilen und im Falle eines ausbleibenden oder geringen Effekts die Fördermassnahmen im Sinne der Alternativmethoden wirksamer zu gestalten und gegebenenfalls zu intensivieren.</p> <p>Der Bund muss periodisch ausweisen, welche Anteile der öffentlichen Fördermittel in tierfreie Methoden, in übrige 3R-Projekte und in Projekte mit Tierversuchen fließen, da dies im öffentlichen Interesse ist, insbesondere, da es sich um Steuergelder handelt.</p> <p>Der Bund soll eine nationale Koordinationsstelle schaffen, die Forschende bei der Validierung, Anerkennung und Implementierung tierfreier Methoden fachlich und finanziell unterstützt. Eine Angliederung an bestehende Strukturen, etwa dem 3R-Kompetenzzentrum (3RCC), ist naheliegend.</p>	
	<p>Art. 33a Fachsekretariat für Tierversuche</p>	<p>Die Einführung von Fachsekretariaten zielt gemäss Bericht auf eine Verbesserung der Qualität und Effizienz des</p>	<p>Art. 33a Fachsekretariat für Tierversuche</p>

	<p>1 Die Kantone setzen innerhalb der Fachstelle ein Fachsekretariat für Tierversuche ein. Mehrere Kantone können ein gemeinsames Fachsekretariat einsetzen.</p> <p>2 Das Fachsekretariat prüft die Gesuche bezüglich Vollständigkeit, Versuchsziel sowie Unerlässlichkeit des Tierversuchs.</p> <p>3 Es setzt eine einheitliche Vollzugspraxis um. Es kann zu diesem Zweck ein anderes Fachsekretariat beiziehen.</p> <p>4 Der Bundesrat kann zusätzliche Anforderungen an das Fachsekretariat bestimmen.</p>	<p>Bewilligungsverfahrens ab. Dieses Ziel ist grundsätzlich nachvollziehbar. Allerdings besteht die Gefahr, dass der Fokus der Vorlage dadurch auf eine Beschleunigung der Verfahren verschoben wird, anstatt auf die Förderung von Alternativmethoden. Damit würde das ursprüngliche Anliegen der parlamentarischen Initiative teilweise verfehlt. Entscheidend ist daher, dass die Fachsekretariate über ausgewiesene Expertise in den 3R-Prinzipien, insbesondere in den Bereichen Replacement und NAMs, verfügen und diese systematisch in die Prüfung einbringen. Die Fachsekretariate sollen die Gesuche hinsichtlich der instrumentellen Unerlässlichkeit prüfen und damit eine vorselektierende Funktion für die Tierversuchskommission wahrnehmen.</p> <p>Ergänzend stellen sich Fragen zur konkreten Ausgestaltung der Fachsekretariate, die im Entwurf nicht abschliessend geklärt werden. Dies betrifft insbesondere die Zusammensetzung und geforderte</p>	<p>1 Die Kantone setzen innerhalb der Fachstelle ein Fachsekretariat für Tierversuche ein. Mehrere Kantone können ein gemeinsames Fachsekretariat einsetzen.</p> <p>2 Das Fachsekretariat prüft die Gesuche bezüglich Vollständigkeit, Versuchsziel sowie instrumentelle Unerlässlichkeit des Tierversuchs.</p> <p>3 Es setzt eine einheitliche Vollzugspraxis um. Es kann zu diesem Zweck ein anderes Fachsekretariat beiziehen.</p> <p>4 Das Fachsekretariat setzt sich aus Fachpersonen aus den folgenden Bereichen zusammen: –Replacement – Statistik – Veterinärmedizin</p> <p>Es prüft systematisch die Verfügbarkeit von Alternativmethoden (NAMs) für das beschriebene Versuchsziel und die instrumentelle Unerlässlichkeit des Tierversuchs.</p> <p>Das Fachsekretariat steht im Austausch mit den</p>
--	--	---	--

		<p>Kompetenzen sowie die institutionelle Unabhängigkeit der Mitglieder. Zudem müssen die Kompetenzen der Fachsekretariate die Zurückweisung eines ungenügenden Gesuchs beinhalten. Eine klare Regelung ist wesentlich für die Qualität und Unabhängigkeit der Bewilligungsverfahren.</p> <p>Angesichts der hohen fachlichen Anforderungen und der angestrebten einheitlichen Vollzugspraxis erscheint eine stärkere Zentralisierung fachlich naheliegend. Eine zentrale oder koordinierte Struktur könnte dazu beitragen, die fachliche Qualität zu sichern und kantonale Unterschiede zu reduzieren sowie Dopplungen und damit unnötigen Tierversuchen vorzubeugen. In diesem Zusammenhang sollte auch geprüft werden, ob eine institutionelle Anbindung an bestehende Strukturen wie das 3R-Kompetenzzentrum (3RCC), unter entsprechender personeller und finanzieller Stärkung, zweckmässig wäre.</p>	<p>Tierschutzbeauftragten der antragstellenden Institution.</p> <p>Das Fachsekretariat kann unvollständige Gesuche zur Überarbeitung zurückweisen. Liegt eine geeignete tierfreie Methode vor oder wird deren Nichtverfügbarkeit nicht überzeugend dargelegt, beantragt es die Ablehnung.</p> <p>Mitglieder des Fachsekretariats müssen institutionell unabhängig von den Gesuchstellenden sein.</p> <p>4 Der Bundesrat kann zusätzliche Anforderungen an das Fachsekretariat bestimmen.</p>
--	--	--	--

<p>Art. 34 Kantonale Kommission für Tierversuche</p> <p>1 Die Kantone bestellen je eine aus Fachleuten zusammengesetzte Kommission für Tierversuche, die von der Bewilligungsbehörde unabhängig ist und in der die Tierschutzorganisationen angemessen vertreten sind. Mehrere Kantone können eine gemeinsame Kommission einsetzen.</p> <p>2 Die Kommission prüft die Gesuche und stellt Antrag an die Bewilligungsbehörde. Sie wird für die Kontrolle der Versuchstierhaltung und der Durchführung der Versuche beigezogen. Die Kantone können ihr weitere Aufgaben übertragen.</p>	<p>Art. 34 Kantonale Kommission für Tierversuche</p> <p>1 Die Kantone bestellen eine aus mindestens fünf Fachleuten zusammengesetzte Kommission für Tierversuche, die von der Bewilligungsbehörde unabhängig ist und in der Kompetenzen zu 3R, Ethik und Forschen mit Tieren sowie Tierschutzorganisationen angemessen vertreten sind. Mehrere Kantone können eine gemeinsame Kommission einsetzen.</p> <p>2 Die Kommission prüft die Gesuche insbesondere bezüglich deren Zulässigkeit aufgrund der Güterabwägung und stellt Antrag an die Bewilligungsbehörde. Sie wird für die Kontrolle der Versuchstierhaltung und der Durchführung der Versuche beigezogen. Die Kantone</p>	<p>Die vorgesehenen Anpassungen zielen darauf ab, die fachlichen Anforderungen an die Tierversuchskommissionen zu erhöhen und deren Zusammensetzung zu präzisieren. Dies ist grundsätzlich positiv zu bewerten. Allerdings zeigt die Praxis, dass die Formulierung «angemessen vertreten» nicht ausreicht, um eine ausgewogene Berücksichtigung von Tierschutzinteressen sicherzustellen. Für eine tatsächlich ergebnisoffene Beurteilung der Gesuche ist eine ausgewogene und klar definierte Zusammensetzung erforderlich.</p> <p>Zudem erachten wir die vorgesehene Mindestgrösse der Kommissionen als zu tief. Um die notwendige fachliche Breite sowie eine angemessene Vertretung unterschiedlicher Interessen, insbesondere auch des Tierschutzes, sicherzustellen, ist eine grössere Anzahl an Mitgliedern erforderlich. Nur so kann gewährleistet werden, dass die verschiedenen Perspektiven angemessen eingebracht werden</p>	<p>Art. 34 Kantonale Kommission für Tierversuche</p> <p>1 Die Kantone bestellen eine aus mindestens elf Fachleuten zusammengesetzte Kommission für Tierversuche, die von der Bewilligungsbehörde unabhängig ist und in der zumindest Kompetenzen zu tierfreien Forschungsmethoden und anderen 3R-Aspekten, Forschen mit Tieren, Veterinärmedizin (insbesondere der Anästhesie und der Analgesie), Biologie, Statistik, Ethik und Recht vertreten sind. Tierschutz- und Forschungsinstitutionen sind in gleicher Zahl vertreten. Mehrere Kantone können eine gemeinsame Kommission einsetzen.</p> <p>2 Die Kommission prüft die Gesuche insbesondere bezüglich deren Zulässigkeit aufgrund der Güterabwägung und stellt Antrag an die Bewilligungsbehörde. Sie wird für die Kontrolle der Versuchstierhaltung und der Durchführung der Versuche</p>
--	---	--	--

	<p>können ihr weitere Aufgaben übertragen.</p> <p>3 Der Bundesrat kann zusätzliche Anforderungen an die Kommission bestimmen.</p>	<p>und die Entscheidungsfindung nicht durch strukturelle Ungleichgewichte verzerrt wird.</p>	<p>beigezogen. Die Kantone können ihr weitere Aufgaben übertragen.</p> <p>3 Der Bundesrat kann zusätzliche Anforderungen an die Kommission bestimmen.</p>
--	---	--	---



La Rectrice

Professeure Audrey Leuba

Ligne directe: +41 (0)22 379 75 13

rectrice@unige.ch

Commission de la science, de l'éducation
et de la culture du Conseil national

Par courriel :

vernehmlassungen@blv.admin.ch

Genève, le 11 mai 2026/AL/al

21.426 n Iv. pa. Christ. Méthodes de substitution à l'expérimentation animale. Davantage de ressources et d'incitations pour la recherche 3R : Position de l'Université de Genève

Madame, Monsieur,

Nous vous remercions de la possibilité de prendre position sur le projet de loi mettant en œuvre l'initiative parlementaire 21.426 n Iv. pa. Christ.

L'Université de Genève (UNIGE) partage pleinement l'objectif de l'initiative parlementaire 21.426 visant à « augmenter les ressources et incitations en faveur de la recherche 3R en vue d'accélérer le recours aux méthodes de substitution à l'expérimentation animale ». L'UNIGE accueille ainsi favorablement la volonté de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-N) de mettre en œuvre l'initiative parlementaire.

Toutefois, l'UNIGE considère qu'en l'état, le projet de loi rate sa cible et ne répond pas de manière satisfaisante à l'objectif de l'initiative. Non seulement les mesures en faveur des 3R sont très timides, mais le projet de loi contient aussi plusieurs mesures qui n'amélioreront nullement le bien-être des animaux de laboratoire ni le développement de méthodes alternatives. Comme le souligne une minorité de la CSEC-N, ces mesures risquent en premier lieu de se traduire par une bureaucratie accrue et des ressources supplémentaires aux niveaux fédéral et cantonal.

Définir les 3R

L'UNIGE soutient l'inscription de la définition des principes des 3R dans la Loi fédérale sur la protection des animaux (LPA). Le principe des 3R est ancré dans la pratique de la recherche ayant recours à l'expérimentation animale et la LPA s'en inspire sans toutefois le mentionner directement.

Promouvoir les 3R

L'UNIGE soutient les modifications qui visent à augmenter l'engagement de la Confédération dans le développement, la validation scientifique et la mise en œuvre des méthodes 3R. L'Université soutient également les modifications qui permettent à la Confédération de s'appuyer davantage sur des structures externes, comme le centre de Compétence 3R (3RCC).

Améliorer la transparence

Le devoir d'information du public figure déjà dans la LPA (art. 5 et 20a notamment). En outre, les entités privées et publiques recourant à l'expérimentation animale en Suisse se sont, depuis 2024, fortement engagées en faveur de la transparence et du dialogue avec le public. 27 d'entre elles sont désormais signataires de l'accord Swiss Transparency Agreement on Animal Research (STAAR)¹.

¹ <https://www.swissuniversities.ch/fr/organisation/organes/chambre-des-hautes-ecoles-universitaires/organes/swiss-transparency-agreement-on-animal-research-staar>

L'UNIGE ne s'oppose pas à l'introduction d'un devoir de publication d'informations au moment de l'approbation des demandes d'autorisation. En revanche, elle considère **qu'il n'est pas adéquat d'inscrire dans la loi la notion de « résumés non-techniques »**. L'OSAV dispose *de facto* déjà des informations rédigées à l'attention d'un public non averti et la Confédération peut en prévoir la publication sans modification de la LPA (cf. art. 20a al. 2). Si le détail des informations dont a besoin l'OSAV doit être redéfini, cela doit se faire dans le cadre d'une modification de l'Ordonnance sur la protection des animaux, de manière à identifier les modalités efficaces qui n'induiront pas de bureaucratie accrue.

Le rapport explicatif mentionne en outre l'introduction du préenregistrement des expériences. Il s'agit ici d'une pratique scientifique² et nullement d'une mesure de transparence. Cette pratique est adoptée de manière très variable selon les domaines de recherche (elle est fréquente par exemple dans les expériences menées en psychologie mais rare dans le champ de l'expérimentation animale). Les Académies des sciences médicales et naturelles ont récemment conduit une large consultation sur ce sujet, dont les résultats ont mis en évidence une nette opposition de la communauté scientifique suisse. L'UNIGE est donc **fermement opposée à l'inscription du préenregistrement des expériences dans l'esprit de la LPA**.

Améliorer la qualité du processus d'autorisation et l'accélérer

L'UNIGE considère qu'il est pertinent de clarifier les compétences et rôles des services cantonaux spécialisés afin d'assurer, dans tous les cantons, l'efficacité du processus d'autorisation. L'Université soutient également l'augmentation des échanges entre les services cantonaux et les requérantes et requérants afin d'améliorer la qualité des demandes soumises aux commissions cantonales, et de leur permettre ainsi de se concentrer sur l'évaluation éthique et la pesée des intérêts. Ces échanges fructueux sont déjà en place dans plusieurs cantons. L'UNIGE soutient enfin l'introduction de la possibilité d'instituer des services spécialisés communs entre plusieurs cantons, cette pratique étant déjà en place pour les commissions.

L'UNIGE **s'oppose en revanche fermement à la création de secrétariats spécialisés** et rejoint en cela la position d'une minorité de la CSEC-N. Selon le rapport explicatif, cette mesure nécessiterait la création d'environ 7 postes à plein-temps, or ces ressources seraient bienvenues au niveau de la recherche 3R afin d'accélérer le développement des méthodes de substitution à l'expérimentation animale et d'accroître les efforts pour réduire le nombre d'animaux et diminuer la contrainte imposée (remplacer, réduire et raffiner).

Vous trouverez ci-dessous l'ensemble des modifications proposées par l'UNIGE afin que le projet de loi réponde à l'objectif de l'initiative et contribue ainsi à augmenter les ressources et incitations en faveur de la recherche 3R.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à notre prise de position vous prions de croire, Madame, Monsieur, à l'expression de nos salutations les meilleures.



Audrey Leuba
Rectrice

² Préenregistrer une étude signifie partager (ou partager sous embargo) des informations avec la communauté scientifique, dans un langage scientifique et non destiné au public non averti

Personne de contact : M. Daniele Roppolo, Directeur de l'expérimentation animale, Délégué à la protection des animaux (direction-expanim@unige.ch ; 022 379 74 39)

Légende : ajout à ou suppression de la modification proposée, conservation du droit en vigueur

Droit en vigueur	Modification proposée	Notre proposition	Remarque
Art. 3 Définitions		Accepter avec modification	
<p>Au sens de la présente loi, on entend par :</p> <p>a. dignité:...</p> <p>b. bien-être....</p> <p>c. expérience sur les animaux...</p>	<p>Au sens de la présente loi, on entend par :</p> <p>a. dignité:...</p> <p>b. bien-être....</p> <p>c. expérience sur les animaux...</p> <p>d. 3R : en expérimentation animale principe qui préconise le remplacement (en anglais : replacement), la réduction (en anglais : reduction) et la réforme des méthodes d'expérimentation animale afin de réduire la contrainte subie par les animaux (en anglais : refinement).</p>	<p>Au sens de la présente loi, on entend par :</p> <p>a. dignité:...</p> <p>b. bien-être....</p> <p>c. expérience sur les animaux...</p> <p>d. 3R : en expérimentation animale principe qui préconise le remplacement (en anglais : replacement), la réduction (en anglais : reduction) et le raffinement la réforme des méthodes d'expérimentation animale afin de réduire la contrainte subie par les animaux (en anglais : refinement).</p>	<p>En français le mot « Réforme » ne traduit pas correctement l'anglais « Refine ». Le mot « raffinement » / « raffiner » est largement utilisé dans le milieu des 3Rs (notamment 3RCC et swissuniversities)</p>

Droit en vigueur	Modification proposée	Notre proposition	Remarque
Art. 18 Régime de l'autorisation		Refuser (conserver l'article en vigueur)	
3 L'autorité cantonale compétente soumet les demandes d'autorisation pour les expériences sur les animaux visées à l'art. 17 à la commission cantonale pour les expériences sur les animaux.	3 Le <u>secrétariat spécialisé</u> soumet les demandes d'autorisation pour les expériences sur les animaux visées à l'art. 17 à la commission cantonale pour les expériences sur les animaux.		Nous refusons les modifications qui introduisent les secrétariats spécialisés dans cet article. cf. remarque sous Art. 33a.

Droit en vigueur	Modification proposée	Notre proposition	Remarque
Art. 20a Information du public		Accepter partiellement et avec modifications substantielles	
<p>1 À l'issue de toute expérience sur des animaux, l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV) publie les informations suivantes:</p> <p>a) le titre de l'expérience et le domaine concerné;</p> <p>b) le but de l'expérience;</p> <p>c) le nombre d'animaux de chaque espèce utilisés;</p> <p>d) la gravité de la contrainte imposée aux animaux.</p> <p>2 Le Conseil fédéral peut prévoir la publication d'autres informations, à moins que des intérêts privés ou publics prépondérants dignes de protection s'y opposent.</p> <p>3 Il règle les modalités, notamment le degré de précision des informations que doivent fournir les personnes responsables de l'expérience. Ce faisant, il tient compte des intérêts privés ou publics prépondérants dignes de protection.</p>	<p>1 La Confédération encourage la transparence en ce qui concerne la recherche sur les animaux. À cette fin, elle peut tenir un registre public des expériences autorisées.</p> <p>2 Après avoir autorisé une expérience sur des animaux, l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV) publie un résumé non technique du projet précisant :</p> <p>a. le titre de l'expérience et le domaine concerné ;</p> <p>b. le but de l'expérience ;</p> <p>c. le nombre d'animaux de chaque espèce qui seront utilisés ;</p> <p>d. la gravité attendue de la contrainte imposée aux animaux ;</p> <p>e. les buts du projet d'expérimentation et l'utilité attendue ;</p> <p>f. les contraintes attendues et les mesures d'atténuation de celles-ci ;</p> <p>g. les mesures prévues pour l'application des 3R.</p> <p>3 À l'issue de toute expérience sur des animaux, l'OSAV publie, sous la forme d'un complément au résumé non technique du projet, les informations suivantes :</p> <p>a. le nombre d'animaux de chaque espèce utilisée ;</p> <p>b. la gravité de la contrainte imposée aux animaux.</p> <p>4 Le Conseil fédéral peut, en tenant compte des intérêts privés prépondérants dignes de protection, prévoir :</p> <p>a. que d'autres informations soient publiées ;</p> <p>b. que le résumé non technique du projet publié soit complété par les résultats obtenus à l'issue d'une expérience sur des animaux ;</p> <p>c. que des exceptions à l'obligation de publication prévue à l'al. 2 soient possibles.</p> <p>5 Il règle le degré de précision des informations que doivent fournir les personnes responsables de l'expérience. Ce faisant, il tient compte des intérêts privés ou publics prépondérants dignes de protection.</p>	<p>1 La Confédération encourage la transparence envers le public en ce qui concerne la recherche sur les animaux. À cette fin, elle peut tenir un registre public des expériences autorisées</p> <p>2 Après avoir autorisé une Au moment de l'approbation des demandes d'autorisation et à l'issue de toute expérience sur des animaux, l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV) publie les informations suivantes un résumé non technique du projet précisant:</p> <p>a) le titre de l'expérience et le domaine concerné; le titre de l'expérience et le domaine concerné;</p> <p>b) le but de l'expérience; le but de l'expérience;</p> <p>c) le nombre d'animaux de chaque espèce qui seront utilisés ou qui ont été utilisés; le nombre d'animaux de chaque espèce qui seront utilisés ou qui ont été utilisés;</p> <p>d) la gravité de la contrainte attendue ou imposée aux animaux. la gravité de la contrainte attendue ou imposée aux animaux.</p> <p>e. les buts du projet d'expérimentation et l'utilité attendue;</p> <p>e) f) les contraintes attendues et les mesures d'atténuation de celles-ci ;</p> <p>f) g) les mesures prévues pour l'application des 3R.</p> <p>3 À l'issue de toute expérience sur des animaux, l'OSAV publie, sous la forme d'un complément au résumé non technique du projet, les informations suivantes :</p> <p>a. le nombre d'animaux de chaque espèce utilisée ;</p> <p>b. la gravité de la contrainte imposée aux animaux.</p> <p>4 Le Conseil fédéral peut, en tenant compte des intérêts privés prépondérants dignes de protection, prévoir :</p> <p>a. que d'autres informations soient publiées ;</p> <p>b. que le résumé non technique du projet publié soit complété par les résultats obtenus à l'issue d'une expérience sur des animaux ;</p> <p>c. que des exceptions à l'obligation de publication prévue à l'al. 2 soient possibles.</p> <p>3 Le Conseil fédéral peut prévoir la publication d'autres informations, à moins que des intérêts privés ou publics prépondérants dignes de protection s'y opposent.</p>	<p>Nouvel alinéa 1 : En accord avec le titre de l'article 20a, il nous semble essentiel de souligner que cette activité de transparence doit s'adresser au public ; la communication entre chercheur-euses est spécifique à la communauté scientifique et évolue selon les besoins de la science. La création d'un repository public divulguant des informations sur les expériences autorisées nous semble implicite, si on accepte que la Confédération publie des informations aussitôt qu'une autorisation est octroyée (voir alinéa 2) ; sa forme (registre ou autre) doit être discutée avec toutes les parties prenantes et pourra faire l'objet d'une modification de l'OPAN. Pour cette raison, nous biffons la deuxième phrase de cette proposition: À cette fin, elle peut tenir un registre public des expériences autorisées</p> <p>Nouveaux alinéas 2, 3, 4, 5 : Nous acceptons la proposition d'informer le public aussitôt que l'autorisation est octroyée. Une fois ce principe inscrit dans la LPA, la forme de cette information et les modalités de publication devraient faire l'objet d'une modification de l'OPAN après consultation des milieux concernés. Les résumés non-techniques pourraient prendre différentes formes, être extraits automatiquement des demandes d'autorisation ou générés à l'aide d'outils d'intelligence artificielle ; toutes ces options doivent être approfondies et il n'est pas nécessaire de les inscrire dans la LPA. Pour ces raisons : - nous proposons de compléter l'alinéa 1 en vigueur en précisant que l'information au public se fera au moment de l'approbation de la demande ainsi qu'à sa clôture. Nous acceptons que l'information publiée inclue les contraintes attendues, les mesures d'atténuation et les mesures prévues pour l'application des 3R. Nous biffons cette expression : « les buts du</p>

		<p>5 Il règle le degré de précision des informations que doivent fournir les personnes responsables de l'expérience. Ce faisant, il tient compte des intérêts privés ou publics prépondérants dignes de protection.</p> <p>4 Il règle les modalités, notamment le degré de précision des informations que doivent fournir les personnes responsables de l'expérience. Ce faisant, il tient compte des intérêts privés ou publics prépondérants dignes de protection.</p>	<p>projet d'expérimentation et l'utilité attendue » car le but est déjà mentionné au point b et que l'expression « utilité attendue » n'est pas définie et pourrait mettre en question certains domaines de recherche (p. ex. écologie, éthologie, recherche fondamentale). Nous refusons les nouveaux alinéas 3, 4 et 5 qui sont redondants avec le nouvel alinéa 1 et les alinéas 2 et 3 en vigueur. Les alinéas 2 et 3 en vigueur deviennent 3 et 4.</p> <p><u>Note sur le rapport explicatif :</u> Le rapport explicatif cite le préenregistrement comme mesure que la Confédération devrait soutenir. Cette explication doit être biffée, le préenregistrement n'étant pas une pratique courante dans le domaine de l'expérimentation animale (voir à ce propos les travaux récents de la Commission pour l'éthique dans les expérimentations animales des Académies ainsi que la publication « Researchers' preregistration in animal research »).</p>
--	--	--	--

Droit en vigueur	Modification proposée	Notre proposition	Remarque
Art. 20b But et contenu		Accepter	
<p>1 La Confédération exploite un système d'information destiné à faciliter l'accomplissement des tâches légales de la Confédération et des cantons dans le domaine de l'expérimentation animale.</p> <p>2 Le système d'information contient les données personnelles suivantes:</p> <p>a. données sur les poursuites et les sanctions administratives et pénales;</p> <p>b. données sur les autorisations et sur la surveillance des expériences sur les animaux;</p> <p>c. données sur les autorisations d'exploiter un établissement qui détient des animaux destinés à l'expérimentation, qui les élève ou qui en fait le commerce et sur la surveillance de ces établissements;</p> <p>d. données sur les annonces des lignées ou des souches animales présentant un phénotype invalidant;</p> <p>e. données relatives à la formation et à la formation continue;</p> <p>f. données nécessaires à la publication de la statistique annuelle de l'expérimentation animale;</p> <p>g. données nécessaires à la gestion des utilisateurs et du système.</p>	<p>1 La Confédération exploite un système d'information destiné à faciliter l'accomplissement des tâches légales de la Confédération et des cantons dans le domaine de l'expérimentation animale. Le respect de la protection des données et la protection du secret d'affaires et du secret en matière de recherche sont garantis en tout temps.</p> <p>2...</p> <p>3 L'OSAV analyse les données du système d'information dans le but d'identifier les évolutions en matière de protection des animaux dans le domaine de l'expérimentation animale. Il peut déléguer cette tâche à un autre organisme compétent, à condition que des mesures techniques et organisationnelles appropriées sont prises pour protéger les données personnelles et les secrets d'affaires.</p>		<p>Nous soutenons la possibilité de recourir à des organismes externes pour l'analyse de ces données, notamment le Centre de Compétence 3R (mentionné dans le rapport explicatif).</p>

Droit en vigueur	Modification proposée	Notre proposition	Remarque
Art. 20c Accès aux données		Accepter partiellement et avec modifications substantielles	
<p>1 Les personnes suivantes peuvent traiter des données personnelles, y compris des données sensibles, et accéder à ces données en ligne, pour autant que cela soit nécessaire à l'accomplissement de leurs tâches légales:</p> <p>a) les collaborateurs de l'OSAV qui assument des tâches dans le cadre de la haute surveillance;</p> <p>b) les collaborateurs des autorités cantonales chargées d'établir les autorisations, dans leur domaine de compétence;</p> <p>c) les membres des commissions cantonales pour les expériences sur les animaux, dans leur domaine de compétence;</p> <p>d) les collaborateurs des instituts, des laboratoires et des établissements qui détiennent des animaux destinés à l'expérimentation, les élèvent ou en font le commerce, dans leur domaine de compétence.</p> <p>2 Les collaborateurs des autorités cantonales chargées d'établir les autorisations et les membres des commissions cantonales peuvent consulter en ligne les données concernant les demandes d'autorisation déposées dans les autres cantons et les décisions prises en la matière, pour autant que cela soit nécessaire à l'accomplissement de leurs tâches légales.</p>	<p>1 Les personnes suivantes peuvent traiter des données personnelles, y compris des données sensibles, et accéder à ces données en ligne, pour autant que cela soit nécessaire à l'accomplissement de leurs tâches légales :</p> <p>a) les collaborateurs de l'OSAV qui assument des tâches dans le cadre de la haute surveillance ainsi que dans le cadre de l'art. 20b, al. 3 ;</p> <p>b) les collaborateurs des autorités cantonales chargées d'établir les autorisations et des secrétariats spécialisés, dans leur domaine de compétence ;</p> <p>2 Les collaborateurs des autorités cantonales chargées d'établir les autorisations et les membres des commissions cantonales peuvent consulter en ligne les données concernant les demandes d'autorisation déposées dans les autres cantons et les décisions prises en la matière, pour autant que cela soit nécessaire à l'accomplissement de leurs tâches légales.</p> <p>3 Les collaborateurs des secrétariats spécialisés peuvent, dans le cadre des tâches visées à l'art. 33a, al. 3, consulter en ligne les données relatives aux demandes d'autorisation et aux décisions rendues dans d'autres cantons.</p> <p>4 Si l'OSAV fait appel à d'autres services pour accomplir ses tâches, il peut étendre les droits d'accès à ces services.</p>	<p>1 Les personnes suivantes peuvent traiter des données personnelles, y compris des données sensibles, et accéder à ces données en ligne, pour autant que cela soit nécessaire à l'accomplissement de leurs tâches légales:</p> <p>a) les collaborateurs de l'OSAV qui assument des tâches dans le cadre de la haute surveillance ainsi que dans le cadre de l'art. 20b, al. 3 ;</p> <p>b) les collaborateurs des autorités cantonales chargées d'établir les autorisations et des secrétariats spécialisés, dans leur domaine de compétence ;</p> <p>c) les membres des commissions cantonales pour les expériences sur les animaux, dans leur domaine de compétence;</p> <p>d) les collaborateurs des instituts, des laboratoires et des établissements qui détiennent des animaux destinés à l'expérimentation, les élèvent ou en font le commerce, dans leur domaine de compétence.</p> <p>2 Les collaborateurs des autorités cantonales chargées d'établir les autorisations et les membres des commissions cantonales peuvent consulter en ligne les données concernant les demandes d'autorisation déposées dans les autres cantons et les décisions prises en la matière, pour autant que cela soit nécessaire à l'accomplissement de leurs tâches légales.</p> <p>3 Les collaborateurs des des secrétariats spécialisés peuvent, dans le cadre des tâches visées à l'art. 33a, al. 3, consulter en ligne les données relatives aux demandes d'autorisation et aux décisions rendues dans d'autres cantons.</p> <p>4 3 Si l'OSAV fait appel à d'autres services pour accomplir ses tâches, il peut étendre les droits d'accès à ces services.</p>	<p>Nous refusons les modifications qui introduisent les secrétariats spécialisés dans cet article. cf. remarque sous Art. 33a. L'alinéa 2 en vigueur s'applique aux services cantonaux spécialisés (art. 33 en vigueur). Nous acceptons le contenu de l'alinéa 4.</p>

Droit en vigueur	Modification proposée	Notre proposition	Remarque
Titre précédant l'art. 22		Pas de remarques	
Chapitre 3 Recherche	Chapitre 3 Soutien aux mesures pertinentes de protection des animaux		

Droit en vigueur	Modification proposée	Notre proposition	Remarque
Art. 22		Accepter	
<p>1 La Confédération fait de la recherche scientifique dans les domaines déterminants pour la protection des animaux et la soutient.</p> <p>2 Elle encourage notamment, en collaboration avec les hautes écoles et l'industrie, le développement, la reconnaissance et l'application de méthodes qui peuvent remplacer des expériences sur les animaux ou réduire soit le nombre des animaux utilisés, soit les contraintes qui leur sont imposées. Elle encourage plus particulièrement les projets de recherche qui ont pour objet l'élimination des douleurs, des maux ou de l'anxiété liés aux interventions visées à l'art. 16.</p>	<p>1...</p> <p>2 Elle encourage notamment, en collaboration avec les hautes écoles et l'industrie, l'étude, le développement, la reconnaissance et l'application de méthodes fondées sur les principes 3R.</p> <p>3 Elle peut aussi, dans ce but, encourager les structures 3R, l'infrastructure 3R ainsi que l'enseignement et la formation dans le domaine 3R.</p> <p>4 Dans le cadre de collaborations à l'échelle nationale et internationale, elle encourage la validation, la reconnaissance et l'utilisation des méthodes 3R.</p>		<p>Nous soutenons la mention explicite du principe des 3R dans la LPA ainsi que la volonté du projet de loi de soutenir non seulement le développement des 3R, mais aussi la création de l'infrastructure nécessaire et la validation scientifique des méthodes développées.</p>

Droit en vigueur	Modification proposée	Notre proposition	Remarque
<p>Nouvel article : Art. 33a</p> <p><u>Art. 33 Service cantonal spécialisé</u> Chaque canton institue un service spécialisé placé sous la responsabilité du vétérinaire cantonal et à même d'assurer l'exécution de la présente loi et celle des dispositions édictées sur la base de celle-ci.</p>	<p><u>Art. 33 Service cantonal spécialisé</u> </p> <p>Article 33a Secrétariat spécialisé 1 Chaque canton institue un secrétariat spécialisé dans l'expérimentation animale au sein de son service spécialisé. Plusieurs cantons peuvent créer un secrétariat spécialisé commun.</p> <p>2 Le secrétariat spécialisé vérifie l'exhaustivité des demandes d'autorisation, ainsi que l'objectif et le caractère indispensable de l'expérience.</p> <p>3 Il applique la législation de manière uniforme. Il peut, à cette fin, faire appel à un autre secrétariat spécialisé.</p> <p>4 Le Conseil fédéral peut fixer des exigences supplémentaires applicables aux secrétariats spécialisés.</p>	<p><u>Art. 33 Service cantonal spécialisé</u> 1 Chaque canton institue un service spécialisé placé sous la responsabilité du vétérinaire cantonal et à même d'assurer l'exécution de la présente loi et celle des dispositions édictées sur la base de celle-ci. Plusieurs cantons peuvent créer un secrétariat service spécialisé commun.</p> <p>Article 33a Secrétariat spécialisé 1 Chaque canton institue un secrétariat spécialisé dans l'expérimentation animale au sein de son service spécialisé. Plusieurs cantons peuvent créer un secrétariat spécialisé commun.</p> <p>2 En ce qui concerne l'expérimentation animale, le secrétariat service spécialisé vérifie l'exhaustivité des demandes d'autorisation, ainsi que l'objectif et le caractère indispensable de l'expérience.</p> <p>3-2a Il applique la législation de manière uniforme. Il peut, à cette fin, faire appel à un autre secrétariat service spécialisé.</p> <p>4-2b Le Conseil fédéral peut fixer des exigences supplémentaires applicables aux secrétariats services spécialisés.</p>	<p>Refuser sauf si modifications substantielles</p> <p>Nous nous opposons à l'obligation d'instituer les secrétariats spécialisés, car leur fonction est déjà remplie par les services cantonaux spécialisés. Selon notre expérience dans les cantons de Vaud et Genève, les services cantonaux lisent et évaluent systématiquement les demandes, ils posent des questions aux requérant-es et peuvent demander la réécriture de la demande AVANT que celle-ci soit envoyée à la Commission. L'institution de secrétariats spécialisés est coûteuse et n'ajoute aucune valeur à la procédure. Les objectifs présentés dans le rapport explicatif, notamment l'harmonisation des pratiques, peuvent être atteints en donnant à chaque service l'accès aux autorisations d'autres services, comme proposé dans ce projet de loi. Cela dit, nous comprenons l'utilité de donner aux cantons la possibilité d'instituer des services spécialisés communs (s'ils le souhaitent, comme déjà prévu pour les commissions), ainsi que l'importance de définir leur rôle.</p>

Droit en vigueur	Modification proposée	Notre proposition	Remarque
Art. 34 Commissions cantonales pour les expériences sur les animaux		Accepter	
<p>1 Chaque canton institue une commission pour l'expérimentation animale composée de spécialistes, indépendante de l'autorité chargée de délivrer les autorisations et dans laquelle les organisations de protection des animaux sont adéquatement représentées. Plusieurs cantons peuvent instituer une commission commune.</p> <p>2 La commission examine les demandes et fait une proposition à l'autorité chargée de délivrer les autorisations. Elle est appelée à participer au contrôle des établissements qui détiennent des animaux destinés à l'expérimentation et de l'exécution des expériences. Les cantons peuvent lui confier d'autres tâches.</p>	<p>1 Chaque canton institue une commission pour les expériences sur les animaux composée d'au moins cinq spécialistes, indépendante de l'autorité chargée de délivrer les autorisations, qui regroupe des compétences adéquates en matière de 3R, d'éthique et de recherche au moyen d'animaux, et dans laquelle les organisations de protection des animaux sont adéquatement représentées. Plusieurs cantons peuvent instituer une commission commune.</p> <p>2 La commission examine les demandes afin de déterminer notamment si l'expérience peut être autorisée sur la base de la pesée des intérêts et elle fait ensuite une proposition à l'autorité chargée de délivrer les autorisations. Elle est associée au contrôle des établissements qui détiennent des animaux destinés à l'expérimentation et au contrôle de l'exécution des expériences. Les cantons peuvent lui confier d'autres tâches.</p> <p>3 Le Conseil fédéral peut fixer des exigences supplémentaires applicables aux commissions</p>		<p>Nous soutenons les modifications proposées en ce qui concerne la composition des commissions et leurs compétences. Nous apprécions particulièrement la volonté de permettre aux commissions de se focaliser sur la pesée des intérêts, tout en comprenant qu'elles gardent la possibilité d'interroger les requérant-es sur d'autres points aussi. Nous soulignons que l'institution de secrétariats spécialisés n'est pas une condition préalable à la mise en œuvre de cette modification.</p>